



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries avril 2015

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er avril 2015

Le 1er avril 2015

CAUSERIE

Pondichéry mardi à 23h.

On a ajouté 85 articles avec un peu de retard. Je n'ai pas eu le temps de tous les lire entièrement. Je me suis refusé à en publier une quinzaine sans intérêt ou pire.

Ces articles sont publiés à titre d'information uniquement, éventuellement on peut retenir certaines analyses lorsqu'elles sont pertinentes, quant à leurs conclusions politique on ne les partage pas dans 99% des cas, je n'ai pas écrit 100% sinon on m'accuserait de manquer de modestie ou d'être difficile, je vous garantis que c'est motivé et qu'il est facile de s'en expliquer. Bonne lecture et à plus tard.

Pondichéry mercredi à 16h30.

Quelle audace, quelle arrogance, quel mépris affichent Hollande, Valls et Macron au lendemain de la défaite cuisante du PS aux élections départementales, patati patata...

Ils vont garder "le cap", non, pas croyable, qui l'aurait cru, parce que vous avez déjà vu sous la Ve République un gouvernement qui n'aurait pas poursuivi la même politique après des élections sans se soucier de leurs résultats, ou qui lors d'un changement de majorité parlementaire n'aurait pas poursuivi la politique que leur prédécesseur, je ne parle pas sur le court terme ou dans les détails mais sur le fond puisque c'est cela qui nous intéresse ?

Alors pourquoi s'employer à faire croire le contraire ? Réponse : Pour ne pas avoir à relier le présent et le passé un peu trop compromettant pour ceux qui se sont compromis avec le PS. Personne ne tient à se pencher réellement sur le passé et on comprend pourquoi. C'est une manière comme une autre d'y rester relié ainsi qu'au PS tout en hurlant haro sur ce parti ou le gouvernement, une simple posture qui impressionnera peut-être les naïfs où ceux qui y ont intérêt.

C'est cela le miracle de l'immédiateté de l'actualité, et c'est aussi pour cela qu'ils l'ont tous adoptée, car ils ont bien compris les avantages qu'ils pourraient en tirer : On passe ensuite à autre chose et ainsi de suite sans plus jamais relier le présent au passé ou fournir la moindre analyse de fond, on se contente d'une revue de presse agrémentée de quelques commentaires et l'affaire est bouclée personne ne posera de questions embarrassantes, sinon on lui répondra... qu'elles ne sont pas d'actualité, sans rire.

Hollande, Valls et Macron assument être des réactionnaires en affichant leurs intentions nuisibles envers les travailleurs sans trop se donner la peine de les maquiller, comme les dirigeants de la classe dominante l'exigent et que les conditions politiques sont réunies pour procéder de la sorte, ils ne prennent pour ainsi dire plus aucune précaution pour annoncer la suite de leur programme antisocial, la réaction a le vent en poupe et rien ne peut lui résister, c'est en tout cas ce qu'ils pensent.

On voudrait bien leur apporter un cinglant démenti ou leur infliger une défaite, mais on ne voit pas comment cela pourrait être possible, je ne fais pas référence à la journée d'action du 9 avril, sur le moyen ou long terme en partant de l'état actuel du mouvement ouvrier dont la décomposition est vouée à se poursuivre, puisqu'aucune rupture avec la conception de la lutte de classe qui nous a conduit où nous en sommes n'est à l'ordre du jour d'aucun parti ouvrier.

Tenez pendant qu'on y est, il semblerait que la formule selon laquelle les conditions objectives l'emporteraient sur les conditions subjectives ait été rabâchée à tort et à travers pour nous mener en bateau.

Car de deux choses l'une, soit les conditions objectives ne sont pas encore mûres et cela signifie que les conditions d'existence des travailleurs n'a pas régressé au point qu'ils la considèrent insupportable et décident de passer à l'action, auquel cas il faudra peut-être attendre le passage de la loi Macron 10 pour que cette condition soit remplie et on peut toujours attendre, autrement dit il ne faut s'attendre à aucun changement radical au sein du mouvement ouvrier d'ici là, soit il n'est pas indispensable que cette condition soit réunie pour espérer parvenir à renverser le régime en place, et cela signifierait qu'il serait possible que les conditions subjectives soient remplies, mais là on se demande par quel miracle elles pourraient évoluer favorablement puisqu'aux dernières nouvelles elles demeuraient subordonnées aux conditions objectives.

Soit on admet qu'il est indispensable d'en arriver à une crise sociale similaire à celle des années 30 ou une situation politique à l'ukrainienne par exemple pour que les masses se soulèvent par millions, auquel cas on en est encore loin, soit on admet qu'il n'est pas nécessaire d'en arriver là parce que la situation sociale serait suffisamment détériorée pour que les masses prennent conscience qu'elles doivent stopper le gouvernement avant d'en arriver à cette extrémité, ce qui contredirait notre formule. Si on l'avait adaptée en tenant compte des profondes transformations qu'a subi la société depuis 50 ans au lieu de procéder à l'inverse, peut-être que ce qui nous apparaît comme une contradiction n'en serait pas une, car on ne peut pas appliquer telle quelle une formule à des modes de vie et de pensée à des périodes si distinctes de la société, dont le stade de développement dans tous les domaines était différent, sachant que c'est toujours une minorité qui participe à l'activité sociale et politique de la société entraînant le reste de la population à sa suite, il suffirait qu'elle soit politiquement orientée dans la bonne direction pour balayer tous les obstacles qui se dressent devant la révolution, sans attendre qu'il y ait 10 ou 15 millions de chômeurs en France, des millions de miséreux affamés traînant les rues, etc.

Il y a deux facteurs qui viennent étayer cette stratégie politique. Le fait que les partis institutionnels et les institutions sont majoritairement rejetés dans le pays, leur emprise sur les travailleurs ne cesse de diminuer au fil du temps, en grande partie également à l'intérieur des syndicats, c'est l'ensemble de l'appareil politique et de propagande du régime qui est contesté, affaibli et en crise, donc vulnérable, et le capitalisme contrairement aux apparences n'est pas en meilleur état, puisqu'il doit sa survie à la fois un coup de poker de tricheurs en recourant à un système financier mafieux pour notamment couvrir sa faillite, assurer ses fins de mois, et assurer son développement futur tout en l'hypothéquant en exacerbant à l'extrême ses contradictions, ce qui l'amène à détruire les bases sur lesquelles il s'était bâti en semant le chaos et la guerre sur tous les continents au risque d'être emporté avec eux pour peu que le prolétariat mondial trouve la voie de la révolution socialiste.

Comment ne pas voir que tout leur système économique et politique tient uniquement grâce à des artifices de plus en plus fragiles, élimés, tandis que tous les peuples n'en peuvent plus, car dans ces conditions imaginer son futur outout simplement vivre dans telle société où toutes les valeurs et tous les principes universels sont bafoués n'a plus aucun sens, personne ne peut s'y reconnaître, personne n'a envie qu'elle dure plus longtemps pour peu qu'on en parle librement avec les travailleurs, pas un ne vous dira qu'il avait envisagé un jour devoir vivre dans une société ou un monde aussi abominable, reste à lui donner ou redonner espoir qu'il est possible de le changer sans attendre d'être réduit en esclavage, d'avoir perdu tous nos droits, d'être en proie à une guerre civile dévastatrice ou de crouler sous les bombes.

Si les travailleurs sont de moins en moins réceptifs au discours des représentants de la classe dominante ou ne les écoutent plus, c'est qu'ils sont disponibles pour entendre un autre discours. La question à résoudre demeure de trouver la bonne formule pour s'adresser à eux, sans rien leur cacher de la réalité, pour les convaincre de la nécessité de s'organiser, de construire le parti dans la perspective de changer de fond en comble la société et non pour procéder à des replâtrages de façade.

Si en tant que simple travailleur, ouvrier, nous sommes parvenu à nous en convaincre un jour, c'est que chaque travailleur peut en être convaincu à son tour, c'est d'ailleurs ce qu'on devrait commencer à enseigner aux militants au lieu de leur bourrer le crâne avec des formules qu'ils sont incapables d'adapter aux différentes situations. Cela valait également pour moi, d'ailleurs toutes les critiques que je peux formuler me concernent aussi, parfois j'oublie de le rappeler et c'est un tort, à aucun moment je me place au-dessus des autres militants.

[Le chiffre du jour. 40.](#)

40 milliards d'euros, c'est le pactole que les actionnaires du CAC 40 vont se partager - LeFigaro.fr 31.03

On nous dit que les analystes espèrent 43,4 milliards l'an prochain, vite la loi Macron 2 !

[Dossiers Yémen ou la guerre comme si vous y étiez...](#)

- Riyad met Sanaa à feu et à sang... - french.trib.ir

Fou furieux, le régime saoudien a plongé Sanaa, dans un bain de sang.

Les chasseurs saoudiens ont bombardé, cet après midi, pendant une heure, la capitale yéménite, provoquant des dizaines d'incendies. Al-Mayadeen qualifie ces raids des plus violents jamais effectués, depuis cinq jours. L'aéroport de Sanaa a été, ainsi, visé par des raids d'une violence inouïe. Les zones commerciales de la ville sont en feu...un camp de réfugiés a été bombardé. french.trib.ir 30.03

- Yémen bombardé : fronde, au sein des pilotes égyptiens - french.trib.ir

C'est une première, qui pourrait, toutefois, se propager très rapidement! Selon Omran press, un pilote égyptien vient d'être arrêté, pour avoir refusé de prendre part à la campagne de bombardement contre le Yémen, sous le commandement saoudien. Le pilote a désobéi à l'ordre de sa hiérarchie, en affirmant ceci : "je me suis engagé dans l'armée et j'ai fait des études, pour devenir pilote, pour bombarder Israël, et non pas le Yémen". Les analystes politiques soulignent, d'ailleurs, une fronde, qui pourrait gagner du terrain, au sein même des troupes de la soi disante coalition anti-Yémen. french.trib.ir 30.03

- Confirmation. Avec des Si, tout est possible.

- Obama lève le gel sur les livraisons d'armes lourdes à l'Egypte - AFP

Soucieux de maintenir des liens étroits avec un vieil allié dans une région traversée par de profondes secousses, Barack Obama a annoncé mardi la reprise des livraisons d'armes lourdes à l'Egypte, gelées après la répression sanglante contre les partisans du président Morsi.

Washington avait initialement conditionné la reprise de son aide militaire, suspendue en octobre 2013, à des réformes démocratiques dans le pays. Mais le rôle incontournable de l'Egypte, le plus peuplé et le mieux armé des pays arabes, qui se pose désormais en fer de lance régional dans la lutte contre les jihadistes l'EI, a poussé la Maison Blanche à infléchir sa position.

Lors d'une conversation téléphonique, le président américain a annoncé à son homologue égyptien Abdel Fattah al-Sissi la levée du gel sur la livraisons de 12 avions de chasse F-16, 20 missiles Harpoon ainsi que de pièces pour chars Abrams M1A1.

Ces décisions doivent permettre de répondre aux intérêts communs des deux pays "dans une région instable", a souligné l'exécutif américain.

Impliquée dans la lutte contre les jihadistes du groupe Etat islamique (EI) en Libye, l'Egypte participe par ailleurs à la coalition arabe, dirigée par l'Arabie Saoudite, qui mène une intervention militaire au Yémen pour contrer l'avancée des rebelles chiites Houthis.

De nombreuses organisations de défense des droits de l'Homme accusent M. Sissi d'avoir mis en place un régime plus répressif encore que celui de Hosni Moubarak, contraint de quitter le pouvoir en février 2011 à l'issue d'une révolte populaire. AFP 31.03

- Leurs cibles privilégiées : la population civile, les entreprises et les infrastructures du Yémen.

- Yémen: au moins 62 enfants tués depuis une semaine dans les combats - AFP

- Yémen: la coalition arabe intensifie ses raids, craintes d'une crise humanitaire - AFP

L'Iran et l'Arabie saoudite se sont mutuellement accusés mardi de déstabiliser le Yémen où la coalition arabe menée par Ryad a intensifié ses raids aériens, alors que se profile une crise humanitaire majeure.

Le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a qualifié la situation d'"extrêmement alarmante", avec "des dizaines de civils tués" ces quatre derniers jours.

"Le pays semble être au bord de l'effondrement total", a-t-il prévenu depuis Genève.

La ton est également monté entre Ryad et Téhéran, alors que tous les regards étaient tournés vers Lausanne et l'issue des négociations sur le nucléaire iranien.

Le ministre saoudien des Affaires étrangères Saoud al-Fayçal a eu des mots très durs contre les rebelles chiites, M. Saleh et l'Iran, qu'il a tenu pour responsables du conflit.

"Les miliciens chiites et l'ex-président Saleh ont, avec le soutien de l'Iran, cherché à déstabiliser le Yémen et à brouiller les cartes" dans ce pays, a-t-il déclaré. "Nous ne sommes pas des va-t-en guerre mais, dès lors que l'on bat les tambours de la guerre, nous y sommes prêts".

En écho, l'Iran a averti que l'opération au Yémen pourrait embraser l'ensemble du Moyen-Orient.

"Le feu de la guerre" poussera "toute la région à jouer avec le feu", a déclaré le vice-ministre iranien des Affaires étrangères Hossein Amir-Abdollahian, ajoutant: "Les opérations militaires doivent s'arrêter immédiatement".

L'Iran a annoncé l'envoi au Yémen d'une aide comprenant "19 tonnes de médicaments et de matériel de santé, des produits vitaux et deux tonnes de nourriture".

Téhéran est accusé par plusieurs pays arabes de chercher à accroître son influence au Moyen-Orient en soutenant les rebelles chiites Houthis qui ont pris le contrôle de larges pans du territoire yéménite ces derniers mois.

Après la prise de Sanaa en septembre, les Houthis ont conquis des régions dans le centre, l'ouest et le sud, jusqu'à menacer la grande ville d'Aden, ce qui a entraîné le début des frappes de la coalition arabe.

Les raids d'une extrême violence sur la capitale yéménite Sanaa se sont concentrés dans la nuit sur des positions de la Garde républicaine, corps d'armée resté fidèle à l'ex-président Saleh, aujourd'hui allié aux Houthis.

"Tous les camps de la Garde républicaine autour de Sanaa, ainsi que l'aéroport, ont été bombardés dans la nuit", a indiqué un habitant.

Outre Sanaa, les raids aériens ont touché des sites de la Garde républicaine et des positions de la DCA dans plusieurs régions, selon des habitants.

L'objectif premier de la coalition, qui comprend une dizaine de pays arabes, est de dégrader et de détruire les infrastructures militaires des Houthis et de leurs alliés.

Le porte-parole saoudien de la coalition, le général Ahmed Assiri, a implicitement admis la responsabilité de la coalition dans le raid qui a fait 40 morts et 200 blessés lundi dans le camp de déplacés d'Al-Mazrak, au nord-ouest du Yémen.

"La coalition a été visée par des miliciens depuis une zone résidentielle et l'aviation a dû répliquer", a-t-il dit.

A Genève, le Haut commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme s'est dit "choqué" par l'attaque contre le camp de déplacés et a dénoncé d'autres attaques contre des cibles civiles.

Cécile Pouilly, porte-parole de cet organisme, a dénoncé en particulier une attaque à Daleh de la 33ème division blindée, favorable à l'ex-président Saleh, et des Houthis contre trois hôpitaux.

Le QG de la 33ème division a subi mardi un raid de la coalition qui a fait 32 morts parmi ses soldats, a affirmé à l'AFP une source médicale.

Ces morts viennent s'ajouter à 47 autres civils et militaires qui ont péri lundi et mardi avant l'aube dans différentes attaques dans le sud, dont 20 ouvriers d'une cimenterie de Lahej, touchée par des obus d'origine indéterminée. AFP 31.03

- Yémen/Hijja: Riyad massacre les réfugiés - french.irib.ir

250 morts et blessés, le bilan du carnage commis par Riyad, lundi, dans un camp de réfugiés. french.irib.ir 31.03

- Yémen : Oman met en garde Riyad - french.trib.ir

Les sources omanaises font état d'une lettre envoyée par le sultan d'Oman au roi Salman d'Arabie, où le Sultan met en garde l'Arabie saoudite contre un piège américain ! « Ne te laisse pas piéger dans ce guet-apens. c'est un piège que les Américains ont tendu à l'Arabie saoudite et qui vise à en provoquer le démembrement, lirait-on, dans cette lettre.

Selon certaines sources, c'est après cette lettre que le prince Talal, célèbre prince saoudien, aurait lancé des avertissements au jeune ministre saoudien de la Défense et à son collègue de l'Intérieur : "Cessez de vous battre contre le Yémen. Le piège qui est tendu là contre l'Arabie saoudite ressemble à celui que les Américains ont tendu à Saddam. Il a pour objectif de provoquer la dislocation de l'Arabie saoudite et du Yémen", estime Talal. french.trib.ir 31.03

- Yémen : le "Vietnam de Sissi" - french.trib.ir

En début de la semaine dernière, le président Hadi a échappé aux mains de ses adversaires houthis, alors que ces derniers, en s'emparant de la capitale, combattaient, déjà, pour prendre le contrôle d'Aden. Riyad a commis une première erreur, en s'impliquant dans une guerre civile, qui, depuis le déclenchement de la campagne de bombardement saoudien, a pris l'allure d'un conflit régional. Et l'Egypte en pâtit : Le Caire a envoyé quatre de ses navires de guerre, dans le golfe d'Aden. On parle même des attaques aux missiles de ces navires, en direction des côtes yéménites. Le Caire n'écarte pas, non plus, la perspective d'un départ de ses troupes, sur le sol yéménite. Est-ce une première expérience?

En 1960, l'Egypte nassériste s'est empêtrée dans un borborygme, qui avait, alors, là aussi, pour nom, le Yémen. Héros du panarabisme, autocrate laïc, Abdel-Nasser s'est précipité, dans une aventure coûteuse, en prenant faits et causes pour les putschistes républicains anti-monarchistes du Yémen. Nasser a voulu reconduire l'expérience égyptienne, au Yémen. A l'époque, Riyad a tenu tête à l'Egypte nassériste, en apportant armes et pétrodollars aux monarchistes yéménites, et en cherchant à réinvestir le roi du Yémen. Ce soutien saoudien couvrait, à l'époque, les Houthis, qui constituent l'épine dorsale du mouvement, qui s'appelle, aujourd'hui, Ansarallah. Des milliers de soldats égyptiens, dépêchés au front, se sont, soudain, trouvés confrontés à des combattants yéménites. Et le conflit d'usure a duré 10 ans.

Le Yémen s'est avéré être un véritable guêpier, pour l'Egypte, qui, malgré son armée et ses équipements a lamentablement échoué. Les Saoudiens, les Britanniques, les Jordaniens, ont soutenu les loyalistes. L'Egypte bénéficiait, alors, du soutien soviétique. Certes, la monarchie s'est effondrée et la République a vu le jour en 70 au Yémen, mais l'Egypte l'a payé trop cher. Plus de 10.000 soldats égyptiens ont été tués, une dette colossale a été imposée à la caisse d'Etat égyptienne, et l'Histoire a donné à cette guerre le nom de "Vietnam d'Egypte"; c'est, d'ailleurs, ce Vietnam, qui a causé l'échec de l'armée égyptienne, face à Israël, en 67. Cette histoire pourrait survenir à l'Arabie, en ce printemps 2015, à cette différence près que l'Egypte tient le rôle de subalterne, puisque, très gracieusement, payée par Riyad. "Tempête décisive" n'est point une offensive, pour stabiliser le Yémen. C'est un coup, qui devrait ressusciter l'orgueil et la fierté lésés de Riyad, face à l'Iran montant. L'aventurisme des étrangers n'a jamais porté, dans les déserts yéménites, les effets escomptés. french.trib.ir 31.03

[Ukraine. Posture et imposture.](#)

- Kiev accusé de saboter l'enquête sur les « crimes » de Maïdan - lefigaro.fr

Grille de lecture.

- Désinformation.

- La notion de la justice ou de l'Etat de droit selon le Figaro correspond à celle de l'Otan ou des néonazis, d'une dictature fasciste.

- Pas besoin d'enquête, pourquoi attendre ses conclusions, il suffit de décréter que c'est l'ex-président ukrainien "pro-russe" Viktor Ianoukovitch le coupable, Poutine si vous préférez.

- Ne pas se fier au titre trompeur de cet article, car son auteur en sait plus long que l'ensemble des enquêteurs réunis pour accuser sans preuve les "tireurs d'élite des Berkout, ces unités spéciales du ministère de l'Intérieur" sous Viktor Ianoukovitch.

- Cet article est d'une mauvaise foi grossière, car si ce rapport de l'UE et Porochenko ne peuvent pas mettre des noms derrière les véritables coupables de la tuerie de Maidan, c'est justement parce qu'ils sont trempés jusqu'au cou dans cette affaire, ils les connaissent et les dévoiler reviendrait à mettre en lumière les auteurs de ce coup d'Etat (l'Otan et leurs nervis néonazis) et la complicité de l'UE.

- Pour que cet article qui pue à plein nez la propagande de l'Otan paraisse cependant crédible et que ce "journaliste" semble impartial, il feint d'exiger la vérité qu'il connaît parfaitement en dirigeant les lecteurs sur une fausse piste, en vain selon leurs commentaires que nous reproduisons plus loin.

- "Ils ont de plus en plus de mal à imposer leur version falsifiée de la réalité ou des faits grâce aux informations publiées par des médias alternatifs que les médias institutionnels censurent systématiquement, qualifiant les auteurs de ces informations de "complotistes", alors qu'ils ne font que rétablir la vérité, qui est devenue incompatible avec la survie du régime en place et sa politique ultra réactionnaire. La vérité est leur ennemi numéro 1... avant les terroristes, mais cela on était censé déjà le savoir.

Lefigaro.fr - Dans un rapport de 120 pages, le Conseil de l'Europe estime qu'il n'y a eu aucune tentative de mener des enquêtes sur le mouvement de contestation pro-européen réprimé dans le sang à Kiev, qui a abouti à la chute de l'ex-président pro-russe Viktor Ianoukovitch en février 2014.

Près de cent personnes sont mortes durant les événements de la place Maïdan, à Kiev, et les photos des victimes ornent encore le centre de la capitale ukrainienne. Mais plus d'un an après ces violences, il n'y a eu, de la part des autorités ukrainiennes, «aucune tentative sérieuse de mener des enquêtes» et d'incriminer les responsables, a dénoncé mercredi matin le Conseil de l'Europe. Dans un rapport touffu de 120 pages présenté à Kiev, l'organisation de Strasbourg qui, à travers un panel, était chargé de superviser ce travail d'investigation, a clairement mis en cause les institutions policières et judiciaires ukrainiennes, coupables à ses yeux, d'avoir failli à leur mission.

Le document se concentre sur les violences et les «crimes» qui ont été commis entre le 30 novembre 2013, date des premières dispersions violentes de manifestants par les forces de l'ordre, et le 21 février 2014, point d'orgue de la révolution, où près de cinquante manifestants sont tombés sous les balles de tireurs d'élite des Berkout, ces unités spéciales du ministère de l'Intérieur. Après la révolution, celles-ci ont été démantelées, et certains de leurs membres ont rejoint les forces pro-russes lors de l'annexion de la Crimée par Moscou, avant d'intégrer, parfois, les rangs du ministère russe de l'Intérieur.

Une purge limitée aux seconds couteaux

Chacune des institutions ukrainiennes chargées de la police et de la justice est mise en cause par le panel du Conseil de l'Europe. Les services du procureur général, dont la tête a changé trois fois dans les douze mois qui ont suivi les violences de Maïdan, ont été insuffisamment dotés de moyens, déplorent les auteurs. Les deux principaux enquêteurs, dont l'indépendance et la rigueur avaient été salués, ont été démis de leurs fonctions. Le Service de sécurité ukrainien, soupçonné de longue date d'être infiltré par Moscou, se voit reprocher son manque de coopération avec la Procuration. Le ministère de l'Intérieur, qui supervisait la mission des milices des Berkout, impliquées dans les tueries du 20 février 2014, est particulièrement visé.

A la fois auteur et objet des enquêtes, l'institution, aujourd'hui dirigée par Arsen Avakov, se voit reprocher son manque d'indépendance. Celle-ci, notamment, s'est révélée incapable d'étayer par des faits, l'annonce de la mort de 13 policiers dans ses rangs entre le 18 et 20 février 2014. Plusieurs de ses hauts fonctionnaires, en poste au moment des violences, se sont vus promues à des postes clés après la révolution. C'est le cas du vice-ministre de l'Intérieur, Vitalii Sakal, nommé en avril 2014, qui avait dédouané ses hommes dans la mort de deux manifestants le 22 janvier 2014, alors qu'il occupait une fonction similaire sous le régime de Viktor Ianoukovitch et était déjà chargé de l'enquête interne.

«L'octroi d'une amnistie ou d'un pardon aux officiers de policiers liés à des meurtres extrajudiciaires ou à des actes de mauvais traitement seraient incompatibles avec les obligations contractées par l'Ukraine au regard de la Convention des droits de l'homme» mettent en garde les auteurs du panel du Conseil de l'Europe. La purge de l'administration ukrainienne, que Petro Porochenko promettait, en septembre 2014, d'être «historique», semble se limiter à des seconds couteaux. lefigaro.fr 31.03

Commentaires d'abonnés du Figaro.

1- "Je ne pensais pas qu'on pouvait faire un article diamétralement opposé à la vérité.

Pierre Avril n'a pas lu le rapport ou la propagande lui monte à la tête.

Si le conseil de l'Europe tance Kiev, c'est précisément parce qu'ils mentent en disant que ce sont les méchants Berkout. (Les Berkout sont les CRS ukrainiens et non des agents secrets russes).

Or ces Gendarmes :

1) n'étaient pas pro-russes,

2) ont été eux-mêmes sous le feu, certains abattus, d'autres blessés par balles,

3) n'ont pas été "démantelés", certains sont partis à l'Est d'autres sont restés servir le nouveau régime.

Les tireurs étaient des révolutionnaires entraînés en Pologne par les services de l'Intérieur Polonais et/ou l'Otan."

Des "révolutionnaires" appartenant à la mouvance national-socialiste ukrainienne il fallait préciser.

2- "Comment pouvez-vous incriminer les Berkout alors que le conseil de l'Europe chargé de superviser l'enquête dit qu'il n'y a pas eu d'enquête de la part des autorités Ukrainiennes et ont failli à leur mission ?"

Le Figaro brode, fabule, imagine, invente, c'est cela l'information officielle de nos jours (comme hier).

3- "Il n'y a pas d'enquête car ce sont les supplétifs d'extrême-droite de Porochenko qui se sont chargé de la sale besogne, massacrant forces de l'ordre et manifestants pour faire de ces derniers des martyrs pour faire accepter leur coup d'état oligarchique par les USA et l'Europe qui leur étaient dès le début favorables."

4- "Pourquoi "refusé " ?

On en apprend tous les jours.

C'est quoi cette histoire d'un témoin du départ d'un Buk et qui affirme que Reuter a menti ?

En effet il se dit témoin d'un départ de missile Buk situé sur le territoire des troupes de Kiev et Reuter le transforme en départ des zones contrôlées par les indépendantistesCe qui change tout.

En plus l'OSCE et la Hollande recherchent des témoins (voir le Figaro) donc tout va bien. Dans 15 ans on saura la vérité.

Source: <http://fr.sputniknews.com/international/20150331/1015412818.html>"

Reuters a des problèmes de GPS... Et puis ils fabriquent des témoins, c'est facile, pratique...

5- "Un ami ukrainien qui, bien qu'ayant des opinions anti-kremlin, m'a confié l'autre jour à Kiev même que cette enquête était bloquée depuis la révolution, et que l'on ne savait toujours pas qui avait tiré sur la foule comme sur les policiers (les fameux "berkouts"). A l'époque, un médecin chirurgien de Kiev, Olga Bolomolets (également candidate à la présidence en mai 2014), avait assuré que les balles qui avaient tués ou blessé manifestants comme policiers étaient de la même facture. Certains pensent qu'elles provenaient du grand hôtel surplombant la place Maïdan Nezhaletnosti, et qu'une milice para-militaire comme Praviy Sektor pourrait être responsable de cette tuerie (comme à Odessa). D'autres incriminent des services secrets étrangers: le FSB si l'on est pro-maïdan, la CIA si l'on est pro-Moscou! En tout cas, un fait est certain: c'est par ce bain de sang et son impact psychologique sur la population et les responsables politiques que Ianoukovitch et son gouvernement ont été renversés! Et que le pays entier a sombré dans cette tragi-comédie."

Comédie, de l'extérieur, dramatique de l'intérieur, il fallait rectifier en hommage aux victimes innocentes de ces hordes fascistes.

6- "Ce rapport semble corroborer les rumeurs d'un coup monté dans cette affaire, pour justifier l'éviction de Ianoukovitch. Si le pouvoir actuel est impliqué, comme certains le disent, il n'aurait aucune raison qu'on fasse la lumière sur cette affaire, bien au contraire."

Pardi !

7- "Un reportage d'ARTE du 17 février 2015 qui a été diffusé de 0h10 à 1h25 titré "Kiev en feu "montre très clairement la sauvagerie des manifestants avec lancé de cocktail Molotov et tire à l'arme réelle sur les policiers(dont 1 avec un fusil à lunette et un autre qui tire avec un pistolet et qui dit "je l'ai eu ").

Les policiers semblent avoir des fusils pour balles en caoutchouc vu le peu de recul au moment du tir.

Dans un passage on peut voir un policier venir en aide à un autre touché par balle et qui crie au journaliste "EUX ils ont le droit d'avoir des armes, mais nous non ""

Ce qui est intéressant ici, c'est que la plupart des lecteurs du Figaro que l'on ne soupçonnera pas d'être de farouche révolutionnaire, ont développé un esprit critique face à l'entreprise de manipulation systématique des médias pour les conditionner, ce qui rejoint ce que nous avons expliqué plus loin.

ACTUALITE EN TITRES

Gouvernance. Quelle fureur s'est emparée d'eux. La défaite électorale du PS, un désaveux? Non, un encouragement à poursuivre avec les mêmes et dans la même voie.

- Manuel Valls: "Les Français veulent que je reste à mon poste" - L'Express.fr

La même méthode que les instituts de sondages. Plus qu'inquiétant.

- Manuel Valls : « Je vais vous rassurer : je reste ! » - Public Sénat

Il s'adressait aux députés godillots du PS à l'Assemblée nationale hier.

Le rouleau compresseur en marche.

- Hollande assure que "le cap" des réformes "sera tenu" - AFP

La preuve

- Bientôt une loi Macron 2 ? - Francetv info

Pour relancer l'économie, le gouvernement prévoit une nouvelle loi à l'été 2015 qui doit permettre d'augmenter l'investissement et de garantir plus de justice sociale. Francetv info 31.03

[Chantage permanent ou comment travailler plus pour gagner moins ou baisser encore le coût du travail.](#)

- Emploi, vers une plus grande flexibilité - Francetv info

La flexibilité en entreprise, le gouvernement en avait fait une mesure phare: moins de salaires ou plus de travail en échange d'un maintien de l'emploi. Problème, le dispositif mis en place ne séduit pas les patrons. Pour convaincre les récalcitrants, le gouvernement pourrait assouplir les règles. Aujourd'hui une entreprise en grande difficulté économique peut signer un accord de maintien dans l'emploi. Il s'agit de ne pas licencier lorsque l'entreprise va mal. En contrepartie, les salaires baissent et le temps de travail peut être augmenté.

Pour faire adhérer plus massivement à cette flexibilité à la française le gouvernement prévoit quelques changements. Première évolution:

Jusqu'ici impossible de baisser les salaires en dessous d'1,2 SMIC, cette limite pourrait disparaître. Deuxième évolution, prolonger la durée de l'accord. Aujourd'hui, il est de deux ans mais pourrait passer à trois voire quatre ans, durée jugée trop longue par les salariés.

Du côté des syndicats, la nouvelle est diversement accueillie. Si la CFDT se dit ouverte à cet accord mais pas sans contrepartie, la CGT et Force Ouvrière sont-elles bien plus réservées. Francetv info 30.03

[Très très fort La Talonnette : Même pas la Pen de s'en cacher !](#)

- Sarkozy: "Le message de nos électeurs: faire une opposition frontale" - AFP

Pour un neurone, à ce prix-là...

[Clientélisme ou des consommateurs avertis font la loi.](#)

- Le Sénat pénalise les prostituées mais pas leurs clients - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Palestine occupée

1.1- 99 enfants palestiniens, emprisonnés à Ofer - french.irib.ir

Le représentant des garçons prisonniers, dans la prison israélienne d'Ofer, ... le détenu Abdul-Fatah Dawla, a déclaré que le nombre des enfants captifs, dans la prison, a atteint 99 enfants, dont un quart ont été arrêtés, en mars.

Le prisonnier Dawla a déclaré qu'il y a, parmi ces enfants, 33 qui purgent des peines de prison ferme, pour différentes périodes, en plus de 20 autres, qui souffrent de diverses maladies, dont l'enfant Khaled al-Cheikh, qui est détenu par les forces armées occupantes, alors qu'il a besoin de soins de santé, en raison de son anémie.

Le club du captif palestinien a déclaré, dans un communiqué, le lundi 30/3, que les témoignages des enfants recueillis montent que la majorité d'entre eux a été kidnappée, pendant la nuit, et a été interrogée, en l'absence de leurs familles. Ils ont été traités comme des adultes, sans aucune attention à leur âge ou même aux lois pour les enfants.

La prison d'Ofer est la prison israélienne, qui compte le plus grand nombre d'enfants captifs, par rapport à la prison de Majdo et Hasharon, qui détiennent un nombre inférieur d'enfants palestiniens captifs. french.irib.ir 31.03

1.2- L'occupation prend d'assaut la ville de Jénine et arrête un citoyen - french.irib.ir

Les forces armées de l'occupant israélien ont lancé, lundi, à l'aube, des campagnes de raids et d'arrestations, dans la ville de Jénine, au Nord de la Cisjordanie occupée, et les villages de Yaboud et Yamoun, et ont arrêté un citoyen.

Des sources locales ont déclaré à notre correspondant que 6 blindés militaires ont pris d'assaut le quartier de Kharouba, au Nord de la ville de Jénine, et ont arrêté le jeune homme Ashraf Hilal Shata, (21 ans), et ont fouillé son domicile, tout en se déployant entre les maisons.

Les soldats israéliens ont, également, envahi le quartier oriental et la région allemande, dans la ville de Jénine, pendant plusieurs heures, avant leur départ vers la route de contournement. Une arrestation a eu lieu, dans village de Yaboud et Yamoun, dans la province de Jénine, tout en menant des actes de ratissages. french.irib.ir 31.03

2- Irak

- Tikrit libérée - french.irib.ir

La ville de Tikrit a été, totalement, libérée, tandis que le drapeau irakien flotte sur le toit du bâtiment du gouvernorat de Salaheddine, a annoncé Haïdar al-Abadi, le Premier ministre irakien.

Cette ville a été libérée, après pas moins d'un mois de combat, et grâce à la participation des milliers de forces populaires, de l'armée et de la police.

Après l'annonce de la libération de Tikrit, Chef-lieu de la province de Salaheddine, Raed al-Jabouri, le gouverneur de la province de Salaheddine, a demandé aux directeurs des bureaux et des instances gouvernementales de Tikrit de reprendre, à partir de demain, mercredi, leurs activités, dans cette ville. Lors de sa rencontre de lundi, à Bagdad, avec Ban Ki-moon, le secrétaire général des Nations Unies, Al-Abadi avait promis que Tikrit serait nettoyée, en 48 heures, de la présence des Daeshistes. french.irib.ir 31.03

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

1.1- MoryGlobal met la clef sous la porte - Francetv info

Un an après la faillite de MoryDucros (2 300 personnes licenciées), la sentence est tombée ce 31 mars pour le transporteur MoryGlobal. En fin d'après-midi, le tribunal de commerce de Bobigny a annoncé la mise en liquidation de

l'entreprise, fondée il y a plus de 200 ans. 2 150 personnes sont licenciées pour motif économique. Francetv info 31.03

En complément

- Les Galeries Lafayette vont fermer à Thiais et Béziers, Lille en suspens - AFP

1.2- La grève à Radio France reconduite pour le treizième jour d'affilée - LeMonde.fr

Pour le treizième jour d'affilée, le groupe Radio France sera en grève mardi 31 mars. Le mouvement a été reconduit lundi par un vote à main levée, à l'issue d'une assemblée générale d'une heure et demie. Les négociations entre syndicats et direction restent dans l'impasse et la grève paralyse les stations publiques, dont la plupart des programmes sont remplacés par une bande musicale.

Au cours de l'assemblée générale, les syndicats ayant appelé au mouvement se sont montrés déterminés. « Ils [les membres de la direction] comptent sur le pourrissement [...]. Peut-être qu'il va falloir des actions un peu plus musclées », a déclaré Aline Payet, de la CGT. Selon un représentant du syndicat UNSA, l'intersyndicale pourrait être reçue par les députés PS Patrick Bloche et Michel Françaix, jeudi midi à l'Assemblée.

Le mouvement « s'essoufle », pour la direction

La direction, quant à elle, est convaincue que le mouvement s'essoufle. D'après Catherine Sueur, directrice générale déléguée du groupe :

« Nous sommes dans un mouvement qui dure depuis douze jours, les esprits se sont un peu échauffés. Il est compliqué de sortir d'un mouvement long mais le taux de grévistes diminue, il est actuellement de 7,21 %, plus faible qu'au début du mouvement. Il y a des salariés qui veulent reprendre le travail. » LeMonde.fr 30.03

2- Grande-Bretagne

- L'université est devenue un produit de luxe en Grande-Bretagne - Francetv info

En Grande-Bretagne, pour être diplômé, il faut s'endetter. La flambée des frais de l'inscription à la fac fait polémique.

À la City University London, on trouve des professeurs prestigieux, des locaux rénovés, des équipements modernes... mais tout cela a un prix. Pour obtenir son master de journalisme, Oliver Jones va devoir déboursier 12 000 euros par an pendant trois ans. "Le jour où je sortirai de cette université, j'aurai déjà 40 000 euros de dettes et je pense que c'est injuste, surtout quand on sait que les gens qui ont adopté cette loi n'ont eux rien payé pour leurs études", explique l'étudiant au micro de France 2.

Les frais ont triplé en 2012

Cette décision a été prise par le gouvernement il y a trois ans. Gratuits jusqu'en 1997, les frais d'université étaient passés à 4 000 euros par an en 2009. Le Premier ministre David Cameron a décidé en 2012 de les tripler.

D'immenses manifestations étudiantes avaient alors éclaté. Depuis, l'université est devenue un produit de luxe, obligeant les étudiants à prendre un emploi pendant leurs études. La loi prévoit un garde-fou : la dette universitaire sera annulée au bout de 30 ans si la personne n'a pas eu un salaire suffisant et n'a pas pu rembourser, et c'est l'État qui paiera la facture. Selon les estimations, ce pourrait être le cas pour la moitié des étudiants. Francetv info 30.03

ECONOMIE

1- France

- Le CAC 40 a bondi de près de 18 % au premier trimestre - LeFigaro.fr

- Près de 40 milliards de dividendes pour les groupes du CAC 40 - LeFigaro.fr

Les 40 plus grosses entreprises vont distribuer 39,6 milliards d'euros à leurs actionnaires cette année. Les analystes espèrent 43,4 milliards l'an prochain.

Les entreprises du CAC 40 vont verser cette année 39,6 milliards d'euros de dividendes, grâce aux profits réalisés l'an dernier. «Elles doivent simplement encore obtenir le feu vert des actionnaires, lors des assemblées générales qui vont se tenir au printemps», précise Pierre Sabatier, le président du cabinet de recherche indépendant PrimeView.

Les profits en hausse de 30%

Les grands groupes français ne se montrent donc pas beaucoup plus généreux cette année que l'an dernier, où ils avaient distribué 39,4 milliards d'euros. Pourtant, en un an, leurs profits ont fait un bond de plus de 30 % (12,34 % hors éléments exceptionnels), selon PrimeView. «Mais les dividendes fluctuent beaucoup moins que les bénéfices. Ils avaient moins baissé pendant la crise. Il est normal qu'ils remontent moins vite aujourd'hui», souligne Pierre Sabatier.

Ils rattraperont peut-être leur retard l'an prochain. Les analystes s'attendent en effet à voir les entreprises du CAC 40 servir 43,4 milliards de dividendes en 2016, sur leurs profits de 2015. Ce serait 9,7 % de plus que cette année, et un record historique. Mais les analystes se sont souvent montrés trop optimistes dans le passé et pourraient cette fois encore revoir à la baisse en cours de route leurs prévisions.

En attendant, cette année, tous les secteurs ont déjà augmenté leurs dividendes, excepté les services aux collectivités et le secteur de la communication et des télécoms. Victimes des difficultés budgétaires de leurs clients, les services aux collectivités, considérés comme des valeurs de rendement, voient leur étoile pâlir depuis deux ans. «L'an dernier, ce secteur était encore celui qui distribuait le plus de dividendes après les financières. Cette année, avec 5,2 milliards d'euros à verser, il est devancé aussi par le secteur de l'énergie (5,9 milliards) et ne vient plus qu'en troisième position», remarque Pierre Sabatier. Même déclin pour les télécoms, dont les marges sont mises à mal par la concurrence. Les dividendes, qui dépassaient 5,3 milliards en 2010, seront réduits à 2,58 milliards cette année.

Total est la plus généreuse

Les financières sont, elles aussi, très loin de leurs niveaux de 2010 (elles avaient alors distribué 7,3 milliards d'euros), mais elles continuent de remonter la pente. Elles vont distribuer 6,9 milliards cette année. L'an prochain, les analystes en attendent même plus de 8,9 milliards. «Mais, dans le CAC 40, les sociétés financières sont nombreuses, ce qui explique le total élevé des dividendes du secteur. Si l'on prend le dividende moyen par société, les financières arrivent seulement en quatrième place, après l'énergie et la santé notamment», ajoute Pierre Sabatier. Rien de surprenant puisque les sociétés qui veulent le plus gâter les actionnaires cette année sont Total (5,9 milliards de dividendes à lui seul), Sanofi et GDF Suez LeFigaro.fr 31.03

2- Taiwan

- Foxconn réalise des profits record grâce à l'iPhone 6 - latribune.fr

Le numéro un mondial de la sous-traitance électronique, qui a réalisé 38,6 milliards d'euros de bénéfice net en 2014, a tiré la moitié de ses revenus du nouveau produit phare d'Apple.

Ainsi, le bénéfice net du géant taïwanais de la technologie Foxconn est ressorti en hausse de 22,3%, à 130,5 milliards de dollars taïwanais (3,86 milliards d'euros) en 2014. Un record. Et Foxconn a tiré la moitié de ses revenus du nouveau produit phare d'Apple.

Le quatrième trimestre a été particulièrement faste pour Foxconn avec un bénéfice net en hausse de plus de 30%, reflétant les ventes historiques de l'iPhone sur la même période. La marge opérationnelle du numéro un mondial de la sous-traitance électronique sur cette période s'est établie à 4,2% au quatrième trimestre, au plus haut depuis cinq ans, selon Bloomberg.

Apple a en effet vendu un nombre record de 74,5 millions d'exemplaires d'iPhone lors des trois mois de fin d'année correspondant au premier trimestre de son exercice décalé 2014/2015, ce qui lui a permis de dégager un bénéfice net en hausse de 37,9%, à 18,02 milliards de dollars, un record absolu pour une entreprise américaine sur trois mois. latribune.fr 31.03

[Haut de page ↗](#)

Le 2 avril 2015

[CAUSERIE](#)

La routine d'un asile d'aliéné l'actualité d'hier, on se demande même comment cela peut intéresser quelqu'un, c'est l'impression que

j'ai d'ici en Inde. Ici, je n'ai pas le temps de m'occuper de ce qui s'y passe, je ne pourrais même pas citer le nom d'un ministre.

J'ai l'habitude de questionner les Indiens sur un tas de sujets pour voir leurs réactions, s'agissant de l'actualité ils n'en savent pas plus que moi en général, ils vivent au jour le jour, ce qui concentre toute leur attention et le reste passe à la trappe.

C'est ce qui m'a fait dire dans la causerie d'avant-hier que seule une minorité de la population était engagée dans l'activité sociale ou politique d'un pays, et qu'il suffirait de conquérir cette minorité ou plutôt de la remplacer par une autre pour pouvoir entrevoir un changement politique.

On ne nous fera pas croire qu'on serait condamné à subir notre sort et qu'il n'existerait aucun moyen de parvenir à rassembler des centaines de milliers de travailleurs autour d'une perspective politique révolutionnaire. Les trade-unionistes ou réformistes-corporatistes qui se portent bien contesteront sans doute cette hypothèse qui bouscule leur petit train-train quotidien ou remet en cause leurs formules creuses ou leurs dogmes, il est vrai que c'est plus confortable d'être progressiste ou révolutionnaire ou je ne sais quoi en théorie qu'en pratique.

En faisant preuve de bonne volonté, on peut comprendre sans en partager les motivations, pourquoi nos dirigeants s'obtiennent à refuser de mener le combat contre la classe dominante sur les terrains idéologique et psychologique qui incluent toutes les questions sociétales qui ont été mises en avant et instrumentalisées par Hollande et le PS depuis mai 2012 (ou depuis des décennies). Par contre on voudrait qu'ils nous expliquent pourquoi ils continuent de négliger des pans entiers de la situation économique du capitalisme qui sont à l'origine à la fois de la politique antisociale que mène le gouvernement ou les institutions internationales du capital, la troïka, pour le compte de la classe dominante, et des guerres actuelles que mène l'impérialisme américain, sachant que sa stratégie et ses objectifs politiques sont directement reliés non seulement à la lutte des classes mais aussi à la crise du système capitalisme.

Respirons un peu...

1- Il nous faut bien comprendre comment s'articulent les rapports économiques avec l'ensemble des rapports qui existent dans la société sous peine de ne pas comprendre grand chose ou tout de travers.

Friedrich Engels : Lettre à Borgius (1894) - Le développement politique, juridique, philosophique, religieux, littéraire, artistique, etc., repose sur le développement économique. Ils réagissent tous les uns sur les autres et sur la base économique. Il n'est pas vrai que la situation économique est la seule cause active et que tout le reste n'est qu'un effet passif. Mais il y a une action réciproque sur la base de la nécessité économique qui finit toujours par l'emporter en dernière instance. (...) Il n'y a donc pas, comme on arrive parfois à se le figurer, une action automatique de la situation économique ; les hommes font eux-mêmes leur histoire, mais dans un milieu donné qui les conditionne, sur la base de rapports réels préexistants, parmi lesquels les rapports économiques, si influencés qu'ils puissent être par les autres rapports politiques et idéologiques sont en dernière instance les rapports décisifs et forment le fil conducteur qui permet seul de la comprendre.

(...)

Les hommes font eux-mêmes leur histoire, mais jusqu'ici pas avec une volonté générale suivant un plan d'ensemble, même lorsqu'il s'agit d'une société donnée et tout à fait isolée. Leurs efforts s'entrecroisent et, justement à cause de cela, dans toutes ces sociétés domine la nécessité dont le hasard est le complément et la manifestation. La nécessité qui se fait jour à travers tous les hasards, c'est de nouveau finalement la nécessité économique. Ici il nous faut parler des soi-disant grands hommes. Que tel grand homme et précisément celui-ci apparaît à tel moment, dans tel pays, cela n'est évidemment que pur hasard. Mais supprimons-le, il y a demande pour son remplacement et ce remplacement se fait tant bien que mal, mais il se fait à la longue. Que le Corse Napoléon ait été précisément le dictateur militaire dont la République française épuisée par ses guerres avait besoin, ce fut un hasard ; mais qu'en cas de manque d'un Napoléon un autre eût pris la place, cela est prouvé par ce fait que chaque fois l'homme s'est trouvé, dès qu'il était nécessaire: César, Auguste, Cromwell, etc. Si c'est Marx qui a découvert la conception matérialiste de l'histoire, Thierry, Mignet, Guizot, tous les historiens anglais jusqu'en 1850, prouvent qu'il y avait tendance à ce qu'elle se fasse, et la découverte de cette même conception par Morgan prouve que le temps était mûr pour elle, et qu'elle devait être découverte.

Il en est de même pour tous les autres hasards ou prétendus tels de l'histoire. Plus le domaine que nous considérons s'éloigne du domaine économique et se rapproche du domaine idéologique purement abstrait, plus nous trouvons qu'il y a de hasards dans son développement, plus sa courbe présente de zigzags. Mais si vous tracez l'axe moyen de la courbe, vous trouverez que plus large est la période considérée et plus vaste le domaine étudié, d'autant plus cet axe tend à devenir presque parallèle à l'axe du développement économique.

Le plus grand obstacle à l'exacte intelligence des choses provient en Allemagne de la négligence injustifiable où est laissée l'histoire économique. Il est si difficile non seulement de se débarrasser des idées historiques qui nous ont été inculquées à l'école, mais plus encore de réunir les matériaux nécessaires. Friedrich Engels : Lettre à Borgius (1894)

Le fil conducteur, c'est le développement ou l'évolution du capitalisme depuis son avènement il y a plus de deux siècles voir trois ou moins selon les pays, le système capitaliste qui est le dernier stade du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme avant qu'il ne s'en émancipe, non pas en procédant à une meilleure répartition des richesses, mais en socialisant les moyens de production des richesses de telle sorte qu'à terme la raison d'être des classes et de l'Etat aura disparu.

Saisir ce fil, ne plus le lâcher, est indispensable pour comprendre que l'orientation ou le sort de l'humanité en dépend dans un sens ou un autre, la barbarie si le système capitaliste n'était pas aboli sur terre ou le socialisme ouvrant la voie à notre émancipation du règne de la nécessité ou de la servitude humaine.

En résumé, les travailleurs et les militants doivent impérativement avoir à l'esprit que l'intégralité de la politique du gouvernement, toutes les mesures d'ordre social ou politique qu'il peut être amené à prendre quelle qu'en soit la teneur ou les apparences, sont uniquement guidées par les exigences du système économique capitaliste. Et lorsqu'elles servent à renforcer le pouvoir politique de la classe dominante, c'est encore pour renforcer ou sauvegarder sa domination économique sur la classe des exploités. C'est facile à comprendre et simple à expliquer aux travailleurs pour peu qu'on en ait la volonté.

Prenez l'affaire du mariage homosexuel.

Ce sont les représentants de l'aristocratie ou des tenants des rapports sociaux qui existaient sous l'Ancien régime ainsi que ceux de la bourgeoisie qui incarnent les rapports sociaux sous le capitalisme qui s'y sont le plus opposés. Ses participants ou ceux qui en ont pris l'initiative incarnaient également les rapports sociaux capitalistes, mais dans leurs nouvelles versions néolibérales, qui sont censés représenter les rapports sociaux que l'oligarchie financière qui domine le capitalisme entend imposer demain à l'ensemble de la société et du monde ou substituer aux rapports sociaux qui existaient jusqu'à présent, des rapports où les notions de droits, de démocratie ou de liberté auraient totalement disparu, car elles sont incompatibles avec leur politique ultra réactionnaire qu'ils entendent imposer aux travailleurs qui incarnerait un système économique où la lutte des classes serait neutralisée, muselée ou abolie, de telle sorte que les rapports sociaux qui existeraient ne seraient plus le produit des contradictions du capitalisme et ses lois de fonctionnement, mais reposeraient uniquement sur un simple règlement intérieur ou de police que chacun serait amené à respecter, imposer une féroce dictature mondiale, c'est le seul moyen qu'ils ont trouvé pour sauver leur pouvoir, sachant que le système économique capitaliste tel qu'il existe encore aujourd'hui est déjà en faillite et conduit inéluctablement à son effondrement, il leur fallait donc trouver le moyen de passer à un autre système économique pour s'émanciper de ses contraintes économiques et assurer leur avenir, d'où aussi l'absolue nécessité de concentrer tous les pouvoirs en un nombre de mains aussi réduites que possible pour rendre ce système viable, ce qui est loin d'être gagné n'en déplaise à Warren Buffett.

On s'aperçoit que finalement les tenants et les adversaires du mariage homosexuel étaient tout aussi réactionnaires, puisqu'ils incarnaient des rapports sociaux liés à la classe qui détient ou a détenu le pouvoir économique et qui a façonné les rapports sociaux existant en fonction de ses intérêts économiques d'hier ou d'aujourd'hui pour l'UMP et le FN, de demain pour le PS, précisons que c'était uniquement une question de circonstance si le PS avait dû jouer ce rôle à la place de l'UMP dont la plupart des dirigeants (ainsi qu'à l'UDI) s'étaient déclarés plus tard favorables au mariage homosexuel à l'instar de leurs homologues dans tous les autres pays, l'hypocrisie de l'UMP ayant été avantageusement couverte par la crise qui la traversait ainsi que des intérêts basement électoraux.

Cette répartition des rôles ou ce simulacre d'opposition, cette diversion devait servir à monter les différentes couches des masses les unes contre les autres, toutes les classes afin de leur imposer une politique qu'elles rejetaient toutes, y compris bon nombre de capitalistes qui subiront l'ordre néolibéral ou disparaîtront.

Il était parfaitement clair depuis le début que cette campagne en faveur du mariage homosexuel était une vaste manipulation ou une supercherie politique, puisque les rapports économiques demeureraient en place ou continueraient d'incarner les rapports de dominant à dominé en vigueur dans la société, par conséquent les rapports sociaux qui en découleraient ne changeraient pas non plus, la majorité de la population conserverait les mêmes préjugés sur les homosexuels et les droits qui leur seraient accordés ne modifieraient pas son comportement envers eux, or c'est l'aspect le plus insupportable dans la vie quotidienne pour les personnes ayant adopté ce genre de rapport sexuel.

Il était donc possible d'adopter une position politique correcte sur cette question ou qui soit conforme aux droits de cette communauté, qui ne seront réellement satisfaits que le jour où les rapports économiques auront été inversés et pas avant, idem pour les femmes ou toutes les minorités en général qui feront toujours l'objet d'injustice, de rejet, de discrimination, d'insultes ou de violence aussi longtemps que cette société existera puisque cet état d'esprit est le reflet des inégalités sur lesquelles elle repose, d'où la nécessité de s'attaquer à ses fondements, de liquider le capitalisme.

Pour finir, on aura observé avec effroi qu'aucun parti ouvrier n'avait été capable d'aborder ce sujet dans cette perspective, alors qu'entre nous, pour de grands théoriciens du marxisme c'était fastoche !

Vous vous demandez peut-être encore où résidait le rapport entre ce sujet et l'économie ou comment on pouvait faire le lien entre les deux. Mais dans le fait que tous les protagonistes de cette affaire présentaient un point commun, ils étaient tous partisans

du capitalisme. Partant de là il était facile d'en déduire que cette campagne ne pouvait servir que les intérêts des capitalistes, et les discours des uns et des autres ne devaient servir qu'à camoufler les véritables intérêts qu'elle servait, qui évidemment n'avaient rien à voir avec ceux des homosexuels.

2- Pas de liberté sans connaissance. Voilà qui apporte sérieusement de l'eau à notre moulin.
Pas connaissance sans information, donc pas de liberté.

En diabolisant ou en visant insidieusement les médias alternatifs ou portails et blogs qui diffusent les informations que les médias institutionnels censurent, le gouvernement et le PS ne viserait-il pas tout simplement le peu de liberté dont on dispose en nous interdisant d'accéder aux moyens d'information qui par les faits dont ils rendent compte favorise la réflexion ou la connaissance ?

Pour Engels, on peut séparer "tout au plus dans la représentation, mais non dans la réalité" les "lois de la nature extérieure" de celles qui "régissent l'existence physique et psychique de l'homme lui-même", autrement dit elles sont inséparables. Alors pourquoi l'ignore-t-on ? C'est la question que je posais dans une précédente causerie.

Seuls des hommes libres, on pourrait dire conscients, peuvent percevoir les germes ou symptômes que la société porte en elle et qui ne pourront se développer pleinement que par l'action d'hommes libres ou prenant conscience qu'il leur faut briser les chaînes de l'exploitation et de l'oppression pour devenir enfin libres ou vraiment libres. Si les lois qui régissent le monde extérieur ou la société et l'homme, son état psychologique, ses pensées, son comportement, sont inséparables c'est qu'ils existent des rapports entre eux et qu'ils interagissent les uns sur les autres, elles s'influencent mutuellement, il faut donc agir sur les deux en même temps. On peut le nier, on peut tout nier.

Friedrich Engels (Anti-Dühring - Chapitre XI : La morale et le droit. Liberté et nécessité.)

- Hegel a été le premier à représenter exactement le rapport de la liberté et de la nécessité. Pour lui, la liberté est l'intellection de la nécessité. " La nécessité n'est aveugle que dans la mesure où elle n'est pas comprise. " La liberté n'est pas dans une indépendance rêvée à l'égard des lois de la nature, mais dans la connaissance de ces lois et dans la possibilité donnée par là même de les mettre en oeuvre méthodiquement pour des fins déterminées. (Transformer la société conformément aux besoins et aspirations des hommes par exemple -Ndlr) Cela est vrai aussi bien des lois de la nature extérieure que de celles qui régissent l'existence physique et psychique de l'homme lui-même, - deux classes de lois que nous pouvons séparer tout au plus dans la représentation, mais non dans la réalité. La liberté de la volonté ne signifie donc pas autre chose que la faculté de décider en connaissance de cause. Donc, plus le jugement d'un homme est libre sur une question déterminée, plus grande est la nécessité qui détermine la teneur de ce jugement; tandis que l'incertitude reposant sur l'ignorance, qui choisit en apparence arbitrairement entre de nombreuses possibilités de décision diverses et contradictoires, ne manifeste précisément par là que sa non-liberté, sa soumission à l'objet qu'elle devrait justement se soumettre. La liberté consiste par conséquent dans l'empire sur nous-même et sur la nature extérieure, fondé sur la connaissance des nécessités naturelles; ainsi, elle est nécessairement un produit du développement historique. Les premiers hommes qui se séparèrent du règne animal, étaient, en tout point essentiel, aussi peu libres que les animaux eux-mêmes; mais tout progrès de la civilisation était un pas vers la liberté. Au seuil de l'histoire de l'humanité il y a la découverte de la transformation du mouvement mécanique en chaleur : la production du feu par frottement; au terme de l'évolution qui nous a conduits jusqu'aujourd'hui, il y a découverte de la transformation de la chaleur en mouvement mécanique : la machine à vapeur. - Et malgré la gigantesque révolution libératrice que la machine à vapeur accomplit dans le monde social (elle n'est pas encore à moitié achevée) il est pourtant indubitable que le feu par frottement la dépasse encore en efficacité libératrice universelle. Car le feu par frottement a donné à l'homme pour la première fois l'empire sur une force de la nature et, en cela, l'a séparé définitivement du règne animal. La machine à vapeur ne réalisera jamais un bond aussi puissant dans l'évolution de l'humanité malgré tout le prix qu'elle prend à nos yeux comme représentante de toutes ces puissantes forces de production qui en découlent, ces forces qui permettent seules un état social où il n'y aura plus de différences de classes, plus de souci des moyens d'existence individuels, et où il pourra être question pour la première fois d'une liberté humaine véritable, d'une existence en harmonie avec les lois connues de la nature.

C'est cela le socialisme ! Génial Engels.

Nous invitons les lecteurs à lire ou relire attentivement Anti-Dühring d'Engels à partir du chapitre IX qui traitait de la manière dont la morale et le droit étaient associés à des vérités éternelles, aux notions d'égalité, de liberté et de nécessité, avec son indispensable complément sur la dialectique au chapitre suivant.

Ici pas de cathéchisme, par de formules creuses à graver dans le marbre, une méthode pour interpréter le monde que chacun peut utiliser à partir de son expérience et se libérer de l'emprise ou de l'influence de l'idéologie dominante, formidable, non ?

Vous n'êtes pas convaincu, c'est que vous êtes trop gâtés franchement, car j'utilise cette méthode, je l'explique à des Indiens arriérés au dernier degré et ils me comprennent, je ne dis pas qu'ils vont retenir grand chose, mais je leur donne les moyens de réfléchir quelques minutes et c'est déjà beaucoup pour eux.

Je ne sais pas si on est nombreux à savoir ou à avoir à l'esprit que beaucoup de gens ne parviennent tout simplement pas à

penser, penser dans le sens où on met en rapport ou on fait le lien entre au moins deux éléments pour en tirer une réflexion ou une conclusion, je me pose la question.

Vidéos

Un énorme panneau vidéo sur 2 côtés à Times Square près du New York Times montrant la chute du WTC7
<https://www.youtube.com/watch?v=QhllqmXxyXM>

Le WTC7, c'est la troisième tour de 47 étages du World Trade Center qui s'est effondrée sur elle-même en 5,6s le 11 septembre 2001, sans qu'un avion ne l'ait percutée, sous l'effet d'un feu de bureau !

Bachar el-Assad interviewé par la télévision portugaise (04/03/2015) (sous-titrage en français)
http://www.dailymotion.com/video/x2kfiz5_bachar-el-assad-interviewe-par-la-te-le-vision-portugaise-04-03-2015_news

Intéressant parce qu'il se lâche sur la propagande occidentale depuis 2011.

Il est plus intelligent que nos dirigeants, qui lorsqu'ils sont interrogés par des journalistes ne répondent pas aux questions qu'ils leur posent, car ils estiment qu'elles sont déplacées pour placer leur discours inaudible qui tombe à plat. Bachar el-Assad ridiculise le journaliste qui l'interroge en reprenant ses questions qui ont comme un parfum de propagande américaine. Il ridiculise aussi les autorités françaises vassales de Riad qui réagissent par pur esprit ou intérêt mercantile.

Dossiers Yémen

- Israël bombarde le Yémen - french.irib.ir

Selon l'un des cadres d'Ansarallah, les avions de combat israéliens prennent directement, part aux raids aériens sauvages contre les zones d'habitation, au Yémen. "La façon dont les zones civiles sont bombardées nous rappelle les raids aériens contre Gaza". french.irib.ir 01.04

- Riyad frappe les convois humanitaires... - french.irib.ir

L'Arabie saoudite continue, toujours, d'empêcher les aides médicales de la Croix Rouge de parvenir au Yémen. Selon la chaîne Al-Alam, les avions de la Croix Rouge, transportant les aides humanitaires et médicales destinées au peuple yéménite, sont, toujours, à Djibouti, l'Arabie saoudite les empêchant, toujours, de voler, à destination de Sanaa.

Le porte-parole du Comité international de la Croix-Rouge, (CICR), a confirmé cette nouvelle et dénoncé l'attitude de Riyad d'empêcher les avions de cette instance internationale de faire parvenir des aides au Yémen. Le CICR a demandé que les obstacles entravant le secours médical au Yémen soient, immédiatement, levés, afin qu'on puisse fournir les aides médicales aux blessés de ces 6 jours d'agressions saoudiennes contre le territoire yéménite french.irib.ir 01.04

- Taz : avion de combat saoudien abattu au Yémen - french.irib.ir

La défense aérienne yéménite a abattu, à Taz, dans le centre du Yémen, un avion de combat saoudien, a annoncé France 24.

Cette chaîne française n'a pas donné plus de précisions. L'Arabie et certains de ses alliés attaquent, depuis, environ, une semaine, le Yémen. Un jour après ses raids aériens, l'Arabie a annoncé avoir détruit la défense aérienne yéménite et pris le contrôle aérien de ce pays

D'autre part, ces derniers jours, des sources d'information arabes et occidentales ont fait part du crash de quelques avions de chasse et d'un avion de reconnaissance, au Yémen.

Les sources yéménites avaient, pour leur part, annoncé le crash de quelques avions agresseurs. Ces sources ont, également, médiatisé la capture d'un pilote soudanais.

Les forces américaines avaient fait part, il y a quelques jours, du sauvetage de 2 pilotes de F-15 saoudiens. L'Arabie avait annoncé que cet avion sophistiqué s'était écrasé, en raison d'une défaillance technique. french.irib.ir 01.04

- Ansarallah contrôle le détroit de Bab el-Mandeb... - french.irib.ir

Selon "Al-Akhbar", les forces d'Ansarallah contrôlent, désormais, le détroit stratégique de Bab el-Mandeb. Les sources yéménites

se sont, totalement, déployées, à Bab el-Mandeb, tout en s'emparant des bases militaires et des entrepôts d'armes, situés dans cette zone stratégique. Une source locale fait état de la fuite de Mohammad al-Sabari, un officier lié au régime de Hadi et commandant de l'une des plus importantes bases militaires de Bab el-Mandeb.

Les forces de l'armée, alliées à Ansarallah se sont stationnées, sur la ligne côtière reliant le port d'Al-Makha, à Taez, à Bab el-Mandeb. Cette prise très précieuse a, évidemment, provoqué la riposte de Riyad : les chasseurs saoudiens ont lancé des raids contre les positions de l'armée et des zones civiles. Le port Midi et le pont Harez ont, ainsi, été visés, alors que les deux se trouvent sur les frontières avec l'Arabie saoudite. french.irib.ir 01.04

- La stratégie d'Ansarallah - french.irib.ir

"La stratégie d'Ansarallah, face aux groupes terroristes takfiris d'Al-Qaïda et aux agressions du régime sioniste, n'a pas changé", a affirmé le membre du comité exécutif du Mouvement Ansarallah.

"Le Mouvement Ansarallah a réussi à prendre le contrôle de la plupart des aéroports yéménites. Ce Mouvement a suspendu certains vols entre le Yémen et certains pays arabes et la Turquie, qui transféraient des terroristes", a-t-il ajouté. french.irib.ir 01.04

ACTUALITÉ DU JOUR

En dictature en famille. Un Etat policier contre les libertés individuelles.

- Les députés précisent en commission les pouvoirs des services de renseignement - AFP

Les députés ont précisé mercredi en commission les motifs pour lesquels les services de renseignement pourront recourir aux techniques de surveillance (écoutes, balises, caméras...) prévues dans le projet de loi controversé sur le sujet, qui sera débattu en séance mi-avril.

Ce projet de loi, soutenu par l'UMP au nom de l'unité nationale dans la lutte contre le terrorisme après les attentats de janvier, vise à "légaliser les activités de renseignement", a résumé le rapporteur Jean-Jacques Urvoas (PS).

Les députés, qui n'avaient pas encore achevé leurs débats mercredi en fin d'après-midi, ont voté plusieurs amendements du rapporteur pour autoriser les services à utiliser ces techniques pour défendre et même "promouvoir" les "intérêts économiques, scientifiques et industriels majeurs" de la France ainsi que les "intérêts majeurs de sa politique étrangère" plutôt que les seuls "intérêts essentiels".

Ils ont en revanche supprimé le motif de "prévention des violences collectives de nature à porter gravement atteinte à la paix publique" qui inquiétait militants associatifs et syndicaux pour le remplacer par celui de "prévention des atteintes à la forme républicaine des institutions et des violences collectives de nature à porter atteinte à la sécurité nationale". (Quand on sait qu'ils ont une conception de la République similaire à celle de Bush ou Obama, cette "précaution" ne sert qu'à couvrir leur "forme républicaine des institutions" qui peut évoluer vers une dictature assumée. Quant aux "violences collectives de nature à porter atteinte à la sécurité nationale" ils pourront y fourrer ce qu'ils voudront, on l'a bien vu avec l'affaire d'un humoriste interdit de spectacle que la base d'un argument similaire. - ndlr)

Les écoutes et interceptions seront autorisées par le Premier ministre, sans passer par un juge mais après avis sous 24 heures d'une nouvelle autorité administrative, la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR). Le délai pourra passer à trois jours si la CNCTR a un doute sur la validité de la demande.

Le Premier ministre pourra passer outre cet avis mais devra le motiver. (Qui osera le contredire ? C'est la négation de l'Etat de droit octroyant des pouvoirs exceptionnels au Premier ministre en dehors de tout contrôle judiciaire. - ndlr)

En cas d'urgence "liée à une menace imminente ou un risque très élevé de ne pouvoir effectuer l'opération ultérieurement", le chef de service pourra agir immédiatement, motivant sa décision a posteriori à la CNCTR, selon un amendement du rapporteur.

Cette urgence ne pourra s'appliquer pour l'intrusion d'un domicile ni lorsqu'un journaliste ou un avocat est ciblé.

"Les services seront en capacité d'organiser l'urgence quand ça les arrange", s'est inquiété l'UDI Hervé Morin.

De manière un peu inattendue, l'ancien ministre de la Défense, "extrêmement réservé sur le texte", a relayé fortement, aux côtés

de l'écologiste Sergio Coronado les craintes exprimées ces derniers jours par la Cnil, de nombreuses associations et même le juge antiterroriste Marc Trevidic, sur les pouvoirs accordés aux services de renseignement, jugeant leur champ "extrêmement large". AFP 02.04

ACTUALITE EN TITRES

A qui le tour ?

Après les pauvres profiteurs, les chômeurs fainéants, les assurés sociaux fraudeurs, les musulmans terroristes, les jeunes délinquants, les parents violents, les époux frappeurs, les Français racistes, le temps est venu des professeurs pédophiles.

- Pédophilie : des mesures à prendre dans les établissements scolaires - Francetv info

- Soupçons de pédophilie à l'école: «Je crains qu'on assiste à une chasse aux sorcières» - 20minutes.fr

[Haut de page ↗](#)

Le 3 avril 2015

CAUSERIE

Les Charlie étaient des adeptes de la dictature.

On retiendra sur le Yémen, que l'Arabie saoudite réputée pour être une démocratie, au même titre en pire que les Etats-Unis, Israël, l'Egypte, le Pakistan ou la France, soutient le président Hadi qui était le seul candidat à l'élection présidentielle en 2012, donc sûr d'être élu et effectivement élu, royalement s'il vous plaît avec 99,8 % des suffrages exprimés, à faire pâlir d'envie tous les dictateurs de la planète, à commencer par le nôtre, voilà pour la légitimité de cette guerre.

Argument qui évidemment n'a soulevé aucune critique du côté des démocrates de Washington ou Paris qui en sont réduits à bricoler avec leurs services de renseignements pour mieux contrôler la population, afin de mieux formater les esprits pour obtenir un résultat similaire. On n'a pas pris la peine de mettre des guillemets à démocrates, les lecteurs sont censés savoir qu'il n'y en pas au pouvoir à Washington ou Paris, Londres, Berlin, Rome, Madrid, etc., pas davantage dans l'opposition institutionnelle ou parlementaire.

Les maîtres du monde sont bien outillés.

A l'alliance du sabre et du goupillon destinée à faire régner l'ordre tyrannique de la classe dominante au nom de la paix, on peut ajouter celle de l'équerre et du compas destinée à liquider nos libertés individuelles au nom de la liberté d'expression.

Dossier sur le Yémen

Précision sur le Yémen.

Selon les sources la population yéménite de confession musulmane se partage à égalité ou varie de quelques pourcents entre les communautés chiite ou sunnite. Nous avons écrit que la communauté chiite était majoritaire.

[Retour en arrière.](#)

L'Arabie saoudite et ses alliés sunnites ainsi que les Etats-Unis et leurs vassaux occidentaux prétendent voler au secours du président Abd Rab Mansour Hadi qui aurait la légitimité pour gouverner, or la réalité est bien différente sur le terrain.

De quelle légitimité Hadi peut-il se prévaloir ? Aucune.

Wikipédia. L'élection présidentielle yéménite s'est déroulée le 21 février 2012, suite à la contestation nationale sur la manière de gouverner d'Ali Abdallah Saleh (au pouvoir depuis 1978 - ndlr). Un accord de transfert du pouvoir est alors mis en place

prévoyant le départ du président Saleh, son vice-président Abd Rab Mansour Hadi lui succédant et une élection présidentielle devant se tenir.

Abd Rab Mansour Hadi est le seul candidat à cette élection. Il ne lui est pas nécessaire d'obtenir un quelconque quota de voix ; il sera élu s'il obtient au moins une voix. Le scrutin est ainsi décrit comme « symbolique ».

Abd Rab Mansour Hadi est déclaré vainqueur à 99,8 % le 24 février 2012 et prête serment devant le Parlement le lendemain.

Le 27 février 2012, Ali Abdallah Saleh cède officiellement le pouvoir à son successeur Abd Rab Mansour Hadi.

Il met en place un gouvernement d'union nationale, qui regroupe les partisans de l'ancien président et le principal parti d'opposition, Al-Islah, proche des Frères musulmans. Wikipédia.org

De février 2011 à avril 2015.

Francetvinfo.fr - En février 2011, le Yémen emprunte le même chemin que la Tunisie, qui vient d'éjecter Ben Ali du pouvoir. Cette fois, c'est le président Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis 1978, dont l'autorité est contestée, d'abord par la jeunesse yéménite puis par les opposants politiques. Suivant l'exemple des manifestants égyptiens, les étudiants s'installent sur plusieurs places de Sanaa, la capitale, puis dans le reste du pays. Ali Abdallah Saleh quitte finalement le pouvoir six mois plus tard, début 2012, cédant la place à son vice-président Abd Rab Mansour Hadi, comme le prévoit un accord signé en novembre.

Des élections sont ensuite organisées et Hadi est élu président au suffrage universel direct en recueillant 99,8% des voix. Un score qui s'explique simplement : il était le seul candidat, soutenu par les monarchies du Golfe. Il met en place un gouvernement d'union nationale, qui regroupe les partisans de l'ancien président et le principal parti d'opposition, Al-Islah, proche des Frères musulmans. Le Yémen semble alors sortir de la crise politique. Pourquoi le pays est-il à feu et à sang en ce moment ?

Que s'est-il réellement passé entre février 2011 et 2012 ?

Lefigaro.fr- En février 2012, «Place du changement» à Sanaa, "si le président Hadi évince la clique Saleh du pouvoir, on le soutiendra. Sinon, nous resterons là, sous nos tentes", assurait Nasser, un étudiant, tandis qu'un groupe de jeunes défile en scandant un appel au boycott de la présidentielle.

Rivalité entre Al-Qaïda soutenant Saleh et les Frères musulmans soutenant Hadi.

En fait, un an après, les insurgés sont amers. «C'est vrai qu'on s'est fait voler notre révolution», reconnaît Nasser. Il ne dit pas par qui. Mais on le devine aisément en entrant sur la «place du Changement», où un militant du parti islamiste al-Islah fouille au corps les visiteurs.

«Rusés, les islamistes ont laissé les jeunes s'exprimer pendant deux mois, décrypte un diplomate, puis ils sont venus installer des comités de la santé, des médias, un comité militaire. Ils ont nourri les jeunes, ils ont transformé leur mosquée en hôpital, et à l'automne ils leur ont dit: "Puisque nous dirigeons le mouvement, et bien c'est nous qui allons maintenant négocier avec le pouvoir"».

Pour les jeunes, la trahison est intervenue le 23 novembre lorsque, constatant qu'aucun camp ne pouvait vaincre l'autre militairement, al-Islah, rejoint par les déserteurs de la 1re division blindée - en gros la moitié de l'armée - a conclu un accord sur la transition du pouvoir avec Saleh, sous l'égide des monarchies du Golfe, inquiètes de voir la crise déborder.

Récupération et manque tragique et inévitable de maturité politique du prolétariat des villes et des campagnes.

Même s'ils sont soutenus par la Prix Nobel de la paix, Tawakel Karman, les jeunes ont cruellement manqué de maturité politique. «Ils ont été incapables de se structurer, de former un parti, et enfin de présenter un candidat à la présidentielle», regrette un ambassadeur.

Ils ont perdu la main au profit du bloc constitué par les islamistes et les soldats de la 1re Division du général Ali Mohsen, un ancien proche de Saleh qui a fait défection en mars dernier pour protéger ensuite les révolutionnaires «place du Changement». (lefigaro.fr 21.12.2012)

Francetvinfo.fr - Le nouveau président lance, en 2013, un processus de dialogue national afin d'élaborer une nouvelle constitution et de préparer des élections pour 2014. Les discussions aboutissent notamment à la proposition de faire du Yémen un Etat fédéral, afin de satisfaire les revendications des habitants du sud du pays, qui s'estiment négligés.

Mais le projet envisage d'accorder aux zaydites, une communauté chiite dont sont issus les rebelles houthis, un territoire sans accès à la mer. Cela, ajouté à l'apparente incapacité du gouvernement à résoudre les problèmes économiques et sociaux du pays, conduit les houthis à prendre les armes. Ils s'emparent de Sanaa en septembre 2014, sans grande résistance.

Forcé de collaborer dans un premier temps, le président Hadi finit par fuir la capitale, le 21 février. Il se réfugie à Aden, ville portuaire cruciale pour le trafic maritime, que les houthis entreprennent alors d'assiéger.

Mais qui sont les houthis ?

Ce sont les représentants d'un mouvement rebelle opposé au gouvernement central du Yémen depuis plus de dix ans. Ils tirent leur nom de leur leader historique, le prédicateur Hussein Badreddin Al-Houthi, qui contestait à la fois la coopération du Yémen avec les Etats-Unis de George W. Bush et la situation socio-économique de sa minorité. Les houthis appartiennent, en effet, à la communauté des zaydites (ou zaïdites), issue du chiisme, qui représente un tiers de la population du pays et qui a dominé le Yémen pendant plus d'un millénaire, jusqu'en 1962.

Si certains soldats tentent de défendre Aden, la majorité des troupes a passivement assisté au coup de force des houthis à Sanaa. Un rapport destiné au Conseil de sécurité de l'ONU, publié le 20 février, et de nombreux experts, mettent en cause Ali Abdallah Saleh.

L'ancien président aurait apporté son soutien aux houthis pour prendre sa revanche sur ceux qui l'ont éjecté du pouvoir, en premier lieu le parti Al-Islah, et créer les conditions d'un éventuel retour en tant qu'homme providentiel. "Il y a bien des indications selon lesquelles Ali Abdullah Saleh s'est allié aux houthis pour détruire la base de pouvoir et les biens de ses ennemis, en particulier le parti Al-Islah", indiquent les auteurs du rapport de l'ONU.

"Saleh a gardé un réseau très important et possède encore un trésor de guerre qui se compte en milliards de dollars, assure François Burgat. Grâce aux houthis, il a pu contribuer à saper l'assise tribale d'Al-Islah. Il a donc œuvré à écarter du pouvoir une coalition dont il faisait toujours partie."

Profitant qu'une partie de l'armée soit restée fidèle à Saleh, les houthis ont pu progresser sans réelle opposition en direction d'Aden. Des forces restées loyales au président Hadi ont toutefois commencé à répliquer. Elles tentent notamment de conserver le contrôle de l'aéroport de la ville depuis jeudi.

Mais au fait, il n'y avait pas des terroristes au Yémen ?

Le pays est, en effet, le refuge d'Al-Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa). Ce groupe terroriste sunnite, considéré par les services de renseignement occidentaux comme l'un des plus dangereux au monde, est installé au nord du Yémen, dans les zones rouges de la carte ci-dessous. Il a juré de lutter contre les rebelles chiites. [Francetvinfo.fr](http://francetvinfo.fr) 01.04

En résumé.

Le peuple yéménite et particulièrement la jeunesse aspiraient au progrès social, à la démocratie et à la paix, sauf que les Américains et les Saoudiens ne voulaient pas qu'un mouvement politique indépendant et souverain puisse se développer, s'organiser et leur échapper au profit éventuellement d'une autre alliance, avec l'Iran par exemple.

Après que leur marionnette Saleh soutenu par Al-Qaïda eut été usé jusqu'à la corde après 28 ans de règne au point de ne plus pouvoir gouverner, les Américains optèrent pour son suppléant Hadi soutenu par les Frères musulmans toujours en odeur de sainteté à Washington, ce qui présentait l'avantage de resserrer l'étau autour de l'Arabie saoudite et de justifier la poursuite de sa "lutte contre le terrorisme" au Yémen (au moyen de drones) en frappant les bases d'Al-Qaïda, histoire de se présenter du bon côté de l'histoire. Sauf que ce qu'ils n'avaient pas prévu apparemment, c'est que la tentative d'Hadi de confisquer une nouvelle fois le pouvoir au peuple yéménite ne passerait pas auprès principalement de la jeunesse, puis des houthis qui virent dans sa tentative de rétablir la partition du pays en prenant pour capitale Aden, un moyen de les priver de l'accès à la porte maritime et commerciale du golfe d'Aden, donc de les affaiblir économiquement.

Jusqu'à l'éviction de Saleh, on peut dire qu'Al-Qaïda n'a pas vraiment perturbé le pouvoir en place, il utilisait principalement le Yémen comme une base arrière à ses opérations dans la région ou force d'appoint à la dictature en place, il aura fallu que les houthis soutenus par la majorité des Yéménites et de l'armée s'emparent du pouvoir pour qu'il réalise les attentats les plus sanglants qu'ait connus le Yémen, histoire de faire monter d'un cran la pression entre les camps et justifier l'intervention armée de l'Arabie saoudite pour rétablir l'ordre ou la paix armée pour conserver le contrôle du détroit de Bab-el-Mandeb.

Saleh est installé aux Etats-Unis et Hadi a fui en Arabie saoudite, les deux sont sous la protection de leurs parrains. Le peuple yéménite n'a rien à attendre de Saleh ou de Hadi, des Etats-Unis ou de l'Arabie saoudite, pas plus d'ailleurs de l'Iran ou de la Russie ou de régimes qui dans leur propre pays mènent des politiques qui sont tournées contre les intérêts de leur peuple, particulièrement les ouvriers et les paysans. Il doit lutter pour son indépendance et sa souveraineté et établir une

République sociale, démocratique et laïque afin de permettre à son pays de sortir de l'état de sous-développement dans lequel il a été maintenu jusqu'à présent, pour permettre à l'ensemble de la population d'accéder au progrès social, à l'éducation, à la santé et à une vie meilleure et plus juste.

La classe ouvrière et la paysannerie pauvre doivent constituer un parti ouvrier révolutionnaire combattant pour la socialisation des moyens de production, la mise en commun de la terre et des moyens matériels et financiers pour la cultiver, afin d'augmenter la production et de pouvoir satisfaire les besoins alimentaires de la population, sans avoir à dépendre des institutions ou organisations internationales liées au capital pour se nourrir.

On ne va pas jouer les gauchistes et s'illusionner sur la capacité des masses exploitées yéménites à avancer vers le socialisme, on n'en est même pas capable en France, il faut donc trouver des mots d'ordre transitoire correspondant à la situation.

Partant du principe qu'on prend toujours le parti de l'opprimé contre l'opresseur, du plus faible contre le plus fort, nous nous refusons à condamner le soulèvement armé des Houthis soutenu selon les sources par une grande partie ou la majorité des Yéménites qui veulent à la fois se débarrasser de la tutelle américaine et d'Al-Qaïda, revendication parfaitement légitime même si elle n'obtenait que le soutien de la minorité de la population, dès lors qu'elle correspond aux besoins de l'ensemble des Yéménites, à son droit indéfectible à l'autodétermination.

Nous ne prendrons pas pour modèle ce qui se fait de pire, par exemple Lutte Ouvrière, qui dans un bref article n'a rien trouvé de mieux que de dénoncer à l'instar de l'Arabie saoudite et des Etats-Unis ou l'ensemble des médias institutionnels "la pression des milices chiïtes" sur la population qu'elle place sur le même plan que les bombardements dont elle est victime de la part des dictatures sunnites, autrement dit LO a encore choisi le mauvais camp, pas étonnant pour des fossiles.

- Yémen: les rebelles prennent le palais présidentiel à Aden, les combats continuent - AFP

Les rebelles chiïtes au Yémen et leurs alliés ont pris d'assaut jeudi le palais présidentiel à Aden, dernier symbole de l'Etat, infligeant un revers à l'Arabie saoudite engagée depuis huit jours dans des frappes aériennes contre ces miliciens soutenus par l'Iran.

"Des dizaines de miliciens Houthis et leurs alliés, arrivés à bord de blindés et de transports de troupes, viennent d'entrer au palais présidentiel Al-Maachiq", a déclaré à l'AFP un haut gradé des services de sécurité, qui a été témoin de l'arrivée des rebelles dans le complexe.

- Yémen : bombardement du consulat russe, à Aden - french.irib.ir

Les chasseurs de la coalition, dirigée par l'Arabie saoudite, ont bombardé le consulat de la Russie, à Aden, au Yémen.

Selon Press TV, le consulat de la Russie, à Aden, au Sud du Yémen, a été détruit entièrement, dans les attaques aériennes, menées mercredi, par l'Arabie saoudite et ses quelques alliés arabes. Selon une source diplomatique russe, le bombardement a été si puissant qu'il ne reste même pas une fenêtre indemne du bâtiment, ce qui prouve, d'ailleurs, qu'il s'agit d'une attaque ciblée.

La Russie étudie l'évacuation de ses ressortissants du Yémen et la suspension des activités de son consulat, dans ce pays, ajoute la même source. Précédemment, un avion russe, chargé d'évacuer des ressortissants russes du Yémen, s'est vu contraint, en plein vol, d'atterrir à l'aéroport du Caire, en Egypte, parce que l'Arabie saoudite et ses alliés l'empêchaient d'atterrir, comme prévu, sur la bande de l'aéroport de Sanaa, la capitale yéménite. french.irib.ir 02.04

- Quel est l'objectif des attaques de l'Arabie contre Bahreïn et le Yémen ? - french.irib.ir

Les attaques de l'Arabie et des pays arabes contre le Yémen et la précédente attaque, pour réprimer la révolution bahreïnie, montrent que l'objectif des actions militaires arabes ne vise pas à préserver la sécurité des pays arabes, face aux menaces étrangères, ou à soutenir les peuples, a affirmé le quotidien libanais, "As-Safir".

«La ferveur politique et militaire de certains pays arabes envers la crise yéménite est aussi intense qu'était leur indifférence, à l'égard des guerres d'Israël contre Gaza et le Liban. L'occupation de la Palestine et de l'Irak et l'agression contre le Liban, et, même, l'effondrement de la Libye, suivant celui de la Somalie, n'ont pas pu faire bouger ces pays», a précisé Al-Alam.

"Les activités militaires conjointes des pays arabes visent à réaliser les intérêts de régimes, qui jouissent d'une plus grande influence et puissance", a poursuivi le journal, en allusion aux propos de Hai Khalaf, ancien vice-ministre égyptien des Affaires étrangères, qui avait dit que la théorie de la sécurité nationale arabe a subi une évolution manifeste.

Historiquement, Israël représente une menace, pour les pays arabes, et ce, alors que la force, qui doit être créée, à cet effet, ne fait rien contre Israël. Cela signifie le changement du concept de la sécurité nationale.

Cette force doit, effectivement, s'activer, dans le cadre du statut de la Ligue arabe, un statut qui affirme qu'il ne faut pas s'ingérer, dans les affaires intérieures des autres pays ou bien changer les Etats. La question qui se pose, actuellement, est de savoir si cette force est créée, pour soutenir les régimes, face au changement ? Une question fondamentale. french.irib.ir 02.04

- L'Arabie est condamnée par le monde entier - french.irib.ir

Alors qu'une semaine vient de s'écouler, depuis le début de l'agression de l'Arabie contre le Yémen, l'UE a condamné les raids aériens des avions de combat saoudiens contre les hôpitaux, les écoles, les habitations et les centres publics.

Les attaques militaires de l'Arabie contre les civils, notamment, les enfants, ont aggravé la situation humanitaire, a affirmé, mercredi, Federica Mogherini, la Cheffe de la diplomatie de l'UE, dans un communiqué conjoint avec Cristo Stiliandis, le Commissaire aux affaires humanitaires de cette Union.

"L'attaque contre les hôpitaux, les centres médicaux, les habitations, les écoles et les infrastructures, au Yémen, est insupportable", a-t-elle dit dans ce communiqué.

Et ce, alors que la Croix Rouge internationale, dont un membre a été tué, lors des troubles, a déclaré qu'en raison de l'aggravation de la situation sécuritaire, elle ne pouvait se porter au secours de ce pays. Farhan Haq, le Porte-parole des Nations Unies, a mis l'accent sur la nécessité de protéger la vie des civils, au Yémen, et mis en garde contre une crise humanitaire, dans ce pays.

L'Organisation des Nations Unies a considéré, mardi dernier, la frappe aérienne, comme une violation des lois internationales.

Lors des attaques de la semaine dernière de l'Arabie et de ses alliés arabes contre le Yémen, au moins, 62 personnes, ont été tuées, tandis que 30 autres étaient blessées, a annoncé le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, (UNICEF).

La guerre, au Yémen, a porté de graves préjudices aux services sanitaires et pédagogiques. La situation des enfants, dans ce pays, s'est détériorée. Ces enfants souffrent de malnutrition aigüe, a annoncé l'UNICEF. Serguei Lavrov, le ministre russe des Affaires étrangères, a mis en garde contre la poursuite des attaques saoudiennes contre le Yémen, avertissant que la crise, dans ce pays, ne devait pas s'aggraver. Lavrov a, également, demandé l'arrêt des raids aériens des avions de combat saoudiens. Ces derniers jours, des manifestations de protestation ont eu lieu, dans plusieurs capitales européennes, dont Bruxelles, contre l'agression de l'Arabie contre le Yémen, alors que la Maison Blanche a souligné son soutien à Riyad. french.irib.ir 02.04

- Le Venezuela expulse l'ambassadeur saoudien - reseauinternational.net

Le Venezuela a expulsé l'ambassadeur saoudien, manière de protester contre l'agression de l'Arabie Saoudite et de ses alliés, à l'encontre du territoire yéménite.

Selon l'agence de presse Tasnim, citant le site web Al-Watan, le gouvernement vénézuélien a expulsé l'ambassadeur de Riyad, en signe de protestation contre l'agression militaire de la Coalition, composée de l'Arabie Saoudite et de ses alliés arabes, à l'encontre du Yémen. reseauinternational.net 02.04

ACTUALITÉ DU JOUR

La confiance ne se décrète pas, même en dictature.

- Les cotes de confiance de Hollande et Valls rechutent - LeFigaro.fr

Dans notre baromètre TNS Sofres pour Le Figaro Magazine, le premier ministre enregistre une perte de 10 points, avec 32 % de cote de confiance... un niveau d'avant le 11 janvier. À l'instar du Président, qui chute de 4 points avec 18 % de cote de confiance, il perd le crédit que les Français lui avaient alors apporté et paie son engagement direct pendant la campagne des départementales. LeFigaro.fr 02.04

La crédibilité ne se décrète pas, même en dictature.

- Les propos d'Arnaud Montebourg auraient pu être "attribués aux extrêmes", selon Le Guen - Francetv info

Le secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement, invité d'Europe 1 jeudi 2 avril, a estimé qu'il s'agissait d'un "discours qui

détruit (...) la gauche". Arnaud Montebourg avait affirmé la veille que la politique de François Hollande était la même que celle de Nicolas Sarkozy, dans un entretien avec Les Echos. Francetv info 02.04

Le Guen possède la bassesse d'esprit du misérable valet qui pour complaire à ses maîtres passe son temps à le flatter, et qui doit pour conserver son statut qu'il estime enviable ou dont il est fier le bougre, faire sans cesse preuve de zèle pour satisfaire ses lubies les plus extravagantes ou perverses, quitte à se ridiculer au possible, ce qui ne le gênera point, puisqu'il est si imbu de sa médiocre personne qu'il ne s'en rendra même pas compte, mieux, il en fera un point d'honneur histoire de souligner sa soumission totale à son égard.

On a à faire à des hystériques, des fous furieux se livrant en permanence à la surenchère, à de farouches ennemis de la liberté d'expression, des fachos, osons le dire. Ce qui est intéressant ici c'est qu'ils se lâchent les uns après les autres et on s'aperçoit (si nécessaire) que c'étaient de véritables ordures, des réactionnaires finis, qui, mais les dirigeants du PS.

Question incongrue : Etaient-ils différents hier ? Certes non, mais alors pourquoi n'en avons-nous rien su ? Là vous cherchez manifestement les ennuis, vous allez vous faire des ennemis. Mais mon enfant parce qu'on ne voulait pas que vous le sachiez, vous auriez pu en prendre ombrage et vos braves dirigeants s'en trouver fort incommodés, ce qu'il fallait éviter à tout prix, sinon vous auriez pu contester leur stratégie à deux balles et il ne le fallait guère pour préserver la paix sociale... Mais alors on nous aurait berné en somme. Si vous le dites, vous pouvez dire les choses de la sorte. Mais pourquoi ? Alors là c'est une longue histoire... On vous la raconte depuis août 2008, reprenez-la depuis le début et ne lâchez pas le fil jusqu'à aujourd'hui et vous aurez compris comment nous en sommes arrivés là.

Quant à Montebourg, il ne s'agit que d'une posture d'un petit notable de province, dont le bilan au gouvernement s'est traduit par des centaines de milliers de chômeurs en plus il ne faut pas l'oublier, c'est de la même veine.

Il nous fait penser ainsi que ses semblables, à ces bourgeois ou chefs d'entreprise qui pendant la Seconde Guerre mondiale avaient choisi le camp de la résistance, non pas parce qu'ils en avaient après le régime de Vichy ou les nazis, même uniquement parce qu'ils estimaient qu'il était impossible que la France disparaisse et qu'un jour viendrait leur heure, et que pour ne pas s'être compromis avec l'ennemi (sic!) ils seraient récompensés ou recouvreraient rapidement leur statut de privilégié mis entre parenthèse pendant la guerre, ce qui se produisit effectivement, comme quoi la bonne conscience alliée à la patience peut rapporter. Montebourg n'est qu'un affairiste comme les autres, un minable.

Commentaire d'un internaute

- "Des propos "disproportionnés" qui auraient pu être "attribués à des gens qui sont aux extrêmes", selon Jean-Marie Le Guen. : il ne cache même plus que, quel que soit le sujet, dès lors qu'on émet un avis divergeant de la doxa, on est dans l'extrémisme.

Au nom de la défense de la liberté d'expression ?"

[France. Tous les prétextes sont bons. L'engrenage infernale de la dictature est enclenché.](#)

Quand le législateur décide de s'emparer de tous les aspects de notre mode vie ou de pensée pour criminaliser et poursuivre ceux qui dérogeraient aux critères retenus par l'idéologie dominante, sous prétexte qu'ils auraient une influence néfaste sur notre comportement biologique, mental ou social, non seulement il dénie à la population la faculté d'en décider librement elle-même ou d'avoir la capacité de développer son propre esprit critique, sous prétexte de protéger les esprits faibles qui seraient influençables ou susceptibles de se faire manipuler par des apprentis sorciers ou des vendeurs de miracles malintentionnés comme il en a toujours existé dans la société, il entend restreindre notre liberté en limitant son champ d'expérience à des applications qu'il a spécialement sélectionnées pour nous, ce qui revient à exercer un contrôle permanent sur nos gestes ou nos idées, à nous imposer, à violer notre liberté la plus élémentaire.

Nous accusons le gouvernement, les représentants de tous les partis politiques et l'élite intellectuelle qui incarnent ou soutiennent le capitalisme d'être responsables du désordre social et du déséquilibre psychologique ou mental dont sont victimes des couches entières de la population, et qui pour cette raison peuvent à un moment donné de leur existence adopter des comportements ou des idées préjudiciables à leur propre existence ou aveuglement à celle d'autrui sans en avoir conscience.

Eux seuls sont responsables et condamnables et devront payer un jour ou l'autre pour toutes les souffrances inutiles qu'ils ont infligées au peuple, à la classe ouvrière, aux hommes et aux femmes des différentes classes qui ont eu le malheur un jour d'adopter un comportement suicidaire sur la base des modèles que vous aviez conçus pour eux et que vous dénoncez aujourd'hui hypocritement après en avoir profité pendant des décennies.

C'est vous qui avez ancré profondément dans le cerveau de la population que vous saviez fragile ou maléable une multitude de préjugés que vous instrumentalisez, vous osez l'accuser d'y avoir cédé alors que c'est vous qui lui avez donné l'exemple, pour demain faire volte face et la sermoner pour les avoir abandonnés.

Il en va de la maigreur de ces femmes comme de la guerre, du colonialisme, de l'esclavagisme, du fascisme, de la xénophobie, du racisme, du sexisme, de l'homophobie, de la prostitution, de la pollution, etc. qui hier et encore dans une large mesure de nos jours ne vous posent pas vraiment un problème ou pire, que vous favorisez par votre politique antisociale et impérialiste, ultra réactionnaire. Vous voulez qu'on repasse en détail votre ignoble passé jusqu'à nos jours ? Il est accablant et sans appel.

- Un amendement interdisant les sites « pro-ana » adopté - LeMonde.fr

Les sites incitant à l'anorexie vont-ils être interdits ? C'est en tout cas l'objet d'un amendement au projet de loi santé adopté par les députés dans la nuit du mercredi 1er au jeudi 2 avril. Il punit, plus largement, « le fait de provoquer une personne à rechercher une maigreur excessive » d'un an d'emprisonnement et de 10 000 euros d'amende. Dans l'exposé de leur amendement, les députés visent explicitement les sites « pro-ana ». « La création d'un nouveau délit apparaît nécessaire, car les dispositions du code pénal actuellement ne permettent pas de s'attaquer à l'action de ces sites », précise le texte.

« La liberté d'expression sur Internet ne sera pas remise en question », a assuré le rapporteur du projet de loi, Olivier Véran, tout en appelant à veiller à différencier les sites « parfois tenus par des jeunes femmes qui s'en servent comme d'un exutoire » de ceux qui « font clairement l'apologie des méthodes pour maigrir le plus possible ».

Un amendement similaire avait été déposé par l'Union pour un mouvement populaire (UMP), qui réclamait une peine plus lourde – deux ans d'emprisonnement et 30 000 euros d'amende, pouvant être étendue à trois ans d'emprisonnement et 45 000 euros d'amende « lorsque cette recherche de maigreur excessive a provoqué la mort de la personne ». LeMonde.fr 02.04

Ils sont en train de conditionner les esprits en vue de s'attaquer à des portails comme le nôtre, sans être parano, cela semble logique, bien le nôtre a si peu d'audience qu'ils s'en foutent.

[Mode d'emploi de la politique néolibérale expliquée par l'OCDE.](#)

Au moins plus personne ne pourra dire désormais qu'il ne connaissait par leur programme.

- L'OCDE réclame une réforme du marché du travail en France - Reuters

Le défi le plus important pour la France est de réformer son marché du travail pour favoriser la création d'emplois, estime l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Cette recommandation prioritaire du rapport sur la France présenté jeudi intervient alors que le gouvernement multiplie les déclarations sur la nécessité de favoriser l'embauche, en particulier pour les petites et moyennes entreprises.

L'OCDE recommande par ailleurs à la France de baisser le poids de ses dépenses publiques, le plus lourd des pays de l'organisation après la Finlande, à 57,3% du PIB, pour alléger la pression fiscale afin de favoriser la croissance.

Pour doper l'activité, la France doit également simplifier dans tous les domaines, poursuit l'OCDE, selon qui les réformes menées par le gouvernement vont dans le bon sens mais doivent être accentuées.

Le problème est du côté de l'offre et non de la demande, a-t-il ajouté, estimant que "le constat est grave mais a heureusement été bien identifié par le gouvernement".

Pour la France, "le défi le plus important est de réformer le marché du travail afin de promouvoir la création d'emplois. Poursuivre les réformes du marché du travail doit être la priorité", écrit l'OCDE.

Elle recommande pour ce faire de simplifier et raccourcir les procédures de licenciement, par exemple en réformant la justice prud'homale comme le projet de loi Macron prévoit de le faire, et de poursuivre le mouvement de baisse du coût du travail décidé par les gouvernements Ayrault et Valls.

"Un message transversal est que l'activité bénéficiera d'une simplification à grande échelle", poursuit l'OCDE.

Elle recommande ainsi d'"intensifier les efforts pour réduire la complexité du code du travail, les normes et réglementations imposées aux entreprises, la structure des administrations territoriales et locales, et les systèmes fiscal et de retraites".

Remarquant les efforts du gouvernement pour contrôler l'évolution des dépenses publiques, l'OCDE recommande d'aller nettement plus loin dans les prochaines années afin de réduire le poids de la fiscalité pour favoriser activité et emploi.

Commentant les projets actuels du gouvernement, Peter Jarrett a estimé que "le montant de 50 milliards d'euros d'économies jusqu'en 2017 est le strict nécessaire" pour freiner les dépenses. "Il faudra plus d'ambition lors du mandat présidentiel suivant."

L'OCDE suggère de réduire le nombre de communes, de fermer certains petits hôpitaux publics, de modifier les paramètres des retraites complémentaires pour assurer leur équilibre financier et de poursuivre la réduction des spécificités des régimes spéciaux de retraite.

L'organisation recommande en outre de modifier les paramètres du régime des allocations chômage, notamment leur durée, dans le cadre de la renégociation prévue en 2016, tout en prévoyant une mise en oeuvre uniquement lorsque la croissance reprendra.

Pour améliorer la compétitivité de l'économie et l'environnement des entreprises, elle suggère de poursuivre la simplification des procédures d'ouverture des grandes surfaces, d'éliminer les restrictions sur la revente à perte, les dates des soldes et les horaires d'ouverture, de continuer à libéraliser les professions réglementées, de supprimer les tarifs réglementés dans les secteurs concurrentiels et d'abandonner graduellement les pratiques de numerus clausus. Reuters 02.04

[L'Express "comploté" ouvertement contre la paix en Europe.](#)

- "Poutine se bat contre vous, les Européens!" - L'Express.fr

Alors que le cessez-le-feu ne tient qu'à un fil en Ukraine, son Premier ministre, Arseni Iatseniouk, alerte contre le projet de "déstabilisation globale" mené, selon lui, par le Kremlin. [lexpress.fr 02.04](#)

On vous fera grâce de cet interniew, le délire d'un psychopathe en crise, un facho!

Commentaire d'un internaute.

- "Alors qu'aucune preuve directe de l'implication du Kremlin dans ce conflit n'a encore été produite par le nouveau gouvernement ukrainien, la liberté avec laquelle cet homme amalgame tous les problèmes sous l'étiquette "Poutine" est déconcertante... Certains paragraphes n'ont même pas grand chose à envier aux "meilleurs" sites complotistes dans leurs développements, c'est du délire."

L'Express s'en fait le complice en lui offrant une tribune. Les médias français sont déjà acquis au fascisme, mais apparemment il semblerait que l'on soit peu nombreux à s'en être réellement aperçus.

En complément. C'est pratiquement dans le même registre

Il n'y a jamais eu autant de touristes en Turquie ou transitant par la Turquie, et pour cause :

- Un rapport de l'ONU dévoile que 25.000 étrangers ont rejoint les rangs des terroristes - [20minutes.fr](#)

[Haut de page ↗](#)

Le 4 avril 2015

[CAUSERIE](#)

(2 heures plus tard. On a ajouté 33 nouveaux articles. Dans la rubrique *Dossiers* on a ajouté le Yémen.)

Ce n'est pas une obsession, il arrive souvent par manque de temps qu'on ne puisse pas traiter un sujet à fond, aussi faut-il s'y reprendre à plusieurs reprises. Et puis tout ne nous vient pas à l'esprit du premier coup, surtout en étant totalement isolé. On ne pourra pas nous accuser de dilettantisme ou d'aventurisme, on laisse cela à d'autres, à Mélenchon par exemple. On fait l'effort de réfléchir, c'est la moindre des choses.

L'attaque du 7 janvier dernier à Paris n'était pas dirigée contre la liberté d'expression, c'était l'exploitation à laquelle elle allait donner lieu qui devait être tournée contre les libertés individuelles.

On se demande comment nos dirigeants ont-ils pu être aussi crédules ou confondre les deux, comment ont-ils pu en arriver-là ? Il a suffit que le gouvernement et les médias aux ordres sortent cette interprétation pour qu'ils la reprennent à leur compte sans

même réfléchir un seul instant apparemment.

Il se trouve que la conception de la liberté d'expression dont on se réclame peut avoir un contenu très différent en fonction d'un certain nombre de critères, tel que notre milieu ou statut social, notre place dans la société ou les responsabilités qu'on y occupe, etc. selon l'interprétation qu'on en donne.

Elle est également en rapport avec la situation sociale et politique et s'inscrit dans le cadre de valeurs et de principes communément admis par la majorité de la population ou la société en général que justement Charlie Hebdo ne respectaient pas en se faisant constamment depuis de nombreuses années le porte-parole de la propagande gouvernementale qui les piétinait. A ce titre il incarnait davantage la négation de la liberté d'expression qui devait servir les intérêts de la classe dominante, le tout savamment dosé ou noyé dans un éclectisme apparent de bon aloi, de telle manière manière qu'on ne puisse pas l'attaquer sur ce plan-là.

Charlie Hebdo avait ceci en commun avec le gouvernement (le PS et ses laquais de gauche et d'extrême gauche) qu'il ne supportait pas qu'on puisse avoir une conception de la liberté d'expression qui soit différente de la sienne, au point de se livrer à des provocations permanentes envers ceux qui n'avaient aucun moyen à leur disposition pour y répondre, profitant de son statut privilégié non pas pour élever le niveau de conscience de ceux qui avaient adopté une version restrictive, étriquée ou archaïque de la liberté d'expression, mais pour les humilier, les mépriser, les insulter, les blesser, comme si cela pouvait être une pédagogie adaptée à des personnes ayant d'autres références que les siennes ou ayant conservé les préjugés que finalement la société elle-même ou la classe dominante leur avait inculqués, il témoignait en agissant de la sorte qu'il avait adopté lui-même une conception de la liberté d'expression limitée ou à géométrie variable en fonction uniquement des intérêts qu'il servait.

La suite allait le confirmer notamment en relayant la politique de l'Otan en Ukraine. On peut donc en déduire que la conception de la liberté d'expression et au-delà de la morale de Charlie Hebdo avait un contenu de classe qui ne pouvait être que celui de la classe dominante.

Donc s'attaquer à Charlie Hebdo, c'était s'attaquer à une conception particulière de la liberté d'expression, celle de la classe dominante qui allait réagir violemment par la voix de ses représentants en s'attaquant pour le coup à la liberté d'expression de son ennemi de classe, d'où le projet d'une nouvelle loi liberticide qui ne concerne en aucune manière les médias institutionnels ou les supports qui relaient sa politique ou sa propagande, non, elle vise à terme tous ceux qui diffusent des informations susceptibles de nuire ou contredire sa version des faits et qui sont censurés par les médias officiels pour maintenir la population dans l'ignorance de la réalité ou de la vérité pour mieux la manipuler ou la conditionner, ainsi que l'ensemble de ses opposants politiques.

En conclusion, à force de diluer la théorie au point de perdre de vue la nature de classe de chaque expérience et de tout un ensemble de notions, concepts, règles, principes ou valeurs, on en arrive à une confusion totale qui nous amène à soutenir notre ennemi au lieu de le combattre. Il en va ainsi de la république ou de la démocratie en général, par exemple.

Partant de là, on conçoit très bien pourquoi la plupart des militants ne partagent pas nos idées, puisqu'ils ne se situent pas sur le même terrain de classe que nous ou ont perdu de vue cette notion élémentaire mais déterminante...

[Désinformation et manipulation des consciences. Effectivement "tous les moyens sont bons" à L'Express.](#)

- Manipulation politique: "Tous les moyens sont bons" - L'Express.fr 03.04

Ils osent tout, c'est à cela qu'on reconnaît un état de crise et une dictature...

Le 2 avril, ils offraient une tribune à Arseni Iatseniouk, Premier ministre du régime néonazi de Kiev :

- "Poutine se bat contre vous, les Européens!" - L'Express.fr 02.04

Le 28 mars, dans un article ils faisaient l'apologie d'Al-Qaïda dépeint en libérateur du peuple syrien :

- Syrie: Al-Qaïda prend la ville clé d'Idleb au régime d'Assad - L'Express.fr 28.03

Les masques de l'imposture tombent les uns après les autres.

On a eu récemment l'occasion de démontrer que Mediapart n'était pas un média alternatif ou impartial, mais un des rouages de la machine à propagande du régime. Pour rappel un de ces blogs avait reproduit plusieurs articles émanant du think tanks néoconservateur ou néolibéral, Indymédia Paris, au passage, également prisé par la Fondation Jean-Jaurès ou le PS qui assume ainsi être ouvertement ultra réactionnaire. Maintenant il se peut que Mediapart soit coutumier du fait depuis des années sans qu'on le sache pour ne jamais nous y connecter, aux lecteurs de nous le préciser si nécessaire, merci à eux d'avance.

En aparté ou pour ceux que cela intéresse. Voilà la correspondance que j'ai eu avec Mediapart ces derniers jours à propos de ces articles infâmes tournés évidemment contre le mouvement ouvrier ; qu'il nous soit permis de le critiquer en tant que militant ouvrier nous paraît normal, mais on n'accepte pas que la réaction l'attaque, car c'est l'ensemble des militants qu'elle vise et plus précisément son avant-garde.

Le 24 mars 2015 à 08:08, jctardieu@outlook.fr a écrit :

Tardieu a envoyé un message via le formulaire de contact sur <http://www.mediapart.fr/contact>.

Bonjour,

L'âne narco libère-terre, dit Frachon23, a mis en ligne le 11 septembre 2012 un article du blog néoconservateur paris.indymedia.org, intitulé "Alerte antifasciste : Le Cercle des Volontaires", qui dressait la liste noire des partis ouvriers, organisations, intellectuels, journalistes opposants ou critiques envers le régime ou fournissant des informations censurées par les médias institutionnels en les assimilant à des fascistes...

Question ? Comment justifiez-vous l'existence de ce blog animé par un provocateur dans le cadre de Mediapart ? Vous n'êtes pas sans connaître la nature du courant politique que représente [paris.indymedia](http://paris.indymedia.org), n'est-ce pas ? C'était donc intentionnel de votre part.

Je vais publier cet article dans mon portail en fournissant la source, Mediapart, et en ajoutant une grille de lecture destinée à mes lecteurs. Mieux je vais le relier à celui publié le 25 février par la Fondation Jean-Jaurès qui a également publié un article de cette pourriture néolibérale, je les étrille...

A chacun ses responsabilités...

J-C Tardieu

Réponse de Mediapart reçue le 2 avril.

Bonjour,

Nous avons bien reçu votre message et il faut savoir qu'il suffit de s'abonner à Mediapart pour disposer librement d'un blog.

En effet, nous ne filtrons pas nos abonnés en fonction de leur orientation politique, et nous n'effectuons aucune modération a priori.

En outre, notre Charte de participation définit les obligations de chacun. Si une contribution vous paraît en contravention avec cette charte, vous pouvez en informer la rédaction grâce au bouton "signaler".

Nous restons bien sûr à votre disposition si vous souhaitez obtenir des informations complémentaires.

Cordialement,

Guillaume

Service Abonnés Mediapart

J'ignore si le même procédé est employé par Le Monde, Libération, Le Figaro, etc. qui consiste à permettre à n'importe qui de pouvoir publier n'importe quoi dans un blog référencé au nom d'un journal ou média, de telle sorte qu'il suffit aux moteurs de recherche sélectionnant de préférence les articles émanant de la presse institutionnelle ou des médias officielles, qu'un article sur un sujet ait été publié par un de ces blogs pour qu'il figure en première page des infos d'actualité et soit donc facilement accessible aux internautes, privilège dont ne bénéficieront pas les médias alternatifs ou les portails indépendants qui diffusent également des infos.

La naïveté de la direction de Mediapart nous fait automatiquement penser à la conception de la liberté d'expression affichée par le gouvernement, qui consiste à s'attaquer aux "complotistes" qui commettent le crime impardonnable de diffuser les infos que les médias officiels censurent, et qui en contredisant leur version des faits ou de la réalité ne leur permet plus de justifier leur politique ou dévoilent leurs réelles intentions inavouables, ce qui leur est insupportable. Je serais curieux de voir si je m'abonnais à Mediapart et que je créais un blog, si je bénéficierais du même traitement par les moteurs de recherche, que celui réservé aux falsificateurs et manipulateurs de l'histoire en tous genres, à la pire réaction conservatrice qui soit, qui officient en associant à

leur entreprise le nom de Mediapart.

Il est à noter à propos du gouvernement qu'il serait lancé dans une chasse implacable aux discours racistes, antisémites, xénophobes, etc. alors que les commentaires qui figurent à la suite des articles des agences de presse ou des médias institutionnels en sont bourrés quotidiennement, ils sont même parfois d'une violence inouïe, appelant au meurtre, au génocide de peuple entier, les Indiens par exemple, ils sont 1,2 milliards, etc. sans que cela gêne plus que cela le gouvernement, attention, on ne demande pas à ce qu'ils interdisent ces commentaires, on dénonce son imposture et on rejette cette chasse aux sorcières.

- Marine Le Pen juge «délirant» le lien entre le Front national et la Russie évoqué par «Mediapart» - 20minutes.fr

Tout cela pour en arriver à une autre affaire dans laquelle Mediapart est impliqué, mais pas seulement, les hackers d'Anonymous également.

Mise en garde aux lecteurs. Attention, on va aller sur un terrain savonneux puisqu'il s'agit du FN. Nous ne risquons rien, par contre certains lecteurs certainement, dans la mesure où ils pourraient interpréter nos propos de travers, dans ce cas-là eux-seuls auraient un problème à résoudre avec l'extrême droite. C'est clair ?

Pourquoi évoquons-nous ce sujet ? Certainement pas pour en venir en aide à M. Le Pen vous l'aurez deviné, mais pour montrer de quoi sont capables des journalistes qui se prétendent indépendants ou propres sur eux, alors que ce n'est pas du tout le cas. Ce sont des populistes, des opportunistes qui ne reculent devant aucun moyen malhonnête pour plaire à leurs maîtres, il faut bien qu'ils leur montrent qu'ils méritent les subventions qu'ils leur accordent, la pub qu'ils leur font, etc.

En cause :

- le FN dont Valls l'hystérique n'a cessé de parler quotidiennement au cours des dernières semaines pour faire oublier sa véritable nature, la sienne qui rivalise avec celle de Le Pen. Ensuite l'horrible Poutine qui veut mettre l'Europe, le monde à feu et à sang.

La méthode :

- A l'aide de cet amalgame, la diabolisation de l'un doit retomber sur l'autre et vice versa.

Si c'est de cette manière-là qu'ils comptent s'y prendre pour rassembler les masses derrière le gouvernement, ils sont très mal barrés, en réalité cette mission est impossible viennent de révéler les élections départementales qui se sont soldées par le rejet massif du PS notamment.

Les moyens :

- Le recours à une agence de renseignement supplétif de la NSA au service de l'impérialisme américain nommée Anonymous.

L'opération va consister à dévoiler le contenu de trois malheureux SMS de quelques mots, non pas entre des membres du FN et une quelconque personnalité russe, non, entre deux supposés proches de Poutine évoquant le soutien du FN à la politique ukrainienne de Poutine et le soutien financier que la Russie accorderait au FN en échange. Il faut en déduire qu'ils n'ont pu mettre la main sur aucun des courriels échangés entre les dirigeants du FN et les supposés autorités russes. Rappelons que M. Le Pen avait fait le déplacement à Moscou en juin 2013, voyage au cours duquel elle avait rencontré notamment le président du Parlement russe, Sergeï Narychkine.

Une version policière de rapports politiques somme toute banals.

Le procédé est particulièrement minable, car le FN a soutenu sans hésitation et publiquement la politique de Poutine en Ukraine, donc ce n'est un secret pour personne, par contre c'est un crime de ne pas soutenir l'Otan, donc est visé ici non pas le FN, mais tous ceux qui ne soutiennent pas l'opération de Otan en Ukraine.

Quant au financement du FN, ses dirigeants ont expliqué qu'en dernier recours ils s'étaient adressés à des banques russes, après avoir essuyé le refus des banques françaises et d'autres pays alliés de la France, donc là non plus ce n'était pas un secret. Bref, nos journalistes d'investigation en sont réduits à faire les poubelles d'une officine de renseignement qui est au piratage informatique, ce que le FBI est au terrorisme.

Maintenant comment faut-il apprécier l'attitude des autorités russes envers le FN ?

Tactiquement soutenir le FN revient à affaiblir Hollande qui mène une croisade contre la Russie au côté d'Obama. Que l'idéologie

du FN ne les embarrasse pas peut s'interpréter de différentes manières. Ils auraient tort de se gêner, après que tout ait été fait en France pendant ces dernières décennies pour "dédiaboliser" le FN qui serait un parti comme les autres au point d'être reçu à l'Élysée par Hollande la veille du 11 janvier dernier, même que Marine Le Pen serait fréquentable selon le président du Crif, comme quoi.

Ensuite, Poutine accepte les soutiens d'où qu'ils viennent, sur ce plan-là il ne vaut guère mieux que les nationalistes ou ceux qui se définissent comme patriotes et qui n'hésitent pas à s'afficher avec des membres du FN ou de l'extrême droite. Si l'extrême droite peut lui être utile, il n'hésitera pas à s'en servir à l'instar d'Obama au Venezuela par exemple, dès lors que sont en jeu les intérêts supérieurs de la classe qui l'exige, ils appartiennent tous à la grande famille de la réaction.

On pourrait conclure ironiquement en affirmant que c'est Mediapart qui transforme en complot des faits connus de tous, comme quoi les "complotistes" ne sont pas toujours ceux qu'on croit.

Vaut mieux ne pas parler du père nourricier de Libération client attiré des paradis fiscaux.

- La Russie, mère nourricière du FN - Liberation.fr

- Patrick Drahi, né le 20 août 1963 à Casablanca au Maroc, est un homme d'affaires et entrepreneur franco-israélien et résidant en Suisse depuis 1999. Il est le président-fondateur du holding luxembourgeois Altice, une multinationale spécialisée dans les télécommunications et les réseaux cablés qui est cotée à la bourse d'Amsterdam. Il est propriétaire de Next Limited Partnership, basée à Guernesey l'actionnaire majoritaire d'Altice. Altice est le principal actionnaire de l'opérateur français Numericable et de l'opérateur israélien Hot.

Il a reçu le très prestigieux prix Scopus 2015 délivré par l'université hébraïque de Jérusalem, qui récompense une personnalité engagée dans des actions éducatives, culturelles et sociales pour la promotion du progrès et du savoir. La liste des récipiendaires de ce prix Scopus a de quoi donner le tournis : Simone Veil, Maurice Lévy, Steven Spielberg, Milton Friedman, Elie Wiesel, Bill Clinton, Bernard-Henri Lévy, Beate et Serge Klarsfeld et de nombreux autres illustres personnages. (koide9enisrael.blogspot.co.il ; source israelvalley.com ; Lepoint.fr 22.03)

Dossiers Yémen

- Yémen: l'offensive rebelle ralentie par les raids - AFP

L'opération militaire arabe menée par l'Arabie saoudite a ralenti la progression des rebelles chiites au Yémen, mais, profitant du chaos, Al-Qaïda a pris vendredi le contrôle d'une importante base militaire dans le sud-est.

Ennemis jurés mais tous deux hostiles au pouvoir du président en exil Abd Rabbo Mansour Hadi, les Houthis et Al-Qaïda s'étaient violemment affrontés ces derniers mois.

Houthis et Al-Qaïda "ont les mêmes objectifs (...) contre la population yéménite, contre la sécurité de la région et du monde", a réagi le porte-parole de la coalition, le général Ahmed Assiri, devant des journalistes.

- Yémen/Manba: les tribus entrent en guerre contre Riyad - french.trib.ir

C'est une évolution très importante qui vient de se produire:

alors que Riyad compte toujours sur les tribus sunnites pour barer la route à ansarallah, ces derniers viennent de passer à l'action et entrent en guerre contre les Al-e Saoud. De violents affrontements opposent la tribu yéménite Manba aux militaires saoudiens,... sur les frontières des deux pays, ont fait part des sources yéménites. Les comités populaires ont pris le contrôle du centre militaire d'Al-Faradha, sur la route de Sanaa-Marib, avant de pourchasser les terroristes, a-t-on appris du journaliste d'Al-Manar.

Dans la localité de Kriter, dans le Sud d'Aden, de violents affrontements ont été déclenchés entre les l'armée et les comités populaires, d'une part, et les partisans d'Abda Rabbo Mansour Hadi, qui avaient l'intention de pénétrer, dans la localité de Khor Meksar, pour y trouver un lieu sécurisé permettant d'hélicopter les militaires liés à la coalition de l'Arabie saoudite. Dans la localité de Rازه, 8 personnes sont tombées en martyrs sous les balles des gardes-frontières saoudiens.

Les avions de combat saoudiens ont attaqué les infrastructures, dans le Nord de la ville d'Aden, au Sud du Yémen. Un hôtel et une usine ont été pris pour cible. french.trib.ir 03.04

- Yémen : les pilotes "israéliens" du roi Salman - french.trib.ir

Le journal israélien, "Yelli", confirme la participation d'un escadron de chasseurs israéliens, dans les raids menés contre les villes yéménites! "Il s'agit des avions de type "Communs Marcos", qui participent, dans le cadre de la coalition anti-Yémen, aux raids aériens, menés contre les positions des Houthis et de l'armée yéménite", affirme le journal, qui cite le commandant en chef de l'Armée de l'air sioniste, Amir Eshel, en ces termes : "Aujourd'hui, les pays arabes ont fait appel à l'aide d'Israël, pour se débarrasser de l'un de leurs amis".

C'est le site Yémeni press, qui reprend, d'ailleurs, cette information, et ajoute : "Il semblerait que le commandant du premier escadron saoudien se soit opposé à la présence israélienne, au début, mais, face à l'obstination des Yéménites, il aurait fini par céder". Le site cite, ensuite, le commandant saoudien, le dénommé Mohamad Ahmad : "Il est difficile, pour moi, de piloter un F-16 à une altitude de 30.000 pieds au-dessus du Yémen, alors que je vois, de mes propres yeux, un avion de chasse portant l'étoile de David bombarder, copieusement, les Arabes houthis". french.irib.ir 03.04

- Hollande soutient Al Qaeda au Yemen - french.irib.ir

Après la tuerie des frères Kouachi à Charlie Hebdo le Mercredi 7 Janvier et leur liquidation par les forces spéciales le Vendredi 9 sur ordre de Hollande, ce même jour le site the Intercept publiait des déclarations de la direction de l'AQAP revendiquant être le commanditaire du raid des Kouachi dans l'hebdomadaire satirique pour venger l'honneur du prophète Mohammed.

Peu après un responsable d'AQAP, Bakhsaruf al-Danqaluh, a twitté en arabe le texte exact de revendication fourni par l'AQAP à The Intercept. Une heure après un haut responsable religieux d'AQAP, Sheikh Harith bin Ghazi al-Nadhari, a publié une déclaration audio se félicitant de cette tuerie à Charlie Hebdo : « Des fils de France se sont montrés irrespectueux du messenger d'Allah, donc un groupe armé de croyants s'est levé contre eux et leur a enseigné les bonnes manières, et la limite de la liberté d'expression. Comment ne pourrions nous pas combattre ceux qui attaquent le Prophète, attaquent la religion et combattent les croyants ? » Nadhari tout en glorifiant la tuerie de Charlie Hebdo n'a pas endossé publiquement au nom d'AQAP celle-ci.

C'est en fait le Mercredi suivant que l'AQAP a officiellement revendiqué la responsabilité de la tuerie de Charlie Hebdo dans une déclaration faite via son site internet. AQAP a déclaré que la tuerie était une vengeance pour les caricatures du Prophète publiées par l'Hebdomadaire satyrique.

Pour la tuerie de l'Hypercacher l'AQAP l'a considérée comme une coïncidence compte tenue de la relation entre les frères Kouachi et Amedy Coulibaly auteur de cette tuerie et non pas le résultat d'une coordination avec l'EI Coulibaly ayant lui-même déclaré avoir agi pour l'EI. Même si l'AQAP n'a pas directement organisé cette tuerie de Charlie Hebdo, les frères Kouachi ont passé quelque temps au Yémen au sein de l'AQAP. Said Kouachi a fait plusieurs voyages au Yémen entre 2009 et 2012 a séjourné à l'Université Iman de la capitale Sanaa dirigée par le prêcheur extrémiste Abdel Majid al-Zindani. Les services secrets français savaient que Said Kouachi était passé d'Oman au Yemen avec un autre Français au cours de l'été 2011. L'Agence Reuters a révélé que les frères Kouachi se sont entraînés au maniement des armes avec AQAP dans la province yemenite de Marib, une zone alors contrôlée par ce groupe terroriste.

Le jour de l'attaque des frères Kouachi contre Charlie Hebdo, ces derniers ont revendiqué auprès d'un journaliste français avoir agi pour le compte d'AQAP et que leur voyage au Yémen avait été financé par Anwar al Awlaki, un precheur extrémiste né aux US et tué par un drone américain dans le Nord du Yemen en Septembre 2011. Lors de l'assaut donné par les forces spéciales contre les frères Kouachi ces derniers ont crié : « vous pouvez dire aux médias que c'est Al Qaïda au Yémen ».

Depuis 2010 AQAP a publiquement mené une campagne appelant les Musulmans des pays occidentaux dont ceux de France à assassiner les caricaturistes du Prophète tout particulièrement ceux qui le font de manière insultante dont ceux de Charlie Hebdo. En Juin 2010 Awlaki lui-même a rédigé un article dans le magazine d'Al Qaïda « Inspire » lançant directement un appel au meurtre fournissant également une liste des cibles.

Toutes ces déclarations concordent et permettent d'affirmer que le commanditaire de la tuerie de Charlie Hebdo c'est bien AQAP. AQAP est une création de la CIA et ses complices des renseignements saoudiens et israéliens. L'Arabie Saoudite joue la carte Al Qaïda au Yémen qu'elle finance depuis des années pour avoir à la tête de ce pays un dirigeant qui lui obéit. Les Houthis principaux ennemis d'AQAP ont libéré le Yémen. Cela fait plusieurs mois que les combattants yéménites houthis et leurs alliés ont décidé de libérer le Yémen d'AQAP et de l'influence destructrice de l'Arabie saoudite sur leur pays.

En Janvier 2014 le président yéménite de l'époque Abdu Rabbu Mansour Hadi, a pris l'initiative d'un cessez-le-feu entre les combattants houthis et les Salafistes sunnites proches d'AQAP qui s'étaient agglutinés autour de la ville de Sa'dah capitale provinciale des Houthis dans les zones montagneuses du Nord Yemen. 15 000 « étudiants » salafistes sunnites proches d'AQAP ont été évincés de cette province houthie une victoire pour les combattants houthis.

Dans leur campagne pour libérer leur pays de l'emprise de ces Salafistes proches d'AQAP inféodés à l'Arabie saoudite, les combattants houthis ont commencé à s'emparer de la capitale yéménite Sanaa en Septembre dernier. Ils se sont finalement emparés de la totalité de cette ville en instaurant des alliances avec certains membres de la police de l'armée et de la

Garde Nationale. Courant Janvier ils ont pris le pouvoir. A quelques semaines de la fin de son mandat le Président yéménite Abdu Rabbu Mansour Hadi, son premier ministre et tout le gouvernement ont démissionné en masse après que les combattants houthis aient occupés le palais présidentiel. Hadi a également signé un décret confiant l'appareil sécuritaire aux Houthis. Il s'est ensuite réfugié dans la ville portuaire d'Aden au Sud mais face à l'avancée rapide des combattants houthis et de leurs alliés il s'est enfui à Ryad en Arabie Saoudite. Les Saoud l'ont contraint à annuler sa résignation pour justifier leur guerre d'agression contre le Yémen disant vouloir réinstaller le « Président légitime du Yémen » Hadi à Sanaa.

En soutenant la guerre d'agression de l'Arabie saoudite contre les Houthis au Yémen Hollande soutient l'AQAP (Al Qaïda in The Arabic Peninsula) commanditaire des assassinats des Charlie. Depuis plusieurs mois les combattants yéménites houthis et leurs alliés ont entrepris de libérer leur pays des terroristes wahhabites d'Al Qaïda supplétifs de l'Arabie saoudite et de l'Empire USSioniste du chaos. En attaquant le Yémen les Saoud volent au secours de l'AQAP. Ce sont les combattants houthis qui luttent avec acharnement contre les terroristes d'AQAP les pourchassant notamment à Sanaa. Dans une vidéo récente d'AQAP un haut responsable de cette organisation terroriste à la solde de l'Arabie Saoudite, Nasser bin Ali al Ansi, revendiquait sa lutte contre les Houthis et voyait dans la chute du gouvernement Hadi une opportunité de les combattre plus efficacement.

En fait l'Arabie saoudite qui a lancé une guerre d'agression avec le feu vert de Washington et Tel-Aviv contre les combattants houthis et leurs alliés considèrent les terroristes d'AQAP comme des alliés sur le terrain. Pour l'instant les Saoud se limitent à un pillonnage non-stop du Yémen et un blocus maritime des ports. Mais si besoin est l'Arabie saoudite pourrait se servir d'AQAP et de ses terroristes comme troupes au sol à l'intérieur du Yémen comme elle l'a fait en Syrie et en Irak avec Al Qaïda Al Nosra et l'EI.

En soutenant la guerre d'agression menée par l'Arabie Saoudite contre le Yémen Hollande soutient le commanditaire de la tuerie de Charlie Hebdo : l'AQAP, Al Qaïda au Yémen.

Comment ensuite pouvoir lutter efficacement contre les dérives extrémistes de jeunes musulmans ici en France si au plus au niveau de l'État, le Président lui-même apporte son soutien à Al Qaïda tout en prétendant le combattre.

Il est clair qu'Hollande pour satisfaire le complexe militaro-industriel français avide de pétro-dollars saoudiens – l'Arabie saoudite est le 1er importateur mondial d'armement - met la sécurité et la vie de tous les Français en danger. french.irib.ir 03.04

Précisions : J'ai corrigé de nombreuses fautes d'orthographe contenues dans cet article et j'ai formaté une partie des paragraphes pour l'aérer car plus de la moitié figurait en un seul bloc, histoire d'en faciliter la lecture.

Au-delà de la rhétorique employée, cet article apporte de nombreux éléments qui éclairent la situation et permettent de comprendre le rôle précis de tous les protagonistes.

La position adoptée par Hollande sur le Yémen est sans surprise puisqu'il soutenait déjà Al-Qaïda et l'Emirat islamique en Syrie, en Irak, en Libye... Il y a que les crétins de Charlie pour ne pas avoir fait le lien.

Quant à l'interprétation qui est fournie ici de l'attaque de ce torchon à vomir le 7 janvier dernier, nous ne la partageons pas, elle dénote une confusion à partir d'une affirmation impossible à confirmer, à savoir que les frères Kouachi en seraient bien les auteurs, alors qu'un certain nombre d'indices tendent à prouver le contraire. Maintenant que les auteurs de cette attaque et ensuite les frères Kaouchi aient affirmé agir pour le compte d'Al Qaïda au Yémen, en admettant qu'il y aurait eu deux équipes pour réaliser cette opération, on remarquera qu'ils pointeront le Yémen justement au moment où la situation échappait au protégé de l'Arabie saoudite soutenu par Al-Qaïda au profit du soulèvement populaire dirigé par les houtis.

Que les Saoudiens et les Américains jouent la carte d'Al-Qaïda pour semer le chaos au Yémen semble être la seule alternative qu'il leur reste, puisque les Yéménites ne veulent pas d'Hadi lié aux Frères musulmans et ils ne peuvent pas remettre en selle Saleh lié à Al- Qaïda qui sème la terreur dans le pays, en conclusion la situation est sans issue politique en dehors du chaos et la guerre civile entre factions armées rivales. Elle pourrait déboucher sur une intervention militaire terrestre de la coalition emmenée par l'Arabie saoudite déjà évoquée par Riad à plusieurs reprises, sauf que ses alliés dont l'Egypte y sont pour le moment opposés.

Bref, encore un peuple qui n'a rien demandé à personne une fois de plus sacrifié sur l'autel des intérêts géostratégiques américains, l'impérialisme américain refusant de voir s'éroder davantage son hégémonie dans la région au profit de l'Iran, de la Russie ou de la Chine principalement.

- Yémen : l'impérialisme saoudien - french.irib.ir

Après les séparatistes ukrainiens, baptisés «pro-Russes», voici les Houthis, devenus «pro-Iraniens», comme par enchantement, sous la plume des cyniques analystes et autres journalistes des médias atlantistes, même si, une fois n'est pas coutume, les avis divergent sur la question; d'autant plus que l'attitude des Etats-Unis est truffée d'ambiguïtés vis-à-vis de Téhéran.

De leur côté, il est certain que les Yéménites savent qui sont les Houthis, car l'histoire du pays n'a jamais mentionné de

clivage religieux; bien au contraire, dans les mosquées, il n'y a pas de nuances, les gens prient derrière le même Imam, les Zaïdites, avec les autres.

Mais les criminels ne s'arrêtent devant rien, en instrumentalisant la religion, ils croient pouvoir s'attirer les grâces des «Sunnites», qui accepteraient l'agression et seraient convaincus d'une ingérence iranienne. Car l'espoir est grand de faire accréditer l'idée que l'Iran est à l'origine de la crise, bien que la révolte des Houthis a des aspirations, totalement, nationales. Leur leader les avait clairement exprimées depuis des années.

Abdel Malek al-Houthi rejetait le projet de Constitution, qui découpe le Yémen en six régions, dans le cadre d'un Etat fédéral, qui priverait les Houthis d'un accès à la mer et qui diviserait le pays. La réactivation du projet a déclenché leur riposte fulgurante, avec la collaboration de l'armée et l'alliance des troupes fidèles à l'ex-Président Saleh, dans une situation d'effondrement des institutions du pouvoir central. Une preuve cinglante qu'ils sont pour l'unité nationale. D'ailleurs, même après six jours de bombardement arabe, ils ont pu occuper, mardi dernier, une base militaire donnant sur le détroit stratégique de Bab el-Mandeb, au bord de la mer Rouge. La 17e Division blindée du district de Dabab, dans le Sud-Ouest du Yémen, les a laissé passer, démontrant, par-là, le niveau de riposte, qui attend les armées des pétromonarques et de leurs alliés, en cas d'intervention, au sol, sans préjudice de la réaction des populations, dans un sursaut nationaliste.

Ceci étant, l'intervention des Saoud, qui ont réussi à fédérer huit pays arabes, dont l'Egypte, fait, grandement, les affaires de l'entité sioniste, qui trépigne d'impatience de voir Washington infléchir son processus de normalisation avec l'Iran. Chose, qui a, aussi, fait surgir de terribles craintes, au sein du Conseil de coopération du golfe Persique, ses membres acceptant très mal que leur parrain étatsunien puisse réviser sa vision géostratégique, au Moyen-Orient.

Quant à la propagande des Arabes coalisés, emmenée par Al-Jazeera, ses consœurs et quelques titres atlantistes, à travers la région, elle peine à contrer une véritable insurrection, sur les réseaux sociaux, qui dénonce, avec force, l'opération «Tempête décisive», lamentable évocation de la «Tempête du désert» étatsunienne. Reste que toutes les prévisions augurent que les Saoud, au moins, ne s'en sortiront pas indemnes, quelles que soient les destructions qu'ils vont infliger aux infrastructures yéménites, déjà, que sont enregistrées des «bavures», qui font des centaines de morts, parmi les civils. french.trib. ir 03.04

[Au tour des "jeunes hommes".](#)

On a qu'une envie : Leur dire d'aller se faire foutre !

Après les pauvres profiteurs, les chômeurs fainéants, les assurés sociaux fraudeurs, les musulmans terroristes, les jeunes délinquants, les parents violents, les époux frappeurs, les Français racistes, les professeurs pédophiles, c'était le 1er avril.

S'il vous plaît, cessez de dire pas que la société ou le monde serait pourri, voyez plutôt comme la population couche par couche est détestable, soyez honnête avec vous-même pour une fois, ne vous reconnaissez-vous pas dans au moins une de ces catégories au comportement si misérable, franchement, ne méritez-vous pas le sort qu'on vous a réservé ?

Voilà ce qu'ils distillent quotidiennement pour rabaisser les masses et les convaincre qu'elles ne valent pas mieux que ceux qui nous gouvernent, pour leur interdire d'avoir confiance en elles-mêmes et de prendre leur sort en mains. Aidons-les à démolir cette propagande qui tient de la guerre psychologique à des fins politiques, donc économiques.

- Tâches ménagères : les clichés persistent ? - Francetv info

Les inégalités hommes-femmes persistent. C'est du moins ce qu'il ressort d'une nouvelle étude sur la répartition des tâches domestiques chez les 15-24 ans.

Selon une étude sur les 15-24 ans, un jeune homme y passe en moyenne une heure par jour contre 1h 44 pour les jeunes filles. Les raisons de cette inégalité ? Une question d'éducation selon Ariane Pailhé, sociologue chercheuse à l'institut national d'étude démographique. Francetv info 03.04

1h 44 chronomètre en main, quel délire !

Et plus tard cela ne s'arrange pas !

Passé 25 ans, ces inégalités se creusent. "Les femmes consacrent pratiquement deux fois plus de temps en moyenne que les hommes", rapporte la journaliste de France 2. Francetv info 03.04

Et dire que les femmes trouvent encore le moyen de vivre plus longtemps que les hommes, c'est injuste !

Commentaire d'un internaute

- "Encore à nous les casser avec les pauvres femmes brimées ?

Et les hommes qui se tuent sur les chantiers ? Ont-ils jamais demandé que la moitié des victimes soit des femmes ?

Et les garçons obligés de faire la guerre, nos cruches féministes y auraient-elles pensé ?"

Vous avez oublié les matons, les pompiers, les maîtres nageurs et les funambules !

Au fait les féministes les plus hystériques sont souvent... des hommes.

ACTUALITE EN TITRES

Ah la dialectique !

- 71% des Français n'ont plus confiance dans la qualité de la démocratie - Le Huffington Post

Ce sera un de nos sujets de causerie demain ou lundi, la dialectique en compagnie d'Engels.

Comment annoncer un remaniement ?

- Les Français veulent un remaniement - Le Huffington Post

Les places sont rares et convoitées.

- EELV: Placé n'exclut pas d'entrer au gouvernement contre l'avis de son parti - AFP

Placé est à EELV, ce que Hollande, Valls et Fabius sont au PS : l'extrême droite.

Barbarie

- Le Kenya pleure ses morts - Francetv info

L'attaque terroriste des Chebabs somaliens a fait 148 morts au moins jeudi 2 avril. Francetv info 03.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Israël

- Israël bombarde la Syrie et la Libye - french.irib.ir

Les avions de combat du régime sioniste ont attaqué des convois de missiles, en Syrie et en Libye, ont fait part des sources dignes de foi.

Les avions de chasse du régime sioniste ont pris pour cible, hier, jeudi, un convoi militaire, en Libye, a-t-on appris du site d'information libanais, Akhbar al-Yaoum.

Ce convoi a été attaqué, avant d'entrer dans les territoires égyptiens, selon ce rapport. De même, ce régime a pris pour cible un autre convoi, en Syrie, dans la localité de Quneitra, selon des sources dignes de foi.

Le régime sioniste a prétendu que ce convoi allait se rendre au Liban, pour mettre des armes à la disposition du Hezbollah. french.irib.ir 03.04

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

1.1- Radio France : 16e jour d'une grève qui s'enlise - Francetv info

La situation dans le groupe publique se radicalise. La grève, historique, va se poursuivre jusqu'au 7 avril au moins.

1.2- Mouvement de grève à Cimpa mardi et vendredi - La Tribune

L'intersyndicale CFDT, CFE-CGC, CFTC et FO de la société CIMPA annonce deux manifestation mardi 7 au vendredi 10 avril à Blagnac, Toulouse et Saint-Nazaire, devant les entrées des sites d'Airbus. Opposés à la vente de leur entreprise par Airbus, les syndicats sont "inquiets de la situation sociale et économique du groupe Sopra-Steria", repreneur retenu par l'avionneur. Ils demandent "un vrai dialogue social" et des "réponses concrètes à leurs revendications".

2- Canada

- Canada : la police montréalaise réprime les manifestants - french.irib.ir

La police canadienne a utilisé des gaz lacrymogènes et des matraques contre les manifestants, à Montréal. Selon la chaîne de télévision Russia Today, la police anti-émeute canadienne a recouru aux gaz lacrymogènes et aux coups de bâton contre les manifestants qui étaient descendus vendredi dans la rue à Montréal, en signe de protestation contre la politique d'austérité économique.

Plus de 70.000 personnes, pour la plupart des étudiants, professeurs d'université et personnel de l'éducation supérieure, ainsi que les membres des syndicats ouvriers, ont manifesté ce vendredi contre les sérieux coupes budgétaires prévues pour les secteurs de la santé, des services sociaux et de l'Education.

Le Québec, au Canada a été ces derniers jours le théâtre de plusieurs manifestations de ce genre. Les politiques de dureté appliquées par le gouvernement canadien ont créé des conditions de vie difficiles pour les couches moyennes et défavorisées de la société et provoqué de vastes contestations de rue accueillant différents groupes sociaux. french.irib.ir 03.04

[Haut de page ↗](#)

Le 5 avril 2015

CAUSERIE

Pondichéry 16h30.

On a formaté en pdf la causerie de mars, un lien manquant dans le bandeau en haut de l'écran a été ajouté. On a aussi mis dans un fichier unique (8,8 MO) toutes les causeries de 2014, 2104 pages.

Entre août 2008 et décembre 2014, on a publié dans les causeries 11.140 pages. Plus de 12.500 articles ont été archivés et sont disponibles en principe. Il y en a eu davantage mais ils ont été perdus lors d'incidents, type disque dur hors d'usage ou changement de serveur suite à une attaque informatique. Je ne pensais pas que cela pourrait m'arriver, je n'y avais pas du tout pensé en fait, et je n'avais rien sauvegardé comme un crétin ! J'en suis au quatrième ordinateur depuis 2004. La dernière carte mère fonctionne toujours depuis de 5 ans, un miracle ! Je n'ose même pas en parler, c'est ma hantise, surtout que maintenant je n'ai plus de fric !

Avec 6 ans de retard je viens de constater que le fichier pdf des causeries de 2008 était incomplet, puisqu'il ne comportait que les causeries du mois d'août,. J'ai donc rapidement reformaté ce fichier, par contre je n'ai pas ajouté de table pour accéder à

chaque mois ni corrigé les erreurs de liens qui ne permettent pas d'accéder aux dates demandées. Les mois se suivent chronologiquement. Je pense que ces causeries étaient intéressantes même si depuis mon niveau a évolué, parce qu'il y figurait les motivations qui m'avaient poussé à opter pour ce genre de communication ou présentation de mes idées.

C'était le début des causeries, et n'y connaissant rien en informatique il m'a fallu un peu de temps avant d'acquérir quelques notions de base et améliorer la présentation des fichiers. Par la suite j'ai continué de commettre des erreurs de liens en oubliant d'écrire certaines balises, en fait j'ignorais où se situaient les problèmes, depuis je les ai résolus et je pourrais proposer un fichier annuel parfait, mais je n'en ai pas trouvé le temps en 2014, j'essayerai fin 2015 si j'en ai le courage car cela nécessite du boulot supplémentaire évidemment.

Je rappelle que j'ai effectué tout ce boulot absolument seul dans mon trou en Inde, il fallait être motivé, n'est-ce pas ? J'aurais préféré que ce soit le produit d'un travail collectif, mais apparemment c'est difficile à concevoir en étant à 10.000 kms de la France.

Avec ce qui est en train de se passer en France depuis mai 2012, avec une première accélération depuis que Valls a été nommé Premier ministre, puis une seconde avec le banquier Macron, la prochaine offensive est déjà annoncée, on ose se dire que cela devrait faire réfléchir les militants et si c'est encore possible nos dirigeants sur les raisons pour lesquelles nous en sommes arrivés là, on ose croire encore à un sursaut et à une recomposition du mouvement ouvrier sur les bases du marxisme et du socialisme, tout en sachant qu'il existe une multitude d'obstacles encore à abattre avant d'y parvenir, notamment l'inertie de l'histoire qui consiste à croire que les réponses qu'on a apportées aux questions qui se posaient à nous dans le passé étaient forcément les bonnes, alors que manifestement ce n'était pas le cas, à laquelle s'ajoute le climat délétère qui règne en France qui n'encourage pas vraiment à faire preuve d'audace, or il en faut pour mettre un terme à ce cycle infernal, qui sinon nous conduit à la catastrophe ou à l'abîme.

On aurait souhaité apporter une contribution à notre combat plus élaborée, plus constructive aussi, mais apparemment l'individualisme ambiant, l'esprit de chapelle ou le sectarisme, le dogmatisme en ont décidé autrement. Dont acte. J'ai supprimé la rubrique Tribune libre et Liens en réaction à cet état d'esprit déplorable que je ne partage pas. Le manque d'intérêt pour notre portail de la part des militants ou des lecteurs témoignent aussi du défaitisme qui ronge nos rangs, du pessimisme qui s'est emparé de bon nombre de militants qui se cantonnent au train-train quotidien sans rien attendre de plus, nous leur disons aussi que le pire les attend et qu'il arrive à grande vitesse, absolument personne ne sera épargné.

Pondichéry 13h30.

Gouverner par substitution.

Comment vous persuader que vous ou vos semblables êtes responsables de votre propre malheur.

Acte I - Alors que les élections départementales se soldaient par un désaveu cinglant de la politique du gouvernement, le soir même Valls lançait qu'il avait compris le message et qu'il allait maintenir le cap pour répondre aux "attentes des Français", autrement dit qu'il se contrefoutait ouvertement de leurs aspirations.

Acte II - Moins d'une semaine plus tard, pour légitimer l'attitude et la décision adoptées par Valls 6 jours plus tôt, les résultats d'un sondage fabriqué confirment non pas que Valls piétinerait allègrement la démocratie, mais le contraire. Et comment sont-ils parvenus à réaliser ce tour de passe-passe ? Tout simplement en occultant les résultats de cette élection déjà passés à la trappe.

Acte III - Car il faut comprendre que Valls n'aurait pas pu tenir plus longtemps cette posture qui relevait manifestement d'un déni de la réalité pour justifier la poursuite de son offensive contre les travailleurs, sans parler qu'à tout moment un contradicteur pouvait lui opposer les résultats de cette élection. Aussi pour remédier à cette contradiction et à cette situation plutôt inconfortable, ils se sont employés à en créer une autre au moyen d'un artifice, un sondage.

Pour conclure, ils ont procédé par substitution, ils ont remplacé les résultats de cette élection qui étaient défavorables au gouvernement par un sondage favorable à sa politique et le tour était joué. Quand on observe de quelle manière les choses se passent, comment elles s'embraient, on doit en déduire qu'ils avaient planifiées leur affaire.

La crise du capitalisme et ses besoins pressants qu'incarne la politique ultra réactionnaire du gouvernement, finissent par ronger ou miner son pouvoir politique et constituer une menace pour ses institutions. Ils ne peuvent se traduire que par leur rejet par majorité de la population qui s'exprime désormais lors de chaque élection, au point que le gouvernement en place et sa soi-disant majorité parlementaire sur laquelle il s'appuie sont en réalité minoritaire et illégitime, les représentants de la classe dominante au pouvoir ne dispose plus de majorité au sein de la population.

Alors comment faire pour continuer de gouverner et se prévaloir d'une certaine légitimité quand les résultats des élections constituent un désaveu de votre politique ? En fabriquant de toutes pièces cette légitimité au moyen de sondages truqués dont les résultats vous seront favorables. Et pourquoi en sont-ils arrivés là ? Parce que la crise du capitalisme et les mesures violentes

et ultra réactionnaires qu'elle exige de prendre contre les masses exploitées sont incompatibles avec l'exercice élémentaire de la démocratie.

Les instituts de sondages détenus ou financés par les dirigeants de la classe dominante sont devenus des instruments de coercition contre le peuple au service du capitalisme.

De simple outils de conditionnement, ils sont devenus de puissants instruments politiques amenés à fonctionner comme des machines de propagande au service du gouvernement ou à faire pression sur lui si nécessaire, de manière à persuader la population que le gouvernement agirait forcément pour son bien, puisque c'est lui qui serait demandeur de la politique (antisociale ou impérialiste) qu'il applique.

Ce sont devenues des armes de la guerre politique et idéologique (et psychologique) que mène la classe dominante destinées à manipuler les consciences, à saper ou détruire les bases de la démocratie, elles en sont la négation.

- Les Français estiment que Manuel Valls ne doit pas changer de cap - LeMonde.fr 62 % des Français ne souhaitent pas changer de premier ministre selon un sondage Ifop réalisé pour le « Journal du dimanche ». Les Français estiment que Manuel Valls ne doit pas changer de cap. LeMonde.fr 04.04

- 63% des Français ont une «mauvaise image» des écologistes - 20minutes.fr Ils souffriraient notamment de leurs divisions, selon un sondage Odoxa pour «Le Parisien»-«Aujourd'hui en France» dévoilé ce samedi soir. 20minutes.fr 04.04

ACTUALITÉ DU JOUR

Travailleur jetable.

- Après le CDI et le CDD, bientôt le "contrat flexible" ? - Francetv info

69% des Français et 59% des sympathisants de gauche sont pour la création d'"un nouveau contrat de travail plus flexible pour les PME", selon un sondage Odoxa pour l'émission d'i-Télé "CQFD" et Le Parisien, également publié samedi.

Selon Le Parisien du samedi 4 avril, l'Elysée a une autre idée en tête : "Etendre le contrat de chantier utilisé dans le bâtiment - appelé aussi parfois contrat de mission - à certains secteurs d'activité comme l'informatique, les services aux entreprises, le conseil, les SS2I, le numérique..."

Avec le contrat de chantier, "il est possible de licencier le salarié à la fin de la mission pour laquelle il a été embauché". "Quelques milliers sont signés par an, dans la construction des autoroutes ou encore des lignes ferroviaires", précise le quotidien.

"L'employeur embauche un salarié en lui indiquant que sa mission dans l'entreprise est exclusivement liée à la réalisation d'un ouvrage ou de travaux précis, dont la durée ne peut être préalablement définie avec certitude. A l'achèvement du chantier, le salarié est licencié avec les mêmes droits qu'un licencié économique", explique un spécialiste du droit du travail au Parisien. Francetv info 04.04

La "gauche radicale" était finalement inféodée au FMI et à l'UE, de droite quoi.

Rappelons aux amnésiques qu'à l'origine (en 1789 en France) être de gauche ou se situer à gauche signifiait combattre pour le renversement du régime économique en place et l'instauration d'un nouveau mode de production, en 1789 substituer au régime féodal le mode de production capitaliste, de nos jours ou depuis l'instauration du capitalisme pour les militants ouvriers, substituer au régime capitaliste le mode de production socialiste, remplacer le mode de production de la propriété privée des moyens de production par le mode de production de la propriété collective des moyens de production.

Précisons que pour parvenir à cette révolution du mode de production, il faut nécessairement au préalable avoir renversé le pouvoir politique en place, liquider les institutions politiques qui avaient été créées par les détenteurs de l'ancien mode de production et fonctionnaient de manière à assurer la pérennité de leur mode de production et de leur pouvoir. En résumé pour parvenir à réaliser une révolution sociale, il faut absolument au préalable réaliser une révolution politique, détruire de fond en comble l'appareil d'Etat de l'ancien régime pour le remplacer par un appareil d'Etat correspondant aux besoins du nouveau régime. Cette condition est incontournable pour empêcher les tenants de l'ancien régime de se servir de leurs institutions contre le nouvel Etat, l'Etat ouvrier, socialiste ou la République sociale.

Etre de droite, c'est adopter ou soutenir le capitalisme, s'en accommoder, n'entrevoir aucune issue politique au-delà du capitalisme.

Etre de gauche, c'est exactement l'inverse, combattre pour l'abolition du capitalisme et l'ensemble de ses institutions financières et politiques nationales, européennes ou internationales, refuser de s'en accommoder, toute conciliation ou compromis, concevoir qu'il ne peut exister d'issue politique conforme aux besoins fondamentaux et collectifs des exploités et des opprimés dans le cadre du capitalisme et que par conséquent il doit disparaître.

Cela doit se traduire pas le soutien à la totalité des revendications sociales des travailleurs des villes et des campagnes, manuels et intellectuels des secteurs public et privé, la défense de tous leurs droits sociaux et politiques, de mener quotidiennement le combat à leur côté sans sectarisme en les aidant à s'unir, à s'organiser et à se rassembler ainsi que leurs différentes organisations dans la mesure où elles partagent leur combat, dans la perspective du renversement du régime en place et l'avènement d'une République sociale, objectif politique dont les masses révolutionnaires doivent être les principaux acteurs et qui ne pourra être atteint qu'à condition qu'elles construisent leur propre parti indépendant du régime en place, sur la base de cet engagement qui structure son programme.

Il ne suffit pas d'avoir de grandes et généreuses idées, faut-il encore démontré qu'on en est à la hauteur, qu'on en est digne ou qu'elles ne reposent pas sur du vent et dépassent le stade des bonnes intentions, des paroles, ce qui est le cas malheureusement de nos jours de la presque quasi-totalité des intellectuels répertoriés à gauche. Pourquoi en sont-ils là ? Parce qu'ils tournent le dos au prolétariat.

Ils refusent d'admettre que le développement historique du capitalisme conduit soit à la barbarie, soit au socialisme, et que seule la classe des exploités et des opprimés parce qu'elle constitue la majorité de la société peut mettre fin au capitalisme ou permettre de déboucher sur une alternative au capitalisme conforme aux intérêts de l'humanité entière. Ils refusent d'admettre que le sort de l'humanité dépendrait de la classe la plus nombreuse dans la société, pour s'en remettre à celle qui est minoritaire et détient le pouvoir actuellement.

Cette absence de logique chez ces intellectuels est frappante, choquante, elle saute aux yeux pourtant, mais apparemment ils s'en accommodent fort bien. Ils ont une conception élitiste de la société qui les aveugle, au point de croire que l'avenir de l'humanité dépendrait d'une sorte d'alliance entre l'élite intellectuel et les capitalistes, alors qu'elle ne peut qu'exister que dans la forme qu'elle a pris de nos jours, celle de la pire réaction.

Une telle confusion confine au ridicule, à moins qu'elle témoigne de leur capitulation rampante devant l'ordre établi, qui s'exprime régulièrement à travers leurs tentatives de concilier l'inconciliable. Par exemple les Charlie et les anti-Charlie comme vient d'en faire la démonstration Michel Collon, qui chacun de leur côté n'exprimaient rien d'autres que des illusions ou une interprétation erronée de la réalité. On imagine sans peine ce que pourrait donner sur cette base la réunion des deux, sinon un cocktail détonant sans autre perspective politique que leur propre explosion ou dislocation !

Les intellectuels, les militants ouvriers conscients ne peuvent jouer un rôle positif dans la société et pour l'avenir de l'humanité ou encore pour la cause du socialisme, qu'à partir du moment où ils admettent que c'est uniquement auprès des masses exploitées qu'ils doivent prendre leurs ordres et que c'est uniquement à elles qu'ils ont des comptes à rendre. Et c'est seulement à partir du moment où ce genre de rapports existent réellement, que les éléments les plus déterminés ou conscients engagés dans le combat politique ou oeuvrant pour le progrès social ou une société débarrassée du règne de l'exploitation et de l'oppression, qu'il sera possible d'entraîner, de mobiliser l'immense masse des exploités et des opprimés pour renverser l'ordre établi et établir une société meilleure et plus juste.

Sinon, cela sert à quoi de parler au nom des exploités et des opprimés du monde entier ? A rien, sinon les induire en erreur et être réduit à l'impuissance, car c'est bien l'état actuel de ces intellectuels qui refusent obstinément de se tourner vers les masses et le socialisme auquel ils n'ont manifestement pas compris l'essentiel, car sans les masses révolutionnaires et leur parti pour les guider, aucun changement de société ne sera possible, cela figurait en guide de conclusion des travaux de Marx et Engels, dont la révolution russe de 1917 a apporté une éclatante confirmation.

- En pleine négociation avec l'UE, Athènes semble chercher d'autres appuis - AFP

En pleine négociation difficile avec ses partenaires de l'Union européenne, Athènes a annoncé samedi la visite du ministre des Finances à Washington, précédant de quelques jours celle du Premier ministre à Moscou.

Yanis Varoufakis rencontrera dimanche la directrice générale du FMI Christine Lagarde, puis lundi des responsables du Trésor américain, dont Nathan Sheets, sous-secrétaire au Trésor américain en charge des affaires internationales. Il s'entretiendra aussi avec Caroline Atkinson, la conseillère de Barack Obama pour les affaires économiques internationales.

Un porte-parole de M. Varoufakis a expliqué à l'AFP que celui-ci voulait associer le FMI au déroulement des négociations en cours avec l'Union européenne, et qu'il était "normal" de présenter les réformes envisagées aux Etats-Unis, premier actionnaire du FMI.

Le président du Parlement européen Martin Schulz, interrogé par le journal allemand Hannoversche Allgemeine Zeitung, a demandé à M. Tsipras de "ne pas mécontenter ses partenaires européens" en risquant de rompre l'unanimité de l'UE vis à vis de la Russie. Cela alors que la liste de réformes mise au point par la Grèce et la récente visite de M. Tsipras à Berlin "plaçaient Athènes en position de retrouver confiance et crédibilité".

Dans une interview au Rheinische Post, le ministre allemand de l'Economie Sigmar Gabriel a préféré minimiser le risque stratégique : "Je ne peux imaginer que quiconque à Athènes soit prêt à tourner le dos à l'Europe pour se jeter dans les bras de la Russie", a-t-il dit. AFP 04.04

C'était écrit d'avance, nous n'avons cessé de le répéter...

ACTUALITE EN TITRES

Pourquoi les épargner ? Pas de quartier !

- Vie d'une élue municipale: «Ne jugez pas trop vite et trop durement vos élus» - 20minutes.fr

- «Les élus municipaux ont une vraie bienveillance avec leurs administrés» - 20minutes.fr

Quelle hypocrisie !

L'oligarchie financière détient la solution pour faire supporter la crise du capitalisme à la plèbe : L'obscurantisme.

- Boubakeur veut doubler le nombre de mosquées en France d'ici deux ans - AFP

[Haut de page ↗](#)

Le 6 avril 2015

CAUSERIE

On a ajouté 12 articles.

Quand on lit : "*La décomposition des partis qui, historiquement, plongent leurs racines dans le mouvement ouvrier souligne la nécessité d'une représentation politique de la classe ouvrière fidèle à ses intérêts.*", extrait de l'éditorial d'Informations ouvrières (n°345) signé par les trois secrétaires nationaux du POI, à croire qu'ils en feraient encore partie, on peut encore l'admettre pour le PCF, mais certainement pas pour le PS, on s'étrangle, on suffoque, on a l'impression d'être trahi, non ?

Ce n'est certainement pas en lorgnant sans cesse vers ces partis qu'il sera possible de construire un véritable parti ouvrier indépendant de l'Etat et du capital, sinon cela se saurait depuis longtemps.

Laissons-les à leurs fétiches.

[Vouloir changer l'homme sans être parvenu à changer la société : C'est réactionnaire.](#)

Les deux conceptions du développement historique de la civilisation humaine sont antinomiques et irréconciliables. Ceux qui prétendent le contraire sont des charlatans ou des ignorants.

Après avoir lu l'article *Selon Obama, le monde serait « plus sûr » assis sur « La » bombe*, je me suis fait la réflexion que l'homme était décidément con au-delà de tout ce qu'on avait pu imaginer pour accepter de vivre dans un monde aussi pourri. Cette réflexion ne s'adressait pas à l'auteur de cet article ou à Obama mais bien à la population, à nos contemporains. On verra plus loin qu'en réalité elle concernait les donneurs de leçons érigés en procureurs de la pensée et de notre mode de vie.

Cette réflexion peut choquer ou paraître au premier abord contradictoire avec les idées que je défends. En y réfléchissant un peu,

pas du tout. Contradictoire ne signifie pas forcément contraire, sauf pour des esprits obtus ou sclérosés.

En fait elle est réaliste ou correspond à la réalité, il faut être lucide et ne pas se bercer d'illusions. Etre réaliste ne signifie pas pour autant avoir une vision réductrice de la réalité, qui ne se borne pas seulement à ce constat, à moins de la ramener à une somme d'expériences traitées comme des abstractions qui s'annuleraient ou se neutraliseraient ou qui n'auraient aucun rapport entre elles.

La réalité par l'ensemble des facteurs et des rapports qui la composent et qui sont amenés à se développer ou à évoluer, comportent déjà l'ensemble des éléments qui composeront la situation à venir, dont l'agencement demeure en partie inconnu mais l'orientation déterminée sans qu'on en connaisse l'issue, compte tenu que le comportement d'un ensemble d'éléments variables déterminants nous échappe, ce qui ne signifie pas qu'on ne pourrait pas les prévoir ou les saisir à l'avance.

L'évolution probable de la situation dans un sens ou un autre repose sur la réalisation ou non de certaines conditions dont on connaît la nature. On ne peut la percevoir ou en avoir une idée qu'à partir du moment où on part de la réalité ou de la situation présente dans sa totalité. Ce qui sera impossible quand on se berce d'illusions, qui consiste justement à s'écarter de la réalité ou à l'ignorer.

Le génie de Marx et Engels s'est d'avoir mis en lumière et théorisé le fait que l'état d'arriération des masses exploitées n'était pas un obstacle insurmontable à leur émancipation, dès lors que les conditions sociales étaient réunies pour qu'elles passent à l'action, et surtout qu'il n'était pas figé ou irrémédiable dans la mesure où elles avaient été maintenues artificiellement dans cet état-là, et s'évaporerait pour ainsi dire dès lors que les conditions politiques seraient réunies pour leur faire atteindre un niveau de conscience supérieur, à partir duquel il serait envisageable de pouvoir changer la société.

Ceci dit, le contenu précis de ces conditions sociales a évolué au même rythme que les transformations de la société et de la lutte des classes, et quant aux conditions politiques, aussi bien leur contenu que le niveau de conscience nécessaire pour entrevoir la possibilité de changer la société ont évolué également, si l'ensemble de ces conditions demeurent valables, il est indispensable de déplacer le curseur sur une échelle quantitative et qualitative pour qu'elles demeurent ou soient opérantes ; on aura compris que si on confondait les conditions de travail et d'existence d'un ouvrier à la fin du XIXe siècle avec notre époque et qu'on lui tenait le même discours en espérant obtenir les mêmes résultats, forcément on ne parviendrait à rien.

Si l'ensemble du processus qui mène à la prise du pouvoir par la classe ouvrière demeure le même parce que la nature des classes ou du régime n'a pas fondamentalement changé, cela ne signifie pas que l'ensemble des facteurs qui le composent n'ont pas profondément évolué. Ce n'était pas ce processus qui devait être modifié pour finalement être abandonné, mais notre vision de ces différents facteurs pour l'adapter à ce processus qui évidemment devait connaître un certain nombre de modifications sans le dénaturer.

Pour revenir à ma réflexion du départ, l'homme ou le travailleur si vous préférez peut être très con ou pire encore, mais pas pour autant incapable de se surpasser si l'occasion lui est fournie. En dehors des cinglés qui nous gouvernent et leurs commanditaires qui sont tout juste bons à être exterminés, il n'existe pas un seul homme sur terre qui soit favorable à l'existence des armes nucléaires, chimiques, bactériologiques, et pourtant, soit en soutenant les partis institutionnels, soit en adoptant une attitude neutre ou insouciant, ils les laissent agir à leur guise. J'ai pris cet exemple parmi des milliers d'autres parce qu'il est particulièrement frappant, et si demain nous parvenions au pouvoir et que nous abolissions toutes ces armes, personne ne condamnerait notre décision parce qu'en réalité tout le monde la partageait déjà.

Le peuple est très con, les gens sont abrutis, l'homme est détestable, on a envie de dire à ceux qui font la chasse à ses préjugés archaïques, à ses pensées nauséabondes qu'ils feraient bien de se regarder, parce qu'en attendant on a plutôt l'impression que ce sont eux qui le sont quand ils mènent ces campagnes infâmes au côté de ceux qui n'ont de cesse de s'attaquer à leurs droits au lieu de les combattre.

Ils veulent les forcer à changer, ils ne les supportent pas tels qu'ils sont, ils les maltraitent, en eux-mêmes ils les méprisent, alors qu'ils ne changeront que lorsque les conditions ou rapports économiques et sociaux qui sont à l'origine de leur pensée et de leur comportement auront disparu, ce qui n'est évidemment pas le cas aujourd'hui ni demain. Ils s'imaginent que l'homme peut changer sur un simple commandement, par décret, par une loi qui plus est répressive, ils se prennent pour des justiciers, ils ont le même état d'esprit que les procureurs généraux, le législateurs, les représentants de la classe dominante, la réaction, ils participent donc à la répression des opprimés, de quoi vous faire détester tout ce qui se réclame de la gauche et de l'extrême gauche, du mouvement ouvrier, tous ceux qui parlent au nom des travailleurs qui heureusement encore ne leur ressemblent pas car on en aurait honte jusqu'à la fin de nos jours, au passage, un service rendu à l'extrême droite qu'ils prétendent aussi combattre mais qu'en réalité ils alimentent.

Personnellement je suis issu de ce milieu ouvrier arriéré, très con, réactionnaire, détestable par bien des aspects, mais aussi rempli de qualités pour m'avoir enseigné des valeurs et des principes que je retrouve dans le socialisme, et en vivant en Inde, en partageant ma vie quotidienne avec une femme encore plus arriérée, je devrais haïr la terre entière, et pourtant je suis animé par un puissant sentiment inverse, de révolte, de tension explosive, non pas contre ces 1,2 milliard d'Indiens, mais contre ceux qui ont

fait en sorte de les maintenir dans cette condition. Ils sont mille fois plus profondément arriérés que le dernier des arriérés en France et leur comportement constitue une provocation permanente à l'encontre de mes principes et valeurs que je n'essaie pas de leur imposer, sauf quand mes intérêts fondamentaux ou ma vie étaient menacés, c'est la seule exception que je me suis accordé, à bon escient puisque cela avait permis d'apaiser la situation. Je précise que ce n'est pas le cas de ma compagne sans que j'ai trouvé le temps de me demander exactement pourquoi, hormis les préceptes liés à l'hindouisme et qui sont communs à toutes les religions, ainsi que le contact avec des occidentaux pour lesquels elle a travaillé pendant plus de 20 ans.

Si j'étais animé par la conception du développement de l'humanité que veut nous imposer les représentants de la classe dominante et sa ribambelle de laquais, les tenants du capital n'en croyant pas un mot pour mener ses affaires à bien soit dit en passant, ce qui rend ses serviteurs encore plus grotesques et odieux, j'aurais envie de tuer un Indien par jour à défaut de pouvoir les changer, et quand bien même ils sont tellement nombreux que je n'en viendrais jamais à bout ! Ceci témoigne que vouloir changer l'homme avant de changer la société est un non-sens, une absurdité contredite par les faits ou l'expérience millénaire qu'il a acquise qui prouve exactement le contraire.

En réalité, pourquoi veulent-ils absolument changer le comportement des hommes au lieu de commencer par changer la société, on pourrait ajouter sachant que c'est impossible sauf à violer leurs convictions ? Parce qu'ils ne veulent pas changer la société contrairement à ce qu'ils affirment ou à leurs étiquettes politiques. Plus précisément, pour répondre à cette question il faut remonter aux fondements de la société, à ce qui la structure à la base, à ce qui structure l'ensemble de ses rapports ou sur laquelle se développe par la suite son infrastructure, ses institutions, etc. pour aboutir au mode de production en vigueur qui correspond à un stade de développement des forces productives et de la lutte des classes qui sont les véritables moteurs de l'évolution de l'humanité depuis le néolithique... Ce qui signifie que changer la société implique ou suppose la nécessité de changer de mode de production, donc liquider le mode de production capitaliste et passer à un mode de production où les moyens de production appartiennent à l'ensemble des producteurs de richesses de telle sorte que personne ne puisse se les approprier et en tirer un profit supérieur à celui distribué à chacun des producteurs.

Bien que ce changement radical des rapports sociaux de production qui sont à la base de tous les rapports sociaux dans la société soit engagé à un moment donné et soit orienté vers la liquidation à terme des facteurs d'inégalité, les rapports de dominant à dominé ou l'existence des différentes classes sociales qui incarnent ces rapports, cela ne signifie pas pour autant que du jour au lendemain toutes traces de ces rapports qui influencent le comportement des hommes auront disparu, puisque pendant toute une période la division de la société en classes n'aura pas totalement disparu loin s'en faut, car il faudra que ce changement s'effectue au-delà d'un seul pays, sur tout un continent puis à l'échelle mondiale pour arriver à son terme.

Avant d'en arriver là, ce changement engagé permettra d'éliminer les principales sources d'inégalités qui sont à l'origine des préjugés archaïques ou aveugles persistant de la majorité de la population qui disparaîtront naturellement sans même qu'on ait besoin de les combattre puisque leur source aura été tarie.

Je pourrais prendre pour exemple ma propre expérience qui le confirme. Au départ je viens de très loin, à 19 ans encore j'étais totalement arriéré ou le parfait abruti, j'ai eu l'occasion à plusieurs reprises de raconter mon parcours dans des causeries pour ne pas y revenir ici. Ayant finalement acquis la conscience de la nécessité de ce changement de mode de production et des moteurs du développement de la civilisation humaine qui sont à l'origine des différents stades (et modes de production) par lesquels la société est passée, je ne présente absolument plus aucun de ses préjugés, ni ceux du peuple ignorant ou arriéré ni ceux de ces donneurs de leçons qui s'emploient à le juger, j'ai adopté ou j'applique le mode de pensée lié à un stade supérieur de la société qui n'existe pas encore ou demeure à l'état latent dans les étrilles du capitalisme sans l'imposer à quiconque, et j'essaie de faire en sorte que mon comportement dans la vie quotidienne soit conforme à mes idées ou au socialisme, de dis j'essaie car parfois on peut se laisser aller à des écarts faute de temps ou de moyens sur le coup pour procéder autrement, personne n'est parfait et je n'ai jamais prétendu le contraire, en général je me juge avec une sévérité extrême et je m'en veux terriblement d'avoir pu commettre une injustice que je corrige par la suite.

Bref, on aura compris que l'homme peut être amené à changer radicalement de comportement ou d'idées, mais que cela demeure l'exception, et que partant de ce constat s'il fallait que la majorité des hommes aient changé pour changer la société ou résoudre définitivement les problèmes auxquels nous sommes confrontés, on pourrait attendre indéfiniment, sans parler que cette conception de la société est contredite par le processus dialectique qui est à l'origine de sa transformation. Elle correspond tout au plus aux besoins individuels du petit bourgeois un tant soit peu évolué qui se satisfait de connaissances surfaites, superficielles ou incomplètes, et qui pour conserver ses privilèges ou son confort ne tolère pas que des gens conservent des idées ou des préjugés qui viennent heurter sa bonne conscience, sans qu'il se demande à quoi elles sont liées puisque cela le forcerait à affronter le régime en place auquel il est soumis, ce qu'il ne peut évidemment pas avouer.

Cela est valable pour les intellectuels en général qui demeurent incapables d'analyser à fond la situation ou qui s'y refusent obstinément, ils en viennent obligatoirement à se rallier à l'ordre établi, à s'en remettre à l'une ou l'autre de ses institutions, autrement dit à se soumettre au capitalisme qui demeure leur horizon indépassable.

On se demande comment on peut en arriver à s'attaquer à un pauvre type sans défense qui n'a pas un sou de cervelle ou le juger, j'ai cru observer que les membres de l'extrême droite qui en sont habituellement dépourvus, n'agissaient pas autrement non plus en s'en prenant aveuglément à la population ou à certaines couches de la population, pas les privilégiés évidemment. Cela

devrait donner à réfléchir à certains.

L'extrême droite recourt à la violence et aux menaces pour exiger que la population change de comportement et de mode de pensée, en pratique pour qu'elle supporte les nouveaux sacrifices que la classe dominante veut lui imposer par la force, tandis que la pseudo-gauche et l'extrême gauche recourent aux partis qui incarnent les intérêts de la classe dominante et aux législateurs, pour lui imposer un tel changement et la réprimer en lui imposant des amendes et des peines de prison si elle s'y refusait. La pseudo-gauche et extrême gauche emploient un procédé plus raffiné, démagogique, pervers, sournois, dans la mesure où les véritables objectifs sont les mêmes (économiques), à ceci près qu'ils n'apparaissent nulle part ou semblent si éloignés des sujets pour lesquels ils font campagne au côté du PS et ses satellites de droite, qu'il ne viendra pas à l'esprit de ceux qui y participent qu'ils peuvent être manipulés et servir en dernière analyse les intérêts du régime en place. Un tel développement est inévitable dès lors qu'on s'associe à un parti de droite, le PS, qui est l'antichambre du fascisme ou de la dictature, ou est prêt à y livrer la société si les besoins de la classe dominante l'exigeaient.

Nous n'avons jamais refusé de participer à de telles campagnes sur la base d'idées préconçues, mais parce que nous en connaissions parfaitement le contenu, l'orientation et les objectifs qu'elles visaient, qui devaient en être les victimes, toujours les mêmes évidemment, les masses exploitées et opprimées.

En régime capitaliste les idées et les comportements des hommes ne sont pas figés, ils peuvent progresser ou régresser en fonction de la situation du capitalisme, des conditions économiques qu'ils rencontrent favorables ou défavorables à leur évolution ou statut social.

Vouloir leur imposer à tout prix un changement prétendument progressiste de leur mode de pensée en période de crise du capitalisme est la pire posture qu'on puisse imaginer, puisqu'elle vient heurter leurs conditions matérielles d'existence qui tendent à se dégrader sans cesse, et ne peut les inciter qu'à tourner leurs regards et leurs coups vers ceux que leur désigne la droite officielle et l'extrême droite comme boucs émissaires de la situation, habituellement les couches les plus faibles ou défavorisées de la société.

Comment peut-on se prétendre socialiste, communiste, trotskiste ou je ne sais quoi encore et adopter une posture aussi infâme, sinon avoir totalement tourné le dos à la cause pour laquelle on prétend combattre ou en être totalement ignorant. On a envie de leur dire qu'ils commencent par changer eux-mêmes avant de vouloir changer les masses, en fait je n'y crois pas pour me souvenir d'un enseignement d'Engels, quand un militant est formaté d'une certaine manière, il est extrêmement rare pour qu'il change, sauf peut-être au cours d'une révolution lorsqu'on a mieux à faire que de se pencher sur son passé, et encore. Laissons-les où ils sont et adressons-nous plutôt aux travailleurs.

Si par millions, plus de 23 millions lors des dernières élections, les travailleurs se détournent des institutions, parmi eux des centaines de milliers ou davantage encore ne sont plus sous l'influence d'aucun parti, comme dirait Lénine peut-être en référence à Engels, ils sont "vierges" et disponibles pour entendre un autre discours, certains peuvent certes rechercher leur salut dans des expériences individuelles, ils en reviendront un jour, tandis que d'autres peuvent être tentés de rechercher une issue collective à leurs difficultés, à nous d'être capables de s'adresser à eux et de les organiser.

En attendant tous ceux qui en ont les moyens matériels peuvent participer à la journée de mobilisation du 9 avril et si possible monter à Paris. francetvinfo.fr 05.04

[Etat policier. Totalitarisme. Mise sous surveillance de la totalité de la population](#)

Et à qui faut-il dire merci ? Aux Charlie ! Le pays est gouverné par de dangereux psychopathes et le mouvement ouvrier est sous l'emprise de Charlie.

- "Boîte noire" et surveillance du web : le projet de loi sur le renseignement est-il liberticide ? - francetvinfo.fr

Le texte prévoit la mise en place de "boîtes noires" observant les données de connexion des internautes pour y repérer des comportements suspects. Tristan Nitot, membre du Conseil national du numérique, explique à francetv info pourquoi cette mesure est dangereuse.

"Légaliser les activités de renseignement." C'est l'objectif, en apparence consensuel, du projet de loi sur le renseignement, résumé par son rapporteur, le député PS Jean-Jacques Urvoas. Présenté à la mi-mars par Manuel Valls, et approuvé en commission par les députés, mercredi 1er avril, avant d'être examiné par l'Assemblée nationale à partir du 13 avril, le texte, annoncé dans la foulée des attentats de janvier, est pourtant controversé.

Europe Ecologie-Les Verts, notamment, a dénoncé, jeudi, un projet "dangereux pour la démocratie et la citoyenneté". Elle appelle les députés à le rejeter. La commission sur le Numérique de l'Assemblée a émis des recommandations très négatives sur ce texte, qui fait l'unanimité contre lui chez les acteurs du web et les associations de défense des libertés, comme le montre cette infographie non-exhaustive du Monde. Ils pointent du doigt en particulier la mise en place de "boîtes noires" observant les données

de connexion de tous les internautes.

Francetv info a interrogé Tristan Nitot, membre du Conseil national du numérique, blogueur et auteur d'un livre à paraître sur le contrôle des données personnelles, sur les menaces liées à ce projet de loi.

Francetv info : En quoi consistent ces "boîtes noires" que le gouvernement veut mettre en place pour repérer les comportements suspects sur internet ?

Tristan Nitot : Concrètement, le texte autorise les services de renseignement à placer ces "boîtes noires" chez les fournisseurs d'accès à internet, les hébergeurs de sites web, ou encore les grands services en ligne que l'on utilise au quotidien, et où se trouvent nos données. Techniquement, ce sont de gros ordinateurs connectés au réseau et sur lesquels tournent des logiciels qui ont vocation à repérer des comportements suspects chez les internautes. Ces logiciels seront classés "secret défense" : on ne sait pas du tout comment ils fonctionneront. Mais ils auront accès aux métadonnées de chaque internaute : quelles sont les pages qu'il consulte, l'heure et la durée de la connection à chaque page, ainsi que le volume de données envoyé ou reçu. Rien qu'avec les métadonnées, on peut savoir si quelqu'un s'est connecté à YouTube pour consulter une vidéo ou pour la mettre en ligne.

Cette mesure, qui inquiète de nombreux acteurs d'internet, vous semble-t-elle dangereuse pour les libertés des citoyens ?

Je ne pense pas qu'il faille rejeter le projet de loi dans son ensemble. Mais cet aspect est liberticide car il met en place une surveillance de masse. Deux points me semblent fondamentalement gênants. Premièrement, cette surveillance n'est pas ciblée : on ne surveille pas quelqu'un en particulier, on surveille la population dans son ensemble. Et l'utilisateur ne sait pas s'il est observé. Cela pose problème car de nombreux textes de loi fondamentaux affirment qu'on a le droit à son intimité et au secret de ses communications.

Le deuxième aspect inquiétant est que cette surveillance des comportements suspects est exercée par un algorithme. Qu'est-ce que c'est qu'un comportement suspect ? Regarder le sens du mot "jihad" sur Wikipedia sera-t-il suspect, par exemple ? Je n'en sais rien, et le fonctionnement du logiciel qui le décide est secret. On sera surveillé pour des comportements suspects, déviants, qui ne sont pas clairement définis, et qui vont évoluer avec le temps.

Le gouvernement répond à ces craintes en mettant en avant plusieurs garanties, notamment le fait que les données collectées par ces "boîtes noires" resteront anonymes si elles ne révèlent rien qui laissent suspecter une activité terroriste...

Le gouvernement a plusieurs arguments sur le thème "ne craignez rien braves gens, vous pouvez dormir tranquilles" : il avance, par exemple, que les données collectées sont anonymes, et ce sont des métadonnées, c'est-à-dire qu'on n'écoute pas vos conversations, on ne lit pas vos textos, on n'ouvre pas vos mails. Mais on peut très facilement recouper ces métadonnées pour déterminer ce que vous êtes en train de faire.

Pour prendre un exemple qui pourrait s'appliquer à internet : si vous recevez un coup de fil d'un centre de prévention du sida, puis que vous appelez votre médecin, et ensuite SOS suicide, soit tout ce que les renseignements peuvent savoir, à votre avis, qu'est-ce qu'ils en déduisent ? Ecouter et observer internet, ce n'est pas pareil que mettre des caméras dans la rue. La rue est un espace public, internet pas seulement. C'est aussi un espace où vous mettez des tas de choses personnelles, vous stockez vos photos, vous discutez avec vos amis, vous faites des recherches sur votre santé. Observer cela, c'est nier le droit à l'intimité.

Certains citoyens estiment que ce projet de loi ne les concerne pas, puisqu'ils n'ont rien à se reprocher. Qu'en pensez-vous ?

Il n'est pas facile d'expliquer aux gens pourquoi la vie privée est importante, mais telle quelle, cette réforme va affecter tout le monde au quotidien. On ne peut pas préjuger de ce que sera le gouvernement de la France, pas forcément en 2017, mais en 2030, par exemple. Rien ne dit qu'après avoir autorisé ces "boîtes noires", et si on subit encore quinze ans de déprime économique, on ne se retrouvera pas avec un Etat policier.

C'est ce que j'appelle "la théorie de la brèche" : à partir du moment où on creuse un trou dans un barrage, l'eau s'y engouffre et on ne peut plus l'arrêter. Regardez ce qui s'est passé avec le blocage administratif des sites internet : au départ, il vise les sites terroristes, mais il y a trois semaines, un député a lancé, en pleine Assemblée, qu'il fallait bloquer les sites qui insultent les élus. Et cette semaine, c'était l'interdiction des sites faisant la promotion de l'anorexie qui était en débat.

Vous craignez que le champ d'action de ces "boîtes noires" s'étende ?

Aujourd'hui, les "boîtes noires" sont réservées, dans le projet de loi, à la surveillance des activités terroristes. Mais le texte, dans son ensemble, liste sept finalités des activités du renseignement en France, dont six qui ne sont pas le terrorisme, et plusieurs sont extrêmement floues, comme la "prévention des violences collectives de nature à porter gravement atteinte à la paix

publique". Qu'est-ce que ça veut dire ? Qu'aller sur internet pour dénicher des renseignements sur Notre-Dame-des-Landes (Loire-Atlantique) ou le barrage de Sivens (Tarn) pourrait, peut-être, devenir un comportement suspect. Les infrastructures nécessaires à cette surveillance de masse seraient en place.

De même, c'est important d'être libre et de pouvoir choisir si on est pour ou contre le jihad, de pouvoir réfléchir par soi-même, sans qu'on ait peur d'être suspect parce qu'on va regarder la définition du terme sur Wikipedia.

Les "boîtes noires" sont-elles, selon vous, la seule mesure de ce texte qui porte atteinte aux libertés ?

C'est le plus préoccupant, mais le texte prévoit aussi la surveillance des communications téléphoniques avec ce qu'on appelle des "IMSI-catcher". Concrètement, ce sont des sortes de valises qui contiennent un ordinateur connecté à un boîtier électronique, et qui fonctionnent comme un faux relais GSM : les téléphones détectent cette borne et s'y connectent en pensant que c'est leur réseau mobile. Elles ne permettent pas forcément d'écouter les conversations, même s'il semble que ce soit possible, mais au moins de savoir qui appelle qui, ou tout simplement qui est présent, dans un rayon de quelques centaines de mètres autour de cette borne. Si vous placez un IMSI-catcher à la Gare du Nord à Paris, par exemple, vous êtes capable de connaître tous les allers-retours des gens qui y passent, via leur téléphone. C'est bien plus large qu'une surveillance ciblée.

Le projet de loi crée également une Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR), qui doit juger de la proportionnalité des moyens de surveillance mis en œuvre. N'est-ce pas un garde-fou suffisant pour lutter contre d'éventuelles dérives ?

Je m'en remets à l'avis de Jean-Marie Delarue, qui préside la commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS), chargée de surveiller les écoutes téléphoniques, et qui est vent debout contre cette nouvelle organisation, alors qu'il deviendrait sans doute membre de cette CNCTR quand elle prendrait le relais. Il estime qu'elle ne serait pas un vrai contre-pouvoir. Pour des questions de moyens, mais aussi de savoir-faire : qui va être capable d'analyser l'algorithme pour savoir s'il agit dans le respect des libertés ? Lui estime que c'est impossible.

On peut considérer que ce système est acceptable, du moins pour des écoutes ciblées, si la CNCTR est efficace, bien équipée, compétente et a accès aux informations dont elle a besoin. Je crois que personne de raisonnable n'est contre le fait de pratiquer des écoutes téléphoniques ou surveiller l'utilisation d'internet de gens très précisément choisis, parce qu'on les soupçonne fortement d'être des terroristes. Mais par principe, l'écoute de masse n'est pas bonne. Elle est nuisible pour la démocratie.

Dossier Yémen

- Que fait Erdogan, au Yémen? - french.irib.ir

Les sources militaires yéménites font état de la découverte d'armes chimiques, "made in Arabia", au Yémen!! Le général Khaled al Brayemi, l'un des hauts commandants de l'armée, a fait part de la saisie, par Ansarallah et les comités populaires, de plusieurs camions, avec, à leur bord, des armes destinées aux terroristes qaïdistes. "Du gaz sarin a été, également, découvert, à bord de ces camions".

Le général a accusé la Turquie de soutenir les Qaïdistes et les pro-Hadi, à Aden, avant d'ajouter : "Certains des avions liés au renseignement turc envoient des armes au Yémen, sous couvert d'aide humanitaire. Hadi s'est entretenu, il y a deux mois, avec Erdogan, et l'a appelé à soutenir les pro-Hadi, financièrement et militairement. L'armée yéménite a bien suivi cette affaire et elle en a le cœur net. Les contradictions, qui opposent les propos d'Erdogan à ceux des responsables du renseignement turc, autour de ces avions bourrés d'armes, plaident en faveur de l'existence d'un tel trafic".

Le général a confirmé l'arrestation des conducteurs des camions précités, conducteurs, qui seraient, tous, liés au renseignement saoudien. " Erdogan dit haïr les Houthis, puisque ces derniers se seraient révoltés contre l'empire Ottoman". french.irib.ir 04.04

- Yémen : les forces spéciales saoudiennes débarquent - french.irib.ir

Pour aider les bandes armées liées au président démissionnaire yéménite, l'Arabie a utilisé ses forces spéciales.

La mission de ces forces est de mener les coordinations et d'orienter les partisans d'Abd Rabbo Mansour Hadi, a rapporté la chaîne Al-Alam, citant un conseiller militaire saoudien.

"L'armée et les forces spéciales saoudiennes sont, actuellement, en train de mener des opérations spéciales", a ajouté ce conseiller, sans, cependant, préciser si ces forces ont lancé ou pas des opérations terrestres. Il a, également, reconnu que les forces spéciales saoudiennes, à Aden, ont mis à la disposition des bandes armées liées à Hadi des armes et des équipements

de communication. french.irib.ir 05.04

- Une chaîne dépendant de la télévision d'Etat cesse d'émettre au Yémen - LeMonde.fr

La chaîne de télévision yéménite Aden TV, fidèle au président Abd Rabbo Mansour Hadi, a cessé d'émettre dimanche 5 avril après avoir été la cible de tirs d'obus attribués aux rebelles chiites Houthis et à leurs alliés, selon un responsable de cette chaîne.

Les miliciens houthistes, soutenus par l'Iran, et leurs alliés, des militaires fidèles à l'ex-président yéménite Ali Abdallah Saleh, ont réussi dimanche à progresser à Aden et se sont emparés du siège de l'administration provinciale avant de se rapprocher d'un port, selon un responsable local. Ils ont bombardé des zones résidentielles, mettant le feu à plusieurs habitations et en endommageant d'autres, ce qui a poussé des dizaines de familles à fuir, ont indiqué des témoins.

Déjà maîtres de la capitale Sanaa, les rebelles, qui cherchent à s'emparer d'Aden, avaient pris jeudi le palais présidentiel de la ville avant de s'en retirer vendredi à l'aube à la suite de raids aériens menés par une coalition dirigée par l'Arabie saoudite. LeMonde.fr 05.04

- Raids sur Sanaa, combats à Aden et Moukalla au Yémen - Reuters

De violents affrontements ont opposé dimanche des combattants houthis appuyés par des éléments de l'armée yéménite qui se sont alliés avec eux et des milices locales dans la ville d'Aden, faisant des dizaines de victimes, ont dit des témoins.

L'offensive houthie sur Aden, dernier bastion des partisans du président Abd-Rabbou Mansour Hadi, se poursuit malgré les frappes aériennes de la coalition conduite par l'Arabie saoudite.

Des avions de la coalition ont mené des raids sur la capitale yéménite Sanaa au cours de la nuit de samedi à dimanche, rapportent des habitants.

Il s'agit de la onzième journée de campagne aérienne menée contre les miliciens chiites houthis par l'armée saoudienne et ses alliés sunnites de la région du Golfe.

Des milices tribales se sont par ailleurs emparées dimanche de la plus grande partie de la ville portuaire de Moukalla qui était tombée aux mains des activistes d'Al Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa) jeudi.

Les miliciens ont pénétré dans la ville samedi en promettant d'y rétablir l'ordre et la sécurité.

Les combattants d'Aqpa avaient notamment libéré 150 détenus d'une prison locale dont un haut dirigeant d'Aqpa, Khaled Batarfi, emprisonné il y a quatre ans.

Les miliciens tribaux se sont heurtés à des soldats à un point de contrôle à l'extérieur de la ville peu avant l'aube et ont tué deux militaires.

Un groupe de citoyens baptisé "Comité populaire pour la sécurité et la défense" a appelé dans un communiqué les habitants et les employés à protéger les hôpitaux et les bâtiments publics de Moukalla.

Des combattants islamistes sont toujours présents dans plusieurs secteurs de la ville, ont rapporté des témoins. Reuters 05.04

- Les députés iraniens condamnent Riyad - french.irib.ir

Les parlementaires iraniens ont condamné, dans un communiqué, l'agression militaire des Al-e Saoud contre le Yémen.

Les députés du Majlis Islamique ont qualifié de lâche, l'agression flagrante de l'Arabie contre un peuple et un pays indépendant.

En attaquant le Yémen et en massacrant le peuple innocent du pays voisin, l'Arabie a prouvé que, contrairement à ce qu'elle prétend être, à savoir, un pays musulman et serviteur des deux Mausolées, elle tue les Musulmans et rend service aux ennemis de l'Islam, au lieu d'être un facteur d'unité et le défenseur de la dignité des Musulmans, est-il dit, dans ce communiqué.

Le régime des Al-e Saoud doit savoir que le feu qu'il a attisé, au Yémen, ne l'épargnera pas, infligera un coup dur au monde de l'Islam. La formation d'une coalition factice ne fait que compliquer les difficultés du monde de l'Islam et de la région. Le soutien des Etats-Unis et du régime sioniste et de certains de leurs alliés à l'agression flagrante de l'Arabie contre un peuple et un pays indépendant, est en contradiction avec les lois internationales, ce qui a révélé, encore, une autre fois, la politique sournoise

des Etats-Unis de leurs alliés. french.trib.ir 05.04

ACTUALITE EN TITRES

La réaction tout azimuth.

- Départementales : Hollande garde le cap - Francetv info
- Jean-Christophe Lagarde (UDI) dénonce un Qatar bashing - 20minutes.fr
- Mgr Vingt-Trois : «Il y a un courant de la laïcité qui veut le silence sur le fait religieux» - LeFigaro.fr

Ça craque de partout.

- Anne Hidalgo : "Il faut que le gouvernement réagisse" - Francetv info
- Pour Cuvillier (PS), Hollande est "trop entouré" de "technocrates" - AFP

EELV appendice du PS. Sa survie dépend de son soutien inconditionnel au régime.

Son existence est artificielle, il la doit uniquement au PS. Le PS se présente dorénavant comme un parti néolibéral populiste . EELV n'a pas d'autre alternative que d'adopter sa politique, toute sa politique ultra réactionnaire. Il est donc normal que ses dirigeants qui acceptent d'emblée cette soumission totale montent au créneau, en somme ils n'ont jamais fait autre chose.

- Placé: EELV donne "une mauvaise image", est "en mort clinique" - AFP

M. Placé s'est redit disposé à entrer au gouvernement.

"Il y a un espèce d'état d'esprit où il faudrait caricaturer ceux qui affichent une ambition, qui est saine et franche", a-t-il aussi regretté. "Je ne dis pas que je suis prêt et que j'ai envie, je veux être utile", a enchaîné le sénateur.

"On ne sait pas trop bien pourquoi on est sorti du gouvernement" il y a un an, a aussi regretté M. Placé, pointant un manque d'explication d'EELV sur le refus de participer à l'équipe de Manuel Valls. AFP 05.04

- Pour Noël Mamère, "le logiciel de la gauche traditionnelle est périmé" - Francetv info

"Ce n'est pas le logiciel de Manuel Valls qui est périmé, c'est le logiciel de la gauche traditionnelle", assène Noël Mamère en écho aux critiques formulées par sa consœur Cécile Duflot à l'encontre du Premier ministre. Invité de l'émission "C Politique" sur France 5, dimanche 5 avril, le député écologiste a fustigé "une gauche archaïque", "qui s'obstine" à mener une politique faite pour "les Trente Glorieuses". Francetv info 05.04

- Jadot "effaré d'appartenir" à EELV qui "donne la pire image" - AFP

Selon lui, Europe Ecologie-Les Verts est "agité par deux sensibilités: il faudrait être soit pro-Hollande, soit aspiré dans la gauche radicale".

"Les histoires d'appareil, de politique politicienne, ça dégoûte les gens", a-t-il estimé.

M. Jadot, qui a pointé une "haine des socialistes" au sein d'une partie d'EELV.

Aux régionales de décembre, "il faudra faire un accord (avec le PS) sur des coalitions de projet au second tour", à part dans "une ou deux régions où la menace (du FN) est telle" qu'il faudra selon lui s'entendre dès le premier. AFP 05.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Irak

1- - Barzani ouvre une chaîne TV, en Israël - french.irib.ir

Un pas de plus, dans le sens d'un renforcement des liens entre Israël et le Kurdistan irakien.

La chaîne télévisée Rodwa, parrainée par le Premier ministre du Kurdistan irakien, vient d'ouvrir son bureau, au coeur de Tel-Aviv. Les relations entre les Kurdes et Israël étant sur le point de normalisation, cette initiative cadre mal avec les récents propos du ministre irakien des A.E , Ibrahim al-Jafaari, lequel a affirmé être prêt à normaliser avec toutes les parties, à part Israël.

La chaîne en question, dirigée par Nechirvan Barzani, diffuse, depuis Erbil, et agit dans le sens d'une violation flagrante de la souveraineté irakienne. La chaîne a envoyé ses journalistes, en Israël, et les commandants de l'armée israélienne assistaient même à la cérémonie d'inauguration de la chaîne. Le directeur de la chaîne a, d'ailleurs, affirmé ne s'opposer, nullement, à une reprise des liens avec Israël, et être fier de ne pas s'inscrire, sur ce point, dans le même droit fil que Bagdad. french.irib.ir 05.04

2- "Les Arabes ont perdu l'Iran .." (Haykal) - french.irib.ir

«Nous avons perdu l'Iran, pour la seule raison de maintenir nos relations avec les Etats-Unis, et cela est tout à fait déplorable», a déclaré Mohamed Hassanein Haykal, éminent journaliste égyptien, dénonçant la manière de l'interaction des pays arabes avec Téhéran.

A l'antenne de la chaîne de télévision égyptienne, CBC, Mohamed Hassanein Heikal, journaliste renommé égyptien, a déclaré : «Il est vraiment déplorable que nous avons perdu nos relations avec l'Iran, sans aucune raison, et au seul profit des Américains. Les Américains savaient bien que certains pays arabes éprouaient un certain malentendu envers la Révolution islamique, en Iran, et ils en ont abusé, dans le sens de leurs intérêts. Les Américains ont fait en sorte que nous oublions la guerre contre Israël, en nous occupant avec des conflits entre Chiites et Sunnites».

En ce qui concerne la situation prévalant en Syrie, Mohamed Hassanein Heikal a déclaré : «On ne peut pas fermer les yeux sur la résistance de Bachar al-Assad et sur cette réalité qu'il est resté au pouvoir, pendant les cinq dernières années. L'Egypte, de son côté, pourrait avoir un rôle positif, dans le règlement de la crise, en Syrie».

Heikal s'est, ensuite, attardé sur le Yémen, tout en le qualifiant de volcan endormi, dans le Sud de la péninsule arabe, un volcan, dont l'éruption touchera la région, dans son entièreté, notamment, les pays arabes du golfe Persique. Heikal a critiqué Riyad, pour avoir recouru à l'option militaire contre le Yémen : «La guerre, ce n'est pas une option à laquelle on fait appel tout de suite. Il fallait, d'abord, voir si l'Arabie saoudite serait en mesure de payer les pots cassés. A l'heure actuelle, les pays arabes s'enlisent dans la division, la destruction, le désarroi, le désespoir et la vacance du leadership, et tout ça se nourrit des défaites, du chaos et du phénomène du terrorisme. Il existe des armées arabes qui restent, totalement, incapables, face au terrorisme». french.irib.ir 05.04

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Belgique

- Les syndicats belges s'insurgent contre les "réformes" du gouvernement - latribune.fr

La Belgique a connu d'importantes manifestations syndicales dans la semaine du 1er avril. En cause : la politique du nouveau gouvernement de droite. Mais ce dernier ne devrait pas réduire le rythme des "réformes."

En Belgique, la politique budgétaire du nouveau gouvernement de droite (le premier sans le PS depuis plus de 25 ans) de Charles Michel, entré en fonction en octobre 2014, est très contestée. Dimanche 29 mars, 17.000 personnes ont défilé dans Bruxelles contre cette politique (contre 5.000 environ attendus). Toute la semaine, des défilés et des grèves ont été organisés en régions, là aussi avec une bonne mobilisation. Les mouvements devraient en théorie se poursuivre jusqu'au 22 avril où ils culmineront avec une grève générale à laquelle a appelé pour le moment le syndicat de la fonction publique CGSP.

Réforme des retraites

Pourquoi cette colère ? Deux mesures exaspèrent les syndicats. La première est la réforme des retraites qui portera l'âge légal de départ à la retraite de 65 ans aujourd'hui à 66 ans en 2025 et à 67 ans en 2030. D'autant que, selon Etienne de Callataÿ, chef économiste chez Bank Degroof à Bruxelles, « le gouvernement prépare des mesures sévères pour décourager les départs anticipés en renforçant les conditions de ces départs. » Or, en 2013, le précédent gouvernement mené par le socialiste francophone Elio di Rupo avait déjà durci les conditions de départ en « prépension » et la Belgique a vu son âge moyen effectif de départ à la retraite passer de 56,8 ans en 2001 à 61,6 ans en 2007 (derniers chiffres disponibles chez Eurostat). Le Belge partirait ainsi plus tôt que le Néerlandais (63,5 ans) et l'Allemand (62,7 ans), mais plus tard que le Français (60,2). Globalement, cet âge de départ effectif est dans la moyenne de la zone euro. Le gouvernement belge tente donc de faire passer le pays dans la partie supérieure du tableau. Ce qui exaspère Fidel Gavilan, conseiller au syndicat FGTB Metal à Gand, « avec 600.000 chômeurs, explique-t-il, la solution ne peut pas être de travailler plus longtemps. »

Le "saut d'index"

Même logique avec la deuxième mesure qui exaspère les syndicats : le « saut d'index. » La Belgique est un des rares pays européens (avec l'Autriche) à avoir conservé une « scala mobile », une indexation systématique et obligatoire des salaires sur l'inflation. Les milieux patronaux s'en plaignent amèrement depuis des années, mettant en avant une « perte de compétitivité. » Pour autant, le nouveau gouvernement de droite n'a pas osé supprimer une indexation à laquelle les Belges sont très attachés. Il a donc été décidé de faire un « saut. » Tant que les prix n'ont pas progressé de 2 %, l'indexation est gelée. Autrement dit, le gouvernement demande aux salariés belges d'accepter une perte de pouvoir d'achat jusqu'à 2 %.

Cette mesure de « saut d'index » est d'autant plus mal acceptée que l'indexation n'a pas provoqué les catastrophes économiques que les théories prédisent aux pays qui maintiennent de tels systèmes. Le pays reste fortement exportateur : la part des exportations dans le PIB a même progressé de 77 % à 82 % entre 2010 et 2014. Mieux même, la Belgique a échappé à la récession de la zone euro, en grande partie parce que le pouvoir d'achat des salariés a été maintenu, ce qui a soutenu la consommation. Cette indexation est, compte tenu de l'actuelle situation (hausse des salaires réels en Allemagne et faible inflation), sans réel impact sur la compétitivité du pays. Depuis 2010, le coût du travail belge a progressé de 8,7 %, soit juste un peu plus que l'Allemagne (8,3 %).

Vers de nouvelles mesures d'austérité ?

Les syndicats interprètent ces mesures comme une volonté du gouvernement de diriger la Belgique vers une politique d'austérité. « Le gouvernement belge mène une politique de casse des acquis sociaux qui correspond à la vision très « thatchérienne » du parti nationaliste flamand N-VA soutenue désormais par le patronat flamand », explique Fidel Gavilan. Sans souscrire évidemment à cette analyse, Etienne de Callataÿ considère néanmoins qu'il faut s'attendre, avant la fin de la législature, à de nouvelles mesures d'économie sur la sécurité sociale et le service public. Par ailleurs, le gouvernement prévoit une réorganisation fiscale (« tax shift ») qui ferait peser l'impôt davantage sur la consommation, le capital et la pollution et moins sur le travail, ce qui risque de faire grincer des dents.

Les régions invitées à faire des économies

L'impression de mise en place d'une politique d'austérité est renforcée par le dernier « contrôle » budgétaire qui a révélé que les trois régions fédérées du pays (Flandre, Wallonie et Bruxelles-Capitale) devait trouver dès cette année 750 millions d'euros pour boucler leurs budgets. C'est un vrai casse-tête pour les trois entités. La Flandre doit trouver 400 millions d'euros, la Wallonie 250 et Bruxelles 100. Proportionnellement, le choc le plus sévère sera pour la capitale, même si Etienne de Callataÿ rappelle que cette région a bénéficié d'un transfert important cette année.

Que vont faire les régions ? Elles peuvent laisser filer leurs déficits, baisser leurs dépenses ou créer de nouveaux impôts. La question se pose notamment pour la Wallonie, dirigée par une coalition de centre-gauche. Si elle creuse le déficit, elle sera la cible de la majorité, notamment des nationalistes flamands de la N-VA qui participent au gouvernement fédéral et qui verront là une raison de plus de fustiger dans le nord du pays les « Wallons dispendieux. » Baisser les dépenses ne semble pas une solution pour le centre-gauche. Reste donc l'alourdissement des taxes. La loi belge laisse les régions libres de créer de nouveaux impôts dans la mesure où l'on n'impose pas deux fois le même objet. Les Socialistes wallons défendent l'idée d'un impôt sur le patrimoine, mais ils ne peuvent l'imposer seulement en Wallonie, car les contribuables iraient se réfugier en Flandre... Il y a donc fort à parier que ce soit la consommation qui soit imposée.

Quels effets et quelle mobilisation ?

Si Fidel Gavilan redoute que les atteintes au pouvoir d'achat n'entraînent une « stagnation » de l'économie belge, Etienne de Callataÿ estime que les effets macroéconomiques du resserrement budgétaire belge seront faibles. « Les effets de l'austérité en Belgique se font surtout ressentir chez nos voisins, car les ménages coupent, par exemple, les vacances à l'étranger. » Bref, la Belgique « exporterait » son austérité.

Quant à la mobilisation sociale, elle pourrait s'essouffler. C'est du moins ce que ressent Fidel Gavilan sur le terrain. « Le refus

des syndicats libéraux et chrétiens-démocrates de se joindre au mouvement l'a pénalisé et on sent que la mobilisation commence à diminuer », estime-t-il. Elle pourrait cependant trouver un débouché dans les urnes, notamment par la confirmation de la percée du Parti du Travail belge (PTB) qui a obtenu 5,5 % des voix en Wallonie (2,8 % en Flandre et 3,8 % à Bruxelles) aux élections de juin 2014, et qui est encore donné en progression dans les sondages (8,3 % en Wallonie, 5,6 % à Bruxelles et 3,4 % en Flandre). Le PTB était fortement présent dans les cortèges, mais son poids ne lui permet pas encore de jouer un rôle majeur au niveau fédéral ou régional.

Un débat national qui se "décommunautarise"

Reste une leçon à tirer pour le pays de ce débat budgétaire : progressivement, le débat communautaire semble s'amenuiser au profit du débat économique. Du reste, le PTB est le seul parti non-communautaire de Belgique, et il profite de cette évolution. Plus étonnamment, c'est aussi le choix qui semble être fait par le leader de la N-VA Bart de Wever, le maire d'Anvers. Ce dernier entend mener une politique de droite au niveau fédéral. Et c'est le sens de son alliance avec les libéraux des deux communautés et les chrétiens-démocrates flamands. Il a trouvé en Charles Michel un allié de choix pour mener cette politique voulue depuis longtemps par les milieux patronaux du nord du pays. Du coup, il a défendu le choix de l'Etat fédéral de demander l'effort de 750 millions d'euros aux régions, contre les entités fédérales, y compris la Flandre. On s'est donc retrouvé dans une situation apparemment ubuesque où les socialistes wallons fédéralistes criaient à l'étranglement des régions, tandis que les nationalistes flamands défendaient l'Etat fédéral... mais ce ne pourrait être qu'une illusion d'optique.

Comme le souligne Etienne de Callataÿ, la N-VA pourrait chercher à gagner sur tous les tableaux. Si l'économie est effectivement dynamisée par les réformes, Bart de Wever se présentera en champion du succès belge. Sinon, il pourra toujours accuser les Francophones d'avoir fait échouer ses « efforts » et il reviendra à une ligne plus régionaliste. latribune.fr 05.05

[Haut de page ↗](#)

Le 7 avril 2015

CAUSERIE

[Ne soyez pas Charlie, adoptez la dialectique.](#)

Extrait commenté d'un passage du chapitre sur la dialectique d'Anti-Dühring d'Engels.

A l'état de nature et de sauvagerie, les hommes étaient égaux; et comme Rousseau tient déjà le langage pour une altération de l'état de nature, il a parfaitement raison d'appliquer l'égalité entre animaux d'une même espèce dans toute l'étendue de cette espèce à ces hommes -animaux récemment classifiés par hypothèse par Haeckel comme alales, privés de langage. Mais ces hommes -animaux égaux avaient sur le reste des animaux l'avantage d'une propriété : la perfectibilité, la possibilité d'évoluer ultérieurement ; et ce fut la cause de l'inégalité.

Rousseau voit donc un progrès dans la naissance de l'inégalité. Mais ce progrès était antagoniste, c'était en même temps un recul.

(Je ne vais pas me prendre pour Engels, Hegel ou Rousseau, mais qu'il me soit permis de compléter ce passage en précisant qu'à l'état sauvage les hommes n'étaient pas véritablement égaux entre eux du fait que certains étaient avantagés par la nature et présentaient une corpulence ou une force physique supérieure aux autres, et que c'étaient ce critère qui allait déterminer la première forme de hiérarchie sociale qui allait s'établir entre eux. Et si on osait un parallèle avec notre époque, on constaterait que cette notion de puissance qui favorise ceux qui la possèdent (sur le plan économique) pour établir leur domination sur les plus faibles, n'a pas changé depuis des millénaires, elle s'est seulement perfectionnée sous la forme d'un appareil d'Etat répressif ou un complexe militaro-industriel. Le marchand de canons n'est pas plus évolué ou moins sauvages que l'homme des cavernes en somme.

Il en est de même de la perfectibilité ou la faculté de progresser, d'évoluer, si elle est donnée aux hommes en général, force est de constater que tous n'en font pas usage ou le même usage ce qui est encore autre chose, c'est seulement en fonction d'un certain nombre de facteurs ou de circonstances qui lui seront favorables ou non que l'homme évoluera ou non, son milieu ou environnement, ses rapports au monde extérieur ou ses propres expériences... On a précisé que l'homme pouvait bénéficier de circonstances favorables sans pour autant évoluer, car faut-il encore qu'il ait réuni un ensemble de conditions pour en tirer avantage. Plus d'une fois je me suis demandé pourquoi j'avais progressé, alors que d'autres adolescents de mon âge que je côtoyais quotidiennement et qui n'étaient pas différents de moi en apparence n'avaient pas eu cette chance. Si j'en ai compris les raisons, c'est après y avoir réfléchi longuement maintes fois. - ndlr)

“Tous les progrès ultérieurs [au delà de l'état de nature] ont été en apparence autant de pas vers la perfection de l'individu, et en

effet, vers la décrépitude de l'espèce ... La métallurgie et l'agriculture furent les deux arts dont l'invention produisit cette grande révolution.”

(La transformation de la forêt vierge en terre cultivée, mais aussi l'introduction de la misère et de la servitude au moyen de la propriété.)

(Ainsi l'homme est passé de l'état d'esclave de la nature à l'état d'esclave de la société divisée en classes qu'il a créée. Pour briser les chaînes de la servitude qui le maintiennent en esclavage il doit en finir avec le règne de la nécessité qu'incarne la société divisée en classes aux intérêts antagoniques. Il est demeuré esclave de sa propre nature qui lui est devenue étrangère au point de nuire à sa survie, et il ne se la réappropriera que lorsqu'il aura pris conscience de la nécessité de prendre son destin en mains. - ndlr)

“ Pour le poète, c'est l'or et l'argent, mais pour le philosophe ce sont le fer et le blé qui ont civilisé les hommes et perdu le genre humain . ”

Tout nouveau progrès de la civilisation est, en même temps, un nouveau progrès de l'inégalité. Toutes les institutions que se donne la société née avec la civilisation, tournent à l'encontre de leur but primitif.

(De nos jours on en est arrivé au point où tout progrès de l'inégalité creuse la tombe de la civilisation au lieu de s'accompagner d'un quelconque progrès, et l'ensemble des institutions servent la même cause morbide et sordide du marché. L'imagination du poète s'est tarie et le discours du philosophe à défaut de se renouveler s'est épuisé. - ndlr)

“ Il est incontestable, et c'est la maxime fondamentale de tout le droit politique, que les peuples se sont donné des chefs pour défendre leur liberté et non les asservir . ”

Et cependant, ces chefs deviennent nécessairement les oppresseurs des peuples et renforcent cette oppression Jusqu'au point où l'inégalité, poussée à son comble, se retransforme en son contraire, devient cause de l'égalité : devant le despote tous sont égaux, à savoir égaux à zéro.

(Les opprimés privés de tout droit se retrouvent égaux à zéro, situation qu'ils ont en commun et qui pourrait les rassembler pour mettre fin aux inégalités et au règne de la tyrannie, donc là encore la magie de la dialectique opère et permet de garder espoir. - ndlr)

“ C'est ici le dernier terme de l'inégalité et le point extrême qui ferme le cercle et touche au point d'où nous sommes partis : c'est ici que tous les particuliers redeviennent égaux, parce qu'ils ne sont rien et que les sujets n'ont plus d'autre loi que la volonté du maître.”

Mais le despote n'est maître que tant qu'il a la violence et c'est pourquoi *“ sitôt qu'on peut l'expulser, il n'a point à réclamer contre la violence... La seule force le maintenait, la seule force le renverse. Toutes choses se passent ainsi selon l'ordre naturel . ”*

Et ainsi, l'inégalité se change derechef en égalité, non toutefois en cette vieille égalité naturelle de l'homme primitif privé de la parole, mais dans l'égalité supérieure du contrat social. Les oppresseurs subissent l'oppression. C'est la négation de la négation.

Nous n'avons donc pas seulement chez Rousseau une marche de la pensée qui ressemble à s'y méprendre à celle qui est suivie dans le Capital de Marx, mais même dans le détail toute une série des tournures dialectiques dont Marx se sert : processus qui, par nature, sont antagonistes et contiennent une contradiction; transformation d'un extrême en son contraire; enfin, comme noyau de l'ensemble, la négation de la négation.

(Les régimes despotiques ne tiennent en place que par la crainte qu'ils inspirent au peuple qui se retrouve impuissant et désarmé pour y faire face. Sa soumission est certes un acte qui témoigne de sa faiblesse tant qu'il demeure isolé, mais il suffit qu'il se rassemble et prenne conscience de sa force invincible pour constituer une menace mortelle pour n'importe quel régime qui ne repose que sur une minorité incapable d'affronter et de vaincre tout un peuple en marche pour le renverser.

Le peuple opprimé ignore qu'il possède ce pouvoir et qu'il pourrait en user pour conquérir son émancipation. Pour l'empêcher d'en prendre conscience la classe dominante mène une guerre idéologique et psychologique permanente contre le peuple, qui a pour objectif de le rabaisser, de le diviser et de le terroriser. La violence, les actes d'une cruauté extrême, les massacres de masse, la pire des barbaries, la guerre visant la population civile, tous les moyens sont bons pour le garder en respect et faire en sorte qu'il en soit réduit à ne plus penser qu'à sa propre survie individuelle, à son instinct animal incapable de se projeter dans l'avenir, et en arriver à accepter n'importe quel scénario abjecte qu'on lui propose qui ne pourra que se retourner contre lui s'il y adhère.

Cela peut fonctionner tant qu'il n'y est pas confronté lui-même ou qu'il ne subit pas directement cette violence intolérable. On aurait voulu lui éviter le pire ou qu'il prenne conscience de sa condition avant d'en arriver à une situation extrême, mais apparemment cela s'avère difficile, voire impossible, il faut donc en déduire qu'il faudra attendre que tout s'écroule autour de lui pour qu'il réagisse, quand il sera trop tard, puisque ravalé en-deça de la situation qu'il avait connue antérieurement, il pourra tout

au plus espérer mettre un coup d'arrêt à cette spirale infernale destructrice sans élever sa condition pour autant, bref, il semble condamné à ne jamais atteindre son émancipation pour avoir abandonné cet objectif ou être incapable de se le fixer croyant qu'il serait hors de sa portée.

La civilisation humaine semble avoir atteint un sommet au-delà duquel elle ne parvient plus à s'élever, du coup elle est condamnée à vivre une lente ou violente descente aux enfers vers la barbarie qui se traduit par le chaos et la guerre, alors que tous les ingrédients nécessaires pour dépasser cet état existent, reste juste à les ordonnancer de la bonne manière ou reprendre les choses dans l'ordre pour qu'une issue salutaire s'offre à elle. Est-ce une question d'intelligence ou de volonté ? Les deux combinés dès lors qu'on les met au service du destin de l'humanité au lieu d'intérêts particuliers ou individuels. - ndlr)

Qu'est-ce donc que la négation de la négation ? Une loi de développement de la nature, de l'histoire et de la pensée extrêmement générale et, précisément pour cela, revêtue d'une portée et d'une signification extrêmes; loi qui, nous l'avons vu, est valable pour le règne animal et végétal, pour la géologie, les mathématiques, l'histoire, la philosophie, (...)

En fait la dialectique n'est pas autre chose que la science des lois générales du mouvement et du développement de la nature, de la société humaine et de la pensée.

(Tous ceux qui sont incapables de penser l'avenir de l'humanité au-delà du capitalisme ignore cette science et ces lois, leur raisonnement est dépourvu de logique. Leur interprétation de la société ou de toute manifestation est faussée par tout un tas d'idées préconçues qu'ils ont emmagasinées et qu'ils cultivent à loisir, dont ils sont les esclaves. La plupart des intellectuels ne sont même pas encore parvenus au stade de la négation du capitalisme, mais ils voudraient passer au stade suivant, or c'est impossible, d'où la confusion dans laquelle il baigne en permanence qui les amène à s'accommoder du capitalisme, à vouloir concilier l'inconciliable qui traduit l'impasse à laquelle conduit leur refus de se tourner vers le socialisme.

Nous ne sommes pas pour liquider les acquis de la civilisation humaine avec lesquels se confond le développement du capitalisme, nous disons simplement qu'il faut liquider les lois inhérentes à son fonctionnement qui conduisent le monde à la barbarie pour les remplacer par des lois qui permettront à l'humanité de réaliser un fantastique bond vers sa libération du règne de la nécessité, de l'exploitation de l'homme par l'homme. Sans l'abolition de ses lois ou du capitalisme, aucun nouveau développement ne sera possible et l'humanité court à sa perte. Nous ne voulons pas détruire la société, mais la faire fonctionner sur de nouvelles bases, ce qui nécessite de liquider les fondements sur lesquels elle repose.

Si on nous répliquait qu'elle risquerait de s'effondrer, nous répondrions qu'elle y est condamnée de toutes manières si le capitalisme ne disparaissait pas. Il en fait la démonstration quotidiennement. On doit procéder au remplacement de ses fondations méthodologiquement, sans que pour autant tout s'écroule autour de nous. Le banquier, l'actionnaire, le patron sont inutiles pour faire fonctionner une entreprise. C'est l'ensemble des travailleurs, ouvriers, employés, techniciens, cadres qui la font tourner. Pareil pour l'administration ou les services publics. On parvient bien à replanter un arbre et à assurer sa croissance ultérieure pour peu qu'on sache s'y prendre, mais si au cours de l'opération on lui transmet des parasites ou un virus il pourra en crever, or notre opération consiste justement à nous débarrasser des parasites qui sont à l'origine de la décomposition, de la décadence, de la déchéance de la société. -ndlr)

Un rappel.

« Ce qu'il nous faut dans le parti, ce n'est pas des étudiants, des professeurs et des petits fonctionnaires, mais des ouvriers. (...) nous devons nous rappeler que la classe dirigeante est le prolétariat et que son parti doit être prolétarien. »

Réponse : Vladimir Illitch Oulianov dit Lénine en 1903.

Tout commentaire serait un affront à tous les partis dits ouvriers...

A ceux qui ne voient que le « **postérieur** » du mouvement ouvrier (Plékhanov) et dont leur littérature y ressemble.

Extrait. G. Zinoviev - Histoire du Parti bolchevik - 31 mars 1924. (disponible sur Internet)

- Effervescence ouvrière à Pétersbourg et dans d'autres villes Une fois commencé, le mouvement ouvrier se développa rapidement, entraînant des masses de plus en plus considérables. L'année 1901 fut particulièrement orageuse, surtout à Saint-Pétersbourg, où l'effervescence révolutionnaire, en dépit des économistes et de leur programme, croissait de jour en jour. A l'occasion du 1er mai, de violentes émeutes éclatèrent dans le quartier de Viborg, où eurent lieu des bagarres sanglantes, et même de véritables combats de rues. Une manifestation d'étudiants soutenue par les ouvriers (principalement par ceux de l'usine Oboukhovo) provoqua également des désordres qui aboutirent à une bataille en règle avec la police et la troupe. Cette affaire, qu'on appela la « défense d'Oboukhovo » et à laquelle participèrent plusieurs milliers d'ouvriers, suscita la plus vive effervescence dans la capitale. Mais si la lutte revêtit un caractère particulièrement acharné à Saint-Pétersbourg, elle

fut également très vive à Moscou et à Kiev, où étudiants et ouvriers descendirent dans la rue pour manifester à l'occasion du 1er mai.

Lettres d'ouvriers

Dans les archives du mouvement, on trouve des fragments de « lettres à la rédaction » envoyés par les ouvriers et ouvrières d'alors aux journaux illégaux. Voici ce qu'écrivait une ouvrière après l'échauffourée du quartier de Viborg :

... Vous ne savez pas ce que cela nous fait de la peine à moi et à tous. Ah ! Comme on aurait voulu aller jusqu'à la perspective Nevski ou en pleine ville ! C'est si triste de mourir comme des chiens, dans un coin, sans que personne vous voie. Et voici ce que je veux encore vous dire : quoiqu'ils aient pris beaucoup de nos chefs – peut-être même tous – nous tiendrons bon.

L'ouvrier B remarque :

C'est dommage que nous n'ayons pas eu de drapeau. Une autre fois, nous aurons aussi un drapeau, et on se procurera des revolvers. Ces lettres, Lénine et son groupe faisaient tout ce qu'ils pouvaient pour les découvrir ; ils s'en servaient dans leur lutte contre les « économistes » et les publiaient afin de prouver que les ouvriers d'avant-garde ne voulaient pas seulement des augmentations de salaires, qu'ils avaient conscience de la nécessité de descendre dans la rue, de se procurer des revolvers et de livrer bataille à la police tsariste. C'est avec une grande joie que Lénine fit imprimer le passage suivant de la lettre d'un ouvrier d'un faubourg de la capitale :

Je l'ai montré [2] à beaucoup de camarades et on se l'est arraché. Je l'aime beaucoup plus que la Muisl [3], bien qu'il ne contienne rien qui nous touche directement. Dans l'iskra, au moins, on parle de notre cause, de la cause de toute la Russie, qu'on ne peut évaluer en copecks ou ramener à des heures de travail. Le peuple peut maintenant facilement s'enflammer ; le feu couve, il ne faut qu'une étincelle pour provoquer l'incendie. Ah ! Que c'est bien dit : De l'étincelle jaillira la flamme [4]. Autrefois, une grève était un événement. A présent, tout le monde voit qu'une grève, ce n'est rien : il faut maintenant s'emparer de la liberté, la conquérir en risquant sa vie. Maintenant, il ne s'agit plus de caisses d'assurance, de cercles, ni même de brochures : il faut nous apprendre à aller au combat et à combattre.

Le Journal l' « iskra » (l'Étincelle)

C'est alors que se crée l'iskra, qui, dès sa parution, publie des lettres dans le genre de celles que nous venons de citer. Les léninistes s'emparaient de ces déclarations des travailleurs pour montrer que l'ouvrier avancé ne se bornait déjà plus à la lutte économique, qu'il voulait apprendre à se battre, à renverser l'autocratie par les armes : autrement dit, qu'il voulait la constitution d'un vrai parti révolutionnaire qui aidât la classe ouvrière à jouer son rôle de chef de la lutte révolutionnaire.

[2] Le premier numéro de l'iskra

[3] La Pensée ouvrière, organe des économistes (on dirait aujourd'hui les réformistes, pour faire bref. - ndlr)

[4] L'iskra avait pour devise : « De l'étincelle jaillira la flamme », phrase tirée de la réponse des dékabrioles à Pouchkine. (...) Fin.

Il avait de la suite dans les idées Lénine, n'est-ce pas ?

On aura compris que sous la direction de Lénine, l'iskra était l'organe d'un parti ouvrier révolutionnaire combattant pour le socialisme, un journal donnant la parole aux ouvriers, aux ouvriers les plus avancés, un vrai journal ouvrier, véritablement indépendant de l'Etat.

C'était en 1903, il y a plus d'un siècle. Au côté de lettres ou de témoignages d'ouvriers manifestant leur détermination à en finir avec le régime en place, et non des comptes rendus de réunions rédigés par des militants ou des dirigeants destinés uniquement à justifier la ligne d'un parti, y figurait notamment des articles théoriques ou de propagande rédigés par Lénine et d'autres dirigeants du Parti ouvrier social-démocrate russe où étaient exposés les idées du socialisme, les objectifs du combat du prolétariat, les moyens de l'atteindre, le programme du parti, etc. Bref, un véritable journal ouvrier de combat pour le socialisme. De nos jours ce genre de journal n'existe pas en France ou ailleurs.

"Autrefois, une grève était un événement. A présent, tout le monde voit qu'une grève, ce n'est rien", en 1903, alors que dire de nos jours, dès lors sur la base de ce constat c'est la question du pouvoir qui devait être posée pour aller de l'avant, afin de pouvoir saisir le moment venu l'opportunité de la mettre en pratique ou de la résoudre, ce qui nécessitait toute une période de préparation et d'organisation des masses pour avoir une chance de vaincre, ce qui nécessitait patience et une détermination sans faille, une foi absolue dans la victoire du socialisme, donc dans la classe qui ferait la révolution...

C'est à cette tâche que s'attela Lénine sans répit sans jamais renier ses principes. Le renversement du régime en place et la prise

du pouvoir politique par la classe ouvrière figurèrent en permanence dans la propagande du parti, même en période de reflux du mouvement ouvrier ou de réaction sur toute la ligne, parce qu'il était le fil conducteur permettant de ne jamais s'écarter de cet objectif, de mener le combat sur le plan social et politique dans cet unique perspective, car dans le cas contraire ou en lâchant ce fil on est infailliblement amené à changer d'objectif et à y perdre son âme comme dirait Marx, à abandonner ou trahir la cause pour laquelle on combat.

ACTUALITÉ DU JOUR

Le "fondamentalisme" néolibéral et fasciste : C'est eux !

- A Izieu, Hollande en appelle à l'unité face aux "fondamentalismes religieux" - L'Express.fr

- "100% des lieux de radicalisation sont des mosquées", estime Philippot (FN) - Francetv info

Ce qui est intéressant ici, c'est qu'est mise en lumière la complémentarité du PS et du FN sur une question particulière, le soutien à l'Etat génocidaire sioniste.

Le premier soutient Israël en mettant à égalité les droits usurpés d'Israël qui repose sur un mythe et ceux historiquement légitimes des Palestiniens, quand par la voix de Valls il ne se livre pas à un amalgame entre antisémitisme et antisionisme, et le second s'attaque aux musulmans pour viser les Arabes qui sont les ennemis de l'Etat sioniste, donc sert ses intérêts.

Les deux discours s'inscrivent dans le cadre de la propagande de guerre de l'Etat sioniste et des Etats-Unis tournée contre les peuples du Moyen-Orient pour mieux piller leurs ressources, l'ensemble des peuples et plus particulièrement ceux dont les Etats ont des intérêts dans cette région du monde, car elle sert à justifier leurs dépenses et expéditions militaires, leur politique belliqueuse ou d'agression contre des Etats souverains, et au-delà, la mise en place d'une législation de plus en plus liberticide incluant le contrôle permanent des faits ou déplacements ou encore idées de la totalité de la population pour mieux la maintenir en servitude, sous prétexte de mieux la protéger contre une menace (le terrorisme) que finalement ces Etats ont eux-mêmes créée ou qu'ils alimentent.

On s'aperçoit aussi que selon le pays où elle opère, l'extrême droite apparaît, soit antisémite, soit antimusulman ou les deux à fois si nécessaire, elle confirme qu'elle ne peut pas développer une politique indépendante et qu'elle l'adapte en fonction des besoins de la classe dominante.

Ce qui vaut pour le PS vaut pour l'UMP ou l'UDI, tous les partis de droite qui en viennent à adopter l'idéologie néolibérale, ils ont comme point commun avec l'extrême droite de conduire à la dislocation de la société pour imposer une dictature...

Confirmation. La véritable nature de Syriza ou du Front de gauche à la sauce grecque.

- La Grèce prévoit d'honorer "toutes ses obligations" - Reuters

Le gouvernement dirigé par Syriza piétine les intérêts des travailleurs grecs, il témoigne qu'il ne vaut guère mieux que les précédents et se soumet également aux exigences de la troïka.

C'est quoi un gouvernement ouvrier révolutionnaire ? Réponse.

Russie, trois mois après la révolution d'Octobre de 1917 et la prise du pouvoir par le parti bolchevik.

Décret du 8-21 janvier 1918 sur l'annulation des emprunts (Journal du gouvernement des ouvriers et des paysans, 23 janvier 1918, n° 20)

Le Conseil des commissaires du peuple a approuvé, à la date du 1er janvier, le décret suivant sur l'annulation des emprunts d'Etat.

1. Tous les emprunts d'Etat conclus par les gouvernements des propriétaires et bourgeois russes sont annulés à partir du 1er décembre 1917. Les coupons de décembre des emprunts mentionnés ne sont pas susceptibles de paiement.
2. Sont également annulées toutes les garanties données par les gouvernements cités relativement aux emprunts des différentes entreprises et institutions.

3. Tous les emprunts étrangers, sans exception et sans conditions, sont annulés.

4. Les bons à court terme et les séries de la trésorerie d'Etat restent en vigueur. Les intérêts qu'ils comportent ne doivent pas être payés et les obligations elles-mêmes ont cours à l'égal des billets de banque.

5. Les citoyens peu fortunés, possédant des titres des emprunts d'Etat annulés pour une somme inférieure à 10 000 roubles (valeur nominale), reçoivent une rente annuelle se montant à la somme des intérêts des titres leur appartenant.

6. Les citoyens possédant des titres des emprunts annulés pour une somme supérieure à 10 000 roubles ne reçoivent aucun dédommagement lors de l'annulation des titres leur appartenant.

Ah ben ça alors, annuler la dette de l'Etat au marché, aux banques, etc. c'est possible !

Dossier Yémen

Selon les articles de presse, les membres de la coalition constituée de différentes organisations chiites et sunnites ainsi que de tribus sont des "rebelles", le terme de milicien qu'on peut assimiler à voyou est réservé aux Houtis, tandis que les membres d'Al Qaïda (Aqpa) sont présentés sous un angle beaucoup plus avantageux comme des activistes, des insurgés, des combattants islamistes, la presse occidentale recourt à une sémantique qui laisse transparaître son inclination naturelle pour les barbares d'Al Qaïda et de l'Emirat islamique.

- L'aviation saoudienne repoussée par la DCA yéménite. - french.irib.ir

Au onzième jour des bombardements sauvages contre Sanaa, les chasseurs saoudiens ont été contraints à quitter le ciel de la capitale tant était nourri le feu de la DCA yéménite. Et pourtant Riyad a prétendu avoir détruit toutes les unités de la DCA yéménites. Toute la journée de dimanche, des dizaines d'appareils saoudiens ont survolé Sanaa et en ont bombardé les différents quartiers. Les avions ont bombardé à 16 reprises la localité de Hay à Jaraf dans le nord de la ville.

Les régions sur les frontières saoudo-yéménites ont été violemment bombardées par Riyad : al Bagha, Manba, ghamar, al Malahiz ont été ainsi bombardés. Riyad a tiré des missiles et des obus de mortier contre les villes yéménites. La localité de Ghahaza continue à être prise pour cible des missiles. french.irib.ir 05.04

En réalité, cela ressemble plus à de la propagande iranienne qu'à autre chose... Apparemment les Iraniens sont sur le point de retrouver leur statut d'allié des Etats-Unis, ceci peut peut-être expliquer cela. french.irib.ir est le portail de la radio francophone publique iranienne. A suivre.

- "Riyad ne pourra pas être le tuteur du peuple yéménite" - french.irib.ir

En allusion à l'ingérence de l'Arabie dans les affaires intérieures du Yémen, le porte-parole du mouvement Ansarallah a affirmé : « Ni l'Arabie ni aucun autre pays ne pourront se déclarer le tuteur du peuple yéménite ». Lors d'une interview avec la chaîne d'information « Russia Today », le porte-parole du mouvement Ansarallah, Mohamed Abdeslam a souligné que l'agression militaire étrangère contre le Yémen vise la souveraineté et l'indépendance de ce pays. « Le peuple yéménite est plus que jamais soudé et il a su enregistrer de nombreuses victoires face à Al-Qaïda », a souligné le porte-parole d'Ansarallah.

Soulignant que les parties étrangères empêchent la conclusion d'un accord interyéménite, le porte-parole d'Ansarallah a indiqué que ce mouvement est toujours disposé au dialogue et même dans la nuit où l'Arabie a agressé le Yémen, les négociations se poursuivaient entre les groupes politiques car le dialogue est l'unique issue à la crise yéménite. Aux yeux du porte-parole d'Ansarallah la cessation des menaces et de l'agression militaire contre le Yémen reste la condition sine qua none à l'ouverture de ce dialogue. « Nous ne pourrions pas négocier sous le spectre de cette agression », a réitéré Mohamed Abdeslam, rappelant que les victimes de l'offensive saoudienne contre le Yémen sont dans leur quasi-majorité des civils. « Bénéficiant des soutiens des Etats-Unis et du régime sioniste, l'Arabie a attaqué le Yémen, visant tous les citoyens de ce pays », a-t-il martelé. french.irib.ir 06.04

- Riyad, Daech et Al-Qaïda unis contre le Yémen - french.irib.ir

Pour aider les groupes terroristes dont Al-Qaïda au Yémen, l'Arabie a eu recours à ses unités spéciales. Un conseiller militaire, dont le nom n'a pas été révélé, a indiqué dimanche lors d'une interview avec l'Agence France Presse (AFP) que la mission des forces spéciales saoudiennes consistait à donner conseils aux groupes terroristes liés à l'Arabie et à assurer les coordinations.

Ce conseiller militaire saoudien a affirmé que l'armée et les forces spéciales de la marine d'Arabie sont en train de mener des opérations déterminées à l'avance, et que les forces spéciales saoudiennes à Aden, mettent des armes et équipements

de télécommunications à la disposition des éléments et individus terroristes liés à l'Arabie dont les membres d'Al-Qaïda. Cela prouve, entre autres, que l'Arabie a fait entrer ses forces terrestres dans une partie du territoire yéménite alors que l'ambassadeur de l'Arabie aux Etats-Unis, Adel al-Jobaïr avait dit auparavant que l'Arabie n'avait aucune force officielle à Aden. Pourtant, l'intervention militaire saoudienne, déclenchée dans le cadre d'une opération dite « tempête décisive », a été soutenue par les responsables de divers pays occidentaux dont et surtout le président américain, Barack Obama. Les frappes aériennes contre le Yémen ont été décidées après ce que le peuple révolutionnaire yéménite ait mis de côté Mansour Hadi, vassal des Al-e-Saoud qui s'est vu ainsi obligé de s'enfuir de Sanaa, la capitale du Yémen vers la ville portuaire d'Aden où il a poursuivi ses complots contre la révolution du pays.

Quoiqu'il en soit, ni l'armée ni les forces du comité populaire lié aux Houthis ne sont restées les bras croisés. Elles se sont dirigées vers cette ville méridionale du Yémen pour la purifier de la présence des terroristes dont Al-Qaïda liés à l'Arabie. Face à ces victoires remarquables d'Ansallah dont l'avancée vers la ville stratégique d'Aden, l'Arabie à opter pour une intervention militaire au Yémen, et cela avec le feu vert des Etats-Unis. Les frappes et attaques saoudiennes n'ont pas su toutefois faire plier le peuple révolutionnaire yéménite, qui résiste, vaillamment, tout au long de ces dix jours d'offensives contre son territoire.

Entre temps, l'armée et les forces populaires d'Ansallah n'ont lésiné sur aucun effort censé confronter ses agressions. La progression de ces forces dans la province d'Aden a en effet conduit l'Arabie à mettre des armes à la disposition des éléments d'Al-Qaïda et de Daech. S'inscrit dans le même cadre, la collaboration du Qatar et des Emirats arabes unis avec l'Arabie des Al-e-Saoud pour faire parvenir, via les lignes aériennes de l'Arabie, armes et équipements militaires aux terroristes d'Al-Qaïda et de Daech à Aden pour que ces derniers mènent leur offensive contre la révolution du peuple yéménite. french.irib.ir 06.04

La rhétorique des Iraniens varie d'un article à l'autre, bien qu'ils nient avoir des liens avec les Houtis, un secret de polichinelle, ici ils s'enflamment pour "le peuple révolutionnaire yéménite"...

ACTUALITE EN TITRES

[Retour à l'envoyeur.](#)

- Réforme du dialogue social: le projet de loi transmis aux partenaires sociaux - AFP

Que contient-il ? L'ensemble des dispositions que le gouvernement leur avait présentées en janvier et qu'ils avaient rejetées. Un véritable syndicat ouvrier refuserait de réceptionner ce courrier et le renverrait à son expéditeur.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Vers un génocide à Yarmouk - french.irib.ir

Alors que les inquiétudes au sujet du massacre, par les terroristes, des habitants du camp de Yarmouk en Syrie, sont montées d'un cran, des groupes palestiniens ont lancé une opération militaire conjointe, en vue de reprendre à Daech et au Front Al-Nosra, certaines parties de ce camp occupées par les terroristes takfiristes.

Selon la chaîne arabophone iranienne Al-Alam, on s'inquiète encore du carnage de 20 mille réfugiés palestiniens du camp de Yarmouk, par les terroristes de Daech et du Front Al-Nosra. L'armée syrienne a encerclé de toutes parts le camp de Yarmouk, situé dans le sud de la capitale, Damas.

Un leader du Front populaire pour la Libération de la Palestine (FPLP), a exigé un plan du Comité exécutif de l'Organisation pour la Libération de la Palestine (OLP), afin d'adopter une décision politique arabe et internationale, pour libérer le camp de Yarmouk et évacuer tous les groupes armés de ce camp et à leur tête « Daech ». Abou Kaffah Qazi, haut membre du Front populaire pour la libération de la Palestine, a déclaré que le commandement général du FPLP, du Mouvement Fatah de l'Intifada, du Front pour la lutte de la nation palestinienne, les pionniers nationaux de la guerre pour la libération (Les forces de la Foudre), et le Parti de la sauvegarde nationale, sont des groupes palestiniens qui ont lancé l'opération militaire commune pour la libération du camp de réfugiés de Yarmouk, dans le sud de Damas, de l'occupation des terroristes.

Deux mille habitants du camp de réfugiés palestiniens de Yarmouk, aidés par le gouvernement syrien et les groupes palestiniens, ont pu quitter les régions occupées par les terroristes. french.irib.ir 06.04

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Radio France à son 19e jour de grève, la plus longue de son histoire - AFP

Radio France entre ce lundi dans son 19e jour de grève, la plus longue de son histoire, et le conflit risque d'encore se durcir cette semaine car la direction doit présenter un plan de réductions d'effectifs.

Parmi elles, un plan de 300 à 380 départs volontaires, en priorité pour les seniors, avec 50 créations de postes dans des métiers qui jusqu'ici n'existaient pas à Radio France, a-t-on précisé de source proche du dossier. Des réductions d'effectifs d'avance rejetées par les syndicats.

Le président de la Société des journalistes de Radio France Ludovic Piedtenu a estimé dans la presse qu'un tel plan serait "absurde" car il ne viserait pas les postes "non productifs et qui coûtent cher", et qu'en outre il "coûterait à l'Etat une vingtaine de millions d'euros".

C'est pourquoi la grève, jusqu'ici reconduite jusqu'à mardi matin, pourrait se poursuivre au moins jusqu'en fin de semaine, estimaient plusieurs syndicalistes. "Avec le plan de départs, je ne vois pas comment éviter le durcissement", juge l'un d'entre eux.

Le SNJ (Syndicat national des journalistes), qui a participé au mouvement uniquement vendredi, pourrait opter pour la grève dès le lendemain du CCE, selon des sources au sein de la rédaction.

Pour sortir de l'impasse, les syndicats réclament au gouvernement un médiateur, sans réponse pour l'instant. La ministre de la Culture Fleur Pellerin a estimé vendredi que Mathieu Gallet avait "toutes les cartes en mains" pour sortir du conflit.

Lundi matin, sur France Inter où la matinale était diffusée malgré la grève, la ministre a répété que le gouvernement avait décidé de stabiliser depuis 2012 la dotation publique de Radio France (environ 650 millions d'euros) au lieu de l'augmenter car "on peut penser une radio publique ambitieuse" mais "plus économe des deniers publics".

"On demande des efforts à tout le monde", a-t-elle plaidé. Elle a aussi réclamé "un grand chantier de modernisation sociale" à Radio France et souhaité de "trouver une issue au conflit". Vendredi elle avait jugé un plan de départs "sans doute nécessaire".

Mais une partie des syndicalistes et des salariés jugent Mathieu Gallet discrédité après les révélations sur les dépenses de rénovation de son bureau, dont il s'est publiquement excusé, et l'embauche d'un conseiller en image.

Vendredi, une assemblée du personnel a voté contre lui une motion de défiance et réclamé sa démission. Mais le soir même sur iTELE, le PDG a exclu de démissionner.

Pour tenter de débloquer le conflit, Fleur Pellerin a sommé vendredi Mathieu Gallet de renouer le dialogue social. Résultat: une séance de négociations organisée en urgence samedi par la direction, sans grand résultat. "Ca a capoté", a résumé un élu syndical à la sortie.

Cinq syndicats ont choisi de lancer une grève illimitée depuis le 19 mars, au nom de revendications très spécifiques, dont le maintien des deux orchestres, une demande désormais soutenue par le ministère.

Suivie surtout par les techniciens, elle paralyse les antennes. La bande musicale qui remplace les émissions désespère les fidèles de France Inter, France Culture, France Bleu, France Musique, Fip et Mouv'.

Chez les grévistes, la motivation reste avant tout la défense de l'emploi, ainsi que la crainte diffuse que Mathieu Gallet et ses conseillers, qui selon eux privilégient des critères de rentabilité, menacent la vocation de service public de Radio France.

"On ne nous parle que de formats et non de contenus, de marques et non d'identité d'antennes, d'argent et non de

richesses", accusaient des grévistes dans une tribune dans le Monde samedi.

La colère monte aussi dans les 44 stations locales de France Bleu, qui refusent la mutualisation des programmes par souci d'économies, au risque d'une perte de l'identité locale des stations. Cette "syndication", prônée par Mathieu Gallet, est l'un des principaux motifs de la grève actuelle. AFP 06.04

[Haut de page ↗](#)

Le 8 avril 2015

CAUSERIE

On ajoutera une vingtaine d'articles en fin de journée.

[Tout est dans la méthode.](#)

- "Toute la manière de concevoir, chez Marx, ce n'est pas une doctrine, c'est une méthode. Elle n'offre pas de dogmes tout apprêtés, mais des points de repère pour une recherche ultérieure, et la méthode de cette recherche." Le Capital de Karl Marx, Friedrich Engels)

La dialectique, le matérialisme dialectique, ce n'est pas un mystère ou sorcier, quand on aborde une question ou un sujet quel qu'en soit le domaine, il suffit juste de saisir le fil, de remonter jusqu'à son origine, puis de le dérouler en sens inverse ou jusqu'à nos jours sans jamais le lâcher.

Il faut évidemment commencer par se poser des questions et ainsi de suite. Il faut partir du principe qu'on est profondément ignorant et qu'on a encore tout à apprendre, ce qui nécessite un minimum de modestie, un peu de patience et beaucoup de détermination, de volonté, de courage, de rigueur pour persévérer et progresser.

J'en a fait l'expérience en partant de très très loin et voyez le résultat. Je ne suis pas forcément un bon exemple à suivre dans tous les domaines je vous l'accorde, c'est ce que je pense moi-même, cela dit mon parcours personnel prouve qu'on peut quand même évoluer, et sans cette méthode je n'y serais sans doute jamais parvenu, d'où mon éternel reconnaissance à mes maîtres d'études, à tous les philosophes, penseurs, intellectuels géniaux des siècles passés depuis Héraclite.

[Ta peau vaut huit balles.](#)

- Etats-Unis : un policier blanc abat un homme noir de huit balles dans le dos - LeMonde.fr

J'ai raconté cette histoire ce matin à Selvi ma compagne, elle était horrifiée la pauvre femme. Du coup elle n'a pas oublié de se mettre de la crème blanche pour protéger son visage qui noircit un peu plus chaque jour, elle bronze en travaillant, comme quoi l'esclavage est une vrai saloperie... Elle porte des chemisiers aux couleurs éclatantes assortis à ses saris, avec sa peau noire cela crée un contraste magnifique, c'est beau et je lui ai dit.

J'ai fait un peu de photo autrefois et j'ai conservé cet attrait pour les éléments, formes, textures, matériaux ou couleurs, premiers plans ou lignes fuyantes qui donnent du relief à une scène au premier abord banale. Lire, regarder des documentaires ou voyager stimule la réflexion et l'imagination, mais la simple observation de ce qui nous entoure peut aussi être une expérience très enrichissante, plus reposante quand on a le cerveau qui fonctionne sans répit.

Avec Selvi nos rapports ne volent pas bien haut, certes, mais par leur naturel ils me permettent d'en apprendre encore sur la psychologie des hommes, davantage qu'avec un être plus évolué et moins isolé dont le comportement serait perturbé ou parasité par la société.

Quand elle est à la maison, elle se sent (bien) chez elle, il faut dire que j'ai tout fait pour qu'elle soit à l'aise, aussi est-elle plus nature que jamais. Par exemple, elle a les cheveux qui atteignent les hanches et elle adopte une coiffure que j'avais vu porter uniquement par les Katuvasis ou Adivasis, les indigènes ou ceux que vous appelez les Roms ou les Tziganes. Je trouve cela très originale, une liberté qu'elle se permet qui prouve qu'elle ne sent pas oppressée en ma présence, je lui en ai parlé en lui demandant de ne surtout rien changer, j'ai horreur des uniformités et des singeries.

- Etats-Unis : un policier blanc abat un homme noir de huit balles dans le dos - LeMonde.fr Assassinat ordinaire.

Au départ, il s'agit d'une banale interpellation. Un homme qui circulait samedi 4 avril dans un véhicule avec un feu cassé est arrêté par la police. Mais l'homme sort de la voiture pour s'échapper dans un petit jardin public voisin. Rattrapé un policier, l'incident tourne alors au drame. L'automobiliste, un homme noir de 50 ans tente à nouveau de s'échapper et commence à courir. Le policier dégaine et lui tire dans le dos à huit reprises. L'homme s'effondre.

Dans un premier temps, le policier, Michael Slager, 33 ans, avait invoqué la légitime défense pour justifier son geste, prétextant que l'homme avait tenté de se saisir de son pistolet paralysant et que sa vie était menacée. Le problème, c'est que derrière la grille du jardin, un homme a tout filmé et les images contredisent la version du policier, qui ne semble à aucun moment menacé. Celui-ci a été inculpé d'assassinat, mardi 8 avril, après la révélation de la vidéo.

Facteur aggravant, dans la vidéo révélée par le New York Times, on voit le policier, après avoir passé les menottes à l'homme qui gît par terre, ramasser quelque chose, qu'il laisse ensuite tomber près du corps. Il pourrait s'agir d'une façon de maquiller le meurtre en légitime défense. Selon le New York Times, la victime, Walter Scott avait été arrêté une dizaine de fois pour des faits mineurs. Son frère, cité par le journal local, le Post and Courier, affirme qu'il se serait enfui parce qu'il pensait qu'on l'arrêtait afin qu'il paye la pension alimentaire de ses enfants.

Les images ont été en tout cas suffisantes pour que le maire de Charleston Keith Summey annonce l'inculpation du policier. « Quand vous êtes en tort, vous êtes en tort, a expliqué le maire lors d'une conférence de presse, mardi. Quand vous prenez une mauvaise décision, on ne regarde pas si vous portez un insigne de police ou si vous êtes un simple citoyen, vous devez assumer cette décision ».

Alors que le rapport de police rédigé dans la foulée du drame indiquait que les policiers avaient tenté de ranimer la victime, la vidéo montre au contraire que les agents ne font rien pour tenter de le sauver, en le laissant face contre terre, les mains menottées et le dos ensanglanté. lemonde.fr 07.04

Dossier Yémen

- Aqpa à l'offensive au Yémen, les USA accélèrent leur aide - Reuters

Des membres présumés d'Al Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa) se sont emparés mardi d'un poste frontalier yéménite à la frontière saoudienne, tandis que se poursuivaient dans le Sud les raids aériens de la coalition formée pour enrayer la progression des miliciens chiites houthis.

Deux soldats yéménites ont été tués dans l'attaque de ce poste proche de Manouakh, localité située à 440 km au nord-est de Sanaa, a-t-on appris de sources proches des autorités de la province d'Hadramaout.

Profitant du chaos dû à l'offensive des Houthis en direction d'Aden, la métropole du Sud, des extrémistes islamistes avaient lancé la semaine dernière une offensive à Moukalla, sur le littoral de la mer d'Oman.

Selon les Nations unies, qui craignent une catastrophe humanitaire, le conflit yéménite a fait 549 morts, dont 74 enfants, au cours des deux dernières semaines.

Les raids aériens de la coalition, qui ont débuté le 26 mars, n'ont pas mis fin à l'offensive des Houthis et de leurs alliés des forces gouvernementales restés fidèles à l'ancien président Ali Abdallah Saleh. Maîtres de Sanaa, depuis septembre, ils cherchent désormais à s'emparer d'Aden, dernier bastion des forces gouvernementales que le président Abd-Rabbou Mansour Hadi a dû fuir le mois dernier.

L'intervention internationale ajoutée à trois parachutages d'armes a toutefois permis aux défenseurs de la ville de tenir leurs positions et d'en prendre plusieurs à leurs assaillants.

Ils sont "guidés" par des membres des forces spéciales saoudiennes, d'après un diplomate de la région, selon lequel Ryad n'envisage toutefois pas d'intervention militaire au sol à court terme.

En visite en Arabie saoudite, le secrétaire d'Etat américain adjoint Tony Blinken a par ailleurs annoncé une accélération des livraisons d'armes américaines destinées aux forces de la coalition anti-Houthis.

"Nous avons expédié des cargaisons d'armes, nous avons accru nos échanges de renseignement et nous avons créé une cellule de coordination au centre de commandement saoudien", a-t-il déclaré à la presse à Ryad.

Selon des témoins, les miliciens houthis se sont retirés lundi de la base aérienne d'Al Anad, 50 km au nord d'Aden, d'où décollaient les drones américains utilisés contre Aqpa, mais leurs alliés de l'armée s'y trouveraient toujours.

D'intenses combats ont par ailleurs éclaté à Laoudar, toujours dans le Sud, où six membres des forces fidèles au président Hadi ont été tués, rapportent des témoins et des membres des milices gouvernementales. Les Houthis ont également subi de lourdes pertes et 50 ont été faits prisonniers, ajoute-t-on.

Sur la côte ouest, les raids de la coalition contre les positions des rebelles chiites soutenus par l'Iran se sont poursuivis près d'Hodeïda ainsi que dans les provinces de Saada et d'Hadja, frontalières de l'Arabie saoudite, et à Makairas, 150 km au nord-est d'Aden. Reuters 07.04

- Yémen: les missiles saoudiens tuent des enfants. - french.irib.ir

6 enfants ont été tués, dans l'attaque des chasseurs saoudiens contre une école, dans le centre du Yémen.

Selon le site web Al-Ahd, les chasseurs saoudiens ont attaqué, ce mardi, une école, dans la ville d'Eb, au centre du Yémen, et tué 6 enfants. Des dizaines d'autres enfants ont été, également, blessés, dans cette frappe des appareils saoudiens. Hier, les chasseurs saoudiens ont bombardé, à 11 reprises, diverses régions, au Yémen.

D'autre part, au cours des accrochages de lundi entre le mouvement populaire d'Ansarallah du Yémen et les terroristes d'Al-Qaïda, dans le Sud du pays, notamment, à Aden, au moins, 18 personnes des deux camps ont été tuées. Selon une autre dépêche, simultanément à l'incapacité de l'Arabie, au Yémen, le régime des Ale-Saoud a débarqué, via la mer, 3.000 éléments terroristes de «Jaïsh al-Islam», depuis la Ghouta de l'Est, dans la province de Rif-Damas, au Yémen. french.irib.ir 07.04

ACTUALITÉ DU JOUR

[Le FN, un parti "comme les autres", "patriote" ? En quelque sorte effectivement.](#)

- Jean-Marie Le Pen «comprend qu'on combatte la démocratie» - Liberation.fr

«Ils commencent à me gonfler tous avec la République, s'agace Le Pen. Je ne suis pas royaliste mais cette référence n'est faite d'évidence que pour gommer la référence à la nation.» Et d'ajouter plus loin : «Je comprends tout à fait qu'on mette en cause la démocratie, qu'on la combatte.» Tout en appelant cependant à en respecter les règles : «Nous nous battons sur un terrain donné, qu'on ne choisit pas.». Liberation.fr 07.04

Il est vrai que si le "terrain" s'y prêtait, il liquiderait les libertés individuelles et déclarerait illégale le droit d'expression plus particulièrement celui du mouvement ouvrier qu'il réprimerait, comme le font les homologues du FN en Ukraine avec la bénédiction de l'Otan, du FMI et de Bruxelles ou encore du gouvernement français ou le PS.

En attendant, après l'UMP sous Sarkozy, c'est le PS qui a pris le relais de l'offensive contre les libertés individuelles.

Ils sont républicains ou démocrates aussi longtemps que la situation du capitalisme le permet, mais dès que ses besoins entrent en contradiction avec l'exercice des valeurs de la République ou des principes de la démocratie, ils les bazardent ou cèdent la place à l'extrême droite à laquelle ils ont minutieusement et sciemment préparé le terrain.

Ils sont républicains ou démocrates en apparence uniquement, mais pas fondamentalement, c'est la lutte de classe du prolétariat qui leur a imposé ces valeurs et ces principes qu'ils honnissent tous en réalité, mais dont ils se servent hypocritement tant qu'elles font leurs affaires. Pourquoi ? Parce que lorsqu'on prend la peine de se pencher dessus, on s'aperçoit que leur contenu n'est pas seulement universelle, il est intemporel et témoigne que si leur application était rigoureuse ou respectait strictement leur contenu sans lui imposer des restrictions, il dépasse le cadre de la société divisée en classes antagoniques qui en réalité en est la négation ou porte en lui la négation de ces principes ou valeurs, dont la portée est délimitée par les besoins politiques de la classe dominante.

Elle s'en sert pour assurer la stabilité du régime, assurer la pérennité de sa domination de classe en y associant les partis et organisations du mouvement ouvrier qu'elle a corrompus, et qui au lieu de s'en servir pour combattre le régime en place jusqu'à son renversement, collaborent avec lui et monnaie leur collaboration en échange de leur soutien au régime.

En réalité ce sont les besoins économiques du capitalisme qui déterminent leur contenu autant que leur existence. Chaque fois qu'une classe y recourut dans le passé, ce fut pour stimuler ou tenter de dépasser les contradictions de son mode de production, et chaque fois qu'elles furent liquidées, ce fut au profit d'un régime autocratique ou une monarchie ou encore une dictature militaire. De nos jours, c'est l'oligarchie financière qui fait office d'autocratie, de monarchie, de dictature, elle cumule les trois formes de

régimes les plus injustes, infâmes et cruels à la fois, d'où la barbarie à laquelle nous assistons et qui est sa création.

La République et la démocratie n'ont existé que virtuellement jusqu'à présent, en dehors des expériences de la Commune de Paris et la révolution russe de 1917 qui incarnaient véritablement le pouvoir et les droits de la majorité de la population. Le reste du temps, disons depuis l'avènement du capitalisme que Marx situait aux alentours du XV^e et XVI^e siècle, la République et la démocratie n'ont jamais incarné autre chose que la domination de classe de la minorité qui détient le pouvoir économique sur la majorité des exploités qui ne détiennent aucun pouvoir, sinon celui de participer à leur propre asservissement quand les partis qui étaient censés représenter leurs intérêts se sont mis au service des exploités.

La République et la démocratie en régime capitalisme sont des instruments politiques destinés à soumettre les exploités aux besoins des exploités. Si nous nous réclamons de la République et de la démocratie, c'est uniquement parce que c'est dans ce cadre que peut se développer la lutte des classes, non pas dans la perspective démagogique de rétablir on ne sait quelles hypothétiques République ou démocratie qui n'ont en fait jamais existé hormis pendant 72 jours il y a 143 ans, donc, dont personne n'a le moindre souvenir, la moindre conscience, expérience à laquelle aucun travailleur ne fera référence, mais dans la perspective de rassembler les conditions politiques qui permettront de réaliser leurs valeurs et principes sans restriction dès lors que la classe majoritaire dans la société se sera emparée du pouvoir politique après avoir renversé l'ordre établi.

C'est le seul contenu de classe que nous acceptons ou que nous entendons donné au mot d'ordre de la défense de la République et de la démocratie, car il s'inscrit dans le cadre du développement historique du capitalisme ou dans le prolongement du processus dialectique engagé conduisant à substituer au pouvoir de la minorité, celui de la majorité, au gouvernement des hommes l'administration des choses, au règne de la nécessité, celui de la liberté.

Notre regard doit être tourné résolument vers l'avenir ou le futur et non vers le passé qu'il ne faut pas ignorer.

En complément. Rien à voir avec la démocratie.

- "L'élection présidentielle de 2017 ne doit pas se gagner sur une alternance naturelle " - Francetv info

[Expérimentation. A quoi ressemblera la société qu'ils vous préparent.](#)

Le Kansas veut limiter les loisirs des plus pauvres - libération.fr

Une proposition de loi prévoit de restreindre l'accès aux piscines, salons de tatouage, salles de jeux ou cinémas aux personnes bénéficiant de l'aide sociale, pour les encourager à dépenser leur argent de façon «raisonnable».

Si l'article du Washington Post ne datait pas du lundi 6, on aurait immédiatement pensé à un poisson d'avril. Mais non : une proposition de loi dans le Kansas, aux Etats-Unis, prévoit réellement de limiter l'accès aux activités récréatives pour les personnes bénéficiant des minima sociaux (qui reçoivent entre 454 et 497 dollars par mois), rapporte le quotidien. Les deux chambres législatives de l'Etat, toutes deux contrôlées par les républicains, l'ont approuvée la semaine dernière. Le sénateur Michael O'Donnell, un républicain originaire de Wichita, défend ce projet sous prétexte qu'il aiderait les familles recevant l'aide de l'Etat à dépenser leur argent de manière «plus responsable». «Nous essayons de nous assurer que ces aides sont utilisées pour ce qu'elles prévoient. C'est une question de prospérité. C'est une question d'avoir une belle vie», a-t-il dit au Topeka Capital-Journal. (La "belle vie" avec moins de 500 dollars pour vivre au pays des ultra riches, on préfère ne pas commenter, on deviendrait violent, il faut les exterminer. - ndlr)

Si le texte est effectivement signé par le gouverneur et que le dernier vote au Sénat, prévu le 9 avril, va dans le même sens, il prendra effet le 1er juin. Les personnes recevant des aides publiques ne pourront plus dépenser leur argent à la piscine et dans les débits de boisson, ni en «piercings, massages, spas, tabac, ongleries, lingerie, salles d'arcades, croisières ou visites chez le psychiatre [...] parcs à thèmes, centres équestres ou canins, entreprises du sexe, ou n'importe quel endroit interdit aux mineurs», liste le Washington Post. Qui ne précise pas comment les autorités pourraient bien contrôler qui des clients de ces établissements bénéficient de l'aide publique ou non, à part qu'il sera impossible aux personnes aidées de retirer plus de 25 dollars par jour en liquide à un distributeur (à l'aide de leur carte de retrait fournie par les services sociaux, il ne s'agit a priori pas de limitation sur leurs éventuelles cartes de banques privées).(Il suffit d'ajouter un amendement à cette loi leur interdisant de posséder une carte bancaire dans un établissement privé et le tour est joué. - ndlr)

«Selon cette nouvelle règle, une famille de trois personnes recevant le montant d'aide maximum devrait se rendre au distributeur une douzaine de fois pour retirer cet argent, qui serait réduit par la taxe de 85 cents à chaque retrait», note de son côté le Huffington Post, qui rapporte que l'idée fait des émules : dans le Missouri, les républicains envisagent d'exclure la viande et les fruits de mer de la liste des denrées que l'on peut acheter avec des bons alimentaires. libération.fr 07.04

Imaginez un instant qu'ils perfectionnent ce genre de mesures et les étendent à l'ensemble de la population.

Une fois limité de manière drastique l'accès à la monnaie en espèce et les paiements en liquide, à partir des portails que vous visitez sur Internet, des "réseaux sociaux sur lesquels vous vous connectez, votre page Facebook ou Twitter, votre téléphone portable qui témoigne des endroits où vous vous rendez, les différentes applications que vous utilisez, vos relevés de compte sur lesquels figurent toutes vos dépenses et tous vos achats réalisés avec une carte bancaire ou de crédit, un carnet de chèques, etc. il leur sera possible très facilement en regroupant toutes ces données de connaître vos goûts, vos penchants, vos idées, vos habitudes, vos loisirs, votre mode de vie, vos déplacements, vos relations, etc. de les rentrer dans une base de données, c'est déjà ce que font la plupart des puissantes sociétés de services dédiées à Internet, Google, Yahoo, Microsoft, etc. bref ils sauront tout sur vous, à cela s'ajoutent votre numéro de carte d'identité ou de passeport, votre numéro de Sécurité sociale, votre carte Vitale, votre déclaration d'impôt sur le revenu, il ne leur restera plus qu'à passer à la phase terminale de leur projet en se rendant maître de votre compte bancaire, en vous dépossédant du droit de l'utiliser à votre guise en bloquant en fonction de certains critères l'accès à certains lieux, à certaines marchandises ou services, prestations, et vous serez totalement à leur merci.

Chaque individu ne sera plus qu'un numéro ou un matricule dans une société déshumanisée comme dans un établissement pénitencier, auquel s'appliqueront un certain nombre de critères en fonction de sa situation, de son statut sur lequel des critères politiques pourront venir se greffer qui permettront d'accéder à certains droits et non à d'autres, chaque numéro bénéficiant d'un traitement individuel, toute notion de classe sociale ayant disparu...

On se dit que ce n'est pas possible d'en arriver là un jour, et pourtant, lisez attentivement, ils pourront même vous interdire de manger de la viande ou des crevettes, cela paraît complètement dingue, mais le monde dans lequel nous vivons n'est-il pas déjà complètement dingue ? Pas dans 50 ans ou un siècle, demain ! On refuse de l'admettre et c'est dramatique. On bénéficie encore de conditions de vie relativement confortables et on ne veut pas voir au-delà, en fait preuve d'une inconscience suicidaire.

On se dit que ce n'est pas possible d'en arriver là un jour, les Grecs l'ont pensé, les Portugais aussi, les Irakiens ou les Syriens aussi, ces Américains également, et pourtant. C'est ce que se disait la population la veille de chaque dépression ou de guerre, et pourtant. Le plus dingue, c'est encore d'être aveugle à ce point-là, de faire preuve de tant de mauvaise foi.

ACTUALITE EN TITRES

[Quand les assassins font le déplacement. Sans doute un devoir de mémoire.](#)

- Algérie: un membre du gouvernement français pour le 70e anniversaire du massacre de Sétif - AFP

Le 8 mai 1945, c'est un certain François Mitterrand qui aurait signé l'ordre de ce massacre. Avant-hier Hollande a dit que toute l'histoire de France devrait figurer dans les manuels scolaires, on doute qu'il pensait à cet épisode glorieux ou qu'il parlait sérieusement...

[Tir au flan : feu !](#)

- Plan Vigipirate: Trois mois après, les CRS n'en peuvent plus - 20minutes.fr

Trois mois après les attaques terroristes à Paris, les CRS peinent à suivre le rythme et les arrêts maladie se multiplient. 20minutes.fr 07.04

[Qui l'écoute encore ? Personne.](#)

- Rebsamen: il n'y a "pas de politique d'austérité" en France - AFP

Le ministre du Travail, François Rebsamen, a affirmé mardi qu'il n'y avait "pas de politique d'austérité" en France, à deux jours d'une journée de grève et de manifestations. AFP 07.04

[Que valent les garanties d'une dictature en matière de libertés individuelles? Quelle question franchement !](#)

- Loi renseignement - Urvoas : "Des garanties réelles ont été mises en place" - LePoint.fr

- «Il faut que nous nous rebellions contre l'hypersurveillance sur Internet», réclame Catherine Morin-Desailly (UDI) - 20minutes.fr

[Social](#)

- Radio France: la grève est reconduite pour 24 heures - AFP
- Grève des contrôleurs aériens: 40% des vols annulés ce mercredi - 20minutes.fr
- Le propriétaire de Dim envisage de supprimer 400 emplois en France - AFP
- 1 600 emplois supprimés chez La Halle aux vêtements et André - LeMonde.fr

Stratégie du chaos et de la barbarie.

- Le Kansas veut limiter les loisirs des plus pauvres Libération.fr - Liberation.fr
- Etats-Unis : un policier blanc abat un homme noir de huit balles dans le dos - LeMonde.fr
- Violente manifestation dans le centre d'Athènes - Reuters
- Quinze policiers tués dans une embuscade au Mexique - Reuters
- Irak: 47 cadavres exhumés de fosses communes à Tikrit - AFP
- Yémen: la situation humanitaire est "catastrophique" à Aden - AFP
- Yarmouk, nouvelle tragédie palestinienne - Liberation.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

- "La reconnaissance d'Israël ne fait pas partie de l'accord sur le nucléaire iranien" (Obama) - french.irib.ir

Le président américain Barack Obama a estimé lundi 6 avril que demander à l'Iran de reconnaître Israël dans le cadre de l'accord global naissant sur son programme nucléaire serait une "erreur de jugement fondamentale".

« Subordonner l'accord nucléaire à une reconnaissance par Téhéran d'Israël, cela revient à dire que nous ne signerons aucun accord, à moins que la nature de l'ordre iranien ne change complètement. Et c'est, je pense, une erreur de jugement fondamentale. »

Le Premier ministre du régime sioniste, Benyamin Netanyahu ne cesse de s'employer pour torpiller un éventuel accord nucléaire global entre l'Iran et les 5+1. french.irib.ir 07.04

2- Irak

- Des chefs baathistes irakiens au sein de Daech - french.irib.ir

La plupart des chefs de Daech sont des officiers de l'armée dissolue baathiste de l'Irak. Cela a été révélé par le "Washington Post" se penchant sur la nationalité du principal chef de Daech, Abou-Bakr Al-Baghdadi.

Citant Abou Hamza, l'un des chefs terroristes, qui s'est enfui en Turquie, après les divergences de vue apparues avec la ligne de conduite de Daech, le "Washington Post" a dévoilé que les officiers baathistes sont dans les postes de commandement de Daech d'autant plus qu'ils décident les tactiques militaires et des plans de guerre. Pour le rappel, avec la chute du régime de Saddam en 2003 et la dissolution du parti baathiste, ce parti a continué ses activités destructives, grâce au soutien des partisans intérieurs et extérieurs.

L'Irak a vécu, de très difficiles jours, sous la dictature de Saddam qui avait fait recours, durant les 24 années de son règne, à la répression, au massacre et à l'exode forcé de certaines confessions et ethnies. Le paroxysme des crimes du parti baathiste

c'est, certainement, le massacre des Kurdes irakiens, dans l'opération Anfal entre 1988 et 1989. Selon les chiffres publiés, 182.000 Kurdes ont été tués ou portés disparus à la suite de cette opération. Les complots de ce parti se sont poursuivis, en collaboration avec Daech, après l'époque du Premier ministre Nouri al-Maliki lors des consultations qui se faisaient pour la désignation du nouveau Premier ministre, Haïdar al-Abadi. Ainsi la ville de Mossoul a été investie en juin 2014, avec la collaboration flagrante du parti dissolu baathiste et ses supporters dont les Etats-Unis, l'Arabie et Israël.

La collaboration de Daech avec ce parti dissolu est très profonde. Les officiers baathistes qui sont expérimentés dans la répression, et qui massacraient facilement le peuple irakien, procèdent aujourd'hui, à des actes répugnants, de la décapitation des otages aux comportements ignobles envers les femmes Yézidis, sans compter d'innombrables d'autres crimes que ces terroristes n'hésitent de commettre avec un grand sang-froid. french.irib.ir 07.04

Ce portail iranien en rajoute sur Saddam Hussein, alors que leur régime adepte de la charia et de la lapidation à mort ne vaut guère mieux. Quotidiennement dans le monde les chiites iraniens se livrent à un prosélytisme plus fleuré, moins hystérique mais tout aussipassons.

Que les dirigeants du parti baath, qui ont été humiliés par les Américains, s'en remettent à leurs bourreaux et aux barbares de Daesh en s'en prenant à la communauté chiite ou aux irakiens en général qu'ils accusent de ne pas avoir soutenu le régime policier de S. Hussein, montre à quel point ils étaient guidés par d'autres objectifs que le bien-être de la population irakienne sous le régime du dictateur. Ils sont eux-mêmes isolés d'une grande partie de la communauté sunnite qui mène la guerre contre l'Emirat islamique.

[Haut de page ↗](#)

Le 9 avril 2015

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps d'actualiser la causerie.

On a ajouté 33 articles. On notera un changement de ton et de comportement de l'Iran à travers les titres d'article de sa radio francophone, les relations avec la Russie sont problématiques et Erdogan est reçu par son homologue iranien, la Turquie d'Erdogan participerait à la stabilité de la région, sans blague, alors qu'elle est la porte d'entrée de tous les barbares qui envahissent, détruisent et massacrent l'Irak et la Syrie et leurs peuples.

On a hate de voir comment vont s'en sortir ceux qui présentent depuis des années l'Iran comme un facteur de paix dans la région, alors que c'est un Etat théocratique qui rivalise dans le prosélithisme religieux le plus archaïque et obscurantiste dans le monde avec l'Arabie saoudite au détriment de la démocratie. En fait ils se partagent les rôles et chacun défend ses intérêts spécifiques au détriment de leur population. L'un et l'autre est prêt à s'allier avec les Etats-Unis, quitte à brader sa souveraineté.

Quant à ceux qui prétendaient que le FN était un parti tout à fait respectable et fréquentable, parfois ce sont les mêmes cabotins, les dernières sorties de Le Pen père prouve le contraire, c'est un parti d'extrême droite apte à devenir un parti fasciste quand l'occasion se présentera. Je n'ai pas eu le temps de réfléchir à ce qui l'oppose à sa fille, apparemment, il pourrait lui reprocher de dénaturer le FN en virant tous ceux qui se réclament ouvertement de Vichy, Pétain, le régime nazi allemand ou le fascisme, alors que la classe dominante a besoin d'un tel parti, ce serait une manière de lui signifier qu'elle est en train de couper la branche sur laquelle elle est assise et que la classe dominante n'a pas besoin d'un parti de l'ordre bis, l'UMP et son supplétif le PS font déjà l'affaire, par contre une fois épuisée cette option, il faut un parti d'extrême droite pour sauver le régime de la plèbe barbare qui pourrait le renverser...

[Haut de page ↗](#)

Le 11 avril 2015

CAUSERIE

Quelques réflexions politiques

1- Le culte de la personnalité est toujours autant ancré dans les esprits.

C'est Lénine qui avait créé le poste de Secrétaire générale du parti communiste, dont la fonction initiale dans son esprit devait incarner ou impulser la politique définie à la fois par le bureau politique et le bureau d'organisation du comité central du parti bolchevik, en quelque sorte il devait en être le porte-parole, elle n'avait pas été conçue pour imposer un quelconque point de vue à l'un ou à l'autre contrairement à ce qu'en fit Staline pour s'emparer du parti et le détruire, pour faire bref.

Ce poste et cette fonction auraient pu convenir à un dirigeant de la trempe de Lénine qui n'envisageait pas d'imposer sa dictature sur le parti ou qui était guidé uniquement par la cause du socialisme, ce qui n'était évidemment pas le cas de Staline.

Une fois installé à ce poste, Staline allait s'en servir comme un puissant levier pour combattre et éliminer les dirigeants du parti restés fidèles à la révolution socialiste, et si rien ne dit s'il y serait parvenu si ce poste n'avait pas existé, rien ne dit non plus qu'il ne l'aurait pas créé lui-même à un moment donné, donc la question de savoir après coup si Lénine a commis une terrible erreur ne nous mènera nulle part.

Toutes les sections de la IIIe Internationale l'adopteront après la mort de Lénine en janvier 1924, le Secrétaire général concentrera tous les pouvoirs au sein du parti après s'être soumis son appareil, le culte de la personnalité fera le reste, acquis au stalinisme ils deviendront des instruments de la contre-révolution thermidorienne au service de l'ordre capitaliste mondial.

Le culte de la personnalité sera tellement ancré profondément dans le cerveau des militants, qu'il leur interdira même d'imaginer que leurs dirigeants pourraient commettre des erreurs pour finalement s'interdire de penser ou exprimer la moindre critique à leur encontre.

Ce culte de la personnalité qui n'est pas propre aux militants du mouvement ouvrier est largement répandu au sein de la population jusqu'à nos jours. J'ai reçu un courriel qui le confirme si nécessaire. J'aurais commis l'horrible crime de m'attaquer au PS dans des termes qu'auraient rejetés Lénine et Trotsky, notez bien qu'il s'est passé près d'un siècle ou plus de 74 ans depuis, qui sur cette question précise ou n'importe laquelle n'aurait jamais commis la moindre erreur. La modestie n'étant pas le fort de la plupart des (vieux) militants, donnons la parole à Lénine qui n'en manquait pas.

La "**vie a montré notre erreur**".

- "Emportés par la vague d'enthousiasme, nous comptions, nous qui avons éveillé l'enthousiasme populaire - d'abord politique, puis militaire -, nous comptions pouvoir réaliser directement, à la faveur de cet enthousiasme, les tâches économiques aussi grandioses que les tâches politiques générales, que les tâches militaires. Nous comptions - ou peut-être sera-t-il plus exact de dire : nous pensions, sans un calcul suffisant - pouvoir, par les ordres exprimés de l'Etat prolétarien, organiser à la manière communiste, dans un pays de petits paysans, la production et la répartition des produits par l'Etat. La vie a montré notre erreur. [...] Ce n'est pas en s'appuyant directement sur l'enthousiasme, mais au moyen de l'enthousiasme engendré par la grande révolution, en faisant jouer l'intérêt personnel, l'avantage personnel, en appliquant le principe du rendement commercial, qu'il nous faut d'abord, dans un pays de petits paysans, construire de solides passerelles conduisant au socialisme, en passant par le capitalisme d'Etat " (Lénine, OEuvres choisies, t. II, p. 917. - P. Broué : le parti bolchévique page 66)

2- A bas le PS et le saint front unique !

Ce passage est décousu pour ne pas dire bordélique parce que je ne peux pas y consacrer tout mon temps, j'ai dû m'y reprendre à quatre ou cinq reprises en deux jours en fonction de mes autres occupations ; Un homme au foyer cela a des responsabilités qu'est-ce que vous croyez, et ce n'est pas madame qui me démentira, raison de plus pour respecter et aimer les femmes, sauf les féministes bien entendu, elles voudraient nous réduire en esclavage, merci c'est déjà fait !

L'engrenage qui consiste à déformer ou falsifier la réalité pour justifier sa politique ou le procédé plus communément répandu dans la vie quotidienne qui consiste à mentir pour camoufler ses réelles intentions ou sa véritable personnalité, nécessite quand la réalité se fait trop présente ou les faits trop pressants au point d'être démasqué ou de se retrouver confronté à soi-même, de recourir à la même méthode et de produire de nouvelles falsifications ou de nouveaux mensonges qui serviront à couvrir les précédents et ainsi de suite, de telle sorte que la réalité qu'on s'est fabriquée ou telle qu'on l'a décrite est si profondément ancrée dans notre cerveau à force de s'en convaincre, nous apparaît un jour si conforme à la réalité pour s'y être substituée entièrement, qu'on en arrive sans y prendre garde à commettre l'erreur fatale qui consiste à considérer inconsciemment à haute voix ou devant des témoins que l'interprétation qu'on en donne serait largement partagée ou admise au point de livrer les réelles intentions qui nous animaient ou de se démasquer soi-même. C'est imparable et un vrai bonheur.

Un de mes lecteurs qui fut pendant des décennies un ardent supporter (trotskiste) du PS, manifestement incapable de contredire ou même ne serait ce qu'examiner les arguments que j'ai avancés pour justifier la rupture totale de l'avant-garde ou des trotskistes avec ce parti qui aurait dû intervenir selon moi dès les années 40 pour ne pas dire plus tôt, à court d'argument ou n'en ayant aucun à m'opposer en arrive à justifier sa position ou les rapports que les trotskistes ont continué d'entretenir avec le PS en invoquant Lénine et Trotsky, comme le sorcier invoque les esprits pour impressionner son auditoire et se donner une certaine importance ou légitimité, il en faudra plus pour nous impressionner.

Voici ce qu'il m'a écrit, je réponds plus loin point par point.

- Pauvre Tardieu qui s'échine à radoter sur des bases politiques complètement fausses ! (Faudrait-il encore le prouver. - ndlr)

Les racines historiques du PS sont la vieille SFIO qui était un parti ouvrier bourgeois pour Lénine et Trotsky, et pourtant on pourrait dire à l'époque "parti caipitaliste, bourgeois, de droite, etc... !!!! Les PS allemand et français votent les crédits de guerre, et donc la guerre impérialiste de 14-18 responsable de dizaines de millions de morts et donc de la survie du capitalisme ! le PS allemand décapite la révolution allemande en assassinant Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht !!!! Ils n'ont plus fait pire! (Oh si mille fois pire en continuant à exister ! Qu'est-ce qu'on en a à foutre des "racines historiques du PS", quel ouvrier y fait référence, aucun, mais bon, manifestement on ne fait pas référence au même milieu social ou à la même classe, on est donc condamné à un dialogue de sourds. - ndlr)

Et pourtant Trotsky combat pour un gouvernement Blum-Cachin en 1936 !!!! (Non, il combat pour le front unique avec un contenu bien précis auquel Blum-Cachin ne pourront jamais adhérer, Trotsky le dit lui-même, à lire plus loin. C'est un aveu. En mai 81 vous avez combattu pour faire élire Mitterrand en appelant à voter pour lui dès le premier tour de la présidentielle, puis pour un gouvernement PS-PCF-PRG puisque ce dernier faisait partie de la fête quoique vous puissiez ajouter comme réserve. Vous avez donc trahi l'esprit du front unique tel que Trotsky l'avait conçu ou plutôt vos dirigeants révisionnistes. Moi aussi puisque nous militons dans la même organisation, l'OCI. - ndlr)

Après l'expérience de 1981-83 et le tournant de la rigueur, le PT puis le POI cessent DEFINITIVEMENT d'appeler à voter PS-PCF ! (Grossier mensonge que les militants auront à coeur de rectifier, jusqu'en avril 2012 lorsque Schivardi répondant à une question affirmera que bien entendu il faut tout faire pour chasser Sarkozy ce qui était un appel à voter Hollande. Les autres fois ils ne cesseront de répéter qu'il faut "battre la droite" qui avait la même signification. Ils sont passés maîtres de la couardise et de l'hypocrisie, mais les militants savent encore lire. - ndlr)

Quant à une possible dictature mondiale de l'oligarchie financière, c'est la négation pure et simple de Lénine et le retour à Kautsky et son super impérialisme mis en miette par Lénine et Trotsky!" (Quel numéro d'illusionnisme à partir d'une citation vieille de 96 ans ! J'y réponds plus loin. Lénine et Trotsky qui étaient de fins dialecticiens contrairement à ce philistin, considéraient que tout était possible à condition que certaines conditions soient réunies et que seul l'examen des faits ou de la réalité permettait de déterminer si ces conditions étaient remplies ou non ou sur le point d'être réunies. Trotsky considérait que l'existence des Etats-Unis d'Europe était hautement improbable, puis cette institution vit le jour parce qu'entre temps le mouvement ouvrier avait totalement dégénéré en Europe. Ce n'est qu'un exemple parmi bien d'autres. Rien ne dit non plus qu'un jour ou l'autre l'UE n'éclatera pas comme autrefois la Société des Nations puisque nous n'en sommes pas encore arrivé à la fin de cette histoire, la lutte des classes continuent... - ndlr)

Ceux qui ont les principaux ouvrages des marxistes en tête savent qu'ils se sont livrés à un certain nombre de pronostiques qui ne se sont jamais réalisés au-delà des facteurs de rythme ou de délai auxquels on fait référence habituellement, ou qu'ils ont commis des erreurs d'analyses ou d'appréciation concernant les événements qui devaient se dérouler à leur époque ou par la suite, notre objet n'est pas ici d'en déterminer les causes, sans doute ont-ils péché parfois par excès d'optimisme emportés par leur lucidité et leur foi ardente dans le socialisme. Pour étayer rapidement notre propos, rappelons qu'Engels a dû corriger les deux tiers du tome II du Capital rédigé initialement par Marx parce que cette partie reposait sur une base erronée. Lorsque Lénine adoptera la NEP il affirmera qu'ils avaient commis l'erreur de croire plus que penser précisera-t-il, qu'il serait possible d'introduire le communisme dans un pays où prédominait l'agriculture et l'état d'esprit du propriétaire individuel... Quant à Trotsky, après avoir déclaré que la révolution avait commencé en juin 36 en France, après quelques contorsions il en arrivera à dire qu'il s'était peut-être laissé emporter par son enthousiasme... Bref, voilà trois exemples et non des moindres qui montrent que les maîtres du marxisme ont commis aussi un tas d'erreurs dont certaines étaient monumentales, alors de là à penser qu'ils en auraient commises d'autres qu'on aurait laissé passer, on est en droit de l'imaginer. Si c'est l'analyse du développement de la situation et les expériences qui en découlent qui permet de discerner ces erreurs, ils peuvent s'étendre sur une période plus ou moins longue et il peut s'écouler un temps plus ou moins long avant de pouvoir confirmer ou infirmer une théorie pour ensuite la corriger si nécessaire.

Nous ne devrions conserver de leurs travaux pour nous guider que la méthode qu'ils nous ont cédée et les lignes directrices de leurs enseignements de la lutte des classes, au lieu de pratiquer le culte de la personnalité et en faire des icônes pareils à des dieux et de reproduire les erreurs qu'ils ont pu commettre qui ne remettent pas en cause les expériences extraordinaires qu'ils nous ont léguées, on ferait mieux d'examiner à nouveau certains facteurs et rapports déterminants à la lumière de leur évolution ou de leur comportement jusqu'à nos jours, afin de corriger l'interprétation qu'on avait pu en donner en calquant celle des marxistes. Contrairement à nos dirigeants et à leurs disciples qui sont quasiment parfaits et ne commettent jamais d'erreurs, les marxistes les ont reconnus modestement quand l'occasion leur en fut donnée.

Il faut ajouter à cela la malhonnêteté intellectuelle ou la mauvaise foi de nos détracteurs, qui d'une part se passeront bien de montrer à quelle point les principes, la méthode, la conception de la lutte de classe, de la propagande, du parti, des rapports du parti avec la classe ouvrière et les autres partis se réclamant du mouvement ouvrier définis par Marx, Engels, Lénine ou Trotsky n'avaient pas grand chose à voir ou très approximative avec ceux de leurs dirigeants, et d'autre part les citations ou références qu'ils tirent des marxistes ne servent qu'à justifier leur politique au lieu de partir de la réalité qu'ils ont sous les yeux pour la simple raison qu'elle la contredit. Quelques exemples.

Trotsky a affirmé que les Etats-Unis d'Europe ne pourraient pas se réaliser, sauf si une condition était remplie, à savoir si le mouvement ouvrier était totalement soumis aux institutions du capital, or cette condition a été réunie et l'Union européenne existe bel et bien depuis des décennies. Quant à l'entente entre les différents impérialistes qui demeurerait inconcevable à l'époque où Lénine rédigea L'impérialisme stade suprême du capitalisme, sans donner raison à son détracteur Kautsky qui y voyait une source de paix et de stabilité, de régénérescence du capitalisme, perspective démentie par les faits alors que le mondialisme est synonyme de chaos et de guerre, il ne pouvait pas imaginer que l'oligarchie financière en arriverait à concevoir un système économique purement mafieux basé sur la création monétaire illimitée et sans contrepartie, ce qui n'avait jamais existé dans le passé, donc condition qu'il n'a pas pu évaluer pour statuer définitivement sur cette question, mais là encore les mêmes dirigeants et militants décident de passer outre, pratiquent le déni, nient l'existence de ce facteur et rabâche ce qu'a écrit Lénine en 1919 pour uniquement justifier leur ligne politique qui ne peut que nous conduire dans une impasse.

La situation n'est pas autre chose que le produit ou la combinaison de l'évolution d'un certain nombre de facteurs ou rapports ayant une influence les uns sur les autres qui détermine son orientation qui peut être amenée à être modifiée dans un sens ou un autre.

Il faudrait en passer nous dit-on par certaines expériences pour comprendre la nature de certains facteurs pour pouvoir par agir par la suite sur la situation ou influencer son orientation, pouvoir entrevoir la réalisation de nouvelles expériences, atteindre un objectif précis, etc. On peut le concevoir à condition de ne pas en faire une règle absolue. Pourquoi ? Parce que cette condition n'est pas forcément nécessaire à la compréhension de la réalité. Dans le cas contraire il faudrait admettre que les facultés intellectuelles de l'homme ne pourraient pas servir sa destinée au-delà de sa propre expérience qui demeure forcément limitée, et il faudrait en déduire qu'il serait condamné à demeurer indéfiniment incapable de saisir la réalité dans sa plénitude, autrement dit d'accéder à un niveau de conscience supérieur.

Le niveau de conscience atteint par un homme serait équivalent à la somme des expériences qu'ils auraient vécues au cours de son existence ou des situations auxquelles il aurait été confronté, mais en aucun cas l'interprétation qu'il a pu donner d'expériences étrangères aux siennes parvenues à sa connaissance par les différents moyens de communications ou d'informations ou les leçons qu'il aurait pu en tirer ne pourraient influencer en aucune manière son niveau de conscience et son comportement. On s'aperçoit à quelle absurdité on arrive à partir d'une telle conception de l'homme, qui fait l'impasse sur sa capacité à se projeter au-delà de la réalité qu'il a sous les yeux ou son propre vécu, il possède au contraire la faculté d'intégrer des éléments extérieurs à ses propres expériences qui peuvent lui être transmis par de nombreux canaux, au cours d'une lecture ou d'une discussion par exemple, et qui viendront enrichir son expérience ou le contraire, si leurs contenus étaient néfastes à sa condition sans qu'il en ait conscience.

Cette conception de l'homme tend à nier ou nie carrément que la réflexion ou le développement des idées serait une expérience à part entière. Or pour en arriver à cette conclusion qui en réalité est un postulat reposant sur l'ignorance qu'il existe une interaction permanente entre les éléments objectifs et subjectifs qui participent à sa nature ou déterminent son comportement et l'interprétation qu'il en donne. Il faudrait déconnecter artificiellement ou par un coup de baguette magique ces éléments les uns des autres pour n'accorder de l'importance qu'aux facteurs objectifs ou réduire la réalité ou son vécu à ces facteurs, et considérer que les facteurs subjectifs seraient accessoires ou sans importance du fait qu'ils seraient volatiles ou aléatoires, auraient une existence éphémère ou ne seraient pas aussi solidement ancrés dans la réalité, ce qui n'est pas faux, sauf que lorsqu'on observe la décomposition actuelle de la société on s'aperçoit qu'on pourrait en dire autant de nombreux facteurs objectifs.

Ce qui distingue l'homme des autres espèces d'animaux, c'est justement sa faculté de porter un regard subjectif sur ses expériences objectives et le monde extérieur, de le développer au-delà de ses propres expériences, de se projeter dans le futur. Quand à l'état primitif il observe le comportement de la nature autour de lui et qu'il tend à le reproduire, en agissant par mimétisme il établit, intègre ou réalise un certain nombre de rapports de cause à effet qui existent au sein des expériences auxquelles se livre la nature, ainsi naît l'embryon d'un état de conscience qui va constituer le facteur subjectif qu'il va s'employer à développer par la suite et qu'il mettra au service de sa propre expérience, au cours de laquelle il s'emploiera à modifier son environnement en fonction de ses besoins. S'il n'avait pas été capable de développer ces facultés subjectives la civilisation humaine n'aurait jamais existé, il en serait peut-être resté au stade de l'homme de Néandertal dont l'extinction demeure un mystère. Si de nos jours il demeurait incapable de les développer à un nouveau stade, c'est la barbarie capitaliste qui menacerait de disparition la civilisation humaine.

Ailleurs nous rappelons que si c'était l'action des hommes qui participait à la transformation de la société et du monde, nous précisons que les idées y contribuaient et ne devaient pas être traitées comme un sous-produit de l'activité humaine sous peine de conduire l'humanité à la catastrophe. Des millions de travailleurs peuvent relativement facilement accéder à un niveau de conscience supérieur permettant de changer la société, dès lors qu'ils s'organisent et prennent leur destin entre leurs mains. Peu importe qu'ils soient une minorité, ils suffiraient à entraîner le reste des exploités pour faire table rase du passé.

La crise du capitalisme et les conditions objectives qui en découlent sont vécues par les travailleurs comme un obstacle à tout changement de politique ou de société. Ils ont intégré ce facteur qui se traduit subjectivement par leur défaitisme, leur pessimisme, leur absence d'idéal, ils croulent sous le poids de la fatalité qui combinée à l'absence de perspective politique les pousse au désespoir. Se sentant trahis de toute part et ne comprenant pas le rapport de cause à effet qui existe entre la

politique antisociale qu'on leur impose et les besoins impératifs du capitalisme qui sont inhérents à sa nature, ils sont conduits à rechercher leur salut dans des solutions individuelles qui n'en sont pas, car le moment venu ils connaîtront le même sort que les travailleurs grecs ou portugais ou encore ukrainiens s'ils ne trouvent pas la voie permettant de renverser le régime en place.

Pendant plus de 90 ans on leur a expliqué que leur salut passait par un front unique des partis qui n'ont cessé de les trahir ou d'incarner les intérêts du capitalisme, tactique qui au fil du temps fut élevée au rang de stratégie pour finalement être justifiée en recourant à toute une panoplie d'arguments plus démagogiques ou inconsistants les uns que les autres, pour au final aboutir à la situation actuelle qui se caractérise par l'absence d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire et d'une Internationale, laissant pour ainsi dire le champ libre à la pire réaction.

Pour justifier cette tactique, on nous expliqua que les travailleurs ne seraient pas capables de comprendre la nature du PS et du PCF s'ils n'en faisaient pas l'expérience au pouvoir, donc qu'il fallait aider ces partis à accéder au pouvoir. Ils y parvinrent à plusieurs reprises depuis 80 ans sans pour autant que cet objectif ait été atteint, il faut donc en déduire que soit les travailleurs sont d'indécrottables ignorants, soit que cette tactique était erronée ou opportuniste, nous pencherons pour la seconde explication si vous le permettez car contrairement à nos détracteurs, nous avons toujours foi dans le socialisme.

On nous a sorti aussi que c'était un moyen pour rassembler la classe et stimuler sa lutte de classe. Tu parles, c'est exactement le contraire qui se produisit après mai 1981, ne parlons pas de mai 2012 puisque pas un ouvrier ne se reconnaît dans Hollande ou le PS.

Chaque fois que le front unique a été avancé dans un pays, il s'est soldé par une terrible défaite dont la classe ouvrière peina à s'en remettre pendant des décennies. Si on devait en faire le bilan, on s'apercevrait au premier coup d'oeil qu'il fut catastrophique. Cela dit certaines défaites ou même la plupart étaient inévitables dans les conditions du moment, c'est d'avoir fait croire que le contraire aurait pu être possible qui fut criminel et ne servit à rien.

Qu'elle ait été justifiée théoriquement, mais uniquement sur ce plan, car elle ne pouvait pas s'appliquer en direction des dirigeants de partis acquis au capitalisme, elle ne pouvait pas constituer la base d'une ligne politique d'un parti pour se construire. Il aurait peut-être été possible d'en tirer un bénéfice en la réservant aux militants de base de ces partis, à condition justement de ne pas y associer leurs dirigeants, dans le cas contraire il devait être nul, et c'est ce qui se produisit.

La tactique du front unique ressemble au moyen du désespoir qu'un impuissant implorerait en vain pour annoncer une tragédie qu'il sait inévitable.

Ce fut une politique d'appareil destinée à assurer la survie des dirigeants du parti qui la mettaient en oeuvre, et non une politique destinée à construire le parti dans la perspective du renversement du régime en place. La preuve, ils ne purent la justifier que par les réformes qui furent davantage le produit d'une période propice à la lutte de classe du prolétariat et qui depuis ont presque toutes disparues ou ce qu'il en reste disparaîtra à court terme au rythme où l'on va. Ces réformes et les combats auxquels elles avaient donné lieu devaient servir à enchaîner davantage le prolétariat au capitalisme, au lieu de l'aider à les briser pour conquérir son émancipation, voilà l'acquis principal du front unique, mémorable ! Mai 68 n'échappa pas à cette règle évidemment. Son dénouement était écrit d'avance compte tenu des précisions que nous avons fournies plus haut si vous avez suivi.

Nous n'avons pas le temps de nous attarder sur les syndicats, qui a défaut de virer à gauche n'ont cessé de virer à droite durant les 70 dernières années. Le front unique des syndicats se justifie pleinement dans la mesure où comme dirait Trotsky, il se joue dans les usines, sur les lieux de travail et non dans les allées du pouvoir lorsqu'il s'agit des partis politiques. Ce sont les travailleurs eux-mêmes qui lui donnent son contenu et non les dirigeants syndicaux qu'ils n'écoutent pas, les délégués syndicaux en contact avec les travailleurs sont obligés de tenir compte de leur état d'esprit et de leurs besoins, pas toujours évidemment, ils peuvent aussi se radicaliser à leur contact et rejeter la ligne impulsée par leurs dirigeants.

Quelques éléments complémentaires de réflexion que j'avais rédigés plus tôt.

Je ne suis pas du genre à vouloir absolument avoir raison parce que ce serait ridicule. Admettons un instant qu'il était justifié de s'adresser au PS (et au PCF) au cours des 70 dernières années ou jusqu'en 1981-83 ou 2012, peu importe en réalité jusqu'à quand, mais dans ce cas là on n'aurait jamais dû cesser de rappeler tous ses crimes commis contre le mouvement ouvrier, à aucun moment on aurait dû le ménager d'une manière ou d'une autre, jamais Lénine ou Trotsky n'avaient procédé de la sorte. Ils avançaient le front unique en privilégiant le front unique à la base et ils ne courtoisaient pas les dirigeants de la SFIO, ils passaient leur temps à les matraquer avec une violence bien pire encore que la mienne, chacun peut le vérifier en lisant leurs ouvrages de l'époque, j'en donne un léger aperçu plus loin.

J'ai milité pendant plus de trois ans dans une organisation, j'ai appelé à voter Mitterrand et ce n'est que bien des années, des décennies plus tard en réalité, que j'ai appris et réalisé à quel point le PS était un parti réactionnaire, pourri jusqu'à la moelle, infecte, détestable au-delà de tout ce que j'aurais pu imaginer. Il y a des militants que cela ne choque pas, ils s'accrochent à cette situation, de tout dès lors que ce sont leurs dirigeants qui en décident à leur place.

Si Trotsky a commis une lourde erreur d'appréciation de la situation en France entre 1934 et 1938, dès lors comment a-t-il pu produire une tactique et une stratégie juste ? Un coup de bol sans doute, parfois le hasard fait bien les choses, cette explication conviendra sans doute à ceux qui veulent toujours avoir le dernier mot ou qui ont la fainéantise de réfléchir ou qui en sont incapables.

Pour montrer que je ne suis pas borné, j'aurais une autre interprétation à donner pour justifier le front unique dès lors qu'on ne ménage pas les agents du capital ou les traîtres qui dirigeaient la SFIO ou le PC. Dans le développement de la lutte de classe de l'époque, il pouvait servir de mot d'ordre pour s'adresser aux travailleurs ou entraîner la classe au combat et recruter des militants au cours de ce combat pour construire le parti, pas davantage, donc sans donner à la question du pouvoir les contours d'un gouvernement SFIO-PC, sans propager la moindre illusion dans ces partis, rejeter toute perspective politique incluant ces partis même s'il était pour ainsi dire inévitable qu'ils parviennent au pouvoir en compagnie du parti du capital, le Parti radical. Et comment justifier ou argumenter cette position ? C'est très simple lisez plus loin ce que Trotsky en disait, c'était amplement suffisant.

Quant à l'argument selon lequel il ne fallait pas se couper des masses, des militants des autres partis et qu'il fallait partir de leurs illusions dans le régime ou ces partis, il n'a servi en réalité qu'à entretenir ces illusions, pire, alors même que des millions de travailleurs les avaient abandonnées ou étaient prêts à rompre avec les institutions, chaque fois le front unique devait servir à les ramener dans les bras du régime, idem pour les militants du PS et du PCF qui l'interprétaient à leur manière parce que cela les arrangeait de croire que finalement ils avaient raison de penser que leurs dirigeants et leurs partis pourraient encore changer ou s'améliorer, bref, cela revenait à servir la soupe aux piliers du régime ou au régime lui-même.

Le front unique consista essentiellement à flatter et entretenir les illusions des masses, afin d'obtenir des résultats en terme de recrutement qu'ensuite les dirigeants pourrait utiliser pour justifier leur politique et conserver leur pouvoir au sein de leur parti. Leur parti ne s'est jamais construit, ils n'ont fait qu'en renouveler les effectifs toujours plus droitiers à l'image du capitalisme et des syndicats, ainsi l'ordre (capitaliste) des choses est respecté.

Dès la fin du XIXe siècle en Russie les économistes (réformistes) expliquaient qu'il serait impossible de construire un parti sur une base politique radicale ou posant la question du pouvoir, qu'il fallait mettre cette perspective en sourdine et s'en tenir à des revendications sociales alimentaires... Lénine répondit à ces capitulards qu'il fallait préparer la classe au combat inlassablement sur la base des tâches politiques qu'elle aurait à accomplir et que c'était le meilleur moyen pour que cet objectif pénètre profondément dans son cerveau... Trotsky se battit contre les mêmes a priori 40 ans plus tard. A chaque époque la même antienne revient pour justifier l'abandon de l'objectif du combat du mouvement ouvrier, la prise du pouvoir politique et le renversement du régime en place.

Il y a un processus dialectique à l'oeuvre et il vaut mieux être en accord avec lui pour ne pas tomber dans l'opportunisme ou le gauchisme. Les positions et mots d'ordre que l'on adopte, les discours ou la propagande que l'on développe, les mots ou les paroles qu'on prononce en s'adressant aux travailleurs en font partie, aussi est-on en droit de se demander ce qu'ils en retiendront, comment ils les auront interprétés. Chaque fois que j'ai discuté avec des travailleurs après mai 81, ils m'ont reproché d'avoir soutenu Mitterrand, c'était la seule chose qu'ils avaient retenu de mon discours, j'en étais gêné car dans mon esprit je n'avais jamais soutenu Mitterrand, plus tard je m'en suis terriblement voulu et je n'en démords pas depuis.

J'ai eu l'occasion d'y réfléchir à maintes reprises pour essayer de comprendre qu'est-ce qui s'était passé, où était passé le trotskiste que j'étais transformé en suppôt de cette pourriture, c'était humiliant. Je crois avoir compris qu'en tenant ce qu'il fallait bien assimiler à un double langage, on n'avait rien à gagner auprès des travailleurs, certainement pas leur estime ou leur confiance. L'ouvrier est pragmatique, il va à l'essentiel, il est économe, il ne tourne pas autour du pot.

Quand j'avais dit à mon père qu'une fois au pouvoir il serait possible de chasser le gouvernement et la majorité parlementaire PS-PCF-PRG il m'avait ri au nez : qui toi, vous êtes combien au juste dans ton parti, tu te fous de ma gueule c'est bien ce que je dis, il ne voulait plus rien entendre. Il n'avait pas tort, je lui avais sorti la même blague que Trotsky en 36 en suivant mes dirigeants. Plus tard je me suis dit que quitte à être incompris, il vallait mieux encore que ce soit sur une position juste que sur une position opportuniste dans laquelle finalement je ne pouvais pas me reconnaître. D'ailleurs à quoi cela allait-il nous servir d'avoir raconté du baratin aux travailleurs, absolument rien, nous allions en retirer aucun avantage, c'est donc en plus contre-productif et stupide au possible. Je me suis juré qu'on ne m'y reprendrait plus et j'ai tenu parole. Vous participez à des élections et vous dites que c'est une mascarade, après plus personne ne peut vous prendre au sérieux à part des travailleurs qui s'en foutent, vous parlez d'un exemple !

Il y a suffisamment de choses dans la vie qu'on est obligé de faire contre son gré pour ne pas en rajouter. On bosse, on se fait exploiter ou on engraisse un patron, il faut bien survivre, on n'a pas le choix. Mais là on a toujours le choix en politique, sauf qu'avec la manière dont on vous présente les choses vous avez l'impression du contraire, on ne vous propose pas une position ou une action, on vous l'impose et ainsi de suite, c'est désagréable, insupportable.

D'autres aspects qu'on n'a pas encore évoqués.

Trotsky devait savoir ou savait, il l'a explicitement prouvé quand on lit très attentivement ce qu'il a écrit, que le mouvement révolutionnaire qui déboucha sur les grèves de masse de 1936 en France était condamné à l'échec du fait de l'inexistence d'un parti similaire au parti bolchevik. Aussi, la ligne politique qu'il définit ou la perspective politique qu'il traça était destinée à l'armement des militants de l'avant-garde et ne signifiait en aucune façon qu'elle se réaliserait, puisqu'il savait que c'était impossible car n'ayant absolument aucune illusion dans les dirigeants de la SFIO ou du PC, bien au contraire le contenu qu'il lui donnait était si éloigné de la réalisation de l'objectif qu'il était censé servir, qu'il s'effaçait pour ainsi dire ou passait au second plan au profit de la propagande pour armer les masses et les militants contre les dirigeants du Front populaire, le front unique qu'il prônait prenait de la sorte un tout autre contenu et avait une toute autre portée politique que celui qu'on lui prêtera.

Comme dans tout discours, il faut distinguer l'auditoire auquel l'auteur s'adresse et qui n'est pas forcément homogène. Trotsky s'adressait aux militants de l'avant-garde, aux militants de la SFIO et du PC, à l'ensemble des travailleurs.

A plusieurs reprises Trotsky posa des questions dont les réponses étaient contenues dans ses questions, de telle sorte que toute interprétation qui ne tenait pas compte de la manière dont il s'était exprimé tendrait à lui faire dire autre chose ou ce qu'il n'avait pas eu l'intention de dire ou de faire puisque cela devait déboucher sur un exercice pratique. Par exemple quand il posa la question de savoir si Blum ou Cachin auraient la volonté de donner au Front populaire un contenu de classe correcte, il connaissait pertinemment la réponse qui serait forcément négative et il la livrait, il ne soutenait donc pas Blum et Cachin pas plus qu'il aurait nourri des illusions en eux, c'était juste une manière de susciter une réponse à une question afin d'ouvrir la discussion et non une supposition ou une hypothèse qui n'avait pas lieu d'être, elle pouvait se poursuivre par exemple en disant : imaginer un instant que des dirigeants représentants véritablement les intérêts de la classe ouvrière aient été à leur place, et alors oui pour le coup tout était sérieusement envisageable ou possible. Cette question s'adressait de préférence aux militants de la SFIO (30.000 adhérents en 36) et du PC (330.000 adhérents à la même époque).

On arrêtera là pour aujourd'hui.

J'ai reproduit ci-dessous quelques passages d'*Où va la France ?* de Trotsky, un recueil de textes qui vont de 1934 à 1938. Je fournis une grille de lecture en rapport avec ce qui vient d'être dit, à chacun ensuite de se faire sa propre idée.

Avec des si et des mais on peut parvenir à n'importe quelle conclusion.

- "Nous l'avons déjà dit: le Front unique des partis socialiste et communiste renferme en soi des possibilités grandioses. Si seulement il le veut sérieusement, il deviendra demain le maître de la France. Mais il doit le vouloir."

- "La clé de la situation est maintenant entre les mains de ce Front unique des deux partis. S'il ne s'en sert pas, il jouera le rôle lamentable qu'aurait inévitablement joué en Russie le front unique des mencheviks et des "socialistes-révolutionnaires" en 1917 si... si les bolcheviks ne les en avaient empêchés."

Trotsky n'a soutenu ni le Front populaire ni un ministère Blum-Cachin qui n'a jamais existé puisqu'il fut flanqué du Parti radical. C'est seulement si le Front populaire avait coïncidé avec le contenu qu'il avait donné au front unique qu'il l'aurait soutenu, ce qui n'est pas du tout la même chose.

- "Quels sont les objectifs de ce Front unique ? Jusqu'à maintenant il ne l'a pas dit aux masses. La lutte contre le fascisme ? Mais jusqu'à maintenant, il n'a même pas expliqué comment il pense lutter contre lui. D'ailleurs le bloc défensif contre le fascisme ne pourrait être suffisant que si, pour tout le reste, les deux partis conservaient une complète indépendance. Mais non : nous avons un Front unique qui embrasse presque toute l'activité politique des deux partis et exclut la lutte entre eux pour conquérir la majorité du prolétariat. Il faut dire toutes les conséquences de cette situation. La première et la plus importante est qu'il faut lutter pour le pouvoir. Le but du Front unique des partis socialiste et communiste ne peut être qu'un gouvernement de ce Front, c'est-à-dire un gouvernement socialiste-communiste, un ministère Blum-Cachin. Il faut le dire ouvertement. Si ce Front unique se prend au sérieux-et c'est à cette seule condition que les masses populaires le prendront au sérieux-, il ne peut se dérober devant le mot d'ordre de conquête du pouvoir. Par quels moyens ? Par tous ceux qui mènent au but. Le Front unique ne renonce pas à la lutte parlementaire. Mais il se sert du Parlement avant tout pour démontrer son impuissance et expliquer au peuple que le gouvernement bourgeois actuel a sa base en dehors du Parlement et qu'on ne peut le renverser que par un puissant mouvement des masses. La lutte pour le pouvoir signifie l'utilisation de toutes les possibilités qu'offre le régime bonapartiste semi-parlementaire pour le renverser lui-même par une poussée révolutionnaire et remplacer l'Etat bourgeois par un Etat ouvrier."

Pourquoi Trotsky aurait-il soutenu le Front populaire dès lors qu'il était destiné à "tromper et abuser politiquement les masses populaires" ? Ils pilonnent au passage les dirigeants de la SFIO et du PC.

- "Tous les faits politiques démontrent que, ni dans les rapports sociaux en France, ni dans l'état d'esprit des masses, il n'y a d'appui pour le Front populaire. Cette politique est imposée par en haut: par la bourgeoisie radicale, par les maquignons et les affairistes socialistes, par les diplomates soviétiques et leurs laquais "communistes". De toutes leurs forces réunies, ils font tout ce que l'on peut faire, à l'aide du plus malhonnête des systèmes électoraux, pour tromper et pour abuser politiquement les masses populaires, pour altérer leur volonté réelle. Même dans ces conditions, les masses ont su montrer qu'elles veulent, non

une coalition avec les radicaux, mais le rassemblement des travailleurs contre toute la bourgeoisie."

Là Trotsky abandonnent ses suppositions stériles et se fait de graves illusions sur les développements à venir de la situation révolutionnaire en France.

- "Le fait que le mouvement des masses atteint, sous cette forme improvisée, des dimensions si grandioses et des conséquences politiques aussi gigantesques souligne on ne peut mieux le caractère profond, organique, véritablement révolutionnaire de la vague de grèves. C'est en cela que réside le gage de la durée du mouvement, de sa ténacité, de l'inéluctabilité d'une série de vagues nouvelles, toujours plus amples. Sans cela, la victoire ne serait pas possible. Mais rien de cela ne suffit pour vaincre. Contre l'état-major et le plan des "deux cents familles", il faut un état-major et un plan de la révolution prolétarienne. Ni l'un ni l'autre n'existent encore, mais ils peuvent être créés, car toutes les prémisses et tous les éléments d'une nouvelle cristallisation des masses sont là, sous nos yeux."

Trotsky cherchait à justifier son enthousiasme.

- " Le prolétariat français n'est pas un novice. Il a derrière lui le plus grand nombre de batailles de l'Histoire. Il faut certes que la nouvelle génération apprenne, à chaque pas, de sa propre expérience-mais pas depuis le début ni tout: en suivant pour ainsi dire un cours accéléré. Une grande tradition vit dans ses os et l'aide à choisir son chemin. Déjà, en juin, les chefs anonymes de la classe en éveil ont, avec un magnifique doigté révolutionnaire, trouvé les méthodes et les formes de la lutte. Le travail moléculaire de la conscience de la masse qui se poursuit actuellement ne s'arrête même pas une heure. Tout cela permet d'escompter que non seulement la nouvelle couche des chefs restera fidèle à la masse aux jours de l'inévitable et sans doute assez proche nouvelle étape du conflit, mais aussi qu'elle saura retirer du combat, avant qu'elle ne soit écrasée, l'armée insuffisamment préparée."

A mot couvert il admet avoir fait preuve d'excès d'optimisme ou avoir sous-estimé la faiblesse du facteur subjectif. Au passage, une nouvelle fois ils démolient "Blum, Jouhaux, Thorez et Cie." qu'ils accusent d'être des briseurs de grève.

- "Le 9 juin 1936, nous écrivions: "La Révolution française a commencé." Il peut sembler que les événements aient réfuté ce diagnostic. La question est en réalité plus compliquée. Que la situation objective en France ait été et reste révolutionnaire, il ne peut y avoir de doute. Crise de la situation internationale de l'impérialisme français; liée à elle, crise interne du capitalisme français; crise financière de l'Etat; crise politique de la démocratie; désarroi extrême de la bourgeoisie; absence manifeste d'issues dans les anciennes voies traditionnelles. Cependant, comme l'indiquait déjà Lénine en 1915: "Ce n'est pas de toute situation révolutionnaire que surgit la révolution, mais seulement d'une situation telle qu'au changement objectif se joint un changement subjectif, à savoir la capacité de la classe révolutionnaire de mener des actions révolutionnaires de masse suffisamment puissantes pour briser (...) l'ancien gouvernement qui, jamais, même en période de crise, ne "tombe" si on ne le "fait" pas tomber." L'histoire récente a apporté une série de tragiques confirmations au fait que la révolution ne naît pas de toute situation révolutionnaire, mais qu'une situation révolutionnaire devient contre-révolutionnaire si le facteur subjectif, c'est-à-dire l'offensive révolutionnaire de la classe révolutionnaire, ne vient pas à temps en aide au facteur objectif.

Le grandiose tournant des grèves de 1936 a montré que le prolétariat français était prêt à la lutte révolutionnaire et qu'il était déjà entré dans la voie de la lutte. En ce sens, nous avons le plein droit d'écrire: "La Révolution française a commencé." Mais si "la révolution ne naît pas de toute situation révolutionnaire", toute révolution commençante n'est pas non plus assurée d'un développement ultérieur continu. Le commencement d'une révolution qui jette dans l'arène de jeunes générations est toujours teinté d'illusions, d'espoirs naïfs et de crédulité. La révolution a d'ordinaire besoin d'un rude coup de la part de la réaction pour faire un pas en avant plus décisif. Si la bourgeoisie française avait répondu aux grèves avec occupation des usines et aux démonstrations par des mesures policières et militaires-et cela se serait inévitablement produit si elle n'avait pas eu à son service Blum, Jouhaux, Thorez et Cie-, le mouvement, à un rythme accéléré, fut parvenu à un degré plus élevé, la lutte pour le pouvoir se serait indubitablement posée à l'ordre du jour. Mais la bourgeoisie, utilisant les services du Front populaire, a répondu par un recul apparent et des concessions temporaires: à l'offensive des grévistes, elle a opposé le ministère Blum, qui apparut aux ouvriers comme leur propre ou presque leur propre gouvernement. La C.G.T. et le Komintern ont soutenu de toutes leurs forces cette tromperie.

Quand on mène une lutte révolutionnaire pour le pouvoir, il faut voir clairement la classe à laquelle le pouvoir doit être arraché.

Les ouvriers ne reconnaissaient pas l'ennemi, car il était déguisé en ami. Quand on lutte pour le pouvoir, il faut, en outre, des instruments de combat, le parti, les syndicats, les soviets. Ces instruments ont été enlevés aux ouvriers, car les chefs des organisations ouvrières ont construit un rempart autour du pouvoir bourgeois afin de le masquer, de le rendre méconnaissable et invulnérable. Ainsi la révolution commencée s'est trouvée freinée, arrêtée, démoralisée."

Les traits marquant d'un régime bonapartiste :

- "...indépendance du gouvernement à l'égard des partis et des programmes, liquidation du pouvoir législatif au moyen des pleins pouvoirs, le gouvernement se situant au-dessus des fractions en lutte, c'est-à-dire en fait au-dessus de la nation, pour jouer

le rôle d'"arbitre". "

1- Indépendance du gouvernement à l'égard des partis et des programmes : Hollande et Valls gouvernement sans se soucier du PS et ses élus, desquels il est exigé la soumission totale à la politique qu'ils appliquent, dans le cas contraire ils doivent démissionner ou sont débarqués.

2- Liquidation du pouvoir législatif au moyen des pleins pouvoirs : Recours au 49.3 et aux décrets. Le Parlement ne peut adopter que les projets de lois qui lui sont transmises par le gouvernement, qu'il ne peut amender qu'à la marge dans la mesure où il n'en modifie pas la nature.

3- Le gouvernement se situant au-dessus des fractions en lutte : Ils légifèrent ou appliquent sa politique sans tenir compte de la lutte des classes, de l'adhésion ou du rejet qu'elle inspire à la majorité du peuple.

De la crise du capitalisme à la décomposition de ses partis et institutions.

- "Le capitalisme a porté les moyens de production à un niveau tel qu'ils se sont trouvés paralysés par la misère des masses populaires qu'il a ruinées. De ce fait, tout le système est entré dans une période de décadence, de décomposition, de pourriture. Non seulement le capitalisme ne peut pas donner aux travailleurs de nouvelles réformes sociales, ni même de simples petites aumônes, mais encore il est contraint de reprendre même les anciennes. Toute l'Europe est entrée aujourd'hui dans l'ère de "contre-réformes" économiques et politiques. La politique de spoliation d'étouffement des masses n'est pas le fruit des caprices de la réaction mais résulte de la décomposition du système capitaliste. C'est là le fait fondamental et tout ouvrier doit le comprendre s'il ne veut pas être dupé par des phrases creuses. C'est précisément pourquoi les partis démocratiques se décomposent et perdent l'un après l'autre leurs forces, dans l'Europe entière".

On croirait ce discours écrit de nos jours ou spécialement pour notre époque, n'est-ce pas ?

- "Dans les conditions de la décadence capitaliste, il ne reste plus de place pour un parti de réformes démocratiques et de progrès "pacifique".

C'est quoi le fascisme ?

- "Dans tous les pays agissent aujourd'hui des lois identiques, celles de la décadence du capitalisme. Si les moyens de production demeurent entre les mains d'un petit nombre de capitalistes, il n'existe pas de salut pour la société qui est condamnée à aller de crise en crise, de misère en misère, de mal en pis.

Selon les pays, les conséquences de la décrépitude et de la décadence du capitalisme s'expriment sous des formes diverses et se développent à des rythmes inégaux. Mais le fond du processus est partout le même. La bourgeoisie a conduit sa société à la faillite. Elle n'est capable d'assurer au peuple ni le pain ni la paix. C'est précisément pourquoi elle ne peut plus désormais supporter l'ordre démocratique. Elle est contrainte d'écraser les ouvriers par la violence physique. Or il est impossible de venir à bout du mécontentement des ouvriers et des paysans au moyen de la seule police ; il est trop souvent impossible de faire marcher l'armée contre le peuple, car elle commence à se décomposer et cela se termine par le passage d'une grande partie des soldats du côté du peuple. C'est pour ces raisons que le grand capital est contraint de constituer des bandes armées spécialisées, dressées à la lutte contre les ouvriers, comme certaines races de chiens contre le gibier. La signification historique du fascisme est qu'il doit écraser la classe ouvrière, détruire ses organisations, étouffer la liberté politique, et cela précisément au moment où les capitalistes sont incapables de continuer à dominer et à diriger par l'intermédiaire du mécanisme démocratique.

Son matériel humain, le fascisme le recrute surtout au sein de la petite bourgeoisie. Celle-ci est finalement ruinée par le grand capital et il n'existe pas pour elle d'issue dans la structure sociale actuelle: mais elle n'en connaît pas d'autre. Son mécontentement, sa révolte, son désespoir, les fascistes les détournent du grand capital pour les diriger contre les ouvriers : On peut dire du fascisme qu'il est une opération de "luxation" des cerveaux de la petite bourgeoisie dans l'intérêt de ses pires ennemis.

Ainsi, le grand capital ruine d'abord les classes moyennes puis, à l'aide de ses mercenaires, les démagogues fascistes, il tourne contre le prolétariat la petite bourgeoisie sombrant dans le désespoir. Ce n'est que par de tels procédés de brigand que le régime bourgeois parvient encore à se maintenir Jusqu'à quand ? Jusqu'à ce qu'il soit renversé par la révolution prolétarienne. "

- "Le développement du fascisme est en soi le témoignage irréfutable du fait que la classe ouvrière a terriblement tardé à remplir la tâche posée depuis longtemps devant elle par le déclin du capitalisme."

- "Le fatalisme optimiste, qui semblait convaincant il y a un quart de siècle, résonne aujourd'hui comme une voix d'outre-tombe. Radicalement ; fausse est l'idée qu'en allant vers la crise future le prolétariat deviendra infailliblement plus puissant que maintenant. Avec la putréfaction ultérieure inévitable du capitalisme le prolétariat ne croîtra pas et ne se renforcera pas, mais se décomposera, rendant toujours plus grande l'armée des chômeurs et des lumpen-prolétaires; la petite bourgeoisie entre-temps

se déclassera et tombera dans le désespoir. La perte de temps ouvre une perspective au fascisme, et non à la révolution prolétarienne."

- "Les capitalistes viennent au fascisme non pas selon leur bon plaisir, mais par nécessité: ils ne peuvent plus conserver la propriété privée des moyens de production qu'en menant l'offensive contre les ouvriers, en renforçant l'oppression, en semant autour d'eux la misère et le désespoir. Craignant en même temps la riposte inévitable des ouvriers, les capitalistes, par l'entremise de leurs agents, excitent la petite bourgeoisie contre le prolétariat, en accusant celui-ci de rendre la crise plus longue et plus profonde, et financent les bandes fascistes pour écraser les ouvriers."

L'ineptie du combat contre l'extrême droite sans combattre pour renverser l'ordre établi.

- "Le fascisme, comme nous le savons, naît de l'union du désespoir des classes moyennes et de la politique terroriste du grand capital. Les "revendications immédiates" ce sont les revendications qui ne sortent pas du cadre du capitalisme. Comment donc, en restant sur le terrain du capitalisme pourrissant, peut-on "assurer l'échec définitif (!)" du fascisme ?"

Le constat suivant pourrait s'appliquer à notre époque en remplaçant le parti radical par le parti socialiste, qui de parti de la petite bourgeoisie est en train d'être supplanté sur sa droite par le parti d'extrême droite. Aux dernières élections une partie des voix de la petite bourgeoisie s'est reportée du PS vers le FN.

- "Le fascisme français ne représente pas encore aujourd'hui une force de masse. En revanche, le bonapartisme a un appui, certes pas très sûr ni très stable, mais un appui de masse dans la personne des radicaux. Entre ces deux faits existe un lien interne. Par le caractère social de sa base, le radicalisme est un parti de la petite bourgeoisie. Or le fascisme ne peut devenir une force de masse qu'en conquérant la petite bourgeoisie. En d'autres termes : en France, le fascisme peut se développer avant tout aux dépens des radicaux. Ce processus est déjà en train de se produire, mais il n'en est encore qu'à son début."

Le passage suivant qui rendait compte des rapports existant entre les classes et les différents partis au milieu des années 30 en France précise la nature du PS. Depuis il a totalement perdu sa base ouvrière en dehors de certaines couches de fonctionnaires assimilables à l'aristocratie ouvrière...

- "Le parti socialiste n'est un parti ouvrier ni par sa politique, ni par sa composition sociale. C'est le parti des nouvelles classes moyennes, fonctionnaires, employés, etc., partiellement celui de la petite bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière. Une analyse sérieuse des statistiques électorales démontrerait sans aucun doute que les socialistes ont cédé aux communistes une fraction importante des voix des ouvriers et des paysans pauvres et qu'ils ont en échange reçu des radicaux celles de groupes importants des classes moyennes. Cela signifie que la petite bourgeoisie se déplace des radicaux vers la gauche- vers les socialistes et les communistes-tandis que des groupes de la grande et moyenne bourgeoisie se séparent des radicaux pour aller plus à droite."

Surtout éviter le mot révolution, c'est devenu un gros mot, courbez sagement l'échine camarades, ménagez votre langage.

- "Les routiniers du Parlement, qui croient bien connaître le peuple, aiment à répéter: "il ne faut pas effrayer les classes moyennes avec la révolution, car elles n'aiment pas les extrêmes". Sous cette forme générale, cette affirmation est absolument fausse.

Naturellement, le petit propriétaire tient à l'ordre tant que ses affaires vont bien et aussi longtemps qu'il espère qu'elles iront encore mieux le lendemain. Mais quand cet espoir est perdu, il se met facilement en rage, prêt à se livrer aux moyens les plus extrêmes.

Sinon, comment aurait pu renverser l'Etat démocratique et amener le fascisme au pouvoir en Italie et en Allemagne ? Les petites gens désespérés voient avant tout dans le fascisme une force qui combat contre le grand capital et croient qu'à la différence des partis ouvriers qui travaillent seulement de la langue, le fascisme, lui, se servira de ses poings pour établir plus de "justice". Le paysan et l'artisan sont à leur manière des réalistes: ils comprennent qu'on ne pourra pas se passer des poings. Il est faux, trois fois faux, d'affirmer que la petite bourgeoisie actuelle ne se tourne pas vers les partis ouvriers parce qu'elle craint les "mesures extrêmes". Bien au contraire. La couche inférieure de la petite bourgeoisie, ses grandes masses ne croient pas à la force des partis ouvriers, ne les croient pas capables de lutter, ni prêts cette fois à mener la bataille jusqu'au bout. S'il en est ainsi, vaut-il la peine de remplacer le radicalisme par ses confrères parlementaires de gauche? Voilà comment raisonne ou réagit le propriétaire à demi exproprié, ruiné et révolté. Faute de comprendre cette psychologie des paysans, des artisans, des employés, des petits fonctionnaires-psychologie qui découle de la crise sociale-, il est impossible d'élaborer une politique juste.

La petite bourgeoisie est économiquement dépendante et politiquement morcelée. C'est pourquoi elle ne peut avoir une politique propre. Elle a besoin d'un "chef" qui lui inspire confiance. Ce chef, individuel ou collectif, individu ou parti, peut lui être donné par l'une ou l'autre des deux classes fondamentales, soit par la grande bourgeoisie, soit par le prolétariat. Le fascisme unit et arme les masses disséminées; d'une "poussière humaine"-selon notre expression-il fait des détachements de combat. Il donne

ainsi à la petite bourgeoisie l'illusion d'être une force indépendante. Elle commence à s'imaginer qu'elle commandera réellement à l'Etat. Rien d'étonnant à ce que ces espoirs et ces illusions lui montent à la tête.

Mais la petite bourgeoisie peut aussi trouver son chef dans la personne du prolétariat. Elle l'a trouvé en Russie, partiellement en Espagne. Elle y tendit en Italie, en Allemagne et en Autriche. Malheureusement les partis du prolétariat ne s'y montrèrent pas à la hauteur de leur tâche historique. Pour gagner la petite bourgeoisie, le prolétariat doit conquérir sa confiance. Il faut pour cela qu'il ait lui-même confiance en sa propre force. Il lui faut un programme d'action clair et une détermination à lutter pour le pouvoir par tous les moyens. Soudé par son parti révolutionnaire, pour une lutte décisive et impitoyable, le prolétariat dit aux paysans et aux petites gens des villes: "Je lutte pour le pouvoir. Voici mon programme: je suis prêt à m'entendre avec vous pour en modifier tel ou tel point. Je n'emploierai la force que contre le grand capital et ses laquais; avec vous, travailleurs, je veux conclure une alliance sur la base d'un programme donné." Un tel langage, le paysan le comprendra. Il suffit qu'il ait confiance dans la capacité du prolétariat de s'emparer du pouvoir. Mais il faut pour cela épurer le Front unique de toute équivoque, de toute indécision, de toutes les phrases creuses : il faut comprendre la situation et se mettre sérieusement sur la voie de la lutte révolutionnaire. "

Attention, danger !

- "Rien n'est plus dangereux en politique, surtout dans une période critique, que de répéter des formules générales sans examiner le contenu social qu'elles recouvrent."

Réponse : L. Trotsky; Où va la France ? - 1934

Comment raisonne le petit bourgeois ?

- "La démocratie n'est qu'une forme politique. La petite bourgeoisie ne se soucie pas de la coquille, mais du fruit. Que la démocratie se révèle impuissante, et au diable la démocratie! Ainsi raisonne ou réagit chaque petit bourgeois."

- "La pensée marxiste est dialectique : elle considère tous les phénomènes dans leur développement, dans leur passage d'un état à un autre. La pensée du petit bourgeois conservateur est métaphysique : ses conceptions sont immobiles et immuables, entre les phénomènes il y a des cloisonnements imperméables."

Voyez le nombre de "cloisonnements imperméables" que se sont employés à créer les dirigeants du mouvement ouvrier...

3- L'AIIB ne ferait-elle pas partie de la stratégie néolibérale ?

Apparemment j'ai effacé par mégarde l'introduction du sujet suivant, aussi dois-je le réécrire très rapidement.

Je devais faire référence au pouvoir que détient l'oligarchie financière anglo-saxonne-sionniste de créer autant de monnaie ou dollars qu'elle en veut sans contrepartie depuis 1971, situation qui lui assure un avantage monstrueux sur tous les Etats ou une hégémonie sur l'économie mondiale. A l'époque (1919) où Lénine rédigea *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* les lois de fonctionnement du vieux système capitaliste avaient cours seulement, il ne pouvait donc pas imaginer les conséquences qu'entraînerait sur le capitalisme et son évolution à venir ainsi que sur la marche du monde l'existence du système mafieux mis en place plus de 50 ans plus tard.

Si les fondements du capitalisme n'ont pas changé depuis son avènement au XVe ou XVIe siècle, si la force de travail demeure la seule source de profit quand elle est mise en oeuvre dans le capital, les rapports entre les Etats et entre les classes au profit des Etats-Unis et de la classe dominante allaient être profondément modifiés au fil du dernier quart du XXe siècle jusqu'à nos jours. C'est la mise en place de ce système mafieux qui allait étendre ses multiples tentacules sur l'économie et la politique mondiale, qui allait permettre au néolibéralisme de l'emporter sur toutes les variantes idéologiques de la classe dominante, à seule fin de conserver son pouvoir ou de pérenniser le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme sous une forme plus violente et infâme que jamais.

Ce système mafieux, dont on ignore avec précision tous les rouages, même le Congrès des Etats-Unis est mis devant le fait accompli pour ceux qui ont suivi un peu son histoire, qui permet aux oligarques de se jouer de la faillite du capitalisme, de s'accommoder d'un déficit monstrueux et d'une dette gigantesque tout en continuant de guerroyer sur tous les continents, est un facteur déterminant à notre époque à l'échelle mondiale tant sur le plan économique que politique. S'agissant de dizaine de milliers de milliards de dollars, on se demande comment on peut prétendre sérieusement analyser la situation mondiale en l'occultant ou en pratiquant le déni, et que ce système n'aurait rien à voir avec la crise du capitalisme, la concentration des richesses entre quelques mains comme jamais dans le passé ou la stratégie politique des dirigeants de la classe dominante. On se pose bien d'autres questions, dont une qu'on aborde ici et dont le traitement qui lui a été réservée jusqu'à présent à de quoi laisser pantois.

Tous les quatre matins les chevaliers de l'apocalypse nous annonce la prochaine guerre mondiale, la chute du dollar, la fermeture

de la Bourse, l'éclatement de l'UE, la fin de l'hégémonie américaine sur le monde, sans rire parce qu'ils n'en auraient plus les moyens, comme leurs guerres qu'ils peineraient à financer, ils ont privatisé une partie de leur armée, etc. avec un peu de chance un de ces scénari finira bien par se produire un jour et ils s'écrieront en chœur : on vous l'avait bien dit, sauf qu'ils avaient été incapables de définir les conditions qui le rendrait possible, trop occupés sans doute à tirer profit de leur rôle d'idiots utiles au régime en propageant de fausses nouvelles susceptibles d'augmenter la confusion qui règne dans la tête de la population et l'effrayer au passage, si les voies du seigneur sont impénétrables, celle de la servilité ne manque pas de cynisme.

De nombreux militants apparemment ne veulent pas entendre parler de ce facteur, pour eux il n'existe que le vieux système capitaliste décrit dans *Le Capital*, la multitude d'institutions financières et politiques internationales que les dirigeants de la classe dominante ont créées depuis 1944 n'ont aucune importance au-delà de celle qu'on veut bien leur accorder, officiellement j'entends, elles n'auraient pas été fondées conformément à un objectif politique à long terme qu'ils se seraient fixés, non, tout au plus elles serviraient à préserver l'hégémonie américaine au jour le jour comme on gère un budget en bon père de famille, elles ne s'insèreraient pas dans une stratégie politique mondiale en rapport avec la crise du capitalisme, ils piloteraient l'économie mondiale à vue, comme ces dirigeants ou militants conçoivent la lutte de classe de nos jours en quelque sorte puisqu'ils ne lui assignent plus aucun objectif politique, vous ne les entendrez jamais dire qu'ils combattent pour prendre le pouvoir par exemple, contrairement aux marxistes qui n'ont cessé de le répéter même en période de reflux du mouvement ouvrier, dès 1896 s'agissant de Lénine.

Nous serions curieux de voir comment ils vont interpréter le fait que 40 pays dont la plupart des pays les plus industrialisés (hormis le Japon, l'Australie et les Etats-Unis) ont dors et déjà rejoint la banque internationale créée par les Chinois, l'AIIIB. Nous n'avons pas eu le temps d'y réfléchir longuement ou même de lire tous les articles qu'on a mis en ligne sur ce sujet, mais on commence à avoir une petite idée que je vous sou mets, donc sous réserve de correction par la suite.

Tous les journalistes économistes attirés ou autoproclamés se sont enthousiasmés à la suite de cette adhésion massive qui les a pris de court manifestement. Ils n'y comprennent rien évidemment. Ils s'étonnent que cela eut été possible, mieux, que les Américains n'auraient rien vu venir, ben voyons, là cela commence à sentir le coup tordu vous ne trouvez pas, ce genre d'explication ne tient pas la route. On a une autre explication a proposée.

Les Américains usent de leur pouvoir à créer autant de monnaie qu'ils en veulent sachant que la valeur du dollar s'en trouve affectée ou ne vaut plus rien, cela permet au moins de financer leur déficit et leur dette, leurs guerres, au-delà leur main mise sur la finance mondiale à commencer par celle de l'Union européenne. Ils poursuivent l'oeuvre engagée qui consiste à vider le vieux capitalisme de sa substance en s'émancipant de ses lois de fonctionnement, ils le purgent, le tranforment petit à petit à leur image (traité transpacifique et transatlantique sur les rails), l'affaiblissent, se le soumettent totalement. Mais c'est là que survient un problème quasi insurmontable où une contradiction qu'ils ne parviennent pas à réduire, le développement inégal des différents pays dans le monde est un obstacle à la fois économique et politique à leur projet de gouvernement mondial, un facteur de dislocation de l'économie mondial, ils ne peuvent pas exister en dehors du système qu'ils ont conçu et leur imposer conduirait à des crises sociales et politiques imprévisibles, donc le meilleur moyen de leur imposer malgré tout, car ils ne renonceront jamais à leur projet puisque leur pouvoir en dépend, c'est encore de les rassembler au sein d'une institution sous la direction du capitalisme le plus en forme du moment, la Chine, qui déterminera de quelle manière et à quel rythme ce passage d'un système économique à un autre se réalisera conformément aux vœux de l'oligarchie financière pas seulement anglo-saxonne-sioniste mais internationale, de telle sorte que les risques émanant de ces inégalités seront mutualisés entre les Etats qui participeront à cette nouvelle institution économique au lieu que ce soit les Américains qui les supportent.

Et pourquoi cela devait-il être à la Chine qu'incomberait de jouer ce rôle ? Pardi, mais parce que aussi bien sur le plan économique que politique, la Chine est un modèle en terme de dictature que l'oligarchie financière envisage d'étendre au monde entier. Déjà aujourd'hui, dès que vous parler d'emploi ou de salaire ou de condition de vie on vous sort la Chine, comme référence vers le bas évidemment, mais incontournable ou sur laquelle il faut s'aligner ne serait-ce que pour être concurrentiel... En terme de démocratie, le niveau zéro est atteint avec le parti unique et l'absence de syndicats indépendants, l'excellence en terme de... démocratie évidemment. L'intégration dans un tel système correspond à la liquidation du capitalisme de l'intérieur, à sa dissolution dans un régime dictatorial dont les principes correspondront à ceux établis par l'oligarchie financière. Croire un instant que les travailleurs pourraient en tirer un quelconque profit, serait faire preuve d'une terrible méprise ou d'une crasse et mortelle ignorance. Et quant à savoir pourquoi ou comment cela serait rendu possible de nos jours, mais parce que le mouvement ouvrier international est complètement corrompu, il n'existe plus aucun parti dans le monde qui se bat sur la base des principes du marxisme ou du socialisme, cette perspective a totalement disparu, même si physiquement il existe encore, et c'est justement pour cette raison qu'ils ont besoin de passer par ce subterfuge pour parvenir à leurs fins.

Il n'y a donc pas d'incompatibilité ou d'affrontement entre le FMI et la banque mondiale d'un côté et l'AIIIB de l'autre, entre les Américains et les Chinois, et cela se comprend très bien, puisqu'il s'agit d'une question de vie ou de mort pour tous les deux face au prolétariat mondial. Qu'ils aient chacun des intérêts spécifiques à défendre est une chose, mais ils ont bien compris que s'ils ne tentaient rien pour contrecarrer la crise du capitalisme et les déséquilibres économiques qui existent ou en résultent, ils ne pourraient que s'amplifier au risque d'entraîner l'effondrement du système capitalisme. Et puis l'idée d'une guerre mondiale ne les tentent pas vraiment, elle serait trop dévastatrice et les emporterait avec elle. Et ce serait partir sur une fausse piste de considérer l'AIIIB que sur le plan économique et d'en déduire qu'il n'y aurait pas lieu de lui accorder plus d'importance que cela, puisque sa mise de fonds initiales ne se monterait qu'à hauteurs 50 milliards de dollars seulement, il s'agit davantage d'une décision de nature politique servant à légitimer un régime qui est une terrible dictature ou qui est déjà gouverné selon les

critères retenus par les tenants de l'établissement d'un nouvel ordre mondial.

La Chine n'est pas devenue seulement la première économie mondiale par la grâce des capitaux exportés dans ce pays par les oligarques anglo-saxon ou occidentaux, elle est devenue le chef de file des impérialismes qui ont pour objectif politique de désintégrer le système capitaliste de l'intérieur au lieu d'en laisser le privilège au prolétariat mondial qui ne joue plus qu'un rôle accessoire ou de figurants dans cette histoire puisqu'il est sans direction ni orientation. Il peut encore faire entendre sa voix, elle sera étouffée sous le bruit des balles, du chaos ou de la guerre et voilà tout, c'est en tout cas ce que pensent les tenants du vieux monde.

Arriverons-nous à nous en sortir dans de telles conditions ? Nul ne le sait. Tout démontre à l'heure actuelle que nous en sommes incapables, et ce n'est pas en niant la réalité ou en s'en remettant à saint Lénine ou Trotsky qu'on s'en sortira.

Dossier Yémen

- L'Egypte bombarde le Yémen - french.irib.ir

Les avions de combat égyptiens ont, pour la première fois, participé aux frappes aériennes saoudiennes contre le Yémen.

Un avion de chasse égyptien a, pour la première fois, participé à l'agression saoudienne contre le Yémen et bombardé certaines positions appartenant à Ansarallah, a annoncé, jeudi, Ahmed Assiri, le haut conseiller du ministre saoudien de la Défense. Et ce, alors que le Parti «Egypte puissante», présidé par Abdel Monem Anou al-Fotouh, a mis en garde, dans un communiqué, tous les pays arabes, dont l'Egypte, contre les répercussions d'une agression militaire contre le Yémen. "L'attaque, qui se poursuit depuis 3 semaines, contre le Yémen, n'a d'autre résultat que le massacre de plus de 500 personnes, dont des dizaines d'enfants, 1.700 blessés et plus de 100.000 déplacés", a-t-il précisé. Ce conseiller militaire et expert égyptien avait, auparavant, dissuadé Abdel Fattah al-Sissi, le Président égyptien, de participer à l'attaque contre le Yémen. french.irib.ir 10.04

- Le Guide Suprême met en garde Riyad - french.irib.ir

"L'Iran a, depuis longtemps, de nombreuses divergences de vue avec les Saoudiens, mais nous reconnaissons à Riyad une certaine patience, une certaine retenue, dans ses démarches et sa diplomatie.

Or, la nouvelle direction saoudienne a fait voler en éclats cette diplomatie basée sur la patience... Je mets en garde Riyad contre cette folie meurtrière qu'il a déclenchée, au Yémen. L'Iran ne tolérera pas que des innocents se fassent massacrer....", a affirmé le Guide suprême. french.irib.ir 10.04

- La flotte de guerre de l'Iran part pour le golfe d'Aden - french.irib.ir

La 34ème flotte opérationnelle et de renseignement de la force navale de l'armée de la RII a levé l'ancre vers le golfe d'Aden et le détroit de Bab el-Mandeb.

Pour assurer la sécurité des lignes maritimes de transport de l'Iran et protéger les intérêts de la RII, dans les eaux libres, la 34ème flotte opérationnelle-renseignement de la force navale de l'armée de la RII est partie vers le golfe d'Aden et le détroit de Bab el-Mandeb, a-t-on appris de Farsnews.

Cette flotte comprend le navire logistique "Bouchehr" et le destroyer "Alborz". Cette mission durera 3 mois.

La 33ème flotte de la force navale de l'armée de la RII comprenant le navire logistique "Bandar Abbas" et le destroyer "Naqdi" ont accosté hier, mardi, dans le port de Bandar Abbas, après une mission de 80 jours, dans l'océan Indien, en Asie du Sud, a-t-on appris du contre-amiral Habibollah Sayyari, le commandant de la force navale de l'armée de la RII.

Tout en démentant l'avertissement, dit-on, lancé par certains pays, le contre-amiral Sayyari s'est exprimé en ces termes : "Les flottes de la force navale de l'armée de la RII défendent, avec autorité, les intérêts de l'Iran, et, dans ce droit fil, elles seront présentes là où le besoin se fera sentir".

Conformément aux lois internationales et avec autorité, la force navale de la RII est présente, dans les eaux libres, pour faire face au terrorisme maritime et protéger les lignes maritimes de transport.

En allusion à la fausse information, comme quoi certains pays auraient lancé une mise en garde aux navires iraniens, dans le golfe d'Aden, le contre-amiral Sayyari a martelé : "Nous ne permettrons à personne de le faire". french.irib.ir 08.04

- Riyad: deux policiers saoudiens, tués. - french.irib.ir

De plus en plus de patrouilles de police sont visées, à Riyad.

Ce mercredi, une nouvelle patrouille de policiers saoudiens a été prise pour cible par des assaillants inconnus, qui ont tué deux policiers. L'Arabie saoudite est l'une des plus grandes exportatrices de terroristes, à travers le monde, et, elle-même, exposée au danger terroristes.

Riyad a menacé le Yémen, pays qu'il vient d'attaquer d'une légion de kamikazes. Mais des attaques anti-police se multiplient, à Riyad, et ces attaques peuvent ne pas avoir, uniquement, de liens avec Daesh. Ansrallah a menacé de riposter les attaques saoudiennes, sur le sol de l'Arabie saoudite. french.trib.ir 08.04

- "La coalition saoudienne est dans l'impasse" (Jazayeri) - french.trib.ir

Le chef d'état-major adjoint des forces armées iraniennes estime que la coalition formée par l'Arabie saoudite se trouve dans l'impasse, au Yémen.

Le général Seyed Massoud Jazayeri, chef d'état-major adjoint des forces armées iraniennes a déclaré, jeudi, devant les journalistes : «Il est difficile d'imaginer que des pays voudraient prendre ce risque très dangereux et commettre cette erreur stratégique de continuer l'agression militaire contre le Yémen, au lieu de permettre que la crise soit réglée par le mécanisme du dialogue entre les Yéménites eux-mêmes. »

Le général Jazayeri a évoqué, ensuite, les derniers événements, qui se sont produits, en Irak : «Il n'y a pas très longtemps, certains croyaient que le gouvernement irakien ne pourrait pas durer longtemps et qu'ils céderait aux pressions des pays, comme les Etats-Unis et leurs alliés, qui faisaient tout pour renverser le gouvernement de Bagdad. Mais, aujourd'hui, nous sommes témoins des victoires successives du peuple et du gouvernement irakiens, sur les organisations terroristes», a-t-il déclaré.

«La République islamique d'Iran a, constamment, annoncé qu'elle défendrait l'opprimé, où que ce soit», a ajouté le général Jazayeri. french.trib.ir 08.04

Précisons tout de même, sauf en Iran.

- Yémen: l'armée iranienne condamne Riyad. - french.trib.ir

Le commandant en chef de l'armée iranienne condamne l'agression militaire saoudienne contre le Yémen.

Le général de division Ataollah Salehi, commandant en chef de l'armée de la République islamique d'Iran, estime qu'au lieu d'agir en mercenaire des Sionistes et de l'Arrogance mondiale, dirigée par les Etats-Unis, l'Arabie saoudite aurait dû défendre les intérêts communs du monde musulman.

«Nous regrettons de voir le monde musulman pris dans la nasse des complots des Sionistes et de l'Arrogance mondiale, complots, dont la réalisation a été, malheureusement, confiée à certains gouvernements arabes», a déclaré le général Salehi, devant les journalistes, en faisant allusion à l'agression militaire saoudienne contre le Yémen. french.trib.ir 09.04

ACTUALITE EN TITRES

[Terreur au quotidien. Ils n'ont pas encore exporté la démocratie aux Etats-Unis.](#)

- Depuis Ferguson, plus d'une dizaine de Noirs ont été tués par la police aux États-Unis - LeFigaro.fr

Le meurtre de Walter Scott symbolise le cauchemar de tous les noirs américains à propos des policiers blancs Slate.fr

Les noirs américains vivent au quotidien avec la peur d'être arrêtés par la police, sans motif valable, tués, puis victimes d'un coup monté. Slate.fr 08.04

En complément. Le phare du monde est dirigé par de dangereux psychopathes.

- Comment reconnaître un terroriste à l'aéroport? - L'Express.fr

Son heure n'a pas encore sonnée

- Une crise sans précédent au FN - Francetv info
- Marine Le Pen rompt avec son père et s'oppose à sa candidature aux régionales - AFP

On se demande si Le Pen père le fait exprès ou si la nostalgie l'emporte sur la lucidité de Le Pen fille. Le père est plus cultivé que la fille, mais plus vulgaire et brutal, sa fille est plus dangereuse car plus fine et meilleure manoeuvrière. En réalité ce serait plutôt Le Pen père qui serait le plus lucide, rappelant à sa fille que c'est l'oligarchie financière qui fixe la règle du jeu et non des ambitions personnelles.

Le parti de l'ordre peine à se mettre en ordre de bataille.

- Une suppression des courants à l'étude au sein de l'UMP Reuters

Veulent-ils le pousser au suicide ?

- "Bayrou, c'est comme le sida": Aides dénonce les propos prêtés à Sarkozy - Le Huffington Post
- Sarkozy porte plainte contre une journaliste du Parisien - AFP

Nicolas Sarkozy, président de l'UMP, a annoncé mercredi sur Facebook et Twitter qu'il portait plainte contre le directeur de la publication et une journaliste du Parisien pour "diffamation".

"Je démens catégoriquement et avec force les propos qui me sont prétendument attribués", écrit-il dans un tweet.

Sur Facebook, il affirme: "Ayant pris connaissance avec stupéfaction et avec écoeurément des propos qui me sont prêtés et que je n'ai jamais tenus, dans l'article signé de Martine Chevalet paru dans l'édition du Parisien du 8 avril sous le titre " Les centristes divisés face à l'UMP ", j'ai chargé mon conseil, Me Thierry Herzog, d'engager immédiatement des poursuites judiciaires qui s'imposent du chef de diffamation contre l'auteur de cet article, le directeur de la publication ainsi qu'à l'encontre... de tous ceux qui ont reproduit ou reproduiront ces allégations mensongères".

Dans son article, la journaliste écrit, en soulignant "les relations entre Bayrou et Sarkozy toujours aussi mauvaises", que l'ancien chef de l'Etat aurait fait, selon "quelques proches", une comparaison entre M. Bayrou et le Sida.

"Tout n'est pas permis en politique", ajoute Nicolas Sarkozy, toujours sur Facebook. AFP 09.04

Tous Charlie, tous Républicains !

- UMP : C'est officiel, le parti s'appellera «Les Républicains» - 20minutes.fr

Quelle perspicacité ! Normal, plus personne n'y croit !

- Macron : « Je n'ai pas entendu à la sortie des urnes un message 'à gauche toute' » - Public Sénat

Le gouvernement "pro-business" promet de nouveaux cadeaux aux patrons.

- Le Premier ministre promet un geste fiscal pour les entreprises qui investissent - Francetv info

Le lumpenprolétariat qu'ils ont créé n'a pas trouvé à ce jour de meilleur terrain d'entraînement.

- Le nombre de départ en Syrie en hausse de 84% depuis janvier 2014 - L'Express.fr

Selon un rapport sénatorial publié ce mercredi, près de 1500 Français se trouvent actuellement sur des zones de djihad en Syrie ou en Irak. L'Express.fr 08.04

Ceux qui nous gouvernent sont plus dangereux que des platanes.

- Les platanes du bord des routes sacrifiés au nom de la sécurité routière ? - M6info

Les platanes qui bordent de nombreuses routes pourraient être supprimés. Ils sont jugés dangereux pour les automobilistes.
M6info 08.04

[Les boycotter !](#)

- Réseaux sociaux: comment ne pas devenir stupide et déprimé? - L'Express.fr

[Autour des femmes. Les néolibéro-sionistes haïssent l'humanité entière.](#)

- Les femmes devraient passer moins de temps à se préparer le matin - Slate.fr

[Propagande de l'Otan économique et de la guerre.](#)

La dictature assumée.

- Alexis Tsipras à Moscou, surveillé à distance par les Européens - AFP

- La Russie pourrait avancer des fonds à la Grèce - Reuters

- Faut-il craindre la visite d'Alexis Tsipras à Vladimir Poutine ? - Francetv info

Intox.

- Obama plus populaire que les Castro à Cuba, selon un sondage - AFP

- A Cuba, un soupçon de capitalisme avec deux revues dédiées à l'économie - AFP

Hystérie.

- Des Russes à l'origine du piratage de la Maison-Blanche? - Le Huffington Post

ACTUALITÉ DU JOUR

[Le Front de gauche en mal de repères, il reste le stalinisme heureusement.](#)

Non mais enfin, est-ce qu'on ne pourrait pas soutenir tranquillement le gouvernement...

- Chassaigne: le Front de gauche doit "sortir d'une personnalisation extrême" - AFP

Le chef de file des députés Front de gauche, André Chassaigne, a jugé mercredi que le Front de gauche devait "sortir d'une personnalisation extrême" et être "une aventure collective", en allusion au responsable du Parti de gauche, Jean-Luc Mélenchon.

Pense-t-il, comme certains communistes, que Jean-Luc Mélenchon a cassé une belle idée ? "C'est une bonne question. J'ai souvent soulevé ce problème, où c'est un porte-parole avec énormément de talent, très médiatique, pour porter les idées du Front de Gauche" mais "par définition, le Front de gauche doit être une aventure collective", a souligné l'élu communiste.

"On ne peut pas ramener la politique du Front de Gauche à un individu, aussi talentueux soit-il. Il fait la politique avec son style, moi j'ai un style complètement différent, qui est beaucoup plus lissé", a-t-il dit.

"Il faut qu'on sorte d'un rassemblement qui est en quelque sorte un carcan, très limité, très corseté" mais il faut aussi "sortir d'une personnalisation extrême", a insisté M. Chassaigne. AFP 08.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grèce.

- Tsipras-Poutine : ce qu'il faut retenir de la rencontre - latribune.fr

Vladimir Poutine a écarté mercredi une aide financière russe ou une levée de l'embargo alimentaire pour Athènes, mais fait miroiter des crédits pour financer des projets communs. De son côté, le Premier ministre grec a appelé à un abandon des sanctions contre la Russie.

Le Premier ministre grec Alexis Tsipras rencontrait mercredi 8 avril le président russe Vladimir Poutine au Kremlin, lors d'une visite que les Européens considèrent avec méfiance en raison des positions conciliantes du nouveau pouvoir grec à l'égard de la Russie. Revue de détail des principales déclarations formulées par les deux protagonistes.

Tsipras appelle à un abandon des sanctions contre la Russie

"Pour résoudre cette crise profonde (en Ukraine), il faut abandonner le cercle vicieux des sanctions, qui ne contribuent pas à la défense du droit international", a déclaré Alexis Tsipras. Le Premier ministre grec a précisé que l'économie grecque avait "grandement souffert" de l'embargo alimentaire décrété par la Russie l'été dernier dans le cadre de sa politique de contre-sanctions.

Vladimir Poutine a par ailleurs jugé que Moscou ne pouvait exempter la Grèce de l'embargo sur certains produits alimentaires décrété par Moscou au niveau européen en représailles aux sanctions décidées l'an dernier par l'UE à cause de la crise ukrainienne.

Toutefois, le ministre russe de l'Economie, Alexeï Oulioukaïev, avait évoqué plus tôt mercredi la possibilité de l'assouplir pour la Grèce.

"Nous évoquerons cette question en profondeur demain (jeudi) lors d'une rencontre du Premier ministre Dmitri Medvedev avec le Premier ministre grec à laquelle je participerai, avait déclaré le ministre.

La Grèce ne sollicite aucune aide auprès de la Russie

Alexis Tsipras n'a pas réclamé d'aide à la Russie pour faire face aux difficultés financières de son pays, a assuré Vladimir Poutine.

Lors d'une interview publiée lundi par le quotidien financier Naftemboriki, le ministre grec des Finances Yanis Varoufakis avait affirmé que la Grèce ne cherchait pas d'assistance financière ailleurs qu'auprès de ses partenaires européens.

Des crédits pour financer des projets communs

Le président russe a expliqué que la Russie pourrait toutefois allouer à terme des crédits pour financer des projets communs entre les deux pays. La Grèce rembourserait ces prêts sur les bénéfices issus de ces projets.

Le président russe a notamment parlé d'une "coopération dans plusieurs secteurs de l'économie, notamment de la possibilité de mener ensemble de grands projets énergétiques." Il a évoqué le projet de gazoduc Turkish Stream, qui doit transporter du gaz naturel russe vers l'Europe, ajoutant toutefois que toute décision sur une participation grecque dépendrait d'Athènes.

Enfin, Vladimir Poutine a également déclaré que la Russie pourrait être intéressée par des opérations de privatisation en Grèce si le gouvernement Tsipras décidait d'en mener.

Tsipras assure que la solution sera "européenne"

Alexis Tsipras a indiqué que la Grèce n'entendait pas aller de pays en pays pour leur demander de régler un problème européen qui, a-t-il souligné, nécessite une solution européenne:

"L'objectif de cette visite (en Russie), c'est que nous prenions un nouveau départ dans nos relations, dans la recherche de la paix et

de la sécurité" en Europe.

Et de renchérir:

"La Grèce n'est pas une mendiante qui va de pays en pays pour leur demander de régler ses problèmes économiques et une crise économique qui ne concerne pas seulement la Grèce mais qui est une crise européenne [...] La Grèce est un pays souverain qui a le droit inaliénable de mener une politique étrangère multidimensionnelle et de chercher à jouer un rôle géopolitique." Iatribune. fr 08.04

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

1- Mobilisation anti-"austérité": 300.000 manifestants, selon la CGT - AFP

La mobilisation pour dire non à l'"austérité", à l'appel des syndicats CGT, FO, FSU et Solidaires, a rassemblé jeudi 300.000 manifestants en France, dont 120.000 à Paris, selon des estimations de la CGT, qui a salué un "succès retentissant".

"Plus de 300.000 salariés, actifs, jeunes et retraités, privés d'emploi, se sont réunis dans les 86 rassemblements et manifestations en province et à la manifestation nationale à Paris. Plus de 120.000 manifestants ont convergé vers la capitale", écrit la centrale dans un communiqué.

La CGT, qui estime que les manifestants "ont clairement affiché leur opposition aux politiques d'austérité conduites par le gouvernement et inspirées par le patronat, Medef en tête", a recensé 45.000 manifestants à Marseille, 10.000 à Bordeaux ou encore 5.000 à Nancy et Nîmes.

"Gouvernement et patronat doivent entendre le message et les exigences sociales exprimées aujourd'hui", juge la CGT, qui estime que "la mobilisation d'aujourd'hui doit désormais s'amplifier d'ici à la prochaine journée d'action du 1er mai". (Gageons que gouvernement et patronat tendront l'oreille... Les militants n'ont même plus idée que c'est le discours de fossoyeurs du socialisme pour n'avoir jamais entendu autre chose dans aucun parti ouvrier. Je viens de relire *Où va la France ?* de Trotsky et je compare ce qu'on trouve dans le discours d'un militant ouvrier et celui qui figure dans celui d'un agent du capital. Peu importe l'époque, c'est la trame ou le fil qui compte. - nldr)

Près de 800 syndicats d'entreprises publiques et privées avaient également appelé à la grève jeudi, selon la CGT.

Une dizaine de jours après des départementales marquées par la défaite du PS et l'enracinement du Front national, la protestation des syndicats rejoint celle de certains politiques: les écologistes ont demandé un "changement de cap" et Martine Aubry un infléchissement en faveur "de l'emploi et de la croissance". A gauche, Lutte ouvrière, le NPA et le Front de gauche soutiennent l'initiative syndicale. AFP 09.04

Ils ont oublié le POI parce qu'il est le seul parti à avoir réellement préparé cette journée de mobilisation...

2- Radio France: CCE suspendu, grève reconduite, la ministre va intervenir - AFP

Les syndicats de Radio France ont reconduit mercredi leur grève jusqu'à jeudi, 22e jour consécutif de conflit, après la suspension du CCE où le PDG Mathieu Gallet devait présenter son plan stratégique dont quelque 300 suppressions d'emplois.

Après cette suspension, la ministre de la Culture Fleur Pellerin a déclaré devant l'Assemblée que le conflit à Radio France, le plus long qu'ait connu le groupe, avait "trop duré" et annoncé qu'elle ferait connaître "très rapidement" ses "décisions pour renouer le dialogue social".

Peu après le démarrage du Comité d'entreprise extraordinaire, les syndicats grévistes ont décidé de quitter la séance faute d'accord, après une déclaration préalable, a-t-on appris de source syndicale. AFP 09.04

ECONOMIE

Monnaie

- Russie. un coup de plus asséné au dollar - french.irib.ir

Le Premier ministre russe l'a annoncé : le Vietnam et la Russie s'appêtent à supprimer le dollar de leurs échanges commerciaux. Le rouble et le dong vont, ainsi, remplacer le dollar américain. "Ce projet va entrer en vigueur, à partir du mois de mai. Il est temps que les deux parties utilisent leur monnaie nationale, dans leur commerce. C'est la méthode que nous avons adoptée, dans nos relations commerciales avec d'autres pays asiatiques. "Il y a dix ans, une banque russo-vietnamienne a été fondée et les deux parties sont décidées à la réactiver. french.irib.ir 07.04

[Haut de page ↗](#)

Le 12 avril 2015

CAUSERIE

Dimanche, Pondichéry 12h45.

Vous avez pu constater qu'au cours des dernières années nous n'avons cessé de dénoncer ceux qui prévoyaient le déclenchement d'une Troisième Guerre mondiale tous les quatre matins jouant un rôle complémentaire aux dirigeants du vieux monde pourri qui n'ont cessé de terroriser la population par le biais d'organisations terroristes qu'ils ont eux-mêmes créées. Ce qui est en train de se passer en Ukraine à l'initiative des Américains nous oblige à rectifier notre analyse de la situation.

Nous avons écrit dans le bandeau défilant : L'Ukraine soutenu par l'UE et armé par l'Otan s'est doté officiellement d'un régime nazi qui a vocation à court terme d'entraîner la Russie dans une guerre qui ravagera l'Europe. Cela semble plausible pour deux raisons au moins : D'une part parce qu'une guerre qui ravagerait l'Europe permettrait de réaliser l'union nationale dans les différents pays et d'annihiler la lutte des classes qui demeure le principal obstacle à la stratégie politique de l'oligarchie financière, de porter un coup mortel au mouvement ouvrier (international) dont la tradition demeure vivace en Europe et ce malgré sa profonde décomposition, dans la partie du monde où il avait été le plus développé au cours des 150 années précédentes en prenant racine ou en se référant au marxisme ou au socialisme même de manière très déformée, car on voit bien qu'au bout de plus de 4 ans de crise ouverte, ils n'ont réussi à imposer la destruction de tous les droits sociaux des travailleurs au niveau où ils le souhaitent dans pratiquement aucun pays à part en Grèce, en partie au Portugal, dans une moindre partie en Espagne, et encore moins en France, en Italie, en Grande-Bretagne, en Belgique, etc. ils peinent ou ne parviennent pas à leurs fins tandis que les masses exploitées cherchent une issue politique qui leur serait favorable comme on l'a vu en Grèce notamment.

La guerre disloquerait tous leurs espoirs et détournerait leur attention vers un autre ennemi, la Russie, ce qui permettrait une fois affaiblies et démoralisées par la guerre, non pas de leur faire accepter ce qu'elles ne voulaient pas supporter avant la guerre, mais de leur imposer, car à l'issue de la guerre le régime en place serait une dictature et non un régime démocratique parlementaire comme on l'a connu jusqu'à présent, seuls les partis ayant participé au consensus en faveur de la guerre auraient le droit de cité, comme ce fut le cas après la Seconde Guerre mondiale aux Etats-Unis où seuls les partis républicain et démocrate figuraient au sein des institutions...

En liquidant la résistance de mouvement ouvrier ou en le réprimant féroce en Europe, ils pourraient enfin appliquer intégralement leur politique néolibérale sur ce continent, le modeler à l'image des Etats-Unis.

D'autre part, la guerre permettrait de disloquer la Russie pour parvenir sur le plan politique au même résultat qu'en Europe. Ils ont tout essayé en vain depuis le début des années 90 pour parvenir à cet objectif et ils butent sur un obstacle, Poutine, qui incarne la souveraineté et l'intégrité de la Russie qu'il leur faut démembrer pour atteindre leur objectif.

De plus, la destruction massive de forces productives que causerait une guerre fournirait temporairement un nouveau souffle au capitalisme. On peut imaginer que les Etats croulant déjà sous une dette colossale envers le marché devrait s'endetter encore plus pour financer leur effort de guerre, pour finalement se retrouver au lendemain de la guerre encore plus sous la domination hégémonique de l'oligarchie financière, qui en profiterait pour leur retirer le peu de pouvoir politique qui leur restait, peut-être en le transférant intégralement à l'UE, ainsi seraient réalisés à la fois les Etats-Unis d'Europe sur le modèle Américain et le grand marché transatlantique.

Que les néoconservateurs ou néolibéraux anglo-saxons-sionistes aient ce plan en tête, cela ne fait absolument aucun doute comme vous avez pu le lire dans l'article mis en ligne hier soir (ci-dessous), reste à savoir si les choses se passeraient comme ils les ont prévues ou si les masses exploitées parviendraient à se rassembler pour balayer à travers toute l'Europe les régimes en place qu'elles honnissent.

Et quelle question cela pose immédiatement ? Celle de la lutte pour le pouvoir, la question du pouvoir. Doit-on les laisser gouverner plus longtemps avec le risque que cela comporte ou doit-on s'organiser et se rassembler pour les chasser du pouvoir et prendre le contrôle de l'ensemble de la société. On attend, on espère encore qu'un parti ouvrier partagera cette analyse ou parviendra à la même analyse, dans ce cas-là nous le soutiendrons inconditionnellement.

Le site ne sera actualisé que demain, j'ai un tas de boulots urgents à faire chez moi.

Samedi, Pondichéry 21h30. On a ajouté 24 articles. Ceux sur l'Ukraine sont à lire absolument. On en reproduit un ci-dessous.

Personne ne pourra dire qu'il ne savait pas que les nazis étaient au pouvoir en Ukraine.

[Ukraine : l'extrémiste de droite Jarosch nommé consultant à la direction des Armées - legrandsoir.info 10.04](http://legrandsoir.info/10.04)

Une guerre avec la Russie est de plus en plus probable : des leaders nazis ukrainiens reçoivent des armes et de l'aide des Etats-Unis.

L'armée ukrainienne a nommé l'extrémiste de droite, Dimitri Jarosch, conseiller officiel à la direction de l'armée. Ses milices font officiellement partie de l'armée – tout en restant sous la seule direction de Jarosch. Par voie de conséquence, les extrémistes de droite ont également accès à des armes étasuniennes, des armes financées par les contribuables européens. La Russie va interpréter cela comme une menace.

Les milices ukrainiennes du « secteur droit » sont maintenant grandement renforcées par cette nomination, annoncée le dimanche 5 avril. Le chef des Forces armées de l'Ukraine, le général Viktor Muschenko, intègre donc les milices d'extrême droite dans son armée. Muschenko annonce que l'armée ukrainienne est devenue l'un des plus fortes d'Europe. Les soldats de cette armée ont prouvé qu'ils savaient se battre. [Alors que l'armée régulière de l'Ukraine a, à ce jour, enregistré des résultats médiocres, du haut de l'échelle jusqu'en bas, les forces contrôlées par Yarosh, et son compatriote nazi Andrei Biletsky, sont aussi performantes que les forces locales du Donbass, contre lesquelles elles se battaient. Mais maintenant que les Nazis et leurs conseillers étasuniens, se mettent à former tous les soldats à partir du 20 avril (qui est l'anniversaire d'Hitler), ce sera une autre guerre qui pourrait prendre un tour radicalement différent, en obligeant, par la suite, les Russes à envahir l'Ukraine, en particulier parce que Yarosh et Biletsky ont tous les deux toujours voulu conquérir la Russie.]

L'armée apprécie la « contribution » des bataillons de volontaires qui ont « rendu des services exceptionnels à la défense de l'Ukraine ». Selon Muzhenko : « Nous comprenons que nous devons augmenter l'efficacité de l'armée à tous les niveaux. Nous étudions actuellement diverses questions, telle que la formation de l'armée de réserve.

Nous avons réuni tous les patriotes et les défenseurs de l'Ukraine sous un seul commandement. L'ennemi voit que nous sommes unis et il sait que ses attaques échoueront. Nous partageons l'objectif commun d'une Ukraine unifiée. L'armée se renforce chaque semaine ».

Jarosch a déclaré que cette unité de commandement et d'opération était une condition préalable à la réussite de la guerre. C'est pour cette raison que les bataillons de volontaires de secteur droit sont prêts à intégrer l'armée ukrainienne officielle.

Selon le Kiev Post, le secteur droit et d'autres milices de droite constitueront à l'avenir une division de l'armée ukrainienne, gérée et dirigée de manière indépendante par Jarosch. Pour la Russie, ce n'est pas une bonne nouvelle. Le secteur droit a jusqu'à présent refusé d'accepter les accords de Minsk. Les milices sont considérées comme particulièrement dogmatiques et déterminées à poursuivre la lutte contre la Russie par tous les moyens. On ne sait pas encore si l'intégration des troupes de Jarosch à l'armée officielle va entraîner un important glissement vers la droite de toute l'armée.

Il est tout à fait possible que les nouvelles armes étasuniennes tombent aux mains de l'extrême droite. En tant qu'unité de l'armée officielle, ces forces n'auront aucun problème à se procurer ces armes. Il est également possible que les forces de Jarosch reçoivent des armes financées par les contribuables européens. À partir du 20 avril, il y aura des manœuvres militaires au cours desquelles l'armée des États-Unis formera ces extrémistes de droite.

Le FMI a récemment accordé à l'Ukraine un nouveau prêt d'un milliard de dollar. L'Allemagne et l'UE accordent également à Kiev des prêts considérables dont l'utilisation a été jusqu'ici insuffisamment contrôlée par l'UE. Entre autres choses, ces fonds sont consacrés à la construction d'un mur à la frontière avec la Russie. [Ce mur va constituer un obstacle au cas où les forces locales du Donbass auraient besoin de l'aide de l'armée russe. Il va isoler les résidents du Donbass qu'il sera alors plus facile de massacrer.]

Ni les États-Unis, ni l'UE, ni le FMI n'ont exprimé la moindre inquiétude au sujet du contrôle croissant de l'Ukraine par l'extrême droite.

Commentaire d'Eric Zuesse : *Cette intégration des nazis de toutes sortes aux forces armées de l'Ukraine ne se produirait pas sans l'aval de l'administration Obama qui contrôle complètement ce gouvernement ; ce gouvernement est entièrement redevable à Obama qui les a portés au pouvoir, et au Congrès qui les soutient financièrement. C'est une déclaration de guerre contre la Russie, et pas seulement contre le Donbass qui a été envahi par le régime issu du coup dès le 9 mai 2014.*

En d'autres termes : Obama veut maintenant clairement la guerre avec la Russie. Dmitriy Yarosh veut par-dessus tout détruire la Russie – ça a toujours été son obsession – il ne veut pas seulement reprendre la Crimée et le Donbass.

C'est la suite logique du coup d'Etat d'Obama de février 2014 en Ukraine. C'est un cauchemar pour les Russes. Ils sont maintenant tous mortellement menacés par Obama et le Congrès. Poutine, à un moment donné, va être obligé d'envahir Kiev, à moins que la décision qui a été annoncée dimanche ne soit rapidement démentie. La question est alors de savoir si la Russie va lancer la première frappe nucléaire contre les Etats-Unis ou va laisser les États-Unis frapper les premiers (et ensuite riposter s'ils en sont encore capables). Obama est, aujourd'hui, certainement le pire président de l'histoire des États-Unis – encore pire que George W. Bush. Il a provoqué toute cette confrontation en perpétrant, en février 2014, le coup d'Etat de Kiev qui avait été préparé à la Maison Blanche avant même que Yanoukovitch ait décidé de rejeter l'offre de l'UE. En fait, l'opération qui a abouti au coup a été mise en route au plus tard au printemps 2013.

L'opération a été planifiée une année entière avant que la Crimée, mise en danger par le coup d'Etat d'Obama de février 2014, n'organise son référendum du 16 mars 2014 et ne rejoigne la Russie.

*Si Angela Merkel continue de soutenir Obama dans sa campagne de haine anti-Russe, alors le monde peut s'attendre au pire. La seule chose qui puisse empêcher la catastrophe, ce serait que Merkel retire son soutien à Obama pour le donner à Poutine, et annonce que l'Allemagne quitte l'OTAN et expulse les forces américaines de son sol. Faute de cela, c'est l'enfer qui nous attend. Et tout le reste ne sert à rien. Dans son livre *Presidential Puppetry***, Andrew Krieg défend l'idée que Barack Obama est depuis sa jeunesse un agent secret de l'aristocratie étasunienne et de la CIA et on a encore plus de raisons de le penser aujourd'hui.*

La question qu'on doit maintenant poser à Merkel est celle-ci : Est-elle nazie elle aussi ? L'Allemagne va-t-elle vraiment régresser jusque là ? Cette fois, la principale cible, ce sera les Russes, et non les juifs, mais les conséquences seront peut-être pires encore.

Notes :

*<http://deutsche-wirtschafts-nachrichten.de/2015/04/06/ukraine-rechtsex...>

** <http://www.amazon.com/Presidential-Puppetry-Obama-Romney-Masters/dp/0988672820>

Eric Zuesse est un historien d'investigation. Ses livres les plus récents sont : *They're Not Even Close : The Democratic vs. Republican Economic Records, 1910-2010*, *CHRIST'S VENTRILOQUISTS : The Event that Created Christianity*, et *Feudalism, Fascism, Libertarianism and Economics*.

[Haut de page ↗](#)

Le 13 avril 2015

CAUSERIE

On ajoutera ce soir ou demain matin une quinzaine d'articles, je dois arrêter pour faire de la maçonnerie !

Rien de tel que l'adversité ou la guerre pour nous stimuler au lieu de nous abattre. On en rajoute une couche sur le PS. Mon correspondant avec lequel manifestement je n'ai pas grand chose en commun m'a répondu, mais j'avais mieux à faire que de lire sa prose.

Vous êtes parfait comme vos dirigeants, ne changez rien surtout, et de ne notre côté on n'essaiera pas de vous faire changer puisque vous êtes borné et incurable. Vous connaissez le refrain, objectif/résultat = 0 ! Certes peu mieux faire, on vous l'accorde, il faut un début à tout, comme quoi nous avons les idées larges...

J'ai écrit tout cela très vite sans avoir le temps d'y revenir, ce sont juste des pistes de réflexion.

Au premier abord on pourrait croire que cette démarche nécessiterait beaucoup d'efforts ou ne serait pas accessible à tout le

monde, alors qu'en réalité il n'est pas nécessaire d'avoir fait l'ENA ou d'avoir un doctorat en biologie en poche pour comprendre que des chiens ne feront jamais des chats, comme quoi on sous-estime parfois nos capacités à comprendre des choses finalement parfaitement compréhensibles au commun des mortels.

La plupart des analystes ou commentateurs s'attardent sur les contradictions propres à telle ou telle situation, déclaration, etc. sur lesquelles ils vont broder pour remplir des colonnes ou vendre du papier, bref pour justifier leur ligne politique et leur salaire, nous, nous allons à l'essentiel pour gagner du temps en essayant de faire ressortir le fil, le fond ou la trame qui relie les événements entre eux en privilégiant la nature des différents protagonistes ou facteurs qui déterminent leurs intérêts respectifs et permet de comprendre les rapports qu'ils existent entre eux et qui évidemment ne sont pas sans contradictions.

Chaque chose comporte sa négation et au-delà la négation de cette négation, en gros se transforme et donne naissance à autre chose ou un état différent... Mais si maintenant on est incapable de déterminer la chose destinée à être niée, on ne risque pas de définir en quoi consistera cette négation et l'ensemble du processus (dialectique), on demeurera dans l'ignorance.

En ne perdant pas de vue les intérêts des uns et des autres on se situe sur un terrain de classe, dit autrement en se situant sur un terrain de classe on essaie d'interpréter la situation en fonction des intérêts de notre classe que l'on ne confondra pas avec ceux de notre ennemi, c'est préférable, c'est même fortement recommandé. Et pour cause.

On pourrait nous objecter que c'est là faire de la propagande. Effectivement, on le revendique puisqu'on est engagé dans un combat politique. On l'assume et on conçoit que de nos jours cet argument puisse surprendre ou paraître déplacé pour ceux qui sont habitués à lire la prose de ceux qui se contentent de commenter l'actualité à la manière des médias officiels. Cela dit notre démarche présente la particularité ou se distingue par le fait qu'à la différence des propagandistes à la solde de la classe dominante qui pratiquent la censure et la désinformation à grande échelle, nous privilégions les faits sans nous poser la question de savoir s'ils justifieront ou contrediront notre ligne politique ou nos positions, de telle sorte que chacun des lecteurs puissent librement se faire sa propre idée sur les sujets que nous traitons, ce qui ne serait pas le cas si nous partions d'une interprétation des faits après en avoir soustrait un certain nombre à la connaissance de nos lecteurs et à leur insu, procédé particulièrement malhonnête qui malheureusement est communément répandu.

Pourquoi privilégier la nature des différents acteurs ou protagonistes d'une scène ou d'une histoire au détriment des contradictions qui les traversent ? Parce que leur nature synthétise les limites dans lesquelles ces contradictions évolueront et qu'elles ne pourront pas franchir, sauf exception qui confirmera la règle.

Qui dit nature, dit remonter à l'origine, à la source, à la naissance d'un facteur, d'un fait ou d'un phénomène, d'un rapport, d'une situation. Déjà le fait d'effectuer cette démarche nous en apprendra beaucoup sur notre sujet ou enrichira notre connaissance, à l'opposé de la posture qui consiste à procéder par a priori ou à fabuler littéralement.

Qui dit nature implique d'être remonté à l'origine d'une situation, donc d'en avoir démêlé les contradictions ou d'avoir pris en compte tous les éléments ou faits qui étaient en rapport avec notre sujet, sans avoir à y revenir systématiquement, car on considère que les personnes auxquelles on s'adresse en ont eu connaissance ou les ont à l'esprit, ce qui ne nous interdit pas d'y revenir puisque l'on sait que la plupart des gens ont une mauvaise mémoire ou une mémoire sélective ou encore qu'ils ont tendance à ne conserver à l'esprit que ceux qui les arrange dans un sens ou un autre en fonction de l'évolution de leur situation individuelle. C'est ainsi qu'on en arrive à s'accommoder de certaines situations qu'on avait trouvées épouvantables dans le passé par exemple, on enjolive les choses ou on les noircit au fur et à mesure qu'on s'en éloigne. Là encore quand on s'en tient à la nature des choses une fois qu'on l'a déterminée ou à la caractérisation qu'on avait pu faire d'une situation, on évite d'en changer perpétuellement au point de ne plus savoir réellement à quoi s'en tenir. Ceci n'est valable qu'à condition d'être certain d'être remonté à l'origine d'une situation, dans le cas contraire il faut s'accorder un espace pour modifier ou rectifier notre appréciation, procédé auquel on recourt habituellement par précaution sachant qu'on peut commettre des erreurs et ne pas forcément s'en apercevoir sur le coup, c'est la seule tolérance qu'on s'accordera pour ne pas tomber dans le travers décrit plus haut.

On pourrait préciser que contradiction peut selon les cas se traduire par opposition, antagonisme ou contraire puisque toute chose en est l'expression et en produit qui est caractérisée par le mouvement sans lequel rien et pas même l'univers n'existerait.

Ce qui définit la nature d'un facteur, c'est la résolution de ses contradictions dans lesquelles se manifeste un élément ou un rapport dominant qui n'a rien d'arbitraire. Par exemple dans le rapport entre le capital et le travail, ce qui l'emporte sur tous les autres facteurs ou ce qui définit le capitalisme, c'est la production de la plus-value ou profit que le capitaliste extorque ou vole au travailleur à partir de l'inégalité qui existe entre les classes, et l'aspiration naturelle, donc légitime du travailleur qui exige qu'une part plus grande des richesses produites lui revienne pour améliorer sa condition ou satisfaire ses besoins, situation contradictoire qui se traduit finalement par l'accumulation de capital entre quelques mains impossible à exploiter ou à rentabiliser dans des proportions toujours plus colossales, et l'insatisfaction (paupérisation, précarité, chômage de masse) grandissante des besoins des masses exploitées et opprimées qui augmentent sans cesse à l'échelle mondiale, contradiction qui tendue à l'extrême doit déboucher, soit sur une crise et une guerre, la destruction d'immenses forces productives donc le massacre à grande échelle de la population afin de pérenniser et renforcer les rapports existant entre les classes au profit de la classe dominante, soit aboutir à son contraire au moyen d'une révolution prolétarienne et socialiste qui se traduirait par l'inversion de ces rapports, sans pour autant que ses termes ou les classes disparaissent soudainement, puisqu'un mode de production et de répartition des richesses

ne peut pas se substituer à un autre du jour au lendemain à l'échelle mondiale ou tout du moins au sein des principales puissances économiques mondiales. Ces nouveaux rapports permettent seulement d'entrevoir sérieusement à terme la possibilité de briser le carcan que constitue cette contradiction (le système capitaliste), de se donner les moyens ou de faire naître les conditions (économiques et politiques) qui permettront d'y parvenir, qui à leur tour déboucheront sur une autre contradiction somme toute plus supportable sur la voie du règne de la liberté qui demeurera encore longtemps un idéal.

La raison d'être du capitalisme et l'objectif que poursuit le capitaliste sont antinomiques avec le bien-être des travailleurs, la paix et le développement harmonieux de l'humanité, voilà ce qui définit sa nature, il a été créé, fonctionne et profite à une minorité de nantis au détriment de l'immense majorité de la population qui quelle que soit sa situation ne peut pas profiter pleinement de l'existence, c'est impossible, les membres des couches privilégiées doivent consentir d'énormes sacrifices pour mériter leur statut ou la société et le monde sont une source de cauchemars qui perturbent leur sommeil ou leur bonne conscience, quand ils ne craignent pas de perdre ce privilège puisque de nos jours plus personne n'est à l'abri d'une descente sociale aux enfers et le pire reste à venir.

Le travailleur quand il en a la chance doit son bien-être relatif uniquement à son travail, et toutes les difficultés, souffrances ou malheurs qui l'accablent sont à mettre au compte du système capitaliste. Il a donc tout intérêt à prendre le contrôle de sa force de travail pour en tirer le meilleur parti, plutôt que laisser les capitalistes s'en charger. Il faut l'aider à en prendre conscience.

Ses droits, besoins ou aspirations sont parfaitement légitimes puisque qu'ils sont conformes à sa nature qui n'est pas d'endurer mille difficultés inutiles ou de souffrir ou de faire souffrir les autres inutilement.

Sa nature n'est pas déterminée par les contradictions de la société, mais par le fait inné à son espèce qu'il est doué de facultés ou de capacités qui ne demandent qu'à se développer ou s'exprimer, dans la mesure où elle lui permettent de modeler son environnement en fonction de ses besoins, et son aspiration au bien-être, au bonheur, à la paix et à la liberté se passe dès lors de toute justification. C'est là qu'on se rend compte à quel point le capitalisme est la négation des intérêts de l'espèce humaine ou de l'humanité.

On aurait pu prendre un autre exemple, le PS par exemple, dont la nature n'est pas déterminée par son programme ou sa composition mais par son engagement en tant que parti de la guerre, de la grande guerre, de la boucherie ou du massacre de masse, de la guerre mondiale en 1914, toutes les guerres coloniales et impérialistes depuis, y compris contre le Yémen puisque Fabius s'est fait un devoir avant-hier de le confirmer.

Partant de ce constat, des faits, et considérant qu'il ne peut exister pire crime, nous considérons que tous les autres facteurs ou rapports sont secondaires ou seront d'une manière ou d'une autre soumis à cette exigence maintes fois confirmée en un siècle qu'un tel parti ne pouvait qu'incarner le camp des ennemis de la classe ouvrière quel que soit le masque qu'il emprunte, et que faire dépendre sa nature ou sa caractérisation politique d'un autre facteur serait faire preuve d'une terrible confusion ou d'une misérable compromission, trahison.

Ceux qui un jour ont adhéré au PS n'en connaissent peut-être pas toute l'histoire passée abominable, mais on ne peut pas admettre qu'au bout d'un certain nombre d'années passées dans ce parti et confrontés à des contradicteurs qui leur rappelaient sans cesse ses crimes présents et passés, ils soient demeurés dans l'ignorance plus longtemps. Ce qui signifie qu'ils s'en sont accommodés parce que cela les arrangeait. Quant à ceux qui l'ont quitté depuis et n'ont pas dénoncé ses crimes, qui se sont employés à maquiller sa véritable nature pour la rendre acceptable, ils en demeurent les complices, ce que confirme d'ailleurs leur propre engagement politique ou leurs déclarations quand ils affirment que la révolution ne serait pas vraiment leur tasse de thé, alors que c'est le seul moyen d'en finir avec le régime en place, confirmant qu'ils ont conservé l'idéologie réformiste, anti-ouvrière ou antisocialiste à laquelle ils avaient adhéré quand ils étaient au PS (ou avant), idéologie non seulement soluble dans le capitalisme, mais compatible avec tous les crimes qu'a commis ce parti pour préserver l'ordre établi.

Si la nature d'un parti ou sa caractérisation politique devait correspondre à l'interprétation qu'on peut en donner, dans ce cas-là ils en existeraient tellement que plus personne ne serait en mesure de savoir de quoi on parle, et c'est justement le but de la manoeuvre pour ceux qui procèdent de la sorte, embrouiller les esprits pour justifier les rapports qu'ils entretiennent avec ce parti et en changer quand bon leur semble en fonction des intérêts de leur appareil, car il ne faut pas être dupe, déjà lorsqu'ils le soutenaient ou le ménageaient, cela ne pouvait pas être au nom des intérêts des travailleurs.

Passons à un autre aspect de cette question.

Les partis ouvriers se sont toujours construits au départ par le haut, c'est-à-dire que leurs dirigeants n'étaient pas issus de la classe ouvrière mais de la petite bourgeoisie ou de la bourgeoisie avec laquelle ils avaient rompu, avocats, professeurs d'université, aristocrates, fils d'entrepreneur, etc. De la même manière que les philosophes, liste à laquelle vous pouvez ajouter militaires ou ecclésiastiques.

S'il leur fallait conquérir la classe ouvrière des villes et des campagnes, il devait continuer à ratisser large ou pénétrer toutes les classes de la société, dont la petite bourgeois qui par sa position intermédiaire et instable entre la classe des capitalistes et celle

du prolétariat était amenée selon le cours de la lutte des classes à se rapprocher de l'une ou de l'autre au point de pouvoir gagner certains de ces membres au parti ouvrier.

Depuis, non seulement on a été incapable de construire un parti dans lequel la majorité de ses militants seraient des ouvriers, on a été dans l'impossibilité de convaincre une partie de l'élite intellectuelle. Qu'elle soit prompte à se vendre pour assurer son statut on veut bien l'admettre, mais cela n'explique pas pourquoi on n'a pas été foutu de gagner ceux dont le statut était inattaquable ou ne risquant pas de rétrograder au niveau du prolétaire.

J'en déduis pour faire bref, que dans les deux cas de figure la méthode qui a consisté à vouloir absolument ménager la chèvre et le chou s'est soldée par le fait que c'est le loup qui les a mangés tous les deux ! Le double langage et l'opportunisme ont donné les résultats auxquels il fallait s'attendre. Sans parler des coups de barre soudain à gauche ou à droite pour satisfaire la susceptibilité des uns ou des autres sur fond de conflits larvés ou déclarés entre dirigeants, et toutes sortes de manoeuvres d'appareil et autres coups tordus se soldant par des règlements de compte sournois, qui ont fini par dissuader plus d'un membre de la petite bourgeois ou de l'élite intellectuelle qu'il fallait mieux se tenir à l'écart de tels partis.

Et on n'a pas évoqué les déclarations sans principe, les arguments à l'emporte-pièce, les pronostics foireux, les positions démagogiques, les annonces sans lendemain : tout est possible, tout peut arriver, c'est la fin, le régime agonise, les institutions aussi, crise politiques à tour de bras, pour au final constater que tout continue comme avant sans que tout cela ait porté à conséquence, à ceci près que la situation est toujours pire que la veille, ce qui n'étonnera personne partant de là. Tous les militants s'en tapent littéralement ou n'y comprennent rien, ils n'ont même pas remarqué que plus aucun parti ne défendait les idées du socialisme qui a régressé d'un siècle et demi à l'image du régime, comme quoi ces partis et leurs dirigeants n'étaient pas sous le coup de son influence.

Un socialiste, c'est quelqu'un qui croit en son interprétation du socialisme, laissons-le penser tranquillement ce qu'il veut, y compris du PS, c'est monstrueux ; un communiste, c'est quelqu'un qui croit au communisme selon l'interprétation qu'il en donne, y compris du PCF, pourquoi n'en aurait-il pas le droit, on atteint là les limites du cynisme ; quant au trotskiste, pourquoi ne pourrait-il faire une interprétation du marxiste et du léniniste à géométrie variable en fonction des deux autres, hein franchement, il faut bien vivre avec son époque, on allait oublier le brave syndicaliste, l'anarcho-syndicaliste, le libre-penseur, le franc-maçon qui donnaient la colique à Lénine et Trotsky, ces gens-là sont des démagogues forcenés qui ne sont assurément pas sectaires, des liquidateurs révisionnistes du marxisme et du socialisme que des dizaines de milliers de militants sincères et honnêtes ont pris au sérieux, avant d'en déduire sans trop savoir pourquoi ils ne méritaient pas leur confiance, quel terrible gâchis, ils n'ont cessé de détruire tout ce qu'ils s'étaient employés à construire comme si c'était leur objectif ou que cette situation leur convenait puisque leur appareil était préservé.

C'est dommage, le mot est faible, d'en arriver là avec des dirigeants d'une telle valeur, surtout sachant qu'ils refusent toute critique ou de reconnaître la moindre erreur qu'ils auraient commises, ils sont parfaits que voulez-vous, ils sont bien les seuls dans ce cas-là, tout est normal, toute analyse différente de la leur est forcément erronée ou pure calomnie, c'est pas mal comme méthode pour vous faire taire, cela ne vous rappelle-t-il pas quelque chose, on a juste le droit de fermer sa gueule et à les suivre comme des moutons de Panurge, il est interdit de réfléchir et de se poser des questions, ils le font à notre place.

Pour finir, comment voulez-vous accorder la moindre confiance à des dirigeants ou des partis qui ont soutenu le PS pendant des décennies et continuent à leur manière, par exemple en ne condamnant pas son soutien au régime fasciste de Kiev.

Soutien aux bailleurs de fonds d'Al-Qaïda et de l'Emirat islamique.

- Laurent Fabius à Ryad pour exprimer le soutien politique de Paris - AFP

"Concernant le Yémen, nous venons manifester notre soutien, surtout politique, aux autorités saoudiennes", a déclaré M. Fabius à la presse, alors qu'il entamait une série d'entretiens avec les principaux dirigeants saoudiens, dont le nouveau roi Salmane.

M. Fabius devait réaffirmer à ses hôtes saoudiens que "la France se tient naturellement aux côtés de ses partenaires de la région pour restaurer la stabilité du Yémen", selon son entourage.

L'Arabie saoudite s'inquiète également de l'accord-cadre passé début avril sur le nucléaire iranien par six grandes puissances, dont la France.

Ryad redoute que Téhéran se dote in fine de l'arme nucléaire en dépit de cet accord qui doit limiter les capacités nucléaires de l'Iran à des activités purement civiles.

Cet accord-cadre doit être finalisé entre l'Iran et les grandes puissances (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Russie, Chine, France et Allemagne) d'ici au 30 juin.

M. Fabius a répété, en commençant ses entretiens à Ryad, qu'il faut parvenir à un "accord solide" sur le nucléaire, faute de quoi "cela peut déboucher sur une prolifération de l'arme nucléaire dans la région".

Il y a des points sur lesquels les négociateurs doivent se montrer "vigilants", a-t-il déclaré, notamment "la PMD, la possible dimension militaire", et la levée des sanctions internationales qui frappent l'Iran.

"Il faut que l'AIEA (Agence Internationale de l'énergie atomique) ait la possibilité de vérifier les sites iraniens", selon lui.

De même, les sanctions doivent être levées "progressivement" et doivent être réversibles, c'est-à-dire qu'elles seraient réimposées à l'Iran si ce pays viole ses engagements. "Tout cela a été discuté, mais on ne s'est pas mis d'accord".

Paris a montré à plusieurs reprises, durant ces négociations avec l'Iran, une fermeté particulière, reprochant implicitement aux Etats-Unis, principal négociateur, de faire preuve de trop d'empressement pour parvenir un compromis avec Téhéran. AFP 12.03

[Comment supprimer un compte Facebook ?](https://www.comment-supprimer.com/un-compte-facebook/)

<https://www.comment-supprimer.com/un-compte-facebook/>

Cette info figurait dans un commentaire fourni par un internaute à la suite d'un article du Figaro du 10 avril 25.000 internautes portent plainte, ensemble, contre Facebook

[Soyez Charlie, soyez au côté du gouvernement français qui soutient le bombardement de la population civile au Yémen !](#)

- "Charlie Hebdo" : rassemblement à Paris pour #RallumerRépu - actu.orange.fr

Trois mois jour pour jour après la marche du 11 janvier en réaction à la série d'attentats qui avait débuté à "Charlie Hebdo", quelques dizaines de personnes étaient rassemblées à Paris ce samedi. (Ouf, ils étaient peu nombreux ! - ndlr)

Trois mois après, où est Charlie ? "Charlie a été officiellement dans les coeurs de tout le monde (Pas vraiment en fait. -ndlr) le 11 janvier, quand un vent de fraternité, de solidarité s'est levé en France" (Récupéré et détourné sans scrupule surtout. -ndlr) , a déclaré Dominique Sopo, président de SOS Racisme, "aujourd'hui c'est vrai qu'on a l'impression que le soufflé est retombé" (Pas celui de la réaction dont vous êtes le complice. - ndlr). Et ce car "les politiques ont voulu beaucoup préempter le mouvement" (A la pointe de la démagogie, normal. - ndlr) et "que pour l'instant il n'y a pas eu de transformation de ce potentiel de fraternité en engagement, en combat" (Méprise, avec le Yémen, l'un des pays les plus pauvres de la planète que les amis de la France bombardent. Les amis de mes amis sont mes amis. Quelle bravoure et imposture ! - ndlr), selon lui. AFP 11.04

[Honte au mouvement ouvrier complice de Riad, Washington et Tel-Aviv !](#)

- Paris : Rassemblement contre l'intervention saoudienne au Yemen - citizenside.com

Quelque dizaines de personnes se sont réunies sur la place du Trocadéro, à Paris, pour dénoncer l'intervention militaire saoudienne au Yemen, le 12 avril 2015. citizenside.com 12.04

- Manifestation anti-saoudienne, à Londres - french.trib.ir

Des militants étrangers résidant en Grande-Bretagne se sont rassemblés devant l'ambassade saoudienne, à Londres, manière de condamner, vigoureusement, les agressions de Riyad contre le Yémen.

Selon la chaîne d'information, Press TV, les contestataires ont scandé des slogans, manière de dénoncer, vivement, les agressions de la coalition, dirigée par l'Arabie, contre le Yémen.

Depuis le début de l'offensive saoudienne contre le Yémen, c'est la deuxième fois que les militants étrangers manifestent devant l'ambassade saoudienne, à Londres. french.trib.ir 11.04

Une poignée de manifestants...

[Etat policier. Fichage à vie dès l'âge de 13 ans.](#)

- Renseignement : "pas de surveillance de masse" martèle Bernard Cazeneuve - La Tribune

- Loi sur le renseignement : création d'un fichier dont les données seraient conservées 40 ans - La Tribune

Le gouvernement propose dans un amendement à la loi sur le renseignement la création d'un fichier des auteurs d'infractions de terrorisme, prévoyant une inscription pouvant intervenir dès la mise en examen et dont les données seraient conservées 40 ans.

Le gouvernement propose dans un amendement à la loi sur le renseignement la création d'un fichier des auteurs d'infractions de terrorisme, prévoyant une inscription pouvant intervenir dès la mise en examen et dont les données seraient conservées 40 ans. La création de ce fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions terroristes (Fijait), annoncée en janvier par le gouvernement, fait l'objet d'un amendement, déposé en fin de semaine, au projet de loi sur le renseignement qui doit être examiné à partir de lundi à l'Assemblée nationale.

Tel que proposé dans ce texte, seraient inscrites dans ce fichier les condamnations, même non définitives, c'est-à-dire frappées d'appel ou faisant l'objet d'un pourvoi en cassation, les décisions d'irresponsabilité pénale pour trouble mental, et pour les mineurs les décisions prononcées en application de l'ordonnance de 1945. Pour les majeurs, la décision serait inscrite au fichier, sauf décision contraire de la juridiction. A l'inverse, pour les mineurs de 13 à 18 ans, l'inscription se ferait par décision expresse de la juridiction ou du procureur de la République. Sur décision du juge d'instruction, les mises en examen pourraient être y être inscrites. Les informations seraient effacées en cas de non-lieu, relaxe et acquittement.

Des données conservées 40 ans

Elles seraient conservées pendant 40 ans, 30 ans pour les mineurs, et si la condamnation entraînant l'inscription au fichier comprend une incarcération, les délais ne commenceraient à courir qu'à partir de la libération. Même en cas d'amnistie, de réhabilitation, l'effacement des condamnations figurant au casier judiciaire n'entraînerait pas pour autant l'effacement des données.

Les personnes inscrites au Fijait se verraient contraintes de déclarer tout changement d'adresse, déclarer tout déplacement à l'étranger au plus tard 15 jours avant la date du voyage. Ces obligations s'appliqueraient pendant 20 ans, (10 ans pour les mineurs). Le non respect de ces obligations serait un délit passible d'une peine de deux ans d'emprisonnement et 30.000 euros d'amende. latribune.fr 11.04

[Contrôle total de la population. Les grandes oreilles ou de la traque à la matraque.](#)

- Les Etats-Unis ont traqué des milliards d'appels de leurs citoyens bien avant le 11-Septembre - slate.fr

Le gouvernement américain avait commencé à collecter des informations sur une partie de ses citoyens bien avant les attentats du 11-Septembre. USA Today a publié une longue enquête qui explique comment la Drug Enforcement Agency (DEA), qui s'occupe de l'application des lois sur les stupéfiants, a amassé pendant plus de deux décennies «des milliards d'appels dans un programme qui a servi de plan pour un autre programme plus large mis en place par la NSA, un peu plus tard».

On savait jusque-là que l'agence de lutte contre les stupéfiants avait amassé des données sur des appels émis vers l'étranger, mais on ne connaissait pas son ampleur.

Selon les sources du quotidien américain, ce ne sont pas les appels émis sur le territoire américain qui étaient visés, mais ceux entre des personnes présentes aux Etats-Unis et d'autres dans 116 pays liés au trafic de drogue.

USA Today explique que, comme pour le programme de la NSA, les contenus des communications n'étaient pas connus mais les agents pouvaient connaître les numéros composés et quand, ce qui leur a permis «de cartographier les communications des suspects et de les relier aux masses de données des autres services de police et de renseignement».

USA Today révèle par ailleurs que ce programme n'a pas été utilisé seulement pour des questions de stupéfiants.

«Ils l'ont également utilisé pour écarter des liens étrangers lors de l'attentat d'Oklahoma City en 1995, et pour identifier des suspects américains dans un large éventail d'autres enquêtes.»

Pour l'instant, seul un opérateur, Sprint, est officiellement cité comme ayant fourni les données de ses clients, mais les sources USA Today laissent entendre que d'autres comme AT&T l'ont également fait, ce que l'entreprise n'a pas souhaité commenter.

Ce programme a été lancé par l'administration Bush (père) en 1992, pour lutter contre les cartels. Eric Holder, l'ancien procureur général des Etats-Unis, y a mis fin en septembre 2013, alors que l'autre programme de surveillance de masse mis en place par la NSA venait d'être révélé par Edward Snowden. slate.fr 08.04

Dossier Yémen

- Le peuple yéménite manifeste sa grande détermination à faire face aux agressions saoudiennes - french.irib.ir

Les agressions saoudiennes n'ont affecté en rien la volonté du peuple yéménite de faire face aux agressions de l'Arabie Saoudite. Les Yéménites résistent, avec force et détermination, face au complot sioniste, américain et saoudien.

Au 17ème jour de l'agression contre le Yémen, l'aviation saoudienne a bombardé plusieurs endroits, dans la capitale du Yémen, Sanaa, dont l'aéroport de cette ville. Selon des sources bien informées, les avions saoudiens ont bombardé plusieurs bases militaires, situées près de l'aéroport de Sanaa. Les avions saoudiens ont bombardé, également, certaines régions, dans le Sud du Yémen, laissant des morts et des blessés, du côté de la population civile.

Cela étant dit, ces raids intensifs n'ont affecté en rien la volonté du peuple yéménite, qui est résolu à faire face aux agressions du régime saoudien. La preuve en est la grande manifestation des habitants de Sanaa, qui sont descendus dans la rue, pour dénoncer l'offensive saoudienne. Les manifestants portaient des pancartes condamnant le silence des pays arabes et des instances internationales, face à l'offensive saoudienne, qui constitue une violation flagrante des lois internationales et des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Les manifestants ont appelé, aussi, les forces politiques et nationales du Yémen à créer un front uni et à mettre de côté leurs différends, pour faire face aux crimes commis par l'Arabie saoudite, au Yémen.

Des manifestations similaires ont eu lieu, vendredi, dans d'autres régions du pays, pour dénoncer les agressions saoudiennes. En s'appuyant sur le peuple, l'armée et le mouvement d'Ansarallah poursuivent leurs avancées, dans les régions du Sud, et contrôlent la ville stratégique d'Aden. "Le Mouvement d'Ansarallah est prêt à toute option", a dit, samedi, l'un de ses commandants, sur le terrain. "Daesh et Al-Qaïda exécutent les projets de l'Arabie et des Etats-Unis, dans la région", a-t-il souligné. "L'offensive saoudienne contre le Yémen relève d'une hystérie meurtrière et aura des conséquences irréparables, pour la famille des Saouds", a-t-il conclu. french.irib.ir 11.04

- Yémen : le refus du Pakistan, cuisant revers pour Riyad- french.irib.ir

Pour beaucoup d'analystes, le refus du Pakistan d'adhérer à la coalition saoudienne contre le Yémen, est un nouvel échec politique, pour l'Arabie saoudite.

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad-Javad Zarif, s'est rendu, au Pakistan, pour s'entretenir des dernières évolutions du Yémen avec les hauts responsables du Pakistan, dont le Premier ministre, le commandant de l'armée et le président du Parlement pakistanais. Un jour après la visite du chef de la diplomatie iranienne, à Islamabad, Le Parlement pakistanais a voté pour la neutralité du Pakistan envers les événements du Yémen, tandis que l'Arabie saoudite avait demandé, officiellement, au Pakistan d'adhérer à la coalition que Riyad a formée, pour faire la guerre aux Yéménites. Le Parlement pakistanais a voté pour la neutralité d'Islamabad, dans le conflit yéménite, afin que le Pakistan puisse contribuer aux efforts des pays, en tant que médiateur. Pourtant, le Parlement pakistanais a mis une condition à sa neutralité : le mouvement yéménite Ansarallah ne doit porter aucune atteinte aux lieux saints, en Arabie saoudite, comme la Mecque et Médine. Or, le mouvement Ansarallah n'a mené aucune opération militaire contre le territoire saoudien.

En effet, on dit que cette condition a été avancée par le Parlement pakistanais, pour débarrasser Islamabad des pressions que l'Arabie saoudite exerce sur le gouvernement pakistanais. Le gouvernement du Premier ministre pakistanais, Nawaz Sharif, a de très bonnes relations avec Riyad, et le Parlement a voulu que son non à la demande saoudienne n'entraîne pas la colère des dirigeants saoudiens. Pourtant, les élus pakistanais étaient bien conscients des très mauvaises conséquences que l'intervention militaire de leur pays, au Yémen, aurait pu avoir, pour Islamabad, tant sur le plan intérieur, que régional.

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad-Javad Zarif, s'est rendu au Pakistan, il y a deux jours, pour s'entretenir avec le président, le commandant de l'armée et le président du Parlement pakistanais, au sujet des dernières évolutions du Yémen. Au cours de ces rencontres, le chef de la diplomatie iranienne a présenté un plan, en quatre étapes, pour résoudre la crise, au Yémen. Pour beaucoup d'analystes, le refus du Pakistan d'adhérer à la coalition saoudienne contre le Yémen, est un nouvel échec politique, pour l'Arabie saoudite, et une autre victoire, pour la diplomatie régionale de la République islamique d'Iran. french.irib.ir 11.04

- Yémen :Riyad quémande une trêve. - french.irib.ir

L'Arabie saoudite en est à quémander un cessez-le-feu à Ansarallah. Riyad demande une médiation des tribus yéménites auprès d'Ansarallah. Cette demande faite auprès des tribus sunnites pro-saoudiennes renvoie à une crainte profonde, celle suscitée par une éventuelle riposte d'Ansarallah.

Riyad demanderait aux houthis d'accepter la fin des hostilités et éviter toute réponse à l'agression saoudienne dans un avenir

proche. Une source yemenite a relevé l'échec saoudien d'atteindre ses objectifs au Yémen, son revers à rallier le Pakistan à une invasion terrestre, les doutes turco-égyptiens à accompagner Riyad comme principale raison de cette demande de médiation. Alors que Hadi s'apprete à annoncer le nom de son vice-président d'ici quelques heures, la province de Maareb a été le théâtre de tres violents combats entre Ansarallah et al Qaida. french.irib.ir 12.04

- Yémen: Attaque éclair contre le sud de l'Arabie - french.irib.ir

Les membres de la tribu Takhiya dans le nord du Yémen ont pris d'assaut le sud de l'Arabie saoudite, en tuant 18 militaires saoudiens. selon les sources médiatiques, les gens des tribus du nord de confession sunnite ont lance de lourdes attaques contre les positions de l'armée saoudiennes dans la localité de Al Manar dans le sud saoudien, tuant 18 soldats et saisissant une grande quantité d'armes et de munition.

Le porte parole de la coalition saoudienne, Ahmad al Assir n'a reconnu que la mort d'au moins 3 militaires saoudiens au cours de cette attaque. Selon les témoins oculaires, de très violents combats se déroulent dans les régions frontalières saoudiennes mais Riyad tient un black out total sur ces combats.french.irib.ir 12.04

- L'Arabie perd du terrain face à Ansarallah. - french.irib.ir

Première grosse défaite militaire de l'Arabie saoudite sur le champ de bataille contre le Hezbollah. Les tribus sunnites du nord du Yémen ont pris le contrôle d'une base militaire sur le territoire saoudien près de la province de Najran. Pris de rage, les avions saoudiens ont violemment bombardé le sol saoudien à Al manar. Et pourtant les tribus du nord secondés par Ansarallah continuent à avancer à grand pas sur le territoire saoudien.

Les forces yemenites progressent vers le barrage de Najran et ont pris le controle de trois autres localités saoudiennes... L'aviation saoudienne bombarde aveuglément le propre sol saoudien comme dans une démarche folle et insensé. french.irib.ir 12.04

- Hezbollah : Riyad a déjà perdu la guerre - french.irib.ir

Le Hezbollah a de nouveau critiqué l'Arabie saoudite H, stigmatisant ses procédés contre le peuple yéménite qui s'apparentent à ceux d'Israël contre le peuple libanais en 2006, tout en assurant qu'elle ne sortira pas triomphante de son offensive contre le Yémen. « L'Arabie saoudite a échoué jusqu'à présent, militairement et opérationnellement dans son offensive contre le Yémen, alors que le bombardement se poursuit depuis plus de deux semaines », a constaté le président du Bureau exécutif du Hezbollah Sayed Hachem Safieddine durant une cérémonie organisée dans la ville de Tyr, au sud Liban. Et de poursuivre : « quand bien même ses bombardements peuvent se poursuivre un mois, deux ou plus, elle sait très bien qu'elle ne pourra rien réaliser. Alors à quoi cela sert de continuer et de causer davantage de tueries et d'effusion du sang aux dépens de pauvres yéménites déshéritées ? » Sayed Safieddine a continué sur le même ton accusateur : « cela n'a rien à voir avec la bravoure ou la virilité que de jeter des bombes sur le pauvre peuple yemenite opprimé, et de détruire l'armée yéménite et les infrastructures ? ».

Selon lui, ce que fait l'Arabie au Yémen ressemble à ce que l'entité sioniste avait fait contre le Liban en 2006. « C'est honteux voire abject que l'Arabie utilise les mêmes moyens utilisés par les sionistes en détruisant les maisons et les ponts, et en visant les civils et les infrastructures contre les pauvres du Yémen », a-t-il fustigé. S'interrogeant s'il est permis de se taire dans des conditions pareilles, il s'est dit étonné de l'indifférence manifestée par certains « alors que des milliers de martyrs et de blessés yéménites reçoivent des milliers de tonnes d'explosifs sur la tête ». Selon lui, l'Arabie devrait faire la même chose qu'Israël en 2006. « Israël a senti dès la première semaine de son offensive contre le Liban en 2006 qu'il ne peut rien réaliser après avoir terminé sa liste d'objectifs, sans ébranler la fermeté et la persévérance de la résistance et de sa base populaire ». « Les Israéliens étaient totalement impuissants, jusqu'à la venue des Américains qui les ont sortis de leur pétrin », a-t-il rappelé.

S'agissant de l'enjeu de cette guerre, à la lumière de la position géographique stratégique du Yémen, le dirigeant du Hezbollah a donné son explication. «Ceux qui parlent de Bab al-Mandab et lui accordent une importance primordiale évoquent l'existence de bases américaines, françaises et surtout israéliennes de l'autre côté ». Il a souligné que la plupart des provinces du Yémen sont désormais entre les mains de l'armée yéménite et des comités populaires. « Ce qui est d'ailleurs leur droit », a-t-il estimé, assurant que les avions et les porte-avions qui bombardent « veulent réaliser des projets qui n'ont rien à voir avec les Yéménites ». « Le peuple yéménite est pauvre et ne possède pas beaucoup de moyens. Mais il a sa dignité et son honneur et il possède l'apanage de dire non et de faire preuve de bravoure malgré tout ce qui lui est infligé ». Concernant la campagne médiatique confessionnelle menée par les médias pro-saoudiens dans le but de monter les yéménites les uns contre les autres, elle est d'après ses termes « l'effort des impuissants ». Al manar french.irib.ir 12.04

ACTUALITE EN TITRES

[Ne vous sentez-vous un peu plus républicain chaque jour ?](#)

En réalité la négation des valeurs de la République.

- Nicolas Sarkozy juge "l'alternance républicaine" en marche - Reuters

Goebbels ne cesse de faire des émules à droite et à gauche.

[Lui, il propose de faire sauter l'avion ! Si au moins ils étaient dedans !](#)

- Fabius : le FN propose de "sauter sans parachute de l'avion" - AFP

Cela ne risque pas d'arriver aux affairistes du PS...

[Ah ben c'est la crise !](#)

- Le PS parvient à une improbable synthèse - LeFigaro.fr

- Le conseil national de l'UDI s'ouvre sur fond de tensions internes - LeFigaro.fr

- Le FN s'installe dans une guerre sans merci - LeFigaro.fr

[Vive la guerre s'écrie l'aristocratie ouvrière alliée de l'aristocratie financière !](#)

- Ça plane pour Rafale, ça roule pour l'emploi - LeParisien.fr

- L'Inde commande 36 Rafale à la France : les salariés de Dassault ont le sourire - Francetv info

Cet avion est 50% que son concurrent russe aux performances identiques et Modi a accepté toutes les conditions de la France, ces 36 avions ne seront pas construits en Inde et il n'y aura pas de transfert de technologie, ce que la Russie offrait à l'Inde.

[Intox et propagande des officines de l'Empire du chaos et de la guerre.](#)

- Deux tiers des Brésiliens favorables à la destitution de Rousseff - Reuters

Lire l'article : *Brésil : l'État, la corruption et le marché (Rede Brasil Atual)* - [legrandsoir.info](#) 10.04

- Journée historique entre Raul Castro et Barack Obama - LeFigaro.fr

- Rencontre Obama-Maduro au sommet des Amériques - Reuters

"Le président Obama a exprimé notre plein soutien à un dialogue apaisé entre les partis vénézuéliens. Il a répété que nous n'avons pas l'intention de menacer le Venezuela, mais de promouvoir la démocratie, la stabilité et la prospérité au Venezuela et dans la région", a déclaré Bernadette Meehan, porte-parole du Conseil de sécurité national de la Maison blanche. Reuters 13.04

Comme en Libye, en Irak, en Syrie... Le même discours qui ne parvient plus à camoufler leurs opérations de déstabilisation des Etats qui refusent de se soumettre au diktat américain...

ACTUALITÉ DU JOUR

[Imposture. Quand la réaction se pare d'un masque de gauche.](#)

- Plusieurs partis de gauche réunis à l'initiative de Bennahmias - AFP

Les représentants de plusieurs partis de gauche, dont le PS, "ont appelé à la constitution rapide d'une Maison commune des progressistes, écologistes et démocrates", lors d'une réunion organisée samedi par le Front démocrate de Jean-Luc Bennahmias, a annoncé ce mouvement.

Jean-Vincent Placé, président du groupe écologiste au Sénat, Denis Baupin, député (EELV) de Paris, Jean-Noël Carpentier, député MDP (Mouvement de Robert Hue) du Val-d'Oise, Olivier Faure, porte-parole du PS, Guillaume Lacroix, secrétaire général du PRG, et Angelo Giordano, vice-président de Génération Écologie ont participé à cette réunion du Conseil national du Front démocrate, réuni à Boulognes-Billancourt (Hauts-de-Seine).

"En appelant à travailler sur le fond, et évoquant les grandes réformes à mener pour le pays, soulignant l'urgence écologique et l'impératif européen, les participants ont constaté une vision commune et la nécessité d'être dans l'action pour peser sur les politiques publiques", selon un compte-rendu de la réunion diffusé par le Front démocrate.

"Se qualifiant de réformistes, ils ont appelé à la constitution rapide d'une Maison Commune des progressistes, écologistes et démocrates", a-t-il poursuivi.

Jean-Luc Bennaïmias a rappelé l'engagement de son parti pour "redonner de l'espoir sur l'unité d'une gauche renouvelée avec un socle de valeurs partagées, un projet de société commun et une organisation fédérée" afin de mieux répondre "à la nécessité de changer de paradigme politique au XXIe siècle". AFP 12.03

Discours élimé et heureusement...

En complément

- Valls: l'accord Cambadélis-Aubry est "une bonne chose" pour "le rassemblement" du PS - AFP

La réaction de gauche resserre les rangs...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Ukraine

- Ukraine: Lavrov appelle Porochenko à empêcher la reprise de la guerre civile - french.trib.ir

Le chef de la diplomatie russe a appelé le président ukrainien à endiguer les tentatives des individus souhaitant replonger l'Ukraine dans une guerre civile. Il lui a demandé d'agir pour empêcher une nouvelle guerre à l'Est de l'Ukraine.

« Petro Porochenko devrait limoger tous ceux qui voudraient entraîner de nouveau l'Ukraine vers la guerre civile, a déclaré dimanche le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov sur le plateau de la chaîne 2 de la Télévision russe.

"Si Porochenko souhaite réellement réinstaurer la paix et le calme en Ukraine, il devra limoger tous ceux qui voudraient replonger l'Ukraine dans une guerre meurtrière", a estimé le chef de la diplomatie russe. Selon une autre dépêche, les opposants au gouvernement ukrainien à Donetsk ont annoncé que deux journalistes avaient été tués dans l'Est. Selon l'agence Russia Segodnya, Edward Basorin le porte-parole des opposants à Donetsk a annoncé dimanche : « Le véhicule de deux journalistes a été visé près de l'aéroport de Donetsk par un missile anti-char des forces ukrainiennes et détruit. Entre temps, les médias russes ont rapporté dimanche que les forces ukrainiennes ont attaqué l'aéroport de Donetsk. Cette attaque s'est heurtée à la résistance des opposants et a été repoussée. french.trib.ir 13.04

2- Etats-Unis - Iran (nucléaire)

2.1- Nucléaire : "Washington revient à l'option militaire" (Debka) - french.trib.ir

Les déclarations du secrétaire américain à la Défense, selon lesquelles les Etats-Unis sont en mesure de démanteler le programme nucléaire iranien, font preuve du revirement de Washington, qui semble faire appel à la menace, après les déclarations nucléaires», a-t-on appris du site d'informations Debka. Selon l'agence de presse Fars, à peine, deux semaines après l'entente trouvée par l'Iran et les 5+1, à Lausanne, le secrétaire américain à la Défense, Ashton Carter, a fait étalage, hier, de la capacité militaire de son pays à détruire le programme nucléaire de la RII. Il semblerait que ses déclarations aient plu à un média sioniste.

«La position des Etats-Unis envers l'Iran passe de la flatterie à la menace», voici le titre d'un article, où Debka se penche sur les propos d'Ashton Carter : «Nous avons la capacité de fermer, de repousser et de détruire le programme nucléaire iranien, et je crois que les Iraniens le savent et le comprennent».

Faisant allusion aux essais d'une bombe à haute capacité de pénétration (Massive Ordnance Penetrator, or MOP), la chaîne de télévision CNN a demandé à Ashton Carter, si cette bombe est capable de détruire les installations de Fordow.

«Oui ! C'est la raison pour laquelle cette bombe a été conçue», a-t-il répondu.

Le chef du Pentagone a, ensuite, prétendu que Washington cherchait à empêcher l'Iran d'accéder à la bombe atomique, via les discussions, au lieu de l'acte militaire. «On préfère le dialogue, car le programme nucléaire de l'Iran pourrait être revivifié, même après une attaque militaire», a-t-il justifié. french.trib.ir 11.04

2.2- Les Etats-Unis perturbent le processus de l'accord nucléaire - french.trib.ir

Ces derniers jours les responsables américains ont formulé des allégations ambiguës sur le communiqué nucléaire de Lausanne. Alors que l'une des bases clef pour accéder à l'accord final consiste à l'annonce immédiate de la levée des sanctions, les responsables de la Maison Blanche mettent l'accent sur une levée étape par étape des sanctions.

Les Américains suggèrent que Washington décidera sans prendre en compte ce qui a été accepté dans le communiqué nucléaire de Lausanne par l'Iran et les 5+1. Selon ce communiqué toutes les sanctions doivent être levées avec la signature de l'accord final. Les responsables américains présentent leurs méthodes comme les formules valables.

Suite aux propos du Guide suprême de la Révolution islamique, le secrétaire américain à la Défense, Ashton Carter a prétendu : « Tout accord réaliste doit empêcher la levée des sanctions avant que l'Iran ne prouve pas qu'il a mis fin à son programme nucléaire militaire. En plus l'Iran doit accepter les inspections n'importe quand, n'importe où ». Le général Masoud Jazayeri, adjoint du QG des forces armées de la RII, en réaction au secrétaire américain à la Défense, a indiqué que les responsables iraniens ont insisté à plusieurs reprises sur l'interdiction de toute inspection des centres et des installations militaires en Iran.

« Le fait que la partie américaine met l'accent sur la visite des centres militaires iraniens fait partie des rêves irréalisables auxquelles songent les autorités de la Maison Blanche, a-t-il martelé. Bien que le communiqué de Lausanne est dépourvu d'un statut juridique et il s'agit seulement d'une déclaration, mais c'est une feuille de route pour l'accord final et montre comment les l'Iran et les 5+1 vont franchir le 3ième pas pour rédiger le texte de l'accord.

Jeudi dernier le Guide suprême de la Révolution islamique a indiqué : « S'ils veulent définir un nouveau processus pour la levée des sanctions, alors les sanctions ne sont pas significatives, car l'objectif des négociations est la levée des sanctions ». Concernant la question de la supervision et des inspections, il a noté : « Il ne faut absolument pas permettre qu'ils s'infiltrent dans l'espace sécuritaire et défensif du pays sous prétexte de la supervision. Les responsables militaires du pays non plus, ne sont pas autorisés à leur permettre d'entrer dans cet espace ou de stopper le développement défensif du pays ».

Cette attitude des Etats-Unis prouve que l'on ne peut pas faire confiance à l'Occident. Les signes qui prouvent cette approche sont déjà visibles dans les allégations des autorités américaines. french.trib.ir 12.04

2.3- Le général Jazayeri réagit aux déclarations du secrétaire américain à la Défense - french.trib.ir

Les autorités iraniennes ont déjà annoncé explicitement, dans le cadre des mesures et dispositifs de l'Ordre de la RII, l'interdiction de la visite des centres et des sites militaires et défensifs du pays. « Les récents propos du secrétaire américain à la Défense concernant une visite aux centres militaires d'Iran, témoignent de son manque d'intelligence et de la partialité des Américains », a réaffirmé le général Jazayeri. Réagissant aux nouvelles déclarations du secrétaire américain à la Défense Ashton Carter, sur une visite aux installations militaires d'Iran, le porte-parole des forces armées de la RII, le général Massoud Jazayeri a déclaré : « Après les propos du Guide suprême de la Révolution islamique d'Iran au sujet d'une interdiction de l'inspection d'installations militaires iraniennes, de telles déclarations traduisent l'absence de l'intelligence ou la partialité de la partie américaine ».

Auparavant, a indiqué le général Jazayeri, les responsables iraniens avaient, explicitement et clairement, affirmé, lors des négociations, que l'Ordre iranien s'opposait à toute inspection de ses sites et installations militaires et défensifs. « Sur une autre dimension, on peut estimer que l'obstination de la partie américaine de se rendre aux centres militaires iraniens, s'inscrit dans le cadre des vœux irréalisés et inaccessibles des autorités de la Maison Blanche », a-t-il précisé avant de conclure : « La capacité défensive de la RII est le lourd marteau de l'Ordre de la RII face aux visées hégémoniques des étrangers et des ennemis de notre nation ». french.trib.ir 11.04

3- Egypte

- L'Egypte a abattu un drone américain - french.tribune.com

L'armée égyptienne a abattu un drone d'espionnage américain.

Lors d'une émission télévisée, les experts égyptiens en questions militaires ont fait part de l'interception par l'armée de ce pays d'un drone américain, a-t-on appris de Farsnews.

Ce drone, décollé de la 6ème flotte américaine, déployé en Méditerranée. Ce drone était en train de collecter des renseignements sur les forces égyptiennes, a indiqué l'expert des questions militaires Hassam Savilam. Les Etats-Unis utilisent ces drones, les plus modernes, pour détecter les terroristes en Afghanistan, a-t-il poursuivi.

Et ce, alors que, le Porte-parole du Pentagone a, récemment, affirmé que Washington pourrait vendre des missiles Hellfire à l'armée égyptienne pour la lutte contre le terrorisme. french.tribune.com 12.04

4- Syrie

Des commandos palestiniens débarquent en Syrie - french.tribune.com

Pour sauver les habitants du camp Yarmouk, les forces palestiniennes sont arrivées, en Syrie.

Après être arrivées du Liban, en Syrie, les forces palestiniennes se sont accordées avec l'armée de Damas, pour chasser, en coopération avec l'armée syrienne, les Daeshistes du camp de Yarmouk.

14 groupes palestiniens ont l'intention d'adopter une position commune, face au groupe terroriste takfiri Daesh et de demander au gouvernement de Damas de ramener la sécurité et la stabilité, au camp de Yarmouk.

Simultanément, les unités de l'armée syrienne ont lancé leurs opérations, depuis la proximité de la ville d'Al-Hadjar al-Aswad, et via le front Sud, contre les Daeshistes.

Certains combattants des forces du front populaire sont entrés, dans ce camp, pour libérer les réfugiés palestiniens des mains de Daesh, a annoncé le Front populaire de la Palestine.

Depuis l'attaque de Daesh, il y a quelques jours, 21 réfugiés palestiniens, dans ce camp, ont été tués, tandis qu'environ, 80 filles et garçons, ont été kidnappés par ce groupe terroriste.

18.000 réfugiés vivent dans le camp de Yarmouk. french.tribune.com 12.04

5- Irak

- Irak : une région d'Al-Anbar libérée - french.tribune.com

En Irak, l'armée a libéré une région dans le Nord de la ville de Ramadi, chef-lieu de la province d'Al-Anbar. « L'armée irakienne, secondée par les forces populaires, a nettoyé une région dans le Nord de Ramadi de la présence des éléments de Daech », a rapporté un correspondant de la chaîne arabophone iranienne, Al-Alam. « Equipés d'armes lourdes et semi-lourdes ainsi que d'obus de mortiers, les terroristes de Daech s'en sont pris à la raffinerie de Baiji dans la province de Salaheddine. L'armée irakienne a repoussé l'offensive des Daechistes et tué une quinzaine d'entre eux. Trois citernes de pétrole ont été détruits dans cette offensive ».

Le groupe terroriste de Daech a enlevé 120 lycéens dans le Sud et l'Ouest de Mossoul. Des sources d'information, citant les habitants de la région, ont souligné que ces enfants ont entre 12 à 15 ans. D'après ce rapport, les éléments de Daech ont transféré ces enfants à bord de véhicules militaires vers des lieux inconnus. french.tribune.com 13.04

6- Arabie saoudite

- "Malek Abdallah, un Juif" pour le roi Salmane - french.tribune.com

Salmane Ben Abdelaziz, monarque de l'Arabie saoudite, qui souffre, d'après des médias du monde, de l'Alzheimer, a qualifié, lors de son dernier discours, de juifs les anciens rois d'Arabie avant de demander pardon pour eux auprès de Dieu.

Selon la chaîne d'informations Al-Sahel Al-Matn, le roi saoudien, Salmane Ben Abdelaziz, a qualifié de juifs ses prédécesseurs lors d'un discours prononcé devant les officiers de l'armée et les commandants militaires, impliqués dans l'offensive contre le Yémen.

En énumérant les rois saoudiens depuis la formation de cette monarchie pétrolière, Malek Salmane a fait allusion au nom de Malek Abdallah et a ensuite dit : « Que Dieu pardonne les autres Juifs ».

La diffusion de cette vidéo dans l'espace virtuel a provoqué les réactions ironiques des internautes saoudiens qui se posent une question : « Comment une vieille personne qui ne peut même correctement parler, est capable de décider pour son pays ? C'est ainsi qu'il ordonne une agression militaire contre un pays indépendant aboutissant au massacre des femmes et des enfants et c'est ainsi qu'il s'en mord les doigts après deux semaines, cherchant une solution politique à la crise qu'il a déclenché lui-même ». french.trib.ir 12.04

Précisons que les Saoudiens sont des sémites qui s'ignorent, comme les Palestiniens... ce que ne sont pas la presque totalité des juifs, d'où l'enthousiasme commun de l'Arabie saoudite et de l'Etat sioniste à bombarder des Arabes... ou des sémites. Ne cherchez pas l'erreur, ils sont bien racistes et antisémites.

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- Canada

- Au Québec, la crise étudiante repart de plus belle - lefigaro.fr 10.04

Trois ans après le «printemps érable», le Québec est une nouvelle fois aux prises avec la contestation étudiante, avec la multiplication de manifestations et d'échauffourées avec la police.

Cela chauffe au Québec. Plusieurs associations étudiantes ont voté une grève il y a un peu plus de deux semaines et organisent depuis des débrayages pour protester contre les mesures de compressions budgétaires du gouvernement libéral de la province francophone. L'Université du Québec à Montréal (UQAM), l'une des quatre universités de la ville, est une nouvelle fois au cœur de la contestation: plusieurs de ses étudiants, cagoulés ou masqués, tiennent régulièrement des piquets de grève, obligeant professeurs et étudiants à quitter les salles de cours.

Étudiante en 1^{ère} année de droit, Marie-Perle Nadeau appuie la contestation mais désavoue les actions violentes. «Je suis pour les revendications mais contre les blocages de cours», confie-t-elle dans les couloirs de l'UQAM. Le recteur de l'UQAM, Robert Proulx, a dernièrement obtenu de la justice de prendre toutes les mesures pour faire cesser «toute forme d'intimidation physique ou psychologique» sur les étudiants et les professeurs. Fort de cette injonction, il a fait appel à la police qui a investi, dans la nuit de mercredi à jeudi, un bâtiment occupé par les manifestants, avant de procéder à 22 interpellations en usant de la force.

Si des professeurs s'étaient interposés la veille entre les manifestants et la police, les échanges musclés lors de l'intervention policière ont laissé des traces. Il y a eu «beaucoup de saccages et de vitres brisées», évoque le recteur, qui a décidé de fermer un bâtiment où les dégâts étaient trop importants. En colère après les violences policières, Alexandre, affilié à un syndicat gréviste, n'approuve pas les méthodes brutales pour faire respecter la grève. «On ne peut pas accepter la violence», déclare ce jeune, tout en distribuant ses tracts dans les couloirs de l'université au centre-ville de Montréal.

Le mouvement de ce printemps «est beaucoup plus politique» que la contestation de 2012, estime Marie-Perle Nadeau. Il y a trois ans, les étudiants qui manifestaient contre la hausse des frais de scolarité, avait réussi à faire tanguer puis tomber les responsables du gouvernement libéral de l'époque.

Revenu depuis un an aux affaires, celui-ci essuie donc une nouvelle crise étudiante mais refuse toujours de faiblir. Jeudi, son ministre de l'Éducation, François Blais, a même tenu à soutenir publiquement le recteur de l'université, pourtant désavoué par une partie du corps professoral. «Monsieur le recteur nous vous appuyons et nous sommes confiants que l'université se relèvera de l'affront que quelques individus lui ont fait subir», a lancé le ministre, défendant «le droit inaliénable de pouvoir étudier» dans les universités.

En plein mouvement de grève, la direction de l'UQAM a demandé aux professeurs «de dispenser leurs cours [...] et ce, peu importe le nombre d'étudiantes et d'étudiants présents en classe.» Un message en forme de provocation pour le syndicat des professeurs qui réclame la démission du recteur. Pour Marcos Ancelovici, professeur de sociologie, le recteur a fait une faute en requérant l'aide des forces de l'ordre tandis que Michèle Nevert, présidente du syndicat des professeurs, dénonce son double discours. Il avoue être «contre les compressions» budgétaires du gouvernement, mais continue de les mettre en œuvre, explique-t-elle. lefigaro.

fr 10.04

2- Niger

- Niger: reprise du travail dans une mine d'Areva après une grève jugée "illégal" - french.trib.ir

Plusieurs centaines de travailleurs d'une des deux mines d'Areva dans le nord du Niger ont repris le travail jeudi, après deux jours d'une grève déclarée "illégal" par la justice nigérienne, a-t-on appris auprès des grévistes et d'Areva. "Nous avons repris le travail à 13H00 locales" (12H00 GMT) car "la justice, saisie par Areva, a déclaré +illégal+ notre mouvement", a indiqué à l'AFP Moussa Moutari, le dirigeant du Syndicat des agents des mines et assimilés (Synamine), l'un des deux syndicats du secteur, à l'origine de la grève dans cette mine proche de la ville d'Arlit. Un responsable local d'Areva a confirmé à l'AFP "la fin de la grève" ainsi que "l'illégalité" de ce mouvement social prononcée par la justice. "Nous allons corriger les lacunes qu'on nous reproche et nous allons relancer la grève", a affirmé le dirigeant syndical.

Mardi, des centaines d'agents de la Somaïr (la société gérant cette mine) s'étaient mis en grève pour trois jours afin de réclamer le versement d'un reliquat de prime datant, selon eux, de 2014. Sur un million de francs CFA (environ 1.500 euros) de "prime d'objectifs financiers" promise à chacun des 1.332 travailleurs du site, 400.000 FCFA (environ 600 euros) ont été versés aux agents, qui réclament les 600.000 FCFA restants (quelque 900 euros), avait précisé M. Moutari.

D'après le responsable d'Areva, les grévistes exigeaient le paiement "d'une avance sur la prime objectifs financiers de l'année 2015, alors que l'année vient à peine de commencer". Areva a fait état début mars d'une perte record de 4,8 milliards d'euros, annonçant un vaste plan d'économie d'un milliard d'euros à l'horizon 2017. Le géant du nucléaire français a récemment licencié 170 salariés sur le chantier de la mine d'uranium d'Imouraren (également dans le nord du Niger), suspendu depuis août 2014.

Le Niger est le 4e producteur d'uranium au monde mais aussi l'un de pays les plus pauvres de la planète. L'uranium nigérien représente près de 35% de la production totale d'Areva de ce minerai, qui sert de combustible aux centrales nucléaires une fois enrichi. french.trib.ir 12.04

L'armée française ne pouvait pas bombarder les grévistes, cela comportait trop de risques apparemment...

ECONOMIE

Grèce

- La BCE doute du projet de loi grec sur les saisies immobilières - Reuters

Le projet de loi visant à protéger les Grecs de la saisie de leur résidence principale va au-delà de la protection des contribuables à faible revenu et pourrait avoir l'effet pervers d'encourager les particuliers à ne pas rembourser leurs crédits, estime la Banque centrale européenne (BCE) dans un avis juridique.

Le ministère grec de l'Economie avait demandé son avis à la BCE sur ce projet de loi qui offre une protection pour les résidences principales valant jusqu'à 300.000 euros. Pour cela, les emprunteurs ne doivent pas disposer d'un revenu annuel supérieur à 50.000 euros et un patrimoine total supérieur à 500.000 euros (sur lequel les dépôts bancaires et autres dépôts "liquides" ne doivent pas dépasser 30.000 euros).

Ces conditions sont plus généreuses que sous la loi précédente, qui protégeait les logements jusqu'à 200.000 euros pour les emprunteurs gagnant 35.000 euros par an maximum et dont le patrimoine ne dépassait pas 270.000 euros.

"Le nombre très large de débiteurs éligibles, qui va au-delà de la protection des débiteurs vulnérables et à faibles revenus, est susceptible de créer un aléa moral et pourrait déboucher sur des défauts stratégiques, mettant à mal à culture du paiement et la future croissance du crédit", estime la BCE dans son avis publié samedi.

"Le projet de loi étend de façon importante les critères d'éligibilité en terme de valeur de la propriété protégée, du revenu annuel des ménages, de la valeur des biens mobiliers et immeubles et du montant des dépôts", ajoute-t-elle.

Elle estime qu'une interdiction très large des saisies n'est pas une solution durable pour régler le problème du niveau élevé des prêts non performants accordés par les banques grecques. "Il est probable que les interdictions dans le projet de loi incitent les débiteurs qui ne sont pas dans un réel besoin de protection à cesser de remplir leurs obligations ou à les réduire fortement,

même s'ils ont les moyens de les honorer en totalité", ajoute la banque centrale des pays de la zone euro.

Les mauvaises créances des banques grecques représentaient plus de 34% de leur portefeuille de prêts à la fin du troisième trimestre 2014, selon les données de la Banque de Grèce. Environ 28% des 69 milliards d'euros de crédits immobiliers accordés par les banques grecques étaient non performants ou non payés pendant plus de 90 jours, selon les derniers chiffres connus de septembre 2014. Les prêts immobiliers représentaient un tiers des crédits accordés par les banques grecques. Reuters 13.04

[Haut de page ↗](#)

Le 14 avril 2015

[CAUSERIE](#)

On ajoutera un douzaine d'articles plus tard.

[Vidéo.](#)

Une dictature impériale. "*Nous pouvons nous ingérer partout sur la planète, mais personne ne peut nous attaquer.*"

Pour faire chier nos détracteurs archi bornés qui par leur attitude creusent notre propre tombe : a-t-il déjà existé dans le passé une situation comparable, où un Etat pouvait-il se prévaloir de posséder un tel pouvoir à une telle échelle ? On les voit d'ici se creuser la cervelle ou ce qu'il en reste pour essayer d'en faire sortir quelque chose, quelle torture nous leur imposons là, c'est monstrueux je leur accorde !

A partir du moment où l'évolution d'un facteur a contribué à créer une situation inédite ou nouvelle, il nous semble indispensable d'y réfléchir à nouveau en le prenant en compte en essayant de déterminer quelle influence cela pourrait avoir sur d'autres rapports.

On peut aussi considérer que cette situation n'est pas tout à fait nouvelle, puisque l'hégémonie américaine date de l'issue de la Seconde Guerre mondiale, certes, mais pas à ce niveau-là, pas dans de telles proportions, ils ont fortifié leur empire, mais surtout ils se sont fortifiés eux-mêmes davantage encore.

En fait, ils ont reporté tous les risques ou menaces que comportait leur politique sur la planète entière, pour n'en conserver que les bons côtés ou les profits qu'il y avait à en tirer. Ils font peser un danger mortel sur la paix en Europe et sur d'autres continents, tandis qu'ils ne risquent pas de subir les destructions qui accompagneraient éventuellement une guerre. Et c'est dans cette combine cynique que marche Hollande et l'UE.

G. Friedman "... c'est cynique, amoral, mais ça marche ". (le 13 avr. 2015)
https://www.youtube.com/watch?feature=player_detailpage&v=emCEfEYom4A

Stratfor: comment Washington peut conserver sa domination sur la planète. Extraits du discours de George Friedman, directeur de la société de renseignement et d'analyse Stratfor, dite la « CIA de l'ombre », au Council on Foreign Relations de Chicago.

Dans son discours au Council il explique comment Washington peut conserver sa domination sur la planète. Il identifie également les ennemis potentiels des USA.

Friedman voudrait que le monde actuel soit exclusivement sous le contrôle direct ou indirect des USA. Le président de Stratfor déclare que les USA n'ont pas de relations avec l'Europe. « Nous avons des relations avec la Roumanie, la France et ainsi de suite. Il n'y a pas d'Europe avec laquelle les USA ont des relations quelconques ». Cela rappelle forcément la conversation de la sous-secrétaire d'Etat Victoria Nuland avec l'ambassadeur des USA à Kiev en 2014. Nuland avait alors expliqué à son interlocuteur en des termes très crus ce qu'elle pensait de l'Europe unie et de ses dirigeants: <https://www.youtube.com/watch?v=2-kbw...> 33] Plus tard, elle a présenté ses excuses pour la forme de ses propos, mais pas sur le fond. Il faut savoir que Mme Nuland est une lectrice des notes analytiques de Stratfor.

« Les USA contrôlent tous les océans de la terre. Personne n'avait encore réussi à le faire. Par conséquent, nous pouvons nous ingérer partout sur la planète, mais personne ne peut nous attaquer. Le contrôle des océans et de l'espace est la base de notre pouvoir », a déclaré Friedman à Chicago.

Selon lui, "la priorité des USA est d'empêcher que le capital allemand et les technologies allemandes s'unissent avec les ressources naturelles et la main d'œuvre russes pour former une combinaison invincible". Créer un "cordon sanitaire" autour de

la Russie permettra à terme aux USA de tenir en laisse l'Allemagne et toute l'Union européenne.

ACTUALITE EN TITRES

[Mégalomanie. Après les preuves fabriquées, les biographies arrangées.](#)

- Jean-Marc Ayrault, raconté par sa fille - Francetv info
- Manuel Valls se découvre dans un documentaire - Francetv info

Ton léger, propos parfois impertinents, l'auteur du documentaire, Frantz-Olivier Giesbert n'a pas voulu faire un documentaire à charge. Francetv info 13.04

Et pour cause, Frantz-Olivier Giesbert fait partie de l'élite intellectuelle qui diffuse la propagande néolibérale...

[Parce que ce serait possible !](#)

- Christian Paul: l'aile gauche du PS soutiendra Hollande "s'il a réussi" - AFP

[Résistance sociale](#)

- Malgré la médiation, Radio France vote un 27e jour de grève - AFP
- Une semaine de grève pour les salaires chez Ecocert, certificateur des produits bio - AFP

[Ils sont atteints d'éjaculation précoce au Point !](#)

- Et si vous faisiez 7 minutes d'exercice par jour ? - LePoint.fr

[Lobotomie. Ils avaient aussi un sexe à la place du cerveau](#)

- Une Allemande de 65 ans enceinte de quadruplés - M6info

Quand la femme descend au-dessous de la condition animale...

Quand l'homme descend au-dessous de la condition de la femme...

- La violence sexuelle, «tactique de terreur» des groupes extrémistes - Libération.fr

[Nouvelles de l'Empire du chaos et de la guerre.](#)

A quoi bon : C'est la copie conforme de celui des néolibéraux !

- Hillary Clinton se lance dans la course à la présidentielle mais n'a toujours pas de programme - Atlantico.fr

La Thatcher made USA !

Après le clone en couleur de Bush, son clone féminisé.

- Hillary Clinton a raison de mettre en avant le fait qu'elle est une femme - Slate.fr

La décadence de la société en mode accéléré.

- Etats-Unis : un couple d'hommes découvre qu'il apparaît dans la vidéo de candidature à la présidentielle d'Hillary Clinton - Francetv info

Marketing. Quand les médias assurent la promotion d'un produit frelaté et nocif.

- Hillary Clinton : première présidente des États-Unis ? - Francetv info

Les femmes sont plus hypocrites, calculatrices ou manoeuvrières, cruelles et cyniques que les hommes, cela nous semble un choix judicieux en cette période de réaction sur toute la ligne et de guerres permanentes. On a écrit cela parce qu'on le pense en partie sans vouloir généraliser, disons par expérience ou simple constat, ensuite parce qu'il y aura des féministes pour soutenir qu'une femme à la Maison Blanche serait une chance pour la paix dans le monde, ils oublieront juste... le peuple américain soumis à une dictature.

A-t-il avoué au moins ?

- Etats-Unis: Un enfant de trois ans tue son frère d'un an d'une balle dans la tête - 20minutes.fr

Pas de circonstances atténuantes, tu es responsable à ton âge, tu as le choix entre la prison à vie ou disparaître un peu prématurément.

Assassinat au quotidien dans un pays militarisé.

- États-Unis : les images-chocs du passage à tabac d'un fugitif par des policiers - LePoint.fr

- Un policier tue un suspect après avoir confondu son Taser avec son revolver - 20minutes.fr

Malcom X avait compris que pour que le racisme disparaisse il faudrait renverser le capitalisme.

L'ordre est respecté.

- Fitch confirme la note AAA (perspective stable) des Etats-Unis - Reuters

Si lorsqu'on a les moyens de fabriquer autant de monnaie de singe que l'on veut sans que personne ne puisse vous en empêcher on ne méritait pas la note maximale, fichtre, ce serait forcément injuste !

ACTUALITÉ DU JOUR

[France. Ils sont en guerre à l'extérieur et à l'intérieur, contre tous les peuples.](#)

Au fait, qui complotte contre qui, car personne ne saura qui ils surveillent vraiment, ni pourquoi et ce qu'ils comptent véritablement faire de leurs "découvertes", comme le FBI qui détecte de potentiels terroristes qu'ils infiltrent pour les aider à passer à l'acte ? Apparemment ils savent déjà comment s'y prendre...

- Renseignement : «On ne fait pas la guerre avec les moyens de la paix», pour NKM - LeParisien.fr

- Une loi sur le renseignement pour une France « en guerre » débattue à l'Assemblée - LeMonde.fr

- Projet de loi renseignement: un débat presque sans opposition à l'Assemblée - lexpress.fr

Grille de lecture.

La France n'aurait aujourd'hui pas les moyens de répondre à cette "menace globale".

- Comment invoquer des ennemis insaisissables qu'on a soi-même créé ou qu'on entretient, une "menace globale" impossible à circonscrire ou montée de toute pièce, pour justifier ensuite des lois liberticides et répressives, et faire en sorte que la population y adhère ou en redemande, pour finalement instituer un Etat policier à l'insu du peuple qu'on a manipulé et qui en sera la victime.

Lexpress.fr et francetvinfo.fr - L'exécutif se livre sur ce point à un drôle de numéro d'équilibriste : prétendre qu'il ne s'agit pas d'une loi de réaction, surfant sur l'émotion, tout en invoquant constamment la menace terroriste et ses multiples avatars pour justifier

sa présentation deux mois après les attentats de janvier, en procédure d'urgence à l'Assemblée.

Manuel Valls a balayé les critiques qui jugent le projet de loi liberticide, insistant sur l'urgence de donner aux services de renseignement français les moyens d'enrayer le terrorisme. (Le ministre saoudien des Affaires étrangères, Saoud al-Fayçal, a qualifié l'intervention militaire de l'Arabie saoudite au Yémen "de simple lutte contre le terrorisme", donc légitime. - french.irib.ir 13.04 - ndlr)

"Il est exceptionnel qu'un Premier ministre se présente devant la représentation nationale pour présenter un projet de loi." Si certains doutaient encore de l'interventionnisme de Manuel Valls sur le dossier de la loi renseignement, ils sont désormais fixés. Ce lundi, le Premier ministre s'est lui-même chargé de défendre le texte devant les députés, pour la première journée de débat à l'Assemblée nationale.

Manuel Valls ne pouvait pas éluder les attentats de janvier dernier au cours de la présentation de son projet de loi. (Sinon à quoi bon les avoir orchestrés. - ndlr) Au contraire, le Premier ministre insiste désormais sur cette "menace globale" qui pèse sur le pays. Le piratage de la chaîne TV5 Monde la semaine dernière ne fait d'ailleurs selon lui que confirmer la nécessité d'une telle loi. (Qui l'a piraté ? Ses amis ? - ndlr) Avec cette attaque, "c'est la liberté d'expression et la démocratie qui sont visées". En ce sens, la loi n'aurait pas d'autre intérêt que de doter les services de renseignement "des moyens humains, juridiques et techniques nécessaires". (On voit ce qu'il en fait des "moyens humains (...) et techniques" qu'il met à la disposition d'Al-Qaïda et Daesh. ndlr)

Le Premier ministre s'est montré quelque peu critique à l'égard des opposants au texte. Il dénonce les "caricatures", les mensonges et le "faux procès" intenté à l'encontre du gouvernement. Il promet de conserver "le principe de ciblage de toute surveillance sur les personnes menaçantes". (En voilà un concept élastique "les personnes menaçantes" applicable arbitrairement... - ndlr)

La surveillance de masse ? Un "faux procès". (Donc forcément la vérité. - ndlr)

Le Premier ministre est formel : le projet de loi sur le renseignement "n'installe en aucune manière un appareil de surveillance policière de la population" (Il a raison, il est déjà en place, il s'agissait juste de le légaliser et de le renforcer. -ndlr), a-t-il assuré, dénonçant "des faux procès" de la part de ceux qui fustigent un texte liberticide. Selon lui, cette loi est indispensable pour adapter les techniques du renseignement à "la société numérique" : "Lorsque les échanges sont dissimulés ou ne sont pas décryptables, il faut pouvoir contourner l'obstacle." (Mais étrangement ils n'existeraient pas de "techniques" pour empêcher les vidéos des barbares d'être diffusées par Youtube par exemple, ni même pour les faire disparaître, alors qu'elles diffusent leur propagande. Comme quoi tout cela n'est qu'un faux prétexte. C'est l'argument choc que l'on peut opposer à ceux qui soutiendraient cette loi, montrant que le gouvernement tient en réalité un double langage et cache ses véritables intentions qui sont évidemment inavouables.. - ndlr)

Pour convaincre les députés de l'urgence de cette loi, prévue depuis juillet 2014, mais présentée en procédure accélérée après les attentats de janvier, Manuel Valls a insisté sur l'ampleur de la menace terroriste. Il y aurait actuellement 434 Français en Irak ou en Syrie, et 96 y auraient été tués, selon les chiffres cités par le Premier ministre. (Quelle précision, à croire qu'ils en savent plus que ce qu'ils en disent ! - ndlr)

Les services de renseignement (Syriens et Irakiens. -ndlr) ont notamment établi que sept Français, ou résidents en France, étaient morts "en action-suicide en Syrie ou en Irak", dont "six étaient des nouveaux convertis", a annoncé Manuel Valls. Un phénomène nouveau qui témoigne selon lui "des redoutables capacités d'endoctrinement de Daech". (Parfaitement libre sur Internet. -ndlr)

La portée du projet de loi renseignement dépasse le seul cadre de la lutte contre le terrorisme. Manuel Valls a ainsi fait référence à la lutte contre l'espionnage industriel qui plombe les entreprises françaises. Contrairement aux manifestants qui exprimaient leur crainte ce lundi près de l'Assemblée, les entreprises et les start-ups peuvent donc être rassurées.

Le FN farouchement opposé.

Le Front national se montre quant à lui très fermement opposé au texte. lexpress.fr et francetvinfo.fr 13.04

L'extrême droite qui dans cette histoire apparaît comme le chevalier blanc et vaillant défenseur des libertés individuelles, non vous ne rêvez pas, voilà à quoi mène le PS et sa politique. Il était donc urgent que Le Pen père ferme sa grande gueule ou passe le relais...

Vous êtes Français, vous devriez en être fier !

- La place de la France dans l'industrie de la défense - Francetv info

Dorénavant quand un Indien me demande de quelle nationalité je suis, je lui réponds peu importe, je suis né et j'ai vécu en France.

J'ai été baptisé mais je ne suis pas chrétien, donc je suis de nationalité française mais je ne me sens pas davantage Français, j'en aurais honte !

Cela fait marrer les Indiens, parce qu'ils n'en pensent pas mieux de l'Inde ou de ceux qui dirigent le pays, ses coutumes archaïques sur fond de superstitions d'un autre âge les agacent, mais ils en sont prisonniers, vouloir s'y soustraire, c'est à coup sûr être excommunié, banni de la société, il est donc préférable de composer si on n'a pas un état d'esprit suicidaire. Mon statut privilégié dont j'abuse pour la bonne cause, me permet d'y échapper en grande partie.

Ah ben si la guerre est si populaire que ça !

- Et maintenant, la France espère vendre des Rafale aux Emirats arabes unis - 20minutes.fr

Dans le baromètre mensuel Opinionway pour Metronews et LCI diffusé dimanche, le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, reste le ministre le plus populaire du gouvernement, avec 56% de bonnes opinions, suivi par ses collègues de l'Intérieur et des Affaires étrangères, Bernard Cazeneuve et Laurent Fabius (53%). Reuters13.04

Les plus pourris après Hollande et Valls qui sont à 21 et 36%, comme quoi la propagande de guerre fonctionne bien.

- Forces spéciales : "Le problème vient des difficultés de recrutement" - LePoint.fr

Pourquoi ont-ils créé les conditions politiques permettant à un climat de terreur de se développer en France?

- Loi sur le renseignement: 63 % des Français d'accord pour limiter les libertés - 20minutes.fr

- Renseignement: «Cette loi peut permettre une police politique comme nous n'en avons jamais vue» - 20minutes.fr

Un aveu : «N'importe quel pouvoir pourra faire ce qu'il veut.» Alain Marsaud, député UMP, ex-chef du service central de lutte antiterroriste au Parquet de Paris dans les années 80. 20minutes.fr 13.04

Les Charlie absents aux abonnés

- Manifestation contre la «loi liberticide» sur le renseignement - Liberation.fr

En France, l'exercice est pour le moins inédit. Contrairement aux Etats-Unis ou à l'Allemagne qui ont récemment vu des manifestations contre la surveillance, à la suite, notamment des révélations d'Edward Snowden.

Le contexte post-Charlie ne passe pas pour les opposants au texte.

Raquel Garrido, du Parti de Gauche, s'indigne que «la lutte contre le terrorisme serve à faire passer des mesures de surveillance généralisée».

Les dizaines de manifestants présents lundi 13 avril aux abords de l'Assemblée nationale dénoncent ce qu'ils appellent une "surveillance de masse" rendue possible par le projet de loi sur le renseignement, au premier jour de son examen par les députés.

Les associations regroupées dans "l'Observatoire des libertés et du numérique" ont appelé à protester contre ce projet de loi, tout comme le Syndicat de la magistrature, le Syndicat des avocats de France, Amnesty International, Attac, la Ligue des droits de l'homme, les syndicats de journalistes SNJ-CGT et SNJ, Solidaires, la Quadrature du net ou Droit au logement.

Les manifestants refusent un texte "présenté à tort comme une loi antiterroriste (...) qui donne aux services de renseignement des pouvoirs de surveillance massifs sans contrôle réel". FranceTV info 13.04

Tant qu'ils ne remettent pas en cause l'existence du régime, il est légitime et peut tranquillement continuer de légiférer, d'où l'absence de censure de ce micro-événement puisqu'il sert plus le régime qu'autre chose.

Parole de patrons. La lutte anti-terroriste n'est qu'un prétexte.

On donne la parole à des dirigeants de l'UMP, de l'UDI, des patrons, comme quoi on n'est pas sectaire !

- Loi Renseignement: des hébergeurs menacent de délocaliser - AFP

Plusieurs hébergeurs internet français menacent de délocaliser leurs activités pour protester contre l'installation de "boîtes noires" épiant les communications, prévue dans le projet de loi sur le renseignement débattu lundi à l'Assemblée nationale.

"Pour l'instant on est complètement ignorés par le gouvernement, son intérêt est plus centré sur le contrôle de l'internet que sur l'économie", explique à l'AFP Emile Heitor, directeur technique de l'hébergeur NBS System, implanté à Paris et à Londres.

Avec la mise en place d'appareils de contrôle directement chez les opérateurs télécoms, les hébergeurs et les grandes plateformes internet, "ce projet va par certains aspects plus loin que ce que l'on a pu reprocher aux États-Unis avec le Patriot Act", souligne-t-il.

OVH, Gandi, IDS, Lomaco et Ikoula, qui font partie des principaux hébergeurs tricolores, ont indiqué jeudi dans un texte commun que si le texte était voté sans amendement ils seraient contraint de déplacer une grande partie de leur infrastructures à l'étranger.

Selon Emile Heitor, un tel transfert "est à l'étude, en fonction de l'évolution du projet de loi et des éventuels recours légaux, mais on doit réfléchir aux alternatives car notre modèle économique est en danger".

Bbeaucoup doutent ouvertement de la capacité réelle de ce dispositif à être efficace dans la lutte anti-terroriste.

"C'est Monsieur et Madame Tout-le-monde qui seront touchés car ceux qui sont normalement concernés par cette loi chiffrent déjà leurs communications", prévient le président et fondateur d'Ikoula, Jules-Henri Gavetti.

"Au final cette mesure semble relativement vaine, très peu ciblée et surtout contre-productive économiquement dans un de nos rares secteurs en croissance", assure Emile Heitor.

Les hébergeurs insistent qu'ils mettront leurs menaces à exécution car ils n'auront pas d'autre choix pour poursuivre leur développement.

"L'adoption de cette loi telle quelle entraînerait un départ de 30% ou 40% de notre activité hors de France, et dans ce cas on suivra nos clients", affirme ainsi Jules-Henri Gavetti.

Vers quelles contrées cette migration forcée pourrait-elle s'effectuer en priorité? "Le Luxembourg, l'Allemagne, la Belgique, en clair les pays frontaliers qui n'ont pas de loi similaire", répond-t-il.

"On héberge actuellement 99% de nos infrastructures en France, comme la plupart des signataires de la pétition", rappelle Jules-Henri Gavetti.

Une étude Forrester publiée lundi vient toutefois nuancer un peu les prévisions alarmistes des hébergeurs français.

Selon Edward Ferrara, analyste principal du cabinet, l'impact sur le marché du "cloud" de la révélation en 2013 par Edward Snowden du programme de surveillance Prism mené par l'Agence de sécurité nationale américaine (NSA) a été largement exagéré.

"Moins d'un tiers des compagnies non-américaines ont transféré leurs données loin de leurs partenaires américains", indique-t-il.

Forrester estime à 47 milliards de dollars la perte globale pour l'économie américaine, un chiffre important mais qui "demeure cependant loin des prévisions initiales".

Pour Laurent Allard, PDG d'OVH, qui revendique la place de numéro 1 de l'hébergement en Europe, la controverse actuelle autour du projet gouvernemental découle "d'un véritable débat de société et non pas de la protection d'une corporation", appelant à ce que d'autres acteurs s'y impliquent.

"L'Etat utilise des moyens disproportionnés par rapport à son but affiché, mais les gros acteurs comme OVH qui manifestent leur mécontentement ne partiront pas", juge Jean-François Beuze, président de la société de conseil informatique Sifaris.

"Des écoutes il y en a toujours eu, la véritable question c'est l'encadrement des services de renseignement en cas de dérives", ajoute-t-il. AFP 13.04

[Intox et désinformations. Les banquiers ou les marchés financiers : De braves philanthropes !](#)

- Quand les banques prêtent à taux négatif - Francetv info

A moyen et long terme, les racketteurs du marché empochent des dizaines de milliards d'euros chaque années.

Allemagne, France, Portugal ou encore Espagne, tous ces pays empruntent à taux négatif à court terme. En termes plus clairs, les investisseurs sont prêts à payer pour leur prêter de l'argent.

Alors que le service de la dette avoisine les 50 milliards d'euros par an.

Selon des estimations, ces taux négatifs devraient permettre d'économiser en 2015, 400 millions d'euros sur le budget. Francetv info 13.04

Il faut ajouter qu'il est prévu que les intérêts sur les prêts à taux longs... augmentent vers le milieu ou la fin de l'année, c'est la Fed qui l'a annoncé.

Ce qu'il faut retenir, c'est que les Etats continuent de s'endetter auprès des marchés qui lui tiennent ainsi par les couilles pour parler vulgairement. C'est un extraordinaire levier ou moyen de pression politique dont dispose l'oligarchie financière pour imposer sa politique néolibérale à tous les gouvernements, ou mieux encore leur imposer son propre personnel, comme Macron par exemple, la suite n'est plus qu'une formalité.

Système économique mafieux. Lois détournées.

Chut, c'est un secret ! En reproduisant cet article on prend le risque d'être catalogué par les services de renseignement comme conspirateur, je plaisante.

- Le scandale caché des autoroutes, le gouvernement enterre un rapport explosif - latribune.fr

L'Obs a révélé, vendredi 10 avril, la teneur d'un rapport explosif sur les sociétés autoroutières qui n'auraient pas respecté les engagements pris au moment des privatisations. Factures gonflées, absence d'appels d'offres, opacité tarifaire... Les sociétés autoroutières sont pointées du doigt.

Après le rapport sur le gaz de schiste, voilà un nouveau rapport qui semble avoir été classé sans suite par le gouvernement. Cette fois, il s'agit des concessions d'autoroutes. C'est L'Obs qui a divulgué les grandes lignes de ce rapport, que le gouvernement a tenté d'enterrer.

Ce rapport a été rédigé par la Commission nationale des marchés des sociétés concessionnaires d'autoroutes. Cette structure est chargée de veiller à la bonne tenue des appels d'offres dans le secteur de la maintenance des infrastructures autoroutières françaises au lendemain des privatisations menées par Dominique de Villepin, en 2005.

Les règles ont été contournées

A l'époque, le deal était simple, les recettes des péages devaient servir à la maintenance, l'investissement, la réfection du réseau... et à rien d'autre - comprendre: pas question de remonter les bénéfices pour financer d'autres projets des différents groupes concessionnaires (Vinci, Eiffage, Abertis, Macquarie...).

Très rapidement, les autorités de la concurrence ont mis en avant le risque que les marchés soient réservés à des filiales des groupes, s'affranchissant ainsi de la mise en concurrence.

Dans le rapport de la Commission nationale des marchés, plusieurs dysfonctionnements ont entravé le contrôle de ces sociétés. Les sociétés ont ainsi refusé de fournir les détails des contrats de moins de 2 millions d'euros pour lesquels ils n'ont aucune obligation de transparence. La commission craint que les groupes aient découpé de gros contrats en plusieurs plus petits pour rester dans les clous de la loi.

Des prix surestimés, des avenants à outrance...

Plus grave encore, la Commission estime que les prix ont été surestimés. D'ailleurs, elle se plaint, dans son rapport, que certaines sociétés d'autoroutes notamment les filiales de Vinci (ASF et Escota) aient refusé de transmettre les prix qui ont été appliqués.

Les prix transmis par leurs rivaux en 2013 montrent qu'ils ont été surestimés. Pour ne rien arranger, la Commission observe que

les sociétés d'autoroutes ont allégrement fait gonfler les factures au travers d'avenants ajoutés après le début des travaux. Le rapport évoque une hausse comprise entre 15% et 52% du prix des travaux.

Un statut spécial pour Cofiroute

Le rapport de la Commission pointe également l'absence de réelle indépendance des organes de contrôles internes. En réalité, les groupes ont installé des anciens cadres à la tête de ces organes.

Enfin, le rapport déplore que Cofiroute ne soit pas éligible à toutes ces règles, compte tenu du fait qu'elle n'a jamais été publique. latribune.fr 13.04

Le malheureux qui va voler un peu de bouffe ou une fringue sera inquiété par la loi, eux qui ont détourné des millions d'euros bénéficient de l'impunité.

Un cauchemar pour l'Empire.

- Pékin, premier client du S-400, système de défense anti-aérienne et antimissile mobile russe - french.irib.ir

La Chine est le premier pays dans le monde qui a acheté le S-7400, système de défense anti-aérienne et antimissile mobile russe.

Selon l'agence de presse Sputnik, Anatoly Isaykin, directeur général de la compagnie d'armements Rosoboronexport, chargé d'exporter des armements russes, a fait part de la signature du contrat d'achat du S-400 entre cette compagnie et la Chine.

Anatoly Isaykin ne s'est pas exprimé sur les détails du contrat. Le directeur général de la compagnie d'armements Rosoboronexport a évoqué que beaucoup de pays souhaiteraient acheter le système de défense anti-aérienne et antimissile mobile russe.

« La compagnie, selon ses engagements, devra délivrer d'abord ce système au Ministère russe de la Défense, a-t-il précisé. french.irib.ir 13.04

- Poutine autorise la livraison de missiles S-300 à l'Iran - Reuters

Vladimir Poutine a donné lundi son feu vert à la fourniture à l'Iran de systèmes de défense antimissile S-300, annonce le Kremlin. Le président russe a signé un décret levant l'interdiction qui concernait cette livraison depuis cinq ans. Reuters 13.04

Dossier Yémen

- Washington accuse Téhéran de vouloir envoyer des missiles aux Houthis, au Yémen - french.irib.ir

Un haut responsable militaire américain accuse l'Iran de vouloir envoyer des missiles sol-air aux Houthis, au Yémen.

Dans un entretien avec le quotidien "Wall Street Journal", un haut responsable militaire des Etats-Unis accuse l'Iran de vouloir envoyer des missiles sol-air aux Houthis, au Yémen. Ce responsable militaire a ajouté que la marine américaine avait arraisonné un navire panaméen, soupçonné de transporter des armes iraniennes aux Houthis, au Yémen, dans la mer Rouge.

Il est à rappeler que le "Wall Street Journal" appartient au célèbre sioniste, Rupert Murdoch, et, pendant les négociations nucléaires, ce journal a, toujours, essayé d'empêcher la conclusion d'un accord, au sujet du programme nucléaire iranien. Cette fois-ci, ce journal américain prétend que l'Iran veut changer les rapports de force, au Yémen, en envoyant des missiles sol-air, qui pourront mettre en danger les avions de combat du régime saoudien, qui bombardent les Yéménites.

Depuis plusieurs années, les responsables américains et saoudiens accusent l'Iran de former et armer les forces Houthis, au Yémen, mais l'Iran a, toujours, démenti ces fausses accusations. Pendant les raids aériens de la coalition, formée par l'Arabie saoudite et soutenue par les Etats-Unis, jusqu'à présent, plus de 800 Yéménites ont été tués, et des centaines d'autres, blessés. La coalition saoudienne empêche, aussi, l'envoi d'aides humanitaires aux victimes des raids aériens, au Yémen. french.irib.ir 13.04

- Yémen : Ansarallah arrête des espions saoudiens - french.irib.ir

Au Yémen, le mouvement Ansarallah a identifié et arrêté un certain nombre d'éléments liés à l'Arabie auprès des instances militaires dont le service de sécurité nationale.

Le mouvement Ansarallah du Yémen a interpellé ces derniers jours des espions saoudiens qui procédaient aux actes de trahison auprès des services de sécurité et de la sécurité nationale et politique du Yémen. Dans un rapport ayant pour thème «Ansarallah a arrêté des membres et des dirigeants de l'armée accusés d'avoir coopéré avec la coalition arabe », le quotidien "Ash-Sharq Al-Awsat", paru à Londres a écrit que ces individus étaient membres de l'armée, de force de sécurité et du service du renseignement.

D'après ce rapport, ces espions ont déposé des détecteurs dans certains points sensibles, et aidé les chasseurs de combat saoudiens à viser les centres militaires. Citant un responsable militaire au Yémen, "Ash-Sharq Al-Awsa"t a poursuivi : « Des individus armés liés aux Houthis ont procédé aux vastes interpellations parmi les forces de l'armée, de sécurité et du service du renseignement, de la sécurité nationale et de politique avant d'arrêter des dizaines d'entre eux. french.trib.ir 13.04

- Les chasseurs saoudiens bombardent la radiotélévision yéménite, à Sanaa - french.trib.ir

Les avions de combat de l'armée saoudienne ont visé, dans le 19e jour de leur agression contre le Yémen, la radiotélévision yéménite, à Sanaa.

Selon l'agence de presse Fars, les chasseurs saoudiens ont, à quatre reprises, attaqué le bâtiment et les stations de la radiotélévision de la capitale, Sanaa. Des sources d'informations yéménites ont, aussi, rapporté que les chasseurs saoudiens ont mené quatre raids sur la région de «Farzeh», le 9e arrondissement de Sanaa, suite à quoi les centres de communication et les projets hydrauliques de Farzan, ainsi que les réseaux d'électricité de Sanaa, ont été endommagés.

L'offensive saoudienne contre le Yémen est entrée dans son 19e jour, et selon le porte-parole des forces armées du Yémen, plus de 2.000 civils ont été tués, durant cette période. - french.trib.ir 13.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Une coalition turco-saoudienne, pour renverser le gouvernement de Bachar al-Assad - french.trib.ir

Les sources d'information ont fait part de négociations entre de hauts responsables turcs et saoudiens, avec pour but de renverser le gouvernement de Bachar al-Assad, en Syrie. A en croire le "Huffington Post", l'Arabie saoudite et la Turquie, ayant l'une comme l'autre de longs antécédents de concurrences régionales, s'occupent des concertations, en vue de créer une coalition régionale contre le gouvernement d'Assad, en Syrie.

Les sources proches des négociations disent que l'idée d'une telle alliance vient du Qatar. Dans le cadre d'une telle éventuelle coalition, chargée de renforcer le poids de ceux qu'on appelle les opposants "modérés" syriens, la Turquie fournira la force terrestre et l'Arabie se chargera de l'appui aérien aux opérations. french.trib.ir 13.04

[Haut de page ↗](#)

Le 15 avril 2015

CAUSERIE

On a ajouté une douzaine d'articles, d'autres suivront demain matin.

Qui a dit ?

"Je suis frappé des procès d'intention qui sont faits où à aucun moment on ne donne acte au gouvernement d'avoir d'abord des avancées démocratiques", a déclaré le ministre lors de l'émission Preuves par Trois (Public Sénat/AFP/Dailymotion).

Réponse : Jean-Marie Le Guen (PS), secrétaire d'Etat chargé des Relations avec le Parlement, mardi à l'Assemblée nationale.

Il a raison, c'est au nom de ces "avancées démocratiques" qu'a été entretenue l'illusion que le PS était de gauche, alors qu'en réalité ou foncièrement il était de droite et n'a fait que servir les intérêts du régime en place. C'est aussi au nom de ces "avancées démocratiques" que l'objectif de changer la société a été abandonné...

Eh oui ! sinon on se demande quelle cause il aurait bien pu servir, celle du socialisme, c'est ce que nos détracteurs suggèrent ou prétendent puisqu'il n'existe pas d'autre alternative, ils en ont le droit, mais dans ce cas-là il faut s'assumer, et que cela leur plaise ou non, nous avons le droit de notre côté d'aller au bout de notre analyse et de préciser que c'est encore le meilleur moyen de soutenir le régime sans en avoir l'air, posture partagée par le PS, tout est dans l'ordre des choses.

Le réformisme est une théorie de droite, adoptée par les révisionnistes du marxisme ou ses opposants au sein de la social-démocratie à la fin du XIXe siècle. Elle est issue des conceptions bourgeoises ou utopiques socialistes ou pré-socialistes élaborées avant que Marx et Engels ne développent le socialisme sur des bases scientifiques, qui avaient en commun de conserver le système d'exploitation de l'homme par l'homme ou le régime capitaliste, contrairement au marxisme qui envisageait leur abolition comme issue au développement historique du capitalisme une fois le développement des forces productives parvenu à un certain stade, ainsi que la lutte des classes, ce qui supposait que celle des exploités parvienne à maturité pour pouvoir s'emparer du pouvoir politique et changer les rapports sociaux de production sur lesquels reposait le système économique et l'ensemble de la société, afin d'éviter à l'humanité de sombrer dans la barbarie et lui permettre d'avancer sur la voie de son émancipation de toute forme d'oppression ou d'exploitation d'un homme par un autre homme, sur le chemin de la liberté.

Le réformisme est une théorie de droite, réactionnaire ou contre-révolutionnaire, parce qu'elle implique ou s'inscrit dans la perspective de la préservation du système économique capitaliste. Elle participe à l'amélioration de la condition de l'exploité pour mieux le maintenir enchaîné au système d'exploitation en vigueur ou faire son malheur. Le réformisme est le produit du principe selon lequel les moyens sont tout et le but n'est rien, de telle sorte qu'on peut en changer à loisir et l'abandonner, tout en prétendant avoir conservé les mêmes objectifs qu'on n'atteindra jamais puisqu'on ne s'en donnera jamais les moyens. Sachant que le réformiste ne vise pas la fin du capitalisme, tous les moyens qu'il adoptera ne viseront qu'à assurer sa pérennité, et évidemment les moyens qui feraient obstacles à cet objectif ou constitueraient une véritable menace pour le régime seront écartés, dont le recours à la mobilisation des masses, la grève générale et la révolution prolétarienne. Et le réformiste en arrivera à privilégier le fascisme à la révolution socialiste, histoire de bien montrer à quel camp il appartenait vraiment ou quelle était sa véritable nature sociale : de droite, réactionnaire.

Le réformisme a pu faire illusion pendant la phase ascendante du développement du capitalisme, au cours des périodes d'expansion du capitalisme à l'issue d'une crise ou d'une guerre, de manière à gangrener ou pourrir de l'intérieur le mouvement ouvrier, et alimenter l'illusion chez les travailleurs que le capitalisme était à l'origine de leur bien-être et non la mise en oeuvre de leur force de travail et leur lutte de classe.

Une fois qu'on a déconnecté les moyens du but qu'on s'était destiné d'atteindre, on peut selon les circonstances recourir à n'importe quel moyen au service d'un but différent sans avoir à changer radicalement de discours, c'est ainsi qu'on adopte des réformes dans l'intérêt général, en réalité des contre-réformes qui serviront les intérêts de la classe dominante. Il suffit de maquiller ou d'éviter de donner un contenu de classe trop marqué aux moyens qu'on emploie en fonction du but recherché sur lequel on évite de trop s'attarder, pour que le tour soit joué.

Dès lors on peut très bien mettre en oeuvre une politique antisociale ou ultra réactionnaire et prétendre qu'elle serait progressiste ou n'importe quoi d'autre. En période de réaction sur toute la ligne, ils invoquent la situation qu'ils ont créée eux-mêmes ou ils recourent à des arguments qu'ils ont fabriqués pour la justifier ainsi que leurs objectifs, réalité dans laquelle toutes les classes se dissolvent, ce qui présente l'avantage de nier l'indépendance de classe des exploités et de lier leur sort à celui de la classe des exploités. D'où l'importance de déterminer l'orientation d'une politique et de caractériser politiquement les partis qui l'appliquent, l'adoptent ou la soutiennent, cela permet d'éviter de terribles confusions ou de prendre pour des amis ses pires ennemis. C'est valable pour tous les classes, tous les événements politiques, les mouvements sociaux ou toutes les mobilisations.

Le réformisme s'est développé en réaction au marxisme en étant la négation du socialisme, c'est ce qu'il faut retenir. Compatible avec le colonialisme, l'impérialisme, la guerre, il en tire profit pour mieux corrompre les couches supérieures du prolétariat qui participeront à la stabilité politique du régime. On évoque souvent les dix millions de pauvres que compte le pays, ils pourraient être 20 millions qu'il resterait encore 25 ou 35 millions de travailleurs tirant satisfaction de leurs conditions ou s'en contentant pour que ne leur vienne pas à l'esprit la nécessité de changer la société de fond en comble, ni même faire l'effort d'élever leur niveau de conscience politique puisqu'ils n'en voient pas le besoin ou n'y sont pas contraints, ce qui ne signifie pas que cela ne se produira pas un jour ou qu'ils ne craindraient pas de perdre leurs privilèges, car de nos jours plus aucun travailleur ou presque n'est à l'abri de sombrer dans la déchéance sociale.

Le réformisme est un marché de dupe. Puisque tu veux améliorer ta condition mais que tu ne peux pas acquérir immédiatement ton émancipation, on va ajouter quelques maillons à ta chaîne histoire de la rallonger pour que tu aies l'impression d'avoir plus de liberté et que ton émancipation serait au bout, et quand tu y auras pris goût on en enlèvera et on la raccourcira à nouveau, et comme entre temps tu auras perdu goût au combat pour conquérir ta liberté, tu seras incapable de réagir et tu retomberas dans ton état de servitude antérieure ou pire encore.

L'homme en général est faible, insouciant, inconsistant, ignorant, il manque de discernement, de rigueur, de logique, sa mémoire est défaillante, ses connaissances sont surfaites, approximatives ou superficielles, et il en est fier ! C'est uniquement la force de la contrainte qui l'oblige à réagir, à se poser des questions, quand il est acculé, le dos au mur, un pistolet sur la tempe, au bord du précipice, la pire des situations pour faire preuve de maîtrise de soi ou penser à tête reposée, la sienne est pleine de cauchemars, son discours est irrationnel puisqu'il est sous le coup des émotions qui ont envahies son existence et qu'il ne contrôle pas, il sera difficile de lui faire entendre un autre discours ou de lui faire comprendre qu'il doit abandonner le prisme déformant à travers lequel il interprète la réalité.

L'homme en général possède les facultés et les capacités nécessaires pour évoluer, prendre conscience de sa condition, changer la société, il l'ignore ou ignore comment s'en servir. Il aspire naturellement au bien-être et à vivre en harmonie et en paix avec les autres hommes, c'est uniquement sa condition et l'interprétation qu'il en donne qui l'empêche de passer à l'action, et il fait son malheur en ne prenant pas en mains son destin ou en s'en remettant à d'autres pour régler une question qu'il est le seul à pouvoir résoudre, dès lors qu'il se rassemble avec ceux qui partagent la même condition ou les mêmes intérêts, ce dont il est inconscient. C'est lorsqu'il peut user de ces facultés pour développer ses capacités qu'il peut donner le meilleur de lui-même et parvenir à élever son niveau de conscience au point de comprendre que son sort est lié à celui de sa classe dans son pays, à l'échelle mondiale, qu'il peut faire sauter les obstacles qui l'empêchent de concevoir que ses droits, ses besoins ou ses aspirations sont parfaitement légitimes puisque compatibles avec ceux de l'humanité entière hormis ceux qui ont juré sa perte et gouvernent le monde, tout comme les principes ou les valeurs auxquels il est attaché et qui sont universels.

Si les plus défavorisés sont ceux qui auront le plus de difficultés à élever leur niveau de conscience, par contre ce sont ceux qui manifestent le plus de volonté pour s'en sortir, contrairement à ceux qui sont mieux lotis et vivent dans l'insouciance, alors qu'ils sont les mieux placés pour progresser et changer la société avant qu'elle ne sombre dans un abîme sans fond dans lequel ils seront précipités également. Il y a des situations dans la vie dont on ne se remet jamais complètement, où en repartant de zéro ou plus bas qu'on était tombé, on ne peut pas espérer s'élever au-delà de l'état médiocre auquel on était rendu avant notre chute. Alors vaut mieux ne pas attendre d'avoir atteint cette échéance ou croire qu'on pourrait être épargné par la déchéance à laquelle on semble promis sinon pour agir, se poser des questions et passer au combat politique qui est la seule réponse pratique, dans la mesure où elle concentre toutes les questions qui sont posées à la civilisation humaine qui peut croître ou dégénérer jusqu'à sa disparition selon l'orientation qu'elle va prendre dans les années ou les décennies à venir, tendant vers toujours plus d'inégalités et d'injustices, de barbarie et de guerres ou tendant en sens inverse en mettant fin au pouvoir des capitalistes en s'emparant du pouvoir politique.

Revenons à la déclaration du procureur Charlie qui ne tolère pas qu'on puisse critiquer un projet de loi du gouvernement qui s'attaque aux libertés individuelles.

On se demande comment ce gouvernement pourrait être animé d'intentions démocratiques après avoir lancé une chasse aux sorcières digne du maccarthysme contre les anti-Charlie ou ceux qui auraient refusé de s'apitoyer sur le sort de mercenaires du crayon empoisonné qui sont incapables d'assumer leur responsabilité de provocateurs patentés au service du néolibéralisme ou de la pire réaction sioniste, les conséquences de leurs actes.

Passés maîtres de l'imposture ou l'art d'inverser les rôles pour décrédibiliser leurs adversaires et camoufler leurs réelles intentions, c'est Le Guen qui tente un procès d'intention à ceux qui ont l'audace de lui tenir tête ou de le contredire, donc d'user de leur droit légitime à la critique ou d'interpréter librement un texte, un exercice devenu manifestement incompatible avec la démocratie que le régime ne peut plus tolérer. Il s'agit donc d'une nouvelle atteinte à la liberté d'expression.

Et par dessus tout les censeurs ne supportent pas la vérité.

- Polémique après les propos de Booba sur Charlie Hebdo - M6info

«Quand on joue avec le feu, on se brûle», la petite phrase a priori anodine, signée Booba, n'est pourtant pas passée inaperçue. Car le contexte est sensible, le rappeur français parle en effet de l'attentat de Charlie Hebdo et des choix de l'hebdomadaire satirique.

Interviewé par Le Parisien, à l'occasion de la sortie de «D.U.C», son 7ème album, l'icône française du rap, qui se dit musulman non pratiquant, déclare au sujet du drame du 7 janvier : "J'étais étonné que ça ne soit pas passé avant, parce que ce n'est pas la première fois qu'ils avaient fait des représentations du prophète". Avant d'ajouter "Ils savent à qui ils ont affaire, les mecs. Ils s'attaquent à l'islam, ils savent très bien qu'il y a un courant extrémiste, ils savent très bien comment les mecs fonctionnent, ils ont pris le risque de continuer à les attaquer... Voilà. Quand on joue avec le feu, on se brûle". M6info 14.04

Il n'a fait que dresser un constat. Ils ont joué, ils ont perdu et par dessus le marché ils sont mauvais joueurs et n'aiment pas perdre, ils sont répugnants. Quand on prend des risques, on en assume les conséquences possibles, c'est comme le mec qui roule comme un dingue en moto, qui se plante tout seul et se retrouve tétraplégique, c'est très con et on a le droit de le dire puisqu'il doit le penser lui-même.

Dans le cas du personnel de l'agence Charlie c'est différent, ils ont cru qu'en bénéficiant de l'impunité des pouvoirs publics ils

étaient immunisés contre les balles, erreur fatale de jugement parce qu'ils ignoraient d'où elles partiraient, certainement pas de là où ils s'y attendaient, j'allais ajouter "apparemment" avant de me raviser, réellement serait plus à propos, le pire c'est qu'ils l'ignorent encore, ce qui nous laisse totalement indifférent, on a assez à pleurer quotidiennement nos morts en Syrie, en Irak, en Palestine, au Yémen, etc.

Il n'a nullement justifié ces crimes, il a rétabli les faits, c'est tout mais c'est trop sous une dictature, c'est là qu'on s'aperçoit qu'elle est bel et bien en place et qu'on n'exagère rien.

Imaginons qu'une personne me balance que les nazis ont eu raison de tuer tous les communistes, etc. je ne l'empêcherais pas de s'exprimer, ce serait utiliser une méthode assimilable à celles employées par les nazis, je me demanderais par contre comment elle a pu en arriver à partager cette idée monstrueuse car elle ne peut pas venir d'elle, ce qui à mon avis est beaucoup plus productif car cela nous amènerait à aborder les conditions sociales et politiques qui sont à l'origine de ce genre d'idées ou de ce comportement.

Un bon médecin n'est pas celui qui vous soigne en vous bourrant de médicaments, mais celui qui cherche à comprendre pourquoi vous avez chopé un virus et pas votre compagne, en étudiant le terrain sur lequel il a proféré et qui manifestement lui était favorable pour ne pas avoir développé les anticorps adéquats, qu'est-ce qui est à l'origine de cette faiblesse, de ce déséquilibre biologique, en vous posant un tas de questions sur votre alimentation, vos activités, votre état psychologique, etc. de manière à pouvoir intervenir à la source afin de vous prémunir pour l'avenir.

Commentaire d'internaute

- *"Si la liberté d'expression est à sens unique, est ce encore de la liberté d'expression ? Je suis sûre que non. Je n'aime vraiment pas le rap, je n'aime pas Booba, je hais le terrorisme d'où qu'il vienne mais au nom de quoi les sempiternels donneurs de leçons pourraient défiler en beuglant de façon débile et quasi religieuse "Je suis Charlie", et Booba serait condamné pour avoir dit "Quand on joue avec le feu, on se brûle" ?*

Alors, il va falloir arrêter de se cacher derrière des concepts creux et choisir entre être pour la liberté d'expression ou pour la censure."

Que voulez-vous, ils privatisent les profits et collectivisent les pertes ou les dettes, et bien là c'est la même chose, ils privatisent la liberté d'expression et collectivisent ou généralisent la censure à tous les opposants à leur politique, les vrais, pas les charlatans qui passent à la télévision ou bénéficient de tribunes dans la presse écrite nationale .

Vidéo et livre

1- L'effet boomerang

<https://www.youtube.com/watch?v=zIlsYMEQqpc>

Le nouveau livre de Jean-Marie Benjamin.

L'Irak avant l'invasion américaine de 2003 et l'Irak d'aujourd'hui.

Entretiens avec Tarek Aziz - la DGSE - La situation des chéries avant 2003 et maintenant.L'Etat islamique: son fonctionnement et administration. Qui finance? Qui procure les armes? Des révélations inédites.

Un témoignage vécu sur le terrain.

2- Guerres au Yémen : Gamal Abd-al-Nasser dénonce la dynastie Saoud, Sissi s'y soumet.

<https://www.youtube.com/watch?v=V5Rr6pQrGpU>

Au rayon farces et attrapes. Il reste "Les Démocrates" de libre.

- «Les Républicains», un hold-up sémantique - Liberation.fr

«Les Républicains» devrait remplacer l'UMP.

Au premier abord on pourrait penser que ce quotidien de droite aurait fait preuve d'audace, en réalité pas du tout. C'était une formule destinée à détourner l'attention de la population d'un véritable hold-up réalisé sur la démocratie ou plutôt l'expression de la négation de nos droits politiques, dont la représentation même déformée a disparu du champ institutionnel au profit des différentes composantes de la réaction qui se partagent le pouvoir, tandis que leurs auxiliaires de la pseudo-gauche sert à le légitimer.

Le PS n'aura plus qu'à se rebaptiser Les Démocrates et la boucle à l'américaine sera bouclée, c'est déjà ainsi qu'il apparaît ou sa véritable nature de droite. Dans un article de presse d'avant-hier j'ai lu qu'Hillary Clinton allait se présenter à la course à la présidentielle américaine de 2016 en représentante des intérêts de la classe moyenne, pour un peu des ouvriers, exactement comme le PS lors de chaque élection, alors qu'elle sera investie par Wall Street ou la Fed et représentera en fait les intérêts de l'oligarchie financière qui aura financé sa campagne tout comme celle de son concurrent républicain. Et celui qui l'emportera sera chargé d'appliquer la tactique définie par la couche la plus influente de l'oligarchie financière conformément à la stratégie néolibérale que tous ses membres ont adoptée, tactique incarnant le meilleur moyen d'atteindre les objectifs politiques qu'ils ont en commun, c'est le seul aspect qui distingue les républicains des démocrates. Vous avez le choix entre le suppositoire qui vous empoisonne lentement ou l'intraveineuse qui produit le même effet mais brutalement.

ACTUALITE EN TITRES

[En famille. Nous, jamais, quel aveu !](#)

L'invité de « Preuve par trois » de ce mardi 14 avril est Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement. Public Sénat 14.04

- Sur la hausse des impôts en début de mandat : « On aurait mieux fait de ne pas imiter la droite » - Public Sénat

Il n'en pense pas un mot en réalité...

Si maintenant ils en arrivent à avouer qu'ils sont de droite, qu'est-ce qui va nous rester, je plaisante. Bravo monsieur Le Guen, vous êtes parfait, ne changez rien surtout !

[Rejet inconditionnel du projet de loi du gouvernement sur le renseignement.](#)

- Olivier Besancenot craint les dérives contre les opposants au gouvernement - Francetv info

Olivier Besancenot, invité sur le plateau de Mots croisés lundi 13 avril a exprimé ses craintes... Francetv info 14.04

Ah ces révolutionnaires qui en arrivent à commenter ou vouloir amender un projet de loi scélérat au lieu de prendre position pour son rejet pur et simple ! On comprend pourquoi ils leur offrent des tribunes gratuites, ils ne représentent aucun danger pour le régime...

Pour Hervé Morin, le projet de loi dépasse le champ de la lutte contre le terrorisme Francetv info -

Loi sur le renseignement: Le gouvernement enchaîne les erreurs de communication 20minutes.fr -

[Pourquoi ne pas formater génétiquement le cerveau du fœtus?](#)

- Inégalité hommes-femmes : les préjugés commencent dès le plus jeune âge - Francetv info

Dans la cour de récréation d'une école primaire, les filles et les garçons ont encore du mal à se mélanger. Francetv info 14.04

Comment ils ne baisent pas encore ensemble à leur âge ? Cela viendra, espérons-le !

Sinon il existe les camps de rééducation pour les parents, la propagande officielle appartient au même registre obsessionnel maladif.

Pour nous il n'y a qu'un seul préjugé qui mérite d'être combattu : l'existence du capitalisme.

[Yémen](#)

- Yémen: embargo sur les armes aux Houthis, sommés de céder le pouvoir - AFP

- Yémen: des tribus s'emparent du terminal gazier - AFP

[Stratégie du chaos et de la guerre](#)

- Au moins 400 migrants disparus dans un naufrage en Méditerranée - LeMonde.fr

- Six attentats meurtrier dans la journée à Bagdad - LeMonde.fr

- Un mort et dix blessés lors de manifestations en Guinée - Reuters

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Iran

1- L'Iran boycotte le petit pèlerinage à la Mecque - french.trib.ir

Le viol de deux adolescents iraniens, (de 13 et de 14 ans),..... à l'aéroport de Jeddah, a mis en émoi, depuis une semaine, l'Iran entier. Ajoutée à l'indignation publique, suscitée par les raids meurtriers saoudiens contre les zones civiles yéménites, la colère des Iraniens s'expriment, à travers des manifestations, qui se multiplient.

Les autorités iraniennes ont suspendu, ce lundi, tous les vols, à destination de la Mecque, dans le cadre du petit pèlerinage. De concert avec l'opinion, les autorités exigent la traduction devant la justice et le châtement des deux policiers violeurs. Riyad est jugé le grand perdant du bras de fer insensé, qu'il a déclenché contre l'Iran, dans la région, et qui l'embourbe de plus en plus, sur les fronts de combat, qu'il ouvre, face à l'Iran. french.trib.ir 14.03

2- L'Iran contrôle-t-il déjà le transit du pétrole saoudien? - french.trib.ir

Depuis le vote du parlement pakistanais en faveur de la neutralité dans le dossier yéménite, les pans entiers de la confiance en soi de Riyad se sont écroulés. On parle que très peu de cet accord militaire qui unit depuis 40 ans Islamabad à Riyad et qui engage le premier à apporter secours au second. alors comment est-ce possible que cet accord là devient caduc dans le cas yéménite bien que Riyad soit diablement mis à mal par les combattants de sable que sont les yéménites?

Pour justifier son refus de s'engager aux côtés de l'Arabie dans son aventure yéménite, le Pakistan a subtilement eu recours à une clause, celle qui affirme " que Islamabad n'intervient pas directement dans un conflit en faveur de Riyad que lorsque ce dernier est militairement attaqué. Or Riyad n'est ni attaqué par l'Iran ni pris pour cible par Ansarallah . C'est plutôt l'inverse qui s'est produit. or pour Riyad qui mène depuis 20 jours une campagne de bombardement insensée qui n'a fait que détruire plus de 2500 maisons et provoquer la mort de 1200 civils, le refus pakistanais équivaut à de la capitulation. Pour Riyad il ne reste plus aucun choix si ce n'est le recours à la solution politique. Riyad pourrait parvenir à la conclusion suivante : diviser le Yémen en deux parties sud et nord avec le nord pour Ansarallah et le sud pour les sunnites.

En tout cas la poursuite de la guerre dans l'état actuel des choses est impossible. La campagne de bombardement saoudienne s'est avérée en revanche une calamité pour Riyad puisque très curieusement elle a permis à ansarallah et aux forces de l'armée de gagner du terrain dans le sud en repoussant les qaidistes et les pro Hadi. Aden est presque tombé tout comme d'autres grandes villes entre les main des comités populaires. C'est une calamité dans la mesure où ces avancées assurent une plus grande influence iranienne dans les ports d'Aden de hadida et sur les cotes yéménites avec en toile de fond davantage de contrôle iranien non seulement sur le détroit d'Hormuz mais aussi à Bab al Mandeb. Or il s'agit là de voies traditionnelles de transit du pétrole saoudien qui tombent de la sorte sous l'emprise iranienne. C'est d'ailleurs pour cette raison que Riyad s'est engagé si follement si rageusement dans la guerre... l'Iran a déjà en partie sous son contrôle le transit du pétrole saoudien. french.trib.ir 14.03

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Radio France: grève reconduite, mais l'unité syndicale vole en éclats - AFP

Le plus long conflit social de Radio France a connu mardi un tournant: si la grève a été reconduite pour 24 heures, l'unité syndicale a volé en éclats pour la première fois, seule la CGT appelant à poursuivre le mouvement.

Dans l'après-midi, la reconduction pour un 28e jour de grève a été décidée lors d'une assemblée générale rassemblant quelque 400 personnes (moins 70 voix contre et 33 abstentions), a constaté un journaliste de l'AFP.

Au cours de cette réunion de près de trois heures, dans une ambiance houleuse, parfois confuse et pleine d'émotion, représentants syndicaux et salariés sont apparus divisés sur la stratégie à adopter.

Quatre des cinq syndicats (CFDT, FO, SUD et Unsa) composant l'intersyndicale ont appelé juste avant le vote à la levée de la grève, menée depuis le 19 mars contre les restrictions budgétaires, la mutualisation des programmes de France Bleu et pour la sauvegarde de l'emploi.

Seule la CGT, premier syndicat tous collèges confondus, a appelé à voter la poursuite du mouvement, visiblement pas convaincue par les assurances de Fleur Pellerin, venue lundi soir à Radio France pour rencontrer les représentants du personnel.

En début de soirée, la ministre de la Culture a appelé ce syndicat à cesser le mouvement. Une nouvelle AG doit se tenir mercredi à 10H00.

"Quatre des cinq organisations syndicales qui appelaient à la grève ont levé leur préavis (...) Elles ont fait le choix clair de la responsabilité et de l'avenir de Radio France. Je souhaite que la CGT puisse rejoindre cette tendance majoritaire", a écrit la ministre dans un communiqué.

Dans la foulée, le PDG de Radio France, est sorti de son silence pour appeler "solennellement à la reprise du travail".

"Il est temps que cette grève s'achève et que nous puissions passer à une nouvelle étape de dialogue et construire ensemble le contrat d'objectifs et de moyens et l'avenir de Radio France", a-t-il ajouté.

Selon les explications avancées par ses représentants, la CGT a voulu se montrer "ferme" en prolongeant le mouvement alors qu'un conseil d'administration de Radio France et le conseil des ministres devaient se tenir mercredi.

"La CGT a décidé de suivre la décision des salariés en AG jusqu'à demain (mercredi), jour de CA" à Radio France, a expliqué Jean-Matthieu Zahnd, militant du syndicat et réalisateur à France Culture.

Un point de vue contesté par les autres organisations, qui assurent porter la voix de leur base en appelant à reprendre le travail. "En AG, ce sont les gens souvent les plus mobilisés qui sont présents. 80% de nos adhérents nous disent qu'il faut poursuivre le mouvement dans le cadre de la médiation", affirme Jean-Paul Quennesson, délégué du syndicat SUD.

Le délégué Unsa, Philippe Ballet, fait valoir lui que "24 heures de plus ne permettraient pas d'obtenir un meilleur texte. On est face à une sorte d'inflexibilité".

Après trois jours de consultations marathon le week-end dernier, le médiateur Dominique-Jean Chertier, avait conditionné dimanche soir la poursuite de sa mission à l'approbation par les représentants des salariés des propositions qu'il a laissées sur la table.

Un "ultimatum" vu par certains grévistes comme une forme de "chantage", conduisant lundi au vote d'une nouvelle journée de grève.

Lundi soir, alors que le conflit semblait dans l'impasse, une visite surprise à Radio France de la ministre de la Culture a fait évoluer la position de certains syndicats, même si elle a fermé la porte à tout changement du texte du médiateur.

Ces préconisations devaient permettre de débloquer la situation et d'amener à une reprise du travail avant une seconde phase de discussions, dans le cadre du contrat d'objectifs et de moyens 2015-2019 entre l'Etat et Radio France.

C'est vers cette nouvelle étape que se tourne Fleur Pellerin. Elle doit permettre, selon elle, "de poser un diagnostic partagé sur la situation de l'entreprise et de répondre aux interrogations et aux inquiétudes qui sont apparues au cours de son conflit". AFP 14.04

- Un plan de restructuration plane sur la tête des salariés de Dim - AFP

[Haut de page ↗](#)

Le 17 avril 2015

CAUSERIE

(Pondichéry 20h. On a ajouté 12 articles et on a archivé les articles de mars.)

On a ajouté 14 articles. La prochaine causerie lundi.

Déprimant.

Combattre la propagande est quasi impossible (Arrêt sur info) (13.04.15)

Rassurant.

Renseignement : la guerre perdue d'avance du gendarme Cazeneuve (Arrêt sur info) (12.04.15)

Le chiffre du jour. 2571

2571 civils dont 281 enfants et 214 femmes ont trouvé la mort, depuis le déclenchement, le 26 mars, de l'offensive saoudienne contre le Yémen, et cela sans compter les 3897 blessés.

On a mis en ligne l'article intitulé *Les sanctions unilatérales violent les accords internationaux* paru dans Horizons et débats (n° 9/10, 13 avril 2015), parce qu'il met en relief le fait d'une part que les dirigeants américains se comportent comme des dictateurs exigeant que tous les Etats respectent les accords internationaux qu'ils violent ouvertement, et d'autre part et que les institutions dans le cadre desquels ces accords (ou traités) ont été ratifiés fonctionnent comme des moyens coercitifs contre tous les Etats à l'exception des Etats-Unis (et Israël), quelles que soient les divergences d'intérêts qui peuvent exister entre les différents Etats, en acceptant cette règle du jeu ils se comportent en vassaux qui légitiment la domination impériale américaine sur le monde.

Tout appel en direction de l'ONU ou une de ses agences pour lui faire jouer un autre rôle relève de l'imposture et de la trahison. Nous ne lui accordons aucune légitimité, parce que nous ne lui reconnaissons pas le droit de décider des droits des peuples à leur place.

L'esprit putride du 11 janvier souffle sur Kiev : le fascisme !

Honte à tous ceux qui de concert avec Hollande et Valls ont affirmé que l'attaque du 7 janvier à Paris était tournée contre la liberté d'expression, suggérant ainsi qu'ils y seraient étrangers et qu'il ne fallait pas se livrer à un amalgame entre cette attaque et l'exploitation politique qu'ils allaient en faire par la suite, histoire à la fois de ne pas contredire la version officielle et leur laisser les mains libres pour l'interpréter et l'exploiter à leur guise, autrement dit se livrer à une sordide manipulation des consciences sur fond d'union nationale, fournissant l'occasion au fasciste Porochenko de défilé à leur côté le 11 janvier 2015.

- Ukraine: un journaliste et un ex-député prorusses tués par balles - AFP

Deux figures ukrainiennes prorusses, un journaliste connu et un ancien député, ont été tués par balles à Kiev ces dernières 24 heures, le président Petro Porochenko dénonçant une "provocation" profitable aux "ennemis" du pays qui combat les séparatistes prorusses.

Le journaliste Oles Bouzina, 45 ans, souvent invité en tant qu'expert sur l'Ukraine aux émissions des télévisions publiques russes, a été tué en bas de son immeuble. Son corps ensanglanté gisait à même le sol, en bas d'un immeuble près d'une aire de jeu, selon des journalistes de l'AFP.

La veille, Oleg Kalachnikov, 52 ans, avait péri de la même manière. Cet ancien député s'était illustré dans la mobilisation de "gros bras" pour soutenir le président prorusse Viktor Ianoukovitch lors du mouvement de contestation pro-européen sur le Maïdan à Kiev fin 2013-début 2014.

Avant même que le meurtre de Bouzina ne soit officiellement confirmé en Ukraine, le président russe Vladimir Poutine a dénoncé "un assassinat politique, le dernier en date en Ukraine" en accusant Kiev de ne rien faire pour élucider ces meurtres.

(Comparez la présentation des faits entre l'AFP et Reuters : A Moscou, Vladimir Poutine a réagi à l'assassinat du journaliste de Sevodnya en soulignant qu'il ne s'agissait pas du premier assassinat politique. "L'Ukraine doit faire face à toute une série

de meurtres de ce type", a-t-il ajouté lors de son apparition annuelle à une émission de questions-réponses avec les téléspectateurs. Reuters 16.04 L'AFP se comporte en porte-parole de Porochenko et son régime fasciste. - ndlr) P

our sa part, le président ukrainien Petro Porochenko a réclamé une enquête "transparente" tout en jugeant qu'il s'agissait d'une provocation". "C'est une provocation délibérée qui apporte de l'eau au moulin de nos ennemis, déstabilise la situation en Ukraine et discrédite le choix politique du peuple ukrainien", a-t-il lancé dans un communiqué.

"Je n'exclus pas que ces meurtres aient été organisés par les services de sécurités russes pour créer un atmosphère d'hystérie et montrer ce qui arrive à ceux qui étaient contre le Maïdan", a accusé Anton Guerachtchenko, conseiller du ministre ukrainien de l'Intérieur interrogé par la chaîne ukrainienne 112.

Oles Bouzina avait été chroniqueur, puis rédacteur en chef du quotidien Segodnia, poste qu'il avait récemment quitté en dénonçant la "censure". Ce journal est financé par l'homme le plus riche du pays, Rinat Akhmetov, qui fut également le principal sponsor du Parti des régions, ex-formation du président prorusse Viktor Ianoukovitch destitué en février 2014.

Fils d'un lieutenant-colonel du KGB, Oles Bouzina écrivait sur son propre site que Russes, Ukrainiens et Bélarusses sont "un seul et unique peuple" et accusait les Ukrainiens de "vouloir détruire la culture russe".

Il se disait partisan de la "fédéralisation" de l'Ukraine prônée par la Russie et fondateur d'une communauté de "Chevtchenko-phobes", qui disaient détester le poète et héros national de l'Ukraine, Taras Chevtchenko.

Oleg Kalachnikov, lui, était connu pour avoir mobilisé des hommes, soupçonnés d'être payés par les autorités, pour participer à des manifestations pro-Ianoukovitch et persécuter les militants pro-européens pendant les trois mois de la contestation.

Mykola Azarov, ancien Premier ministre de Viktor Ianoukovitch et réfugié en Russie comme le président, a accusé sur sa page Facebook "le régime de Kiev" d'avoir tué l'"opposant" Kalachnikov "qui détestait le fascisme", mot souvent utilisé en Russie et par les séparatistes prorusses pour qualifier les nouvelles autorités pro-occidentales de l'Ukraine.

Ces meurtres font suite à une série de suicides présumés d'anciens hauts responsables du régime prorusse. Olexandre Peklouchenko, ex-gouverneur et membre du Parti des régions et Stanislav Melnik, un autre ex-député du Parti des régions, avaient ainsi été retrouvés morts en mars à leur domicile après un apparent suicide.

Fin février, c'est Mikhaïlo Tchetchetov, encore un ancien haut responsable parlementaire du Parti des régions, qui s'était défenestré du 17e étage à Kiev.

Enfin, le fils cadet de l'ex-président Ianoukovitch est décédé fin mars dans un accident en Russie, au volant d'un minibus qu'il avait engagé sur la glace du lac Baïkal, qui a cédé. Qualifiée d'accidentelle par des proches de Ianoukovitch, sa mort a été jugée suspecte par certains observateurs en Ukraine. AFP 16.04

Liste non exhaustive des opposants au régime fasciste de Kiev assassinés ou conduits au suicide depuis fin janvier 2015.

- Le 29 janvier 2015, Alexeï Kolesnik, ancien président du gouvernement local de la région de Kharkov pour le Parti des régions, se suicide par pendaison.

- Le 24 février 2015, c'est Stanislav Melnik, membre du Parti des régions, qui choisit de se suicider par arme à feu.

- Le lendemain, soit le 25 février 2015, le maire de Melitopol, Sergueï Valter, se pend quelques heures avant son procès, et le lendemain c'est le directeur adjoint de la police de cette petite ville de l'oblast de Zaporojie, Alexandre Bordioug, qui est retrouvé mort dans son garage.

- Le 26 février 2015 c'est l'ancien maire de Zaporojie Alexandre Peklouchenko, qui est retrouvé tué par balles.

- Le 28 février 2015, Mikhaïl Tchetchetov, ancien député et membre du Parti des régions, se suicide en sautant par la fenêtre de son appartement situé au 17e étage à Kiev

- Et enfin le 14 mars 2015, Sergueï Mellick, procureur proche du Parti des régions, met lui aussi fin à ses jours en sautant par la fenêtre de son appartement situé au 9e étage à Odessa. (Maïdan : la face cachée d'une révolution - Arrêt sur info - 10 avril 2015)

A lire en complément :

- Comment l'Ukraine est devenue aussi pauvre que le Tadjikistan en une année seulement - french.trib.ir 16.04

[Merci Charlie, objectif atteint !](#)

- Six fois plus d'actes antimusulmans au 1er trimestre qu'il y a un an - Le Huffington Post

- Explosion des actes antimusulmans, multipliés par six sur un an - AFP

Antimusulman assumé.

Pour cette officine de propagande du régime, le problème ce n'est le Coran, c'est le musulman qui l'interpréterait littéralement et ferait de lui un fanatique, un terroriste en puissance.

Peu importe que sa lecture comme n'importe quel texte ou recueil de textes à caractère religieux ou assimilés comme tel ait fait l'objet de diverses interprétations donnant naissance à différents courants où les justifiant, peu importe que chaque lecteur favorise certains passages au détriment d'autres en fonction de sa sensibilité ou de sa condition sociale, peu importe qu'elle débouche sur différentes pratiques, les "musulmans de France" sont limités intellectuellement et bornés au possible, bref, des sous-hommes, des abrutis.

Pour Charb "avoir peur de l'islam est sans doute crétin, absurde" mais il n'en était pas vraiment certain, autrement dit cela pouvait se justifier, d'où la propagande outrancière de ce torchon le suggérant, participant ainsi à l'auto-justification des guerres engagées par les puissances occidentales contre les peuples du Moyen et Proche-Orient, qui sont des foyers du terrorisme internationale qui menace la paix auquel le petit bourgeois repu et à la bonne conscience aspire profondément.

Le problème du libertinage de gauche, c'est que pour être incapable de se situer sur un terrain de classe qui serait véritablement de gauche, ses adeptes finissent par épouser les thèses et le comportement nauséabond de l'extrême droite libertaire.

Charb estimait normal de "se moquer d'eux" à propos des croyants, alors que nous nous attaquons uniquement aux croyances, distinction déterminante, dans la mesure où en préservant l'intégrité d'une personne ou en la respectant, on s'interdit de la juger sachant que ses idées, son état d'esprit, son niveau de conscience, sont le produit ponctuel ou passager, durable des conditions sociales auxquelles elle est soumise et qu'elle peut évoluer ou en changer en fonction de l'interprétation qu'elle fera de sa propre condition, alors que porter un jugement sur une personne en fonction des idées ou croyances auxquelles elle a adhéré, consiste à l'identifier à ces idées ou croyances de telle sorte qu'elle aura plutôt tendance à les défendre et à s'y accrocher, à les renforcer plutôt qu'à s'en séparer, donc à l'arrivée on obtient le résultat inverse de celui pour lequel on prétendait combattre.

Ceci révèle d'une imposture d'une extrême gravité, puisqu'elle confirme que cette conception des rapports que l'homme entretient avec sa représentation du monde extérieur est particulièrement nuisible, elle favorise la radicalisation idéologique de certains croyants, et fournit matière à certains d'entre eux pour se venger de l'humiliation dont ils s'estiment victimes et qui en arrivent à justifier des actes barbares ou pire, décider de les imiter ou de rejoindre leurs rangs.

Elle est hypocrite et cynique, puisqu'au lieu de combattre les religions, elle participe du prosélytisme religieux dans la mesure où elle pousse des croyants non pratiquants à s'engager davantage dans leur religion ou à en suivre les préceptes plus rigoureusement que par le passé, pour au final dénoncer ou condamner la prolifération des croyants ou des lieux de culte, phénomènes auxquels le personnel de Charli Hebdo a personnellement participé.

Ces gens-là haïssent la terre entière en dehors de ceux qui ne pensent pas comme eux, ce qui implique que le sort que la classe dominante impose à tous les peuples est justifié, il faut même l'encourager à poursuivre son offensive contre ses préjugés détestables qui est le pendant idéologique et psychologique de la guerre sociale qu'elle leur mène, plutôt que s'attaquer à celle-ci.

- La charge posthume de Charb contre la notion d'islamophobie - Liberation.fr

Un petit ouvrage du dessinateur Charb, assassiné dans l'attentat du 7 janvier, paraît ce jeudi. Sa Lettre aux escrocs de l'islamophobie qui font le jeu des racistes a été achevée deux jours avant l'attentat, selon Les échappés, la maison d'édition de Charlie Hebdo qui la publie. Charb, qui était le directeur de l'hebdo satirique, se livre à un réquisitoire virulent contre l'utilisation du mot «islamophobie». Ce terme n'est «pas seulement mal choisi, il est dangereux». «Avoir peur de l'islam est sans doute crétin, absurde, et plein d'autres choses encore, mais ce n'est pas un délit.» Et puisqu'«une religion n'existe pas sans croyants», il faut pouvoir se moquer d'eux. «Le problème, ce n'est ni le Coran ni la Bible, romans soporifiques, incohérents et mal écrits, mais le fidèle qui lit le Coran ou la Bible comme on lit la notice d'une étagère Ikea», en pensant qu'«il faut tout bien faire comme c'est marqué sur le papier, sinon l'univers se pète la gueule». Il écrit aussi que «si demain les musulmans de France renoncent à leur religion, ça ne changera rien au retour des racistes : ces étrangers ou ces Français d'origine étrangère seront toujours désignés comme responsables de tous les maux». Charb n'est pas tendre avec les journalistes. Ce mot «islamophobie ne

connaîtrait pas ce succès délirant sans la complicité, le plus souvent imbécile, des médias». Liberation.fr 15.04

Au moins quand on fait dans le déni, on s'économise de réfléchir.

La dictature mondiale de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste serait une vue de l'esprit ou un pur fantasme.

On peut jouer sur les mots tant qu'on veut pour nier la réalité. On peut sélectionner un passage d'un discours et ignorer le reste pour lui donner une interprétation différente de celle de son auteur. De la même manière on peut interpréter un article à partir d'éléments qui n'y figuraient pas. On peut aussi interpréter un texte en se focalisant sur une expression à laquelle l'auteur n'avait pas accordé une importance particulière. Bref, pour peu qu'on ait l'esprit tordu ou qu'on soit malhonnête, il est toujours possible de prêter à l'auteur d'un discours des intentions qui diffèrent des siennes ou qui lui sont étrangères. Quand on ne veut pas admettre quelque chose et qu'on s'acharne à vouloir avoir raison à tout prix, toutes les déformations sont alors possibles.

Nous avons dit et répété que la stratégie politique de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste qui domine au sein du capitalisme mondial, avait pour objectif d'instaurer un nouvel ordre mondial qui serait dirigé par un gouvernement mondial, sans avoir affirmé d'une part qu'ils auraient déjà atteint cet objectif, nous nous sommes bornés à avancer les conditions qui pourraient en permettre la réalisation, à terme, à une date indéterminée qui est forcément fort éloignée, d'autre part nous n'avons jamais défini quelle forme prendrait ce gouvernement mondial puisqu'apparemment leurs auteurs l'ignorent également, on peut cependant en déduire que dors et déjà le fonctionnement actuel d'un certain nombre d'institution financières et politiques contrôlées par l'oligarchie financière à travers le monde remplissent ce rôle ; il suffit d'observer leurs agendas, leurs déclarations, les mesures qu'elles prennent pour s'apercevoir qu'elles agissent de concert, que leur politique est dictée par les mêmes impératifs et suit une orientation déterminée, ce qui ne signifie pas là encore qu'elles ne seraient pas en proie à des contradictions, puisque parmi leurs membres figurent des Etats aux intérêts nationaux antinomiques, qui selon les circonstances sont considérés comme primordiaux ou passent à la trappe ou encore servent de monnaie d'échange lors de tractations.

Nous n'avons fait que déterminer la tendance dominante de l'évolution de la situation mondiale, afin de pouvoir la combattre sur tous les fronts ou définir les tâches qu'on devait se fixer pour la combattre efficacement, ce qui ne signifiait pas que chacun des acteurs clés de la situation l'aurait adoptée aveuglément ou s'y soumettrait volontiers, qu'ils l'interprèteraient tous exactement de la même manière, que leurs intérêts seraient identiques, à terme sans aucun doute, mais on en est si loin qu'on ne s'est pas aventuré au-delà, surtout sachant la résistance que les peuples allaient leur opposer et l'immensité des obstacles qu'il leur faudrait encore abattre pour parvenir à leur objectif final, une autre attitude relèverait du défaitisme, on s'avouerait vaincu ou on considérerait la guerre de classe perdue d'avance, comme de nombreux oligarques eux-mêmes on doute qu'ils parviennent à réunir les conditions pour imposer cette stratégie jusqu'au bout, ce n'est pas une question d'y croire ou non, on observe comment la situation évolue et dans quelle direction, c'est tout.

Dès lors qu'une intention est formulée clairement, on doit se demander quelle probabilité existe-t-il ou quelle chance a-t-elle de se réaliser. On peut aussi l'ignorer ou décréter qu'elle relève de la propagande ou je ne sais quoi d'autres.

Là en l'occurrence, faire référence à l'impérialisme américain ou à l'hégémonie américaine ne nous avance pas à grand chose au-delà de ce qu'on connaissait déjà, c'est du niveau du commentaire de journalistes de l'AFP.

Par contre, replacer tel ou tel événement dans une perspective plus large permettra de mieux comprendre le rôle et la place des différents acteurs ou protagonistes qui n'ont pas seulement les yeux rivés sur le présent, mais agissent en ayant à l'esprit la nécessité d'assurer le lendemain, le futur, la pérennité de leur système économique ou l'exploitation de l'homme par l'homme dont dépend le pouvoir de la classe dominante. Ils doivent donc prendre en compte l'état actuel d'un certain nombre de facteurs et rapports déterminants, ainsi que leur évolution passée pour préparer leur évolution à venir, ce qu'ils ne pourraient pas faire sans être guidés par une stratégie précise qui leur indiquerait la direction à suivre, à moins d'imaginer qu'ils gouverneraient à vue au jour le jour sans trop savoir où cela va les mener, et qu'ils sont inconscients au point de ne pas se préoccuper de l'évolution future de certains facteurs ou rapports qui pourraient leur être défavorables au point de constituer un danger mortel pour leur régime, ce ne serait pas sérieux de le penser un instant.

On peut les traiter de tout ce qu'on veut pour se soulager, mégalomanes, psychopathes, affairistes, marionnettes, etc. leur trouver toutes les tares ou tous les défauts du genre humain, on peut répéter sans fin ce qu'on a lu dans *Le Capital* qu'on n'est pas plus avancé pour autant. Parfois on peut donner l'impression de faire dans l'outrance ou la facilité, mais c'est juste une posture pour ne jamais perdre de vue l'essentiel, à savoir que notre affaire est des plus sérieuse puisqu'elle concerne le sort de l'humanité entière.

On ne peut pas comprendre une orientation politique sans la raccorder aux besoins du capitalisme qui dépendent ou s'inscrivent dans un processus dialectique dont l'issue est assimilable à celle de la lutte des classes.

Pour autant qu'une poignée de capitalistes concentrent un pouvoir extraordinaire, jamais dans le passé ils n'ont eu à affronter un ennemi aussi nombreux et si puissant : 7 milliards d'hommes et de femmes qui frappent à la porte, qui exigent que leurs besoins et aspirations soient satisfaits immédiatement, un gigantesque défi pour eux et le capitalisme, qui nécessite forcément qu'ils

s'y adaptent et qu'ils prévoient de quelle manière ils vont l'affronter et le résoudre à leur profit, quels moyens, quels instruments ils vont utiliser, créer pour y parvenir, comment ils vont se servir de ceux qui existent déjà, quel avenir ou développement ils leur réservent, le tout sachant pertinemment que leur système économique est virtuellement en faillite ou condamné à l'effondrement, qu'il est en état de survie artificiel au quotidien, de quoi en faire des cauchemars chaque nuit et devenir hystérique, donc partant de ce constat, la seule manière de se rassurer, de soulager leur angoisse et de se maîtriser c'est encore de mesurer les pas accomplis vers la réalisation de leur objectif politique final ou de s'en tenir à leur stratégie politique qui leur sert de repère et de point de ralliement.

Comme l'explique G. Friedman, la suprématie ou l'hégémonie américaine ne suffit pas, ils peuvent détenir le pouvoir de la maîtrise des océans et de l'espace, se comporter comme un empire et le revendiquer qu'ils ne parviendront jamais à leur objectif seuls, c'est-à-dire sans le soutien de tous les Etats une fois corrompues leurs institutions. Ils peuvent avoir 1.000 bases militaires réparties sur tous les continents, disposer de la planche à dollars pour financer leur industrie de guerre, qu'il leur est impossible d'occuper militairement la terre entière, il leur faut donc procéder autrement pour atteindre leur objectif, soit que tous les pays adoptent volontairement leur politique, soit qu'ils y soient contraints par la force, dans tous les cas de figure la totalité des Etats doivent s'y soumettre, reste ensuite à déterminer la part qui reviendra aux membres de la classe dominante dans chaque pays.

Leur objectif implique qu'il existe dans chaque pays un consensus autour de leur politique entre la classe dominante, l'ensemble des partis institutionnels, les institutions, les médias et l'élite intellectuelle, et que le mouvement ouvrier soit marginalisé ou suffisamment divisé ou affaibli pour ne pas pouvoir s'opposer efficacement à leur politique, ce sont les conditions politiques qu'ils doivent réunir pour mener à bien leur plan.

Chacun peut se livrer à un tour d'horizon de la situation politique dans chaque pays du monde pour déterminer l'état d'avancement de leur plan, et constater qu'il est fort avancé dans les pays les plus développés ou riches, mais pas seulement, dans pratiquement tous les pays asiatiques et africains, plus certains en Amérique latine. Ce n'est évidemment pas le cas en Chine, Russie, Iran, Venezuela, Bolivie et quelques autres pays pour des raisons davantage économiques qui tiennent en réalité à leur histoire politique ou à leurs rapports politiques passés avec les Etats-Unis ou certains Etats colonisateurs dont ils ont conservé plutôt un mauvais souvenir.

L'indépendance dont ces pays se targuent envers les Etats-Unis tient lieu de façade à leur développement économique qui favorise leur bourgeoisie nationale et l'émergence d'une puissante classe moyenne, l'armée, plus que leur peuple. S'ils ne parviennent pas à se donner les moyens de satisfaire les besoins élémentaires des exploités, un jour ou l'autre ils seront déstabilisés et renversés au profit d'un gouvernement à la solde de Washington.

De nombreux pays et non des moindres qui se disent souverains et indépendants ont déjà adopté les critères économiques et politiques que l'oligarchie financière ont retenus pour être imposés au monde entier. L'Inde par exemple, où le citoyen n'a des droits politiques que sur le papier. Tous les partis institutionnels sont archi corrompus. Il a le droit de manifester au risque de se faire matraqué et arrêté. Il est possible d'acheter la police, un juge, un député, un ministre, etc. Même un diplôme, il est inclus dans les frais d'inscription ! Seuls les fonctionnaires et les salariés des grandes entreprises disposent de droits sociaux, donc une infime minorité de travailleurs. En dehors de l'électricité, de l'eau, de la poste, tous les autres secteurs de l'économie sont livrés à la concurrence ou au marché. Les Indiens travaillent six jours sur sept et ils n'ont évidemment pas le droit à des congés payés, ils passent leur vie à travailler et ils dorment une partie du dimanche pour se reposer, une vie d'esclave quoi. Les consommateurs n'ont absolument aucun recours, aucun droit. La violence est omniprésente bien qu'on en parle peu à l'étranger. Cela fera trois mois dans deux jours que j'aurai déménagé, et j'ai déjà eu connaissance de trois meurtres à la machette commis dans les alentours.

Résumons : absence de droits politiques et sociaux, servage, population profondément arriérée, patrons de droit divin, obscurantisme, superstitions, préjugés moyenâgeux, racket, corruption, délation, torture, emprisonnement arbitraire, police répressive, censure, alcoolisme, violence, le compte y est, bienvenue dans le nouvel ordre mondial. J'ai omis de préciser qu'au-dessus planait une morale exigeante, autoritaire, archaïque, humiliante, oppressante, violente, etc. et chaque Indien veille à ce que chacun la respecte, sauf lui, ce qui rend les relations infernales ou impossible en ce qui me concerne, les Indiens sont d'une jalousie hors du commun et ils se vouent une haine réciproque qu'on a du mal à s'imaginer.

Quand on s'embrasse avec Selvi, elle veille à ce qu'on ne soit pas en face d'une fenêtre des fois qu'une personne du village nous verrait, alors que la maison légèrement surélevée est située dans un terrain entouré d'un mur, pour voir à l'intérieur du chemin qui passe devant chez nous à moins de dix mètres de la fenêtre de la cuisine, il faut marcher en ayant les yeux constamment rivés sur la maison, car il n'existe qu'un espace très réduit qui correspond à une vitre uniquement pour y jeter un coup d'oeil. Et elle m'a imploré en tremblant tellement elle était excitée, joignant le geste à la parole, de ne révéler notre relation à personne dans le village, quel secret ! Quant à sa soeur qui vit à 40 mètres de chez nous, je lui ai demandé pourquoi elle ne voulait pas que je lui donne quotidiennement un jerrican d'eau puisque celle du village était jaune et impropre à la consommation, bien qu'ils la boivent quotidiennement, elle m'a répondu que cela ferait des jaloux et qu'elle voulait éviter les problèmes, du coup dans un petit sac en tissu discrètement elle emmène chez elle deux petites bouteilles d'eau, c'est complètement dingue, il faut le voir pour le croire ! Bref, la société de demain qu'ils nous promettent existe, je la teste pour vous depuis 20 ans, un véritable cauchemar !

Pour illustrer ce qui a été dit plus haut, j'ai retranscrit quelques passages de deux vidéos qui témoignent que les Etats-Unis sont plus qu'u

G. Friedman

G. Friedman "... c'est cynique, amoral, mais ça marche ". (le 13 avril 2015)
https://www.youtube.com/watch?feature=player_detailpage&v=emCEfEYom4A

Extraits du discours de George Friedman, directeur de la société de renseignement et d'analyse Stratfor, dite la « CIA de l'ombre », au Council on Foreign Relations de Chicago.

Les Etats-Unis : Un pouvoir mondial.

- "Les Etats-Unis ont un intérêt fondamental, ils contrôlent tous les océans du monde, aucune autre puissance ne l'a jamais fait. Par conséquent, nous arrivons à envahir les peuples et ils ne peuvent pas nous envahir, ceci est une très bonne chose. Maintenant le contrôle de la mer et le contrôle de l'espace est la base de notre pouvoir.

Les Etats-Unis : Un empire

- "*Mais je pense que vous avez absolument raison, en tant qu'empire, nous ne pouvons pas nous comporter de la sorte. (...) Donc, les empires qui contrôlent directement les territoires, se soldent par un échec, comme c'était le cas avec l'empire nazi. Vous devez vous montrer plus intelligent. Cependant, notre problème n'est pas encore ça, notre problème est en fait d'admettre que nous avons un empire.*"

Les Etats-Unis : Un Etat policier.

- "*Eh bien, le ratio policiers - civils à New York est supérieur à celui déployé en Irak. Personne n'est suffisamment puissant pour le faire.*"

Zbigniew Brzezinski

Le grand échiquier (livre) écrit par Zbigniew Brzezinski - présenté par Michael Ruppert.
http://www.dailymotion.com/video/xqkfh_le-grand-echiquier-livre-ecrit-par-zbigniew-brzezinski-presente-par-michael-ruppert_news?start=1

Les Etats-Unis : Une super-puissance globale.

- "*Pour la première fois, une puissance non-eurasienne a émergé non seulement comme un arbitre clé des relations entre les puissances eurasiennes, mais également comme la puissance dominante mondiale. La défaite et l'écroulement de l'Union Soviétique fut la dernière étape dans l'ascension rapide de l'hémisphère Ouest, les Etats-Unis, comme la seule et de fait la première super-puissance globale.*"

- "*A plus long terme, les politiques deviendront de plus en plus hostiles vis à vis de la concentration hégémonique du pouvoir dans les mains d'un seul Etat, par conséquent l'Amérique est non seulement la première, et l'unique superpuissance mondiale, mais elle est également probablement la dernière.*"

Les Etats-Unis : Une stratégie impériale

- "*Les trois grands impératifs de la géostratégie impériale sont...*"

Les Etats-Unis : Le contrôle du monde.

La théorie du Heartland de Mackinder

- "*Pendant des siècles, l'Angleterre avait mené sur le continent européen une politique connue comme l'«équilibre des pouvoirs» («Balance of Power»). Elle avait pour objectif de limiter à chaque fois le pouvoir du plus fort du moment ou de l'alliance la plus forte par des alliances avec le second pouvoir de manière à ce qu'aucun Etat sur le continent ne puisse conquérir la prédominance.*

Par la création de l'Empire allemand et la montée rapide de l'Allemagne impériale alliée avec les Habsbourg pour devenir une

grande puissance scientifique et économique, au milieu du XIXe siècle, la situation sur le continent avait changé qualitativement du point de vue des Anglais. La puissance mondiale jusque là incontestée et maîtresse de toutes les mers du monde dut réaliser que sa domination pouvait être défiée.

Halford Mackinder, géographe anglais, politicien, co-initiateur de la London School of Economics, plus tard fondateur du Royal Institute of International Affairs («Chatham House») et conseiller important de la délégation anglaise lors de la Conférence de paix de Paris (1919–1920), a répondu à cette situation par le texte stratégique intitulé «The Geographical Pivot of History » [Le pivot géographique de l'histoire], publié pour la première fois en 1904 dans le «Geographical Journal» à Londres. Dans son livre paru lors de la Conférence de Paris «Democratic Ideals and Reality», il approfondit les réflexions géopolitiques de cet essai qui furent nommée la «théorie du Heartland». [...]

Mackinder lui-même, a résumé sa théorie en trois courtes phrases:

- «Qui contrôle l'Europe de l'Est contrôle l'Heartland [Pivot Area];
- Qui contrôle l'Heartland contrôle l'Ille Monde [Eurasie];
- Qui contrôle l'Ille Monde contrôle le Monde.»

Dans sa théorie, il partit de l'idée que les terres eurasiennes et africaines avaient la plus grande partie des populations du monde et bénéficiaient des plus grandes réserves de matières premières."

Extrait de: Jochen Scholz: Worum es geht. Die Ukraine-Krise und die geopolitische Konstante auf dem eurasischen Kontinent; in: Ronald Thoden, Sabine Schiffer (Ed.): Ukraine im Visier. Russlands Nachbar als Zielscheibe geostrategischer Interessen, 2014, pp. 89–107 (Horizons et débats - n° 9/10, 13 avril 2015)

Après ce bref aperçu de la stratégie politique mondiale ou globale des Etats-Unis qui consiste à imposer au monde entier leur idéologie, leur modèle de société et leur conception mafieuse de l'économique, qui peut encore affirmer qu'elle n'existerait pas et que la politique qu'ils appliquent ne coïnciderait pas avec la mise en oeuvre de cette stratégie ?

Les Etats-Unis n'ont jamais envisagé de se substituer aux gouvernements des autres Etats ou d'occuper militairement la terre entière puisqu'ils savent que ce serait impossible à réaliser, mais de faire en sorte que tous les gouvernements leur soit soumis et appliquent leur politique de gré ou de force une fois toute forme d'opposition organisée à leur régime de type dictatorial muselée, neutralisée, réprimée, les différentes institutions financières et politiques internationales mettant en oeuvre les moyens législatifs, policiers, militaires afin d'atteindre cet objectif.

Ce qu'il faut comprendre aussi, c'est que si le socialisme ne peut s'imposer qu'à l'échelle mondiale, pour sauver le système d'exploitation de l'homme par l'homme où la classe dominante tient son pouvoir et ses privilèges, c'est seulement à cette échelle qu'ils doivent affronter les contradictions du capitalisme qui menacent d'effondrement leur système économique, pour tenter de s'en émanciper et assurer ainsi la pérennité de leur domination de classe.

Cette tentative pour désespéré qu'elle soit, car rien ne dit qu'ils parviendront à leurs fins puisque la lutte des classes n'a pas dit son dernier mot, est le seul moyen (mafieux) qu'ils ont trouvé pour se maintenir au pouvoir.

Que les moyens financiers qu'ils se sont donnés pour y parvenir n'entre pas dans le cadre du capitalisme classique est somme toute normal et inévitable, ce que beaucoup ne parviennent pas à concevoir alors qu'il suffit de prendre les faits tels qu'ils se présentent pour en être convaincu, puisqu'il s'agit de le liquider au profit d'un régime économique régit uniquement par un règlement policier ou dictatorial, qui au-delà de ses volets politique et social, concerne absolument tous les rapports jusqu'aux plus intimes de la population, d'où les campagnes et la propagande incessantes des procureurs de la pensée pour y soumettre la totalité de la population, briser ses résistances.

En complément. La dernière croisade des miliciens de l'ordre nouveau.

Le nouvel ordre mondial ou l'ordre nouveau des fascistes présente des ressemblances troublantes, vous ne trouvez pas ?

- Stop aux violences sexistes dans les transports: un plan sur les rails AFP

Harcèlement : un rapport assure que "100% des femmes ont déjà été importunées, suivies ou agressées" dans les transports Francetv info

Même les vieilles, les grabataires, les handicapées ou celles qui n'ont pas été gatées par la nature, toutes les femmes se

sentent harcelés, menacés, persécutés, mais n'était-ce pas le but qu'ils recherchaient en créant un climat de défiance généralisée dans le pays, de terreur, en dressant toutes les couches de la société les unes contre les autres, dont les femmes contre les hommes et réciproquement ? Comment ne pas se sentir profondément mal à l'aise dans une telle société, ne pas devenir paranoïaque, hystérique, schizophrène ?

Les redresseurs de tort, les donneurs de leçon, les experts en bonne conduite, des gendarmes qui officient de la cour de récréation dès la maternelle jusqu'au quai de la transhumance, absurdité économique s'il en est, car de nombreux salariés pourraient travailler près de chez eux au lieu de se taper entre 1 et 3 heures de transport quotidiennement.

Même les entreprises y gagneraient car les salariés seraient moins fatigués et plus disponibles à leur travail, elles y gagneraient aussi ainsi que les travailleurs en frais de transport. Les transports en commun et les routes seraient moins engorgés aux heures de pointe le matin et en fin de journée, il y aurait moins de pollution également, les salariés auraient plus de temps à consacrer à leurs familles et à leurs enfants, bref ce serait trop beau, vaut mieux encore leur pourrir la vie un peu plus, jusqu'à quand le supporteront-ils encore ?

Question morale, les représentants de la classe dominante, le gouvernement et le PS ainsi que ses satellites et alliés sont les plus mal placés pour donner des leçons à la population, dans la mesure où ils sont responsables des inégalités et des injustices qui existent dans ce pays pour les encourager ou en rajouter sans cesse, du traitement insupportable qu'ils imposent aux travailleurs, chômage, précarité, pauvreté, etc. de soutenir des régimes féodaux et dictatoriaux dans lesquelles les femmes sont considérées comme une sous-espèce du genre humain ou inférieures aux hommes, de soutenir des guerres contre des peuples qui ne leur ont jamais déclaré la guerre ou porté atteinte à la souveraineté de leur pays, de soutenir et armer des mouvements terroristes (Al-Qaïda et l'Emirat islamique) qui se livrent à des actes de cruauté de masse envers des civils hommes, femmes et enfants innocents (Irak, Syrie, Libye, etc.), de soutenir le régime fasciste en place à Kiev qui ne doit pas vraiment être favorable aux droits spécifiques des femmes, de soutenir le régime d'apartheid israélien qui traite les femmes palestiniennes comme des prostituées, etc.

C'est là qu'on s'aperçoit qu'effectivement ils ne peuvent pas être animés de bonnes intentions envers les femmes ou une catégorie, couche ou communauté de la société, c'est absolument inconcevable ou relève d'une crasse et fatale ignorance, et s'employer à faire croire le contraire, revient en réalité à s'en faire les complices, les complices de nos tortionnaires ou bourreaux.

Il ne s'agit pas de les diaboliser, mais de rétablir les faits dans leur totalité, la réalité, d'être lucide au lieu de s'en remettre à son imagination ou s'en tenir à des discours qui sont juste destinés à berner les esprits les plus faibles.

Il suffit que le gouvernement exprime l'intention d'améliorer la condition de telle ou telle couche de la population, pour qu'ils y aient qui le croient sur parole, alors qu'il entend juste les instrumentaliser dans le cadre de la guerre idéologique et psychologique qu'il mène contre l'ensemble des couches exploitées, afin de mieux leur imposer sa politique antisociale, ultra réactionnaire et impérialiste.

Discrédité, rejeté, minoritaire, illégitime, le gouvernement joue avec la sensibilité ou la générosité de la population, ses aspirations à la justice sociale, pour les détourner à son profit. La nécessité de rompre avec lui et les partis qui le composent et le soutiennent n'est pas d'ordre doctrinal ou partisan, théorique, dogmatique ou sectaire, elle est le produit d'un simple constat, selon lequel le gouvernement se sert de toutes ces questions pour apparaître sous un angle favorable à la population pour mieux l'embobiner et la tromper, de manière à ce qu'elle se rassemble autour de lui, de sorte qu'il apparaisse légitime, légitimité qu'il utilisera simultanément ou dans la foulée pour lui imposer des lois liberticides, antisociales, réactionnaires.

Le procédé employé consiste à nier la réalité des rapports qui existent entre le gouvernement ou les institutions avec la majorité de la populations qui ne lui sont pas favorables, pour créer l'illusion inverse et faire douter la population sur ses réelles intentions, doute mortel, d'où la nécessité de cette rupture pour conserver son indépendance et les combattre, de ne jamais mettre le doigt dans l'engrenage infernal qui consisterait à leur accorder la moindre confiance ou légitimité, ils représentent les intérêts de notre ennemi de classe et il faut s'en tenir à cela et à rien d'autres, sinon on se trompera de combat et d'ennemis.

[Dossier Yémen](#)

- Démission du médiateur de l'ONU au Yémen - LeMonde.fr

Le médiateur de l'ONU au Yémen Jamal Benomar a donné sa démission mercredi 15 avril, alors qu'une coalition menée par l'Arabie saoudite bombarde des positions des rebelles chiites houthistes depuis plus de trois semaines dans le pays en proie à une profonde crise. LeMonde.fr 15.04

- Yemen. Soldats de Sissi pris au piège - french.irib.ir

L'un des membres du comité politique d'Ansarallah a fait état de l'échec d'une mission d'infiltration des forces spéciales égyptiennes

à Abyan sur les côtes du sud du Yémen. Une quarantaine de forces spéciales dépêchées sur place a bord de 4 bateaux ont été capturés. Dix d'entre eux ont été éliminés. Cette source a rejeté l'emprise des frères musulmans du parti Islah sur Aden. french. irib.ir 15.04

- L'Arabie s'acharne toujours contre le Yémen - french.irib.ir

Le bilan des tués et blessés yéménites ne cesse de s'alourdir, il est déjà dépassé les 6470.

En dépit des protestations d'envergure contre l'offensive militaire d'Arabie au Yémen, les chasseurs saoudiens visent encore et toujours le territoire yéménite, suscitant la colère des populations. Parmi d'autres, les enfants du quartier Al-Vahda de Sanaa, capitale yéménite ont organisé mardi une manifestation en guise de contestation contre les crimes du régime des Al-e-Saoud, se dirigeant vers le bureau de l'ONU. Les enfants qui portaient des symboles des corps des enfants, tués lors des frappes aériennes, ont exigé l'arrêt immédiat de cette agression. Ils scandaient également des slogans contre l'Arabie et les Etats-Unis, condamnant le silence observé par les pays arabes vis-à-vis des crimes saoudiens.

Une autre manifestation d'envergure a été organisée dans la province d'Al-Hodaïda dans l'est du Yémen à laquelle participaient diverses couches de la société yéménite, condamnant le massacre par les Al-e-Saoud de plus de 2000 Yéménites. Entre temps, à l'initiative de plus de 4000 activistes arabes, "l'appel arabe à la solidarité avec le peuple yéménite vis-à-vis des agressions du régime saoudien" a été lancé sur les réseaux sociaux. Les exécuteurs de ce plan ont commencé, depuis il y a une semaine, leurs activités qui dureraient jusqu'au 4 mai 2015.

Leur objectif en consiste à transmettre ce message à l'opinion publique que le Yémen s'est transformé en la scène de la guerre de l'Oumma arabe contre l'extrémisme et la régression, la guerre de l'Oumma islamique contre le wahabbisme sauvage, la guerre des démunis contre les capitalistes despotes. A ce rassemblement, ont participé de nombreux militants libanais, yéménites, algériens, égyptiens, tunisiens et irakiens afin d'exprimer leur solidarité avec les Yéménites.

Les chasseurs saoudiens n'hésitent pas toutefois un seul instant de prendre pour cible les zones d'habitation et les infrastructures vitales du Yémen. Les avions de combat saoudiens ont bombardé mardi une sidérurgie, la centrale d'électricité, l'établissement d'enseignement technique et les locaux de délivrance de passeports dans les provinces d'Aden et d'Al-Baïdha dans le sud ainsi qu'à Saada dans le nord du Yémen. A Shabvah, dans le sud du pays, les chasseurs saoudiens ont pris pour cible quelques bâtiments d'infrastructure tandis qu'à Maarib, l'attaque de l'aviation saoudienne, lundi, contre une école de filles a laissé plusieurs mortes et blessées.

Au total 2571 civils dont 281 enfants et 214 femmes ont trouvé la mort, depuis le déclenchement, le 26 mars, de l'offensive saoudienne contre le Yémen, et cela sans compter les 3897 blessés. french.irib.ir 15.04

- Yémen, un autre Vietnam... - french.irib.ir

Ne vous enlisez pas dans le bourbier du nouveau Vietnam qu'est le Yémen ! Met en garde le "Foreign Policy Journal" notamment l'Egypte, lui déconseillant de s'impliquer dans ce cloaque, insistant sur l'échec des agressions saoudo-américaines contre le Yémen.

"Foreign Policy Journal" dont les rapports décrivent les contours des politiques de la Maison Blanche, a prévu qu'après le retrait du Pakistan de la Coalition (des bellicistes saoudiens et leurs alliés), Riyad se tourne vers l'Egypte! Selon ce journal, le fait que Riyad se sent marginalisé par Washington, le pousse à boucler son aventurisme militaire au Yémen. En tout cas, "Foreign Policy" a mis en garde l'Egypte contre les impacts de son intervention au Yémen qui sera son Vietnam.

Nombreux sont les experts militaires américains qui sont d'avis que s'impliquer dans la guerre contre le Yémen, équivaut vivre la même impasse qu'a expérimenté la coalition internationale en Afghanistan dont les résultats ont entraîné l'échec de tous les gouvernements participant à la dite coalition. Or, les frappes aériennes saoudiennes contre le Yémen, n'ont apporté rien de concret pour ses agresseurs. L'Arabie qui n'a aucun plan militaire cohérent et ordonné pour convaincre ses partenaires et alliés surtout les Américains, - un point digne de plus de réflexion - ne peut pas poursuivre à elle-seule, la guerre. Le site web Al-Ahed qui a cité "Foreign Policy Journal", indique que tous les rapports et les études des centres américains, proches et liés aux think-tank politiques et militaires des Etats-Unis, témoignent de ce que l'agression saoudo-américaine contre le Yémen, qui vient de passer sa troisième semaine, se trouve face à un dilemme. Ils doivent opter ou bien pour l'arrêt des frappes, sous prétexte de la situation humanitaire tragique du peuple yéménite (ce qui est d'ailleurs vrai) ou bien opter pour la solution politique qui sauvera tout le bassin du golfe Persique sur lequel plane le spectre d'une guerre d'envergure, vu exactement les agissements des tribus du sud de l'Arabie. Quoi qu'il en soit, personne ne dément dans le contexte actuelle, que l'aventurisme saoudien n'est que d' "hallucinations" french.irib.ir 16.04

- Yémen : une cargaison d'armes saoudiennes tombée aux mains des comités populaires - french.irib.ir

Au Yémen, une cargaison d'armes des Saoudiens, qui était destinée aux terroristes d'Al-Qaïda, dans la province de Marib, est tombée entre les mains des forces populaires.

La cargaison en question avait été envoyée aux terroristes d'Al-Qaïda par les avions saoudiens. A cause de la maladresse du pilote saoudien, cette cargaison est tombée sous le contrôle des forces populaires. Des terroristes d'Al-Qaïda, soutenus par l'Arabie, sont entrés en action, dans des régions de la province de Marib, afin de faire face aux forces révolutionnaires yéménites. french.irib.ir 15.04

ACTUALITE EN TITRES

[Un calcul de robinet du niveau CM1.](#)

- Citigroup affiche un bénéfice trimestriel en hausse de 16% - Reuters

- Le trading dope le bénéfice trimestriel de Goldman Sachs - Reuters

+ 41%, excusez du peu !

Mais comment font-ils se demandent le lecteur incrédule ou qui n'a pas suivi le fil de l'histoire ? Allez, on va le faire façon populo pour vous aider. La Fed leur file des milliards de dollars à 0% d'intérêt qu'ils prêteront ensuite à des taux d'intérêts supérieur (sic!), qu'ils utiliseront pour spéculer sur les monnaies, les matières premières, les marchés dérivés, les actions, etc. ou encore empocher d'énormes bénéfices en optant pour des obligations de certains Etats, quelques exemples (fr.investing.com) :

Grèce 3 mois : 5,750 %
Grèce 10 ans : 12,675 %
Grèce 30 ans : 9,827 %

Egypt 3 mois : 10,956 %
Egypt 10 ans : 14,450 %

Kenya 3-Month : 8,438 %
Kenya 10-Year : 12,781 %
Kenya 25-Year : 13,750 %

Afrique du Sud 3 mois : 6,150 %
Afrique du Sud 10 ans : 7,775 %
Afrique du Sud 30 ans : 8,410 %%

Inde 3 mois 7,850 %
Inde 10 ans : 7,800 %
Inde 30 ans : 7,870 %

Brésil 9 mois : 13,390%
Brésil 10 ans : 12,590%

Argentine 2 ans : 12,400 %
Argentine 30 ans : 6,050%

Russie 3 mois : 14,650 %
Russie 10 ans : 10,560 %
Russie 25 ans : 9,810 %

Ukraine 3 mois : 17,000 %
Ukraine 2 ans : 17,000%

Venezuela 1 an : 28,386 %
Venezuela 20 ans : 22,973 %

Imaginez qu'on vous a prêté des centaines de millions de dollars ou d'euros à un taux d'intérêts aux alentours de 0%, vous pouvez même aller jusqu'à quelques pourcents sur le long terme, et que vous achetiez des obligations de ces pays-là, vous empocherez la différence en dormant, vous vous enrichirez très rapidement dans des proportions colossales, vous procéderez au pillage des richesses de ce pays, peu importe, c'est légal, la morale est sauve !

En complément.

- Grèce: S&P abaisse la note d'un cran à CCC", avec perspective négative - AFP

[Lui, Valls fait dans l'excellence : il les hait, c'est mieux!](#)

- «Sarkozy n'aime pas les gens», selon Manuel Valls - 20minutes.fr

[On se disait bien que pour eux République rimait avec dictature.](#)

- "Appartenance républicaine": Bartolone pour le vote obligatoire - AFP

[Liberticide à l'unanimité.](#)

- Pour ou contre la loi renseignement ? - Francetv info

La loi renseignement est débattue depuis lundi 13 avril par les députés. Un projet de loi qui divise. "Il y a une unanimité des juristes à dire que c'est liberticide", déclare en plateau Pierre-Olivier Sur. De plus, le bâtonnier du barreau de Paris déclare que "la sûreté publique, la protection contre le terrorisme nécessitent un texte spécial et pas un texte général. Ce que nous reprochons ici, c'est que c'est un texte général" avant d'ajouter que ce qui le choque "c'est que l'on ne se limite pas au terrorisme, mais que c'est un texte fourre tout qui concerne tout comme par exemple la paix publique". Francetv info 16.04

[Parole d'un fasciste.](#)

- Israël: Netanyahu compare l'Iran à l'Allemagne nazie AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

- Trois navires de guerre russe, interceptés par la marine britannique - french.irib.ir

Londres a annoncé que la marine britannique aurait intercepté trois navires de guerres russes, dans les eaux territoriales britanniques.

Le ministère britannique de la Défense a annoncé qu'un destroyer et deux autres navires militaires russes, (un tanker et un navire de logistique), ont été interceptés, dans les eaux territoriales de l'île britannique, alors que ces navires rentraient vers la Russie d'une mission en Méditerranée. Le communiqué du ministère précise que les navires et les hélicoptères de la marine britannique escorteront ces navires russes, jusqu'aux dernières heures de mardi, jusqu'à ce qu'ils quittent les eaux britanniques.

Jusqu'à présent, aucun détail n'a été divulgué, à propos de cet incident, qui se produit, alors que la tension est loin de se calmer entre la Russie et les pays occidentaux, en raison de la crise, dans l'Est de l'Ukraine. En novembre 2014, la marine britannique avait, également, intercepté des navires de guerre russes, dans les eaux territoriales de la Grande-Bretagne, au large de l'Ecosse. french.irib.ir 14.04

2- Arabie saoudite

2.1- Des « manœuvres militaires » égypto-saoudiennes - french.irib.ir

L'Egypte et l'Arabie saoudite ont discuté de l'organisation de « manœuvres militaires d'envergure » sur le territoire saoudien avec d'autres pays du Golfe persique et de la création d'une commission militaire conjointe chargée d'approfondir la question,

annonce mardi la présidence égyptienne dans un communiqué.

Le message précise que la question a été évoquée au Caire lors d'une rencontre entre le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi et le ministre saoudien de la Défense, le prince Mohammed Ben Salman.

« Il a été décidé de former une commission militaire conjointe pour discuter de la mise en œuvre de manœuvres stratégiques d'envergure sur le territoire d'Arabie avec la participation d'une force arabe comprenant des troupes égyptiennes, saoudiennes et d'Etats du Golfe persique », dit le communiqué. french.trib.ir 15.04

2.2- Le torchon brûle entre l'Arabie et les Emirats arabes unis - french.trib.ir

Une source saoudienne a dévoilé le refroidissement des relations de l'Arabie et des Emirats arabes unis, sur le désaccord des deux parties concernant les questions régionales, notamment, la crise yéménite.

Selon le site d'information «Yemen Press», cette source saoudienne a estimé que l'ambiance pesante qui régnait, lors de la visite de Mohammed Ben Zayed al-Nahyane, prince héritier émirati, à Riyad, traduisait bien le niveau des tensions entre les deux pays. Et ce, alors que Ben Zayed al-Nahyane avait attendu une dizaine de jours, pour obtenir l'aval des responsables saoudiens à son déplacement à Riyad.

D'après cette source saoudienne, Mohammed Ben Zayed al-Nahyane, le prince héritier émirati, ne s'était entretenu qu'avec les ministres de l'Intérieur et de la Défense saoudiens, et il n'était pas arrivé à rencontrer son homologue saoudien ou le monarque de l'Arabie. A préciser que l'entrevue entre Mohammed Ben Zayed al-Nahyane et les deux ministres saoudiens a eu lieu, sans la présence des journalistes.

Pour cette source saoudienne, le plus importante raison de refroidissement des relations entre les deux capitales réside dans le mécontentement de l'Arabie vis-à-vis de la prise de position des Emirats arabes unis sur les évolutions yéménites. «Aux yeux de l'Arabie, les Emirats arabes unis participent, d'une part, à l'offensive contre le Yémen, et de l'autre, apportent leurs soutiens aux Houthis et à l'ancien Président, Ali Abdallah Saleh», prétend cette source saoudienne.

Certaines autres sources ont diffusé des nouvelles concernant le plan politique du prince héritier émirati, lors de son déplacement, à Riyad, censé dénouer la crise yéménite. Selon ces sources, à cause de la méfiance affichée par l'Arabie, à l'égard des Emirats arabes unis, Riyad ne s'est même pas donné la peine d'examiner ce plan. french.trib.ir 15.04

3- Syrie

- Tentative de coup d'Etat contre Assad - french.trib.ir

Selon des sources non authentifiées, "le cousin du Président Assad, Manzar Jamil Assad, a été arrêté par les forces de sécurité syriennes, sur l'ordre direct de ce dernier", en raison d'"actes contraires à la loi". C'est "Al-Akhbar, qui rapporte cette information : "L'intéressé aurait été arrêté par une patrouille de la police, à son domicile, à Hay al-Zaraa, dans la banlieue Sud de Lattaquié".

Les sites liés à l'opposition pro-occidentale syrienne prétendent que le cousin d'Assad avait l'intention de commettre un coup d'Etat. Certaines sources, toujours, non confirmées, évoquent des divergences d'ordre plutôt financier, comme principale raison de cette arrestation. Les témoins évoquent la présence d'un grand nombre d'effectifs de sécurité, au moment de son arrestation, ce qui témoignerait de la gravité de l'affaire.

Le cousin d'Assad n'a pas un casier "clean". En 2006, il a été arrêté, au Liban, pour tentative d'assassinat, et remis aux autorités syriennes. Les anti-Assad tentent, en général, de profiter du moindre incident, pour suggérer l'idée de l'existence de velléités séditionnistes, au sein de l'entourage d'Assad. Et, pourtant, ce dernier continue à diriger la Syrie, depuis 2011, et en dépit de la guerre qui secoue le pays. french.trib.ir 15.04

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

1.1- En bref.

- Intermarché serait le point de supprimer 600 postes dans sa filiale logistique - La Tribune

- Suppressions d'emplois chez Dim à Autun: "Un gros coup de massue" pour les salariés - AFP

1.2- Radio France: après 28 jours, fin de la plus longue grève de l'histoire du groupe AFP

Le plus long conflit social de l'histoire de Radio France a pris fin mercredi soir avec la levée de la grève à compter de 13h00 jeudi, 29e jour d'un mouvement qui laisse en suspens tous les désaccords entre direction et syndicats.

"On a l'impression d'être arrêtés en rase campagne. L'intersyndicale va se reconstruire et repanser les plaies", a dit Jean Matthieu Zahnd (CGT), à l'issue de l'assemblée générale qui a voté la fin du conflit. Selon une source proche du dossier, la CGT de Radio France a ensuite signé le texte de propositions du médiateur au côté des quatre autres membres de l'intersyndicale (CFDT, FO, SUD et Unsa). AFP 16.04

1.3- Réforme du collège: Les syndicats appellent à la grève le 19 mai - 20minutes.fr

Une intersyndicale FSU, FO, SNALC, CGT et Sud appelle les enseignants à la grève le 19 mai contre la réforme du collège, selon un communiqué du SNALC (Syndicat national des lycées et collèges) reçu dans la nuit de mercredi à jeudi.

Une «mise en concurrence» entre disciplines selon les syndicats

Ces organisations, qui ont totalisé 80% des voix lors des élections syndicales de décembre, avaient déjà demandé au ministère de l'Éducation nationale de retirer son projet de réforme du collège prévu pour la rentrée 2016. Ces syndicats critiquent un projet «fondé sur l'autonomie des établissements et la multiplication des hiérarchies intermédiaires sous l'autorité du chef d'établissement» et une «mise en concurrence» selon eux entre disciplines, enseignants et établissements.

Vendredi, ils ont voté contre la réforme lors d'un vote consultatif de la communauté éducative, laquelle a néanmoins donné un avis favorable au projet, grâce à l'appui des organisations réformistes UNSA Éducation et Sgen-CFDT, de la fédération de parents d'élèves FCPE, des lycéens de l'UNL et des étudiants de l'Unef.

Comment Najat Vallaud-Belkacem répond aux critiques d'Ayrault sur la réforme du collège Pas de grève le 13 mai

Compte tenu du nouvel appel à la grève pour le 19 mai, le SNALC retire un autre appel qu'il avait déposé seul pour le 13 mai, précise-t-il dans son communiqué. 20minutes.fr 16.04

2- Etats-Unis

- New York: Des milliers de manifestants réclament un salaire minimum de 15 dollars de l'heure - 20minutes.fr

Des grèves et des manifestations similaires ont eu lieu dans de plus de 230 villes américaines. Mais à New York, ce sont des milliers de personnes qui ont manifesté, ce mercredi, pour réclamer un salaire minimum de 15 dollars de l'heure. Les organisateurs, qui attendaient «la plus large mobilisation jamais (enregistrée) de travailleurs sous-payés» ont ainsi estimé qu'entre 10.000 et 15.000 personnes avaient répondu à l'appel.

Parmi les protestataires, des employés de fast-foods, mais aussi des employés d'aéroport, des personnels de santé, d'autres travaillant avec des enfants, des ouvriers du bâtiment venus par solidarité, et qui dénonçaient parfois leurs conditions de travail sur certains chantiers d'immeubles construits pour les ultra-riches. «Battez-vous pour 15 dollars», «Fatigué de travailler pour enrichir encore les riches», pouvait-on lire sur des pancartes.

Etats-Unis: McDonald's augmente les salaires mais la fronde continue.

«Il faut être magicien pour survivre avec ça»

Les premiers manifestants s'étaient réunis dès 6 heures du matin (heure locale) devant un McDonald's de Brooklyn. Plusieurs centaines de personnes se sont ensuite retrouvées à la mi-journée à Manhattan, s'allongeant à l'extérieur d'un autre McDonald's en signe de protestation. En fin d'après-midi, ils étaient plusieurs milliers à Columbus Circle, près de Central Park, parmi lesquels de très nombreux ouvriers du bâtiment.

Alors que le salaire minimum à New York est actuellement de 8,75 dollars de l'heure, et doit passer à 9 dollars l'an prochain, Pedro Gamboa, 58 ans, bagagiste à l'aéroport JFK, travaille 40 heures par semaine, se lève à 3 heures du matin et gagne

10,10 dollars de l'heure. «Ce n'est pas assez. Il faut être magicien pour survivre avec ça. Une fois que vous avez payé vos factures, vos poches sont vides», lâche ce père de famille, qui dit survivre grâce aux bons alimentaires. «15 dollars, ça serait un bon début.»

États-Unis: le chômage remonte malgré de fortes créations d'emplois.

«Le rêve américain» inaccessible.

«Nous sommes là pour demander les mêmes droits pour tous ceux qui travaillent», a, de son côté, expliqué Jeanine Keen, du syndicat des menuisiers. «Nous devons être solidaires de tous les travailleurs», a-t-elle ajouté, insistant sur la nécessité pour tous de pouvoir se syndiquer.

Certains intervenants ont souligné les inégalités croissantes et évoqué «le rêve américain» inaccessible. «Dans une ville comme New York, ou dans n'importe quelle ville aux États-Unis, vous ne pouvez pas élever une famille, avoir un toit, vous nourrir en travaillant pour 8 ou 9 dollars de l'heure», a aussi expliqué Kendall Fells, directeur national de la campagne «Battez-vous pour 15» (dollars). Les manifestants «ne s'arrêteront pas tant qu'ils n'auront pas un salaire qui leur permette de vivre», a insisté celui qui affirme que depuis le début du mouvement il y a deux ans et demi à New York, les manifestants sont de plus en plus nombreux, mieux organisés.

Le coût de la vie à New York est «le plus élevé du pays»

Mardi, un rapport officiel du contrôleur financier de New York, Scott Stringer, a souligné que le coût de la vie à New York était «le plus élevé du pays». De leur côté, plusieurs villes, dont Seattle et San Francisco, ont voté l'an dernier une augmentation à 15 dollars, étalée sur plusieurs années. Le salaire minimum fédéral est lui bloqué depuis 2009 à 7,25 dollars de l'heure. 20minutes. fr 16.04

ECONOMIE

Chine

- Les Chinois se ruent sur les actions, la Bourse s'envole - lefigaro.fr

Le premier fonds destiné aux investisseurs chinois désireux d'investir sur la place de Hongkong vient d'être lancé.

La spéculation boursière s'emballe en Chine. Après avoir alimenté la frénésie immobilière, les Chinois s'endettent désormais pour acheter des actions et profiter de la hausse vertigineuse de la Bourse de Shanghai. Celle-ci s'est envolée de plus de 65 % en cinq mois et a pratiquement doublé par rapport à l'année dernière. Chaque jour, des centaines de milliers de particuliers ouvrent des comptes-titres, pour profiter de la manne. Fin mars, en une semaine, plus de 1,7 million avaient été souscrits.

Depuis lundi, les autorités ont même autorisé les Chinois, qui n'avaient droit qu'à un seul compte en Bourse, à en ouvrir jusqu'à vingt, auprès de courtiers différents, pour qu'ils puissent faire jouer la concurrence et provoquer la baisse des frais. Le gouvernement voit d'un œil plutôt favorable l'engouement des épargnants, mais tente de soulager la pression sur les actions chinoises en encourageant les investissements sur d'autres marchés, notamment sur la Bourse de Hongkong, connectée à Shanghai depuis novembre. Cette ouverture séduit les particuliers mais aussi les institutionnels. «Récemment, les autorités ont annoncé plusieurs mesures pour promouvoir les investissements des institutions chinoises en dehors de la Chine continentale, afin qu'elles diversifient leurs portefeuilles, mais aussi pour développer une vraie industrie de la gestion d'actifs dans le pays», souligne Isabelle Irish, gérante chez Barings.

Profiter d'une décote de 25 %

Le premier fonds chinois créé seulement pour acheter des actions à Hongkong vient ainsi de voir le jour. Lancé par Invesco Ltd's China Fund Venture, il a attiré 11 milliards de yuans (1,6 milliard d'euros). C'est la deuxième plus forte collecte cette année pour un fonds en Chine, et la cinquième plus importante depuis 2010.

Les souscripteurs se sont précipités dans l'espoir d'une bonne affaire. «Les actions chinoises cotées à Hongkong ont bondi de 20 % en un mois, mais restent 25 % moins chères que celles de Shanghai», relève Jean-Louis Scandella, responsable de la gestion actions chez Barings. Ce premier fonds ouvre la voie à d'autres. Selon BOC International, les gérants devraient collecter 100 milliards de yuans (15 milliards d'euros) en avril en Chine continentale pour investir à Hongkong. lefigaro.fr 15.04

[Haut de page ↗](#)

Le 19 avril 2015

CAUSERIE

On se contentera de cette info qui nous est parvenue avec 8 jours de retard. On essaiera d'actualiser la causerie dans la journée ou demain avant 12 heures en France. On a aussi une vingtaine d'articles à ajouter. Un conseil, ne mettez pas les pieds en Ukraine.

Le régime de Kiev soutenu par Washington, l'Otan, Bruxelles, le FMI et évidemment Hollande-Valls-Fabius, est ouvertement fasciste.

Kiev a officiellement un régime fasciste, mais apparemment cela laisse totalement indifférent le mouvement ouvrier en France et en Europe. Il adopte en fait l'attitude de leur gouvernement et des médias. Pas un seul parti (à ma connaissance) n'a relayé ce qui s'est passé le 9 avril 2015 à Kiev et qui était d'une extrême gravité. Tous prétendent combattre le capitalisme, l'extrême droite, on a plutôt l'impression qu'ils en sont les complices par leur silence. Dorénavant le régime de la terreur règne en Ukraine. Jugez plutôt.

- Kiev réhabilite les collaborationnistes ukrainiens et interdit le communisme - mondialisation.ca 17.04

Le 9 avril, le régime pro-occidental de Kiev a adopté des lois pour réhabiliter les collaborationnistes ukrainiens qui ont participé aux génocides ethniques nazis pendant la Deuxième Guerre mondiale, et pour interdire tout symbole communiste en Ukraine, une ancienne république soviétique.

La loi, intitulée « Sur le statut et la mémoire des combattants pour l'indépendance ukrainienne au 20^e siècle », légitime officiellement des dizaines de groupes nationalistes, dont l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN) et l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA) pro-nazis. Les autorités nationales et locales doivent à présent fournir une aide sociale aux membres de ces organisations et à leurs familles.

La loi interdit aussi toute critique publique de ces organisations: « La dénonciation publique du rôle de l'OUN-UPA pour rétablir l'indépendance de l'Ukraine est illégale ».

De même, le régime de Kiev a approuvé une loi qui déplace la fête des « Défenseurs de l'Ukraine » du 23 février au 14 octobre. Le 23 février était à l'origine une fête soviétique marquant la fondation de l'Armée rouge après la Révolution d'octobre – quand elle s'opposait à une intervention militaire des puissances impérialistes pour rétablir le capitalisme dans ce qui allait devenir l'URSS. La nouvelle fête, par contre, marque la date présumée de la fondation de l'UPA.

Une dernière loi interdit tout symbole communiste en Ukraine, conformément à l'appel du ministre de la Justice Pavel Petrenko d'achever la « décommunisation » de l'Ukraine avant le 70^e anniversaire de la victoire de l'URSS contre l'Allemagne nazie à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le 9 mai. En annonçant les mesures à la télévision nationale la semaine passée, Petrenko a dit qu'interdire les symboles communistes « était quelque chose que nous aurions dû faire il y a vingt ans ».

La loi anti-communiste, adoptée par 274 voix contre 0, dénonce les régimes communiste et nazi comme « criminels devant la loi », interdisant toute propagande en leur faveur et tout port ostentatoire de leurs symboles. La loi criminalise ainsi des millions de noms d'avenue, de statues, de décorations militaires rattachés à la Deuxième Guerre mondiale qui font référence aux hommes politiques, aux victoires militaires, ou aux événements culturels soviétiques.

La loi interdit aussi tout parti politique ou organisation médiatique accusée de défendre le communisme. Elle déclare que son but est « d'empêcher de pareils crimes à l'avenir et d'éliminer la menace à la souveraineté, l'intégrité territoriale et la sécurité nationale ukrainienne ».

L'interdiction de la croix gammée ne nuira pas aux groupes fascistes qui défendent le régime de Kiev, tels le Secteur droit, la milice Aidar, ou le parti Svoboda, dont plusieurs ont adopté des runes ou d'autres symboles fascistes moins manifestement liés au nazisme. Dans la mesure où cette loi les empêche d'arborer la croix gammée, elle aide le régime de Kiev à dissimuler sa coloration politique aux travailleurs sur le plan international.

Le Parti communiste ukrainien (KPU) stalinien, déjà menacé d'interdiction et dont la fraction parlementaire est déjà dissoute, a faiblement critiqué la loi pour indiquer qu'elle risquait de provoquer une opposition sociale plus large. « Un ancien combattant ne peut plus porter son Ordre de l'Etoile Rouge, pour lequel il a versé son sang. Ceci ne fera que diviser la société et faire continuer la guerre », a déclaré le chef du KPU, Pyotr Simonenko.

Ces lois odieuses exposent le rôle criminel du régime de Kiev et des puissances impérialistes, dirigées par Washington et Berlin, qui l'ont installé dans un putsch dirigé par le Secteur droit en février 2014. Avec le soutien de l'OTAN, le régime a ensuite plongé l'est du pays, plus prorusse, dans une guerre civile qui menace de déclencher une guerre tout court entre l'OTAN et la Russie.

Les lois du 9 avril indiquent la réaction du régime de Kiev et de ses alliés impérialistes à leur défaite récente dans l'est de l'Ukraine: ils s'appuient plus directement sur les forces fascistes. Ils craignent l'opposition croissante des travailleurs ukrainiens à l'austérité budgétaire, à la montée du chômage, et avant tout, aux ordres de mobilisation. Alors que de larges couches de la population en Ukraine occidentale refusaient la conscription, Kiev a officiellement fait du Secteur droit une force associée des armées ukrainiennes, que Washington et ses alliés européens comptent armer contre la Russie.

Les lois pronazies exposent aussi le rôle des médias occidentaux qui ont traité les reportages sur le rôle des fascistes dans le putsch de Kiev de propagande russe. Ils furent traités de « vides de sens » (New York Times), de « fantaisie » (le Guardian) ou de « mensonge suprême » (Le Monde). A présent, c'est le régime de Kiev lui-même qui annonce ses sympathies fascistes.

Les forces réhabilitées par Kiev sont directement impliquées dans les crimes les plus horribles du fascisme européen: la Shoah et la mort de six millions de Juifs européens et l'invasion nazie de l'URSS, qui a coûté la vie à 27 millions de citoyens soviétiques.

L'OUN, fondée en 1929, était une organisation anticomuniste luttant pour l'indépendance ukrainienne. Le chef de sa principale fraction pendant la Deuxième Guerre mondiale, Stepan Bandera, voulait une Ukraine indépendante purgée de toute autre influence ethnique.

Après l'invasion nazie de l'URSS en 1941, l'OUN s'est offerte en force auxiliaire à la Wehrmacht nazie contre l'URSS, participant en 1942 au massacre nazi de 200.000 Juifs en Volhynie. En 1943, elle a lancé sa propre campagne de génocide ethnique contre des villages polonais en Volhynie et en Galicie, tuant entre 60.000 et 100.000 Polonais. Elle a aussi attaqué des partisans prosoviétiques qui combattaient l'Occupation nazie de l'Ukraine.

Après la défaite des nazis et la fin de la guerre, la CIA a établi des liens avec l'OUN pour mener des actions secrètes contre l'URSS.

On mobilise à présent les descendants de ces criminels fascistes pour tenter de stabiliser le régime impopulaire de Kiev, faire monter la pression contre la Russie et intimider l'opposition populaire.

Yuriy Chukhevych, le député qui a déposé la loi réhabilitant l'OUN, est le fils de Roman Chukhevych, qui a dirigé le Bataillon Rossignol (Bataillon Ukrainische Gruppe Nachtigall) qui combattait sous les ordres des nazis.

La crainte ressentie par Kiev de la fête du 9 mai et sa tentative d'interdire toute mention du passé soviétique de l'Ukraine et de la lutte contre l'Occupation nazie reflètent l'impopularité massive de sa politique, et sa crainte d'une opposition explosive des travailleurs en Ukraine et à l'international. Malgré une propagande pro-fasciste constante, les forces explicitement pronazies n'ont obtenu qu'un soutien modeste aux dernières élections législatives. Svoboda a reçu 4,71 pour cent des voix et le Secteur droit 1,8 pour cent.

Ceci souligne que la campagne pour réhabiliter le fascisme en Ukraine provient d'en haut, du régime de Kiev et de ses maîtres impérialistes.

Alex Lantier et Stefan Steinberg (wsws.org)

[Haut de page ↗](#)

Le 20 avril 2015

CAUSERIE

On ajoutera une trentaine d'articles ce soir ou demain matin.

[Ukraine sous le fascisme.](#)

- Les meurtres politiques d'un journaliste et d'un ex-député pro-russes ukrainiens ont été revendiqués.
- euronews.com

Le parti Bloc Opposition aurait reçu une lettre dans laquelle l'Armée des insurgés ukrainiens dit assumer la responsabilité de la liquidation de l'ancien député Oleg Kalachnikov et du journaliste Oles Bouzina.

Ce groupe a repris le nom d'une organisation fasciste formée pendant la Seconde Guerre mondiale par Roman Choukhevitch qui, après avoir collaboré avec la Wehrmacht, combattit l'occupant nazi, mais joua un rôle dans le génocide des Juifs et l'extermination des Polonais de Volhynie en 1943.

Controversé, cet homme, Roman Choukhevitch, a cependant été déclaré "héros national" par le leader de la Révolution orange, Viktor Ioutchenko en 2008.

L'actuel président ukrainien Petro Porochenko affirme qu'il s'agit d'une provocation profitable aux "ennemis" du pays qui combat les séparatistes pro-russes, que c'est une tentative de déstabilisation de Kiev.

Le Bloc opposition, héritier du parti des Régions du président chassé du pouvoir, Viktor Ianoukovitch, demande une enquête sur ce groupe qui se réclamerait d'un courant politique qui est, pour finir, historiquement proche de celui de Svoboda, le parti ukrainien d'extrême droite. euronews.com 18.04

Le fascisme par la purge.

- Ukraine : la Cour constitutionnelle examine la loi de "lustration" - euronews.com

La page Ianoukovitch doit être définitivement tournée en Ukraine. C'est le message lancé à Kiev par des manifestants réunis jeudi devant le siège de la Cour constitutionnelle. La haute instance a entamé l'examen de la loi dite de "lustration" qui prévoit une vaste purge au sein de l'appareil politico-administratif, le but étant d'écarter des cercles du pouvoir ceux ayant servi sous l'ancien régime. Mais des députés de l'opposition s'insurgent contre ce texte. "Il y a certaines dispositions dans cette loi qui enfreignent la Constitution, souligne Vasyl Nimchenko du Bloc d'opposition. La loi de lustration ne prend pas en compte le principe de base de notre Constitution, à savoir la présomption d'innocence."

La loi permet de congédier de manière expéditive les fonctionnaires ayant exercé sous le gouvernement de l'ancien président Viktor Ianoukovitch et de les priver de hautes responsabilités pendant plusieurs années. Les représentants de la police et de la justice sont notamment visés. Au sein du gouvernement ukrainien, on s'interroge sur l'impartialité des magistrats de la Cour. "Malheureusement, une partie des juges de la Cour constitutionnelle a un réel intérêt à abolir la loi de lustration, car si l'on regarde bien cette loi, ces gens aussi doivent être concernés par cette purge", explique le ministre ukrainien de la Justice, Pavlo Petrenko.

Adoptée en septembre dernier par le Parlement ukrainien, cette loi a déjà permis de faire tomber de nombreuses têtes, comme l'explique notre correspondante Maria Korenyuk : "La Cour a commencé à examiner la constitutionnalité d'une loi qui est en vigueur depuis plus de six mois. Durant cette période, 500 fonctionnaires de l'ancien régime ont été limogés et 1500 autres ont démissionné." euronews.com 17.04

Seul l'agence de presse Euronews rendait compte de ces infos, les médias institutionnel français pratiquent la censure ou complotent dans notre dos. L'Ukraine fasciste, c'est à deux pas de chez vous, n'est-ce pas ? Alors pourquoi aucun parti n'a-t-il pas organisé une manifestation ou un rassemblement devant l'ambassade d'Ukraine à Paris, pourquoi le mouvement ouvrier ne se mobilise-t-il pas pour venir en aide au prolétariat ukrainien ?

Il faut tout faire pour crever cet abcès purulent du fascisme, qu'il éclate à la figure des gouvernements de l'UE qui le soutiennent, briser l'omerta qui étouffe les Ukrainiens. C'est une priorité absolue qui permettra de jeter un nouvel éclairage particulièrement cru ou cruel sur ceux qui nous gouvernent et rendra service à l'ensemble des travailleurs de l'UE.

[Le chiffre du jour. 767.](#)

Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), les récentes violences ont fait 767 morts et 2.906 blessés. Entre 120.000 et 150.000 personnes ont été déplacées à l'intérieur du Yémen par les violences en cours, alors qu'il y avait déjà plus de 300.000 déplacés avant la crise actuelle, selon le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR).

[Comment ils préparent les esprits au fascisme](#)

Amalgame communisme et nazisme ou comment Hollande soutient le régime fasciste de Kiev.

- Hollande compare Mme Le Pen à un "tract" communiste, le PCF s'indigne - AFP

Grille de lecture.

- Entre nous, comme quoi nous n'exagérons pas en affirmant que le PS était l'antichambre du fascisme ou qu'il lui faisait la courte échelle, ou encore préférerait le fascisme au socialisme.

- Alors que le régime fasciste de Kiev a voté le 9 avril 2015 une loi interdisant le communisme et toute référence au communisme amalgamé au nazisme, en ne saisissant pas cette occasion pour la dénoncer, Mélenchon, Dartigolles et Cie. participent au consensus pro-fasciste.

- Le communisme implique que les travailleurs s'emparent du pouvoir politique et gouvernent, contrôlent l'ensemble de la société, la production des richesses et leur distribution, mettent fin au capitalisme... Condamner le communisme revient donc à interdire au travailleur de réaliser un jour cette perspective politique au profit du capitalisme qui serait éternel...

- L'occasion était donné au porte-parole du PCF de défendre le communisme, s'il en a été incapable, c'est tout simplement parce qu'il y est totalement étranger, on pourrait ajouter pour l'avoir toujours combattu depuis sa stalinisation au milieu des années 20.

AFP- Sur Canal", le chef de l'État a affirmé que la présidente du FN "parle comme un tract du Parti communiste des années 70".

"Quand Hollande compare le FN au "PCF des années 70", sa faute est double. À l'égard des militantes et militants communistes. Mais c'est aussi une lâcheté intellectuelle face au FN d'aujourd'hui", a dénoncé sur Twitter Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF, jugeant "navrante" et "pas à la hauteur" cette sortie de M. Hollande.

"La comparaison que Hollande vient de faire entre le FN et le PCF des années 70 est indigne et inepte", a de son côté réagi sur ce même réseau social Ian Brossat, adjoint PCF à la mairie de Paris. "En parlant ainsi, Hollande contribue à dédramatiser encore un peu plus le FN. C'est une faute politique et une faute morale", a-t-il fustigé.

"Madame Le Pen parle comme un tract du Parti communiste des années 1970 (...) sauf que le Parti communiste, il ne demandait pas qu'on chasse les étrangers, qu'on fasse la chasse aux pauvres", a déclaré le chef de l'État, lors de l'émission "Le Supplément sur Canal". (A l'époque il n'y avait pas le chômage de masse, les conditions sociales étaient différentes, donc la chasse aux étrangers étaient temporairement réduites au silence... - ndlr)

"En insultant le Parti communiste des années 70, François Hollande oublie que c'était alors le programme commun qui conduisit à la grande victoire de 1981", a de son côté réagi Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de gauche à la présidentielle de 2012.

"Son propos est d'une totale bassesse et indigence, indigne d'un président élu aussi par les communistes", ajoute M. Mélenchon dans un communiqué. AFP 19.04

La " grande victoire de 1981" qui fut par la suite celle de la Bourse qui se mit à flamber... ainsi que le chômage, vous pouvez aussi ajouter l'extrême droite, comme quoi ils sont faits pour s'entendre...

Le renégat et démagogue Mélenchon en rajoute une couche pour couvrir son propre rôle d'imposteur, et comme quoi ses propos sont vraiment insignifiants, médiocres, il aurait pu en dire autant de Chirac qui avait gouverné avec des ministres du PCF... et Mélenchon !

Hollande qui est un farouche anticommunisme a commis une maladresse en essayant de défendre le PCF comme le rappellera un internaute :

- Discours de George Marchais (PCF) 1980 :

"il faut stopper l'immigration officielle et clandestine. Il est inadmissible de laisser entrer de nouveaux travailleurs immigrés en France alors que notre pays compte près de 2 millions de chômeurs français et étrangers."

[Distraction, divertissement, détournement, intox ou la banalisation du fascisme... l'air de rien.](#)

Il ne faut pas se laisser impressionner par les manoeuvres, les déclarations ou positions adoptées par la classe dominante ou ses représentants au pouvoir sur l'extrême droite, qui pendant qu'ils s'emploient à se présenter comme des opposants au fascisme, l'encouragent et le soutiennent en réalité quand il en va de leurs intérêts, en Ukraine par exemple, mais aussi en Hongrie ou d'autres pays comme la Lettonie.

Les Hitler, Mussolini, Franco, Salazar, Pétain, Pinochet, Videla, Duvallier, etc. étaient les purs produits de la politique de la classe dominante qui les a fabriqués puis portés au pouvoir, avec la complicité de la social-démocratie dégénérée et du stalinisme

qui ont favorisé le fascisme au détriment du socialisme. Cela devrait suffire à dissuader n'importe quel militant ouvrier ayant un minimum d'esprit critique ou étant cohérent avec son engagement politique, d'adhérer à un des partis liés au PS ou au PCF.

- Allemagne : le procès d'Oskar Gröning, un ancien nazi, va s'ouvrir - Francetv info

Grille de lecture.

- Il semblerait que le "service d'enquête qui s'active" (Les sionistes fanatiques Klarsfeld pour ne pas les citer) pour retrouver d'ex-nazis ou collaborateurs du nazisme est omis la CIA ou les services de renseignement américains qui ont recyclé pendant des décennies des dignitaires ou personnalités du régime nazi allemand, pour parfaire leurs techniques de tortures qu'ils appliqueront aux opposants à la politique américaine ou transmettront aux dictateurs d'Amérique latine.

Du coup ils s'en prennent lâchement pourrait-on dire, à un homme âgé de 94 ans qui n'a commis comme "crime" que remplir des tâches administratives pour le compte de l'administration nazi comme des millions d'autres Allemands à cette époque. A croire qu'ils auraient décidé une fois de plus de culpabiliser l'ensemble des Allemands pour un crime monstrueux programmé par les oligarques anglo-saxons-sionistes.

Il faut avoir à l'esprit en permanence pour aborder cette question que les sionistes ont troqué la Shoah contre la Palestine aux nazis, le massacre de millions de juifs en échange du contrôle des puits de pétrole du Proche-Orient via la déstabilisation de tous les régimes de la région divisée sur la question israélienne, au-delà l'opposition alimentée entre chiites et sunnites notamment, entre composantes arabes et perses sur fond de dislocation de l'empire Ottoman ou sur ces cendres conduisant à la balkanisation de la région pour mieux la dominer, l'exploiter, la piller...

Francetv info - Un procès va s'ouvrir mardi 21 avril en Allemagne : celui d'Oskar Gröning. Il a aujourd'hui 94 ans. L'homme était gardien et comptable dans le camp d'Auschwitz. "Il était chargé de comptabiliser les biens de tous ceux qui étaient destinés à être tués dans les chambres à gaz", explique Amaury Guibert, journaliste de France 2.

Sur les 6 500 gardiens ou responsables de la SS qui sont passés par Auschwitz, seuls 34 d'entre eux ont été condamnés par la justice allemande. Pendant de nombreuses années, celle-ci ne s'occupait que des responsables directs des exécutions.

Aujourd'hui, il reste encore quelques exécutants de la machine de mort des nazis, mais ils sont peu nombreux à devoir rendre des comptes.

S'il est jugé, c'est grâce au travail d'un service d'enquête qui s'active tant qu'il est encore temps. Francetv info 18.04

Quand le régime juge les monstres qu'il a lui-même engendrés.

- Grèce: Le parti néonazi Aube dorée devant la justice - 20minutes.fr

Grille de lecture.

- En Grèce, ils fondent tous leurs espoirs sur Syriza pour leur sauver la mise, l'heure du fascisme n'a pas encore sonné, et rien n'empêcherait qu'ils adoptent dans leur discours un virage à 180° ou diamétralement opposé dans les mois qui viennent si nécessaire sachant que les médias suivraient pour couvrir leur forfaiture.

- En attendant, le parti fasciste Aube dorée recourt au masque du "nationaliste" pour camoufler sa véritable nature et apparaître plus présentable aux Grecs qu'il entend ainsi tromper pour leur plus grand malheur.

20minutes.fr - Les dirigeants du parti néonazi grec Aube dorée troquent lundi les bancs du parlement pour le box des accusés dans un procès historique qui s'ouvre près d'Athènes afin de déterminer si le mouvement s'apparente à une organisation criminelle.

Entré pour la première fois au Parlement en 2012, Aube Dorée est arrivé en troisième position des législatives de janvier remportées par Syriza, au terme d'une campagne électorale sans les démonstrations de force habituelles. Cultivant désormais le profil bas, Nikos Machaloliakos défendait cette semaine sa formation comme étant «un mouvement nationaliste», «parti politique légal» et pas «une organisation criminelle».

Les mois d'enquête judiciaire sur le parti ont cependant été accompagnés d'un grand déballage médiatique qui a mis au jour de nombreux documents photos et vidéos, des témoignages de repentis décrivant le fonctionnement des «sections d'assaut» du parti, leurs raids nocturnes à moto pour «casser» de l'étranger, les camps d'entraînement à la campagne avec maniement de Kalachnikov. 20minutes.fr 20.04

La montée de l'extrême droite est inexorable, encouragée même.

- Hongrie : Viktor Orban menacé par l'extrême-droite - latribune.fr 18.04

Grille de lecture.

- Viktor Orban a refusé un plan d'aide du FMI, il a procédé à des nationalisations, il a taxé les entreprises étrangères et surtout les banques, trois crimes insupportables pour les tenants du néolibéralisme qui veulent sa peau, les Américains en tête.

- L'auteur de cet article a monté en épingle les résultats d'une élection partielle où l'écart entre le Fidesz de Viktor Orban et le parti d'extrême-droite Jobbik était seulement de 1,1%, au détriment d'un sondage national où la différence entre les deux partis est de 9%.

Pourquoi a-t-il procédé de la sorte? Parce qu'il avait un produit à vendre aux lecteurs : l'infaillible montée du fascisme en Hongrie, idée à laquelle il doit se préparer, pourquoi pas y adhérer, l'avenir quoi.

- Que lui reproche-t-il? Son bilan économique ?

Non, il est "flatteur". Quoi alors ? La « méthode de gouvernement » du premier ministre.

Mais encore ?

Son "autoritarisme", "le retour de l'Etat dans l'économie" qui est "de moins en moins supportable", pour qui, mais pour les marchés, l'oligarchie financière qui ne tolère pas qu'un chef de gouvernement lui résiste.

Comment faire alors pour le déstabiliser ? Le calomnier hypocritement.

"De plus en plus, il apparaît que l'Etat hongrois est géré en fonction des intérêts du clan Orban", alors que les mesures (dont une partie était dirigée contre les travailleurs) qu'il a prises ont permis d'obtenir des résultats sur le plan national à faire palir d'envie plus d'un chef d'Etat ou de gouvernement en Europe, ils devraient en être satisfaits et le soutenir au lieu de l'attaquer, oui, sauf qu'il a commis le crime de répartir ses mesures sur toutes les classes, alors qu'il aurait dû épargner les entreprises et les banques et se contenter de matraquer la plèbe.

En conclusion : Il doit dégager.

Le verdict écrit d'avance tombe "la Hongrie a de plus en plus de mal à supporter le pouvoir personnel de Viktor Orban", donc elle doit s'en séparer.

Au profit de qui ? Mais des fascistes, pardi puisqu'aucune autre force politique ne serait "crédible" !

"Les dernières années des gouvernements socialistes, de 2004 à 2010 apparaissent comme des années traumatisantes pour la Hongrie, entre le risque de faillite et la corruption. C'est une alternative qui, pour beaucoup, n'est pas crédible. "

Comment y parvenir ? Avec le soutien des médias et des gouvernements des puissances occidentales.

Comment, mais en tenant un discours démagogique à l'extrême dont le but est de " dédiaboliser " le parti d'extrême droite Jobbik, tout en rejetant les « opinions collectives par nature qui conduisent à l'exécration d'un peuple. », devenues illégales au même titre que le communisme en Ukraine sous régime fasciste.

Ce processus conduisant au fascisme en Hongrie est-il inéluctable ? Absolument affirment les Américains qui y ont intérêt où sont derrière l'opération de déstabilisation en cours du régime hongrois, pour lesquels "il n'y a pas de limites à la montée du parti" d'extrême droite.

Latribune.fr - Le parti du Premier ministre hongrois a perdu une élection partielle contre Jobbik, le parti d'extrême-droite. Le signe d'une crise du régime et de la montée des néo-nazis.

C'est un nouvel avertissement sans frais pour le Premier ministre hongrois Viktor Orban. Dimanche, dans l'élection partielle de Tapolca, une ville à 170 kilomètres à l'ouest de Budapest, le candidat de son parti de droite, le Fidesz, a été battu par le candidat du parti d'extrême-droite Jobbik. Certes, l'écart est faible, 35,5 % contre 34,4 %.

Mais cette victoire est préoccupante pour le Premier ministre. Elle prouve que Jobbik est capable de l'emporter dans le cadre du scrutin à la majorité relative à un tour.

L'an passé, le succès avait été total. Le Fidesz avait, avec 45 % des voix, obtenu 133 des 199 sièges à la Diète (Országgyűlés), devant la coalition de centre gauche (38 sièges et 26 % des voix) et Jobbik (20,5 % et 23 sièges). A l'époque, la Fidesz et son allié chrétien-démocrate avaient enlevé 96 des 106 sièges directs attribués au scrutin à un tour. Le centre-gauche avait pris les 10 sièges restant et Jobbik aucun. Mais depuis, le vent a tourné. Et Viktor

Orban est clairement en difficulté.

Déjà, en février, à Veszprem, dans une autre élection partielle, le Fidesz avait perdu sa majorité des deux-tiers à la Diète - qu'il détenait depuis 2010 - en raison de la victoire d'un candidat indépendant soutenu par l'ensemble de l'opposition à l'exception de Jobbik. Cette majorité des deux-tiers avait permis à Viktor Orban de réécrire à sa guise la constitution et de mettre la main sur la banque centrale, un des éléments clés de son programme économique. Désormais, ce levier n'opère plus. Le dernier sondage national, réalisé fin mars, n'accordait plus au Fidesz que 24 % des intentions de vote (parmi l'ensemble des électeurs), Jobbik atteignant 15 % et le parti socialiste (MSzP) 11 %.

La politique économique de Viktor Orban

Que s'est-il passé ? En 5 ans d'exercice du pouvoir, Viktor Orban peut pourtant se targuer d'un vrai succès économique dans une Europe qui en compte fort peu. Lorsqu'il est arrivé au pouvoir, la Hongrie était sous le coup d'un programme « d'ajustement » du FMI et de l'Union européenne. Beaucoup jugeaient une faillite inévitable. Le nouveau gouvernement a alors refusé les fonds du FMI et s'est lancé dans une politique qu'alors, beaucoup, jugeait aventureuse. Pour redresser rapidement ses comptes publics, la Hongrie pratique une austérité sévère, notamment avec la hausse de la TVA de trois points, de 24 % à 27 %, un des taux les plus élevés d'Europe.

Mais la population n'est pas la seule à payer. Viktor Orban apaise la colère en taxant les entreprises étrangères, surtout les banques, jugées responsables des déboires du pays. Il met aussi la main sur les réserves des fonds de pension (10 milliards d'euros), malgré les cris d'orfraies de Bruxelles, sur la Banque centrale. Celle-ci soutient l'activité en réduisant ses taux de 7 % en novembre 2011 à 1,95 % aujourd'hui et lance un plan de soutien direct aux PME.

Le retour à la croissance

Résultat : le FMI est remboursé début 2013, le déficit budgétaire se réduit et la Hongrie sort de la procédure de déficit excessif de Bruxelles. Mieux, alors que Viktor Orban réduit l'impôt sur le revenu, l'activité reprend rapidement. En 2012, année où l'ajustement hongrois a été le plus fort, le pays a connu une contraction de son PIB de 1,5 %, mais la Hongrie sort de la récession au premier trimestre 2013, la croissance est de 1,5 % en 2013 et en 2014 la croissance atteint 3,6 %, un record pour l'Union européenne. Le chômage recule rapidement, passant de 11 % en 2011 à 7,7 % en 2014, retrouvant son niveau de 2008. La dette publique a également retrouvé son niveau d'avant crise à 77 % du PIB.

Enfin, les nationalisations, les taxes et les méthodes expéditives de Viktor Orban n'ont pas fait fuir les investisseurs étrangers. Mercedes-Benz et Audi ont récemment agrandi leurs usines dans le pays. Enfin, en début d'année, le gouvernement a réglé un des problèmes les plus délicats de l'économie hongroise : les prêts en francs suisses, convertis en forints. S&P, longtemps très sévère avec le gouvernement, a même dû manger son chapeau et relever la note du pays le 20 mars dernier de BB à BB+.

Lassitude

Le bilan est donc flatteur. Mais le retour de la croissance ne profite guère politiquement à Viktor Orban. Les Hongrois semblent en effet de plus en plus las de la « méthode de gouvernement » du premier ministre. Une méthode ignorante de la diversité de la société hongroise et de l'opposition. Si l'intervention de l'Etat a ainsi pu participer à la reprise de l'économie, elle s'est aussi faite « en famille », en soutenant des entreprises proches du Fidesz. Le retour de l'Etat dans l'économie s'est traduit par une reprise en main politique qui semble de moins en moins supportable. L'autoritarisme du premier ministre au-delà de la sphère économique, sa tendance à vouloir taxer tout ce qui le gêne - on se souvient de la fameuse taxe sur l'Internet qui avait déclenché une forte résistance populaire - a fini par lasser.

Une gestion de « clan »

De plus en plus, il apparaît que l'Etat hongrois est géré en fonction des intérêts du clan Orban. La faillite plus ou moins frauduleuse du fonds Quaestor, dirigé par Csaba Tarsoly, un ami du ministre des Affaires étrangères, lui-même proche de Viktor Orban, en début d'année, l'a prouvé. Avant la faillite de ce fonds de 500 millions d'euros, le ministre a pu retirer ses fonds à temps. Ceci est d'autant plus irritant qu'en 2010, Viktor Orban s'était fait élire sur le rejet de la corruption généralisée dans le gouvernement

de centre-gauche.

La recherche de l'alternative

En bref, la Hongrie a de plus en plus de mal à supporter le pouvoir personnel de Viktor Orban. Mais vers qui se tourner ? L'opposition de centre-gauche peine encore à convaincre. Les dernières années des gouvernements socialistes, de 2004 à 2010 apparaissent comme des années traumatisantes pour la Hongrie, entre le risque de faillite et la corruption. C'est une alternative qui, pour beaucoup, n'est pas crédible. La victoire de Veszprem était ainsi surtout due au caractère « apolitique » du candidat et à l'abstention des électeurs Fidesz. Or, parallèlement, Jobbik tente de s'acheter une conduite en faisant oublier son identité antisémite et anti-rom, pour conquérir l'électorat traditionnel de Viktor Orban.

La tentative de « dédiabolisation » de la Hongrie

Dans une interview au quotidien Magyar Nemzet en avril, Gabor Vona, 36 ans le leader de Jobbik, a clairement indiqué sa stratégie. « Il nous faut préserver notre programme d'une façon qui attire les grandes couches de la société hongroises », a-t-il indiqué avant d'ajouter : « je vais décevoir ceux qui pensent que Jobbik est un parti extrémiste et nazi. » Son but est donc de « dédiaboliser » Jobbik pour apparaître comme une alternative au Fidesz. Ainsi, Gabor Vona affirme rejeter les « opinions collectives par nature qui conduisent à l'exécration d'un peuple. » Il a récemment sanctionné un militant qui avait appelé à tuer des Roms.

Pas de limite à la montée de Jobbik ?

Certes, la stratégie de Gabor Vona reste assez peu crédible, vu de l'extérieur. Le site Internet de Jobbik continue à attaquer les Roms et Israël. Et le leader de Jobbik ne peut guère renoncer à sa base militante qui n'est guère sur une ligne « centriste. » Il revendique donc toujours le droit de « parler de la communauté juive, de la politique d'Israël et du problème rom. »

Pourtant, cette stratégie semble prendre en Hongrie et Jobbik parvient à capitaliser sur le rejet de Viktor et c'est ce que montre la victoire de Tapolca. Cité par Bloomberg, l'institut Political Capital explique que « ce succès de Jobbik montre qu'une masse critique d'électeurs ne considère plus le parti comme extrémiste, ce qui signifie qu'il n'y a pas de limites à la montée du parti. » Une analyse inquiétante corroborée par les sondages qui indiquent que 20 % des électeurs Fidesz sont tentés par Jobbik.

Ceci fera-t-il réagir Viktor Orban ? Au sein même du Fidesz, beaucoup réclament des changements significatifs de politique. Mais le premier ministre acceptera-t-il de renoncer à un mode de gestion du pouvoir qui semble être sa marque même ? Rien n'est moins sûr.

Mais cette fois, c'est son maintien au pouvoir après les élections de 2018 et le risque d'une montée d'un parti d'extrême-droite peu recommandable dans un pays de l'UE qui est en jeu. latribune.fr 18.04

La discrimination des juifs participe à la propagande antisémite.

- Lyon : le travail de mémoire de collégiens sur la libération des camps nazis - FranceTVInfo

Certains élèves d'une classe de troisième ont décidé de s'investir dans le concours national de la Résistance et de la déportation. Ils ont retenu comme thème la libération des camps nazis. (Par l'armée rouge ? - ndlr)

Pour se faire, les élèves ont réalisé un travail d'archiviste en sélectionnant des photos et poèmes écrits par les déportés. Il en résulte un album soigné, composé de photos et de mots. Avec ce travail, les élèves ont découvert l'effroyable réalité de la solution finale. Ils ont voulu rendre hommage à ces hommes, femmes et enfants tués parce qu'ils étaient juifs. (Pas communistes, socialistes, trotskistes, tziganes, noirs, arabes, homosexuels, non juifs, uniquement juifs, à croire qu'ils seraient effectivement supérieurs aux autres victimes innocentes du nazisme, expression putréfiée de la crise du capitalisme, qui ne méritent que le mépris. - ndlr)

Plus répugnant qu'un croque-mort de sioniste, cela n'existe pas.

- Des descendants américains de victimes de la Shoah attaquent la SNCF - LeFigaro.fr

Ils ont déjà reçu 60 millions de dollars de l'Etat français, alors ils espèrent en tirer davantage. La Shoah est un business, c'est indécent

[Etat policier ou de la juridiction à l'extrême à la militarisation de la société.](#)

- À 9 ans, il se dispute avec son amoureuse et finit à la gendarmerie - LeFigaro.fr

Pour avoir tiré les cheveux d'une camarade de classe, un garçon de 9 ans s'est retrouvé au commissariat. Une plainte avait été déposée par les parents de sa «victime».

«Aberrant», «vraiment n'importe quoi», les parents du petit Jordan n'en reviennent pas. «Il a eu droit au même traitement qu'un criminel pour une banale histoire de gamins et de cour d'école», s'indigne son père auprès de la Dépêche du Midi qui révèle l'histoire. L'enfant, lui, est traumatisé, à tel point qu'il ne veut plus remettre les pieds à l'école.

Jordan, 9 ans, élève de CM1 s'est retrouvé convoqué mardi après-midi avec ses parents à la gendarmerie de Saint-Lys, en Gironde, comme le rapporte le quotidien régional. Son tort? Avoir tiré les cheveux et giflé une camarade de classe dont il se disait amoureux. Cette dernière lui aurait avoué qu'elle avait jeté son dévolu sur un autre. L'enfant blessé et chagriné, se serait alors emporté.

Il y a une quinzaine de jours, les parents de Jordan sont contactés par la directrice d'école qui leur fait part de l'incident. L'enfant est alors réprimandé pour son comportement. L'affaire est réglée pour la famille de Jordan. Mais la mère de la fillette giflée n'avait visiblement pas pris la chose de cette manière. Elle est allée porter plainte. Résultat, deux semaines après la dispute, Jordan est convoqué avec ses parents à la gendarmerie de Saint-Lys. L'enfant est auditionné durant une demi-heure. «Le gendarme, visiblement très mal à l'aise, ne faisait que son boulot» constate la mère de Jordan. L'affaire s'arrêtera là. Le parquet des mineurs de Toulouse a décidé de la classer sans suite.

Les gendarmes sont en effet dans leur droit. «Ils peuvent tout à fait aller chercher un enfant à l'école et le mettre en retenue, une sorte de garde à vue» explique Me Dominique Attias, avocate au barreau de Paris, spécialiste du droit des mineurs. «C'est le principe de la tolérance zéro qui s'applique pour les enfants. Ils peuvent être poursuivis pour tout ce qu'ils commettent, quel que soit leur âge» poursuit l'avocate. «En France il n'y a pas d'âge pour être responsable pénalement. Dès lors que l'on juge que l'enfant est doté de discernement, c'est à dire capable de juger clairement et sainement les choses, il peut être arrêté et passer devant un tribunal.»

Le droit des mineurs se corse à partir de 10 ans, mais surtout à 13 ans. «A partir de 10 ans, un enfant peut avoir un casier judiciaire et être condamné à une sanction éducative. C'est à partir de 13 ans qu'un enfant peut être placé en garde à vue. Et s'il est impliqué dans une éventuelle infraction, ses empreintes génétiques sont prises et indexées dans un fichier, même s'il est innocenté par la suite.»

Si ce qui est arrivé au petit Jordan est conforme à la loi française, pour cette spécialiste du droit des mineurs, la «réponse est inadéquate». «Traité comme un criminel, l'enfant va être traumatisé pour un bout de temps» prédit-elle. L'interrogatoire à la gendarmerie d'un enfant de 9 ans pour une gifle reflète «une société de plus en plus judiciaire» déplore Dominique Attias. «Depuis une quinzaine d'années, on assiste à une «déresponsabilisation» de la société. «On pense à tort que la justice doit tout régler. Or, la société civile devrait davantage s'impliquer» estime cette spécialiste du droit. «Ce n'est pas à la justice d'élever nos enfants. Mais à la société, aux parents de s'investir pour notre jeunesse» estime-t-elle. LeFigaro.fr 18.04

[Les procureurs de la pensée au service du fascisme veillent.](#)

- Quand les politiques se convertissent aux théories du complot - L'Express.fr

Marine Le Pen et son père se déchirent en place publique. Aussitôt, des politiques de tous bords expriment des doutes sur la sincérité du psychodrame. "C'est un peu curieux comme histoire... Est-ce un jeu de rôle entre les deux? Je n'en sais rien", s'interroge par exemple, le 9 avril, le député UMP Eric Woerth. Jean-Marie Le Pen lui-même y va de son commentaire "conspi": "Tout cela vient d'une manoeuvre, d'un projet extérieur destiné à faire rentrer le FN dans le troupeau", dénonce le vieil homme. L'Express.fr 17.04

Il faudrait absolument se fier aux apparences ou souscrire obligatoirement à l'interprétation d'un fait qu'a pu débiter un média, parce qu'il correspondrait forcément à la réalité ou la vérité et abandonner tout esprit critique, ne se poser aucune question, surtout ne pas se donner la peine de réfléchir, on le fait pour vous et vous devez vous en contenter, c'est ce qui figure notamment dans la loi adoptée le 9 avril par le régime fasciste de Kiev.

L'objet de cet article n'était pas de dénoncer les théories délirantes qui fleurissent sur Internet, encore moins leurs auteurs puisqu'ils servent à embrouiller les choses plutôt que les éclaircir et rendent ainsi service à la classe au pouvoir, mais de montrer qu'il existait un rapport entre ceux qui ne partageaient pas les versions officielles sur certains faits et leur personnalité, de manière à discréditer à l'avance ou écarter dans le futur toute version qui ne corroborerait pas celle du gouvernement, qui lui n'a évidemment rien à cacher à personne et ne ment jamais, c'est bien connu, tout comme les médias aux ordres qui pratiquent la désinformation en continu.

En dictature chacun est porté à adopter sans broncher les mêmes idées, celles qui sont concoctées par le régime en place, et gare aux contrevenants qui seront pourchassés, marginalisés, exclus, éliminés, assassinés.

Rappel à l'ordre. Un ministre de l'Intérieur "aux accents complotistes"

- Bernard Cazeneuve : "Ce qu'il y a dans les articles de presse, par principe, je ne le crois pas" - Francetv info

Le débat concernant la loi sur le renseignement a été tendu à l'Assemblée nationale pour les députés présents. Pour preuve, à une question d'une députée apparentée écologiste, Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur s'est emporté, lâchant : "Moi, à l'école, on m'a appris à ne pas croire ce qu'il y a dans les journaux ni dans les livres". Francetv info 18.04

Vaut mieux savoir que croire.

Accusé de "complotisme", il retourne l'accusation en invoquant... la vérité !

Loi sur le renseignement : Cazeneuve s'explique sur sa critique de la presse. - Francetv info 1

Bernard Cazeneuve revient donc sur cette déclaration un brin complotiste qui répondait à une question d'une députée apparentée écologiste lui conseillant la lecture d'un article de Rue89. En préambule, il indique être la cible d'un "double procès" sur la loi sur le renseignement, à savoir sur la vie privée et la presse.

Cazeneuve défend un "regard critique" sur la presse

"Je voudrais d'abord rappeler que la liberté d'expression, et donc la liberté de critiquer, est sacrée", souligne le ministre qui rappelle avoir "à maintes reprises exprimé mon attachement au rôle déterminant de la presse dans l'espace de confrontation démocratique".

("Confrontation démocratique" réduite à exprimer des variantes de la même idée, ou sur la base d'un constat partagé avec des gens partageant son interprétation de la réalité, à partir de faits minutieusement sélectionnés ne pouvant pas la contrarier. - ndlr)

"Mais le respect de la presse n'exclut pas non plus qu'on puisse poser sur ce qu'elle énonce un regard critique", renchérit-il.

Donc oui, par principe je ne crois pas ce que la presse écrit, de même qu'elle a raison de ne pas croire a priori ce que disent les ministres, car tout propos doit pourvoir être vérifié et faire l'objet d'un regard critique.

(C'est ainsi qu'il a enterré les interrogations légitimes qu'on était en droit de se poser le 7 janvier et les jours suivants, par exemple. Nous ne l'avons jamais cru pas plus que les médias. Dans la hiérarchie du pouvoir, celui des médias qui diffusent la propagande de la classe dominante est supérieur à celui d'un ministre ou un président. Entreprises privées, elles n'ont de compte à rendre qu'à leurs propriétaires, d'où la bassesse à laquelle il se livre en faisant amende honorable. Il a bien la mentalité d'un vulgaire larbin ne voulant pas froisser ses maîtres. - ndlr)

Bernard Cazeneuve à Rue89

Pas de demande pour expurger la phrase du compte-rendu

Le ministre explique avoir été gêné que la députée Isabelle Attard se réfère davantage à un article sur le projet de loi plutôt qu'au texte lui-même. Plus que la presse, il explique avoir remis en cause "le fait qu'on puisse faire fi du texte en débat" et que l'on considère que la presse dit "toujours et systématiquement, sans qu'il ne soit jamais utile de procéder à la moindre vérification" la vérité.

(Il dit qu'il ne supporte pas qu'on interprète un texte d'une manière différente de la sienne ou que les journalistes ne savent pas lire. C'est une sorte d'aveu qui montre que sa conception de la liberté d'expression ne s'applique qu'à lui-même ou ses semblables. Il raconte n'importe quoi, car lorsque justement des journalistes d'investigation procèdent à des vérifications et qu'ils constatent qu'une partie des faits ont été occultés pour produire l'interprétation officiel des faits, ils sont taxés par le même abominable personnage de complotistes ! -ndlr)

Enfin, Bernard Cazeneuve, qui "assume totalement" ses déclarations, dément avoir demandé une quelconque modification du compte-rendu officiel des débats. En effet, la phrase en question n'apparaissait pas dans le résumé final. Selon lui, cela "relève pour le coup d'un réflexe plutôt complotiste". Francetv info 19.04

(Excès de zèle d'un scribe terrorisé à l'idée d'affronter le courroux de son ministre. - ndlr)

Commentaires d'internautes.

1- *"La croissance est là"... "La reprise est là"... "Le chômage baisse"... "Les impôts n'augmenteront pas"... "La délinquance diminue"... Il a raison : il ne faut pas les croire."*

2- *"En échange du sponsoring des journaux par l'Etat, ce sont les politiques qui dictent à la presse ce qu'elle doit mettre dans une partie de ses articles. Donc normal que Cazeneuve n'y croit pas."*

Les journalistes sont recrutés en fonction de leurs idées, ils doivent être suffisamment conditionnés par l'idéologie de la classe dominante pour ne pas la remettre en question, y adhérer les yeux fermés sans se poser de questions. Comme les ex ou futurs élèves des grandes écoles, ils ont été formatés pour servir le régime en place qui en échange leur accorde des privilèges.

La dissimulation procède de la désinformation ou du mensonge d'Etat.

Quand la petite phrase de Bernard Cazeneuve contre la presse disparaît du compte-rendu officiel - Francetv info

"Moi, ce qu'il y a dans les articles de presse, par principe, je ne le crois pas." Cette phrase aux accents complotistes, tenue lors du débat sur le projet de loi Renseignement, n'apparaît plus sur le site de l'Assemblée nationale. Comment l'expliquer ?

A l'école, on m'a appris à ne pas croire ce qu'il y a dans les journaux ni dans les livres, et d'essayer de considérer que l'exercice de l'esprit critique et de la libre conscience est beaucoup plus puissant que de gober béatement et benoîtement ce qu'il y a dans les articles de presse. Moi, ce qu'il y a dans les articles de presse, par principe, je ne le crois pas. Parce que je suis un esprit libre et indépendant, et que j'entends le demeurer. C'est peut-être dans "L'Observateur", c'est peut-être dans "Le Bessin illustré", mais moi, je n'y crois pas, par nature et par essence.

Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur

Le 15 avril, à l'Assemblée nationale

Le journal a repéré, vendredi 17 avril, que les propos tenus par le ministre de l'Intérieur avaient été modifiés dans le compte-rendu officiel publié sur le site de l'Assemblée nationale. La phrase qui met en cause la presse n'y apparaît plus. Or, cette phrase est lourde de sens pour un ministre qui défendait, après les attentats de Paris, "la liberté de la presse". Et qui n'hésitait pas, lorsqu'il était député, à citer des articles de presse dans l'hémicycle pour appuyer ses arguments.

"Normalement, c'est un copier-coller de ce qui se dit en séance"

Comment expliquer cette disparition dans le compte-rendu officiel ? Interrogé par L'Obs, le ministère de l'Intérieur nie toute intervention sur les services de l'Assemblée, chargés de taper la retranscription. "Aucune correction n'a été transmise sur les débats renseignement, de manière générale, et surtout pas sur ce point." De son côté, le service de presse de l'Assemblée assure que ce compte-rendu devrait être en tout point fidèle aux propos du ministre : "Normalement, c'est un copier-coller de ce qui se dit en séance".

L'auteur de la retranscription précise au journal, dans un second temps, que "des modifications peuvent être apportées, tant que ces dernières n'altèrent pas l'esprit de l'intervention". Et se ravise finalement, par mail : "Au final, ce qui a été dit deux fois dans la même lancée (après plusieurs autres) a été ramassé en une fois, celle où il y a 'par nature et par essence', écrit cette personne. Mais je conçois très bien que l'effet en soit amoindri. Je vais remanier ça afin que ce soit la phrase d'entrée qui apparaisse." A l'heure où cet article est publié sur francetv info (20h20), la modification n'a toujours pas été apportée. Francetv info 17.04

[Intox. Comment les assassins commémorent leurs exploits sans les assumer.](#)

- La France participe à l'hommage aux victimes du massacre de Sétif - Francetv info

C'est l'une des pages les plus noires de l'histoire de l'Algérie française. Le 8 mai 1945, alors que l'on fête la capitulation du IIIe Reich, à Sétif (Algérie), les festivités virent au drame. Des drapeaux algériens sont brandis à côté des drapeaux français et les autorités n'obtiennent par leur retrait. Francetv info 19.04

Et déjà le PS et le PCF colonialistes et impérialistes étaient au gouvernement au côté du représentant du parti de l'ordre, un certain Charles de Gaulle...

Rappel. Extrait de la causerie du 18 octobre 2011

- Les mains sales. Guerre d'Algérie, du 8 mai 1945 au 17 octobre 1961.

Le 8 mai 1945 est aussi la date du début des massacres de Sétif, Guelma et Kherrata, qui sont des répressions sanglantes d'émeutes nationalistes qui sont survenues en 1945 dans le département de Constantine en Algérie durant la période coloniale française pour réclamer l'indépendance du pays et la libération du chef du Parti populaire algérien (PPA) Messali Hadj.

Il y aura parmi les Européens plus de cent morts et autant de blessés. Le nombre des victimes autochtones reste sujet à débat ; les autorités françaises de l'époque fixèrent le nombre de tués à 1 165, un rapport des services secrets américains à Alger en 1945 notait 17 000 morts et 20 000 blessés, le gouvernement algérien avance le nombre de 45 000 morts, alors que suivant les historiens le nombre varie de 8 000 (Charles-Robert Ageron, Charles-André Julien) à « des milliers de morts ». (<http://fr.wikipedia.org>)

La répression légale ne fut pas moins implacable. On dénombra 3 630 arrestations et jugements, 1 868 condamnations à des peines de prison et 157 condamnations à mort dont 33 furent exécutées. (Lutte Ouvrière n°1661 du 12 mai 2000)

« Des hommes souffrent de la faim et demandent la justice... Leur faim est injuste. » écrivait Albert Camus début 1945 dans Combat.

À la colère légitime des Algériens, la réponse du gouvernement français, dans lequel se trouve, mais oui, le PS et le PC, aux côtés de de Gaulle, ne s'est, en tout cas, pas fait attendre en mobilisant toutes les forces de police, de gendarmerie, de l'armée, en envoyant des renforts de CRS et de parachutistes, et même en recrutant des miliciens, qui ne se gênent pas de fusiller des Algériens de tous âges et sans défense. (<http://rebellyon.info>)

Le Parti Socialiste comme le PCF, alors alliés dans le Gouvernement provisoire de De Gaulle, restèrent totalement solidaires de cette politique répressive. Ils la justifiaient même dans leur presse, les publications staliniennes allant jusqu'à dénoncer, côté Algériens, une provocation fasciste. Il est vrai que ces deux partis de gauche en étaient encore à prôner « l'Union française », c'est-à-dire à justifier le maintien du colonialisme français. (Lutte Ouvrière n°1661 du 12 mai 2000)

Le Parti Socialiste (à l'époque SFIO) comme le PCF, alors alliés dans le Gouvernement provisoire de De Gaulle, restèrent totalement solidaires de cette politique répressive. Ils la justifiaient même dans leur presse, les publications staliniennes allant jusqu'à dénoncer, côté Algériens, une provocation fasciste. Il est vrai que ces deux partis de gauche en étaient encore à prôner « l'Union française », c'est-à-dire à justifier à ce moment là le maintien du colonialisme français.

Dès le début, dans les colonnes de L'Humanité, le parti stalinien déclarait que "les auteurs des troubles étaient d'inspiration et de méthodes hitlériennes." Il parlera aussi "de provocation fomentée par les grands trusts et par les fonctionnaires vichystes encore en place".

Le PC le 21 mai 1945, dans l'Humanité demande au gouvernement de "punir comme ils le méritent les chefs pseudo-nationalistes".

Le porte-parole du PCF, Etienne Fajon, déclarait encore à la tribune de l'assemblée nationale le 11 juillet : "les tueries de Guelma et de Sétif sont la manifestation d'un complot fasciste qui a trouvé des agents dans les milieux nationalistes." Alors que de Gaulle avait demandé "de prendre toutes les mesures nécessaires pour réprimer les agissements d'une minorité d'agitateurs", le bureau politique du PCF publiait un communiqué le 12 mai déclarant : "il faut tout de suite châtier impitoyablement et rapidement les organisateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute" au nom de la défense "de la république française, métropole et territoires d'outre-mer, une et indivisible."

Dans un tract signé par cinq membres du comité central et distribué sur le sol algérien, il appelle à une chasse aux sorcières et lance de véritables appels au meurtre et aux pogroms en exigeant de "passer par les armes les instigateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute. Il ne s'agit pas de vengeance ni de représailles. Il s'agit de mesures de justice. Il s'agit de mesures de sécurité pour le pays".

Ainsi une milice mise sur pied par le PC servit d'auxiliaire à la police et à l'armée contre les "rebelles musulmans". Et pour couronner le tout, c'est le ministre stalinien de l'aviation Charles Tillon ("héros de la Résistance" en tant qu'ex-chef des FTP), qui a directement ordonné le bombardement des régions de Sétif et de Guelma.

Le 5 novembre 1954 François Mitterrand déclare que "L'Algérie, c'est la France. La seule négociation, c'est la guerre." Les socialistes Robert Lacoste et Max Lejeune, respectivement Ministres de l'Intérieur et de la Défense incitèrent l'armée et la police à user de tous les moyens de répression contre les combattants.

Le PCF (...) vota le 12 mars 1956 les "pouvoirs spéciaux" au gouvernement du socialiste Guy Mollet qui allait donner les moyens à l'Etat français d'intensifier la guerre sur le sol algérien.

François Mitterrand en 1956, est nommé garde des Sceaux dans le gouvernement de Guy Mollet. Il participe aux travaux du gouvernement, qui accorde l'indépendance à la Tunisie et au Maroc, l'autonomie à l'Afrique noire. Sur la question algérienne, il critique la dérive répressive en février 1956. Toutefois, c'est lui qui est chargé par le Conseil des ministres, de défendre le projet de loi remettant les pouvoirs spéciaux à l'armée. Selon les historiens il donne forcément son aval, en tant que Garde des Sceaux, aux nombreuses sentences de mort prononcées par les tribunaux d'Alger contre des militants de la lutte pour l'indépendance, notamment Fernand Yveton, membre du Parti Communiste Algérien, guillotiné à Alger le 11 février 1957. (<http://lesvertsdebagnolet.over-blog.com>)

Le 17 octobre 1961, en pleine guerre d'Algérie, le mouvement indépendantiste du Front de libération nationale (FLN) exhorte à manifester pacifiquement contre le couvre-feu imposé aux travailleurs algériens par le préfet de Paris, Maurice Papon. Contre ce qu'il qualifiait de mesure «à caractère raciste» mais qui entravait surtout ses activités, le FLN demande aux travailleurs de sortir en famille et de se débarrasser de tout ce qui peut être assimilé à une arme. Cet appel se déroule dans un climat tendu : une série d'attentats contre des policiers a fait 11 morts entre fin août et début octobre. Entre 20.000 et 30.000 personnes convergent vers Paris et font face à une répression policière sanglante. D'après plusieurs témoins, les forces de l'ordre tirent à balles réelles et jettent des hommes dans la Seine. Environ 12.000 manifestants sont interpellés et regroupés. Certains torturés. Le bilan officiel est de trois morts et 64 blessés. Mais les historiens estiment que le décompte réel se situe probablement autour de 200 morts, voire «plusieurs centaines». (lefigaro.fr 17.10)

La SFIO (PS) et le PCF ou plus généralement la social-démocratie et le stalinisme avaient déjà à leur actif la première et la seconde guerre mondiale... Dans le prolongement il fallait y ajouter notamment leur complicité, leur rôle abominable au côté de de Gaulle dans les guerres coloniales qui se poursuivirent après la fin de la seconde guerre mondiale.

- 1954, novembre: Mitterrand, ministre de l'intérieur du gouvernement de gauche Mendès France déclare que les attentats perpétrés en Algérie par le FLN méritent une seule réponse "la guerre". Envoi de l'armée en Algérie. Puis du contingent jusqu'à 550.000 hommes. Début de la guerre d'Algérie qui durera huit ans.

- En mai 1945, les dirigeants du PCF, pour justifier la répression des manifestations nationalistes de Sétif et Guelma par le gouvernement tripartite auquel ils participent, les présentent comme un complot fasciste. L'Humanité invente de toutes pièces, le 12 mai, un complot de fonctionnaires de Vichy comme cause du soulèvement. Un mois plus tard a lieu le Congrès du PCF. Le représentant du Parti communiste algérien, Caballero, y affirme : « Ceux qui réclament l'indépendance de l'Algérie sont des agents conscients ou inconscients d'un autre impérialisme. Nous ne voulons pas changer un cheval borgne pour un cheval aveugle. » Et les congressistes applaudissent. Maurice Thorez affirme alors que les populations d'Afrique du Nord « savent que leur intérêt est dans l'union avec le peuple de France ».

À la fin des années 1940, le parti communiste condamne « la pseudo-indépendance qui ne pourrait que renforcer l'impérialisme américain ». Après les dizaines de milliers de victimes de Madagascar, en 1947, le dirigeant communiste Georges Cogniot, dans L'Humanité, continue de vouloir sauver l'Union française (nouveau nom de l'Empire colonial) . Pendant toute la durée du conflit algérien, le PCF réclame la « paix en Algérie » ou encore le « règlement pacifique de la question algérienne », passant sous le boisseau la revendication primordiale de l'indépendance. En fait, les députés communistes votent en 1956 les pouvoirs spéciaux au gouvernement de Mollet, Mendès-France et Mitterrand. La direction du PCF condamne les jeunes du contingent qui désertent et exclut ses propres membres déserteurs.

[Vieux monde immonde. Comment se débarrasser de nos déchets ?](#)

- Drames de l'immigration : que faire face à des arrivées incontrôlables ? - Francetv info

Les multiples naufrages de ces derniers jours en Méditerranée suscitent bien des questions.

- Naufrages en Méditerranée: pour Hollande, il faut plus de bateaux de surveillance - AFP

- Drame en Méditerranée : 700 migrants ont péri dans un naufrage - Francetv info

- Face à l'afflux de migrants, l'Italie appelle à l'aide - Francetv info

11.000 migrants sont arrivés en une semaine par la Méditerranée. L'Italie doit faire face à des arrivées massives de migrants par la mer Méditerranée ces derniers jours. Ces traversées se font dans des conditions terribles.

Selon Matteo Renzi, la guerre civile en Libye (point de départ des migrants) rend cette situation ingérable. "Et il a fait mouche. Réponse du président américain : "Dans cette crise, l'Italie doit être aidée par ses alliés", poursuit le journaliste de France 2. Francetv info 18.04

Le nombre de migrants ayant sombré en Méditerranée se monterait à 30.000 en un an...

Comment alimenter le racisme en prétendant le combattre, mode d'emploi du Premier ministre.

Manuel Valls dévoile le plan du gouvernement contre le racisme et l'antisémitisme - Francetv info

Si la dégradation de la situation sociale suffit mécaniquement à faire monter l'extrême droite, pour que l'extrême droite se développe davantage et pour pouvoir exploiter la situation ainsi créée et la présenter comme une menace autrement dit qu'elle soit réellement utile au gouvernement, il faut qu'elle serve à détourner l'attention des couches qu'elle est susceptible d'atteindre du gouvernement, de telle sorte que le rapport qui existe entre sa politique et la situation des masses se reporte sur un ou des boucs émissaires que le gouvernement leur désignera et contre lesquels elles devront se tourner : le juif, le musulman, l'Arabe, le Noir, le Rom, l'étranger, les jeunes pour les vieux et vice versa, les hommes machos, violents pour les femmes, les homosexuels pour les hétérosexuels, les chômeurs et les retraités pour les travailleurs en activité ou qui ont la chance d'avoir un emploi, les travailleurs en CDI pour ceux qui ont une situation précaire, les fonctionnaires pour les travailleurs du secteur privé ou marchand, les plus pauvres ou défavorisés pour ceux qui paient des impôts, les malades qui coûtent trop cher pour ceux qui sont en bonne santé, les professeurs pour les parents, etc. procédé qui consiste à s'attaquer ou haïr ceux qui ne vous ressemblent pas ou ne partagent pas votre condition et seraient responsables de vos difficultés quotidiennes ou de la situation en général.

Plus la crise du capitalisme s'amplifie ou demeure dans une impasse lourde de menaces, plus ils ont recours systématiquement à ce moyen infâme pour gouverner. Ils savent que si la situation dégénérerait au point qu'il deviendrait impossible aux partis de l'ordre de gouverner plus longtemps, l'UMP et le PS, ils devraient recourir au fascisme, à son ou ses partis et milices comme en Ukraine (et en Israël) aujourd'hui, en Allemagne, en France, en Italie, en Espagne, au Portugal, en Grèce, au Chili, en Argentine, etc. hier. pour sauver leur régime et imposer aux masses exploitées la politique qu'ils ne parvenaient pas ou plus à appliquer, car frappés d'illégitimité ou sans base sociale suffisante sur laquelle s'appuyer pour y parvenir dans le cadre des institutions en place, institutions paralysées qui seront mises en quarantaine ou dissoutes par les fascistes, tandis que le mouvement ouvrier sera réprimé féroce et les libertés individuelles et démocratiques déclarés illégaux.

Apparemment la classe dominante a trouvé en Hollande, Valls, Fabius, Cazeneuve, Le Drian, Sapin, Belkacem, Touraine, etc. le personnel politique idéal pour mettre en place et exploiter ce mécanisme ignoble dans des proportions propice à créer un état de suspicion et de haine généralisé entre toutes les couches de la population pour appliquer l'agenda de Bruxelles commandé par l'oligarchie financière.

Ils se prétendent socialistes, républicains, démocrates, progressistes, humanistes, alors qu'en réalité la politique qu'ils appliquent prouve exactement le contraire, et il ne pouvait pas en être autrement puisque cette politique est incompatible avec l'exercice de ces principes ou valeurs. Elle en est la négation, elle est synonyme de davantage d'inégalités et d'injustices, de chaos, et elle porte en elle la guerre civile et la guerre qui ne seraient que la poursuite de la même politique sous une autre forme ou en recourant à d'autres moyens.

L'imposture est parfaite, trop peut-être entre ce qu'ils prétendent être et ce qu'ils sont vraiment, contradiction ou distorsion qui apparaît un peu plus chaque jour au point qu'ils ne peuvent plus la nier et doivent l'assumer, d'où leur radicalisation ouvertement à droite par la suite, ne cherchant même plus à camoufler leur véritable nature réactionnaire ou forcément maladroitement puisqu'il arrive un stade critique où il devient impossible de nier l'évidence.

D'autant plus qu'ils savent qu'une grande partie ou la majorité de la plèbe ne les écoute plus, ce qui a le don de les pousser à bout, alors en désespoir de cause ils en rajoutent encore et encore, les médias ont beau matraqué du matin au soir le même discours en relayant leur propagande idéologique immonde, des centaines de milliers de travailleurs continuent de se mobiliser quotidiennement pour défendre leurs droits sociaux qu'ils estiment légitimes, pire, ils auraient même tendance à se radicaliser dans le sens inverse de celui souhaité par le gouvernement.

Contrairement à ce que certains affirment l'issue politique pour les travailleurs ne viendra pas de leurs organisations dont les directions sont corrompues, mais de leur mobilisation au côté des militants syndicaux qui portent leurs revendications et peuvent imposer l'unité et le rassemblement de toute la classe pour affronter le gouvernement et les institutions pour les abattre.

L'issue politique pour les travailleurs ne viendra pas de partis inféodés au capital, elle ne viendra pas davantage de partis tirillés entre des courants qui s'affrontent et se neutralisent parce qu'ils n'incarnent ni la même politique, ni les mêmes objectifs, ni les mêmes moyens pour les atteindre, l'expérience nous enseigne que ce genre de parti est appelé à capituler ou à se disloquer au premier coup de canon ou de baïonnette. Marcher séparément et frapper ensemble est une formule qui a été dévoyée pour justifier des compromis honteux et l'incapacité ou le refus de leurs dirigeants de défendre le drapeau et le programme de la révolution socialiste mondiale.

Le prolétariat, le mouvement ouvrier et son avant-garde n'ont pas besoin de partis qui réuniraient en leur sein autant d'antagonismes, ils ont besoin d'une direction, d'une orientation politique, d'un drapeau et d'un programme avec lesquels mener leur combat, qui leur servent de guide et pour se rassembler, ce qui n'exclut pas l'existence de différentes tendances, dès lors qu'elles ont adoptées les mêmes objectifs politiques et les mêmes moyens pour les atteindre. L'unité avec différentes forces

politiques, avec différents courants du mouvement ouvrier doit se réaliser ponctuellement sur des questions précises à l'extérieur du parti et non à l'intérieur du parti.

Pour appartenir à un parti, il ne suffit pas de partager certaines idées, d'adhérer à son programme et ses statuts, il faut impérativement en partager les objectifs politiques et les moyens pour les atteindre, car dans le cas contraire cela signifie que l'on combat pour un autre objectif puisque le moyen que l'on préconise ne permettra jamais d'en atteindre un autre ou celui de la prise de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, ce principe est non négociable et doit être respecté à la lettre. Cela est insuffisant encore.

Pour être sérieux et cohérent le parti doit former ses militants, suivre leur progression, leur porter une attention toute particulière, les encourager à lire et étudier le socialisme, les supporter moralement ou psychologiquement et parfois matériellement quand ils rencontrent de grandes difficultés dans leur vie quotidienne, les soutenir, les protéger contre les pressions que la société fait peser sur eux, il devrait leur accorder la même attention qu'envers un enfant ou un être encore fragile en train d'éclorre et qui peut se brûler les ailes sans y prendre garde.

Quand on adhère au socialisme et à la révolution, souvent on est encore jeune, on est ignorant et bourré d'illusions, dont on peut se séparer en douceur au fil du temps ou de notre expérience avec l'aide du parti ou violemment et seul au contact de la société au risque de ne pas s'en remettre ou désertier le combat politique, pourquoi, parce qu'on en a honte, on culpabilise, on a l'impression d'avoir commis une erreur pour laquelle on va nous juger, les regards accusateurs nous sont insupportables, on préfère encore disparaître plutôt que d'affronter cette situation, d'où l'importance de réussir son intégration dans un parti, s'y sentir à l'aise, savoir que l'on peut compter sur ses camarades pour vous aider ou vous soutenir au lieu de vous enfoncer ou vous témoigner du mépris, psychologiquement ce soutien facilite les rapports et le dialogue, et permet de débloquer favorablement bien des situations, au lieu de les laisser pourrir et se contenter d'un parti passoire qui engrengre des milliers de militants et en perd autant ou plus pour finalement ne jamais se construire.

Le parti n'est pas une assemblée de copains, un club de rencontre ou de discussion ou encore un lieu destiné à fournir des solutions toutes prêtes aux éclopés de la vie, aux frustrés en tous genres qui triment derrière eux un tas de complexes, aux exclus de la société... L'existence du parti repose sur un engagement politique et un idéal, une cause que chacun de ses membres partagent et pour laquelle ils combattent ensemble en fonction de leurs expériences et capacités respectives. Maintenant chacun sait que cet engagement politique, cet idéal ou cette cause donnera lieu à différentes interprétations, ce qui est inévitable et donnera lieu à différents niveaux de consciences politiques dans le parti, ce qui ne constituera un obstacle à son développement qu'à partir du moment où tout n'aura pas été entrepris pour élever le niveau de conscience politique de tous les militants ou renforcer leurs convictions qui demeurent fragiles même s'ils l'ignorent eux-mêmes, obstacle qui céderait la place au doute et qui pourrait aller jusqu'à remettre en cause son propre engagement politique.

Toute organisation pour fonctionner doit respecter un certain nombre de règles ou principes, comporte des contraintes, nécessite de posséder une hiérarchie ou différentes instances de décision et que chacun de ses membres fasse preuve de discipline une fois qu'ils ont adopté ses statuts, ce qui implique d'en comprendre la portée pour les respecter et les faire respecter, ce qui n'est pas acquis d'avance une fois de plus, chacun doit avoir conscience que sans ces conditions rien ne peut se développer ou être mené à bien.

Vous aurez remarqué qu'on est parti de Valls et de sa propagande au service de l'extrême droite pour en arriver à la question du parti qui incarne la meilleure réponse qu'on puisse apporter à la crise du pouvoir de la classe dominante, encore faut-il poser la question du pouvoir devant les travailleurs et affirmer que le combat que nous menons à pour objectif la prise du pouvoir et le renversement de l'ordre établi, ce qui demeure absent du discours de tous les partis ouvriers, hélas !

En complément. Les médias reconvertis aux populistes en sont friands et en redemandent.

- Lutte contre le racisme: plan "outrageusement modeste" selon la presse - AFP

Commentaires d'internautes.

1- *"La loi de 1881, sur la liberté de la presse, et de la liberté d'expression, vient de se voir amputer des -délits de provocation à la haine, ou à la violence d'injure de diffamation, "commis à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes à raison de leur origine, ou de leur appartenance ou non partenariat à une ethnologie une nation, une religion " imputés au code pénal..."*

L'esprit du 11 Janvier n'aura pas survécu..."

Mais si au contraire, vous n'avez absolument rien compris !

2- *"Interdictions censures punitions ça s'appelle infantiliser les Français, jamais ça ne fonctionnera car ce qui ne pourra plus s'exprimer sur le Net sera pris comme une frustration qui pourrait s'exprimer sous une autre forme de violence car l'expression*

verbale permet l'élimination de la colère intérieure, Valls oublie le fonctionnement de la nature humaine.

C'est le but, alimenter l'extrême droite"

Il s'en tape complètement de la "nature humaine", oui ! Qu'a-t-il d'humain selon vous ?

3- *"Si les gens ne peuvent plus exprimer leur colère sur internet, il le feront autrement, ce n'est pas en cassant le thermomètre qu'on fera baisser la fièvre."*

Ils font ce qu'ils peuvent !

4- *"Comment peut-il parler de racisme alors que le mot "race" a été supprimé de la constitution française? La vraie justice sociale serait plus efficace que le matraquage médiatique qu'il nous impose et qui en fait ne fait qu'aggraver la situation."*

C'est le but recherché, le chaos purificateur, l'apocalypse duquel ne réchappent que les puissants... C'est le seul et dernier truc qu'ils ont trouvé pour continuer de gouverner, avec le fascisme et la guerre bien sûr.

5- *"Internet la bête noire du gouvernement."*

C'est sûr que c'est pas aussi facile que de contrôler quelques chaînes de télé et les journaux tous subventionnés et possédés par une poignée de personnes complices.

Une petite loi par ci sur couvert du renseignement et du terrorisme, une petite loi par ci sous couvert du racismes pour mieux contrôler les dissidents et ceux qui en ont marre des mensonges et de l'hypocrisie de la classe de privilégiée qui nous dirige.

Tous ces sites qui donnent des points de vues alternatifs sont une véritable plaie pour eux, la fable dans laquelle ils essayent de nous faire vivre n'a plus de sens une que l'on en montre les contradictions.

Vous vouliez sans doute dire qu'ils ne supportent pas la confrontation des idées qui met en lumière leurs contradictions et démontent l'argumentation qu'ils ont développée pour justifier leur politique infâme.

[La tentation de recourir de la force.](#)

- Le ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble aimerait «forcer» la France à se réformer - Public Sénat

- Sapin répond à Schäuble: "La France déteste qu'on la force" - AFP

Déjà qu'ils se prostituent au gouvernement, alors le viol ils ne comprennent pas de quoi vous voulez parler...

- Français condamné à mort : la France met en garde l'Indonésie - Francetv info

"Hier, Laurent Fabius a reçu l'ambassadeur indonésien et lui a redit son extrême préoccupation. Et il y a quelques semaines, François Hollande a écrit au président indonésien", selon Fanny Stenneler depuis le ministère des Affaires étrangères.

"Paris se montre très investi dans ce dossier mais n'a reçu pour l'heure aucune garantie des autorités indonésiennes qui se montrent particulièrement intransigeantes en matière de trafic de drogue", conclut la journaliste. Francetv info 18.04

Il ne reste plus à Hollande qu'à déclarer la guerre à l'Indonésie, c'est le plus grand pays musulman du monde par sa population, cela tombe bien.

[Lobotomie réussie ou quand vivre pour travailler devient un idéal.](#)

- Ces retraités qui font le choix de reprendre le travail - Francetv info

À 65 ans, Michel vient de décrocher son premier contrat... en tant que retraité.

Comme Michel, 500 000 retraités ont fait le choix de reprendre une activité cette année, soit quatre fois plus qu'il y a six ans. La motivation ? Le désir d'être utile, l'envie de changement ou le besoin d'argent.

Des sexagénaires se lancent même dans la création d'entreprises. "Pourquoi raccrocher ?", rigole cette femme qui a lancé sa société à l'âge de la retraite. Francetv info 17.04

Les plus arriérés ou dégénérés ne sont pas toujours ceux auxquels on serait tenté de penser...

Moi je vais avoir 60 balais et je ne suis pas mécontent d'avoir pris ma retraite aux alentours de 40 ans, et franchement depuis je ne me suis pas emmerdé une seule seconde, même sans travailler pour une saloperie de patron, je me lâche cela fait du bien, on est entre nous.

Je n'ai pas non plus l'impression d'avoir été un parasite vivant sur le dos d'autrui ou de la société (pour le bien que j'en pense...), je me suis toujours assumé sans exploiter personne, en aidant les autres dans la mesure de mes moyens, et en partageant mon expérience, qui je l'espère aura été profitable à certains, au service de notre cause, celle des exploités et des opprimés du monde entier.

Il faut avoir eu une vie vraiment pauvre en expériences ou misérable pour se réfugier dans le travail au-delà d'un certain âge, je n'ose pas préciser l'âge !

Commentaire d'internaute.

1- "*Le titre de cet article est une honte...*

Je suis dans ce cas "retraitée qui travaille" et mon fils n'a pas de boulot mis à part des cdd de temps en temps lorsqu'il a la "chance" d'en trouver..."

Vous n'avez pas choisi de continuer de travailler et vous êtes solidaire de votre fils, vous méritez notre estime, vous êtes un bon père.

2- "*Et pendant ce temps-là vos enfants et petits-enfants sont au chômage... parents indignes !*"

Non mais il y en a plein qui s'en foutent complètement.

Je connaissais un tas de vieux qui avaient plein de frics à la banque et qui savaient qu'ils allaient crever avec sans pour autant en faire don à leurs gosses qui étaient dans la merde. Cela ne leur a jamais effleuré l'esprit. J'ai un mot à leur dire : Dans ce cas-là, on ne fait pas de gosses.

[Vous aviez cru profiter de la hausse du dollar, bravo pour la hausse, pour le reste...](#)

- La baisse de l'euro devrait faire augmenter le prix de certains biens - Francetv info

La baisse de l'euro face au dollar n'a pas que des conséquences positives. Les prix de certains biens devraient augmenter, comme les téléviseurs par exemple. Les précisions de Camille Boudin pour France 3.

"Cela concerne toutes les marchandises qui sont achetées en Asie ou en Amérique du Nord et qui sont ensuite importées en France", dont les produits high-tech comme les tablettes, les ordinateurs, les smartphones, les téléviseurs.

La journaliste précise que cela concerne aussi l'électroménager et certaines denrées alimentaires comme le poisson d'Alaska, le thon ou les crevettes : "Tous ces produits pourraient augmenter de 10 à 20% dans les prochaines semaines. Une hausse des prix qui représenterait une hausse de 100 à 300 euros pour un ordinateur".

Cela s'explique par la baisse de l'euro qui, depuis un an, a perdu presque un quart de sa valeur : "-24% par rapport au dollar. Les entreprises qui achètent en dollar payent plus cher et doivent revendre plus cher". Francetv info 18.04

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[C'est qu'ils y tiennent, à qui, à l'emploi, mais non, à Hollande.](#)

- Qu'attendent les Français de François Hollande ? - La Tribune

- Les Français veulent qu'Hollande parle sur Canal+ emploi et pouvoir d'achat - AFP

Vraiment ? L'action de François Hollande mécontente 79% des Français selon une enquête d'Opinion Way 20minutes.fr. Seulement 5% des personnes interrogées font "tout à fait confiance", selon un sondage BVA pour Orange et iTELE publié samedi. AFP 18.04

Peu importe.

- François Hollande veut garder le cap - Francetv info

Lire. De nouveaux cadeaux annoncés aux patrons.

- F. Hollande réaffirme sa lutte contre le chômage - M6info

Lire. Contre les jeunes promis à la précarité et la pauvreté.

- Économie : François Hollande annonce des mesures pour les jeunes - Francetv info

[Et quand des dirigeants d'EELV se rendent à Kiev pour soutenir le régime fasciste, sont-ils nuisibles ou font-ils leur devoir ?](#)

- EELV pointe le "comportement nuisible" de ses parlementaires pro-gouvernement - AFP

[Heureux !](#)

- François Bayrou: «Oui, je suis heureux. Pourquoi dirais-je le contraire?» - Slate.fr

- Bienvenue au Danemark, pays des contribuables heureux - Francetv info

[Terrain miné, amenez votre matériel de golf, les balles \(réelles\) sont fournies gracieusement par l'agence...](#)

- Obama invite les pays du Golfe à jouer un rôle politique en Libye - Reuters

[Le visage hideux du capitalisme.](#)

- Plus de 2,5 millions de personnes menacées par la faim au Niger - LeMonde.fr

[Le TTIP ne fait pas recette.](#)

Aucun média national ne relatait cette information ce matin.

- Journée d'action mondiale contre les traités de libre-échange - Liberation.fr

Des centaines de manifestations ont lieu aujourd'hui à travers le monde, comme en Allemagne où des milliers de personnes ont marché contre les accords de libre-échange, tel celui négocié entre les Etats-Unis et l'Union européenne.

Plusieurs centaines de manifestations étaient prévues samedi à travers le monde, principalement en Europe et en Allemagne, où plusieurs milliers de personnes sont descendues dans la rue, contre les accords de libre-échange, à l'image de celui négocié entre les Etats-Unis et l'Union européenne.

Principale cible des manifestants : l'accord TTIP (Transatlantic Trade and Investment Partnership, en français TAFTA), dont le prochain round de négociations débute lundi à New York, et qui vise à supprimer les barrières douanières et réglementaires entre les Etats-Unis et l'Europe. Ses opposants redoutent qu'il ne débouche sur une déréglementation généralisée et un recul du champ d'action des gouvernements.

L'appel de samedi, lancé par un collectif international d'associations, ONG, syndicats, partis et relayé dans 45 pays, prévoyait quelque 750 actions, rassemblements ou manifestations dans le monde entier. En Allemagne, où le TTIP déchaîne les passions, il a connu un écho particulier : selon une porte-parole d'Attac Allemagne, «plusieurs dizaines» de milliers de personnes manifestaient samedi après-midi dans le pays, avec 230 actions organisées dans 170 «villes et villages».

A Munich, 15000 personnes ont manifesté, ils étaient 2000 à Leipzig et un millier à Stuttgart, selon cette porte-parole ajoutant qu'une grande manifestation anti-TTIP aura lieu le 10 octobre à Berlin. Une quinzaine d'événements étaient prévus dans la capitale, dont une chaîne humaine entre les ambassades du Canada et des Etats-Unis. Outre le TTIP, l'appel à manifester vise d'autres accords en préparation, comme celui sur le commerce des services (ACS ou TISA en anglais) ou celui entre l'UE et le Canada (Accord économique et commercial global, CETA). Liberation.fr 18.04

Difficile de censurer une "journée d'action mondiale" d'autant plus qu'elle était téléguidée et organisée par ceux qui soutiennent le capitalisme. L'article était relativement neutre par rapport au sujet, c'était dans les commentaires des internautes qu'il fallait aller pour trouver de nombreux soutiens au "libre-échange" et donc au TTIP, confondant les périodes d'ascension et de putréfaction du capitalisme.

- En Allemagne, l'accord de libre-échange UE-USA déchaîne les passions - AFP

TTIP: quatre lettres qui laissent indifférents la plupart des Européens, mais déchaînent les passions en Allemagne où plusieurs milliers de personnes sont descendues dans la rue samedi contre le futur traité transatlantique de libre-échange.

En Europe seuls les Autrichiens et les Luxembourgeois manifestent un intérêt aussi marqué, et une opposition aussi forte, à ce vaste accord pour lequel une neuvième série de discussions, depuis l'an dernier, démarre lundi à New York.

Selon un sondage YouGov publié fin mars, pour 43% des Allemands l'accord, soutenu par le gouvernement, serait "mauvais" pour leur pays, contre 30% qui l'estiment "bon". Aucun autre des sept pays sondés ne compte autant de sceptiques.

Les réserves se focalisent sur les normes sanitaires et de sécurité, notamment alimentaires, et les mécanismes d'arbitrage international des différends économiques.

Pour Peter Sparding, chercheur du German Marshall Fund, le débat en Allemagne, première économie européenne "a atteint une telle ampleur que les responsables des deux côtés doivent envisager le risque d'un échec ou d'une sérieuse réduction de la voilure" de l'accord.

La plupart des observateurs se retrouvent sur un point: la vigueur du débat doit beaucoup au fait que "cela va bien pour l'Allemagne en ce moment", explique Mme Börzel. L'économie crée des emplois, les revenus augmentent, les Allemands ont plus le loisir de se pencher sur des débats de société que leurs voisins français par exemple qui ont "bien d'autres problèmes à l'heure actuelle", relève l'universitaire Peter Sparding, chercheur du German Marshall Fund.

- Samedi de mobilisation globale contre le TTIP - euronews.com

Une mobilisation mondiale contre le Traité de libre échange entre l'Union européenne et les Etats-Unis. Ce samedi dans de nombreux pays étaient organisées des manifestations contre le TTIP, le Transatlantic Trade and Investment Partnership, un accord en cours de négociation qui vise à ouvrir les marchés américains et européens les uns aux autres... En supprimant certains droits de douanes et en facilitant les règlements administratifs.

Les altermondialistes ont été les plus nombreux à se réunir en Allemagne, et si certains mettent en avant les risques d'une libéralisation à outrance, d'autres sont plus confus :

"Nous disons "non", déclare cette militante, nous n'en voulons pas. C'est déjà assez ce qu'on nous refile avec les OGM".

Plus de 20.000 personnes ont manifesté à Munich, gagnante haut la main de la mobilisation.

Pour les gouvernements défenseurs de ce TTIP , l'accord va favoriser les exportations européennes, aider à la relance de l'économie, et créer de l'emploi.

On n'en est pas encore là, les négociations continuent lundi à New York, elles se poursuivront toute l'année, en 2016 également, mais au final c'est le parlement européen qui se prononcera sur l'accord. euronews.com 19.04

- Manifestations contre l'accord TTIP à Bruxelles et ailleurs. - bxl.indymedia.org

A l'instar de Bruxelles, plusieurs milliers de personnes ont manifesté partout en Europe comme en Allemagne contre l'accord TTIP négocié entre les États-Unis et l'Union européenne, à l'occasion d'une journée d'action mondiale contre les traités de libre-échange qui devait être marquée par des centaines de manifestations dans le monde.

Les opposants redoutent que ce traité ne débouche sur une déréglementation généralisée et un recul du champ d'action des gouvernements. L'accord TTIP, sur lequel le prochain cycle de négociations débute lundi à New York, vise à supprimer les barrières douanières et réglementaires entre les États-Unis et l'Europe.

A Bruxelles, siège de la Commission européenne, environ 2.500 personnes se sont réunies, après des ateliers et des débats dans la matinée. De nouvelles stratégies de combat ont été discutées. La marche est passée par la rue de la Loi et le Rond-point Schumann, siège de la Commission européenne « mandatée » pour les négociations. Pendant près de 3 heures les manifestants ont ainsi exprimé de manières diverses leur opposition raisonnée ferme et radicale à ce TTIP.

On dénombre aussi 750 actions dans 45 pays de tous les continents. Aux États-Unis, en Amérique latine (Brésil, Colombie, etc.), en Afrique (Burkina Faso, Zimbabwe, etc.), au Pakistan ou encore au Bangladesh. Des dizaines de milliers de personnes ont protesté contre le libre-échange. Rien qu'en Allemagne pas moins de 230 manifestations et actions (23.000 à München, 10.000 à Vienne, 4.000 à Berlin, 3.500 à Graz, 2.000 à Leipzig, 2.000 à Nürnberg, ...).

A Madrid, ils étaient un millier, dans un ambiance plutôt festive. A Varsovie, environ 3000 personnes ont manifesté. A Prague, une manifestation a réuni 250 personnes, alors qu'à Helsinki, un millier de personnes, dont certaines masquées, ont défilé en musique -batterie et heavy metal-, selon un journaliste de l'AFP. "Certaines études montrent que l'Europe du nord perdrait 220.000 emplois en quelques années à cause de ces accords", s'est inquiété Ville Hautakangas, du Parti Pirate de Finlande. Vendredi, la commissaire européenne au Commerce, Cecilia Malmström, a défendu le TTIP, rejetant l'idée qu'il menacerait la démocratie, l'environnement ou les consommateurs : "ce n'est absolument pas le cas", a-t-elle écrit sur son blog. "Le TTIP ne va pas changer nos règles sur les OGM ou le boeuf aux hormones", a-t-elle encore assuré.

L'accord TTIP est une "grande chance" pour l'économie allemande, de même qu'une "obligation", ont déclaré de leur côté le patron de l'industrie allemande Ulrich Grillo et le numéro un de Daimler Dieter Zetsche au journal Frankfurter Allgemeine Sonntag. bxl.indymedia.org 18.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Sommet Afrique-Asie

- Ouverture à Jakarta des travaux du Sommet Afrique-Asie - french.tribune.ir

Les travaux du Sommet Afrique-Asie, qui coïncide avec le 60ème anniversaire de la tenue de la Conférence de Bandung, se sont ouverts, dimanche à Jakarta, au niveau des hauts responsables avec la participation de 86 pays asiatiques et africains .

A cette occasion, une exposition sur le partenariat et la coopération entre les pays du sud et la coopération tripartite a été inaugurée en présence de plusieurs délégations participant au sommet. L'ordre du jour du sommet est axé sur trois principaux thèmes, à savoir, la Palestine, la coopération Sud-Sud et les grandes questions intéressant les Etats des deux continents. Dans une déclaration à la presse, la directrice de la communication au ministère indonésien des Affaires étrangères a indiqué que 32 chefs d'Etats et de gouvernements participent à ce sommet, aux côtés de représentants d'organisations et d'instances financières internationales dont l'Association des Nations du Sud-Est asiatique (ASEAN), les Nations Unies, la Ligue arabe, l'Union africaine et la Banque asiatique de développement. Au programme du sommet, qui commémore également le 10ème anniversaire du Partenariat stratégique Asie-Afrique signé en 2005 à Bandung, figurent notamment une réunion des hauts responsables, en plus d'une réunion ministérielle lundi. La réunion du Sommet afro-asiatique aura lieu les 22 et 23 avril à Jakarta.

Par ailleurs, une marche est prévue le 24 courant à Bandung avec la participation des délégations, en commémoration de la Conférence de Bandung tenue en 1955 qui donna naissance au Mouvement des Non-Alignés, défenseur d'une position neutre entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique pendant la Guerre Froide. La ministre indonésienne des Affaires étrangères Retno Marsudi a inauguré dimanche une réunion de hauts fonctionnaires à Jakarta dans le cadre de la commémoration du 60e anniversaire de la Conférence Asie-Afrique, également connue sous le nom de la Conférence de Bandung. Mme Retno a indiqué que l'élargissement de la coopération Sud-Sud entre partenaires de développement serait plus efficace pour atteindre les objectifs dans le cadre de la coopération intra-régionale. "Nous n'arrêterons pas la coopération Sud-Sud. C'est pourquoi nous invitons les partenaires de développement, l'appelant la Coopération triangulaire Sud-Sud (SSTC)", a-t-elle déclaré. 31 dirigeants ont confirmé leur présence à la commémoration du 60e anniversaire de la Conférence de Bandung, qui vise à élargir et à renforcer la coopération Sud-Sud. french.tribune.ir 19.04

J'ai mis cet article en ligne parce qu'il n'en figurait aucun sur ce sujet dans la page d'info de Yahoo.

2- Etats-Unis-Iran

- S-300: Washington menace Téhéran - french.irib.ir

Le chef d'état-major interarme US, le général Dempsey, estime que la livraison des S-300, par la Russie, à l'Iran ne change en rien les capacités US à frapper l'Iran. "L'option militaire contre l'Iran n'est pas atteinte, même après la livraison des S-300. Cela fait des années que nous attendons la livraison de ces missiles à l'Iran et nous nous y sommes préparés. L'option militaire, que je dois au président, reste sur la table, en cas de l'échec de la diplomatie". french.irib.ir 17.04

3- Russie

- La carte maîtresse de Poutine, au Moyen-Orient? - french.irib.ir

Le Think Tank américain, Gate Stone,... revient sur la récente décision de Poutine d'autoriser la livraison des S-300 à l'Iran : les impacts que ces missiles S-300, une fois livrés à l'Iran, pourront avoir, ne se limitent pas, uniquement, au régime israélien ou aux voisins arabes de l'Iran. Ces missiles rendent impossibles toutes frappes contre les sites nucléaires iraniens et garantissent, de la sorte, la nucléarisation de l'Iran. Ces missiles donneront davantage de confiance aux Iraniens et leur permettront de jouer, avec une plus grande confiance en soi, leur rôle, dans la région.... Si la Russie tient parole et qu'elle livre les S-300 à l'Iran, ces missiles ne tarderont pas à tomber entre les mains du Hezbollah et de la Syrie. Ce sont des engins d'une portée de 125 miles, soit assez, pour atteindre Israël. Les avions israéliens pourront, de la sorte, être visés au-dessus du Liban et de la Syrie. .. Cette décision prise par Moscou a, aussi, un autre message : si les pourparlers nucléaires Iran/5+1 échouent, de nouvelles sanctions décidées contre l'Iran ne seront plus entérinées par la Russie. En effet, une levée totale ou partielle des sanctions contre l'Iran est tout ce qu'il y a de plus heureux à survenir pour la Russie : les Russes sauront fournir les armes les plus sophistiquées à l'un des pays les plus puissants de la région.

Quand bien même le commerce irano-occidental serait relancé, ce commerce là ne concerne pas le domaine des armements. La Russie a, déjà, gagné le marché lié à l'industrie nucléaire iranienne. Elle attend de gagner, aussi, le marché des armements. Depuis la crise ukrainienne, la Russie se sent de moins en moins européenne et est tournée vers l'Est, et aucun pays n'est plus symbolique que l'Iran, pour sceller ce rapprochement Russie/Orient. La vente des S-300 à l'Iran pourrait, certes, provoquer des divergences de vue avec Israël, mais les relations Moscou/Tel-Aviv ne sont pas au beau fixe, et ce, depuis bien longtemps. Il y a cinq ans, on aurait pu dire que Moscou n'aimait pas étendre ses liens avec Téhéran. Ce n'est plus le cas. Les temps ont radicalement changé. La Syrie est la porte d'entrée de Moscou, au Moyen-Orient. Les liens de Moscou avec le Caire renvoient à un passé glorieux de l'empire russe. Avec la Turquie, Poutine compte travailler à un partenariat énergétique. Mais c'est, en Iran, que Poutine cherche "une profondeur stratégique", que la Russie n'a jamais eu, au Moyen-Orient "Cette profondeur stratégique est sur le point de se former, déjà, à Moscou, où le ministre iranien de la Défense est l'hôte de marque d'une Conférence sur la sécurité". french.irib.ir 17.04

4- Yémen

4.1- 7 navires américains déployés, à proximité du Yémen - french.irib.ir

Alors que l'Arabie a bloqué la voie aux convois maritimes, à destination du Yémen, l'armée américaine a annoncé avoir déployé 7 navires, aux alentours du Yémen.

Les autorités de l'armée américaine ont annoncé, vendredi, qu'elles avaient déployé des navires de ce pays, au large des côtes yéménites, sans, cependant, participer à l'encerclement maritime, mis en place par l'Arabie, a-t-on appris de Farsnews.

Les navires américains sont l'"USS Forrest Sherman", (DDG-98), le "Winston S. Churchill", (DDG-81) et les démineurs, "USS Sentry", (MCM-3), et "USS Dextrous", (MCM-13), et 3 navires amphibies, "USS Iwo Jima", (LHD-7), "USS Fort McHenry", et "USS Fort McHenry", (LSD 43), qui transportent 2.000 Marines, a écrit le "Washington Post".

Une autorité américaine de la force navale américaine a annoncé au "Washington Post" que le navire "USNS Charles Drew", (T-AKE-10), à cargaison sèche, est déployé, dans la région. french.irib.ir 18.04

4.2- Djibouti ouvre son espace aérien aux chasseurs saoudiens pour attaquer le Yémen - french.irib.ir

« Djibouti ouvre son espace aérien et maritime aux chasseurs de l'opération Tempête décisive », a-t-on appris de l'ambassadeur djiboutien à Riyad.

Selon l'agence de presse Anatolie, le général Ahmed Assiri, porte-parole de la Coalition saoudienne, qui a déclenché une guerre il y

a trois semaines contre le Yémen, a déclaré, samedi lors d'une conférence de presse à Riyad, que Djibouti ouvrait son espace aérien et maritime aux avions de combat de la Coalition. Dans le même temps, Zia Eddine Bamakhrama, ambassadeur djiboutien à Riyad, a confirmé, lors d'un discours, les propos du général Assiri. Sur le terrain, un septième soldat saoudien a été tué lors des affrontements sur la frontière d'Arabie saoudite avec le Yémen. Selon la chaîne de télévision libanaise Al-Mayadeen, l'Arabie saoudite a acheminé une cinquantaine de véhicules militaires vers la zone frontalière d'Al-Makhbara après l'avoir bombardée.

Dans le même temps, les avions de chasse de l'aviation saoudienne continuent de bombarder les différentes régions du Yémen. L'aviation saoudienne a pris pour cible, à plusieurs reprises, depuis samedi matin, la localité d'Al-Janad, dans la province de Taz d'autant plus que les artilleries d'Arabie saoudite ont pilonné les montagnes frontalières d'Al-Azad, situées dans la province de Saada. De son côté, une organisation de la défense des droits des enfants au Yémen a tiré la sonnette d'alarme quant à la situation précaire dans laquelle vivent des millions d'enfants yéménites. La guerre et le blocus ont mis en danger la vie de plus de 5 millions d'enfants surtout un million de nourrissons. french.trib.ir 19.04

4.3- Yémen: au moins 52 morts dans des violences dans le sud - AFP

L'Arabie saoudite a promis samedi de prendre en charge le coût des opérations humanitaires urgentes de l'ONU au Yémen, où la coalition arabe qu'elle dirige mène des frappes aériennes pour soutenir les partisans du président en exil contre une rébellion chiite.

De nouvelles violences ont fait au moins 52 morts, en majorité des rebelles, dans le sud du pays, portant à 128 le nombre des personnes tuées en moins de deux jours, selon un bilan compilé par l'AFP à partir de sources médicales, militaires et tribales.

Les combats se concentrent dans le Sud où les rebelles chiites, dits Houthis, tentent avec le soutien d'unités militaires restées fidèles à l'ex-président Ali Abdallah Saleh de prendre le contrôle de l'ensemble du pays après s'être emparés de la capitale Sanaa et de vastes régions.

Face à la détérioration de la situation au Yémen, où la population manque de tout, l'ONU et ses partenaires humanitaires ont lancé vendredi un appel à une aide urgente de près de 274 millions de dollars pour répondre aux besoins vitaux des 7,5 millions d'habitants affectés par le conflit.

La réponse est venue rapidement de Ryad, où le roi Salmane Ben Abdel Aziz a assuré qu'il réglerait la totalité du montant réclamé par l'ONU.

Le royaume "se tient aux côtés du peuple yéménite frère" et espère "le rétablissement de la sécurité et de la stabilité" dans ce pays, a indiqué le cabinet royal dans un communiqué.

Dans le même temps, l'Arabie saoudite a réaffirmé sa détermination à poursuivre l'opération militaire en dépit de l'appel du secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon à "un cessez-le-feu immédiat".

"Nous avons besoin de patience et de persévérance", a répété vendredi le porte-parole de la coalition, le général saoudien Ahmed Assiri, lors de son point de presse quotidien à Ryad.

La coalition a intensifié ses raids aériens dans le nord, y compris autour de Sanaa où le camp militaire de Faj Attan a été sévèrement touché vendredi, selon des témoins.

La rébellion chiite a vivement critiqué le Conseil de sécurité de l'ONU pour sa résolution du 14 avril, qui la somme de se retirer des zones du Yémen qu'elle a conquises et lui impose des sanctions, dont un embargo sur les armes.

Le Conseil de sécurité "s'est rangé aux côtés du bourreau contre la victime", a écrit le Conseil politique de la rébellion dans un communiqué publié vendredi soir, quatre jours après l'adoption de la résolution 2216.

L'Iran, qui soutient les rebelles, a présenté dans un message à Ban Ki-moon un plan de paix en quatre points, prévoyant notamment un cessez-le-feu, une reprise du "dialogue national" et "un gouvernement d'union nationale". AFP 18.04

5- Israël

- BDS: le régime sioniste en colère contre l'UE - french.trib.ir

L'appel lancé par 16 ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne pour imposer l'étiquetage des produits fabriqués dans les implantations illégales israéliennes, a suscité l'ire des autorités du régime sioniste. Selon l'agence de presse Tasnim, dans une interview avec la radio israélienne, le ministre des Affaires étrangères du régime sioniste Avigdor Lieberman a déclaré que les partisans du boycott des produits israéliens en Europe, sont « hypocrites », il a dénoncé leur communiqué. En allusion à

ce qu'il a appelé « les jours de l'Holocauste à l'époque du règne de l'Allemagne nazie », le chef de la diplomatie du régime sioniste a indiqué : « Qu'ils mettent une étoile jaune sur les produits provenant de Judée-Samarie et du Golan ».

Six ministres européens des Affaires étrangères ont demandé jeudi à la chef de la diplomatie de l'Union européenne Federica Mogherini d'accélérer la procédure pour indiquer l'origine des produits fabriqués dans les implantations israéliennes de Cisjordanie. Les diplomates européens ont adressé leur requête à Mme Mogherini dans une lettre. Les pays signataires sont la France, la Grande-Bretagne, l'Espagne, l'Italie, la Belgique, la Suède, Malte, l'Autriche, l'Irlande, le Portugal, la Slovénie, la Hongrie, la Finlande, le Danemark, les Pays-Bas et le Luxembourg. « Il s'agit d'un pas important pour la mise en œuvre de la politique européenne, afin de préserver la solution à deux Etats », indique le texte.

L'auteur principal de ce plan est le ministre belge des Affaires étrangères Didier Reynders, dont l'initiative est soutenue par 16 pays de l'Union européenne, qui étaient tous auparavant les principaux acheteurs de produits et de marchandises du régime sioniste. french.trib.ir 18.04

6- Syrie

- Syrie: le chef du Front al-Nosra tué à Alep french.trib.ir

Lors des affrontements entre les forces de l'armée syrienne et les terroristes en banlieue sud de la ville d'Alep, le chef du groupe terroriste du Front al-Nosra a été tué.

Au cours des affrontements dans la région de Khanasser, au sud d'Alep, les forces de l'armée syrienne ont réussi à abattre Abu Helal, l'émir du Front al-Nosra dans cette région.

Les éléments du Front al-Nosra ont tenté ces derniers jours d'attaquer la région de Khanasser afin de barrer la voie aux aides acheminées vers la ville d'Alep que les terroristes comptaient assiéger. Le terroriste Abu Helal a rejoint le groupe terroriste du Front al-Nosra dès le début des troubles en Syrie et a participé aux crimes perpétrés à l'encontre du peuple syrien. Il était l'un des terroristes qui, il y a deux ans, ont occupé la région de Khanasser et ont assiégé la ville d'Alep. french.trib.ir 18.04

7- Irak

- Irak : les Chiites de Sard City volent au secours des déplacés de la province d'Al-Anbar - french.trib.ir

La population de Sard City et bon nombre des Chiites du centre et du sud de l'Irak se sont déclarés prêts à accueillir chez eux les réfugiés sunnites de la province d'Al-Anbar, et à envoyer des aides humanitaires à compatriotes.

Selon Fars News, suite à l'offensive lancée par Daech, les Chiites de Sard City (banlieue de Bagdad) ont acheminé leurs aides aux familles qui se sont enfuis de la province d'Al-Anbar. Les Chiites irakiens ont aussi prévu des lieux pour héberger les réfugiés sunnites de la province d'Al-Anbar.

Ils se sont même dits disposés à accueillir ces réfugiés dans leurs propres maisons. Suite à l'offensive lancée par les terroristes takfiris de Daech contre la ville d'Al-Ramadi, chef-lieu de la province d'Al-Anbar, des dizaines de milliers de familles irakiennes ont été contraintes de quitter leurs maisons et de s'évader vers les provinces voisines, à Karbala et à Bagdad. french.trib.ir 19.04

8- Arabie saoudite

- Riyad s'embrase - french.trib.ir

Il y a deux jours que la capitale saoudienne est le théâtre de violents accrochages entre les forces de sécurité et des hommes armés. Les accrochages d'une violence inouïe ont éclaté, dans le quartier d'Al-Nazim. Plusieurs forces de sécurité auraient été tués ou blessés. Le quartier a été, entièrement, bouclé, depuis ce matin, sans pouvoir, pour autant, localiser les terroristes, qui ont pris la fuite. Les forces de sécurité ont procédé à une fouille, maison par maison. Les forces de sécurité se préparent à mener des combats de rue. french.trib.ir 16.04

9- Palestine

- Journée mondiale du Prisonnier: Des dizaines de manifestants blessés par les sionistes - french.trib.ir

Les militaires du régime sioniste ont réprimé les manifestations pacifiques des Palestiniens à Ramallah, organisées à l'occasion de la Journée mondiale du Prisonnier.

Selon la chaîne de télévision Al-Jazeera, les militaires israéliens ont tiré des balles de gaz lacrymogènes sur les manifestants qui se dirigeaient du centre du village de Balein vers le mur de séparation. Des dizaines de personnes ont été blessées. Une a été la cible des balles réelles tandis que des dizaines d'autres ont été asphyxiées. Assistaient à cette manifestation, nombre de responsables palestiniens de diverses organisations, les membres du Conseil de législation et ceux du Comité exécutif de l'OLP. Une autre manifestation s'est aussi déroulée dans la ville d'Oum al-Fahm, pas au-delà de la ligne verte! A Gaza, les fidèles ont accompli leur prière devant le bureau du haut représentant de l'ONU. Environ 6000 prisonniers croupissent dans les prisons du régime sioniste parmi eux 29 femmes et 15 députés de l'Assemblée de législation palestinienne, sans oublier plus de 200 enfants et 1000 malades. french.trib.ir 17.04

10- Argentine

- Le conflit des Malouines rebondit entre l'Argentine et le Royaume-Uni - lefigaro.fr

Les ministres argentins des Affaires étrangères et de la Planification ont déposé plainte la semaine dernière devant un tribunal de Rio Gallegos contre cinq compagnies pétrolières qui effectuent des forages au large des Malouines. «L'Argentine va utiliser tous les moyens du droit national et international pour éviter que les ressources argentines ne soient spoliées», a déclaré le Secrétaire argentin aux Malouines, Daniel Filmus, à le vendredi 17 avril dernier lors d'une conférence à l'ambassade d'Argentine à Londres. Signe de la tension entre les deux pays: il n'a rencontré aucun officiel britannique.

Une récente loi argentine prévoit de punir de cinq à dix ans de prison l'exploration illégale de ressources naturelles, des peines alourdies en cas d'exploitation. Buenos Aires revendique la souveraineté sur les îles Malouines alors que le drapeau britannique flotte depuis 1833 sur ce petit archipel situé à 400 kilomètres des côtes argentines et à 12 700 de Londres.

Trois compagnies poursuivies sont britanniques (Rockhopper Exploration plc, Premier Oil plc et Falkland Oil and Gas Limited) et deux américaines (Noble Energy Inc et Edison International SpA). Le ministre des Affaires étrangères britannique, Philip Hammond, a réagi sur Sky News, estimant qu'il s'agit d'une «action scandaleuse d'intimidation et une menace contre le droit des habitants des Falklands (nom britannique des Malouines) de développer leurs propres ressources économiques».

Pour le secrétaire d'État argentin, Londres veut conserver l'archipel car c'est un lieu stratégique qui dispose de ressources naturelles considérables, à la fois pétrolières et halieutiques. Londres défend sa présence aux Malouines, arguant que la grande majorité de la population désire rester britannique, selon le Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. «Ce n'est pas une population exploitée ou dominée, argumente Daniel Filmus. C'est une population qui participe au processus de colonisation. La population est restée stable depuis 100 ans. Mais sa composition a été bouleversée. Au début du vingtième siècle, 92 % de la population étaient originaire des malouines. Ils ne sont plus que 46 % aujourd'hui». lefigaro.fr 19.04

SOCIAL et SOCIÉTÉ

Chili

Nouvelles manifestations étudiantes au Chili - euronews.com

Nouvelles grandes manifestations au Chili, toujours pour plus de réformes de l'éducation, mais cette fois aussi contre la corruption.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont défilé dans les rues de Santiago et le défilé s'est terminé par quelques heurts avec la police. euronews.com 17.04

ECONOMIE

1- G24

- Le G24 critique Washington - french.trib.ir

Les pays du groupe 24 ont critiqué l'approche de Washington, lui demandant de soutenir les réformes du Fond Monétaire

Lors des assemblées semi-annuelles du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale à Washington, les pays émergents réunis au sein du G24 ont dénoncé, jeudi 16 avril, en termes très directs, l'inaction des Etats-Unis sur la réforme du

Fonds monétaire international (FMI), une attitude qui porte atteinte, selon les pays du G24, au prestige de cette instance internationale. Adoptée en 2010, cette réforme est censée doubler les ressources du Fonds et donner plus de poids aux émergents. Ces réformes pourraient ainsi redonner à la Chine et plusieurs autres pays membres, leur droit de veto. Selon l'AFP, ce processus de ratification est actuellement bloqué au Congrès américain ; or, la directrice générale du FMI, Christine Lagarde a, plus d'une fois, évoqué la nécessité desdites réformes. Pour Christine Lagarde, le FMI reflète l'économie mondiale de 2008, alors que pas mal de changements sont survenus, depuis, dans la situation économique des pays membres du FMI surtout les pays émergents.

Selon les experts, les Etats-Unis voient le fond monétaire international, comme un instrument pour s'immiscer (dans le secteur économique) des pays émergents ; l'adoption des réformes réduira la mainmise américaine sur les autres pays membres, précisent les experts.

Pour sa part, le G24 a insisté, à maintes reprises, sur les réformes prévues pour le FMI. Pour le rappel, ce groupe est composé de 20 pays émergents qui, en tant que sous-ensemble du G77, coordonnent, chaque année, leurs positions sur le plan des finances internationales. Le G24 a été créé en 1971, afin de coordonner les approches des pays émergents en termes de finance internationale, d'aider au progrès financier desdits pays et d'assurer leurs intérêts dans les négociations portant sur les affaires financières à l'échelle mondiale. Les pays du G24 se donnent rendez-vous deux fois par an, à l'occasion des assemblées semi-annuelles du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. L'Iran, le Pakistan, les Philippines, Sri Lanka, la Syrie et le Liban du continent asiatique, ainsi que le Brésil, l'Argentine, le Mexique, le Venezuela, le Guatemala et Trinidad et Tobago de l'Amérique latine, de même que l'Afrique du Sud, l'Ethiopie, le Gabon, l'Egypte, l'Algérie, le Nigeria, la République Démocratique du Congo, la Côte d'Ivoire et le Ghana du continent africain, sont membres du G24 qui accueille, à ses réunions, en tant que membres observateurs, la Chine, l'Arabie saoudite et le Maroc. french.irib.ir 17.04

2- Chine

- La Chine à l'assaut du vieil ordre financier international - AFP

Avec son projet de banque géante d'investissement en Asie et ses ambitions pour sa devise, la Chine a pris la tête des pays qui veulent bousculer un ordre financier international dominé par les Américains.

Les réunions de printemps à Washington du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, héritières des accords de Bretton Woods de 1944, et auxquelles affluent ministres des finances et banquiers centraux, ont fait une belle part à l'offensive chinoise.

Le président de la Banque mondiale, Jim Yong Kim, a voulu jeudi "féliciter la Chine pour (un) grand pas dans la direction du multilatéralisme", la mise sur pied de la banque de financement d'infrastructures AIB, avec laquelle il espère "travailler très étroitement".

Contrairement à ce qu'espérait Washington, plus que réservé face à un projet qui importune aussi le Japon, il y a foule pour faire partie de cette future institution: 57 pays se sont déjà déclarés.

Voilà qui contraste avec l'enlèvement du projet de "banque des BRICS", lancé en fanfare à l'été 2014 par les grands émergents, et eux seuls. Ce projet politique conteste ouvertement deux institutions, le prêteur de crise qu'est le FMI et le créancier du développement qu'est la Banque mondiale, dont Européens et Américains se partagent depuis toujours la direction.

L'approche chinoise est plus pragmatique et chacun peut espérer y trouver son compte, explique Christophe Destais, chercheur au CEPPII, centre de recherches français sur l'économie internationale.

Les pays étrangers convoitent de nouveaux débouchés dans le BTP et de l'énergie, mais aussi pour leurs banques: l'AIB entend se financer sur les marchés, "ce qui demande des services financiers. C'est sans doute la raison pour laquelle la Grande-Bretagne a décidé de rejoindre le projet", dit-il.

L'enthousiasme des Britanniques, premiers à se déclarer membres fondateurs de l'AIB, a irrité la France, l'Allemagne et l'Italie, qui auraient préféré une démarche commune. A en croire des participants aux réunions de Washington, le ministre britannique des Finances, George Osborne, se serait "fait assaisonner" par d'autres responsables européens pour ce cavalier seul.

La Chine cherche, elle, "un exutoire à une industrie" surcapacitaire, tout en poursuivant "un intérêt diplomatique, qui est d'affaiblir l'influence américaine", selon M. Destais.

Pour lui, toutefois, "en dépit des imperfections du système (Bretton Woods), la Chine le trouve utile".

"Elle a les moyens de l'influencer, pas encore de le façonner", et il en sera ainsi tant que le dollar restera la première devise mondiale.

Leur puissance monétaire n'empêche pas les Etats-Unis d'être nerveux. "Même alors qu'émergent de nouvelles institutions, je voudrais souligner que le FMI demeure l'institution de référence pour promouvoir la stabilité économique mondiale", a rappelé le secrétaire américain au Trésor Jack Lew.

Pour le prix Nobel d'Economie Joseph Stiglitz, l'hostilité au projet AIB est "une nouvelle illustration de l'insécurité des Etats-Unis quant à leur propre influence internationale".

Si l'administration Obama vante à toute occasion le travail du FMI, le Congrès américain bloque une réforme conçue en 2010, qui donnerait plus de poids aux pays émergents en son sein. Christine Lagarde, la directrice-générale du Fonds, s'était affirmée prête à faire une "danse du ventre" pour convaincre les parlementaires américains.

Cette paralysie est "un obstacle à la crédibilité du FMI, sa légitimité et son efficacité", ont estimé les pays émergents réunis au sein du G24, dans un communiqué publié lors des réunions de Washington.

En attendant cette hypothétique réforme, la Chine mène une autre campagne: faire admettre sa devise aux côtés du dollar, de l'euro, de la livre sterling et du yen dans le calcul des DTS (droits de tirage spéciaux), embryon de devise de réserve universelle du FMI. Les DTS ont été conçus au départ comme une espèce d'ersatz de l'or et du dollar; si leur rôle reste marginal, y accéder serait pour Pékin "une reconnaissance symbolique", selon Christophe Destais.

Quant à la Banque mondiale, elle doit aussi se réformer sous peine "d'apparaître rapidement superflue", selon Scott Morris et Madeleine Gleave, du "Center for global development". Dans un article publié en mars, ils épinglent le contraste entre une Banque figée dans ses vieux réflexes, et les bouleversements financiers dans les pays en développement.

Le meilleur exemple est sans doute l'Afrique, désormais dotée de sa propre banque de développement et où plusieurs pays sont désormais capables de lever des fonds sur le marché, modifiant le rapport de force avec les institutions de Washington.

3- Déchets du vieux monde.

La société du déchet et des privations extrêmes en guise de progrès social.

- Record de déchets électriques et électroniques dans le monde en 2014 - AFP

Le poids des déchets électriques et électroniques, ou "e-déchets", a atteint un record dans le monde en 2014, à 41,8 millions de tonnes, contre 39,8 millions en 2013, selon un rapport de l'Université des Nations unies (UNU) publié dimanche.

Près de 60% de ces produits étaient des équipements de cuisine, de salle de bain ou de buanderie, précise l'UNU dans cette étude. Quelque 7% étaient des téléphones portables, des calculatrices, des ordinateurs portables ou encore des imprimantes.

Selon l'étude, la Norvège est le pays qui produit la plus grande quantité de e-déchets par habitant, avec 28,4 kg, suivi de la Suisse (26,3 kg) et l'Islande (26,1 kg). La France arrive en 8e position, avec 22,2 kg par habitant. La région qui génère le moins de e-déchets est l'Afrique, avec un rejet estimé à 1,7 kg par habitant. Au total, le continent a produit 1,9 millions de tonnes de ces déchets.

Mais en termes de volume cette fois-ci, ce sont les Etats-Unis et la Chine qui arrivent en tête, totalisant tous deux 32% de la part mondiale de e-déchets, suivis par le Japon, l'Allemagne et l'Inde.

Moins d'un sixième de ces déchets ont été correctement recyclés, souligne aussi l'UNU. Or ils renferment de précieuses ressources comme le fer, le cuivre, ou l'or: ces déchets avaient ainsi pour 2014 une valeur estimée à 48 milliards d'euros.

"Au niveau mondial, les e-déchets constituent une précieuse "mine urbaine" - un large réservoir potentiel de matériaux recyclables", souligne David Malone, sous-secrétaire général des Nations-Unies et recteur de l'UNU.

Ils contenaient aussi 2,2 millions de tonnes de composants dangereux, comme le mercure, le cadmium ou le chrome, une "mine toxique" qui doit être gérée avec une attention extrême", avertit M. Malone.

Le cap des 50 millions de tonnes déchets électriques et électroniques annuels devrait être atteint en 2018.

[Haut de page ↗](#)

Le 21 avril 2015

CAUSERIE

J'ai réalisé cette causerie très rapidement car je dois sortir en ville faire des courses. On a ajouté 49 articles.

[Le chiffre du jour. +2.500](#)

Rectificatif. Le porte-parole des forces armées yéménites a annoncé que depuis l'agression de l'Arabie contre le Yémen, plus de 2.500 citoyens de ce pays avait été tué dont des centaines de femmes et d'enfants. (french.trib.ir 20.04)

[Dossier Yémen](#)

-Yémen : plus de 23 morts et 226 blessés, à Faj Attan, dans un raid de l'aviation saoudienne - french.trib.ir

Au Yémen, suite au raid des avions de chasse saoudiens contre la région de Faj Attan, au moins, 23 personnes ont été tuées, et plus de 226 autres, blessées.

Selon Al-Mayadeen, à la suite de la frappe des avions de chasse saoudiens contre la région de Faj Attan, à Sanaa, plus de 23 personnes sont mortes, tandis que plus de 226 autres étaient blessées, et ce, alors que ce bilan reste provisoire et que le nombre des morts et des blessés risque de s'alourdir. Selon le porte-parole des forces armées yéménites, depuis l'agression de l'Arabie contre le Yémen, plus de 2.500 citoyens de ce pays, pour la plupart, des femmes et des enfants, ont perdu la vie.

La plupart des infrastructures yéménites ont été détruites, dans les frappes de l'aviation saoudienne, et les bombardements ont frappé les hôpitaux, les écoles, les aéroports et les mosquées. Dans le même temps, des rapports faisant état de violations graves des droits humains ont, également, fait surface. Parallèlement, le nombre de personnes, en situation d'insécurité alimentaire, est passé de 10,6 à 12 millions, et, au moins, 150.000 personnes, ont été déplacées, selon l'annonce du Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU, (OCHA). french.trib.ir 20.04

- Yémen : deux régions de Ma'rib, nettoyées - french.trib.ir

Epaulée par les forces populaires, l'armée yéménite a réussi à reprendre à Al-Qaïda le contrôle des régions d'Al-Wazih et d'Al-Mochadjah, dans la province de Ma'rib. Selon Farsnews, les forces de l'armée et celles des comités populaires yéménites ont libéré, ce lundi, la région d'Al-Wazih, dans la province de Ma'rib, des éléments armés et des éléments d'Al-Qaïda. Toujours, dans la province Ma'rib, ces forces ont réussi à nettoyer la région d'Al-MOchadjah, au centre de la province.

Les forces militaires et populaires yéménites continuent leur avancée vers la base militaire d'Al-Koufel, occupée par Al-Qaïda. «Ces opérations ont été très efficaces, en permettant d'assurer la sécurité de la route Sanaa-Ma'rib, laissant, ainsi, les camions-citernes qui transportent du pétrole, se rendre à Sanaa, pour y transférer du combustible», dit un porte-parole militaire yéménite. Avec la mort d'un grand nombre d'éléments takfiris ou qaïdistes, les rues et les quartiers de la ville de Ma'rib ont retrouvé la sécurité, tandis que se poursuivent les opérations de ratissage, dans le centre sécuritaire de Rada. french.trib.ir 20.04

- Yémen: Les Saoud changent de tactique - french.trib.ir

La guerre qui aurait dû apporter au régime saoudien d'importants acquis dont la réalisation de leurs politiques régionales, n'a eu rien pour le moment, que des frais colossaux que les jeunes princes de la famille royale doivent dépenser, ceux qui cherchaient et de prestige et de réputation, via cette politique et décision des "Grands". Or, près d'un mois après l'agression contre le Yémen, menée contrairement à toutes les règles internationales, les dépêches et rapports font tous part du bilan lourd des pertes, chez les civils. Les sources indépendantes annoncent 2600 morts dont près de 400 enfants et 300 femmes. Il semble que le régime saoudien et sa coalition illégitime, ayant, indirectement, accepté l'échec au Yémen, ont décidé de changer de cap pour contrer ce grand scandale.

Un de leurs projets consiste à la mise à exécution du modèle Hadi/Saleh comme en 2011 où Mansour Hadi a désigné le Premier ministre démissionnaire, Khaled Baha'a, le vice-président, le reconduisant également au poste de Premier ministre. Baha'a a prêté serment dans les locaux de l'ambassade du Yémen à Riyad. Cette stratégie était à l'époque une mise à l'écart, plus digne et plus honnête, d'Ali Abdallah Saleh du gouvernement tandis qu'Abd Rabbo Mansour Hadi l'a désigné comme le président provisoire du gouvernement yéménite, celui qui aurait dû préparer, via des réformes et changements, le terrain à la révision des lois et l'élection du futur président, ce qui n'a pas eu lieu, toutefois, dans les quatre années suivantes.

Apparemment, le projet actuel consiste à répéter le même scénario avec Hadi et Baha'a comme acteurs. Il est vrai que les Al-e-Saoud ont actuellement deux options devant eux: ou bien abandonner, arbitrairement la guerre et annoncer le cessez-le-feu, ce qui coûtera très cher aux princes inexpérimentés saoudiens, ou bien, chercher des canaux pour établir des relations avec Ansarallah pour trouver au moins des portes de sortie de la crise, pour ne pas rentrer bredouille de cette guerre honteuse. Dans ce dernier cas, ils entendent, bien sûr, garder Khaled Baha'a comme l'adjoint de Mansour Hadi, ce qu'ils ont déjà fait à l'époque d'Ali Abdallah Saleh et sa mise à l'écart. Destituer Mansour Hadi et désigner Khaled Baha'a au poste de vice-président et puis président du Yémen, voilà le scénario du régime saoudien. Certes, il semble peu probable qu'Ansarallah accepte un tel projet dans la mesure où ses forces ont enregistré d'importantes avancées dans diverses régions du Yémen et renforcé leurs positions sur les frontières avec l'Arabie.

Les dépêches font part du contrôle par Ansarallah d'au moins 18 des 22 provinces du Yémen. A cela s'ajoute, la mort et l'arrestation de plusieurs militaires saoudiens dont des officiers en l'occurrence Fahad Ben Turki Ben Abdel-Aziz Al-e-Saoud l'un des commandants de haut rang de l'armée saoudienne, lors des heurts avec les tribus yéménites. Tout cela contribue à la prise de décision de l'Arabie. Quoi qu'il en soit, avec cette guerre d'usure que vivent les Saoudiens au Yémen, la réalisation des objectifs de Riyad reste encore et toujours impossible. french.irib.ir 20.04

- Yémen: 28 civils tués après des raids sur Sanaa - AFP

Au moins 28 civils ont été tués lundi par de spectaculaires explosions ayant suivi deux raids de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite contre un dépôt de missiles à Sanaa, au 27e jour du conflit au Yémen.

Plus de 300 personnes ont été blessées dans ces explosions décrites par des habitants comme les plus violentes dans la capitale depuis le début des frappes lancées pour empêcher des rebelles chiites et leurs alliés de contrôler l'ensemble du Yémen.

Le bilan des victimes pourrait s'alourdir, a indiqué une source médicale, faisant état de nombreux blessés graves. Il était impossible dans l'après-midi de s'approcher des lieux tant la chaleur était intense, selon un correspondant de l'AFP.

La base touchée se trouve à Fajj Attan, une colline surplombant le sud de Sanaa. Une dizaine de maisons voisines ont été détruites et une station service a pris feu, ont indiqué des témoins.

"Ces bombardements ont eu lieu sans alerte au préalable, en violation directe du droit international humanitaire", a déploré l'ONG Action contre la faim (ACF), dont les bureaux ont été endommagés.

Anticipant la poursuite probable des raids, ACF a décidé de "suspendre temporairement" ses activités à Sanaa.

La chaîne de télévision Al-Yemen Al-Youm a été touchée: trois de ses employés ont été tués, dont un journaliste, selon des secouristes. La chaîne a suspendu ses programmes. AFP 20.04

- Des armes déguisées de Riyad aux terroristes - french.irib.ir

« Une grande quantité d'armes a été saisie à partir des camions chargés d'aides humanitaires, en provenance d'Arabie.

Ce que le monarque saoudien a promis aux terroristes et aux miliciens pro-Hadi est le massacre du peuple yéménite », a déclaré un général de brigade de l'armée yéménite.

Ahmed Sabih Al-Kamel, un général de brigade yéménite, a déclaré, au micro de l'agence de presse Fars à Sanaa, que l'armée yéménite, appuyée par Ansarallah, avait découvert et saisi une grande usine de fabrication de bombardiers et de roquettes dans la province d'Aden, dans le Sud du Yémen. « Selon les enquêtes menées au sujet de cette usine, tous les éléments impliqués dans cette affaire sont les ressortissants saoudiens et sont en lien avec les terroristes et les miliciens pro-Hadi », a souligné Ahmed Sabih Al-Kamel avant d'ajouter : « Les militaires de l'armée et les forces d'Ansarallah ont aussi découvert et saisi une grande quantité d'explosifs ainsi qu'un grand nombre d'uniformes militaires qui étaient arrivés au Yémen dans des camions d'aides humanitaires de l'ONU, en provenance d'Arabie.

« L'Arabie saoudite a transféré les éléments de Daech et les terroristes depuis la Syrie vers le Yémen pour qu'ils puissent participer aux affrontements opposant les miliciens pro-Hadi aux forces des comités révolutionnaires. Après avoir subi un grand échec dans les différentes régions du Yémen, les Saoudiens ont été obligés de faire appel aux terroristes et à leurs mercenaires », a-t-il ajouté.

« Le monarque saoudien a promis une aide financière de 274 millions de dollars aux terroristes et aux miliciens pro-Hadi et cela pour le massacre du peuple yéménite », a-t-il indiqué. french.irib.ir 20.04

- Villes saoudiennes menacées, Riyad panique - french.irib.ir

Les Ale Saoud reçoivent, ces jours-ci, de sérieuses alertes quant aux opérations armées dans les villes saoudiennes.

L'hebdomadaire palestinien "Al-Manar", citant des sources bien informées et des milieux sécuritaires a annoncé que des groupes armés seraient arrivés sur le territoire saoudien pendant les derniers jours afin de porter atteinte à la stabilité et à la sécurité d'Arabie saoudite.

« En réaction aux politiques criminelles des Ale Saoud et à leur offensive contre le Yémen, faisant jusqu'ici un millier de martyrs et trois mille blessés, des groupes armés seraient arrivés pendant les derniers jours en Arabie saoudite afin de perpétrer les opérations armées dans les villes saoudiennes », a-t-on appris d'Al-Manar.

Les milieux sécuritaires prévoient que l'Arabie saoudite ferait l'objet d'une gigantesque évolution sur fond de ses politiques erronées, stigmatisées par les peuples des pays arabes, une évolution qui pourrait même effondrer les piliers du régime saoudien, déjà fragilisés en raison de son soutien au terrorisme et de la guerre qu'il a déclenché contre les nations arabes. french.irib.ir 20.04

ACTUALITE EN TITRES

[Ils flambent !](#)

- Morgan Stanley dégage ses plus gros bénéfices depuis 2007 - AFP

La banque d'affaires américaine Morgan Stanley a vu ses bénéfices flamber de plus de 59% au premier trimestre, grâce à la bonne santé du courtage qui lui a permis d'enregistrer sa meilleure performance trimestrielle depuis la crise.

[Pas encore coulés ?](#)

- Les cotes de François Hollande et Manuel Valls refluent encore - Reuters

[Belgique. Social.](#)

- Grève nationale en Belgique mercredi, perturbations en vue - Reuters

La CGSP, principale fédération syndicale du secteur public belge, appelle à cesser le travail le 22 avril. Reuters 20.04

Nous n'en saurons pas plus avec cet article, dont la totalité du contenu était axé sur les difficultés qu'allaient subir les malheureux usagers du service public... qui sont aussi des travailleurs et directement concernés.

[Déstabilisation téléguidée depuis Washington. A l'origine : Un désaccord avec Bruxelles, comme en Ukraine.](#)

- Hongrie : nouvelle manifestation contre la corruption au sein du pouvoir - euronews.com

“Ces derniers mois, il y a déjà eu de nombreuses manifestations contre la corruption et la politique du gouvernement Orban. Cette manifestation intervient sur fond de désaccords entre l'Union européenne et le pouvoir hongrois. D'autres manifestations sont déjà annoncées dans un proche avenir”, explique notre correspondant à Budapest, Attila Magyar. euronews.com 20.04

ACTUALITÉ DU JOUR

[Stalinien for ever. Du social-patriotisme au social-nationalisme.](#)

- Roger Martelli : « L'amalgame PCF-FN est une infamie » - LeMondé.fr

- François Hollande provoque la colère des communistes - Francetv info

"Marine Le Pen parle comme un tract du Parti communiste des années 1970". Ces mots, prononcés par François Hollande dimanche 19 avril sur Canal+, ne passent pas auprès des communistes, qui exigent des excuses publiques.

S'agissait-il d'une maladresse ? Car il est vrai qu'à l'époque, le PCF communiquait sur fond de France bleu-blanc-rouge et se posait en défenseur de la nation. Aujourd'hui, le Front national reprend ce contexte. Francetv info 20.04

Le PCF continue d'être le porte-drapeau bleu-blanc-rouge... des Versaillais ! Il sert les mêmes intérêts politiques que le FN, le régime en place. Ils ont un autre point en commun, leur détestation viscérale du communisme.

Finalement Hollande ne visait pas le PCF, mais le communisme qui est l'antithèse du capitalisme. Il fallait peut-être avoir un oeil sur les derniers développements en Ukraine pour comprendre le pourquoi de cette rhétorique.

Chacun comprendra que puisque le PCF ne peut pas défendre le communisme (sic!), nous ne pouvons pas défendre le PCF.

[L'Etat terroriste français est responsable du massacre du peuple syrien et de la destruction de la Syrie.](#)

- Bachar al-Assad : un dialogue impossible avec la France «qui soutient le terrorisme dans notre pays» - Libération.fr

- Bachar el-Assad accuse la France de soutenir les «terroristes» - figaro.fr

Bachar Al-Assad a accusé les Occidentaux, dont la France, de soutenir les jihadistes qui opèrent sur le territoire syrien. "C'est vous qui soutenez les terroristes. Il n'y a pas de dialogue possible avec des pays qui soutiennent le terrorisme dans notre pays", a-t-il affirmé, face à David Pujadas. "Dès les premières semaines du conflit, les terroristes se sont infiltrés en Syrie avec l'appui d'Etats occidentaux et régionaux", a martelé le chef d'Etat, niant toute responsabilité dans l'émergence du conflit et qualifiant, comme de coutume, ses opposants, sans distinction, de "terroristes". figaro.fr 20.04

Allez dire cela aux gauchistes, à la pseudo-gauche et à l'extrême gauche dégénérée qui s'alignent sur les gouvernements français et américain...

Commentaire d'internaute

- "Comment peut on faire confiance à ces organismes d'observation (ONG, ONU, etc. - ndlr) avec le recul et le nombre de fois où ils ont crié au loups à mauvais escient.

Et puis cette guerre a débuté tout aussi étrangement que d'autres guerres, une manifestation avec des hommes masqués, des tirs "non identifiés" dans la foule, comme un peu partout.

Les Syriens que nous rencontrons à Paris sont tous des soutiens de Bachar Al Assad, comment prendre au sérieux des accusations aussi énormes contre lui, et puis les preuves qui sont comme souvent des photos plus ou moins localisables, identifiables.

Jusqu'alors aucun de nos satellites n'a pu confirmer tout cela, aucun témoin de bonne foi non plus. Par contre oui, on a des jeunes qui reviennent en France, d'autres qui partent ..."

[Les sionistes et les takfiris n'ont rien à craindre et n'ont pas à avoir honte, l'Etat français les protège.](#)

«Les Français juifs ne doivent plus avoir peur d'être juifs» et «les Français musulmans ne doivent plus avoir honte d'être musulmans», a martelé Valls. lefigaro.fr 17.04

En désignant indistinctement tous les juifs, il en fait des otages des sionistes, des complices et des responsables de leurs crimes abominables, et en traitant tous les musulmans de la même manière, il en fait les complices des barbares d'Al-Qaïda et de l'Emirat islamique. Pour encourager le racisme on peut guère trouver mieux, plus sournois et cynique.

Il protège ainsi Israël et s'attaque aux valeurs de la République incompatibles avec le wahhabisme dont les adeptes se trouvent ainsi confortés. En procédant à un amalgame entre tous les juifs, dans l'avenir s'attaquer aux sionistes pourrait être assimilé à un comportement antisémite dans la mesure où il n'existerait aucune distinction entre eux. Quant aux wahhabistes, les critiques qui leur seront adressées seront dénoncées comme des propos racistes envers tous les musulmans.

Mieux encore, pour finir de pourrir ceux qui se réclament de la gauche, il va les mettre à contribution en leur confiant une multitude de tâche et les rémunérer en conséquence, donc les corrompre pour finalement mettre en oeuvre une politique qui servira

l'extrême droite, et dont l'origine est d'extrême droite, car le racisme ne naît pas spontanément en bas de la société, il est secrété en haut, par ceux qui détiennent le pouvoir et l'instrumentalisent pour gouverner.

Commentaire d'internaute

- "Monsieur VALLS est sur le point de nous construire une société dans laquelle la délation, voire la dénonciation, deviendra pour certains l'instrument idéal permettant d'assouvir des penchants vindicatifs ou des frustrations mal contrôlées.

Il prend le risque de faire renaître la triste et infecte France des années 40."

C'est son objectif.

[Si leur modèle social alimente l'extrême droite, c'est qu'il n'existait aucun modèle social en régime capitaliste, cela n'existe pas.](#)

- L'extrême droite perce en Scandinavie - Francetv info

Toute la Scandinavie connaît une évolution politique : l'extrême droite pousse. Hier, dimanche 19 avril, les élections en Finlande ont consacré les nationalistes comme 2e parti du pays. Le chef du parti centriste ne peut savourer sa courte victoire car il devra maintenant gouverner avec ses adversaires.

En Suède, les populistes sont la 3e force politique. Dans ce pays où le modèle social est en crise et la politique d'intégration contestée, le discours décomplexé du parti d'extrême droite fait mouche. Les partis traditionnels ont dû s'unir pour éviter des élections anticipées.

En Norvège, les populistes sont déjà au gouvernement grâce à une coalition avec les conservateurs. Ils occupent même des postes clefs comme au ministère de la Justice. Enfin, au Danemark, l'extrême droite est arrivée en tête aux dernières européennes.

Hier, le chef du Parti finlandais a lâché quelques mots clairs : "On est là pour rester". Francetv info 20.04

[France. Main d'oeuvre gratos, le rêve !](#)

- Embaucher un apprenti sera bientôt gratuit pour les plus petites entreprises - Le Huffington Post

Dès la rentrée prochaine, les entreprises de moins de 11 salariés pourront embaucher des apprentis mineurs et voir leur salaire "pris en charge par l'Etat", a indiqué le 20 avril le ministère du Travail, précisant une mesure dévoilée la veille par François Hollande.

Le 19 avril, le président a annoncé sur Canal+ des "avantages" pour les très petites entreprises (TPE) employant des apprentis mineurs. Elles "ne paieront plus rien sur l'emploi d'un apprenti (...) à partir de la prochaine rentrée scolaire", a-t-il déclaré.

L'annonce présidentielle concerne-t-elle les seules cotisations, ou les cotisations et le salaire ? "Les entreprises de moins de 11 salariés ne paieront plus rien du tout", a précisé le ministère à l'AFP. Le salaire sera "pris en charge par l'Etat", a-t-il ajouté. Le Huffington Post 20.04

[Stratégie du chaos et de la guerre. Le capitalisme est une monstruosité qu'il faut éradiquer.](#)

- Les dix mesures d'urgence proposées par Bruxelles pour lutter contre le trafic de migrants en Méditerranée - Francetv info

- Le naufrage en Méditerranée a fait 800 morts, selon le HCR - LeMonde.fr

- Naufragés de méditerranée : l'Europe gardienne de cimetière - Le Monde

- Méditerranée: Appel de détresse d'un bateau transportant plus de 300 migrants - 20minutes.fr

- Grèce: trois morts, 93 rescapés dans le naufrage d'un bateau de migrants en Egée - AFP

- Nouveau naufrage en Méditerranée : 400 à 450 personnes en détresse - Atlantico.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Corée du Sud

Corée du Sud : le premier ministre offre sa démission après un scandale de corruption - LeMonde.fr

Le premier ministre de la Corée du Sud, Lee Wan-Koo, a offert mardi 21 avril sa démission, demandée par le principal parti d'opposition qui l'accuse de corruption, selon l'agence de presse coréenne Yonhap. Cette affaire a débuté avec le suicide d'un puissant homme d'affaires qui, dans une lettre, avait affirmé avoir donné des fonds au premier ministre ainsi qu'à deux autres proches de la présidente.

La présidente de Corée du Sud a déclaré la guerre à la corruption, promettant de punir « quiconque » se rendrait coupable de malversations. Le Premier ministre lui refusait jusqu'ici d'accéder aux appels à la démission lancés par la Nouvelle alliance politique pour la démocratie (NAPD), la principale formation d'opposition. LeMonde.fr 20.04

2- Japon

- Le Japon lance une nouvelle stratégie militaire - lepoint.fr

Jusqu'alors très pacifiste, la Constitution japonaise autorisera bientôt les forces d'autodéfense à s'engager dans des opérations à l'étranger.

Sur la scène militaire, c'est le grand retour du Japon. Déjà supérieur à celui de la France, son budget de la défense augmente ; il modernise sa marine, symbolisée par le grand porte-hélicoptères Izumo, renforce son aviation et veut entrer de plain-pied dans les opérations internationales.

Le 1er juillet 2014, le Premier ministre nationaliste Shinzo Abe annonçait que la Constitution allait changer, et qu'elle permettrait, une fois amendée, aux forces armées de recourir à la force, et pas seulement dans le cas de l'autodéfense du pays. Le Japon pourra ainsi exprimer sa solidarité avec la communauté internationale, dans le cadre d'une "légitime défense collective", selon trois "nouvelles conditions" bien précises.

La première est remplie "lorsqu'une attaque armée se produit contre un pays étranger en étroite relation avec le Japon et que cela a pour résultat de menacer la survie du Japon et de représenter un danger évident qui remet en cause fondamentalement le droit de la population à la vie, à la liberté et à la poursuite du bonheur". La deuxième condition exige qu'il n'y ait pas d'autre moyen que le recours à la force pour aider le pays ami menacé. Troisième condition : que l'emploi des armes se situe "au minimum requis".

Ces évolutions permettraient notamment aux troupes japonaises de protéger les très nombreuses installations américaines sur leur sol, y compris en période "grise", quand les hostilités ne sont pas ouvertes. Cette aide pourrait toutefois s'étendre aux forces australiennes. Concrètement, ainsi qu'on le confirme au ministère des Affaires étrangères à Tokyo, les soldats japonais pourront contribuer - y compris les armes à la main et avec le droit d'ouvrir le feu, c'est la nouveauté - à des opérations internationales de maintien de la paix, sous l'égide ou pas de l'ONU.

Il s'agirait moins de s'engager dans des combats directs que d'assurer la protection de civils menacés. Ils pourront également assurer, au profit de forces alliées engagées dans ces opérations, des fournitures de matériel, du transport logistique et des services médicaux. Quand on demande précisément à un expert japonais proche du ministère des Affaires étrangères si l'on pourrait envisager que des troupes de son pays viennent combattre avec les troupes françaises de l'opération Barkhane en Afrique, la réponse est claire : "Pour lutter contre le terrorisme, ce serait permis !" On n'en est bien sûr très loin...

La mise en place de la nouvelle posture militaire japonaise prendra encore un peu de temps. Les tractations se poursuivent au sein de la coalition gouvernementale entre le parti libéral démocrate de Shinzo Abe et son partenaire, le Komeito. Ce dernier réclamait par exemple que l'approbation du Parlement (Diète) soit indispensable avant tout déploiement de troupes à l'étranger.

Finalement, un accord ne sera nécessaire qu'une semaine après le début des opérations. lepoint.fr 20.04

3- Syrie

3.1- Lattaquié : vaste offensive takfirie repoussée - french.irib.ir

En Syrie, l'armée régulière a repoussé une vaste attaque des groupes terroristes contre trois localités de la banlieue-nord de Lattaquié.

Selon l'agence de presse Fars depuis Damas, l'armée syrienne a neutralisé une intense offensive des groupes terroristes contre Naba Al-Mar, Al-Farnalaq et la colline stratégique 45, situées tous en banlieue-nord de Lattaquié. Cette attaque a été lancée par un certain nombre de groupes terroristes après que l'armée syrienne est arrivée à libérer deux localités stratégiques près de la montagne Dahiya, en banlieue-nord de Lattaquié. A présent, l'armée tente de renforcer ses positions dans les zones récemment libérées et se prépare à lancer une nouvelle opération. « L'artillerie de l'armée a pilonné les rassemblements des terroristes dans les lignes de combats afin de favoriser la réussite de cette opération », a déclaré une source syrienne.

En outre, l'aviation syrienne a pilonné les lignes défensives des groupes terroristes depuis Qamam, au Sud, jusqu'à Kanissa, au Nord. Un grand nombre de terroristes ont été tués et blessés au cours de cette opération. « La libération de ces deux localités, près de la montagne de Dahiya, a fait que tout l'axe de Beit Ablaq, Dervichan, Al-Rowda, Rabia, Kanissa, Atira, Al-Kabir, Dahiya et Al-Darra soit à portée de l'armée syrienne. Cette opération réussie de l'armée a poussé les groupes terroristes à lancer des attaques en série avortées dans l'espoir de reprendre le contrôle des régions libérées par l'armée. french.trib.ir 20.04

3.2- Syrie : libération des régions situées dans la banlieue de Deraa - french.trib.ir

Dans la foulée de leurs avancées, les forces de l'armée régulière syrienne ont investi certaines régions de Deraa et rouvert la voie principale entre Deraa et Al-Sowaïda. La voie de ravitaillement des groupes armés a été coupée, lors de cette opération.

Selon l'Agence officielle syrienne, SANA, le commandement général de l'armée et des forces armées syriennes a annoncé, dans un communiqué : «Les unités de l'armée et des forces armées ont réussi, ce lundi matin, à reprendre le contrôle des cités de Masika de l'Est et de l'Ouest, Al-Khawabi, Achnan et Al-Dalafa. Au cours d'une opération militaire inégalée et spectaculaire, l'armée régulière syrienne a repris le contrôle des cités de Maliha al-Atash et Basar al-Harir. Bon nombre des terroristes takfiris, qui s'y étaient rassemblés, ont été tués.

«L'importance de ce nouvel acquis des forces armées réside dans le fait que la voie vitale entre Deraa et Al-Sowaïda a été rouverte. Avec la fermeture du point de passage d'Al-Lajah, dont les terroristes se servaient, pour le trafic des mercenaires, d'armes et de munitions, en provenance de la Jordanie, vers deux régions, à Rif-Damas, la voie de ravitaillement des terroristes est, désormais, bloquée, et cette percée est considérée comme un coup dur asséné aux terroristes. "Ce succès de l'armée régulière syrienne ouvre la voie à l'anéantissement des fiefs des terroristes", précise le communiqué du commandement de l'armée régulière syrienne. french.trib.ir 20.04

ECONOMIE

1- Pakistan-Chine

- Le président chinois au Pakistan avec 46 milliards de dollars en projets - AFP

Le président chinois Xi Jinping est arrivé lundi matin dans la capitale pakistanaise Islamabad pour y dévoiler des projets d'investissements chiffrés à 46 milliards de dollars visant à "transformer" l'économie de son allié stratégique en Asie.

Le président Xi est arrivé peu avant 11H00 (6H00 GMT) à l'aéroport d'Islamabad où il a été accueilli par le Premier ministre Nawaz Sharif et le gotha politico-militaire pakistanais pour cette visite de deux jours sous haute surveillance, la première d'un chef d'Etat chinois en neuf ans au "pays des purs".

Le Pakistan et la Chine entretiennent des relations "amicales" depuis des décennies, mais le commerce entre les deux pays a véritablement commencé à décoller ces dernières années, dépassant les 12 milliards de dollars l'an dernier contre environ deux milliards une décennie plus tôt.

Les deux pays misent sur des projets énergétiques (gaz, charbon, solaire, etc.) de 16.400 Mégawatts, l'équivalent de la capacité actuelle du Pakistan, dont 10.400 Mégawatts sont considérés prioritaires, et d'infrastructures d'environ 11 milliards de dollars, a ajouté M. Iqbal.

"Ce sont des projets substantiels et tangibles qui favoriseront une transformation significative de l'économie du Pakistan", a ajouté M. Iqbal, alors que des affiches géantes et des lumières célébrant "l'amitié sino-pakistanaise" avaient été disposées sur l'avenue de la Constitution, devant l'Assemblée nationale.

La coopération entre les deux pays dépasse les seuls projets d'infrastructures et vise en fait à créer un véritable "corridor économique", reliant le port pakistanais de Gwadar, sur la mer d'Arabie, aux régions occidentales de la Chine comme le Xinjiang, frontalières du Pakistan.

Le Pakistan a transféré en 2013 le contrôle du port en eaux profondes de Gwadar, dans la province instable du Baloutchistan, à une société publique chinoise. Une fois la route remise en état, ce port pourrait permettre de réduire de plusieurs milliers de kilomètres le trajet pour transporter le pétrole du Moyen-Orient vers l'ouest de la Chine tout en contournant l'Inde rivale.

Les deux pays misent aussi sur la construction d'un pipeline entre Gwadar et la ville pakistanaise de Nawabshah afin de distribuer du gaz naturel liquéfié importé du Moyen-Orient dans le sud du Pakistan. AFP 20.04

2- Grèce

- La Grèce réquisitionne les réserves de cash des entités publiques - latribune.fr

Athènes oblige désormais les entités publiques à mettre leurs liquidités à disposition de l'Etat. Les besoins de liquidité de ce dernier sont jugés "urgents" et "imprévus".

Le gouvernement grec a, ce lundi 20 avril dans l'après-midi, pris une nouvelle décision d'urgence. Un décret présidentiel a ainsi réquisitionné les réserves de liquidités de toutes les entités publiques qui devront désormais être déposées auprès de la Banque centrale. La mesure reste cependant limitée, selon Reuters, puisque quelques entreprises publiques et les fonds de retraites ne sont pas concernés. Cette décision est justifiée par le décret par des "besoins urgents et imprévus". La situation des comptes de l'Etat grec pourrait donc s'être à nouveau brutalement dégradée après le paiement de près de 500 millions d'euros au FMI le 9 avril dernier.

Prochaines échéances

La Grèce doit en effet faire face à plusieurs échéances importantes le mois prochain. Outre 2 milliards d'euros de salaires et de pensions, il doit, le 12 mai prochain, rembourser 774,2 millions d'euros au FMI. En mars, le gouvernement avait déjà mobilisé les fonds de réserve de la sécurité sociale, mais, avec la fuite des capitaux, les recettes fiscales fondent rapidement et les besoins de financement augmentent vite. Athènes doit donc mobiliser l'ensemble des fonds disponibles pour faire face à ces prochaines échéances.

Signal aux créanciers

Mais ce décret est aussi un signal envoyé aux créanciers. Alors que, désormais, un accord doit être trouvé entre la Grèce et ces derniers avant le 11 mai prochain, Athènes fait savoir très clairement qu'elle atteint les limites de ses capacités. Autrement dit, si aucun accord n'est trouvé et qu'une partie des 7,2 milliards d'euros restant dans le FESF pour la Grèce n'est pas versée, le défaut deviendra inévitable, peut-être dès le 12 mai.

Mesure de précaution

Du reste, il est possible que cette décision soit également une mesure de précaution. Le décret pris ce 20 avril permet de centraliser le contrôle des euros détenus par l'ensemble des entités publiques. C'est une mesure d'urgence qui peut s'avérer utile en cas de défaut ou en cas de sortie de la zone euro. Il s'agit alors d'éviter que des collectivités locales ou d'autres entités publiques refusent de placer leurs devises à disposition de l'Etat. Là aussi, le message s'adresse aux créanciers : la Grèce se prépare au pire.

Message en interne

Enfin, le message est également envoyé en interne à la population grecque. Il s'agit de montrer combien le pays fait d'efforts pour honorer ses engagements. Mais il s'agit aussi, à l'occasion, de montrer les extrémités auxquelles le pays est contraint suite à la stratégie des Européens. Si le conflit s'amplifie, le gouvernement pourra mettre en avant l'aspect insoutenable à long terme de ces mesures. Et ainsi appeler à la rupture... latribune.fr 20.04

[Haut de page ↗](#)

Le 23 avril 2015

[CAUSERIE](#)

On ajoutera quelques articles demain matin. Je ne suis pas très en forme, alors je me suis un peu lâché.

[Le lien...](#)

Dictature. Police politique. Misère sociale, climat nauséabond, fascisme, guerre...

Droit politique du prolétariat gravement menacé ou remis en cause...

Faire le lien entre la loi restreignant le droit de manifester et s'attaquant à la liberté d'expression en Espagne, et celle en Ukraine criminalisant le mouvement ouvrier et réduisant l'opposition de gauche à la clandestinité, avec celle en France s'attaquant aux libertés démocratiques. Le tout sur fond de crise généralisée du système capitaliste et ses institutions...

[Vidéo](#)

Entretien avec Benjamin Bayart: La surveillance généralisée (TdP février 2014) - YouTube
https://www.youtube.com/watch?v=Z-TFHE_zTtA

Benjamin Bayart président de la FDN (French Data Network, le plus ancien fournisseur d'accès à internet indépendant et associatif) est spécialiste en télécommunication et militant de la neutralité du net, et des logiciels libres.

Un entretien au sujet de la transmission des données qu'on laisse inconsciemment sur chaque page visitée, entre autres, ce qui est la première phase de la surveillance. Fin de la présentation.

Today, you are under control 24 hours per day. Vous est sous contrôle 24 heures par jour dès que vous avez un téléphone, une carte bancaire, une connexion Internet. La liberté dont vous disposiez encore a disparu, c'est aussi simple que cela.

La démonstration de Benjamin Bayart est pertinente et montre bien le mécanisme de privatisation de la liberté, accordée aux uns soumis au régime et interdite aux autres qui résistent ou s'y opposent, c'est leur conception de la liberté d'expression, ils la suppriment au nom de la liberté dont ils usent pour le compte de leurs maîtres et qu'ils estiment légitime.

[Les loosers.](#)

Le POI se prend pour la SFIO de 1905, Informations ouvrières pour l'Humanité. On n'est pas jaloux, on leur laisse volontiers la place ainsi que leur bilan politique. Il y en a dans la vie qui ont le don de rechercher les emmerdements et qui s'étonnent ensuite lorsqu'ils leur tombent dessus, en politique il y en a qui le don d'adopter ce qui n'a pas marché pour obtenir au bout du compte le même résultat. Il y a des gens qui sont comme cela.

Dès lors on ne s'étonnera pas que depuis l'adoption de la loi réhabilitant le fascisme et interdisant le communisme en Ukraine le 9 avril dernier, trois numéros d'Informations ouvrières sont parus sans qu'il y consacre le moindre article. Ils avaient été plus prompts et prolixes avec Charlie qui n'aime pas les opposants au régime fasciste de Kiev.

On ne s'étonnera pas par conséquent de ne trouver aucune analyse de la situation en Grèce qui mettrait en lumière qu'il est impossible de satisfaire les revendications sociales des travailleurs dès lors qu'on ne s'attaque pas aux fondements du capitalisme et qu'on refuse de rompre avec toutes ses institutions nationales, européennes et internationales. Et au-delà de ce constat qui vaut également pour l'ensemble des pays de l'UE, qu'aucun lien ne soit fait avec les lois liberticides adoptées par différents gouvernements visant à terme le mouvement ouvrier ou dès aujourd'hui comme en Espagne.

La question qui est posée et qui apparemment est tabou est celle-ci : Quand et comment le mouvement ouvrier cessera-t-il d'être de droite pour devenir de gauche et axer son combat dans la perspective du renversement du régime en place ? Ce qui nous gêne, ce n'est pas de ne pas pouvoir répondre à cette question mais de refuser de la poser, ce qui est le meilleur moyen pour ne pas avoir à y répondre, il faut donc en déduire que tout est normal, tout va bien, le train-train quotidien, quoi.

On comprend qu'il soit incompatible de cirer les pompes des dirigeants syndicaux vendus, des élus et autres responsables du PS via la Ligue des droits de l'homme, etc., et adopter une telle orientation politique qui passe à la trappe, mieux le combat pour le socialisme.

La guerre et le fascisme ne font pas recette, le socialisme non plus, les repas à la cantine sans porc, si ! Ouais, ils ont aussi sombré dans ce truc-là ! Ben quoi, écoutez, c'est la gauche le PS oui ou merde ? Le populisme est un homme tronc à qui ont coupé tout ce qui dépassait, pendouillait, remuait encore de l'intérieur, il ne lui reste plus que son système digestif.

A quoi bon faire des conférences auxquelles participent généralement les mêmes militants et qui se terminent invariablement par les mêmes formules : tout le monde il est beau, tout le monde il a raison, chacun a exposé son point de vue, aucun accord qui serait tiré par les éléments les plus conscients ou déterminés ne pouvant être trouvé, la déclaration finale qui sera adoptée servira juste à conforter la place et le rôle des organisations syndicales pour le plus grand bonheur de leurs dirigeants, de quoi déclencher un enthousiasme fou chez tous les militants qui les combattent !

Dites-nous que ce n'était pas sérieux, qu'on a rêvé, que c'était un cauchemar...

Lu.

Ce sont les banquiers qui orchestrent les guerres.

- "Gardez à l'esprit que l'Allemagne, le Japon et les Alliés étaient tous membres de la BRI en 1931 et en sont restés membres pendant toute la guerre. Les banquiers ont jetté les pays les uns contre les autres pour un temps très long, ils n'ont aucune loyauté particulière envers une nation particulière."

C'est marrant, on dirait que cette interprétation qui nous vient d'un ex-banquier ne correspond pas à ce qui figure dans les manuels scolaires ni même dans ceux des militants.

On a évoqué plusieurs fois la BRI sans trop y donner d'importance et c'était un tort. Son statut lui donne un pouvoir supérieur à tout Etat, ce n'est certainement pas un hasard et cela mérite qu'on sache pourquoi et ce qu'elle fabrique, quel est l'étendue de son pouvoir et à qui elle a à rendre des comptes, personne. Son fonctionnement est aussi opaque que celui d'autres institutions regroupant les puissants et l'élite mondiale à leur service. Elle a la particularité de regrouper les banquiers centraux de toute la planète sans exception, et donc d'aller encore plus loin que le groupe Bilderberg, la Commission Trilatérale ou le CFR dans l'intégration de tous les Etats dans une sorte de gouvernement mondial économique et monétaire, qui toutefois demeure handicapé dans son action du fait de l'inexistence de son équivalent sur le plan politique.

"Pourquoi ne pas avoir aussi un système gouvernemental unique ?"

- "La fausse guerre économique entre Orient et Occident fournit une couverture et une justification pour le véritable objectif des internationalistes: la destruction du dollar comme monnaie de réserve mondiale et l'ascendant du système monétaire mondial à base de DTS. La phase finale des banquiers est, bien sûr, un gouvernement mondial. Il a été le rêve de longue date des socialistes fabiens imprégnant l'univers de la banque centrale. Un système de monnaie mondiale et une gestion économique centralisée sont la première étape des armes psychologiques contre le public. Si le monde fonctionne sur un mécanisme de change unique et une autorité économique unique, pourquoi ne pas avoir aussi un système gouvernemental unique ?"

L'erreur que font de nombreux analystes des mouvements de la liberté, est l'hypothèse que les internationalistes sont en quelque sorte consacrés aux intérêts américains. L'idée que les mondialistes aient une loyauté quelconque pour quelque gouvernement souverain est une notion ridicule. Les Fabiens détestent les séparations entre les nations souveraines (autant qu'ils détestent les libertés individuelles), et ils cherchent à détruire finalement toutes ces limites pour l'amour d'un édifice financier-politique mondial unique.

Mais les élites ne peuvent pas simplement tuer le dollar et le remplacer purement et simplement. Ils ont besoin d'un tour de magie, un hologramme de fumée et de miroirs, un assistant sexy en maillot de bain et des feux d'artifice à gogo pendant qu'ils tireront du chapeau leur panier de DTS comme réserve mondiale. Le faux paradigme Est / Ouest est la distraction parfaite. Quelle meilleure façon de détruire le dollar et d'évoquer une nouvelle monnaie de réserve mondiale que d'opposer un bloc de nations que vous dominez contre l'autre bloc de nations que vous dominez aussi et blâmer la « barbarie du nationalisme souverain » pour la catastrophe économique qui en résultera, nationalisme qui est vous prévoyez aussi effacer en temps voulu ?

Les élites se préparent pour cet événement, et ils ne se contentent pas seulement de la déclencher puis de s'asseoir pour regarder. Ils espèrent également construire une nouvelle image d'eux-mêmes comme les prophètes qui ont tenté d'avertir le monde – les « sages » financiers qui seraient nos sauveteurs.

Les criminels viennent en pleine lumière, et ils portent des masques de sauveurs."

La guerre économique entre Orient et Occident est bien réelle jusqu'à un certain point, elle a en toile de fond le développement inégal des différents impérialismes et la crise du capitalisme qui les frappent différemment, dont la combinaison ou l'interaction conduit à des tensions entre eux ainsi que les réponses qu'ils y apportent. Si sur le fond ou à terme ils partagent les mêmes points de vue et objectifs, la même stratégie politique mondiale, au quotidien il leur faut gérer la situation sociale avec les moyens dont ils disposent, quitte à incommoder leurs homologues. C'est donc chacun à leur rythme qu'ils adaptent cette stratégie, rythme chaotique qui leur est aussi imposé par la lutte des classes.

C'est la valeur d'usage d'une marchandise qui sert d'étalon à tous les échanges ou au commerce en fonction de la force de travail qu'elle renferme, la monnaie ne crée pas de richesse, et sa valeur dépend de la force de travail à laquelle elle correspond, et quand il en est créé sans qu'elle ne corresponde à de la force de travail, sa valeur chute ou tend vers zéro puisqu'elle n'a pas d'équivalent. Et quand une monnaie en arrive au point de ne plus pouvoir servir de moyen d'échange entre deux marchandises, cela ne veut pas dire que ces marchandises ne renfermeraient plus de valeur, mais que celle de la monnaie n'existe plus. On pourrait en déduire qu'il serait alors possible de se passer de la monnaie pour échanger des marchandises ou des services, certes, dans une société communiste où l'argent ou la monnaie serait aboli, mais dans une société basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme il vaut mieux ne pas y penser et se dire qu'ils trouveront le moyen de remédier à cet inconvenient en remplaçant l'argent par autre chose, un système basé sur un vulgaire règlement dans lequel l'accès aux marchandises et services, prestations, serait fonction du statut social de chacun ou de sa situation... Cela peut paraître pour le moins hypothétique ou utopique, il y a déjà tellement de choses dans la société qui sont régis par des règlements sans qu'on y prête attention, que sa généralisation est parfaitement envisageable une fois réalisées un certain nombre d'adaptations, ce que la centralisation des données sur chaque individu tout au long de sa vie peut rendre possible...

L'intelligence de sa condition n'est pas une faculté innée de l'homme.

- "On ne peut pas non plus changer le monde par sa seule volonté mais on peut se changer soit même pour que le monde change. C'est la somme des changements individuels qui fait que le monde change. C'est l'utilisation de cette complexité qui permet à une oligarchie de dominer le monde. Laissez nous gérer cette complexité pour vous et nous rendrons le monde meilleur (pour nous). Voilà leur message. Et bien non, je ne suis pas d'accord. Ils n'ont aucune légitimité à décider pour tout le monde. On peut aussi appréhender cette complexité. "

C'est uniquement lorsqu'il est confronté à des difficultés qui remettent en cause son mode de vie, portent atteinte son statut social, etc. que l'homme essaie de les résoudre et réfléchit, qu'il progresse intellectuellement notamment en prenant conscience de rapports qui existaient mais qu'il ne prenait pas en compte, rapports qui pourront être modifiés et orientés dans une nouvelle direction dès lors qu'il décidera d'intervenir dessus ou qui demeureront inchangés s'il n'en faisait rien.

L'homme ne change pas d'idée sur commande, il faut qu'il y soit obligé ou qu'il en ressente le besoin. Or lorsque la plupart de ces besoins étant plus ou moins satisfaits, il ne sera pas porté spontanément à en changer. Il faut être face à une menace pour en comprendre le danger. L'homme apprend davantage de sa propre expérience plutôt qu'en faisant fonctionner son cerveau qui demeure sous-employé. Il le connaît mal, et c'est bien pour cela qu'il est si facilement manipulable. La plupart du temps il n'est pas capable de prendre le moindre recul sur ses propres expériences et n'en tirent aucun enseignement de ce fait. Il vit dans un état d'insouciance ou d'inconscience qui lui semble naturel au point de ne pas s'en apercevoir, c'est son état normal. Il subit ainsi son existence du premier au dernier jour sans jamais avoir progressé.

Le fait qu'il soit soumis à un système économique et à un régime politique, laisse à penser que leur existence serait justifiée et qu'il faut faire avec, alors que tel n'est pas le cas. Ils sont le produit à un moment donné d'un développement (économique ou social) historique ou d'un processus dialectique qui n'est pas davantage figé dans sa forme que par son contenu que dans le passé, prétendre qu'ils seraient éternels est aussi absurde que se croire immortel.

Se réapproprier le fruit de son travail, décider de prendre en mains son destin, etc. nécessite de concevoir que c'est possible, parfaitement légitime et un droit inaliénable qui se passe de toute justification, d'avoir confiance dans sa propre capacité à changer la société, ce qui implique que l'on tire les leçons de la période précédente durant laquelle on subissait le sort qu'on nous imposait en simple spectateur au lieu d'être le propre acteur de son existence.

Qu'est-ce que cela changera ? Rien et tout à la fois, rien dans la mesure où cela ne résoudra aucune difficulté que la société vous inflige, tout parce qu'à partir de ce moment-là vous appartenez à la gigantesque armée des exploités et des opprimés qui sont en train de prendre conscience d'eux-mêmes et qui constituent une force invincible capable de venir à bout de n'importe quel obstacle ou ennemi. Il y a juste à franchir ce pas pour que tout devienne possible.

[Dossier Yémen](#)

- Yémen: la coalition arabe annonce la fin de son opération aérienne - AFP

La coalition arabe dirigée par l'Arabie saoudite a annoncé mardi la fin de sa campagne aérienne lancée il y a près d'un mois contre les rebelles chiites au Yémen, affirmant que les opérations entraînent dans une phase politique.

L'Iran, accusé depuis le début par Ryad de soutenir militairement les rebelles ce qu'il dément, a salué cette annonce, estimant que c'était un "pas en avant" vers une résolution politique du conflit.

Dans le même temps, Washington a rapproché un porte-avions du Yémen et surveillait un convoi de navires iraniens soupçonnés de se diriger vers ce pays frontalier de l'Arabie saoudite, un déploiement qui permettrait aux Etats-Unis de "préserver les options", selon un porte-parole du Pentagone.

A Ryad, le porte-parole de la coalition, le général Ahmed al-Assiri, n'a cependant pas exclu que la coalition puisse intervenir pour empêcher les mouvements des rebelles, soulignant en outre que le blocus maritime serait maintenu.

L'OMS a fait état mardi d'un bilan de 944 morts et 3.487 blessés --civils et militaires-- au Yémen entre le 19 mars et le 17 avril.

Les frappes de la coalition se sont poursuivies mardi, les plus violentes visant les alentours de la ville de Dhaleh (sud).

Selon le secrétaire général de la province éponyme, Ahmed Mouthanna, les raids ainsi que les combats entre rebelles et forces favorables au président Hadi ont fait 23 morts.

Dans la province de Chabwa (sud), les raids aériens et les affrontements ont tué 29 combattants des deux camps, selon des sources tribales.

A Aden (sud), des combats entre pro-Hadi et rebelles ont fait 21 morts dont 13 civils, selon des sources médicales et militaires.

Dans la capitale Sanaa, les explosions spectaculaires provoquées lundi par deux raids de la coalition contre un dépôt de missiles contrôlé par les rebelles ont fait 38 morts parmi les civils, selon un nouveau bilan établi mardi auprès de quatre hôpitaux qui font en outre état de 532 blessés.

Une source diplomatique occidentale réclamant l'anonymat a estimé que les objectifs de la campagne aérienne avaient été atteints mais "pas l'objectif politique". "Les Houthis sont toujours là où ils étaient avant", a-t-elle dit à l'AFP.

Anwar Eshki, président du Centre for Strategic and Legal Studies, à Jeddah, s'attend pour sa part à un retour bientôt au Yémen du président Hadi.

"Je crois que l'Iran a changé d'avis", il ne va plus s'ingérer dans les affaires du Yémen, a affirmé ce général à la retraite fin connaisseur du dossier yéménite. "Les Houthis iront dialoguer avec le gouvernement", assure-t-il. AFP 21.04

- Deux navires de guerre américains en route vers le Yémen - french.irib.ir

Les responsables de la Marine américaine ont annoncé l'arrivée de deux navire US au large des côtes yéménites. Le porte-avions Theodore Roosevelt et un navire de porte-missile se dirigeaient vers les eaux yéménites pour rejoindre d'autres navires américains, annonce la Marine US.

Le porte-avions Theodore Roosevelt et le croiseur d'escorte Normandy ont appareillé dimanche des eaux du golfe Persique pour la mer d'Oman, a précisé le porte-parole de la marine US. Selon les sources militaires, deux missiles croisière américains ont visé vendredi soir le sud de Sanaa, la capitale.

Depuis le 26 mars, l'Arabie épaulée par ses alliés américains et certains pays arabes régionaux, a bombardé le territoire yéménite dont et notamment Sanaa, la capitale.

Les frappes aériennes ont fait jusqu'à présent au moins 2.750 morts parmi les civils sans défense dont des femmes et des enfants. french.irib.ir 21.04

- Yémen/Taez : Ansarallah avance - french.irib.ir

Alors que Riyad vient d'annoncer la fin des opérations militaires contre le Yémen, Ansarallah continue à avancer : A Taez, le mouvement houthis secondé par l'armée nationale a repris le contrôle du siège du bataillon 35, siège que contrôlait les pro Hadi . une source militaire bien informée à Taez a confirmée cette information. au bout de 27 jours de bombardements criminels contre la population civile qui ont fait plus de 3000 morts et blessés french.irib.ir 22.04

Yémen : le cessez-le-feu saoudien a duré moins de 24 heures - french.irib.ir

Alors que le ministère saoudien de la Défense avait annoncé le cessez-le-feu et le début d'une opération, pour le «retour de l'espoir», au Yémen, des sources d'information font état de la reprise des raids saoudiens contre le Yémen. Mercredi, les avions saoudiens ont bombardé la prison centrale de Taëz, au Sud-Ouest du pays, tandis que les navires de la marine saoudienne pilonnaient diverses zones d'Aden. Depuis le 26 mars, la coalition, formée par l'Arabie saoudite, a déclenché une vaste agression militaire contre le Yémen. Cette guerre, qui a duré pendant 27 jours, a apporté les résultats que l'on pouvait prévoir, dès le début. Les analystes, et même, les responsables officiels de nombreux pays, prévoyaient la défaite de

l'opération militaire saoudienne contre le Yémen, l'indignation des nations arabes, quant à l'action de Riyad, et une catastrophe humanitaire, pour les Yéménites. Selon le bilan établi par l'Organisation mondiale de la santé, (OMS), cette guerre a laissé, jusqu'à présent, au moins, 4.900 morts, dont 150 enfants. Par ailleurs, l'ONU s'est inquiétée de l'insécurité alimentaire, au Yémen, et estime que la guerre saoudienne contre les Yéménites a mis plus de 12 millions d'habitants, dans une situation précaire, en matière d'alimentation.

L'agression miliare saoudienne contre le Yémen a mis, au moins, 150.000 citoyens en errance, tandis que 7.5 millions de personnes ont besoin d'aides humanitaires d'urgence. Il est clair que l'Arabie saoudite n'a pas du tout la force de gagner la guerre qu'il a déclenchée contre le Yémen, et la poursuite de cette offensive sauvage n'a d'autre résultat que d'augmenter le nombre des morts et des blessés, d'une part, et l'intensification de la haine que cette guerre suscite, à l'encontre des dirigeants saoudiens, auprès des opinions publiques arabes et musulmanes.

L'armée saoudienne a violé, en moins de 24 heures, le cessez-le-feu qu'elle avait décrété, et reprend, maintenant, ses attaques contre diverses régions yéménites. Cela prouve que ce cessez-le-feu n'était qu'une mesure tactique, pour tromper l'opinion publique arabo-musulmane, au sujet des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis par l'armée saoudienne. La liste des crimes saoudiens s'alourdit : l'usage d'armes prohibées, la destruction des infrastructures économiques et sociales, l'interdiction d'acheminement d'aides humanitaires aux civils, la destruction des dépôts de denrées alimentaires, et même l'usage d'armes contenant de l'uranium appauvri. Pourtant, il difficile d'imaginer que le Conseil de sécurité de l'ONU transfère le dossier des crimes de guerre, au Yémen, à la Cour pénale internationale, étant donné que le Conseil de sécurité a, déjà, approuvé une résolution, pour justifier l'action militaire saoudienne, sous le chapitre 7 de la Charte des Nations unies, et pour condamner le mouvement d'Ansarallah. french.irib.ir 22.04

ACTUALITE EN TITRES

[Promotion de l'extrême droite.](#)

- Marine Le Pen dans le gratin new-yorkais - Liberation.fr

La présidente du FN est invitée au dîner de gala organisé par le magazine Time pour les 100 personnalités qu'il a désignées comme les plus influentes du monde. Liberation.fr 21.04

[Et qui est responsable de la "misère du monde" sinon les représentants du capitalisme, dont Hollande.](#)

- Migrants: Hollande appelle à régler des "questions devenues insupportables" - AFP

"En luttant contre ces trafiquants, nous lutterons contre le terrorisme et en luttant contre le terrorisme, nous lutterons contre ces trafiquants. Parce qu'ils se financent sur la misère du monde, sur la détresse, sur la mort", a-t-il dit, en marge d'un déplacement près de Paris. AFP 22.04

Parole d'esclavagistes.

- Migrants : l'UE se met en ordre de bataille contre les "esclavagistes" - AFP

[PS. Ce sera au parti qui sera le plus réactionnaire.](#)

- La colère des membres du PS après l'interview de Bachar Al-Assad sur France 2 - 20minutes.fr

Commentaire d'un internaute.

- *"Pourquoi ne pas croire ce que dit Bachar el-Assad? Moi je suis persuadé que le gouvernement de Gauche n'est pas étranger à l'EI"*

Vous avez raison, vaut mieux croire Assad qui était médecin et à ne pas confondre avec les frères Kouachi par exemple, qui était assez intelligent pour ne fournir aucun prétexte aux Etats-Unis pour attaquer la Syrie, mais qui ne pouvait pas éviter les provocations armées de leurs agents et y répondre.

Alors que l'armée syrienne a perdu 80.000 soldats lors de cette guerre sans que son soutien à Assad ne vacille, ce n'aurait pas été le cas s'il avait eu une autre attitude.

Vaut mieux faire confiance à Assad, jusqu'à un certain point, que d'accorder la moindre confiance à un membre du PS qui en soi est une imposture.

- Yemen : Paris dénonce l'Iran - french.irib.ir

Le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a dénoncé lundi une entreprise de déstabilisation de l'Iran au Yémen et affiché son soutien à la coalition dirigée par l'Arabie. french.irib.ir 21.04

Au même moment tombait cette dépêche :

- Yémen: la coalition arabe annonce la fin de son opération aérienne - AFP.

Une fausse annonce en fait, une rumeur comme les aime Valls.

[Valls c'est pire qu'une rumeur, une tu meurs !](#)

- Valls: la France face à une "menace terroriste sans équivalent dans le passé" AFP

Ils ont créé un monstre qui sert leurs intérêts politiques, à justifier l'instauration d'un système policier consistant à mettre sous contrôle la totalité de la population dorénavant en liberté surveillée. Etre Charlie, c'était en réalité faire preuve de la pire crasse ignorance.

- Manuel Valls face aux rumeurs - L'Express.fr

Le Premier ministre se montre très attentif aux rumeurs qui pourraient circuler sur lui. Afin de parer à tout risque de ragots, il a demandé à son entourage de lui transmettre tous les bruits sur sa vie privée.

"Je demande toujours à mes collaborateurs de me dire s'ils entendent quelque chose." S'il affirme ne pas savoir -encore- d'où viennent les rumeurs, certains dans son entourage soupçonnent des "milieux sarkozystes" de les "relayer". L'Express.fr 21.04

1- "Et donc ? S'il y a rumeur que va-t-il faire ? Enfermer les gens, véritables factieux, ses ennemis donc ennemis du peuple. Il fait vraiment peur ce type."

2- "Il est tellement attentif aux rumeurs (et donc à sa personne) qu'il a créé la loi Renseignement pour être sûr que tout ce qui sera dit de près ou de loin sur lui sera capté."

3- "Ca devient du national-socialisme."

Bravo vous avez fait le lien et en Espagne le franquisme n'est pas mort bien que le PSOE ait été au pouvoir de longues années.

Comment est-ce possible qu'un parti qui se réclame du socialisme verse dans le fascisme ? Faut-il répondre à cette question ? De deux choses l'une : soit la dérive d'extrême droite du PS est une vue de l'esprit et les libertés démocratiques ne sont pas menacées parle projet de loi du gouvernement sur le renseignement, soit il a usurpé son étiquette socialiste et il y a de quoi être inquiet.

Le PS a perpétué jusqu'à nos jours la formule adoptée par la SFIO qui n'était pas faite au départ pour durer. Elle avait permis à sept courants aux positions fondamentales antagoniques du mouvement ouvrier de se rassembler dans un seul parti. En 1920, elle se sépara de son courant communiste pour ne conserver que ses courants droitiers ou les plus droitiers. Sa faillite politique de 1914 fera dorénavant office de programme dans ce parti, passé avec armes et bagages dans le camp de l'ennemi de classe il devait y demeurer jusqu'à nos jours, jusqu'à la fin ou sa disparition.

Epouser la cause du capitalisme signifiait qu'on était prêt à justifier la politique à mettre en oeuvre conformément à ses besoins, que l'on soit au pouvoir ou dans l'opposition parlementaire. Le PS s'y employa minutieusement et avec zèle.

[Quelques dizaines de millions ou milliards de dollars, ça va ça vient...](#)

- Le fabricant de génériques Teva offre 40,1 milliards de dollars pour son rival Mylan - . AFP

- Un diamant « parfait » adjudgé à 22 millions de dollars à New York - . LeMonde.fr

- Baltimore en colère après la mort d'un Noir arrêté par la police - . euronews.com

L'avocat de la famille de la victime plaide l'innocence de Freddie Gray et accuse la police d'avoir été trop brutale lors de son arrestation. euronews.com 22.04

Ils lui ont pété la colonne vertébrale les barbares...

ACTUALITÉ DU JOUR

[Après l'Argentine, le Brésil, le Venezuela, au tour du Chili.](#)

- Au Chili, la présidente Bachelet en disgrâce - libération.fr

Lundi, la présidente chilienne, Michelle Bachelet, a transmis au Parlement son projet de loi sur l'éducation, qui prévoit une hausse de 28% des salaires des enseignants, payés aujourd'hui, en moyenne, 900 euros mensuels. La réforme d'un système jugé très inégalitaire, qui fait la part belle au secteur payant, figurait dans ses promesses de campagne.

Pour la Présidente qui a entamé en 2014 un deuxième mandat (après 2006-2010), c'est l'occasion de reprendre l'initiative à un moment délicat pour elle : empêtrée dans un scandale immobilier qui touche sa famille, elle a chuté dans les enquêtes de satisfaction.

Que reproche-t-on à Michelle Bachelet et à son fils ?

En février, l'hebdomadaire conservateur Qué Pasa révélait qu'un prêt bancaire de 10 millions de dollars (9,3 millions d'euros) avait été consenti à Natalia Compagnon, épouse de Sebastián Dávalos Bachelet, fils aîné de la Présidente. Un prêt d'abord refusé mais finalement accordé au lendemain de l'élection de la candidate socialiste, en décembre 2013. L'argent a servi à acheter des terrains agricoles qui, requalifiés en terrains constructibles, auraient permis une généreuse plus-value. La justice enquête et a même perquisitionné le palais de la Moneda (siège de la présidence à Santiago), où Sebastián Dávalos occupe un poste flou de «directeur socioculturel». La Présidente assure qu'elle ne savait rien des affaires du couple, et que la justice poursuit son travail en toute indépendance.

Un peu plus d'un an après son élection triomphale, avec 62% des voix, Michelle Bachelet se retrouve au plus bas dans les sondages : seuls 31% des Chiliens lui accordent leur confiance.

La Présidente est en outre victime d'un climat de rejet de la classe politique sans précédent dans l'histoire du pays. Son déclencheur a été le scandale «Penta», qui éclabousse essentiellement les formations de droite. Six des dirigeants de cette compagnie financière sont en prison, accusés de financement illégal de campagnes électorales et de fraude fiscale. A une échelle bien plus vaste que les achats de terrains du fils Bachelet et de sa femme. libération.fr 21.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie - Iran p>- "La livraison des S-300 à l'Iran, c'est notre droit" (Lavrov) - french.irib.ir

«Un Iran doté de S-300 incitera tout pays agresseur à s'y prendre à deux fois, avant d'agir», a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères.

Selon la chaîne de télévision Russia Al-Youm, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a déclaré que la livraison des missiles S-300 à l'Iran renforcerait son système de DCA.

Faisant allusion à l'essor des coopérations militaires entre la Russie et l'Iran, Sergueï Lavrov a affirmé que Moscou voyait une perspective prometteuse, dans l'essor de ses coopérations techniques et militaires avec Téhéran. «Nous menons, déjà, des coopérations politiques et militaires avec l'Iran, afin de lutter contre les menaces communes, tel que le terrorisme», a déclaré M. Lavrov, avant d'ajouter : «La Russie a joué un rôle concret, dans la reconduction de la crise, au Yémen, vers un chemin

politique. Malheureusement, ce sont Daesh et Al-Qaïda, qui ont tiré du profit des frappes aériennes de la coalition saoudienne contre le Yémen. Les Américains ne veulent pas reconnaître leur rôle, dans la formation de Daesh et ils ne voulaient pas d'abord mettre le nom de ce groupe terroriste sur la liste des organisations terroristes».

Dans une autre partie de ses propos, le chef de la diplomatie russe a souligné que Moscou ne permettrait pas que le scénario libyen se répète, en Syrie. «La Syrie ne s'est pas transformée en une autre Libye, et cela constitue une grande victoire, pour la Syrie, une victoire réalisée, grâce à nos efforts. Il faut combattre le terrorisme, loin des critères ambivalents», a-t-il conclu. french.trib.ir 22.04

2- Arabie saoudite

Le wahhabisme une idéologie perverse.

2.1- Trahison des Saoud : Des sex shop à la Mecque - french.trib.ir

Les muftis de l'Arabie saoudite ont émis une autorisation inouïe pour la vente de produits érotique dans la ville sainte de la Mecque, avec la collaboration de l'entreprise allemande des sex-shops « Beate Uhse ». Selon des sources d'information, ces sex-shops mettront en vente sur place et par Internet 18 articles autorisés par les responsables saoudiens, à la ville sainte de la Mecque.

Selon le journal britannique Express, Abdelaziz Aouragh, ressortissant marocain résidant en Arabie saoudite sera chargé de coordonner les affaires des magasins qui vendront ces produits érotiques.

L'homme d'affaire marocain a déclaré : « Nos produits augmentent les sensations sexuelles des couples. Il ne faut pas permettre que l'image de la femme musulmane soit réduite à celle de la femme voilée dans la cuisine. » La société allemande « Beate Uhse », grand producteurs de produits érotiques et de DVD pornographiques, coopérera avec ces sex-shops en Arabie saoudite. french.trib.ir 22.04

Vos gadgets, ils seront destinés à être utilisés sur ou sous le niqab, et pour rester respectueux je ne demande pas à quelle hauteur ? Quel fantasme ! La religion crée des frustrations, et les frustrés incapables de trouver leur équilibre ou l'orgasme se transforment en puritains ou pervers. C'est du beau madame Michou !

2.2- Est-ce que l'argent a scellé l'alliance israélo - saoudienne? - Arrêt sur Info

L'Arabie a offert 16 milliards de dollars pour le développement d'Israël

«L'Arabie saoudite a fourni 16 milliards de dollars à Israël, en deux ans et demi, pour qu'il développe ses projets de colonisation», c'est ce qu'a révélé le rédacteur en chef du site américain Consortium News.

Citant une source proche de la CIA, Robert Parry, a écrit dans un article que «l'Arabie saoudite a versé en deux ans et demi 16 milliards de dollars au Fond du développement d'Israël en Europe, par le biais d'un pays arabe, et elle a assuré les frais d'un grand nombre d'infrastructures en Palestine occupée». Et d'ajouter: «Les sommes versées par l'Arabie saoudite à Israël ont été dépensées dans des projets publics, dont la construction des colonies en Cisjordanie» occupée.

«En fournissant des aides financières à Israël, l'Arabie saoudite vise à profiter de l'influence qu'exerce le lobby aux Etats-Unis», explique le rédacteur en chef de Consortium News.

Selon Robert Parry, «l'Arabie saoudite et Israël coopèrent ensemble contre les musulmans chiites».

Et de poursuivre: «L'Arabie saoudite et Israël ont joué un rôle important dans le renversement du gouvernement des Frères musulmans en Egypte. Riyad soutenait Abdel-Fattah al-Sissi en Egypte, et le lobby sioniste aux Etats-Unis tentait d'empêcher toute réaction hostile au coup d'Etat contre Mohammed Morsi». Arrêt sur Info 19.04

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Corée du Sud

- Les Coréens, ces bourreaux au travail - libération.fr

La Corée du Sud est surnommée le Pays du matin calme. Mais à lire le témoignage édifiant de ce cadre dirigeant français qui a passé dix ans dans une de ses multinationales de choc, rarement ce qualificatif aura paru aussi inapproprié. Ancien patron de la filiale hexagonale du groupe d'électronique de loisirs et d'électroménager LG, Eric Surdej y raconte de l'intérieur la vie dans une boîte coréenne au XXI^e siècle. Ce qu'il en dit sans aucune acrimonie va bien au-delà de ce qu'un esprit occidental ayant ouï-dire des rugosités du management à la coréenne est en droit de s'imaginer. Avis aux amateurs, un stage commando chez les paras n'est, sur le plan psychologique tout du moins, sans doute pas plus difficile à supporter qu'un boulot chez ces «forcenés de l'efficacité», comme il les appelle d'un doux euphémisme.

Dans un esprit de soumission fanatique et de dévouement parfois jusqu'à l'épuisement, il faut être prêt à y consacrer douze à quinze heures par jour et sept jours sur sept si l'on veut réussir, ou simplement survivre. Car, comme le dit Eric Surdej, partagé entre fascination et répulsion pour ce modèle «certes inhumain mais formidablement efficace», les placards n'existent pas dans ces organisations à la discipline militaire où «chaque tâche ou mission est découpée à un niveau de précision infinitésimal».

Si l'auteur se donne parfois le beau rôle en expliquant avoir cherché, sans aucun succès au final, à «humaniser» une culture d'entreprise patriarcale archi-autoritaire aux ressorts ancestraux - pourquoi diable être resté aussi longtemps, se dit-on à chaque page -, ce qu'il révèle n'en fait pas moins froid dans le dos.

Des documents bombardés en vociférant à la figure de ses subalternes à l'employé qu'il oblige à rentrer chez lui lorsqu'il se rend compte qu'il n'a pas quitté son poste depuis quatre jours, en passant par ce cadre qu'il est sommé de virer sur le champ parce qu'il a osé prendre en photo le grand patron, Eric Surdej décrit un univers où seule la culture du résultat importe. libération. fr 21.04

Ils sont fous ces Coréens d'Eric Surdej éd. Calmann-Lévy, 175 pp., 17 €.

[Haut de page ↗](#)

Le 24 avril 2015

CAUSERIE

Je me passe de la télévision depuis déjà plusieurs mois et elle ne manque pas, d'autant plus que j'ai découvert hier qu'avec ma connexion rapide je peux regarder des films en entier ou des documentaires et les télécharger pour les visionner un soir, donc m'octroyer une petite distraction. Et évidemment je n'ai pas acheté un journal sauf exceptionnellement depuis des années. On vit très bien sans, mieux même. Comme quoi.

Par contre j'ai renoué par hasard avec mon somnifère du soir depuis huit jours. La soeur de Selvi travaille chez des Allemands qui fument des pétards du matin au soir, ils lui ont dit de se servir si elle voulait, du coup je fume gratos la moitié d'une clope et je passe une bonne nuit malgré la chaleur. J'évite d'utiliser le climatiseur par économie. Que voulez-vous, il faut bien tenir dans ce monde de merde !

J'ai supprimé l'eau gazeuse et la limonade que je mélangeais avec deux doigts de vodka, économie mensuelle : environ 700 à 800 roupies, 10 à 12 euros, une somme importante pour moi, je vais l'utiliser pour acheter à la place du poisson et des jus de fruit plus profitables pour la santé. Eh oui, il faut penser à tout, tout calculer, je passe ma vie à cela désormais !

A deux personnes, on dépense environ 71 euros par mois, soit 2,33 euros par jour, on dispose donc d'un revenu supérieur de 83 centimes au seuil de pauvreté, quel privilège ! On comprend pourquoi les lecteurs ne veulent pas nous soutenir, ils ont raison...

C'était quoi le PS ?

Quand ils sont minoritaires à l'Assemblée nationale et ne peuvent pas empêcher l'adoption d'une loi par la majorité, ils la critiquent et se font passer ainsi pour des opposants à cette loi, et lorsqu'ils sont majoritaires à l'Assemblée nationale ils en vantent les mérites et l'adoptent eux-mêmes.

C'est là qu'on s'aperçoit que leur opposition en règle générale aux lois ou mesures préconisées ou adoptées par le parti de l'ordre officiel fut toujours virtuelle, factice, une simple posture, tandis que leur soutien au régime était bien réel, sans faille.

Passer d'une interprétation à l'autre, changer de version, se contredire sans cesse ne peut être rendu possible qu'avec la complicité du parti de l'ordre, des médias ainsi que les partis du mouvement ouvrier qui n'en tirent aucune conséquence pratique ou leçon, qui s'en font le complice et marche dans la combine sous des prétextes fallacieux afin de justifier leurs rapports avec le PS, le refus

de caractériser le PS comme un parti de droite et de rompre avec ce parti.

Cette compromission est en grande partie à l'origine de la complète dégénérescence du mouvement ouvrier, dans la mesure où étant lié à un parti du capital, de droite ou qui incarne le régime en place, il a troqué son indépendance en échange d'avantages concédés aux appareils des syndicats et des partis institutionnels dits ouvriers ou assimilés, sans oublier leur fond de commerce corporatiste, qu'ils utiliseront à leur tour de différentes manières pour soutenir l'ordre établi, bref, un marché de dupes réalisé entre coquins aux frais des travailleurs qui devaient en être les uniques victimes.

Tout aura été fait pour camoufler la véritable nature réactionnaire du PS jusqu'à lui donner un rôle indispensable au sein du mouvement ouvrier jusqu'à nos jours, occultant, effaçant ou faisant disparaître littéralement des pans entiers de son effroyable passé, minimisant ses terribles responsabilités en réécrivant l'histoire (tronquée) à son avantage, lui attribuant des qualités pour couvrir ses véritables intentions, vantant ses mérites pour faire oublier ses crimes monstrueux, etc. on se demandera qu'est-ce qui pouvait justifier une telle compromission qui relève de l'escroquerie ou de la capitulation politique, sinon qu'elle reposait sur une analyse erronée du processus dialectique qui allait conduire à faire des ennemis du socialisme et du marxisme au sein du mouvement ouvrier, les chantres assumés du néolibéralisme après l'avoir pourri de l'intérieur et avoir livré pieds et mains liés la classe ouvrière en pâture à la classe dominante.

Nos détracteurs qui refusent d'en convenir, doivent également nier que des centaines de milliers, on devrait plutôt dire à ce niveau-là des millions de travailleurs découvrent effarés que le PS était en réalité un parti pourri au-delà de tout ce qu'ils avaient pu imaginer, alors qu'ils avaient encore quelques épisodes épouvantables de fraîches dates en mémoire qui auraient pu ou dû leur fournir des indications assez précises leur permettant d'arriver à ce constat, mais sans être en mesure d'en tirer les enseignements politiques appropriés pour n'avoir pas pris conscience de leur portée et ignorer sa véritable nature que chacun s'employait à camoufler, il leur était impossible d'en arriver à cette conclusion et cela laissait la porte ouverte à de nouvelles illusions sans fondements rationnels dans le PS, que les uns et les autres allaient exploiter cyniquement pour justifier leur soutien ou leurs appels en direction du PS.

Les travailleurs et les militants auraient raison de penser que ceux qui ont entretenu ce genre de rapports avec le PS ont perdu toute crédibilité à leurs yeux ou ne méritent pas leur confiance pour les avoir trompés sur la nature de la marchandise qu'ils leur avaient vendue, avariée, frelatée, pernicieuse, venimeuse, empoisonnée, fatale si on en juge par leur incapacité à s'en remettre.

On nous a expliqué qu'il fallait mettre le PS face à ses contradictions pour le démasquer, pour justifier le front unique et le refus de le caractériser comme un parti de droite ou de rompre avec lui, alors que pendant des décennies au cours du XXe siècle il n'aura cessé lui-même de fournir matière permettant de saisir sa véritable nature réactionnaire, qui comble de l'opportunisme sera systématiquement occulté, minimisé ou relayé au rang des arguments secondaires ne devant pas être mis en avant pour ne pas compromettre le saint front unique qui devait enfin permettre de démasquer l'imposture, sauf qu'elle aura l'effet inverse et lui permettra de conserver sa place et son influence nocive au sein du mouvement ouvrier décidément incapable de se situer sur un terrain de classe indépendant avec le boulet du PS qu'il traîne derrière lui.

Ainsi le PS devait être surtout un formidable instrument de propagande au service de la classe dominante pour gangrener le mouvement ouvrier et au-delà l'ensemble des travailleurs, qui au lieu de s'en tenir aux faits comme nous le faisons ici, seront appelés à soutenir différentes interprétations, qui auront le mérite de les maintenir éloigner des faits dont ils ne tireront aucune leçon pratique, ce qui était évidemment l'objectif recherché, faire en sorte que les contradictions du PS qu'ils pouvaient malgré tout avoir à l'esprit passent au second plan au profit des apparences ou pour céder la place à de nouvelles illusions qui s'avèreront ravageuses à l'arrivée.

Les travailleurs et les militants seront encouragés à faire preuve d'une mémoire sélective pour que cette combine ou basse manoeuvre puisse fonctionner. On donne l'impression de mettre le PS en difficulté ou de le combattre, alors qu'en réalité on le ménage et on fait son lit. Ils ont tiré profit de l'inconsistance des travailleurs et militants qui étaient portés du jour au lendemain à tirer un trait ou à oublier ce qui venait juste de se passer sous leurs yeux, au lieu de nourrir leur méfiance du PS pour qu'ils s'en détournent, là encore ce n'était pas le matériel qui faisait défaut, mais la volonté de rompre avec le PS, un des piliers du régime.

On nous rétorquera que les travailleurs y viendraient bien un jour, certes, c'est un argument démagogique, mais dans quel état, le pire qui soit pour comprendre ce qui est en train de se passer, ce qui ne peut nous laisser indifférent et nous donne le droit de nous interroger sur les conditions qui ont permis d'en arriver à la situation actuelle où les masses sont livrées à elles-mêmes et où il n'existe aucun parti ouvrier révolutionnaire.

On ne demandera évidemment à personne d'avoir en tête l'histoire intégrale du PS depuis 1905, il suffit d'avoir gravé en mémoire quelques événements parmi les plus significatifs auxquels il a participé pour se faire une idée définitive à son sujet, se forger une conviction inébranlable puisqu'étayée par des faits que personne ne peut nier. Partant de là, il est possible de justifier son refus d'avoir des rapports avec ce parti et ses dirigeants et de défendre une stratégie politique entièrement tournée vers les travailleurs et les militants qui combattent à leur côté, et qui parfois peuvent être des adhérents du PS, sauf qu'à la différence avec la stratégie adoptée par les révisionnistes, notre politique et la manière dont on la mène ne sont pas déterminées ou dictées en fonction des autres partis dits ouvriers à tort ou à raison dont on attend absolument rien, elles sont uniquement guidées par l'objectif de construire le parti dans la perspective de la prise du pouvoir, de telle sorte qu'on conserve les mains libres pour pilonner

le PS et le PCF au lieu de les ménager ou de leur faire la courte échelle. On refuse de les associer dans une démarche politique dont l'objectif se situe à l'opposé du leur, de manière à ce qu'il n'y ait aucune ambiguïté sur nos réelles intentions, sur l'intégrité de nos principes et de notre engagement politique de sorte qu'elle inspire confiance aux travailleurs, aspect que l'on néglige généralement comme s'ils devaient nous accepter tels qu'on est et pouvoir se permettre de faire ou dire n'importe quoi comme finalement tous les autres partis, ce qui est un comportement détestable qui évidemment n'aboutit à rien.

Notre démarche rompt avec cette conception de la lutte de classe consistant à chercher à tirer profit de l'attitude en apparence contradictoire du PS ou du PCF, qui n'est pas étrangère à celle recherchant des résultats immédiats à n'importe quel prix, y compris en enchaînant plus solidement encore les travailleurs au capitalisme ou aux institutions au détriment du combat pour le socialisme, conception qui a pour origine le réformisme bourgeois et qui sert à justifier tout appel en direction des partis qui l'incarnent ou l'incarneraient, compromission avec le régime avec laquelle les uns et les autres s'accommoderont tant que des réformes sociales étaient adoptées, et dont les conséquences politiques apparaissent sur le tard catastrophiques. On se demandera où était passé le socialisme là-dedans, à la trappe tout simplement, à la trappe.

Rue89.nouvelobs.com - En 1981, quand Alain Peyrefitte faisait de la sécurité la première des libertés, Pierre Mauroy inversait la proposition. Depuis, la gauche, à commencer par Manuel Valls, a adopté cette posture hier affichée par le FN.

Au gaulliste Alain Peyrefitte, qui répète que « la sécurité est la première des libertés » lors de l'examen de sa loi « Sécurité et Liberté », le socialiste Pierre Mauroy rétorque, en mars 1981 :

« Pour la droite, la première liberté, c'est la sécurité. Nous inversons la proposition : pour nous, la première sécurité est la liberté. »

Dans une déclaration de politique générale, Jospin, le 19 juin de la même année, affirmait :

« La sécurité, garante de la liberté, est un droit fondamental de la personne humaine. »

C'est même une priorité de son gouvernement (derrière le chômage, quand même). La formule ne quittera plus le PS, comme en 2009, dans la bouche du maire de Lyon, Gérard Collomb – proche de la ligne Valls.

« La première des libertés » sert de figure rhétorique pour demander toujours plus :

LOPSI : « La sécurité, première des libertés » est le slogan de ce projet de loi, dès sa sortie du Conseil des ministres, en juillet 2002 (présidence Chirac).

LOPPSI : « La sécurité représente la première des libertés. Ce projet de loi a pour ambition de permettre l'application pleine et entière de ce droit légitimement revendiqué par les Français. » (Eric Ciotti, rapporteur, en décembre 2010, présidence Sarkozy).

Réduction du risque de récidive criminelle : « Comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire, la sécurité est la première des libertés des Français, car elle est celle qui permet le réel exercice de toutes les autres. » (Michèle Alliot-Marie, garde des Sceaux, en novembre 2009, présidence Sarkozy) ;

Responsabilité pénale des parents de mineurs délinquants : « Parce que le droit à la sûreté proclamé par la Déclaration de 1789 est la première des libertés, il nous appartient d'adapter notre législation pénale sur la responsabilité parentale, conscients que la répression est une composante essentielle de la prévention. » (proposition de loi de députés UMP, en avril 2000)

Jean-Jacques Urvoas, président PS de la commission des Lois, a un jour (lointain) écrit sur son blog :

« C'est l'occasion pour moi de dire que je ne comprends pas le slogan répété à satiété selon lequel "la sécurité serait la première des libertés". [...] Si je suis de gauche, c'est d'abord parce que je veux vivre dans un pays libre ! [...] Et s'il faut conjuguer la sécurité avec notre devise républicaine, alors affirmons que "la sécurité est la garantie de l'égalité". Voilà le combat historique de la gauche ! » (6 février 2010 - ndlr)

Et Moscovici, qui n'est pas à une contradiction près (...), s'enflamme dans son livre « Défaite interdite » (Flammarion, mai 2011) :

« [...] La gauche [doit] assumer son approche particulière de la sécurité, faite d'un balancement équilibré entre prévention et sanction. Il nous faudra pour cela mettre le doigt sur les errements sécuritaires de la droite, dénoncer l'idée que "la sécurité est la première des libertés", comme le répète sans cesse Nicolas Sarkozy. Non, la première des libertés, en vérité, c'est bien la liberté elle-même : un Etat démocratique ne saurait accepter que les moyens mis en œuvre pour assurer la sécurité soient attentatoires aux libertés. »

Manuel Valls lui-même, dans son livre « Sécurité : la gauche peut tout changer » (éditions du Moment), sorti en avril 2011, écrivait

que « l'opposition affichée systématiquement entre sécurité et liberté [lui paraissait] toujours un peu creuse. » Tout en moquant :

« Ceux qui tentent d'échapper à ce piège idéologique en affirmant, rapidement, que la sécurité est la première des libertés. »
rue89.nouvelobs.com 23.04

En complément : Un exemple d'imposture assumée.

A lire ce titre on pourrait croire que Hollande étaient opposés à l'intervention militaire française en Libye décidée par Sarkozy, en réalité pas du tout.

- Migrants: Hollande veut "réparer les erreurs d'hier" en Libye, vise Sarkozy - AFP

Libération - 20 mars 2011, 19 heures François Hollande (PS): «J'approuve le recours à la force contre Kadhafi, à la fois parce qu'il est légitime, il a été décidé par le Conseil de sécurité des Nations unies, et ensuite parce qu'il est nécessaire» sinon «Kadhafi aurait massacré une partie de son peuple». (Libération 20.03.2011 - «Plus d'une quinzaine» d'avions français engagés en Libye)

- (Le PS) Il a soutenu l'intervention de la coalition internationale, notamment celle de la France, autorisée par la résolution 1973 du Conseil de sécurité, afin de protéger la population civile de Libye. (Communiqué du Bureau national du Parti socialiste le 8 septembre 2011)

En complément : Hystérie policière

- Bernard Cazeneuve renforce les "mesures de vigilance" près des églises - AFP

- "Cinq attentats ont été déjoués depuis janvier" en France, assure Manuel Valls - Francetv info

Le député UMP Henri Guaino a dénoncé jeudi une "surexploitation", "une surdramatisation" par le Premier ministre, de l'attentat déjoué contre des églises à Villejuif. Francetv info 23.04

[C'est la Valls à Vichy... Délation et cabale.](#)

- Une prof suspendue pour avoir fait l'éloge d'Hitler - lefigaro.fr

C'est une procédure extrêmement rare. Une enseignante d'un lycée de Limoges a été suspendue pendant deux semaines. Son tort: avoir tenu des propos favorables au IIIe Reich et au nazisme devant ses élèves.

Cette professeure d'allemand aurait ainsi évoqué très favorablement Hitler pendant ses cours. «Un homme bien, qui a construit des autoroutes, qui aimait la musique», ou qui aurait souhaité, un autre jour, «voir les chars allemands venir à Limoges» pour mater les élèves indisciplinés.

C'est en tout cas ce qu'affirment les élèves de cette classe, qui ajoutent que ce genre de propos étaient récurrents chez cette femme. Dix-sept d'entre eux, sur les vingt que compte la classe de première, ont signé un document attestant que l'enseignante valorisait régulièrement le IIIe Reich pendant ses cours.

Les faits ont été dénoncés par des fédérations de parents d'élèves. Selon une source interne à l'Éducation nationale, citée par le journal local Le Populaire, la professeure en question faisait l'objet de «très mauvais rapports d'inspection» et aurait été «promenée d'établissement en établissement».

L'intéressée, elle, nie tout en bloc, et parle «d'injustice crasse» et de «cabale» montée par des élèves. «On n'arrive pas en fin de carrière pour sortir des inepties pareilles [...] d'autant que j'ai des origines juives.» Son avocat dit «s'étonner beaucoup de l'ampleur prise par cette affaire».

Un conseil de discipline s'est tenu en début de semaine pour se pencher sur le cas de cette enseignante. Elle a été suspendue pendant deux semaines, période pendant lesquelles elle ne touchera pas son salaire. Une sanction que l'enseignante peut encore contester devant le tribunal administratif.

La professeure a déposé une main courante pour dénoncer les dénonciations des élèves qu'elle estime calomnieuses. Le rectorat comme le lycée ne souhaite pas s'expliquer sur la question. lefigaro.fr 22.04

Quand j'étais enseignant à l'Alliance française à Pondichéry, j'ai été viré par ma meilleure amie (sic!) qui était responsable des

cours suite à une cabale qui servait ses intérêts puisqu'elle ne supportait plus mes critiques envers cet établissement et j'étais le dernier Blanc à encore enseigné, tous les autres profs ayant la même origine que moi ayant été remerciés ou leur contrat non renouvelé.

Trois élèves indiennes de bonnes familles âgés entre 30 et 50 ans affirmèrent que j'avais tenu en cours des propos sur la sexualité qui n'avaient pas à y figurer, car ils étaient forcément mieux placés que moi pour définir le contenu de mes cours, alors qu'un cours portait justement sur ce sujet à travers les rapports qu'entretenaient les hommes avec les femmes en France, leur conception du couple ou des rapports amoureux qui incluent la sexualité à ma connaissance, la conception des enfants et la maternité, etc. Sachant que j'avais à faire à des élèves particulièrement coincés ou ignorants en la matière puisqu'il y avait des élèves plus jeunes qu'elles, la plupart étaient des jeunes adolescents, sans entrer dans les détails et en demeurant parfaitement correct j'ai effleuré les rapports sexuels, et si je me souviens bien, j'ai répondu à plusieurs questions de jeunes élèves, le tout n'ayant pas duré plus de 5 ou 10 minutes tout au plus sur un cours d'1h30.

Cela a suffi à me faire passer pour un dépravé sexuel, alors que la responsable des cours me connaissait depuis des années et savait pertinemment qu'il n'en était rien pour n'avoir jamais essayé de la draguer, avant même de m'entendre ou que j'ai pu donner ma version des faits elle avait pris la décision de me virer, le prétexte était excellent, le dernier enseignant Blanc dégageait, un vœu formulé par le président de l'Alliance française à Pondichéry.

En cours quelque temps plus tard au lycée français de Pondichéry comme prof de français remplaçant, répondant aux questions d'élèves de 3e, je leur ai donné ma version de la "guerre froide" qui ne figurait évidemment pas dans leur manuel scolaire ou ce que leur avait raconté leur prof d'histoire, insistant sur le rôle de Staline, matraquant le stalinisme et réhabilitant au passage le communisme, faisant l'éloge du matérialisme dialectique, le tout en moins de 10 minutes. J'imagine que si le proviseur ou leur prof d'histoire m'avait entendu, ils auraient été atterrés et j'aurais été chassé du lycée pour, je ne sais pas, incitation à la haine, propagande politique...

Une autre fois, préparant minutieusement mes cours à l'avance pendant de longues heures, y compris le dimanche, comme quoi je sais que le boulot de prof c'est plus que 15 heures par semaine, j'étais stupéfait de découvrir les supports qui servaient aux cours de français (en 6e et 5e), entre des récits à caractère religieux ou obscurantiste, fantastiques mais pas à la manière des surréalistes qui libèrent l'esprit, non, plutôt abêtissant ou flattant les superstitions, le genre niais si vous préférez. Du coup je décidai de recourir à d'autres supports qu'il me fallu chercher (à la bibliothèque du CDI), photocopier ensuite, bref du boulot en plus, mais j'étais très consciencieux.

J'essayai d'en discuter avec plusieurs profs que ma critique irrita profondément au point de déclencher une réaction violente et quasi hystérique de leur part à l'exception de deux profs, violence (et profond mépris en prime) dans la parole qui m'interpela. Je devais en conclure que lorsqu'on faisait partie de cette auguste institution, il fallait en adopter solidairement ou aveuglément les codes et surtout ne pas critiquer la main qui vous nourrissait sous peine d'excommunication, cela devait correspondre à leur conception de la laïcité de distiller la Bible ou le Coran en cours de français, pas même besoin de cours spécifiques sur "le fait religieux", ils s'en chargeaient déjà eux-mêmes, comme quoi les ministres ont toujours un train de retard. Au final, par la suite certains me croiseront dans l'enceinte du lycée sans me saluer ou iront même jusqu'à détourner la tête sur mon passage, d'autres m'adresseront un discret signe de la tête ou un léger sourire ce qui leur évitera d'ouvrir la bouche et de se compromettre, avec quoi en fait, quelqu'un qui ne leur ressemblait pas ce qui les indisposait, tenez, cela ne vous fait-il pas penser à quelque chose ?

Pour en revenir à cet article, cette prof a déjà enseigné pendant de longues années apparemment, elle ne doit plus être très jeune, elle est d'origine juive dit-elle, ses propos ont pu être sortis de leurs contextes pour lui nuire, alors qu'elle voulait peut-être uniquement provoquer un débat sur une question portant justement à polémique. C'est comme aujourd'hui un prof qui oserait soutenir le communisme, cela relèverait presque de la démence ou du suicide social, avec les discours épouvantables qui ont été tenus à son sujet pour le rendre monstrueux aux yeux de la population, certains élèves pourraient en déduire que l'on ferait l'apologie de crimes contre l'humanité et réclamer une sanction contre leur prof. Non, mais sans déconner, on en est là et il faut en prendre conscience.

Le commentaire d'un internaute est intéressant.

- "« Quinze jours de suspension pour la prof de Limoges qui a fait l'éloge d'Hitler », titrait le site du Populaire le 21/04/15 à 14 h 23.

Qui « a » fait. Ce titre me semble assez péremptoire qui s'appuie sur « une source interne à l'éducation nationale » (qui donc sous couvert d'un courageux anonymat contrevient à son devoir de réserve), les assertions d'un parent FCPE qui évoque « des profs [sic pour « professeurs »] saouls du matin au soir » et les allégations d'un groupe d'élèves dont l'un nous affirme sur le site du quotidien qu'« il est malheureux de croire la parole d'une prof [sic] contre sa classe » (tiens donc, nous sommes donc sommés de croire que les adolescents ne sauraient mentir et ne sont pas assez habiles pour propager des ragots et monter une cabale ? J'ai pourtant quelques souvenirs personnels de comportements que, même cinquante ans après, mes camarades d'alors et moi-même ne sommes pas très fiers d'évoquer).

En outre, quiconque a un peu l'habitude de fréquenter des classes d'ES n'ignore pas que leur niveau de compréhension est parfois plutôt... euh... comment dire... ? Conséquemment, leur perception de l'ironie et du second degré... On aimerait donc connaître le point de vue des trois élèves qui se désolidarisent de leurs condisciples.

Reste que si cette personne a proféré les paroles qui lui sont reprochées, elle n'a pas sa place à l'Éducation Nationale. "

Vous allez un peu vite en besogne, ce qu'elle a dit sur Hitler est rigoureusement exact, il a même fait beaucoup plus que cela sur le plan social, mieux encore que le Front populaire en France, mais rien ne vous dit qu'elle n'a pas ajouté la suite qui fut abominable et que ses élèves n'ont pas citée ou qu'ils étaient censés connaître, elle a pu commettre l'erreur de le croire, c'est possible, surestimant les connaissances de ses élèves ou leur capacité à faire le lien entre les différentes facettes et épisodes du régime nazi.

Ce qui est marrant et ne me fait absolument pas rire du tout, si j'ai bien compris, lorsqu'on évoque le PS ou le PCF, il ne faudrait retenir que ce qui les avantageait, et lorsqu'on évoque dans le cas présent, il ne faudrait retenir que ce qui le rendait particulièrement hideux et infréquentable, alors qu'en réalité c'est la combinaison des deux qui permet de comprendre le rôle qu'ils ont joué et leur véritable nature. Ce n'était pas les réformes sociales adoptées par Hitler qui le définissaient, mais la classe qui l'avait porté au pouvoir, qui allait le financer, le régime qu'il incarnait. On peut en dire autant du PS et du PCF qui n'ont pas réalisé des réformes sociales parce qu'ils auraient été socialiste ou communiste après avoir justement rompu avec le socialisme, ce qui les définissait était forcément ailleurs, étranger à la classe ouvrière qu'incarnait le socialisme, il fallait chercher du côté de la classe dominante pour trouver la réponse adéquate et ne pas se leurrer.

Il fallait être populiste pour faire l'apologie de Hitler, du PS ou du PCF, etc. une fois la réalité tronquée, découpée en rondelles, réduite à une abstraction donnant lieu à toutes sortes d'interprétations dont les plus délirantes et effayantes parfois. Qu'il nous soit permis de les replacer dans leur contexte dialectique et de les traiter ainsi.

[Chasse aux sorcières. On ne badine pas avec la version officielle fabriquée par l'Otan.](#)

- Crash du vol MH17: Un expert néerlandais écarté après avoir montré des photos des corps 20minutes.fr

Le gouvernement néerlandais a mis fin jeudi à sa collaboration avec un anthropologue travaillant à l'identification des victimes du vol MH17, abattu en Ukraine à la mi-juillet 2014, ce dernier ayant montré des photos de restes humains au cours d'une conférence publique organisée par des étudiants en médecine.

George Maat est un anthropologue de l'université de Leiden (ouest). Il travaillait pour la police médico-légale en tant qu'expert indépendant à l'identification des dépouilles des 298 personnes tuées, aux deux tiers des Néerlandais, dans la destruction le 17 juillet de l'avion du vol MH17 au-dessus de l'est de l'Ukraine en guerre.

En plus d'avoir montré les photos pendant une conférence ouverte à tous, on lui reproche d'avoir commenté des aspects de la catastrophe qui sortent de son domaine d'expertise, notamment ses causes, d'autant que certaines de ses déclarations «étaient incorrectes», selon le ministre. Plus tôt dans la journée, le ministre Ard van der Steur avait qualifié de «totalement déplacée et de mauvais goût» l'intervention de George Maat. 20minutes.fr 23.04

[Pouvoir spéciaux, tribunaux d'exception, prisons secrètes, institutions supranationales dotées de privilèges exorbitants...](#)

Kerry salue les pouvoirs accordés par les élus à Obama dans les accords commerciaux - AFP

Le secrétaire d'Etat John Kerry a salué jeudi l'adoption par une commission du Sénat américain d'une proposition de loi donnant à Barack Obama plus de latitude pour négocier des accords de libre-échange.

Le texte, approuvé mercredi soir par les sénateurs de la commission des Finances, doit encore recevoir l'aval de tous les élus du Congrès.

Leur feu vert, a jugé M. Kerry devant un cercle de réflexion, permettra de "faire avancer les négociations sur le commerce les plus importantes de toute notre histoire".

La loi confèrera au président américain "la flexibilité dont il a besoin pour négocier de manière crédible et efficace au nom de notre nation", a poursuivi le chef de la diplomatie américaine.

Si elle était adoptée par l'ensemble du Sénat, puis par la Chambre des représentants, la loi créerait un mécanisme simplifié pour que le Congrès approuve ou rejette tout accord négocié par Barack Obama, sans possibilité d'amendement, une procédure utilisée dans le passé pour éviter un enlèvement parlementaire.

La loi concerne en premier lieu le partenariat transpacifique ("TPP", en anglais) que les Etats-Unis négocient avec 11 pays de la région Asie-Pacifique: Australie, Brunei, Canada, Chili, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour et Vietnam.

En complément : La liberté ne vaut que si l'on s'en sert.

- TTIP : le traité de libre-échange met-il à mal la liberté des citoyens ? - latribune.fr

Les opposants au traité arguent que, en faisant tomber les barrières réglementaires (brevets, normes environnementales, sanitaires, de sécurité), le traité protégerait avant tout les grandes entreprises et leurs actionnaires, au détriment des populations et de leurs droits civiques, notamment en matière de protection de la vie privée. Certains crient au déni de démocratie et au sacrifice des souverainetés nationales. La mise en place de tribunaux d'arbitrage pourrait ainsi faire condamner les États qui refusent actuellement la culture des OGM ou l'exploitation du gaz de schiste au nom du principe de précaution par exemple. latribune.fr 23.04

Le procédé consistant aujourd'hui à trainer des Etats devant les tribunaux par des multinationales se généralisera demain quand ces traités seront signés, mieux, pour les éviter les Etats feront preuve d'excès de zèle envers les multinationales afin d'éviter des procédures longues et coûteuses.

[L'Islande, le laboratoire de la BRI : le « système monétaire souverain. » ou le pouvoir centralisé de la finance.](#)

La référence à Milton Friedman, un des idéologues du néolibéralisme, n'est pas anodine.

L'idée choc étudiée en Islande : et si on retirait aux banques la capacité de créer de la monnaie ? - latribune.fr

Décidément, l'Islande est le pays de la créativité financière. Après avoir montré, en 2009, qu'il existait bien une alternative au transfert de la dette bancaire vers la dette publique, l'île nordique pourrait s'appêter à réaliser une grande expérience monétaire.

Le 31 mars dernier, en effet, le président du comité des affaires économiques de l'Althingi, le parlement islandais, Frosti Sigurdjonsson, a remis un rapport au premier ministre, Sigmundur Gunnlaugsson, sur la réforme du système monétaire islandais. Et c'est une véritable révolution qu'il propose.

L'absence de maîtrise de la banque centrale sur le système monétaire

Le rapport cherche en effet à réduire le risque de bulles et de crises dans le pays. En 2009, l'Islande a connu une crise très aiguë qui a fait suite à une explosion du crédit alimenté par un système bancaire devenu beaucoup trop généreux dans ses prêts et beaucoup trop inconscient dans sa gestion des risques.

Ni l'Etat, ni la Banque centrale islandaise (Sedlabanki) n'ont pu stopper cette frénésie. « Entre 2003 et 2006, rappelle Frosti Sigurdjonsson, la Sedlabanki a relevé son taux d'intérêt et mis en garde contre une surchauffe, ce qui n'a pas empêché les banques d'accroître encore la masse monétaire. »

Comment fonctionne le système actuel

Dans le système actuel, ce sont en effet les banques commerciales qui créent l'essentiel de la masse monétaire, en accordant des prêts à discrétion. La banque centrale ne peut que tenter de décourager ou d'encourager, par le mouvement des taux ou par des mesures non conventionnelles, cette création. Mais la transmission de la politique monétaire aux banques n'est jamais une garantie.

Malgré la hausse des taux de la Sedlabanki, la confiance et l'euphorie qui régnait en Islande au début des années 2000 a soutenu le processus de création monétaire. Lorsque la demande existe, rien ne peut empêcher les banques de prêter. Lorsqu'elle disparaît, rien ne peut les contraindre à le faire. Et souvent, ces mouvements sont excessifs, ce qui crée des déséquilibres, puis des corrections par des crises où l'Etat doit souvent venir au secours des banques. Et lorsqu'il faut faire repartir l'activité, les banques centrales ont souvent des difficultés à être entendues.

Le cas de la zone euro en est une preuve. Il a fallu que la BCE use de moyens immenses, l'annonce d'un QE de 1.140 milliards d'euros, pour que le crédit commence à se redresser dans la zone euro et encore, de façon fort limitée pour l'instant.

Une idée ancienne

D'où cette idée centrale du rapport de Frosti Sigurdjonsson : ôter aux banques le pouvoir de création monétaire. Comme le souligne l'ancien président de l'autorité financière britannique, Aldair Turner, qui préface le rapport, « la création monétaire est une matière trop importante pour être laissée aux banquiers. »

Cette idée n'est, en réalité, pas neuve. Après la crise de 1929, des économistes étatsuniens avaient proposé en 1933 le « plan de Chicago » qui proposait d'abolir la capacité des banques à créer par elle-même de la monnaie. Il avait eu un grand succès, mais pas de traduction concrète véritable.

En 1939, l'économiste Irving Fischer, un de ceux qui avaient examiné de plus près la crise de 1929, avait proposé de transférer le monopole de la création monétaire à la banque centrale. James Tobin, Milton Friedman et d'autres ont également réfléchi sur ce sujet. Mais la proposition islandaise, que Frosti Sigurdjonsson présente comme « une base de discussion » pour le pays, est la première proposition de passage à un autre système qu'il appelle le « système monétaire souverain. »

Décider de la création monétaire dans l'intérêt de l'économie

Quel est-il ? Le rapport indique que l'Islande « étant un Etat souverain avec une monnaie indépendante est libre de réformer son système monétaire actuel, qui est instable et de mettre en place un système monétaire de meilleure qualité. » Dans ce système, seule la Banque centrale aura le monopole de la création monétaire, aucune couronne ne pourra circuler si elle n'a pas été émise par la Sedlabanki à l'origine.

Cette dernière pourra donc faire évoluer la masse monétaire en fonction de ses objectifs « dans l'intérêt de l'économie et de toute la société. » Frosti Sigurdjonsson propose qu'un « comité indépendant du gouvernement prenne des décisions sur la politique monétaire de façon transparente. »

La Banque centrale créera de la monnaie en accordant des prêts aux banques commerciales pour qu'elles prêtent ensuite des sommes équivalentes aux entreprises et aux particuliers, mais aussi en finançant des augmentations de dépenses publiques ou des exemptions d'impôts, ou encore par le rachat de dettes publiques. Pour empêcher la création monétaire par le système bancaire, deux types de comptes auprès de la banque centrale seront créés.

Comptes de transactions et d'investissements

Les premiers seront les « comptes de transactions. » Ces comptes représenteront les dépôts des particuliers et des entreprises. Les banques commerciales administreront ces comptes, mais ne pourront pas en modifier les montants. L'argent déposé sur ses comptes ne rapportera pas d'intérêt, mais sera garantie en totalité par la banque centrale.

Un deuxième type de comptes, les « comptes d'investissements », sera créé en parallèle. Les agents économiques pourront transférer des fonds des comptes de transaction vers les comptes d'investissements. L'argent placé sur ses comptes seront investis par les banques et seront bloqués durant une période déterminée.

Les banques pourront alors proposer à ceux qui placent leur argent dans ces fonds différents types de produits, notamment des produits risqués à haut rendement. Il s'agit concrètement de séparer autant qu'il est possible l'argent du crédit. Le risque lié au crédit ne disparaît pas, mais il est limité par l'obligation de ne prêter que l'argent déposé sur ces comptes d'investissements.

Plus de Bank Runs

Pour Frosti Sigurdjonsson, ce système permettra une gestion plus réaliste de la masse monétaire non plus dans l'intérêt des agents privés, mais dans celui de la collectivité. La garantie sur les dépôts permettra d'éviter une course aux guichets (Bank Run), sans réduire, du reste, la responsabilité de ceux qui auraient investi dans des produits à risque.

Avec ce système, une séparation bancaire entre banque d'investissement et banque de dépôts n'est pas nécessaire, puisque l'activité de banque de dépôts sera garantie par la banque centrale. Du reste, la garantie implicite de l'Etat dont bénéficient les grandes banques disparaîtra d'elle-même.

Gérer la transition

Pour la transition, Frosti Sigurdjonsson propose de transférer les dépôts détenus dans les banques commerciales vers les comptes de transaction. Ce transfert se fera par l'émission d'une créance sur les banques qui sera détenue par la Sedlabanki et qui sera payée sur plusieurs années par les banques.

Ce « passif de conversion » s'élèverait à 450 milliards de couronnes islandaises, soit 3,05 milliards d'euros. Cet argent issu des banques commerciales sera donc progressivement remplacé par de l'argent issue de la banque centrale. Dans cette phase

de transition, les sommes versées par les banques pourraient servir soit à réduire la dette publique, soit à réduire, si besoin, la masse monétaire, par l'annulation d'une partie des fonds versés.

Les problèmes posés

Cette proposition ne règlera certes pas tous les problèmes. Certes, les prêts seront sans doute moins importants et la croissance de l'économie sans doute moins forte. Mais le projet est d'avoir une économie plus stable et, sur le long terme, tout aussi performante. Plutôt que de voir l'économie croître de 5 % par an, puis de corriger de 3 % ; on pourrait avoir une croissance stable de 2 % par an sans à-coup...

L'indépendance du comité de la Banque centrale sera très hypothétique, car l'Etat sera une courroie naturelle de la création monétaire et un risque d'excès n'est pas, ici, à exclure, même si l'Etat peut aussi bien prétendre représenter l'intérêt général que ce comité indépendant.

Mais une ambiguïté peut ici être problématique. Les liens avec les autres systèmes monétaires classiques pour une petite économie comme l'Islande sont encore à explorer. Matthew Klein, dans le Financial Times, a souligné également que ce nouveau système ne réduit pas le risque de financement d'investissements à long terme par des investissements à court terme qui avait été à l'origine de la crise de 2007-2008.

Enfin, il ne s'agit là que d'une proposition. Le premier ministre a bien accueilli le rapport. Mais ira-t-il jusqu'à lancer un tel chambardement de grand ampleur ? Les Islandais seront-ils prêts à franchir le pas ? La discussion est, du moins, lancée. latribune.fr 23.04

Dossier Yémen

- Yémen : "Riyad a échoué" ("Foreign Policy") - french.irib.ir

La revue américaine, «Foreign Policy», compare l'agression militaire saoudienne contre le Yémen à l'attaque américaine contre la Somalie, dans les années 1990, soulignant que Riyad n'a réussi à réaliser aucun de ses objectifs, au Yémen.

En évoquant l'annonce, par Riyad, de la fin de l'opération «Tempête décisive», l'auteur de l'article de la revue «Foreign Policy» a écrit que, malgré les prétentions des responsables saoudiens, qui insistent à dire que leur intervention militaire contre le Yémen était un succès, les Saoudiens n'ont réussi à atteindre aucun de leurs objectifs, dans ce pays.

La revue américaine a ajouté que Riyad prétend que la phase suivante de son opération contre le Yémen consiste à «rétablir l'espoir», au Yémen. En effet, c'est le même titre que les Etats-Unis avaient donné à leur opération contre les groupes paramilitaires, en Somalie, en 1992. Mais l'intervention américaine contre la Somalie n'avait eu d'autres résultats que la destruction des infrastructures et les activités agricoles du pays. Par la suite, les Etats-Unis s'étaient avérés, totalement, incapables d'empêcher la survenance d'une guerre civile, en Somalie, qui a laissé 500.000 morts.

«Foreign Policy» a ajouté que l'opération saoudienne contre le Yémen, qui a le même nom que l'opération américaine contre la Somalie, en 1992, rappelle, exactement, l'échec des Américains, en Somalie : quatre semaines après le déclenchement des raids contre le Yémen, et malgré le bombardement de la plupart des bases de l'armée et des forces du mouvement révolutionnaire Ansarallah, l'Arabie saoudite n'a pas réussi à faire revenir au pouvoir son protégé, Abd Rabbo Hadi Mansour, Pprésident démissionnaire. «Foreign Policy» a ajouté que celui qui aurait, peut-être, plus besoin de retrouver l'espoir, ce ne sont pas tellement les Yéménites, mais les dirigeants de l'Arabie saoudite. french.irib.ir 23.04

- Les Houthis, opposés à une réunion des Yéménites, en Arabie - french.irib.ir

Alors que les chasseurs saoudiens, en dépit de la trêve, bombardent, toujours, diverses régions yéménites, le porte-parole du mouvement populaire d'Ansarallah s'est opposé aux négociations, sur le Yémen, en Arabie saoudite.

Le Porte-parole du mouvement populaire d'Ansarallah, Mohammad Abd-el Salam, a indiqué, jeudi, que les Houthis ne prendraient pas part à une réunion, tenue en Arabie.

«Tant que les frappes de l'Arabie et de ses alliés contre le Yémen ne cesseront pas, il n'y aura aucun dialogue, pour résoudre la crise yéménite», a-t-il ajouté.

Le porte-parole du mouvement populaire d'Ansarallah a souligné que le mouvement Ansarallah plaide pour la fin de l'agression, la levée des embargos et des négociations, sous l'égide de l'ONU afin de trouver une issue à la crise yéménite.

Ansarallah avait, déjà, donné son feu vert aux négociations, dans la capitale omanaise, Mascate. Le Koweït, aussi, a soutenu la proposition omanaise, en vue de rétablir une réconciliation politique, au Yémen. Le vice-ministre koweïtien des Affaires étrangères, Khaled al-Jarallah, évoquant la résolution 2.216 du Conseil de sécurité des Nations unies, sur le Yémen, a déclaré : «L'envoi des aides humanitaires aux Yéménites est une priorité, pour les pays arabes, qui participeront, activement, à la reconstruction du Yémen».

L'armée saoudienne, accompagnée de certains pays arabes et des Etats-Unis, a déclenché des raids aériens, le 26 mars, contre le Yémen, et malgré l'annonce d'une trêve, les frappes n'ont pas cessé. Le vice-ministre russe des Affaires étrangères a mis l'Arabie saoudite en garde contre les retombées d'une opération terrestre contre le Yémen. Guennadi Gatilov, vice-ministre russe des Affaires étrangères, a indiqué jeudi : «Un combat terrestre ne ferait que compliquer, davantage, la crise. L'opération terrestre ne contribuera en rien à une solution politique à la crise yéménite. La Russie réclame la fin de l'opération militaire et le début des négociations politiques entre les parties en conflit».

Par ailleurs, le quotidien américain, "New York Times", a fait état des requêtes multiples, qui exigent une traduction en justice de Riyad, pour ses frappes contre les zones d'habitation civile, au Yémen. En effet, les activistes juridiques yéménites accusent l'Arabie d'avoir attaqué les zones civiles et les maisons.

Selon le quotidien américain, le Président Obama a accordé un soutien, sur le plan des renseignements, à l'opération «Tempête décisive».

Les raids aériens, menés par l'Arabie saoudite et ses alliés, contre le Yémen, ont fait plus de 4.000 morts et blessés, et détruit une partie des infrastructures de ce pays. french.trib.ir 23.04

- Yémen: pas de répit dans les raids, vers un nouveau médiateur de l'ONU - AFP

La coalition menée par l'Arabie saoudite a poursuivi jeudi ses raids contre les rebelles chiites au Yémen, au moment où l'ONU annonçait la nomination d'un nouveau médiateur, chargé de mettre fin à un conflit qui a déjà fait plus de 1.000 morts.

Le Mauritanien Ismaïl Ould Cheikh Ahmed remplacera le démissionnaire Jamal Benomar, critiqué par les partisans du président yéménite en exil Abd Rabbo Mansour Hadi et leurs alliés du Golfe. Sa nomination sera effective lundi si aucun pays du Conseil de sécurité ne s'y oppose.

Mais la reprise de pourparlers sous l'égide des Nations unies, ce que souhaitent les rebelles chiites Houthis, ne pourra se faire qu'après un arrêt total des frappes, ont prévenu ces derniers.

Or deux jours après l'annonce par Ryad de la fin de la campagne aérienne déclenchée le 26 mars, les raids continuent. AFP 23.04

ACTUALITE EN TITRES

[Les médias soutiennent \(encore\) Hollande.](#)

- Face à la loi sur le renseignement, la droite schizophrène - L'Express.fr

[Peut mieux faire...](#)

- Libor: Deutsche Bank écope d'une amende de 2,5 milliards de dollars - AFP

- Wall Street monte, le Nasdaq bat un record de 15 ans - Reuters

- Espagne: le chômage augmente, mauvaise surprise pour le gouvernement - AFP

[Le pouvoir impérial peut se permettre une "erreur" : Un double assassinat d'innocents.](#)

- Otages tués par erreur : Barack Obama fait son mea culpa - Francetv info

- Deux otages occidentaux d'Al-Qaïda tués par erreur dans une opération américaine - Le Huffington Post

Pour un peu les médias s'excuseraient de diffuser cette information... Si demain je tue mon voisin, je n'aurais qu'à dire que c'était une erreur ou que je me sentais menacé... et je finirais mes jours en tôle !

- Kerry salue les pouvoirs accordés par les élus à Obama dans les accords commerciaux - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

[La charia à l'honneur en Grande-Bretagne, la soumission à l'intégrisme islamique n'a plus de limite.](#)

- Le Président de la Cour Suprême britannique pour le port du niqab au sein des tribunaux - french.trib.ir

Le Président de la Cour Suprême britannique, Lord David Neuberger a déclaré la semaine dernière que les juges devaient avoir « une compréhension des différentes habitudes culturelles et sociales » afin d'assurer leur devoir de montrer l'équité et l'impartialité dans leur jugement. C'est dans cette perspective qu'il estime qu'il faut donc respecter le port du niqab même au sein des tribunaux.

C'est dans un discours du 10 avril dernier devant l'Alliance de Justice pénale que le Président de la Cour expose la nécessité de respecter le port du niqab dans les tribunaux : « l'équité dans les tribunaux, le meilleur que nous pouvons faire » dit-il. Il rappelle les différences de comportement au sein des tribunaux liés aux différences culturelles et d'opinions. Il cite le cas par exemple de personnes qui refusent de prêter serment en raison de leurs propres convictions, ou encore comment d'autres trouvent impoli de regarder une personne droit dans les yeux.

En Avril 2011, la Cour Européenne des Droits de l'Homme avait confirmé l'interdiction du port du niqab au sein des tribunaux britanniques, une décision justifiée notamment par le motif du « vivre ensemble ».

Le débat sur le port du niqab en cour provoque un vif débat en Grande-Bretagne, surtout depuis la comparution d'une femme en niqab en 2013. Elle a été dans l'obligation de se dévoiler au moment d'aller témoigner à la barre. Par la suite, certains ont réclamé une loi pour interdire le niqab devant les tribunaux, mais au nom du principe de tolérance très ancré dans la société britannique, les principaux leaders s'opposent à légiférer sur ce point. french.trib.ir 23.04

La tolérance au service du communautarisme wahhabite, cela impose le respect. Même que les Iraniens, chiites, s'en réjouissent. On vous donne quotidiennement des infos qui proviennent d'un portail iranien officiel qui pratique un prosélytisme outrancier qui n'a d'équivalent que Riad ou Doha ou encore Daesh.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie.

Moscou proteste contre les propos bellicistes d'Obama contre l'Iran - french.trib.ir

L'ambassade de Russie, aux Emirats arabes unis, a publié, sur sa page Twitter, un texte, pour demander au Président des Etats-Unis, Barack Obama, des explications concernant ses propos portant sur l'éventualité d'une intervention militaire contre l'Iran.

L'ambassade de Russie, aux Emirats arabes unis, a protesté contre les propos du Président Obama, qui avait déclaré, mercredi, que, même si l'Iran possédait les missiles S-300, les Etats-Unis pourraient intervenir, militairement, contre l'Iran, s'ils le jugeaient nécessaire. «Il reste à savoir pourquoi les Etats-Unis se sentiraient obligés d'attaquer la défense aérienne d'un pays souverain, comme la République islamique d'Iran», a écrit l'ambassade de Russie, sur son Twitter. En vertu d'un contrat signé entre l'Iran et la Russie, en 2007, la partie russe s'engage à livrer, au moins, cinq systèmes de missiles anti-aériens S-300. Mais, en 2010, l'ancien Président russe, Dmitri Medvedev, avait décidé de suspendre la réalisation de ce contrat, sous le faux prétexte des sanctions de l'ONU contre Téhéran.

Mais la semaine dernière, le Président Vladimir Poutine a levé, officiellement, l'interdiction de la livraison des missiles S-300 à l'Iran, en arguant que cet armement est un armement défensif, et qu'il ne fait pas l'objet des sanctions imposées par les Nations unies contre la République islamique d'Iran. Poutine a souligné qu'il a pris cette décision, volontairement, pour faire avancer le processus du dialogue nucléaire entre l'Iran et les grandes puissances.

Les autorités du régime sioniste et les membres du Congrès des Etats-Unis étaient les premiers à protester contre la décision de Moscou de livrer ces missiles défensifs à Téhéran. Le Président Poutine a rejoint, mercredi, les rangs des protestataires.

Le S-300 est un missile balistique anti-aérien, qui, étant une arme défensive, ne fait pas partie des sanctions imposées par les Nations unies contre Téhéran. french.irib.ir 23.04

Aux dernières infos, Moscou aurait reporté à une date ultérieure la livraison des S-300 à l'Iran...

2- Palestine occupée

- L'occupation prend d'assaut la ville de Bitá à Naplouse - french.irib.ir

Les forces israéliennes ont pris d'assaut jeudi (23-4) à l'aube la ville de Bitá au sud de Naplouse.

Notre reporter a déclaré, selon des témoins oculaires, que les forces d'occupation se sont répandues dans les carrefours des villes de Hawara et Bitá mercredi soir et que les soldats israéliens ont effectué une campagne de ratissage dans le voisinage.

Les témoins ont déclaré qu'un certain nombre de jeeps militaires a fait irruption dans la ville de Bitá dans les premières heures du matin au milieu de tirs intensifs de balles et de grenades assourdissantes. french.irib.ir 23.04

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Ukraine

- Mineurs en colère à Kiev - euronews.com

Plusieurs centaines de mineurs ukrainiens ont protesté ce mercredi à Kiev, devant le palais présidentiel. Une réponse au ministre ukrainien de l'Énergie qui a récemment annoncé la fermeture de plusieurs mines du pays et la réduction de la main-d'œuvre des mines de charbon d'au moins 20 % au cours de l'année. Les revendications des mineurs sont nombreuses.

“Les mineurs réclament la réhabilitation des mines, une hausse des salaires et des subventions. Autant de demandes rejetées par le ministre de l'Énergie et de l'industrie du charbon qui a annoncé la fermeture d'au moins trois mines”, explique notre correspondant à Kiev, Dmytro Polonsky .

Pour faire face à la crise, l'année dernière, le gouvernement pro-occidental a adopté des mesures d'austérité dont la suppression de certains avantages sociaux pour les mineurs. Ces derniers sont aujourd'hui désemparés et en colère.

“Les mines ne répondent pas aux normes de sécurité. Nous n'avons aucune possibilité d'acheter des matériaux pour construire des tunnels et extraire du charbon. Nous risquons nos vies pour exploiter ce charbon et gagner de l'argent pour nourrir nos familles. Comment dois-je faire pour expliquer à mon enfant de quatre ans que je n'ai pas de quoi lui acheter à manger ? “, dit l'un d'eux.

Le conflit armé dans l'est du pays et la grave crise économique que traverse l'Ukraine ont entraîné une dévaluation sans précédent de sa monnaie – la hryvnia a perdu la moitié de sa valeur depuis le début de l'année – engendrant une inflation galopante de 46 % sur un an. euronews.com 22.04

[Haut de page ↗](#)

Le 25 avril 2015

CAUSERIE

On a ajouté 42 articles, de quoi lire ce week-end. La suite plus tard dans la journée.

Quelques heures plus tard.

On a encore ajouté 6 articles, par contre plus le temps d'actualiser la causerie, on verra cela demain ou lundi.

Quand on voit que l'assassinat de 3 journalistes en Ukraine entre les 15 et 16 avril dernier n'a suscité aucune réaction du mouvement ouvrier (en dehors du PRCF qui s'est réfugié pour l'occasion derrière le centre Simon Wiesenthal), sans parler de l'adoption le 9 avril d'une loi réhabilitant le fascisme et interdisant le communisme en Ukraine, on se dit qu'il faudrait vraiment être très con pour se sacrifier, et on comprend pourquoi des militants sont complètement démoralisés, nos dirigeants en portent la terrible responsabilité. Avec cet épisode encore moins glorieux que celui de Charlie où ils avaient brillé par leur opportunistes, on se demande bien au nom de quoi on pourrait encore leur accorder la moindre confiance.

On est pragmatique que voulez-vous, et comme dirait l'autre il y a des faits qui ne trompent pas. Après on est libre d'en tenir compte ou non, ensuite que chacun ne s'en prenne qu'à lui-même s'il a fait le mauvais choix. Il faut être lucide et regarder la réalité en face, vous avez de la chance en France, c'est moins dur que d'avoir à affronter le fascisme ou la guerre et de prendre des bombes sur la gueule, c'est peut-être la raison pour laquelle nos causeries ne suscitent pas de réactions de la part de militants, à croire qu'ils doivent être trop heureux encore et se bercent d'illusions...

On a le défaut de dire tout ce qu'on pense ou presque, c'est insupportable, je l'admets volontiers, mais je préfère encore cela au mensonge, à l'hypocrisie ou à la lâcheté. A chacun ses principes et sa morale.

Un aphorisme pour conclure, je raffole de cette formule lapidaire, mais ô combien explicite : La plupart des gens s'arrangent avec leur conscience parce qu'ils n'en ont pas ou si peu.

[Haut de page ↗](#)

Le 26 avril 2015

CAUSERIE

Mais pourquoi vous en prenez-vous tout le temps au mouvement ouvrier, pourquoi tant d'acharnement ?

Pardi, parce que cela me concerne autant que vous. Vous voudriez peut-être qu'on l'encense alors qu'il nous fournit quasi quotidiennement matière à dénoncer sa dérive droitière, corporatiste, défaitiste, fataliste, ses compromissions avec le régime, voyez à quoi elles ont abouti, à participer à l'omerta sur la situation en Ukraine, à un infâme consensus, non mais c'est complètement dingue comme truc quand on y réfléchit deux minutes, bordel, pas la moindre réaction, incroyable, on parle de leurs dirigeants, mais c'est également valable pour la plupart des militants.

On a conscience de la gravité de la situation en Ukraine et eux ils s'en contrefoutent puisqu'il faut bien dire les choses telles qu'elle sont, c'est juste un constat. Et cela ne devrait pas interpeler les militants, attendez un peu, de quel type de militants voulez-vous parler, de ceux qui ont un niveau théorique proche de zéro et qui croient détenir la vérité, qui se croient investis d'une mission supérieure alors qu'ils sont en dessous de tout ou ne comprennent pas grand chose à la situation, qui conçoivent le militantisme comme une psychothérapie pour régler leurs problèmes personnels, qui refusent toute confrontation des idées, bourrés de dogmes qu'ils agitent comme des fétiches pour conjurer le mauvais sort, ce qui a le don de procurer l'effet inverse évidemment, qui vivent dans un milieu, une bulle, un système fermé sans en percevoir les limites, il finira par les asphyxier, ce genre de militants avec tout le respect qu'on a pour eux parce qu'on est aussi passé par là il y a fort longtemps, sont insensibles à nos arguments parce qu'ils ne sortent pas de la bouche ou du clavier de leurs dirigeants, ils ne veulent et ils ne peuvent rien entendre, ils ont été formatés pour qu'il en soit ainsi.

Quant à ceux que je connais et qui partagent plutôt mes idées, ils ne croient plus en rien, ils sont dégoûtés, démoralisés au dernier degré, abattus, vidés complètement, ensemble face à des partis en crise et affaiblis on aurait peut-être pu se rassembler pour essayer de faire bouger les choses, cela aurait pu faire réfléchir d'autres militants et ainsi de suite, il faut bien commencer par un bout quand on entend quelque chose ou alors on ne tente rien et rien ne se passera effectivement. Je ne dis pas qu'on aurait réussi à inverser le cours des choses, mais on aurait peut-être pu soulever le couvercle de la marmite dans laquelle on étouffe littéralement. Cela aurait été très difficile assurément, un énorme défi (et un colossale boulot!) sans qu'on sache à l'avance s'il aurait été couronné de succès, au moins en le relevant cela aurait permis à des militants de continuer le combat sans avoir à courber l'échine devant des dirigeants qui ne sont pas dignes de leurs responsabilités ou qui ont renié les principes auxquels on demeure attaché, c'est important pour un travailleur de militer dans un parti ou une structure conforme à ses idées, dans lequel ou laquelle il se sent bien, c'est même primordial.

On se serait partagé les tâches en fonction de nos possibilités sans m'attribuer un rôle dirigeant, j'aurais préféré coordonner

nos différentes activités ou jouer un rôle de second plan en laissant la priorité aux militants qui sont sur le terrain. Il aurait fallu se faire connaître au début par le biais d'Internet en employant tous les outils qui existaient, ensuite réunir les travailleurs intéressés par notre projet, définir ensemble de nouvelles tâches, après on aurait pu imaginer différents types d'intervention sur le terrain, participer à des réunions publiques, adresser des communiqués au nom de La voix de l'Opposition de gauche, chaque membre de cette organisation en étant un porte-parole et ainsi de suite. On aurait été à la hauteur parfois non, peu importe, l'essentiel aurait été de s'en tenir à ce qu'on avait décidé.

De mon côté, j'aurais continué mon boulot quotidien et j'aurais fait en sorte d'apporter des arguments aux militants pour les aider à répondre aux questions d'actualité. Nous nous serions tournés résolument vers la classe et non vers tel ou tel parti, de telle sorte que les militants se seraient sentis à l'aise pour discuter avec des travailleurs, en rompant avec la sempiternelle terminologie du militant ne s'apercevant pas qu'il a en face de lui quelqu'un qui n'aborde pas du tout la situation sous le même angle.

L'idéal aurait été que des cadres ou des militants aguerris nous rejoignent, des intellectuels, mais il ne fallait pas y compter dans un premier car ils sont trop attachés à leurs petites habitudes, ils auraient critiqué notre démarche en nous proposant plutôt de nous joindre à eux, ce qui aurait été impossible puisqu'ils ont une conception étriquée de la lutte de classe dans laquelle (leur conception) nous n'avons pas notre place, nous étoufferions littéralement, nous ne pouvons pas nous reconnaître dans une organisation dont nous estimons la nature et les principes impropres à résoudre nos problèmes ou dont l'orientation se situe aux antipodes de la nôtre, ce serait rapidement insupportable.

Le problème dans tout type de rapports, c'est qu'ils sont superficiels, ils manquent de sincérité ou d'honnêteté, on devrait peut-être plutôt dire qu'ils sont trop individualistes, pas assez humain pour se mettre à la place de l'autre, ils laissent une trop grande part à l'inconscience et on s'en accommode, on se comporte davantage en donneur de leçons ou en concurrent qu'en camarade partageant la même cause et souhaitant (devant) progresser, on reproduit les rapports qui existent dans la société et cela donne un résultat épouvantable ou difficile à gérer.

On s'identifie à une idée au point qu'elle nous possède ou nous envahit littéralement, de sorte qu'on ne supporte pas qu'elle soit attaquée sans se sentir personnellement visé, on n'interprète plus la réalité qu'à travers ce prisme que ne partage pas les travailleurs ou les autres militants, ainsi au moins on est sûr d'avoir raison avec nous-même même si cela ne nous mène nulle part, on s'en contente et on en tire satisfaction, on est bien les seuls dans ce cas-là, alors que nous aurions mieux à faire à essayer de comprendre comment les travailleurs interprètent la réalité et pourquoi pour leur montrer l'incohérence ou les contradictions de leur démarche ou raisonnement pour qu'ils les modifient et progressent ce qui les amèneraient naturellement à rejoindre nos idées sans leur avoir mâché le travail ou forcé la main.

Quand nos idées ou nos convictions nous rendent aveugle ou conduisent à un épuisement de notre esprit critique au lieu de l'aiguiser, il semblerait qu'elles présenteraient bien des lacunes sur lesquelles on ferait bien de se pencher, on découvrirait peut-être qu'on n'est pas différent des autres travailleurs et qu'on avait fini par l'oublier ou ne pas en tenir compte ce qui revient au même. Quand je lis la littérature des uns et des autres adressées aux travailleurs, je suis effaré, refusant de la lire en me mettant dans la peau d'un militant, généralement je la balance avant d'en avoir fini la lecture tant c'est rébarbatif, indigeste. A suivre.

[Mais où sont donc passés les valeureux antifascistes, internationalistes prolétariens, révolutionnaires ?](#)

Volatilisés ! Ils sont aux abonnés absents sur le fascisme en Ukraine, ils ont tous désertés.

Cela vous étonne, nous, non. Ne dites pas que nous serions médisants, c'est la vérité. A notre connaissance, en dehors du PRCF qui s'est réfugié pour l'occasion derrière le centre Simon Wiesentha, aucun parti ou groupe, aucune organisation n'a relayé l'assassinat de trois journalistes entre les 15 et 16 avril, Olga Moroz, Sergey Sukhobok, Oles Buzina, ou la loi du 9 avril réhabilitant le fascisme et interdisant le communisme.

- Le général polonais Skrzypczak lâche Kiev et dénonce ses orientations néo-nazies - Arrêt Sur Info

Conseiller au ministère polonais de la défense, le général Skrzypczak a déclaré ne plus soutenir Kiev à cause d'une loi ukrainienne glorifiant les milices nazies qui massacrèrent 80 000 Polonais en Volhynie et en Galicie pendant la seconde guerre mondiale.

Waldemar Skrzypczak n'est ni un pacifiste ni un ami de la Russie. Né en 1956, il a commandé les forces terrestres polonaises en 2006-2009. En septembre 2011, il est nommé conseiller au ministère polonais de la défense. En mi-2012, il est devenu vice-ministre de la défense, responsable de l'armement et de la modernisation de l'armée nationale. Le 16 avril 2015, après une conférence de presse où il fit part de sa décision, il s'est entretenu avec le magazine polonais Gazetta Prawna (http://www.gazetaprawna.pl/artykuly/865911,skrzypczak-wycofuje-sie-zewszystkiego-co-powiedzialem-na-temat-ukrainy.html?hc_location=ufi) sans mâcher ses mots :

« Oubliez tout ce que j'ai dit à propos de l'Ukraine [...] Je renonce totalement à mes opinions favorables à la fourniture supplémentaire d'une assistance militaire et d'un soutien politique au gouvernement ukrainien. [...] Après le vote d'une loi

glorifiant l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA), j'ai réalisé que l'Ukraine ne respecte par le peuple polonais. Je parle de ce qui est arrivé à Volhynia, le massacre de 100 000 Polonais par l'UPA [...] L'UPA a assassiné mon oncle en le clouant avec des fourches à la porte de la grange. D'après ce que je sais, il est mort trois jours plus tard. Leur sauvagerie dépasse l'imagination humaine. L'Allemagne nazie n'a pas répondu à ce que ces Ukrainiens avaient fait. [...]

Je me demande quel avenir Porochenko est en train de construire pour l'Ukraine. Sur la base de ce nationalisme sanguinaire ? C'est terrible. [...] On a longtemps dit que les Ukrainiens devraient se débarrasser du nationalisme, parce que s'ils ne le font pas, la collaboration avec la Pologne sera très difficile, en fait impossible. »

Le 9 avril 2015, le parlement ukrainien avait voté une loi glorifiant l'Armée Insurrectionnelle Ukrainienne (UPA) et l'Organisation des Nationalistes Ukrainiens (OUN) qui massacrèrent plus de 80 000 Polonais – essentiellement de confession juive – en Volhynie et en Galicie. Parallèlement aux propos du général polonais, le centre Simon Wiesenthal a ouvertement condamné

(<https://theorisk.wordpress.com/2015/04/17/le-centre-simon-wiesenthalcondamne-la-derive-neo-nazie-et-revisionniste-de-kiev/>) la dérive néo-nazie et révisionniste du parlement et du gouvernement ukrainiens. Arrêt Sur Info 21.04

Le nazisme à l'honneur à Kiev, comme quoi nous n'avions pas rêvé.

- Le centre Simon Wiesenthal condamne la célébration des collaborateurs nazis en Ukraine et l'interdiction du communisme (PRCF)
- legrandsoir.info 20.04

Le centre Simon Wiesenthal condamne les décisions prises par le parlement ukrainien de mettre à égalité le Nazisme et le Communisme et de reconnaître les collaborateurs nazis locaux comme des « combattants de la liberté », « le vote d'une interdiction contre le nazisme et le communisme consiste à mettre à égalité le régime le plus génocidaire de l'histoire humaine avec le régime qui a libéré Auschwitz et contribué à mettre fin au règne de terreur du Troisième Reich » a déclaré le Dr Efraim Zuroff, directeur pour les affaires d'Europe de l'est au centre Wiesenthal.

« Dans le même esprit, la décision d'honorer les collaborateurs nazis locaux et de les gratifier d'aides spéciales convertit les hommes de main de Hitler en héros en dépit de leur participation active et zélée dans le meurtre de masse de juifs innocents. Ces tentatives de réécrire l'histoire, qui sont répandues à travers les ex-pays socialistes en Europe de l'Est, ne pourront jamais effacer les crimes commis par les collaborateurs nazis de ces pays, et ne font que clairement prouver qu'ils manquent clairement des valeurs occidentales qu'ils prétendent avoir embrassé à travers leurs transitions vers la démocratie » ajoute-t-il

Le Centre Simon Wiesenthal se destine à la préservation de la mémoire de l'Holocauste et s'occupe de questions contemporaines, comme le racisme, l'antisémitisme, le terrorisme et le génocide. legrandsoir.info 20.04

[Inconséquence. Et malgré tout ils n'ont viendront pas à proclamer qu'il faut éradiquer le capitalisme de la planète.](#)

Du sang sur les mains: l'impérialisme « humanitaire » et les réfugiés en provenance de Libye - mondialisation.ca 22.04

Le nombre horripilant des morts parmi les réfugiés et les émigrants en provenance d'Afrique et du Moyen-Orient qui tentent de traverser la Méditerranée pour rejoindre l'Europe est un réquisitoire accablant contre toutes les grandes puissances impérialistes et en particulier les États-Unis. (...)

Il n'y avait pas de tels meurtres sectaires de masse en Libye avant la guerre de changement de régime des États-Unis et de l'OTAN et les milices islamistes d'Al-Qaïda n'existaient pas au-delà de groupes marginaux. Ces éléments ont été promus, armés et soutenus par une campagne aérienne massive après que les principales puissances impérialistes ont décidé de renverser et d'assassiner Kadhafi et d'entreprendre un nouveau viol de la Libye.

Les conséquences désastreuses de cette intervention néocoloniale prédatrice sont maintenant indéniables. Ce n'était là qu'une parmi des guerres et des interventions impérialistes de plus en plus nombreuses au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, riches en pétrole, et qui ont détruit des sociétés entières et fait des millions de réfugiés. Cela comprend les guerres en Irak, en Syrie et aujourd'hui au Yémen, ainsi que les interventions des puissances impérialistes, ou de leurs mandataires régionaux, au Mali, en Somalie et au Soudan.

Selon Amnesty International, l'escalade des conflits en Afrique et au Moyen-Orient a « conduit à la plus grande catastrophe de réfugiés depuis la Seconde Guerre mondiale. » Cette organisation estime que 57 millions de personnes ont été forcées de fuir à travers le monde durant la dernière année, 6 millions de plus qu'en 2012.

La presse américaine conduite par le New York Times parle de réfugiés fuyant la pauvreté et la violence du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord sans mentionner les actes des États-Unis et de leurs alliés européens qui ont causé cette

catastrophe humanitaire. Ce qui se déroule en Méditerranée n'est pas une tragédie; c'est un crime de guerre impérialiste. mondialisation.ca 22.04

Quelques données supplémentaires.

- L'Europe en état de non-droit y compris pour ses propres ressortissants - mondialisation.ca 21.04

Selon le document élaboré en 2013 par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés (ACNUR), suite à la persécution, les conflits, la violence généralisée ou les violations de droits humains, le nombre de déplacés et réfugiés a atteint son niveau maximum depuis la seconde Guerre Mondiale, avec 51,2 millions de déplacés dans le monde.

Contrairement à ce que l'on pense souvent par erreur, le déplacement de population concerne surtout les pays pauvres du sud : En 2013, le Pakistan continuait d'accueillir plus de réfugiés qu'aucun autre pays au monde (1,6 million), suivi de la République Islamique d'Iran (857 400), le Liban (856 500) et la Jordanie (641 900). En 2013, les pays en développement ont accueilli 86 % des réfugiés de la planète, contre 70 % dix ans plus tôt.

Selon Amnesty International, l'Union Européenne a dépensé entre 2007 et 2013 près de 2 milliards d'euros pour blinder les frontières de sa forteresse, quasiment trois fois plus que ce qu'elle a employé pour les politiques dédiées à la protection des réfugiés et demandeurs d'asile, 700 millions sur la même période.

Le coût humain des politiques migratoires menées par l'UE est scandaleux. Selon The Migrant Files [7], 28 000 personnes moururent entre 2000 et 2014 durant leurs tentatives de rejoindre l'Europe, 28 000 morts anonymes sont tombées dans l'oubli.

Arno Klarsfeld, peu après avoir été désigné par le président Nicolas Sarkozy pour diriger le conseil d'administration de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) en septembre 2011, déclarait dans une entrevue télévisée que la proposition de construire un mur entre la Grèce et la Turquie n'était ni plus ni moins qu'une question de « bon sens ». En Grèce, à la mi-août 2012, après avoir déployé plus de 1 800 agents de police supplémentaires et érigé une clôture de plus de 10 kilomètres de long sur la partie septentrionale de la frontière terrestre entre la Grèce et la Turquie, un nombre croissant de réfugiés et migrants commencèrent à prendre la route par la mer jusqu'aux îles grecques. Une route encore bien plus dangereuse. Selon la police grecque, le nombre de migrants détenus dans les îles grecques ou sur la mer Égée est passé de 169 en 2012, à 3 265 en 2013. Une telle opération, nommée Aspida (« Bouclier »), a coûté à l'État grec 6 millions d'euros en 2012. mondialisation.ca 21.04

- La misère ou la mort. Une tragédie humanitaire sans nom. - mondialisation.ca 21.04

Selon Jeune Afrique, « le nombre de migrants clandestins qui ont traversé la Méditerranée entre l'Afrique et l'Italie a explosé au début de l'année 2015 marquant une hausse de 43 % par rapport à l'an dernier. Un bond spectaculaire qui s'explique, entre autres, par la situation chaotique en Libye. En janvier et février 2015, quelque 7 882 migrants en provenance d'Afrique ont débarqué sur les côtes italiennes, contre 5 512 l'année précédente. Il s'agit d'une hausse considérable, selon les chiffres officiels du ministère italien de l'Intérieur. En 2014, plus de 165 000 migrants clandestins avaient débarqué sur les côtes italiennes. Un record qui pourrait être facilement battu en 2015... (...)

L'arrivée en Europe de contingents importants de migrants en provenance du continent africain va augmenter en fonction des processus de détérioration des conditions de vie de la majorité de l'Afrique du Sahel et de l'Afrique subsaharienne. Les guerres ont frappé la Côte d'Ivoire, la Centrafrique et le Mali et sévissent encore en Libye, au Nigéria et au Soudan. C'est alors que s'installent l'instabilité et l'insécurité dans toute la région. Les membres de l'UE n'ont pas pu empêcher le flux déferlant de migrants qui veulent, même au prix de leur vie, entrer sur le territoire européen. La pression s'intensifie et les arrivages prévus de 250 000 à 500 000 nouveaux migrants au cours des trois prochains mois sont très faciles à comprendre.

Voilà la rançon du pillage des ressources exercées depuis des siècles par les puissances européennes, pillage qui se poursuit au détriment de l'ensemble des populations africaines. La population de l'Afrique (surtout subsaharienne) va plus que doubler au cours des trente prochaines années. Il est difficile de concevoir qu'un si grand nombre, à l'intérieur d'un système économique extraverti, pourra satisfaire ses besoins essentiels. On peut donc s'attendre à ce qu'une catastrophe humanitaire d'une grande ampleur frappe la majorité des pays africains dans un proche avenir : Épidémies, conflits armés, mouvements migratoires accrus, exode rural et explosion de mégapoles sans infrastructures, etc. Les grandes puissances sont installées en Afrique pour veiller à la sauvegarde de leurs intérêts et elles poursuivront le processus de la militarisation de l'Afrique pour en garder le contrôle. Le jour de l'indépendance et de l'autonomie du continent est encore très, très loin malheureusement. mondialisation.ca 21.04

En complément sur la situation en Libye et la responsabilité de l'UMP et du PS

Le chaos en famille.

- Libye: socialistes et sarkozystes s'accusent d'avoir laissé le chaos s'installer - AFP

Vu le quasi-consensus qui avait prévalu en France lors de l'intervention décidée en 2011, c'est sur l'après que les deux camps se renvoient la balle.

Stéphane Le Foll, porte-parole du gouvernement : après l'intervention, "on a laissé la Libye dans un état lamentable".

A l'UMP aussi, Xavier Bertrand, candidat à la primaire élyséenne, va jusqu'à se demander: "quand vous vous posez la question du maintien ou pas d'un dictateur au pouvoir, vous devez effectivement savoir si derrière, la situation ne sera pas pire".

En juin 2011 un vote de l'Assemblée - y compris celui de François Hollande, alors député PS de Corrèze - autorisait à une écrasante majorité la poursuite de l'offensive. Au PS, seul Henri Emmanuelli avait voté contre. Sept autres s'étaient abstenus.

En août de la même année, Hollande, confirmait "quand une décision est bonne, je la soutiens". AFP 25.04

[Le bonheur, cela se fabrique, et même que Le Monde connaît la recette](#)

- Guerre médiatique : l'Amérique Latine selon Le Monde - legrandsoir.info 20.04

Au Mexique, les chiffres laissés par la présidence de Felipe Calderon (2006-2012) parlent d'eux-mêmes : augmentation de 500% des dénonciations de cas de torture, plus de 25 000 personnes disparues, 60 journalistes assassinés et 15 autres disparus, plus de 45 000 exécutions, 16 000 cadavres non identifiés et près de 1 500 corps retrouvés dans des fosses communes. Au total, les différentes stratégies de ce gouvernement ont provoqué plus de 120 000 morts violentes en 6 ans.

Ces chiffres dépassent de loin les décomptes macabres de toutes les dictatures militaires latino-américaines du siècle dernier. Cependant, si nous n'examinons L'Amérique Latine qu'au travers de la loupe de Paulo Paranaqua, certains pays monopoliseraient notre attention tandis que d'autres nous resteraient invisibles. Quel aurait été le traitement médiatique de la récente disparition des 43 étudiants d'Ayotzinapa si elle avait eu lieu en Bolivie, à Cuba, en Equateur ou au Venezuela ? Paranaqua aurait probablement appelé à une intervention extérieure. Mais ce terrible événement s'est produit au Mexique et n'a jamais été mentionné par le chargé de la rubrique « Amérique Latine » du journal français (Le Monde - ndlr). legrandsoir.info 20.04

[Money. Le paradis sur terre est fiscal ! Vaut mieux être bien né.](#)

Les miséreux, les pauvres, les chômeurs, les précaires, les victimes d'injustices sociales, la jeunesse sacrifiée, les retraités réduits à l'indigence, les paumés, désespérés, démoralisés, bref, tous les laisser-pour-compte de leur régime ignoble apprécieront.

- La Suisse est le pays le plus heureux du monde selon le rapport 2015 sur le bonheur dans le monde, la France 29ème
- huffingtonpost.fr

La Suisse est le pays le plus heureux du monde, suivie de près par l'Islande, le Danemark, la Norvège et le Canada, selon une étude internationale sur le bonheur publiée jeudi à New York, où la France se classe à la 29e place.

Le classement compte 158 pays. La Finlande, les Pays-Bas, la Suède, la Nouvelle-Zélande et l'Australie sont respectivement 6e, 7e, 8e, 9e et 10e. Les Etats-Unis sont 15e, la Belgique 19e, le Royaume-Uni 21e, l'Allemagne 26e, la France 29e, l'Espagne 36e, l'Italie 50e et la Grèce 102e.

"Les pays en dessous de ce groupe, ne sont pas à la hauteur soit en matière de revenus, soit en matière de soutien social, soit les deux", a-t-il ajouté. L'Afghanistan (153e), et la Syrie déchirée par la guerre (156e) rejoignent les dix pays les moins heureux en fin de classement: Togo (158), Burundi (157), Benin (155), Rwanda (154), Burkina Faso (152), Côte d'Ivoire (151), Guinée (150) et Tchad (149).

En dépit du conflit en Irak, ce pays est 112e, devant l'Afrique du sud, l'Inde, le Kenya et la Bulgarie.

Les crises économiques n'empêchent pas forcément le bonheur

Outre l'argent, le rapport souligne l'importance de l'équité, de l'honnêteté, de la confiance et de la bonne santé. Soulignant que les crises économiques ou désastres naturels n'écrasent pas forcément le bonheur.

Jeffrey Sachs, directeur de l'Institut de la terre à l'université Columbia à New York, et l'un des auteurs du rapport écrit par un groupe d'experts indépendants, a insisté sur l'importance de l'enfance, pour parvenir à être des adultes heureux.

"Nous devons investir tôt dans la vie de nos enfants, afin qu'ils deviennent des adultes indépendants, productifs et heureux, contribuant à la fois socialement et économiquement", a-t-il ajouté. huffingtonpost.fr 24.04

On a surtout apprécié "outre l'argent" qui en réalité détermine votre condition sociale ; c'est facile d'avoir bonne conscience, d'être honnête, d'avoir plein de qualités, d'être en bonne santé quand on en a les moyens, cela ne garantit pas qu'on aurait une morale au-dessus de tout soupçon ou qu'on n'aurait rien à se reprocher, dans la mesure où l'on se moque des inégalités sociales ou du sort de ceux qui n'ont pas notre chance et sur le dos desquels on vit finalement puisque l'économie est un tout, ce qui revient à légitimer l'ordre établi qui nous assure un mode de vie relativement confortable.

Commentaire d'internaute

1- "Je comprends pas du tout ce classement... Le Mexique et le Brésil à la 14ème et 16ème position avec des niveaux très bas de perception de la corruption... Je vie au Brésil et laissez moi vous dire que la corruption n'est pas une perception mais une réalité insupportable... avec des salaires minimum de 240 euros et des loyers à 400 euros. C'est juste invivable..."

Vous avez raison, quand il ressort de ce "rapport" que le narco-Etat mexicain (lire plus loin) et l'Etat policier et terroriste américain devançant la France d'une quinzaine de place et figurent dans le peloton de tête des pays des pays où il ferait bon vivre, on est obligé d'en déduire que ce "groupe d'experts indépendants" manque singulièrement d'objectivité ou d'impartialité ou n'est pas aussi indépendant que cela.

Les Etats qui font le malheur des autres sont ceux qui en profitent et baignent dans le bonheur, hormis toutefois dans tous les pays les catégories de la population que nous avons mentionnées plus haut."

2- "Après Marine Le Pen fêtée par les Américains, encore un classement à la con ! La Suisse, pays le plus heureux du monde !? FAUX . J'ai vécu en Suisse et n'ai pas perçu cette joie de vivre et ce bonheur. En Suisse, ce serait plutôt : vivons malheureux, vivons cachés car il ne fait pas bon vivre au pays des clichés, chocolat et banques. Plus que des clichés : une réalité aussi. Un paysage de cartes postales, oui, mais derrière, l'envers du décor, il y a une autre réalité volontairement cachée, bannie. La Suisse est un pays où l'on se suicide beaucoup. La preuve: on n'a pas le droit de publier de chiffres. Les hopitaux psy sont pleins. Les jeunes qui se droguent et font commerce sur les places publiques (on se souvient d'un marché en plein centre de Zurich dans les années 90 et aujourd'hui, à Lausanne même) sont un vrai problème de santé publique. La preuve : ils sont pris en charge, classes handicapés, dans un pays qui, pourtant, ne fait pas dans le social. Mais au moins, ils sont cachés. Etc, etc. Décidement, faut arrêter avec ces classements à la con qui, en plus, ne sont pas la réalité. Mais les medias adorent ça, les classements à la con."

Ils prennent les gens pour des cons, cela vous étonne, nous non, car ils savent qu'ils sont pour la plupart indifférents au sort des autres ou qu'ils n'ont pas de conscience politique, n'oubliez jamais que ceux qui bidonnent ce genre de rapports, études ou sondages le savent et qu'ils agissent consciemment pour le compte de la classe dominante.

Notre priorité devrait être d'élever le niveau de conscience des travailleurs pour que ce genre d'entreprises n'aient plus aucune emprise sur eux, et vous verriez qu'ils n'y consacraient plus autant de temps et d'argent car elles seraient inefficace. Malheureusement tous les partis ouvriers s'en foutent et n'entendent pas mener le combat sur ce terrain-là, ils en sont revenus à l'état d'esprit des alchimistes qui croient qu'il serait possible de transformer le plomb en or avec le succès que l'on sait. C'est affligeant, pitoyable, allez leur dire qu'ils ne réalisent pas ces rapports, études ou sondages pour des prunes, ils s'en foutent, ils rejettent par avance tout argument, toute discussion est impossible, certains s'émeuvent de l'attitude du gouvernement qui fait dans le déni, il n'a fait que les copier entre autres.

3- "Les Scandinaves sont tellement heureux qu'ils partent devenir malheureux en Espagne, en France ou en Grèce dès la retraite venue."

En complément. Pour accéder au bonheur vaut mieux connaître la table des multiplications

1- Aux États-Unis, les écarts de salaires entre les patrons et les salariés ne cessent de croître - Francetv info

Margaux Manière, journaliste de France 2 : "Les salariés américains gagnent en moyenne 25 600 euros par an alors que les patrons des plus grandes entreprises touchent un peu plus de 9 millions d'euros par an", explique en direct la journaliste de France 2. Le revenu est donc multiplié par 354.

En France, la rémunération des grands patrons n'était pas publique avant 2001. "Les salariés français gagnent en moyenne 28 200 euros par an contre près de trois millions d'euros pour les grands patrons. Ils gagnent donc 104 fois plus que leurs employés." La France est donc à la septième place des pays qui connaissent le plus gros écart de rémunération. "Nous restons bien loin derrière les États-Unis" conclut Margaux Manière. Francetv info 25.04

Allez Macron, au boulot pour rattraper les Américains !

2- États-Unis : les bourses étudiantes retirées aux consommateurs de cannabis - lefigaro.fr

Outre-Atlantique, les étudiants condamnés pour possession ou trafic de stupéfiants sont déclarés inéligibles, pour un à trois ans, aux aides financières de l'État. En cas de « multirécidive », la sanction devient définitive. lefigaro.fr 25.04

Commentaires d'internautes abonnés au Figaro.

1- "En effet ce principe répressif absurde élimine une partie des étudiants, et favorise le décrochage, et par ailleurs, le nombre croissant d'états qui légalisent le cannabis se sont aperçus que son usage modéré ne présente pas de difficultés aux étudiants, alors cette mesure qui n'existe plus dans ces états, tant à disparaître. Évidemment, il n'est pas acceptable d'obstruer l'accès aux études d'une partie de la population, sous prétexte que ses usages dérangent. Cela reviendrait à supprimer les alloc à ceux qui boivent du café... C'est grotesque."

2- "7 millions de consommateurs en France, on les réprime tous sans se poser de questions, Voilà une idée qui me plaît .En plus comme ils n'auront plus de bourses ils tomberont dans l'illégalité ou la drogue dur,(pour les jeunes étudiants avec peu de moyens). je suis du même avis que vous tous, il faut que ça vienne chez nous au plus vite. Ou alors un dépistage de l'ensemble de la population française obligatoire et ceux qui sont positifs on les mets tous en prison en faisant appel à des firmes privées qui seront chargées de créer et d'entretenir des lieux pour les accueillir à nos frais. Après on pourra vivre mieux."

Enfin le bonheur... dans une société carcérale !

[La liberté est une et indivisible : La mienne !](#)

Lu dans l'édition du portail Le Grand Soir.

On se souvient de cet article de Charlie Hebdo (8 août 2012) intitulé « Les soutiens bruns de Damas », annoncé en couverture : « Syrie. Cette extrême droite qui soutient Damas ».

LGS (Le Grand Soir) et ses administrateurs, nommément jetés aux chiens, y étaient accusés de défendre « l'innommable » commis par les Syriens. Dans le magma de mensonges émergeait une vérité : LGS avait publié un discours de Bachar Al Assad. Et qu'importait aux géomètres du cadastre de la liberté sur la Toile si, à l'heure où Bachar Al Assad jouissait de la considération de notre classe politico-médiatique, LGS avait dénoncé la Syrie comme centre de torture US décentralisé.

Or, voici que France 2 interviewe le président syrien (3 ans plus tard) sans que Pujadas soit dénoncé comme nazi.

Enhardi, un lecteur du GS donne le lien pour voir ça et LGS publie un entretien du Syrien avec un journal suédois.

Comme quoi, la liberté de la presse ne s'use que si l'on ne s'en sert pas. Le Grand Soir

Vous aurez compris que j'ai reproduit ce passage parce qu'il y était rappelé le rôle ignoble joué par ces ordures de Charlie Hebdo, taxant de "bruns de Damas" ou fachos tous ceux qui refusaient de soutenir une intervention militaire occidentale contre la Syrie. Ils ont la même approche vis à vis des opposants au régime d'apartheid de Tel-Aviv.

Charlie Hebdo soutient la pire réaction, il est le porte-parole de l'impérialisme anglo-saxon-sioniste et tous les partis ouvriers sans exception le soutiennent, ne cherchez pas où il y aurait une erreur, il n'y en a pas ou alors dans la caractérisation que vous faites de ces partis avec les illusions fatales qui vont avec...

[Allégeance.](#)

Méfiez-vous de ces intellectuels de gauche qui n'ont cessé de vilipender la pseudo-gauche, les traîtres ou les capitulards... et qui le sont eux-mêmes. Un exemple pour l'illustrer, si nécessaire.

Au lieu de rejeter purement et simplement le projet de loi sur le renseignement institutionnalisant la surveillance généralisée de la population sous couvert de lutte contre le terrorisme pour mieux réprimer (et infiltrer, déstabiliser, etc.) le mouvement ouvrier par la suite, au lieu de refuser toute légitimité pour légiférer en la matière au gouvernement Hollande-Valls-Cazeneuve ultra minoritaire dans le pays, l'auteur d'un article diffusé notamment par Le Grand Soir loin de rejeter ce projet de loi liberticide estime qu'il aurait été légitime qu'il fasse l'objet d'un examen approfondi au Parlement lui-même à la botte du gouvernement, et sachant que le gouvernement dispose non seulement de la majorité absolue à l'Assemblée nationale pour le faire adopter mais qu'une partie

des députés de l'UMP et de l'UDI sont prêts à le voter, bref voilà un opposant virulent, un grand révolutionnaire qui se fait appeler Guevara qui sert en réalité le régime. Il écrit :

- "Le Premier ministre Manuel Valls prétend que le projet de loi français n'a rien à voir avec le PatriotAct, mais autoriser une surveillance d'une telle portée nécessite une réflexion approfondie, plutôt qu'un passage précipité au Parlement."

Faire office de gardien du bon fonctionnement des institutions antidémocratiques de la Ve République :

- "Pour les détracteurs du projet de loi, il ne s'agit pas d'empêcher les services de renseignements de faire leur travail. Personne ne dit que c'est un monde de bisounours. Ce qui manque, c'est un contrôle démocratique."

Il y a déjà suffisamment d'articles en ligne sur ce sujet pour qu'on se passe de celui-ci. Ah ben c'est tombé sur lui, c'est arbitraire, injuste, j'assume !

[Quand un article fait la promotion des "valeurs" des esclavagistes chinois en Afrique.](#)

- Le "made in Africa" développe ses chaînes de valeur mondiale grâce à l'Asie - legrandsoir.info 24.04

Pendant que la France déploie son armée en Afrique et se dresse contre la Russie...

L'Asie s'investit dans le renforcement des capacités de l'Afrique pour aider celle-ci à s'intégrer dans la chaîne de production mondiale, et l'Afrique offre à son tour un marché énorme favorisant le décollage des économies asiatiques. legrandsoir.info 24.04

Il était signé Qiao Jihong, rédactrice du département des informations internationales de l'Agence Chine Nouvelle (Xinhua), à Beijing, Chine, on comprend.

On publie cet article uniquement parce qu'il y figure des données économiques sur les échanges entre l'Afrique et la Chine. La Chine, tout comme l'Inde ou d'autres puissances économiques présentes en Afrique pratiquent le même pillage que les puissances occidentales, en pire en quelque sorte dans la mesure où au passage elles s'octroient des quasi-monopoles sur des secteurs clés de l'économie en rachetant des acteurs locaux trop faibles financièrement pour se développer...

L'esclavage des temps modernes aurait comme un parfum de liberté paraît-il, pour vivre en Inde depuis près de 20 ans je peux vous garantir qu'en travaillant 6 jours sur 7 sans congés payés et sans droits, la liberté est une utopie.

[Dossier. Liberté à conquérir](#)

Renseignement contre droits de l'Homme: Cazeneuve défend sa loi 20minutes.fr

Surveillance - Le projet de loi défendu par le ministre de l'Intérieur provoque de nombreuses inquiétudes...

Le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, a récusé les critiques de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDDH) envers le projet de loi sur le renseignement assurant que celui-ci «prévoit des garanties claires et précises».

«Le projet de loi n'instaure aucune "surveillance de masse"», écrit vendredi le ministre dans une lettre adressée à Christine Lazerges, la présidente de la CNCDDH qui a émis la semaine dernière de vives critiques sur ce texte. Elle s'inquiétait notamment de la «surveillance généralisée et indifférenciée» prévue par les moyens accordés au services de renseignement appelant à «ne pas créer une société du soupçon permanent». 20minutes.fr 24.04

Contrôle totale de la population, un fantasme, surréaliste, pas tant que cela, la preuve qu'ils y travaillent jour et nuit.

- PayPal imagine le futur moyen d'identification : une micropuce à avaler... - ilfattoquotidiano.fr

PayPal est en train d'imaginer le futur de l'identification pour les moyens de paiement : un microdispositif à injecter, à ingurgiter ou à placer quelque part dans le corps. C'est le chef du développement, Jonathan Leblanc, qui a soutenu l'idée lors d'une série de conférences Kill all Passwords, selon laquelle la prochaine étape passera par une véritable intégration avec le corps humain. ilfattoquotidiano.fr 20.04

Troquer la liberté pour la sécurité, c'est avoué qu'on vivait déjà sous une dictature.

Et oui, si la liberté qui rime avec bien-être, épanouissement personnel, paix et vie en harmonie avec les autres existait vraiment, les facteurs à l'origine de l'insécurité n'existeraient tout simplement pas, donc la question ne se poserait pas.

Taubira le confirme lorsqu'elle dit que vous n'avez pas besoin de "dénaturer nos démocraties, nos Etats de droit" pour établir des Etats policiers, des dictatures implacables, il suffit juste d'utiliser les instruments institutionnels antidémocratiques à votre disposition et le tour est joué.

- aubira: "difficile" de concilier liberté et sécurité - AFP

Il est «difficile» pour les démocraties de préserver les libertés individuelles et d'assurer la sécurité publique face à la menace du terrorisme, mais «c'est une exigence», a souligné vendredi à Montréal la ministre française de la Justice, Christiane Taubira.

«On ne veut pas dénaturer nos démocraties, nos Etats de droit», «nous voulons faire cela de la façon la plus sérieuse et responsable possible», mais «c'est délicat», a-t-elle convenu. AFP 25.04

- Même que le magazine fétiche de Bernard-Henri Lévy y est favorable.

- Cotta : la loi renseignement ou l'hypocrisie en politique - lepoint.fr

Il était reproché dans cet article à des dirigeants de l'UMP et de l'UDI de critiquer certains aspects du projet de loi sur le renseignement, au lieu de le soutenir en bloc. Cela ne vous étonnera pas de la part du Point sachant que Bernard-Henri Lévy est de gauche !

Commentaire d'internaute

1- "Les vessies et les lanternes..."

Il ne s'agit pas d'ambitions politiques ou de petits calculs. La ligue des droits de l'homme, la CNIL et bien d'autres ont de forts doutes, pour rester polis, sur ce projet de loi. Tout ceci ne peut pas se balayer d'un revers de main. Au demeurant, nos services de renseignements sont déjà très efficaces aujourd'hui, le PM l'a reconnu en avouant que plusieurs attentats sont déjoués annuellement. Le problème est en réalité celui du combat entre la police et la justice. La première voulant toujours plus de pouvoir et de moins en moins rendre de compte à la seconde. Les socialistes - il faut relire ce que disait le PS il y a quelques années sur les fichiers mis en place par la droite - se sont fait avoir par une administration qui réclame toujours plus ; comment expliquer autrement cette volte-face ?

La surveillance généralisée n'est absolument pas nécessaire. De même qu'il n'est pas nécessaire de lâcher la bride sur le cou de nos services de renseignements. Car il n'y a rien que cette loi permettra de plus dans la lutte anti-terroriste que ce qui était fait avant. Par contre, en légalisant certaines pratiques, en surveillant tout et tous, sans l'intervention d'un juge, mais sur simple décision du premier ministre, on est en train de sacrifier un sacro-saint principe dans une démocratie : la séparation des pouvoirs. Ca, c'est très grave ! La lutte contre le terrorisme n'autorise pas tout. Ce projet de loi, liberticide - type Patriot Act - c'est d'une certaine manière la victoire des terroristes, ennemis de la liberté !"

Bravo, c'est la victoire de l'Etat terroriste, qui terrorise la liberté, qui ne supporte pas la démocratie, qui est incompatible avec elle, alors on fait quoi, on se tire une balle ou on liquide cet Etat et on prend le pouvoir pour instaurer une République sociale qui éradiquera les causes sociales des frustrations de certaines couches de la population à l'origine de la violence individuelle aveugle... Sans parler qu'en mettant les capitalistes au pas ou hors de portée de nuire à la société, c'est le financement des organisations criminelles ou terroristes qu'on asséchera.

2- "Soins palliatifs malheureusement

Nous sommes d'accord : mettre un policier derrière chaque français n'est pas la solution et accroître les pouvoirs des services de renseignement pour s'immiscer dans notre vie personnelle n'est qu'une rustine car les politiques sont incapables de se poser les bonnes questions : - pourquoi des jeunes sont capables de s'engager pour une organisation qui n'a que la mort à leur offrir ? - pourquoi ne leur vend-on qu'un modèle social où la réussite se mesure à son pouvoir d'achat, ce qui génère beaucoup de frustrations compréhensibles ?

En tout cas, ce qui est sûr, c'est que ce n'est ni le projet pédagogique de la ministre de l'éducation nationale ni le chèque de 200€ qui permettront de résoudre ces problèmes, bien au contraire. C'est triste, cette loi sur le renseignement est donc bien à côté de la plaque."

Demandez-vous plutôt quelles sont les véritables intentions que recouvrent cette loi...

3- "Est-il encore possible de débattre ?

La droite, comme la gauche, est divisée sur ce sujet.

Dans ce débat transcourant la nécessité d'une loi d'encadrement, la lutte contre le terrorisme ne commençant pas avec son adoption, est reconnue par tout le monde.

Ce qui fait problème est la nature de l'encadrement. Le pouvoir exécutif, qui a en charge la lutte contre le terrorisme et donc notamment la surveillance des communications est aussi celui qui l'encadre. Le pouvoir judiciaire est bien présent dans une certaine commission mais les juges sont minoritaires, quatre sur sept membres. Un strapontin.

Quant aux décisions à prendre en urgence, c'est l'exécutif qui décidera, le premier ministre en l'occurrence. Pourquoi pas un juge ? Nos juges antiterroristes ont-ils donc manqué d'efficacité, de probité, de célérité ?

De fait le pouvoir exécutif ayant écrit la loi, ce qui est habituel en France mais relève du législatif, s'arroge aussi le droit d'arbitrage du judiciaire.

Cela fait beaucoup.

Est-il encore possible de débattre à l'Assemblée comme dans les médias d'une loi qui contrevient ainsi à la séparation des trois pouvoirs et à l'article 16 de la Déclaration des Droits de l'Homme ?

Est-il possible de rappeler que la lutte contre les terroristes ne peut être l'occasion de limiter les libertés, ce qui consacre leur victoire ?

Est-il possible de souligner que ce type de loi "pousse" automatiquement ceux que l'on recherche vers d'autres moyens de communication, "deep" et "dark web", quasi impossible à surveiller même pour la NSA ?

Est-il encore possible de débattre démocratiquement dans ce pays sans se faire traiter d'hypocrite, de schizophrène ou de toute autre maladie mentale comme dans d'autres régimes, ailleurs et autrefois, lorsqu'on était opposant politique ?

Est-il possible de dire qu'une telle loi est paradoxale quand on sait qu'elle donne des pouvoirs exceptionnels à l'exécutif après avoir répété sur tous les tons que d'aucun parti antirépublicain était aux portes du pouvoir ?"

Non monsieur, ce n'est plus possible de débattre de quoi que ce soit, désolé, même que mes lecteurs en sont témoins ou plus d'ailleurs...

ACTUALITE EN TITRES

C'est le socialisme !

- Emmanuel Macron théorise sa vision du capitalisme à la française - La Tribune

Au fait, c'est quoi le socialisme de droite : le national-socialisme, non ? C'est peut-être cela que Hollande voulait camoufler en comparant le PCF au FN, pour qu'on ne lui retourne pas l'accusation.

Le Français est supérieur au reste de la population mondiale.

- Affaire Atlaoui : Hollande menace l'Indonésie de représailles diplomatiques LeParisien.fr

- Séisme au Népal : aucune victime française pour l'instant signalée Francetv info

Selon un bilan provisoire, le nombre de victimes s'élève à plus de 1 300 morts. Des dizaines de constructions ont été détruites dont la tour de Dharahara, symbole historique du pays. Francetv info 25.04

Ouf, on s'en tape alors !

En complément. Pas pour les Yémnites ?

- Séisme au Népal : l'aide internationale s'organise pour porter secours aux victimes LeMonde.fr

L'Empire contre-attaque

- Ukraine: Kerry accuse la Russie de ne pas appliquer correctement le cessez-le-feu - AFP

- 1 000 kilomètres de marche contre la corruption au Brésil - LeMonde.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Le visage pâle et la peau lisse.

- En Inde, des smartphones avec une option «embellissement» qui éclaircit la peau sur les photos - Slate.fr

Avoir la peau sombre en Inde est un défaut de conception, une tare irréversible, un handicap ou un obstacle impossible à franchir, au point qu'ils sont racistes entre eux. J'ignore si cela existe aussi en Afrique.

J'avais raconté un jour la petite histoire de la piscine de l'ashram de Sri Aurobindo à Pondichéry interdit aux Tamouls d'origine dravidienne à peau noire à cause de l'odeur plus forte de leur peau paraît-il, par rapport aux Indiens du nord de l'Inde d'origine aryenne et de peau blanche ou plus claire qui composaient l'essentiel des adeptes de cet ashram, à vocation davantage commerciale ou financière que religieuse ou philosophique, mais c'est une autre histoire. Cela dit même entre Tamouls, il vaut mieux avoir la peau pas trop foncée.

La vie d'un coyote vaut plus que celle d'un Noir.

- Un coyote pris en chasse par la police en plein New York - Francetv info

La police de New York (Etats-Unis) a eu toutes les peines du monde à attraper ce canidé, samedi 25 avril, dans le quartier de Manhattan. "Les policiers l'ont poursuivi comme s'il s'agissait d'un suspect", explique un témoin de la scène, cité par le New York Post (en anglais). Alors que le coyote avait trouvé refuge sous des tables et des chaises, la police est finalement parvenue à l'atteindre avec une flèche anesthésiante, après deux heures de course-poursuite.

Comment, ils ne l'ont pas abattu dans le dos de huit balles, ils ne lui ont pas pété des vertèbres ?

- Heurts en marge d'une manifestation à Baltimore après la mort d'un jeune Noir - LeMonde.fr

Freddie Gray, 25 ans, est mort d'une fracture des vertèbres une semaine après son arrestation pour possession d'un couteau.

En complément. La vie d'un Palestinien en Israël ne vaut pas plus chère que celle d'un Noir aux Etats-Unis, normal.

- Deux Palestiniens tués par des militaires israéliens à Jérusalem et Hébron - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Yémen

- Yémen : les attaques se poursuivent, 4.100 morts et blessés - french.irib.ir

Sous l'oeil complaisant de la communauté internationale, l'Arabie saoudite continue en toute impunité les raids contre le territoire yéménite.

Le bilan des morts et des blessés a dépassé la barre des 4.000 personnes dont 115 enfants. A Harad, deux personnes ont été tuées en martyre et neuf autres blessées sous les bombes larguées par les chasseurs saoudiens. Dans la province d'Abyane, les avions saoudiens ont largué des armes et des munitions à destination des terroristes. A Hamra, dans l'ouest de Ma'rib, les militaires de l'armée, soutenus par les forces des comités populaires, ont nettoyé la région de l'existence des terroristes de Daech. Par ailleurs, les daechistes du Yémen ont rendu public une vidéo dans laquelle ils ont prêté allégeance à Abou Bakr Al-Baghdadi, le calife autoproclamé de Daech. Cette allégeance permet au groupe terroriste Daech d'avoir sa branche au Yémen.

Sur le plan politique, Amnesty International a réclamé l'ouverture d'une enquête concernant les crimes de guerre de l'Arabie saoudite au Yémen. Selon l'agence de presse Reuters, Amnesty International a fait allusion vendredi aux récentes attaques de l'Arabie saoudite contre les zones d'habitation du Yémen, laissant des milliers de morts et de blessés dans leur sillage. L'ONG a ensuite réclamé l'ouverture d'une enquête sur les crimes de guerre commis par l'armée saoudienne au Yémen. Vendredi, le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, a demandé au mouvement d'Ansarallah et à ses alliés de reprendre le dialogue afin de favoriser la formation d'un gouvernement d'union nationale. John Kerry a prétendu que l'Arabie saoudite aurait déjà franchi un pas vers le dialogue et qu'il revenait aux Houthis maintenant de se lancer dans les discussions. french.irib.ir 25.04

2- Syrie

- Israël bombarde la Syrie - french.irib.ir

Les chasseurs israéliens ont attaqué la région de Qalamoun, en Syrie.

Selon la chaîne de télévision Al-Jazeera, les chasseurs israéliens ont attaqué, vendredi soir, la région de Qalamaoun, en Syrie. Les bombardiers du régime sioniste avaient, déjà, attaqué plusieurs régions, sur le territoire syrien. Aucun détail n'a, encore, été divulgué, sur ces frappes. french.irib.ir 25.04

3- Turquie - Qatar

- Rencontre secrète de deux grands sponsors du terrorisme, à Istanbul - french.irib.ir

L'émir du Qatar, qui s'est déplacé, à Istanbul, en Turquie, s'est entretenu, jeudi soir, portes fermées, et pendant une heure, avec le président turc.

Selon l'Agence de presse, Anatolie, l'émir du Qatar, Cheikh Tamim Ben Hamed Al-eThani a été reçu, à Istanbul, par le Président turc, Recep Tayyip Erdogan. Ils se sont entretenus, derrière des portes fermées, et pendant une heure. Aucun communiqué sur les sujets débattus par les deux parties n'a été, encore, publié. Cette rencontre constitue la troisième visite inopinée de l'émir du Qatar, en Turquie, en 2015. La Turquie et le Qatar ont décidé, cette fois-ci, de coopérer ensemble, pour entraîner et armer les terroristes syriens, dénommés par eux-mêmes et les Etats-Unis, "opposants modérés".

L'émir du Qatar, en tant que bailleur de fonds des terroristes, en Syrie, et le Président turc, Recep Tayyip Erdogan, en tant que médiateur chargé d'acheminer les équipements militaires et les pétrodollars de certains monarques du golfe Persique aux terroristes, sont bien impliqués dans les violences, en Irak et en Syrie, les assassinats, les massacres et la destruction des infrastructures de ces deux pays. Et ce, alors que le site d'information Ash-Sharq al-Awsat a rapporté, récemment, que la Turquie et le Qatar ont décidé, cette fois, d'envoyer des groupes terroristes, bien entraînés, depuis l'Irak et la Syrie, vers le Yémen, pour combattre Ansarallah.

Selon ce rapport, cet accord a été passé, seulement, entre le Qatar et la Turquie, l'Arabie saoudite n'y étant pas impliquée, et cela témoigne de l'existence d'une grande rivalité entre Doha et Riyad, tandis que la Turquie essaie, de son côté, d'entrer en jeu avec l'Arabie saoudite et le Qatar et de jouer un rôle, dans la région. Quotidiennement, des dizaines de terroristes se portent volontaires, en vue de participer à la guerre contre Ansarallah, au Yémen, et ils sont transférés, de divers points de la Syrie, vers Istanbul, et, ensuite, vers Aden, sans aucun document, ni passeport. french.irib.ir 24.04

4- Arabie saoudite

- Deux agents de sécurité tués, à l'Est de Riyad... - french.irib.ir

Deux agents de sécurité saoudiens ont été tués, à l'Est de Riyad, dans une embuscade tendue par des assaillants armés. Selon les sources saoudiennes citées par Sky News, sept voitures piégées auraient été neutralisées par les forces saoudiennes. Le ministère de l'Intérieur, qui annonce cette information, n'en dit pas plus.

Le ministère va jusqu'à donner les noms des assaillants, qui ont tué deux agents de sécurité !! et fixe une prime d'un million de rials, pour quiconque pourrait donner des informations, sur le lieu, où ces deux derniers se seraient cachés. Le ministère affirme que les deux "terroristes" ont été armés et financés, en Syrie!! Riyad nourrit, depuis 4 ans, les principaux réseaux terroristes takfiris, en Syrie... french.irib.ir 24.04

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Corée du Sud

- Grève en Corée du Sud : la barrière de l'âge - euronews.com

En Corée du sud, des milliers de salariés et de fonctionnaires ont participé ce vendredi à un mouvement de grève de 24 heures. Cette mobilisation visait à dénoncer les projets de réforme du droit du travail du gouvernement. Selon les syndicats, les nouvelles lois vont notamment augmenter le risque de licenciement et permettre de diminuer les salaires. euronews.com 24.04

[Haut de page ↗](#)

Le 27 avril 2015

CAUSERIE

(Quelques heures plus tard, on a ajouté 25 articles.)

On ajoutera de nombreux articles dans quelques heures.

Nous participons à la campagne internationale consistant à briser la censure officielle, à dénoncer la désinformation, à démonter et combattre la propagande officielle du parti de l'ordre et ses relais destinées à conditionner les travailleurs et les militants pour qu'ils soutiennent ses guerres, ses lois liberticides, sa politique antisociale, ultra réactionnaire.

La gauche en France, c'est le POI, le NPA, LO, les organisations et les groupes de militants qui combattent pour en finir avec le capitalisme et l'ensemble de ses institutions. Nous considérons de droite tous les partis liés au PS ou passant des alliances électorales avec ce parti.

Cela inclut-il le PCF et le PG ou le Front de gauche ? D'après vous ? Ils ne remplissent pas la première condition, mais remplissent la seconde à ma connaissance, ce sont donc eux qui se placent eux-mêmes dans le même camp que le PS.

Ne trouvez-vous pas cela arbitraire et sectaire ? Qu'est-ce qui serait arbitraire, de se donner les moyens de sa politique ? A ma connaissance chacun est libre d'adopter la ligne politique de son parti, non ? Ensuite il faut l'assumer. Et s'ils ne l'assument pas ? Ce n'est pas de notre responsabilité, vous ne pouvez pas non plus nous le reprocher. Aucun parti ne peut déterminer à notre place les rapports que l'on doit avoir avec lui, dans le cas contraire nous perdrons notre indépendance, ce qui reviendrait à renier nos principes et abandonner l'objectif de notre combat politique, la prise du pouvoir et le socialisme.

Envisagez-vous malgré tout d'avoir des rapports avec ces partis ? Occasionnellement sans les rechercher, on peut participer ensemble à des batailles ou des manifestations sans pour autant partager les mêmes mots d'ordre et à condition de garder notre totale liberté de parole et d'action. Ne serait-ce pas trop exigeant ? Non, nous leur accordons le même droit, cela doit être réciproque.

Ne craignez-vous pas de vous isoler ? Vous avez vu où cela a mené ceux qui ont été jusqu'à se compromettre pour briser leur isolement ou qui n'ont eu de cesse de lorgner sur le PS et le PCF : A rien sauf à leur ressembler. D'autres n'ont-ils pas adopté l'isolement en vain ? Effectivement, mais eux étaient sectaires et c'est la raison pour laquelle ils ne se sont jamais développés, c'était leur objectif.

Et l'extrême gauche ? Elle n'existe pas ou plus, elle a pris la place de la gauche passée à droite ou qui aurait dû être cataloguée à droite depuis des lustres. Ne prenez-vous pas le risque que les travailleurs et les militants ne vous comprennent pas ? C'est mal poser la question, c'est le meilleur moyen pour qu'ils comprennent où nous voulons en venir et quels moyens nous comptons mettre en oeuvre pour y arriver, on n'a rien à leur cacher et ils apprécieront.

Quand vous parlez de la gauche, tout le monde hausse les épaules l'air de dire, mais de quoi tu parles, tu débloques, il faut donc préciser les choses, sinon on n'est pas crédible. Et puis on ne fait que mettre les différents partis à la place qui leur convient, rien de plus mais c'est déjà beaucoup car personne ne veut s'y coller, ils ont tous un demi-siècle de retard ou plus.

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, on ne se sent pas seul, des millions de travailleurs pensent la même chose que nous, c'est de là qu'on tient notre légitimité, on s'en fait les porte-parole voilà tout, on ne leur raconte pas de salades, on s'en tient aux faits, vous êtes pour ou contre en finir avec le capitalisme et ses institutions, et selon la réponse vous êtes de droite ou de gauche, c'est simple à saisir, non ? Pourquoi faire compliqué quand on peut faire simple sans tomber dans la caricature et être compris par le plus grand nombre ?

Vous allez encore vous faire des amis en écrivant cela ? C'est tout un art !

[Deux vidéos](#)

1- Georges Corm, invité de Cuntrastu: «Il faut déconstruire les clichés» (24.11.2014)

https://www.dailymotion.com/video/x2ay5am_georges-corm-invite-de-cuntrastu-il-faut-deconstruire-les-cliches_news

« Le Pakistan et l'Arabie Saoudite, depuis la première guerre d'Afghanistan, ça a été l'usine à fabriquer ces combattants islamiques. Et une fois l'Afghanistan terminé, on les a amenés en Bosnie, puis en Tchétchénie, puis au Caucase, on les a vus aux Philippines, actuellement on les voit au Xinjiang, moi je l'appelle l'arme de destruction massive... Et ce sont les deux alliés principaux des Etats-Unis, le Pakistan et l'Arabie Saoudite (et le Qatar évidemment, qui est la plus grande base militaire américaine au Moyen-Orient), qui sont aux commandes de ces groupes ».

2- D'après le journal espagnol Publico es (un quotidien de centre gauche et plutôt sérieux), les néo nazies du Bataillon Azov auraient crucifié et brûlé vivant un séparatiste prorusse.

https://www.youtube.com/verify_controversy?next_url=/watch%3Fv%3DBAoThaFc9LE%26feature%3Dyoutu.be

[La Pologne officiellement impliqué dans le coup d'Etat fasciste de Maidan.](#)

La vérité sur les snipers qui ont tiré sur la place Maïdan à Kiev en février 2014 éclate au grand jour grâce aux révélations d'un eurodéputé. - fr.sputniknews.com

Le député au Parlement européen et candidat à l'élection présidentielle polonaise du 11 mai prochain Janusz Korwin-Mikke a déclaré que les snipers qui ont tiré sur la place Maïdan à Kiev en février 2014 avaient été entraînés en Pologne, rapporte Wiadomosci.

« Maïdan, c'est notre opération. Je siégeais au Parlement européen à côté du ministre estonien des Affaires étrangères Urmas Paet. Dans un entretien avec la chef de la diplomatie européenne de l'époque Catherine Ashton, ce dernier a reconnu que c'étaient nos hommes qui en réalité ont tiré sur la place Maïdan, et non ceux du président russe Vladimir Poutine ou de l'ancien chef de l'Etat ukrainien Viktor Ianoukovitch », a raconté l'eurodéputé.

Et d'ajouter que 40 manifestants et 20 policiers avaient alors été tués pour provoquer les désordres.

« Nous le faisons pour gagner la bienveillance de Washington », a répondu le politicien, interrogé sur les mobiles de Varsovie.

Par ailleurs, M.Korwin-Mikke a dit qu'il voudrait voir une Ukraine indépendante, mais la plus faible possible.

Selon lui, les événements en cours en Ukraine sont une agression des Etats-Unis contre la Russie.

Dans son interview à Wirtualna Polska, le candidat à la présidence polonaise a reconnu : « Oui, c'était aussi notre opération. On entraînait les snipers en Pologne également (...) Enfin la vérité éclate au grand jour ». fr.sputniknews.com 20.04

[L'Internationale de la chasse aux sorcières.](#)

- Un orchestre canadien déprogramme une pianiste d'origine ukrainienne à la suite de tweets anti-Kiev - les-cris.es.fr

L'orchestre symphonique de Toronto (TSO) annule subitement les concerts d'une pianiste d'origine ukrainienne, accusée d'avoir tenu des propos « profondément offensants »

D'après les porte-paroles de l'orchestre, les propos de Valentina Lisitsa sont considérés comme « profondément offensants » par

les médias ukrainiens.

L'orchestre symphonique de Toronto (TSO) a remplacé la pianiste d'origine ukrainienne Valentina Lisitsa qui, cette semaine, devait se produire avec lui comme soliste dans plusieurs concerts, prétextant « des propos hautement offensants qui lui sont attribués par les médias ukrainiens » - une décision qui a suscité une violente réaction sur internet de la part des admirateurs de la pianiste.

Le président et directeur général de l'orchestre Jeff Melanson a dit au Star que l'orchestre avait remplacé Lisitsa pour interpréter le Concerto pour Piano n°2 de Rachmaninov prévu les 8 et 9 avril.

« Malheureusement, les propos polémiques de Valentina Lisitsa ont totalement éclipsé ce qu'elle a pu accomplir par le passé », a-t-il précisé.

« En tant qu'une des principales institutions culturelles du Canada, notre priorité doit rester la diffusion des plus grandes œuvres de musique, et non pas d'opinions, qui plus est, heurtent certaines sensibilités. »

Lisitsa est bien connue des internautes et les vidéos sur Youtube de ses interprétations ont été vues des millions de fois, plus de neuf millions pour l'une d'entre elles.

Dans une déclaration apparemment postée par la pianiste sur sa page Facebook lundi, Lisitsa - née à Kiev - disait se servir des réseaux sociaux pour discuter de la situation en Ukraine.

« Je me suis tournée vers Twitter pour faire entendre l'autre version de l'histoire, la version que l'on ne voit jamais dans les médias grand public - la détresse de mon peuple, les bonnes et mauvaises choses qui se produisaient en Ukraine », pouvait-on lire dans la déclaration. L'article suggère que l'esprit de révolte de la place Maïdan a été subverti et utilisé pour semer la discorde au sein du pays, et fait état de menaces de mort et d'insultes telle que « pute à la solde du Kremlin ».

L'article paru sur sa page Facebook prétendait que la direction de l'orchestre symphonique de Toronto avait pris la décision de l'exclure, « vraisemblablement après avoir subi des pressions de la part d'un petit lobby très virulent prétendant représenter la communauté ukrainienne. » Selon l'article, l'orchestre va cependant la payer.

Sa déclaration donne également un aperçu de ses idées : « La pire chose qui peut arriver à un pays est une guerre fratricide, où des gens se voient entre eux, entre voisins, comme des ennemis à éliminer. Une année plus tard, nous avons les mêmes riches au pouvoir, la misère et la pauvreté partout, des dizaines de milliers de morts et plus d'un million de réfugiés. »

Lisitsa a révélé que le TSO a proposé de lui régler l'intégralité du cachet prévu pour le concert annulé, si elle gardait le silence sur la raison de la décision.

La pianiste a écrit : « Ils ont même voulu m'obliger à ne rien dire au sujet de l'annulation... S'ils réussissent une fois, ils pourront le refaire encore et encore, jusqu'à ce que les musiciens et les artistes soient si intimidés qu'ils s'autocensureront. »

La réaction sur Twitter a été massive, des milliers de supporters se sont exprimés sur le hashtag devenu très populaire #LetValentinaPlay.

Lisitsa a maintenu sur Twitter qu'elle ne mélangeait pas musique et politique, et qu'elle ne « prêchait » pas pendant qu'elle jouait. Ses ennemis l'accusent cependant d'être une « porte-parole du Kremlin » et de « colporter la haine ».

Lisitsa est née à Kiev dans une famille russo-polonaise. Sa famille était originaire d'Odessa. Lisitsa a immigré aux États-Unis dans les années 90.

Elle s'est fait connaître avec beaucoup de succès via une chaîne Youtube qui a déjà reçu environ 43 millions de visiteurs. Lisitsa donne aujourd'hui des concerts de musique classique dans le monde entier.

Parallèlement, Lisitsa anime un compte Twitter qu'elle a appelé NedoUkraïinka (« sous-Ukrainienne »), lorsque le premier ministre ukrainien Arseny Yatsenyuk a employé dans un message officiel le terme de « sous-hommes » pour désigner tous ceux qui soutenaient les combattants dans l'est de l'Ukraine. les-crisis.fr 06.04

Commentaire d'un internaute.

1- Je n'ai pas souvenir de cas historiquement récents d'un tel niveau de contraintes à la liberté artistique et d'expression.

Ainsi aussi, il y a le cas du musicien Goran Bregovich, célèbre depuis sa participation aux films de Kusturica, qui a été déprogrammé par une festival musical se tenant tous les étés dans la petite ville polonaise de Oswiecim, c.à.d. , en version allemande, Auschwitz. Car Bregovich a joué à Sébastopol, en Crimée donc. Les organisateurs de ce festival d'Auschwitz se sont fendus de cette déclaration: lifefestival.pl

“On March 26, Serbian musician Goran Bregovic held a concert in Sevastopol, within the area of annexed by Russian Federation Crimea. The annexation of the Crimean Peninsula, which was a blatant breach of international law, constitutes a threat to peace in the World. According to reports of global organizations monitoring situation in the World, in Crimea’s territory human rights as well as fundamental freedoms of people, including restriction on freedom of speech and persecution of ethnic minorities, still being violated. Therefore, the Artist’s statements after the concert, during which Bregovic minimised having performed on illegally annexed territory and declined to condemn Russia’s armed intervention in Ukraine, run contrary to the values cherished by the Life Festival founders.”

ça retourne les tripes, de voir comment les organisateurs de ce festival instrumentalisent la renommée du nom d'Auschwitz, en ignorant délibérément que le coup de Kiev le 22.02.14 était du aux néo-bandéristes qui se baladent impunément sous bannières nazis en Galicie.

Le commencement de l'extermination des juifs que les nazis étiquetèrent opération "Reinhard" avait eu lieu en Pologne du sud-est, entre Lublin, Sobibor et Belzec, en lisière de la Galicie. Les bandéristes fournirent nombre de personnel auxiliaire, gardes et exécuteurs.

Que les organisateurs de ce festival d'Auschwitz décident d'ignorer la composante bandériste dans le crise ukrainienne à ce point est vraiment très très très choquant.

Par ailleurs c'est évidemment aussi un déni de la violence que déchaîne le gouvernement de Kiev sur Donetsk.

Un concert de Bregovich à Kiev a aussi été annulé, pour ce qu'il aurait violé la législation des frontières ukrainiennes, en se rendant en Crimée. Le site et explication de la salle de concert "Stereo Plaza" à Kiev : stereoplaza.com.ua

2- "Elle n'est pas la seule à subir les manifestations d'abrutis. Je pense au chef russe Valéry Gergiev, grand ami de Vladimir Poutine, hué au Carnegie Hall. Il est accusé d'homophobie (accusation mensongère), ce n'est qu'un fallacieux prétexte : louisflores.canalblog.com"

[Information censurée par Yahoo. Le président du régime fasciste de Kiev reçu à l'Elysée.](#)

Voilà ce qu'on peut lire sur le portail du Palais. N'y cherchez pas une déclaration, une vidéo, etc. rien en dehors de cette annonce.

Le président de la République, François Hollande, recevra M. Petro Porochenko, président d'Ukraine, le mercredi 22 avril 2015 à 13h au Palais de l'Elysée, à l'occasion de la visite officielle qu'il effectue en France. elysee.fr 21.04

En complément. Ce que Hollande, le gouvernement français et le PS légitiment.

La police politique de Porochenko a procédé à des arrestations d'opposants - novorossia.vision 09.04

Hier, vers 10 heures du matin à Odessa, le SBU, les services secrets ukrainiens et de fait police politique du régime de la junte de Kiev a procédé à l'arrestation de Marina Zhavoronkova et Svetlana Naboka toutes deux militantes à la Voix d'Odessa. Elles ont été interpellées manu militari à leur domicile par des hommes armés qui ont saisi également ordinateur, téléphone et des effets personnels. Leur sort est inconnu ainsi que celui de Dmitry Zatouliveter, président du Présidium de la Rada suprême de Bessarabie. Il a également été arrêté le 7 avril dans la journée et a disparu sans laisser de traces. L'association la Voix d'Odessa a été créée peu de temps après le massacre d'Odessa du 2 mai 2014 et menait des actions de protestations, des réunions d'informations, des débats et des manifestations de commémoration ou sur des sujets sociaux comme par exemple l'augmentation des tarifs des services publics.

Une vingtaine d'autres opposants politiques ont été arrêtés (...)

Dans l'Est de l'Ukraine nous nous souvenons de Yana Chereniova blogueuse née en 1993 et originaire de la région de Lougansk. Elle avait soutenu avec quelques amis la résistance contre la Junte de Kiev jusqu'au piratage de son site le 16 septembre 2014. S'étant absentée de son domicile le lendemain, elle avait soudainement disparue. Aucun témoin ne fut trouvé pour raconter son enlèvement probablement par des agents du SBU, son corps fut retrouvé en putréfaction dans la rivière de Severski Donets, le 24 septembre suivant.

Etre un opposant à l'Ukraine de Kiev et de Porochenko est dangereux. Il fut pourtant dans le cortège des Je Suis Charlie à Paris pour défendre la liberté d'expression, mais il semble bien que cette liberté n'existe pas pour tous ceux qui ne sont pas d'accord avec la ligne politique du régime. A Dniepropetrovsk, plusieurs militants politiques du Parti communiste ; particulièrement visé dans toutes les villes d'Ukraine ; des militants ont été persécutés, dépouillés de leurs biens, de leurs entreprises, le siège du Parti communiste local ayant été dévasté par des miliciens se réclamant de l'Autodéfense du Maïdan. Rappelons que durant le massacre d'Odessa, plusieurs militants syndicalistes et communistes furent massacrés dans la Maison des Syndicats. Ils étaient russophones mais ils étaient aussi souvent des opposants politiques. La France soutient le régime de Porochenko ainsi que l'ensemble de l'Union européenne et bien sûr les Etats-Unis. Verra-t-on les médias français faire le silence sur cette information d'arrestations d'opposants ? Il est probable que oui, la propagande d'Etat est désormais totalement décomplexée. novorossia.vision 09.04

Provocation - réaction - désapprobation - censure.

- En 2014, une explosion d'actes islamophobes recensés en Belgique - french.trib.ir

Près de 700 faits d'islamophobie sont déplorés en 2014 selon l'association Muslims Rights Belgium. Dans son troisième rapport annuel sur l'islamophobie publié jeudi 23 avril, MRB fait état de 696 signalements de discrimination en Belgique francophone. Les victimes sont souvent jeunes : 59 % des victimes sont âgés de 18 à 29 ans et 96 %, de nationalité belge.

« En 2014, on constate de façon très nette un glissement des paroles aux actes qui se traduit par des attitudes violentes sur la voie publique : projectiles, coups, crachats, arrachages répétitifs de foulard, plus spécifiquement sur les femmes converties... », relève Fouad Benyekhlef, responsable de l'association à La Libre.

C'est d'abord le monde professionnel qui est touché avec 183 plaintes recueillies en ligne, suivi de l'enseignement avec 141 cas avec, pour certains, des difficultés d'accès à certaines études. Des enseignants et préfets sont notamment mis en cause pour des dérives dans leur méthode pédagogique. Enfin, 17 agressions physiques ou verbales ont été rapportées, ce qui n'était pas le cas des années précédentes.

« On sent aussi que ces victimes d'agression ont de moins en moins confiance dans les institutions et en leurs représentants politiques - de par certains discours - et qu'elles ne portent pas plainte. Il faut une convergence des luttes pour dépasser les clivages entre discriminations ». , ajoute-t-il. Seules 16 % des personnes agressées ont entrepris des démarches judiciaires.

Comme la France, les premières victimes de la haine islamophobe sont les femmes. Près de trois quarts des plaintes (73 %) les concernent, en particulier celles qui portent le hijab. Ces dernières représentent 82 % des victimes d'agression, qu'elles soient physiques ou verbales. french.trib.ir 26.04

Si l'égalité entre les sexes étaient une réalité, aucune femme en Belgique (ou en France par exemple) n'aurait l'idée de revêtir un niqab, un hijab ou un simple foulard qui n'a aucune utilité, sinon d'afficher sa soumission à une version particulièrement archaïque ou féodale d'une religion.

Ceux qui soutiennent ces femmes sont complices du communautarisme dans lequel leurs époux, leurs familles ou des prédicateurs de malheurs veulent les enfermer au risque de se couper du reste de la population qui interprètent leurs tenues comme une provocation à leurs valeurs républicaines et démocratiques, qui pour l'occasion ils considèrent hors la loi, d'où notre rejet de leur argumentation.

ACTUALITE EN TITRES

L'extrême droite néolibérale a son candidat de gauche.

- 2017: Valls favori en cas de primaire à gauche, devant Aubry et Hollande - Francetv info

29% des sympathisants de gauche souhaitent que le Premier ministre soit désigné comme candidat de la gauche pour la prochaine élection présidentielle, selon un sondage Ifop.

Valls porte-parole de l'oligarchie-barbarie incompatible avec la démocratie.

- Journée de la Déportation: Valls appelle à poursuivre le combat contre la barbarie - AFP

Halte au provocateur agent du racisme !

Tandis qu'il l'alimente en permanence, ne serait-ce qu'avec sa politique antisociale.

- En Alsace, Hollande met en garde contre la résurgence « du racisme et de l'antisémitisme » - LeFigaro.fr

- Surveillance renforcée autour des lieux de culte - Francetv inf

Répression

- Etats-Unis: 34 arrestations à Baltimore après des violences - AFP

- Burundi: la police réprime les manifestations interdites, deux morts - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

La roue de la fortune.

- Les 1000 Britanniques les plus riches le sont deux fois plus qu'en 2009 - La Tribune

Les niveaux records des marchés boursiers mondiaux ont particulièrement stimulé les grandes fortunes britanniques, estime le Financial Times. En effet, désormais, les 1000 personnes les plus riches vivant au Royaume-Uni possèdent 547 milliards de livres (763 milliards d'euros), selon un classement paru dimanche 26 avril dans un supplément du Sunday Times. C'est plus du double par rapport à 2009 (112% de plus précisément), durant la crise financière.

Désormais, pour faire partie des 1000 britanniques les plus fortunées, disposer d'au moins 100 millions de livres (139 millions d'euros) est nécessaire. C'est 15 millions de livres de plus qu'en 2014.

Par ailleurs, le Royaume-Uni compte désormais 117 milliardaires en 2015, soit 13 de plus que l'année dernière. La Tribune 26.04

A la recherche désespérément de placements juteux.

Grille de lecture.

Ils regorgent de capitaux au point de rechercher désespérément des sources de rendements pour accroître encore leur fortune. L'UE va leur servir sur un plateau.

- L'Ecofin soutient le projet d'Union des marchés de capitaux - Reuters

Les ministres des Finances de l'Union européenne (Ecofin) ont apporté un soutien franc et massif samedi au projet de la Commission européenne (CE) d'une Union des marchés des capitaux (UMC).

A la différence des Etats-Unis, où les sociétés ont l'habitude de passer par les marchés pour se financer, les entreprises européennes, les PME surtout, sollicitent avant tout les banques et de préférence celles de leur propre pays.

"Pour l'essentiel, notre tâche est de rapprocher l'entreprise de l'épargne pour financer la croissance. Nous devons répéter puis éliminer les obstacles qui se dressent entre l'argent des investisseurs et les opportunités d'investissement", déclaré samedi Valdis Dombrovskis, vice-président de la CE chargé de l'euro.

Cela suppose d'harmoniser les différents droits boursiers de l'UE, ainsi que les réglementations de l'insolvabilité et de la faillite et enfin les normes comptables et fiscales.

Jonathan Hill, responsable des services financiers de l'UE, a publié une longue liste des différents modus operandi d'une future UMC. L'Ecofin décidera des priorités en juin de manière que la CE puisse préparer un plan d'action pour l'automne. Reuters 26.04

[Haut de page ↗](#)

Le 30 avril 2015

CAUSERIE

Si ma connexion fonctionne on ajoutera une trentaine d'articles demain matin.

Hier, c'était l'anniversaire de ma petite-fille dont je n'ai plus de nouvelles depuis 16 mois. J'y ai pensé.

Ma connexion à Internet a été interrompue pendant deux jours jusqu'à hier soir, et elle fonctionne au ralenti. J'ai souscrit un abonnement illimité, mais une fois consommés 5 GB, il n'est plus possible de se connecter à Internet. J'ai découvert hier soir qu'en passant en mode connexion lente cela fonctionnait plus ou moins, impossible de charger ou visionner une vidéo. Cette clause figurait dans mon contrat en tous petits caractères en bas de page et je l'ignorais.

Voilà le message qui s'affiche à l'écran depuis ce matin.

"Dear Customer, you have utilized your entire package / quota of Data usage with Netconnect+ speed, you can continue to use the services at the speed up to 144Kbps till the end of your present billing cycle. You may also choose to upgrade your service with a topup recharge to enjoy the full Netconnect+ speed"

Je vais donc être obligé de souscrire à leur dernière formule "illimitée" et dépenser 25% de plus. Cela sera toujours moins cher (et moins chiant !) qu'un abonnement au satellite pour recevoir TV5Monde Asie.

Peu d'infos ou la rengaine habituelle.

Beaucoup de gens sont terrifiés par la tournure que prend la situation en France et dans le monde, mais ceux qui prétendent avoir acquis une certaine conscience politique témoignent qu'ils manquent singulièrement de cohérence et de rigueur au point d'en arriver à confondre cause et conséquence, moyen et but, parce qu'ils refusent de remettre en cause un certains nombres d'idées reçues ou convictions surfaites qui leur assuraient jusqu'à présent un confort moral (et matériel) permettant de justifier leur neutralité ou passéisme, de plus en plus difficilement tenable ou admissible face au développement de la barbarie quasiment institutionnalisée par ceux qui nous gouvernent.

Le trait le plus marquant de la situation, c'est malgré tout le refus ou l'incapacité des masses exploitées et parmi lesquelles ses couches supérieures et intellectuelles, de prendre en mains leur sort, de s'engager politiquement, ce qui peut s'expliquer par le manque de crédibilité ou la corruption des partis dits ouvriers ou encore l'absence d'un parti ouvrier dans lequel elles pourraient se reconnaître. On ne peut que le déplorer et constater notre propre impuissance à y changer quoi que ce soit.

Hier j'ai relu *L'impérialisme et la scission du Socialisme* (1916) (et des extraits de *Que faire ?*) de Lénine, et je n'ai pu m'empêcher de me dire que nos dirigeants avaient délibérément pris le contre-pied des enseignements de Lénine au profit d'un opportunisme vis-à-vis de la social-démocratie dégénérée qui allait s'avérer fatale à l'avant-garde du mouvement ouvrier dès lors empiétrée dans des contradictions inextricables ou dislocatrices.

Ce texte ne fait que 6 pages, chacun peut donc le lire rapidement et en juger. En le lisant attentivement, on s'aperçoit qu'il constitue une condamnation sans appel de la stratégie adoptée par les trotskistes après 1945 et même avant jusqu'à nos jours, qu'il s'agisse des rapports avec la classe, le PS, les syndicats, l'unité avec les sociaux-libéraux, etc. aucun courant politique du POI, NPA ou LO ne peut sérieusement se revendiquer du léninisme qui incarna l'expression consciente la plus élevée de la lutte de classe du prolétariat mondial pour son émancipation du capital. Pas même leurs journaux, leur agitation, leur propagande, ils sont étrangers au léninisme. Au passage, un élément de réflexion à développer : il ne fallait pas confondre la situation avant et après le passage de la social-démocratie dans le camp de la réaction en 1914, ainsi qu'avant et après la révolution russe de 1917. La situation actuelle est plus proche de la situation qui prévalait en 1916 qu'entre 1919 et 1922 (4 premier congrès de l'Internationale communiste), disons que c'est plus clair depuis que l'URSS a disparu... Il faut avoir les moyens de sa politique, dans le cas contraire, c'est pur opportunisme ou aventurisme...

Partant de là, on ne peut pas en vouloir aux travailleurs ou aux militants de refuser de rejoindre un de ces partis puisqu'aucun ne correspond au parti dont nous avons absolument besoin pour organiser les masses et élever leur niveau de conscience politique qui était pour Lénine une tâche primordiale ou aussi importante que les entraîner au combat en participant à la la lutte de classes. C'était même une obsession chez Lénine, un exemple, le dernière paragraphe :

"Expliquer aux masses que la scission avec l'opportunisme est inévitable et nécessaire, les éduquer pour la révolution par une lutte implacable contre ce dernier, mettre à profit l'expérience de la guerre pour dévoiler toutes les ignominies de la politique ouvrière nationale libérale au lieu de les camoufler : telle est la seule ligne marxiste dans le mouvement ouvrier mondial."

Expliquer, éduquer, dévoiler les impostures de ceux qui s'expriment au nom des travailleurs pour mieux les tromper, un combat inlassable, quotidien qu'aucun parti ne mène.

Ils ne peuvent pas être Charlie et expliquer ce qui s'est réellement passé entre les 7 et 11 janvier derniers, ils ne peuvent pas éduquer les masses en occultant en permanence une partie de la réalité qui ne rentre pas dans leur dogme ou contredit leur ligne politique opportuniste, dévoiler la stratégie politique mondiale de l'oligarchie financière puisqu'ils nient son existence pour en être restés plus de 70 ans en arrière, comment pourraient-ils répondre à la guerre idéologique et psychologique que la classe dominante mène quotidiennement contre les masses exploitées, puisqu'ils refusent de prendre en compte les profondes transformations que la société a subi depuis 1945, tant de confusions, de manoeuvres et de mauvaise foi ne peuvent pas inspirer confiance.

Le comble, c'est que pour déjouer la politique de désinformation des médias et la propagande du gouvernement, au lieu de s'orienter vers un parti ouvrier pour recueillir des informations et des analyses, les travailleurs sont obligés de s'en remettre à des médias alternatifs qui ne leur proposent aucune issue politique en dehors de s'accommoder du capitalisme. On a là la confirmation de ce qui a été dit plus haut. Et dire qu'ils n'ont même pas compris cela, on se demande ce qu'ils ont compris au juste.

Qui a dit ?

- « Derrière chaque grande fortune se cache un crime »

Réponse : Victor Hugo

Ah ces sales conspirateurs !

1- Honoré de Balzac, Les Illusions perdues.

« Il y a deux histoires : l'histoire officielle, mensongère, qui nous est enseignée, l'histoire ad usum delphini, et l'histoire secrète, où se trouvent les causes véritables des événements, une histoire honteuse » .

2- Théodore Roosevelt, en 1912, pendant ses discours de campagne.

« Derrière le gouvernement visible, il y a un gouvernement invisible sur le trône qui ne doit aucune loyauté au peuple et qui ne reconnaît aucune responsabilité. »

3- John F. Kennedy, au cours d'une conférence à l'Hôtel Waldorf Astoria de New York, le 27 avril 1961, au sujet d'un gouvernement secret dans les coulisses de la politique mondiale.

« Nous sommes confrontés, dans le monde entier, à une conspiration monolithique et impitoyable qui compte principalement sur des moyens secrets pour étendre sa sphère d'influence par l'infiltration plutôt que l'invasion, la subversion plutôt que les élections et l'intimidation au lieu du libre-arbitre. C'est un moyen qui nécessite énormément de ressources humaines et matérielles dans la construction d'une machine étroitement soudée et d'une efficacité remarquable, elle combine des opérations militaires, diplomatiques. Ses ramifications sont occultées et non publiées.

Ses erreurs sont enterrées et ne font pas les gros titres, on fait taire ses dissidents, on ne les glorifie pas ; aucune dépense n'est mise en question, aucune rumeur n'est imprimée, aucun secret n'est révélé. »

4- Le général russe Leonid Ivachov dans une interview à Targets du 24/2/2010.

« Nous faisons face à la montée sur la scène mondiale d'un nouveau pouvoir géopolitique supranational. Ce pouvoir géopolitique se compose des plus riches familles de cette planète. Avec les multinationales les plus puissantes, elles dirigent et contrôlent tous les pays et toutes les coalitions. Le véritable objectif de ce groupe élitiste est le contrôle total de la planète Terre. »

Pures coïncidences...

Vous saviez que l'épicerie kascher de Vincennes avait été vendue la veille de l'attaque du 9 janvier 2015 ? Vous saviez que le propriétaire des deux tours du WTC avait ajouté une clause couvrant les attentats terroristes quelques jours seulement avant le 11 septembre 2001 ?

A la virgule près se joue en France exactement le même scénario qu'aux Etats-Unis au lendemain du coup d'Etat terroriste du 11 septembre 2001 et du 11 janvier 2015 à Paris : Patriot Act à la française dit loi sur le renseignement légitimant la mise

sous surveillance la totalité de la population, augmentation des dépenses militaires, omniprésence policière et militarisation de la société, autocensure des médias sur la nature exacte des événements ayant servi de détonateur à l'adoption de ces mesures, maccarthysme ou chasse aux sorcières à partir de la maternelle à l'encontre de toute personne mettant en doute la version des faits du gouvernement...

Charlie ou l'histoire d'un imposture.

- Emmanuel Todd : "Le 11 janvier a été une imposture" - nouvelobs.com

Le 7 mai prochain, l'historien et démographe Emmanuel Todd publiera «Qui est Charlie ?» (Seuil), charge terrible contre la France de François Hollande. Un texte écrit dans la fièvre, au sujet duquel il a accordé à "L'Obs" un entretien exclusif. Son angle d'attaque, particulièrement original, consiste à observer l'origine régionale et socio-politique des manifestants du 11 janvier.

Sous les bons sentiments brandis, Todd fait parler les cartes et les statistiques pour comprendre la signification profonde de ce qui restera comme le plus important rassemblement de l'histoire moderne du pays. Et ce qu'il voit n'est pas destiné à plaire. Ce qu'il voit c'est un épisode de «fausse conscience» (Marx) d'une ampleur inouïe. Ce qu'il voit ce sont des millions de somnambules se précipiter derrière un Président escorté par tous les représentants de l'oligarchie mondiale, pour la défense du droit inconditionnel à piétiner Mahomet, «personnage central d'un groupe faible et discriminé». Ce qu'il voit c'est un mensonge d'unanimité aussi, car ce jour-là, les milieux populaires n'étaient pas Charlie, les jeunes de banlieue, qu'ils fussent musulmans ou non, n'étaient pas Charlie, les ouvriers de province n'étaient pas Charlie.

En voici des extraits.

«Lorsqu'on se réunit à 4 millions pour dire que caricaturer la religion des autres est un droit absolu - et même un devoir ! -, et lorsque ces autres sont les gens les plus faibles de la société, on est parfaitement libre de penser qu'on est dans le bien, dans le droit, qu'on est un grand pays formidable. Mais ce n'est pas le cas. (...) Un simple coup d'œil à de tels niveaux de mobilisation évoque une pure et simple imposture.»

«Ce sont les régions les moins républicaines par le passé qui ont le plus manifesté pour la laïcité, avouez qu'il y a là quelque chose d'étrange.»

«La "néo-République" est cet objet sociopolitique étrange qui continue à agiter les hochets grandioses de la liberté, de l'égalité, de la fraternité qui ont rendu la France célèbre dans le monde, alors qu'en fait notre pays est devenu inégalitaire, ultraconservateur et fermé.»

«Il y a eu une subversion de ce qu'était la gauche française. Cette dernière, aujourd'hui dominée par le PS, est en vérité tout à fait autre chose que ce qu'elle prétend être. C'est une gauche qui n'adhère pas aux valeurs égalitaires. (...) L'agent le plus actif et le plus stable des politiques économiques qui nous ont mené au chômage de masse actuel, c'est tout de même le PS. Le franc fort, la marche forcée à l'euro, toute cette création idéologique extrêmement originale s'est faite sous Mitterrand, traînant Giscard derrière lui comme un bateleur.»

«Hollande aura eu un rôle historique : celui de révéler que la gauche pouvait se concilier avec les structures les plus inégalitaires, prouvant par là même que le système politique français est totalement détraqué.» (Vous prenez le train en marche, et puis c'est le capitalisme qui est détraqué, les institutions suivent la même tendance à la décomposition voilà tout. - ndlr)

«Ce qui m'inquiète n'est pas tant la poignée de déséquilibrés mentaux qui se réclament de l'Islam pour commettre des crimes, que les raisons pour lesquelles, en janvier dernier, une société est devenue totalement hystérique jusqu'à aller convoquer des gamins de 8 ans dans des commissariats de police.»

«Je ne fais pas dans l'angélisme : l'antisémitisme des banlieues doit être accepté comme un fait nouveau et indiscutable. Ce que je ne peux pas accepter cependant, c'est l'idée qui est en train de s'installer selon laquelle l'islam, par nature, serait particulièrement dangereux pour les juifs. Il n'existe qu'un continent où les juifs aient été massacrés en masse : c'est l'Europe.» (L'antisémitisme disparaîtra seulement avec le capitalisme. - ndlr, donc inutile d'incriminer les "banlieues" ou alors ajouter Neuilly-sur-Seine ! - ndlr)

«Qu'on les laisse tranquilles, les musulmans de France. Qu'on ne leur fasse pas le coup qu'on a fait aux juifs dans les années 30 en les mettant tous dans le même sac, quel que soit leur degré d'assimilation, quel que soit ce qu'ils étaient vraiment en tant qu'êtres humains. Qu'on arrête de forcer les musulmans à se penser musulmans.»

"La cartographie et la sociologie des trois à quatre millions de marcheurs parisiens et provinciaux réservent bien des surprises. Car si Charlie revendique des valeurs libérales et républicaines, les classes moyennes réelles qui marchèrent en ce jour d'indignation avaient aussi en tête un tout autre programme, bien éloigné de l'idéal proclamé. Leurs valeurs profondes

évoquaient plutôt les moments tristes de notre histoire nationale : conservatisme, égoïsme, domination, inégalité." nouvelobs.com 29.04

Ah ben dites donc, cela ne donne pas vraiment envie de retourner en France !

Néocons et néolibéraux et leurs relais dans les médias. La chasse aux ordures.

- Le journaliste indépendant Guillaume Dasquié : un collaborateur occulte des services secrets français.

- Jeannette Bougrab : ex-secrétaire d'État UMP, a reçu le "Prix de la Liberté" décerné par l'Institut Gatestone de la main d'un certain Bernard-Henri Lévy, organisation américaine radicalement engagée en faveur d'Israël et contre l'islam, le directeur de la structure en est l'illustration-type : John Bolton, ancien ambassadeur américain à l'ONU qui avait défendu la mystification des armes de destruction massive pour justifier l'invasion sanglante de l'Irak.

Spécificité de cet organisme, maintes fois soulignée par divers journalistes US : son idéologie extrémiste, à la fois ultra-sioniste et antimusulmane. Fondatrice et mécène de ce réseau influent : Nina Rosenwald, ancienne co-directrice du JINSA- un puissant groupe proche du Likoud et dévolu (depuis 1976) au rapprochement militaire et stratégique des Etats-Unis avec Israël.

- Guy Millière : un intellectuel neoconservateur qui collabore avec le site anti-arabe Dreuz et dont la protection physique est assurée, comme l'avait révélé l'auteur de ces lignes, par la Ligue de défense juive.

- Pierre Dassas : Représentant français d'un lobby israélo-américain (dénommé Elnet).

- Daniel Pipes : Figure emblématique du neoconservatisme.

- Christian Malard : Ex-journaliste de France 3, aujourd'hui chroniqueur politique sur la chaîne israélienne i24news.

- Counterpoint : Sa directrice, Catherine Fieschi, est administratrice au sein d'un influent lobby ultra-sioniste de Grande-Bretagne : The Institute for Jewish Policy Research.

- Rudy Reichstadt : Animateur de Conspiracy Watch (un site dédié à la diabolisation de toute personne ou institution remettant en cause les versions officielles issues du champ atlanto-sioniste). Fonctionnaire de la Ville de Paris, membre de l'Observatoire des radicalités politiques (ORAP) de la Fondation Jean-Jaurès

- Patrick Klugman : Avocat Sacha Reingewirtz, président de l'UEJF, est un militant communautariste et sioniste.

- Fondation Jean-Jaurès : Think-tank, dirigé par Gilles Finchelstein (un ex-conseiller de DSK, Fouks et Cahuzac), est essentiellement subventionné par l'État.

- L'ORAP : Piloté par le chercheur Jean-Yves Camus, un intervenant régulier du CRIF qui a présenté -lors d'une réunion organisée par un centre communautaire juif- le monde arabo-musulman comme une aire culturelle globalement "antisémite", "complotiste" et "négationniste"

- Jean-Yves Camus : Chroniqueur de Charlie Hebdo. Son papier était d'ailleurs le premier article à découvrir (en page 4) dans le journal paru après l'attentat. Son titre? "Les charognards du complot". L'objet de sa diatribe : la diabolisation des citoyens préoccupés par les zones d'ombre de l'attentat et tous rassemblés sous le vocable délicat de "négationnistes" de "la gauche radicale, de l'ultradroite antisémite et de la sous-culture islamogauchiste".

Mieux encore : Camus veut faire pénaliser financièrement quiconque doutera publiquement (via les réseaux sociaux) de tel ou tel récit délivré par les autorités et docilement relayé sans sourciller par les médias de masse. Extrait d'un article de Libération (journal racheté par le militant "sioniste" autoproclamé Patrick Drahi) :

- Frédéric Haziza. : Traque du moindre opposant déclaré au régime d'apartheid de Tel Aviv. Un chien de garde du sionisme-, le journaliste salarié par le service public n'a pas hésité à demander -dimanche, sur Radio J- au patron du Parti socialiste (Jean-Christophe Cambadélis, ex-intermédiaire d'ELNET, un lobby israélo-américain également proche d'Haziza) de "mettre fin" à plusieurs sites "islamistes" -dont celui fondé par l'auteur de ces lignes. (Panamza)

- Martin Boudo : Journaliste de l'agence Premières Lignes. Inutile, par ailleurs, de rechercher une quelconque connexion sioniste dans l'entourage de Martin Boudot: l'homme répond davantage au profil-type de la nouvelle génération de journalistes issus des principales écoles labellisées du pays. Par conformisme intellectuel, d'une part, et par souci de carrière, d'autre part, la vaste majorité d'entre eux a déjà intériorisé -sans rechigner- la crainte d'être taxé de "complotiste" en cas d'interrogation

publiquement formulée à propos de telle ou telle version officielle.

- Christophe Deloire : Ex-directeur du CFJ, aujourd'hui patron de Reporters sans frontières et auteur d'un ouvrage islamophobe encensé par l'ex-Frontiste Bruno Mégret. (Source : Panamza)

Superstition, la 13e balle s'est dégonflée, un chiasseux.

- "Charlie Hebdo" : le dessinateur Luz annonce qu'il ne dessinera plus Mahomet - Francetv info

Trois mois après avoir signé le dessin "Tout est pardonné", il fait ses adieux à Mahomet. Le dessinateur Luz, auteur de la une controversée du numéro de Charlie Hebdo paru après la tuerie de janvier, déclare qu'il ne dessinera plus le personnage du prophète, dans un entretien au magazine Les Inrockuptibles, paru mercredi 29 avril.

"Je ne dessinerai plus le personnage de Mahomet, il ne m'intéresse plus, déclare-t-il. Je m'en suis lassé, tout comme celui de Sarkozy. Je ne vais pas passer ma vie à les dessiner." (On a fait assez de fric avec... - ndlr)

Le numéro des "survivants" de janvier, avec la caricature de Mahomet en couverture qui tenait une pancarte "Je suis Charlie" et dont le surtitre était "Tout est pardonné", avait suscité des manifestations parfois violentes dans plusieurs pays musulmans.

A la fin janvier, réagissant à ces manifestations, Luz avait estimé que "la majorité des musulmans se fout de Charlie Hebdo". "Je pense que les gens qui s'arrogent le droit de dire que l'ensemble de la communauté musulmane a été offensée sont des gens qui prennent les musulmans pour des imbéciles, expliquait-il. Nous, on ne prend pas les musulmans pour des imbéciles."

Non, seulement pour des boucs émissaires et de la chair à canons, c'est déjà pas mal...

Pas la PEN à Charlie.

- Six auteurs anglophones refusent d'assister à une cérémonie car un prix y sera décerné à Charlie Hebdo - slate.fr

Le 5 mai prochain, l'association des auteurs pour la défense de la liberté d'expression, PEN, remettra le prix du courage en faveur de la liberté d'expression à Charlie Hebdo. Six écrivains membres de PEN ont annoncé qu'ils ne participeraient pas à la cérémonie car ils sont opposés à la ligne éditoriale de l'hebdomadaire satirique décimé lors de l'attentat du 7 janvier, annonce le Guardian.

Les romanciers Peter Carey, Michael Ondaatje (auteur du célèbre roman *The English Patient*, adapté au cinéma avec Juliette Binoche), Francine Prose, Teju Cole, Rachel Kushner and Taiye Selasi ne seront donc pas présents au Musée américain d'histoire naturelle à Manhattan. Francine Prose explique ainsi que si elle soutient la liberté d'expression inconditionnellement, elle estime que remettre un prix constitue «une marque d'admiration et de respect», sentiments qu'elle ne partage pas concernant Charlie Hebdo. En cause, la supposée islamophobie du journal satirique français. «Je ne peux pas m'imaginer être dans le public au moment de la standing ovation en l'honneur de Charlie Hebdo», ajoute l'écrivaine.

L'auteur Peter Carey est plus véhément encore. Il dénonce dans le *New York Times* «l'aveuglement de PEN devant l'arrogance culturelle des Français qui ne reconnaissent pas l'obligation morale qu'ils ont à l'égard d'une part conséquente et vulnérable de leur population.» (Le PEN s'en tape autant que Luz. - ndlr)

La direction de PEN ne cache pas ces dissensions mais tente d'apaiser la polémique en expliquant sa position. «Il est indéniable qu'en provoquant les extrémistes, Charlie Hebdo a heurté la sensibilité d'autres musulmans, de la même manière que leurs dessins ont heurté d'autres groupes (...) mais nous croyons aux déclarations de Charlie Hebdo expliquant que l'équipe ne voulait pas ostraciser les musulmans mais rejeter fermement les efforts d'une petite minorité désireuse de réduire la liberté d'expression», développe Andrew Solomon, président du PEN américain, qui organise l'évènement. slate.fr 27.04

Argument hypocrite et dérisoire, on se fout de savoir de quelle manière ces salopards de Charlie Hebdo interprètent leurs actes et leur portée ainsi que les crétins ou écervelés qui les partageaient parce qu'ils étaient sous l'influence de l'idéologie de la classe dominante, quoi qu'ils puissent affirmer, leur propagande s'inspirait de celle de l'impérialisme américain reprise à son compte par le gouvernement français, ce qu'avaient parfaitement assimilé des centaines de millions de musulmans à travers le monde.

L'Algérie foyer du terrorisme? Non, la France impériale.

- Pourquoi les médias français cachent-ils la nationalité française de Sid-Ahmed Ghlam ? - french.irib.ir

On a appris de source autorisée que le terroriste Sid-Ahmed Ghlam, arrêté, de façon fortuite, nous dit-on, par la police à Paris, a la nationalité française.

Il est franco-algérien, et non un Algérien, tout court, comme il est présenté par toutes les rédactions. Quel intérêt avaient les médias français à l'identifier comme «étudiant algérien» : pousser cette catégorie de Français, «à part entière», mais qui sont d'origine algérienne, à se reconnaître en lui et, pour ceux qui en ont les prédispositions, à imiter son geste, ou alors inciter la masse des «autres Français», les «vrais», d'origine, à cultiver la méfiance, à l'égard de leurs concitoyens redevenus «algériens», en fonction du douar d'où sont venus leurs parents, et plus grave, perçus comme «agents dormants» ? Se méfier des Algériens «insoupçonnables», ceux qui sont hauts cadres ou s'apprentent, grâce à leurs bonnes études, à occuper des fonctions supérieures, surtout, ceux qui sont «calmes et ont un comportement normal», c'est ce que recommande, d'ailleurs, ouvertement, un ancien responsable à la DGSE. La parole d'Alain Juillet, c'est son nom, a du poids, en sa qualité d'actuel président du Club des directeurs de sécurité des entreprises.

Il est difficile de croire à une erreur de bonne foi commise par les médias, sur la nationalité d'une personne, suspectée d'avoir voulu commettre des attentats, en Ile-de-France, contre des églises, et d'être l'auteur du meurtre d'Aurélié Châtelain, tuée, peu avant, à Villejuif, (Val-de-Marne). En fait, pour chasser sur le terrain du Front national, il faut que ce criminel soit de nationalité algérienne. C'est dans ce scénario d'ensemble que se trouve l'explication à la précipitation avec laquelle les médias ont versé dans la stigmatisation des Algériens, en prenant prétexte de ce fait. Au contraire, en donnant l'information, le ministre français de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, a voulu, visiblement, veiller à éviter ce piège et a parlé, comme il convient, dans ce genre de situation, de l'arrestation d'un «individu». Mais dans le journal "Le Monde", l'individu a été transformé en «un étudiant en informatique algérien de 23 ans, arrivé, en France, en 2009». french.irib.ir 27.04

Qui complete ?

- L'Allemagne aurait espionné des officiels français et européens pour le compte de la NSA - LeMonde.fr

L'affaire provoque une tempête politico-médiatique à Berlin. Les nouvelles révélations à paraître dans le quotidien Süddeutsche Zeitung jeudi 30 avril risquent de ne rien arranger : les services de renseignement allemands, déjà mis en cause pour avoir espionné des entreprises européennes, auraient également surveillé de « hauts fonctionnaires » français et de la Commission européenne pour le compte de la NSA américaine, selon le grand quotidien de Munich.

« Le BND [les services de renseignement allemands] a aidé la NSA à faire de l'espionnage politique », écrit le journal, précisant que des écoutes de « hauts fonctionnaires du ministère des affaires étrangères français, de l'Elysée et de la Commission européenne » ont été réalisées à la station d'écoutes bavaroise de Bad Aibling.

Des révélations sur l'espionnage supposé depuis 2008 de firmes européennes par le renseignement allemand pour le compte de la NSA embarrassent depuis lundi le gouvernement de la chancelière Angela Merkel, qui s'est toujours posé en victime de ses alliés américains.

Dans le cas de la surveillance d'entreprises, l'espionnage industriel n'a pu avoir lieu que « dans des cas isolés », souligne la Süddeutsche Zeitung, qui précise que les Etats-Unis cherchaient à l'époque des « informations sur des exportations illégales ».

En revanche, affirme le quotidien, citant une source décrite comme digne de confiance et connaissant les procédures au sein du BND, « le cœur [du problème] est l'espionnage politique de nos voisins européens et des institutions de l'Union européenne ».

Le ministre de l'intérieur allemand, Thomas de Maiziere, qui était à l'époque chef de la chancellerie et ne pouvait donc pas ignorer, selon plusieurs médias allemands, les activités du BND, a proposé de s'expliquer la semaine prochaine devant la commission d'enquête parlementaire allemande chargée de faire la lumière sur les pratiques de l'agence américaine.

Par ailleurs, le gouvernement est accusé par l'opposition d'avoir menti en déclarant le 14 avril dans une réponse écrite au groupe parlementaire du parti de gauche radicale Die Linke ne rien savoir d'un quelconque espionnage économique par la NSA.

« Je récusé catégoriquement l'affirmation consistant à dire que le gouvernement n'a pas dit la vérité », a déclaré mercredi Steffen Seibert, le porte-parole de la chancelière Angela Merkel, lors d'une conférence de presse régulière.

L'Allemagne avait été choquée à l'été 2013 par les révélations d'Edward Snowden, ancien consultant de la National Security Agency, selon lesquelles l'agence avait mis en place un vaste système de surveillance des communications des Allemands, jusqu'au téléphone de la chancelière, pendant plusieurs années. LeMonde.fr 29.04

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Stratégie du chaos et de la guerre = militarisation des esprits et de la société.

- Défense : face à la menace terroriste, François Hollande donne des crédits - Francetv info
- L'armée dopée pour contribuer à la lutte antiterroriste - FP
- Budget de la Défense : «L'opération Sentinelle pérennisée», confirme Hollande - LeParisien.fr

"La France fait face à de lourdes menaces aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de notre territoire", a affirmé mercredi le chef de l'Etat après un Conseil de défense qui visait à tirer les leçons des attentats des 7, 8 et 9 janvier (17 morts).

L'opération Sentinelle de patrouilles militaires engagée depuis le début de l'année avec 10.000 hommes sera "pérennisée" avec "7.000 militaires" affectés à cette mission "de manière durable", a-t-il ajouté.

Le budget de la Défense (31,4 milliards d'euros en 2015) de la France, l'une des premières puissances militaires en Europe avec la Grande-Bretagne, va bénéficier de "3,8 milliards (d'euros) supplémentaires" entre 2016 et 2019. "C'est un effort important, c'est même un effort considérable", a-t-il estimé.

Dans l'opposition, des députés UMP ont déploré la faiblesse de l'effort. L'augmentation du budget, "cela fait moins d'un milliard par an. Or ce qui manque à nos armées risque de se chiffrer à beaucoup plus", a jugé sur iTELE Arnaud Danjean, député européen. "De la poudre aux yeux" et ces décisions "ne renforcent en rien nos moyens", a renchéri Philippe Meunier.

Pour Florian Philippot, vice-président du Front national, aucune annonce n'est "à la hauteur de la situation".

Ces décisions ont été prises "avec la volonté de porter la croissance et l'emploi au plus haut niveau possible. J'ai fait ce choix parce que c'est celui de la France, de sa protection, de sa sécurité. Les Français s'ils veulent avoir confiance dans l'avenir doivent se sentir partout en sécurité, protégés", a fait valoir François Hollande.

L'augmentation des crédits militaires bénéficiera aux personnels et aux équipements dont l'armée a besoin pour s'adapter à la lutte antiterroriste. François Hollande a évoqué la nécessité d'accorder plus de moyens à la cyberdéfense, à l'aéronautique et au renseignement.

Tenant compte des décisions prises ce mercredi, l'"actualisation" de la Loi de programmation militaire 2014-2019, votée en 2013, fera l'objet d'un projet de loi soumis au gouvernement le 20 mai avant d'être transmis au Parlement, a-t-il aussi indiqué.

Ces décisions vont entraîner l'annulation de plus de la moitié des réductions d'effectifs dans les armées prévues par la Loi de programmation militaire 2014-2019.

Ainsi, 18.500 postes seront préservés sur les 34.000 menacés de suppression, a précisé la présidence.

En début d'année, le président avait déjà annoncé le gel de 7.500 suppressions d'emplois prévues en 2015.

Pour concrétiser ses nouvelles décisions, le ministère de la Défense compte faire passer le réservoir de forces terrestres pouvant être déployées sur le terrain de 66.000 militaires aujourd'hui à 77.000.

"Aujourd'hui, on est au-delà du contrat opérationnel tant à l'extérieur qu'à l'intérieur et il faut qu'on reprenne de la marge", note-t-on à la Défense. "On en est à rogner les permissions, voire les phases de réentraînement avant de repartir en opérations".

En extérieur, 9.000 hommes sont actuellement mobilisés au Sahel, en Centrafrique et dans le Golfe. Depuis les attaques de janvier, 10.000 militaires protègent en France des sites sensibles pour un coût estimé à un million d'euros par jour.

L'armée (Air, Terre et Marine) compte quelque 215.000 personnels militaires et civils. AFP 29.04

La question à un dollar.

- La finance est-elle vraiment l'adversaire d'Hillary Clinton ? - latribune.fr

La candidate à l'investiture du Parti démocrate pour l'élection présidentielle américaine de 2016 profite de son début de campagne pour dénoncer à l'envi les dérives de la finance et les inégalités. Mais Hillary Clinton entretient des relations étroites avec les pontes de Wall Street.

"Mon véritable adversaire, c'est la finance", clamait François Hollande en 2012, lors d'un meeting au Bourget. Hillary Clinton, qui espère représenter les démocrates à l'élection présidentielle américaine de 2016, semble avoir choisi le même angle d'attaque pour son début de campagne.

Wall Street ne s'en émeut pas

Du côté des grands pontes de la finance, le message d'Hillary Clinton n'est pas pris au sérieux:

"Quand il faudra gouverner, elle sera pragmatique. Elle comprend que ce n'est pas parce qu'il y a un mouton noir que tout le troupeau est malade", explique à l'AFP un grand banquier sous le couvert de l'anonymat.

Interrogé par le site Politico, un financier important de Wall Street, souhaitant également rester anonyme, a expliqué que les déclarations d'Hillary Clinton étaient seulement "politiques".

Tom Nides, haut responsable de Morgan Stanley et proche d'Hillary Clinton, selon Politico, a renchéri:

"On ne peut pas dire 'Oh mon dieu, elle cours vers la gauche !'. Elle est juste fidèle à elle-même. Elle a d'excellentes relations avec les gens. Mais cela ne veut pas toujours dire qu'elle leur donne ce qu'ils veulent." (Cela dépend à qui ! - ndlr)

Proche de responsables de JPMorgan et Morgan Stanley

Hillary Clinton est loin d'être en froid avec Wall Street. La candidate est proche de grands pontes comme Jamie Dimon (patron de JPMorgan Chase) et Greg Fleming (numéro deux de Morgan Stanley et présenté comme le futur grand patron).

Et la finance le lui rend bien. Hillary Clinton a donné des discours rémunérés entre 200.000 et 300.000 dollars (276.000 euros) de l'heure lors d'événements organisés par Wall Street. En juillet 2014, elle aurait ainsi engrangé 12 millions de dollars en 16 mois, selon Bloomberg pour des discours et des apparitions. Le 23 octobre dernier, elle gagnait 273.000 dollars lors d'une nouvelle conférence pour la fondation Clinton.

En outre, Goldman Sachs, Bank of America, Morgan Stanley, JPMorgan ont donné plusieurs millions de dollars à cette fondation. Très soutenue par les banquiers de Wall Street en 2008

Par ailleurs, les banquiers de Wall Street étaient nombreux à soutenir financièrement la démocrate Hillary Clinton en 2008. Lors des primaires démocrates, les salariés du secteur financier, des assurances et de l'immobilier ont donné plus d'argent à Hillary Clinton que ceux d'aucun autre secteur, selon le Center for Responsive Politics. Par comparaison, pour Barack Obama, les avocats et lobbyistes étaient la première catégorie de donateurs. latribune.fr 26.04 latribune.fr 26.04

Les institutions et les élections américaines sont une escroquerie...

Commentaire d'un internaute

- "Mme Clinton n'est pas seulement soutenue par la grande finance, elle a été choisie par celle-ci. Elle est "la grande finance". Quant à ses discours anti-finance à la Hollande, ils ne valent que pour le peuple naïf qui y croit."

Effectivement, vous avez le droit de faire le même constat avec Hollande et le PS.

Ce sont les petits bourgeois, les classes moyennes, l'aristocratie ouvrière, les fonctionnaires et les couches moyennes embourgeoisées du prolétariat qui avaient intérêt à avoir des illusions dans Hollande, pas les couches les plus défavorisées qui n'avaient rien à perdre que leur misère au quotidien.

ACTUALITE EN TITRES

Faits divers en famille.

- La «cinquième colonne», une expression conspirationniste - 20minutes.fr

Le PS ?

- Jean-Marie Le Pen a-t-il caché un magot suisse ? - Liberation.fr

Hollande ne se cache même plus pour imiter G. W. Bush.

- Le Foll: "Estrosi ne se cache même plus d'imiter les délires FN" - AFP

[En famille. Mimétisme. Quand Hollande s'inspire de l'extrême droite.](#)

- Aliot (FN) compare l'Internationale à l'enterrement de Charb à des chants nazis - AFP 08.02

- Hollande compare Mme Le Pen à un "tract" communiste, le PCF s'indigne - AFP 19.04

Quel cauchemar !

- Présidentielle: Laurent (PCF) "n'imagine pas" la gauche absente du 2e tour - AFP

[Le lobby militariste japonais veut en être, de quoi, mais de la guerre, pardi!](#)

- Les forces de défense japonaises vont jouer un rôle plus actif - AFP

Les Etats-Unis et le Japon ont approuvé lundi une révision de leur alliance militaire, qui prend en compte l'extension du rôle militaire international que le Japon. AFP 29.04

[Pillage et pilonnage](#)

- Grèce: Moody's abaisse de nouveau la dette - AFP

L'agence de notation Moody's a abaissé la note de la Grèce mercredi en raison notamment des incertitudes pesant sur un accord avec ses créanciers qui lui permettrait de faire face à ses obligations sur sa dette. AFP 29.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

1.1- Baltimore: émeutes après les obsèques de Freddie Gray, jeune Noir mort après son interpellation par la police - Le HuffPost

Scènes de chaos à Baltimore. Les autorités du Maryland ont annoncé lundi soir, le 27 avril, le déploiement massif de la garde nationale et imposé un couvre-feu nocturne pour ramener le calme dans cette ville du nord-est, théâtre de violences et de pillages qui ont éclaté peu après les obsèques de Freddie Gray.

Un couvre-feu va être instauré chaque nuit à compter de mardi à 22h00 locales (04h00 du matin mercredi en France) jusqu'à 05h00 du matin, et ce pendant une semaine, a également annoncé la maire. La garde nationale, qui est une force paramilitaire, va faire l'objet d'un déploiement "massif", a confirmé lors d'une autre conférence de presse la générale de cette force, Linda Singh. Un responsable de la police du Maryland a indiqué en outre que l'Etat avait requis jusqu'à 5500 hommes supplémentaires en renfort.

Le gouverneur du Maryland, Larry Hogan, avait déclaré un peu plus tôt l'état d'urgence "pour restaurer l'ordre" dans cette ville de 620.000 habitants située à une soixantaine de km de la capitale fédérale. Les violences ont éclaté juste après les funérailles de Freddie Gray, jeune Noir décédé après son interpellation musclée par la police. Le HuffPost 28.04

1.2- La tension persiste à Baltimore, patrouilles dans les rues - Reuters

La police et la Garde nationale patrouillaient mercredi dans les rues de Baltimore, la principale ville du Maryland, où la tension restait vive deux jours après les émeutes provoquées par la mort en détention d'un Noir de 25 ans, Freddie Gray.

Les écoles ont rouvert mercredi et malgré la tension encore palpable la vie semble avoir retrouvé un cours normal, hormis la présence massive des policiers et des gardes nationaux.

Depuis l'entrée en vigueur du couvre-feu nocturne mardi soir, 35 personnes ont été interpellées, a annoncé la police.

Six agents ont été suspendus. La police mène une enquête qui devrait être bouclée d'ici la fin de la semaine et dont les conclusions seront transmises au parquet.

Le département de la Justice a aussi ouvert une enquête sur une possible violation des droits civiques.

La nouvelle ministre de la Justice (Attorney General) Loretta Lynch a dénoncé les "actes de violence insensés" commis à Baltimore. Reuters 29.04

2- Yémen

- Les dessous de la guerre contre le Yémen - french.tribune.com

L'ancien émissaire des Nations Unies pour le Yémen a révélé de nouvelles réalités, assez surprenantes, pour le camp des pays qui collaborent avec l'Arabie saoudite dans l'opération de la « Tempête décisive » contre les Yéménites.

Selon le site d'information « Panorama Al-Sharq Al-Awsat », les journaux américains ont écrit, ce dimanche, que l'ex-émissaire de l'ONU au Yémen, M. Jamal Benomar, qui a démissionné de son poste sous la pression des Etats-Unis et de l'Arabie saoudite, a mis au grand jour, dans un entretien avec les journalistes le 19 avril, de nouvelles réalités qui ont été assez étonnantes pour les dirigeants saoudiens. M. Jamal Benomar avait souligné que les conflits en cours au Yémen étaient le résultat direct des tentatives visant à écarter le mouvement Ansarallah du processus politique yéménite, et qu'aucun signe d'une quelconque ingérence iranienne dans les affaires du Yémen, n'avait été constaté.

L'ancien émissaire des Nations Unies au Yémen avait aussi qualifié Abd Rabbo Mansour Hadi, président démissionnaire du Yémen, de médiateur répugnant et sans scrupule. Toujours, selon « Panorama Al-Sharq Al-Awsat », les déclarations de Jamal Benomar étaient en contradiction avec les allégations de Washington et de Riyad selon lesquelles l'Iran s'ingérerait intensément dans les affaires du Yémen et de la région. Cette position de M. Jamal Benomar, ainsi que les pressions du Qatar et de l'Arabie saoudite, ont été à l'origine de sa démission. french.tribune.com 26.04

3- Palestine

- Gaza: de jeunes manifestants battus et arrêtés par la police du Hamas - AFP

La police du Hamas a brutalement mis fin à une manifestation de jeunes mercredi dans la bande de Gaza en frappant et arrêtant plusieurs manifestants, a constaté un journaliste de l'AFP.

Plus de 400 jeunes se sont rassemblés dans le quartier de Chajaya, à l'est de la ville de Gaza, pour réclamer la reconstruction du territoire et la fin des divisions inter-palestiniennes, un des facteurs primordiaux du marasme gazaoui.

La manifestation avait été organisée, via les réseaux sociaux, par un groupement de jeunes Palestiniens s'intitulant le "mouvement du 29-avril".

Des policiers en civil qui s'étaient mêlés à la foule ont frappé plusieurs manifestants à coups de poing sans leur causer de blessures graves, a indiqué le journaliste de l'AFP.

Ils ont ensuite arrêté sept personnes, selon des témoins. La manifestation a alors tourné court.

Le ministère de l'Intérieur du Hamas, le mouvement islamiste qui contrôle la bande de Gaza, a déclaré dans un communiqué que la foule était devenue violente, forçant la police à intervenir "pour protéger la vie des manifestants, après quoi le calme a été rétabli".

Lors d'une conférence de presse mardi à Gaza, une des têtes de file du "mouvement du 29-avril" avait expliqué que le but de la mobilisation était que "la rue palestinienne" change la situation actuelle et que la jeunesse fasse entendre sa voix.

La bande de Gaza, territoire exigu coincé entre Israël, l'Égypte et la Méditerranée sur lequel s'entassent 1,8 million de Palestiniens, est en proie à la récession, à l'inflation et à un chômage qui touche plus de 40% de la population et plus de 60% des jeunes.

Son économie est étouffée par un strict blocus israélien depuis 2006 et plus récemment un quasi-blocus égyptien. La guerre de 2014 contre Israël a mis son économie à genou.

Malgré l'ampleur des destructions, la reconstruction se fait attendre. AFP 29.04

4- Irak

La Mort clinique d'Abou Bakr al-Baghdadi - french.irib.ir

Abou Bakr al-Baghdadi, calife de Daesh, est mort cliniquement. Une source au sein du renseignement irakien a fait état de la mort clinique d'Abou Bakr Bagdadi, le calife autoproclamé de Daesh. Al-Baghdadi a été transféré dans un hôpital israélien au Golan syrien occupé pour y recevoir des soins médicaux, mais les médecins israéliens n'ont pas pu le sauver, et il se trouve actuellement dans l'état de mort cliniquement. french.irib.ir 26.04

5- Burundi

- Burundi: la première radio du pays coupée, les chefs de la société civile traqués - AFP

Les autorités burundaises ont fermé lundi la principale radio indépendante du pays et arrêté l'une des figures de la société civile opposée à un troisième mandat du président Pierre Nkurunziza, tout en empêchant de nouvelles manifestations contre le chef de l'État à Bujumbura.

La RPA (Radio publique africaine), radio la plus écoutée du pays, a elle-même annoncé dans l'après-midi s'être fait retirer son autorisation d'émettre, avant que son signal ne soit coupé.

Accusée par les autorités d'incitation "au soulèvement", elle ne pouvait déjà plus émettre au-delà de Bujumbura depuis les premières manifestations de dimanche contre un troisième mandat du président Pierre Nkurunziza.

Un peu plus tôt lundi, Pierre-Claver Mbonimpa, patron de la principale organisation burundaise de défense des droits de l'Homme, a été arrêté. Selon son avocat, son arrestation est "liée" à l'appel du militant à manifester.

Un mandat d'arrêt a par ailleurs été émis contre le principal organisateur, au sein de la société civile, de la campagne anti-Nkurunziza, Vital Nshimirimana, passé dans la clandestinité, mais qui a promis, dans un entretien téléphonique à l'AFP, de poursuivre le mouvement.

"Ca ne fait que commencer, le mouvement ne s'arrêtera que quand Nkurunziza annoncera qu'il renonce à sa candidature", a-t-il dit. "Le peuple burundais et la communauté internationale sont témoins que nos manifestations sont pacifiques".

Entre dimanche et lundi, "environ 320 personnes" ont au total été arrêtées, a affirmé un haut gradé de la police à l'AFP.

Deux personnes ont péri dimanche dans des affrontements entre manifestants et policiers. Deux autres avaient ensuite été tuées dans des descentes nocturnes réalisées, selon des témoins, par des jeunes du parti présidentiel dans le quartier de Cibitoke, où les affrontements avaient été les plus violents dans la journée.

Pour tenter de calmer le jeu, partout à travers la capitale burundaise lundi, c'est l'armée, perçue comme plus neutre que la police par la population, qui a été déployée.

"Nous ne participons pas directement à la gestion des manifestations mais nous sommes là pour sécuriser la population", a déclaré à l'AFP le porte-parole de l'armée, le général Gaspard Baratuza, confirmant les deux morts de la nuit.

Alors que le gouvernement a interdit les manifestations à travers le pays, un millier de jeunes ont malgré tout de nouveau tenté lundi matin de quitter Cibitoke, situé dans le nord de la capitale, pour rejoindre le centre-ville.

Branches d'arbre en main en signe de leur volonté de manifester pacifiquement, ils ont très vite été stoppés par la police anti-émeute, a constaté un journaliste de l'AFP.

Selon des témoins, d'autres manifestants, répondant à l'appel de l'opposition et d'une grande partie de la société civile, ont tenté

de rejoindre le centre depuis d'autres quartiers pour, aussi, contester l'investiture samedi de M. Nkurunziza par son parti, le Cnodd-FDD, à la présidentielle du 26 juin. Ils ont été dispersés de la même façon.

Au pouvoir depuis 2005, le chef de l'État briguera un troisième mandat que ses opposants jugent inconstitutionnel et surtout contraire aux accords d'Arusha qui avaient ouvert la voie à la fin de la longue guerre civile burundaise (1993-2006). Son clan juge ce troisième mandat parfaitement légal.

Lundi, le centre-ville est resté calme. L'armée a laissé la population se regrouper dans les rues des quartiers périphériques, danser et chanter son opposition au troisième mandat.

"Nous sommes contents que ce soit l'armée qui ait maintenant été déployée car la police se mélange avec les jeunes du parti au pouvoir", a affirmé un habitant de Cibitoke.

Ces jeunes, les "Imbonerakure", qualifiés de "milice" par l'ONU, sont accusés d'intimidation à l'encontre des opposants à Pierre Nkurunziza. Ils n'ont jamais caché leur volonté d'en découdre si leur champion ne pouvait pas se représenter.

Craignant des dérapages, voire une reprise de la violence à grande échelle, la communauté internationale n'a cessé de tenter de dissuader Pierre Nkurunziza de se représenter. AFP 27.04

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Le chômage augmente en mars et efface la baisse du début d'année - Le Huffington Post

En catégorie A (les personnes qui n'ont pas du tout travaillé), Pôle Emploi dénombre 15.400 demandeurs d'emploi supplémentaires. Cela représente une hausse de 0,4% sur un mois et de 4,9% sur un an.

Au total, on compte donc 3.509.800 chômeurs en catégorie A, ce qui représente un nouveau record. Depuis mai 2012, et l'accession de François Hollande à l'Élysée, 586.000 personnes sont venues grossir les rangs des demandeurs d'emploi.

Toute catégorie confondue, et englobant les départements d'outre-mer, le nombre de personnes inscrites à Pôle Emploi et obligées de faire un acte de recherche d'emploi est encore plus élevé et se rapproche encore un peu plus des 6 millions (5.590.600 personnes). Le Huffington Post 28.04

C'est le seul article qui demeurerait disponible sur ce sujet ce matin sur Yahoo.news Tous les autres articles de la veille ou l'avant-veille avaient disparu. On comprend pourquoi

[Haut de page ↗](#)